

# TITRE XI

## DES CORPS MUNICIPAUX—COMPAGNIES—SOCIÉTÉS ET CLUBS

### CHAPITRE PREMIER

#### DES CITÉS ET VILLES

##### SECTION I

##### DISPOSITIONS DIVERSES

##### § 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

**5256.** Le présent chapitre peut être cité sous le titre Citation. de “ loi des cités et villes ”. 3 Ed. VII, c. 38, s. 1.

**5257.** Le présent chapitre s'applique :

1. A toute municipalité de cité ou de ville à l'avenir constituée par une loi de la Législature de la province ou par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux articles 5268, 5269 et 5270 ;

Application  
de la loi :  
Aux cités et  
villes consti-  
tuées à l'ave-  
nir ;

2. A toute municipalité de cité ou de ville, maintenant existante et constituée par une loi spéciale, qui sera déclarée sujette aux dispositions du présent chapitre par une loi spéciale, ou qui sera constituée, sur abandon de sa charte spéciale, en municipalité de cité ou de ville, en vertu des dispositions du présent chapitre, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux articles 5268, 5269 et 5270, *mutatis mutandis* ;

Aux cités et  
villes exis-  
tantes qui y  
seront déclai-  
rées sujettes ;

3. A toute municipalité de cité ou de ville qui, avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, était sujette aux dispositions de la loi des cités et villes 1903. 3 Ed. VII, c. 38, s. 2.

Aux cités et  
villes régies  
par la loi de  
1903.

**5258.** Pour empêcher l'incorporation de quelques articles du présent chapitre dans une charte, ils doivent en être exclus expressément par leurs numéros d'ordre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 3.

Mention des  
exceptions.

- Interprétation:** **5259.** A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le présent chapitre et dans la charte, le sens et l'application que leur attribue le présent article :
- "Charte";** 1. Le mot "charte" désigne toute loi de la Législature ou toutes lettres patentes, suivant le cas, établissant une municipalité de cité ou de ville ;
- "District";** 2. Le mot "district" signifie un district judiciaire établi par la loi, et nommément le district dans lequel est située la cité ou la ville ;
- "Cour de circuit du comté" ou "de comté";** 3. Les mots "Cour de circuit du comté" ou "de comté" désignent la Cour de circuit dans et pour le comté ; et s'il y a plus d'une Cour de circuit établie dans le comté, ils les comprennent toutes ;
- "Cour de magistrat" et "Cour de magistrat de comté";** 4. Les mots "Cour de magistrat" ou "Cour de magistrat du comté" désignent la Cour de magistrat établie dans le comté par proclamation du lieutenant-gouverneur et présidée par le magistrat de district ;
- "Membre du conseil";** 5. Les mots "membre du conseil" désignent et comprennent le maire ou tout échevin de la cité ou de la ville ;
- "Charge municipale";** 6. Les mots "charge municipale" désignent toutes les charges ou toutes les fonctions que remplissent les membres ou les officiers du conseil ;
- "Séance";** 7. Le mot "séance", employé seul, désigne indistinctement une séance ordinaire ou générale ou une séance spéciale du conseil ;
- "Jour suivant";** 8. Les mots "jour suivant" ne signifient ni ne comprennent les jours de fête, à moins que l'acte dont il est question ne puisse être fait un jour de fête ;
- "Contribuable";** 9. Le mot "contribuable" signifie toute personne tenue de payer à la municipalité quelque contribution ou taxe, y compris la taxe ou le prix de l'eau ;
- "Propriétaire";** 10. Le mot "propriétaire" signifie toute personne qui possède un immeuble en son nom propre, à titre de propriétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé dans le cas de substitution ;
- "Occupant";** 11. Le mot "occupant" signifie toute personne qui occupe un immeuble en son nom propre à titre autre que celui de propriétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé, et qui jouit des revenus provenant du dit immeuble ;
- "Locataire";** 12. Le mot "locataire" signifie toute personne tenue de payer un loyer en argent ou de donner une partie des fruits et revenus de l'immeuble qu'elle occupe. Un locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire de magasin, boutique, bureau ou place d'affaires ;
- "Officier d'élection".** 13. Les mots "officier d'élection" désignent l'officier-rapporteur et le secrétaire d'élection, et tous sous-officier-rapporteur et greffier de bureau de votation, nommés pour une élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 4.

**5260.** Quiconque est, par les dispositions du présent chapitre ou d'un règlement du conseil, tenu de signer son nom sur un document et ne peut le faire, doit y apposer sa marque, en présence d'un témoin qui y signe. 3 Ed. VII, c. 38, s. 5. Manière de signer en certains cas.

**5261.** L'article 5260 ne s'applique pas aux membres du conseil, ni aux officiers qui, aux termes du présent chapitre, doivent savoir lire et écrire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 6. Application de l'article 5260.

**5262.** Les allégations ou expressions inutiles, qui peuvent se rencontrer dans quelque disposition relative à des matières municipales, n'en affectent en aucune manière la validité, si l'ensemble de la disposition interprétée dans son sens naturel est suffisant pour en rendre l'intention. 3 Ed. VII, c. 38, s. 7. Allégations inutiles.

**5263.** L'erreur ou l'insuffisance de la désignation d'une municipalité dans un acte municipal fait par le conseil, ses officiers ou toute autre personne, ou de l'énonciation des qualités de tel officier ou de telle personne, ne peuvent entacher cet acte de nullité, pourvu qu'il n'en résulte ni surprise, ni injustice. 3 Ed. VII, c. 38, s. 8. Erreur ou insuffisance de désignation.

**5264.** Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission de formalités même impératives n'est recevable sur une action, poursuite ou procédure, concernant des matières municipales, à moins qu'une injustice réelle ne résulte du rejet de cette objection, ou à moins que, d'après les dispositions du présent chapitre, l'omission de ces formalités ne frappe de nullité les procédures ou autres actes municipaux qui doivent en être revêtus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 9. Objections à la forme.

**5265.** Tout serment requis par le présent chapitre ou par la charte peut être prêté devant le maire, le greffier, un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure ou un notaire. Prestation de serments.

Toute personne devant laquelle un serment peut être prêté, est autorisée et tenue, chaque fois qu'elle en est requise, d'administrer ce serment et de délivrer sans honoraires un certificat de sa prestation à la partie qui l'a prêté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 10. Devoir de celui qui les fait prêter.

**5266.** Chaque fois que, de la part de la municipalité, il est nécessaire de donner une déposition ou une information sous serment, cette déposition ou information peut être donnée par l'un des membres ou l'un des officiers du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 12. Déposition de la part de la municipalité.

**5267.** Tout juge de paix et toute personne refusant ou négligeant, sans motif raisonnable, d'accomplir un acte ou un Pénalité pour refus

d'accomplir  
certains  
actes, etc.

devoir qui leur est imposé par quelque disposition du présent chapitre ou de la charte, ou qui est requis d'eux en vertu de ces dispositions, encourent, outre les dominages causés, une amende de pas moins de quatre piastres ni de plus de vingt piastres, sauf les cas au sujet desquels il est autrement décrété. 3 Ed. VII, c. 38, s. 13.

§ 2.—*De la constitution des cités et villes par lettres patentes*

Population  
requis pour  
la constitu-  
tion d'une  
cité ou d'une  
ville par let-  
tres paten-  
tes.

**5268.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes, ériger un territoire formant une municipalité de village en municipalité de ville, s'il renferme au moins quinze cents âmes, et ériger un territoire formant une municipalité de village ou de ville en municipalité de cité s'il renferme au moins six mille âmes,—après les formalités prescrites dans les dispositions suivantes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 14, §1 ; 6 Ed. VII, c. 27, s. 1.

Comment le  
chiffre de la  
population  
est établi.

2. Le chiffre de la population contenue dans le territoire que l'on veut ériger en cité ou en ville est établi au moyen d'un recensement fait, sur ordre donné par le conseil de la municipalité de village ou de ville, par deux personnes ou plus nommées à cette fin par le conseil, lesquelles en attestent la fidélité sous serment. 3 Ed. VII, c. 38, s. 14, §2.

Avis de la  
demande des  
lettres paten-  
tes.  
Publication  
de l'avis.

**5269.** 1. Le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville doit donner au préalable un avis de son intention à cet effet.

2. Cet avis doit être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié durant le même laps de temps de la manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité, et énoncer :

Son contenu.

a. Le nom de la municipalité projetée de cité ou de ville, selon le cas ;

b. Les limites de la municipalité ;

c. Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil ;

d. La déclaration que la municipalité sera érigée en cité ou en ville sous l'empire de la loi des cités et villes.

Délai pour la  
présentation  
de la requête  
au lieuten-  
ant-gouver-  
neur en con-  
seil.

3. En tout temps, mais pas plus d'un mois après la dernière publication de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville peut présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes.

Contenu de  
la requête.

4. Cette requête doit énoncer :

a. Le chiffre de la population du territoire dont l'érection en cité ou en ville est demandée ;



- b. Le nom de la municipalité ;
- c. Les limites de la municipalité ;
- d. Le nombre des quartiers en lesquels la municipalité sera divisée ;
- e. Les jours auxquels auront lieu la présentation des candidats et la votation, à la première élection générale du maire et des échevins de la municipalité ;
- f. Le nom de l'officier-rapporteur de cette première élection ;
- g. L'endroit où aura lieu la première séance générale du conseil ;
- h. Le nombre total des échevins et le nombre des échevins de chaque quartier.

5. Avant l'émission des lettres patentes, les dépositions Conditions  
sous serment attestant le résultat du recensement doivent être préalables à  
transmises au département du secrétaire de la province, et l'octroi des  
ce dernier peut, en outre, exiger que le conseil de la municipalité lettres paten-  
té qui demande l'érection de son territoire en cité ou en tes.  
ville établisse que les avis donnés ont été suffisants, que les  
faits allégués dans la requête sont vrais et qu'il est de l'intérêt  
de la municipalité et de ses habitants que l'érection demandée  
ait lieu.

6. A cette fin, le secrétaire de la province ou tel autre Pouvoirs du  
officier chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de secrétaire de  
faire un rapport sur la demande du conseil, peut examiner la province,  
des témoins, et prendre, sous serment ou affirmation qu'il etc.  
peut administrer lui-même, leur témoignage par écrit ou par  
le moyen de la sténographie, entendre les représentants du  
conseil et toute personne qui s'oppose à la demande du conseil  
ou ses représentants, et faire rapport sur le tout au lieutenant-  
gouverneur en conseil.

7. Si le lieutenant-gouverneur en conseil croit qu'il est de Pouvoir du  
l'intérêt de la municipalité et de ses habitants que l'érection lieutenant-gouv.  
demandée ait lieu, il ordonne l'émission des lettres patentes, en conseil.  
lesquelles récitent entre autres choses les assertions contenues  
dans la requête, telles qu'établies.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à Nom diffé-  
propos, donner à la municipalité un nom différent de celui rent.  
choisi par le conseil.

9. Avis de l'émission des lettres patentes est donné par le Avis de l'é-  
secrétaire de la province, en les publiant dans la *Gazette* mission des  
*officielle de Québec* ; et, à compter de la date des lettres lettres paten-  
patentes, la municipalité est érigée en cité ou en ville, selon tes.  
le cas, tombant sous l'empire du présent chapitre.

10. En tout temps après l'émission des lettres patentes, le Lettres pa-  
lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil tentes sup-  
de la municipalité concernée, modifier le nom de la municipi- plémentaires  
palité, le nombre des quartiers, le nombre total des échevins pour les  
changements

subséquents et le nombre des échevins par quartier, et peut à ces fins à l'émission émettre des lettres patentes supplémentaires, qui sont publiées des lettres patentes de la même manière. Les procédures et les avis sur cette Patentes. demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis Procédures pour l'obtention des lettres patentes originaires. 3 Ed. VII, nir. c. 38, s. 15.

Tarif des hon- **5270.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de noraire pour temps à autre, fixer, changer et régler le tarif des honoraires lettres paten- payables sur chaque demande de lettres patentes et de lettres tes. patentes supplémentaires, en vertu du présent paragraphe; il peut désigner le département ou les départements d'où elles doivent émaner, et prescrire la forme des procédures et minutes à leur sujet, et toutes les autres formalités nécessaires pour atteindre l'objet du présent paragraphe.

Mode de les 2. Ces honoraires peuvent être fixés de manière à varier fixer. dans leur montant, en proportion de la population de la municipalité concernée, ou autrement.

Honoraires 3. Il n'est fait aucune procédure dans aucun département payables pour l'émission de lettres patentes ou lettres patentes supplé- d'avance. mentaires en vertu du présent paragraphe, avant que le mon- tant de tous les honoraires, auxquels elles donnent lieu, ait été payé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 16.

### § 3.—*Dispositions applicables aux municipalités nouvelles*

Première **5271.** Dans une municipalité nouvellement érigée, la élection gé- première élection générale a lieu au jour indiqué par la nérale. charte.

Deuxième La deuxième élection générale a lieu le premier jour juri- élection gé- dique du deuxième mois de février après l'entrée en vigueur nérale et de la charte, et les élections générales subséquentes ont ensuite élections subséquen- lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février. 3 tes. Ed. VII, c. 38, s. 17.

Officier-rap- **5272.** L'officier-rapporteur de la première élection générale porteur de est toute personne désignée par la charte pour remplir cette la première charge, et, dans les cas d'omission de telle désignation, ou de élection. refus ou de négligence d'agir de la part de la personne dési- gnée, toute personne nommée à cette fin par le lieutenant- gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 18.

Liste pour la **5273.** La première élection générale se fait d'après la première liste des électeurs, s'il en est, ou le rôle d'évaluation de toute élection. municipalité dont est détachée la nouvelle municipalité; mais peuvent seules voter les personnes dont les noms sont inscrits sur ces listes ou rôles qui ont le cens électoral requis par le présent chapitre ou par la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 19.

**5274.** Tout greffier ou secrétaire-trésorier, dépositaire des Copies des listes d'électeurs ou des rôles d'évaluation mentionnés dans <sup>listes.</sup> l'article 5273, doit, sous peine d'une amende de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, permettre à l'officier-rapporteur de la nouvelle municipalité de faire ou faire faire, dans le bureau du conseil où ils sont déposés, les copies ou extraits de ces listes et rôles, requis pour la première élection générale. 3 Ed. VII, c. 38, s. 20.

**5275.** L'officier-rapporteur de la première élection générale <sup>Garde des</sup> garde tous les documents et choses qui ont servi à l'élection <sup>documents.</sup> jusqu'à la nomination du greffier de la municipalité, et les remet à cet officier aussitôt après son entrée en fonction. 3 Ed. VII, c. 38, s. 21.

**5276.** Dans toute municipalité nouvellement organisée, la <sup>Première</sup> première séance générale du conseil est tenue au lieu indiqué <sup>séance du</sup> par la charte, le mercredi suivant l'avis public du résultat <sup>conseil.</sup> des élections donné par l'officier-rapporteur.

Si le maire doit être nommé par le conseil, cette séance est <sup>Présidence.</sup> présidée par un échevin choisi parmi les échevins présents, jusqu'à ce que le maire ait été nommé et assermenté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 22.

**5277.** Dans une municipalité nouvellement organisée <sup>Rôle d'éva-</sup> l'évaluation des biens-fonds imposables du territoire, dont est <sup>luation.</sup> formée cette municipalité, continue à valoir, et le rôle d'évaluation de ces biens ou un extrait de ce rôle, est le rôle d'évaluation en vigueur des biens imposables de la municipalité jusqu'à ce qu'il en soit fait un conformément à la loi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 23.

## SECTION II

### DE L'ORGANISATION DE LA MUNICIPALITÉ

#### § 1.—*De la constitution de la corporation*

**5278.** Les habitants et les contribuables de toute muni-<sup>Corporation</sup> cipalité de cité ou de ville, et leurs successeurs, sont une cor-<sup>constituée.</sup> poration connue sous le nom désigné dans la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 24.

**5279.** Cette corporation a, sous son nom corporatif, suc-<sup>Pouvoirs gé-</sup> cession perpétuelle et peut : <sup>néraux.</sup>

1. Avoir un sceau commun, qu'elle peut modifier à volonté ;

2. Acquérir tous biens meubles ou immeubles, par achat, donation, legs ou autrement, les posséder, en jouir et les louer ou aliéner ;

3. Contracter, transiger, s'obliger et obliger les autres envers elle dans les limites de ses attributions ;

4. Souscrire, tirer, endosser, transporter, négocier, donner, accepter ou recevoir des billets, lettres de change, chèques, bons, obligations ou autres valeurs et effets négociables ou non, en exécution de tous les pouvoirs, droits et attributions qui lui sont conférés par la loi, et de tous les devoirs et obligations qui lui incombent ;

5. Ester en justice dans toute cause et devant tout tribunal ;

6. En général, exercer tous les pouvoirs qui lui sont accordés, ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses devoirs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 25.

§ 2.—*Des limites de la municipalité et de la juridiction de la corporation*

**5280.** Le territoire compris dans la municipalité est celui qui est spécifié par la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 26.

Juridiction de la corporation.

**5281.** La corporation a juridiction, pour les fins municipales et de police et pour l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés, sur toute l'étendue de son territoire, et en dehors de son territoire pour les fins particulières où plus ample autorité lui est conférée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 27.

Idem pour les fins de police.

**5282.** Lorsqu'une municipalité est bornée de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette eau, la juridiction de la corporation pour les fins de police s'étend, en face de la municipalité, jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent, si cette étendue ne forme pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville ou de village.

Proviso.

Si, cependant, l'eau en face de la municipalité a une largeur de plus de deux milles, telle juridiction ne peut être exercée au delà d'un mille de la rive ou du rivage. 3 Ed. VII, c. 38, s. 28.

§ 3.—*De la division de la municipalité en quartiers*

Division en quartiers.

**5283.** La municipalité est divisée en autant de quartiers que le prescrit la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 29.

Modification des quartiers.

**5284.** Sur un vote des deux tiers de ses membres, le conseil peut, par règlement, changer les bornes des quartiers et en augmenter ou diminuer le nombre, et fixer, diminuer et augmenter le nombre des échevins qui seront élus pour chaque quartier, pourvu que le nombre total soit le même que celui fixé par la charte, sauf le cas de l'article 5285, et qu'un nombre égal d'échevins soit attribué à chaque quartier ; mais

un intervalle d'au moins quatre ans doit s'écouler entre Proviso. chaque modification, à moins que l'annexion d'un nouveau territoire ne la rende nécessaire plus tôt.

Toute telle modification entre en vigueur pour les élections Entrée en annuelles qui la suivent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 30. vigueur.

**5285.** Lorsque le nombre de quartiers de la municipalité Représenta- est augmenté par la création d'un ou de plusieurs quartiers tion. à même un territoire annexé, chaque nouveau quartier est représenté par le même nombre d'échevins que les autres quartiers de la municipalité, et les échevins de ces quartiers peuvent être en sus du nombre d'échevins fixé par la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 31.

#### § 4.—*De l'annexion de nouveaux territoires*

**5286.** Le conseil de la municipalité peut, par le vote Le conseil affirmatif de la majorité absolue de ses membres, faire des peut étendre règlements pour étendre les limites de la municipalité en y les limites de la municipa- annexant, pour des fins municipales, en tout ou en partie, lité par rè- toute cité, ville, village ou municipalité contiguë. glement.

Tout tel règlement doit contenir une désignation complète Contenu du du territoire à annexer, énoncer les termes et conditions de règlement. l'annexion, et déterminer si le territoire ainsi annexé sera constitué en un seul quartier, ou s'il sera annexé, en tout ou en partie, à quelqu'un ou à quelques-uns des quartiers de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 32.

**5287.** Avant sa troisième lecture et son adoption finale Approbation par le conseil de la cité ou de la ville, ce règlement doit avoir du règlement été approuvé par le conseil de la municipalité intéressée, et avant son avoir reçu la sanction des électeurs propriétaires de la dite adoption. municipalité ou partie de municipalité, selon le cas, en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 33.

**5288.** Une copie de ce règlement doit être publiée une Publication fois la semaine, pendant un mois, dans un journal français et du règle- dans un journal anglais publiés dans la cité ou la ville, s'il ment et con- en est, et, s'il n'y a qu'un seul journal, ou que tous soient vocation publiés dans la même langue, dans les deux langues dans le d'une assem- même journal, et, qu'il y ait publication ou non dans un blée pour l'examen du règlement. ou des journaux, être affichée à la porte de l'hôtel de ville, à la porte de l'église paroissiale de la municipalité intéressée, à la porte de la salle ou de l'édifice où le conseil de cette municipalité tient d'ordinaire ses séances, et dans au moins six autres endroits publics de cette municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, avec un avis, signé par le greffier

de la cité ou de la ville, certifiant que cette copie est conforme à l'original du règlement qui doit être pris en considération par le conseil de la cité ou de la ville, après l'expiration de trente jours à dater de l'affichage comme susdit, et énonçant qu'à tel jour, à telle heure et en tel lieu dans la dite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, qui seront fixés par le maire de la municipalité et nommés et désignés dans l'avis, lequel jour ne devra pas être moins de quinze ni plus de vingt jours après la date de l'affichage, une assemblée générale des électeurs propriétaires de la dite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, aura lieu afin de prendre ce règlement en considération, et de l'approuver ou de le rejeter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 34.

**Président de l'assemblée des électeurs.** **5289.** Cette assemblée est présidée par le maire de la municipalité où elle se tient, ou, en son absence ou sur son refus, par quelque autre personne que choisit l'assemblée, et qui doit être un membre du conseil de cette municipalité, s'il s'en trouve à l'assemblée et s'il consent à remplir ces fonctions.

**Secrétaire de l'assemblée.** Le greffier ou secrétaire-trésorier de cette municipalité doit assister à cette assemblée, et avoir les rôles de cotisation et la liste alors en vigueur des électeurs propriétaires de la municipalité, ou une copie certifiée de ces documents, et il remplit les fonctions de secrétaire.

**Question soumise à l'assemblée.** La seule question qui doit être décidée à cette assemblée est celle de savoir si la majorité des électeurs propriétaires de cette municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, ayant qualité pour voter et présents à l'assemblée, approuve ou désapprouve le règlement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 35.

**Déclaration du président après avoir posé la question.** **5290.** Après que la question a été posée, le président de l'assemblée déclare si, dans son opinion, la majorité de ces électeurs soutient ou rejette le règlement.

**Décision du président.** Sa décision, s'il n'en est pas appelé dans le délai d'une heure, est finale, et, dans les huit jours qui suivent, elle est communiquée au maire de la cité ou de la ville par un certificat signé par le secrétaire de l'assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 36.

**Demande de votation.** **5291.** Cinq des électeurs présents à l'assemblée peuvent appeler de la décision du président et demander la votation, laquelle est accordée, et le vote est recueilli immédiatement par le président, le secrétaire-trésorier de la municipalité agissant comme greffier de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 37.

**Votation.** **5292.** Chacun des dits électeurs se présente alors à tour de rôle au président, et donne sa voix par "oui" ou "non"—le mot "oui" signifiant qu'il approuve, et le mot

"non" qu'il désapprouve le règlement proposé ; mais nul vote n'est reçu à moins qu'il n'apparaisse, d'après les rôles de cotisation et la liste des électeurs, que celui qui vote est électeur dans la municipalité ou partie de la municipalité, suivant le cas, et qu'il a qualité pour voter comme propriétaire d'immeuble dans icelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 38.

**5293.** Si, à cinq heures de l'après-midi, le jour de l'assemblée, les votes de tous les électeurs présents n'ont pas été enregistrés, le président doit ajourner la votation au lendemain, à dix heures du matin, et alors la votation se continue comme le premier jour, et elle est close à cinq heures de l'après-midi du second jour.

Si le premier et le deuxième jour, il s'écoule une heure sans qu'un vote soit donné, la votation doit être close. 3 Ed. VII, c. 38, s. 39.

**5294.** A la clôture de la votation, le président compte les "oui" et les "non", et constate si la majorité des électeurs approuve ou désapprouve le règlement.

Il rédige ensuite et signe un certificat exposant le résultat de la votation, et ce certificat est contresigné par le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité remplissant les fonctions de secrétaire de l'assemblée, et conservé par lui, avec le livre de votation, dans les archives de son bureau.

Le greffier ou secrétaire-trésorier est tenu de transmettre au greffier de la cité ou de la ville, dans les huit jours qui suivent la clôture de la votation, une copie dûment authentiquée des certificats et livres de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 40.

**5295.** Si le règlement n'a pas été approuvé, le conseil de la cité ou de la ville ne l'adopte pas ; mais s'il a été approuvé, il est soumis au conseil, avec un préambule exposant qu'il a été approuvé par la majorité des électeurs ayant droit de vote, comme susdit, dans la dite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, à une assemblée convoquée et tenue conformément aux dispositions du présent chapitre.

Si, plus tard, le conseil adopte le règlement par le vote de la majorité de ses membres, il est exécutoire, après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 41.

**5296.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil et de la municipalité à annexer en tout ou en partie en vertu de ce règlement, tous les documents et renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer de l'opportunité ou de l'inopportunité de ce règlement ou de quelqu'une de ses dispositions ; et les officiers du conseil et de la municipalité sont tenus de les lui fournir en conséquence.

Décision du  
lt.-gouv. en  
conseil.  
Entrée en  
vigueur du  
règlement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement.

L'approbation donne force de loi au règlement; elle est présumée et tenue pour régulière et légale, et sa validité et celle de tous les avis et procédures qui se rattachent à son adoption, ne peuvent plus être contestées dans une cour de justice, ni d'aucune autre manière. 3 Ed. VII, c. 38, s. 42.

Dispositions  
applicables  
au territoire  
annexé.

**5297.** Dès qu'une municipalité ou partie de municipalité a été annexée à la cité ou ville, suivant les dispositions du présent chapitre, cette municipalité ou partie de municipalité est sujette aux dispositions des différents actes, règles, règlements et ordonnances faits et passés au moment de l'annexion ou qui pourront l'être par la suite en vertu des pouvoirs conférés à la corporation de la cité ou ville par sa charte ou par la loi ou par tout amendement à icelles, excepté en autant que ces dispositions sont incompatibles avec les conditions du règlement en vertu duquel l'annexion s'est effectuée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 43.

Amende  
pour refus  
d'accomplir  
un devoir  
imposé par  
ce paragra-  
phe.

**5298.** Tout officier municipal ou membre d'un conseil municipal qui néglige ou refuse d'accomplir un acte ou une fonction officielle qui lui incombe, ou d'y concourir, pour la mise à exécution des dispositions du présent paragraphe, est passible d'une amende de cinquante piastres, dont le recouvrement peut se faire au nom de Sa Majesté, devant toute cour compétente, dans les six mois qui suivent la commission de l'offense. 3 Ed. VII, c. 38, s. 44.

§ 5.—*Du conseil, du maire, des échevins et des commissions du conseil*

Attributions  
du conseil.

**5299.** La corporation est représentée et ses affaires sont administrées par son conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 45.

Composition  
du conseil.

**5300.** Le conseil municipal est composé d'un maire et du nombre d'échevins déterminé par la charte, élus en la manière ci-après prescrite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 46.

Terme de la  
charge de  
maire.  
Election du  
maire par le  
conseil.

**5301.** Le maire est élu pour deux années à la majorité des électeurs municipaux de la municipalité ayant voté.

Néanmoins, si le conseil municipal passe un règlement à cet effet à la majorité des deux tiers de ses membres, le maire peut être élu pour deux années par le conseil municipal, et, dans ce cas, l'élection est régie par les dispositions des articles 5553, 5554 et 5555. 3 Ed. VII, c. 38, s. 47.

Terme de la  
charge d'é-  
chevin.

**5302.** Les échevins sont élus pour la même période au nombre, dans chaque quartier, déterminé en la charte, par la



majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 48.

**5303.** Le terme de la charge de maire expire après que le nouveau maire est assermenté ; celui de la charge d'échevin, à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après les élections générales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 49.

Quand expirent les charges de maire et d'échevin.

**5304.** Le maire exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les officiers de la municipalité, et voit spécialement à ce que les revenus de la municipalité soient perçus et dépensés suivant la loi, et à ce que les dispositions de la loi, les règlements et les ordonnances de la municipalité soient fidèlement et impartialement mis à exécution, et soumet de temps à autre au conseil tout projet de changements et d'amendements qu'il croit nécessaires et utiles ; et il doit communiquer au conseil toutes informations et suggestions tendant à l'amélioration des finances, de la police, de la santé, de la sûreté, de la propreté, du bien-être et du progrès de la municipalité.

Pouvoirs, etc., du maire.

Dans l'exercice de ses fonctions comme chef exécutif de l'administration municipale, le maire a droit, en tout temps, de suspendre un officier ou employé au service de la municipalité, et, en pareil cas, le maire doit, à la plus prochaine occasion, faire rapport de la chose au conseil ou à la commission ayant la surveillance immédiate du département affecté, donnant par écrit les raisons de cet acte de sa part. 3 Ed. VII, c. 38, s. 50.

Droit du maire quant aux officiers de la municipalité.

**5305.** Tous règlements, résolutions, obligations ou contrats sont, dans les quarante-huit heures de leur approbation par le conseil, présentés par le greffier au maire pour qu'il y donne son assentiment et y appose sa signature.

Règlements, etc., soumis au maire.

Si le maire refuse de les approuver, il les remet avec ses objections par écrit au greffier, qui les soumet de nouveau à la considération du conseil, à la séance suivante, comme matière d'urgence et de privilège.

Règlements non approuvés.

Si une majorité absolue des membres du conseil approuve de nouveau tels règlements, résolutions, obligations ou contrats, le maire est tenu de les signer et approuver, et, s'il refuse de le faire, tels règlements, résolutions, obligations ou contrats sont légaux et valides comme s'il les avait signés et approuvés, sauf néanmoins les cas où il est déclaré, par les dispositions de la loi, qu'une majorité spécifique est requise pour l'approbation de tout règlement, résolution, obligation ou contrat, ou que l'assentiment du maire est spécialement requis pour telle approbation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 51.

Devoir du maire de signer tels règlements, etc., s'ils sont de nouveau passés par le conseil. Proviso.

Lecture des  
circulaires du  
sec. de la  
province,  
etc.

**5306.** Le maire est tenu de lire, au conseil en séance, toute circulaire ou communication adressée, soit à lui soit au conseil, par le secrétaire de la province, et, s'il en est requis par le conseil ou par le secrétaire de la province, de les rendre publiques dans la municipalité, en la manière prescrite pour les avis publics. 3 Ed. VII, c. 38, s. 52.

Renseignements fournis.

**5307.** Il est tenu de fournir au lieutenant-gouverneur, sur sa demande, tout renseignement sur l'exécution de la loi municipale, et tout autre renseignement qu'il est en son pouvoir de donner avec le concours du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 53.

Démission du maire.

**5308.** Le maire peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité ; mais cette démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 54.

Remplacement du maire dans le cas de vacance.

**5309.** Si la charge de maire devient vacante, le greffier de la municipalité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des membres du conseil pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste de son terme d'office, et le conseil, à cette assemblée, doit élire tel maire ; l'acceptation de la charge de maire par un membre du conseil a pour effet de rendre son siège vacant, et, dans ce cas, il doit être procédé à une nouvelle élection pour remplir cette vacance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 55.

Maire suppléant.

**5310.** Le conseil élit tous les trois mois un de ses membres comme maire suppléant, lequel a et exerce tous les pouvoirs dont le maire est légalement investi par la loi, chaque fois que le maire est absent de la municipalité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 56.

Vacance dans la charge de maire.

**5311.** Dans le cas où la charge de maire devient vacante, le maire suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à l'élection du successeur de ce dernier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 57.

Démission des échevins.

**5312.** Tout échevin peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité ; mais sa démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 58.

Vacance dans la

**5313.** La charge de maire ou d'échevin est également vacante :

a. Lorsqu'il y a refus d'accepter ou de continuer cette charge de  
charge ; charge de  
maire ou  
d'échevin.

b. Lorsqu'il y a absence de la municipalité, sans la permission du conseil, pendant trois mois consécutifs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 58a ; 8 Ed. VII, c. 62, s. 1.

**5314.** S'il survient une vacance dans la charge d'échevin, le maire fixe, dans les huit jours qui suivent telle vacance, un jour pour la nomination des candidats, ainsi que pour l'élection en cas de contestation, laquelle élection doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la vacance. Remplacement d'échevins dans les cas de vacance.

Dix jours au moins avant le jour fixé pour la nomination le greffier de la municipalité, par une commission sous sa signature, et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection et donner l'avis public prescrit par l'article 5419 et rédigé suivant la formule G. Avis de l'élection.

Pour le surplus, la nomination et l'élection se font de la manière prescrite pour les élections générales, et la personne élue reste en fonction jusqu'à l'expiration du terme d'office de celle qu'elle a remplacée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 59. Procédure de l'élection.

**5315.** Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin avant d'avoir prêté, devant le greffier de la municipalité, le serment d'office suivant la formule A. Serment du maire et des échevins.

Une entrée de la prestation du serment est faite dans le livre des délibérations du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 60. Entrée au livre des délibérations.

**5316.** L'omission, pendant quinze jours, de la part du maire ou d'un échevin, de prêter le serment d'office, rend par là même le maire ou cet échevin déchu de sa charge. Omission de prêter serment.

Néanmoins, sans préjudice des frais de procédures judiciaires intentées contre lui, le maire ou l'échevin qui a ainsi négligé de prêter serment pendant le délai fixé peut toujours, tant que la vacance créée par sa négligence n'a pas été remplie, en prêtant le serment requis, reprendre ses fonctions et les exercer. 3 Ed. VII, c. 38, s. 61. Pouvoir du maire et des échevins de reprendre leurs fonctions.

**5317.** Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 62. Services gratuits.

**5318.** Nul vote donné par une personne qui occupe illégalement la charge de maire ou d'échevin, et nul acte auquel elle a participé en cette qualité, ne peuvent être invalidés par le seul fait de l'exercice illégal de la charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 63. Validité de certains actes.

**5319.** Sans autre qualité et sans être tenus de prêter les serments requis des juges de paix, le maire et les échevins sont *ex officio* juges de paix, durant l'exercice de leur charge, dans les limites de la municipalité. Maire et conseillers sont juges de paix.

**Leur compétence.** Ils sont compétents à entendre et décider les causes dans lesquelles la municipalité ou ses officiers sont parties intéressées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 64.

**Assignation dans les cas d'enquête.**

**5320.** Si, dans les affaires soumises au conseil ou à ses commissions, il est nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou de toute autre manière,—ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au conseil, concernant des matières de son ressort,—toute commission chargée par le conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, ou la commission devant laquelle ces questions sont soulevées, peut faire signifier une assignation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant elle, afin de donner son témoignage sur les faits faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, et qui sont décrits dans l'assignation.

**Refus de comparaître.**

Si une personne ainsi assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans l'assignation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous serment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les papiers ou documents mentionnés dans l'assignation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de l'assignation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au maire, qui alors peut contraindre cette personne à comparaître, et la forcer à répondre à toutes les questions légales par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province.

**Amende.**

Toute personne négligeant ou refusant ainsi de comparaître ou refusant de produire des papiers ou d'être interrogée comme susdit, est passible, si elle est trouvée coupable, d'une amende n'excédant pas quarante piastres.

**Prestation du serment.**

Le président de toute commission du conseil est autorisé à faire prêter le serment aux témoins. 3 Ed. VII, c. 38, s. 65.

**Commissions du conseil.**

**5321.** Le conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaire pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut, par règlement ou résolution, leur confier.

**Constitution d'icelles.**

Les commissions permanentes sont constituées, chaque année, à la première séance après les élections générales

annuelles, et les commissions spéciales, en tout temps où il est nécessaire ou utile de les former.

Le conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout *Vacances.* membre des commissions.

Le maire fait partie *ex officio* de toutes les commissions, et *Maire.* il a droit de voter dans ces commissions.

Les commissions rendent compte de leurs travaux et de *Rapports.* leurs décisions au moyen de rapports signés par leurs présidents, ou par la majorité des membres qui les composent.

Nul rapport d'une commission n'a d'effet, s'il n'est ratifié *Ratification* ou adopté par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 66. *des rapports.*

### - § 6.—*Des officiers du conseil*

#### I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**5322.** Le conseil peut nommer les officiers qu'il juge *Nomination* nécessaires pour exercer les pouvoirs que lui sont conférés et *des officiers* leur accorder le traitement ou autre indemnité qu'il juge à *municipaux,* propos ; et peut, à la majorité absolue de tout le conseil, destituer tout officier et en nommer un autre à sa place. 3 Ed. VII, c. 38, s. 67.

**5323.** Après sa nomination et avant d'entrer en fonction, *Serment* tout officier municipal doit prêter serment de bien et fidèle *d'office.* ment remplir les devoirs de sa charge conformément à la formule A. 3 Ed. VII, c. 38, s. 68.

**5324.** Tout certificat, attestant qu'un serment d'office a *Dépôt des* été prêté par un officier municipal, est déposé, sans délai, au *certificats de* bureau du conseil, par la personne qui l'a prêté. 3 Ed. VII, *prestation de* c. 38, s. 69. *serment.*

**5325.** Le conseil peut exiger, de toutes les personnes par *Cautionne-* lui employées, le cautionnement qu'il juge satisfaisant pour *ment des of-* assurer la parfaite et fidèle exécution des devoirs qui leur *ficiers muni-* incombent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 70. *cipaux.*

**5326.** Le conseil peut, par règlement, définir les devoirs, *Définition* non déterminés par le présent chapitre ou par la charte, de ses *des devoirs* officiers, et leur imposer des pénalités ou amendes pour cause *des officiers* de négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs. 3 *municipaux.* Ed. VII, c. 38, s. 71.

**5327.** Lorsqu'un acte ou une procédure doit être exécuté *Actes faits* par plus de deux officiers municipaux, il peut l'être valablement *par plus de* par la majorité de ces officiers, sauf les cas particuliers qui *deux.* sont autrement prévus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 72.

Livraison des deniers, etc., par un démissionnaire.

**5328.** Tout officier municipal qui a cessé d'exercer sa charge doit, dans les huit jours après la cessation de ses fonctions, livrer au maire ou au bureau du conseil, tous les deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses appartenant au conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 73.

Livraison des documents, etc., par les représentants, etc.

**5329.** Dans le cas d'absence de la municipalité ou de décès d'un officier municipal, ses représentants ou héritiers sont obligés de livrer au maire ou au bureau du conseil, dans le délai d'un mois après le décès ou l'absence, les deniers, clefs, livres, papiers, objets, documents, archives et autres choses appartenant au conseil, et dont cet officier avait la garde ou l'usage dans l'exercice de ses fonctions. 3 Ed. VII, c. 38, s. 74.

Recours du conseil par revendication.

**5330.** Dans les cas des articles 5328 et 5329, le conseil, en sus de tout autre recours légal, peut revendiquer, par voie de saisie-revendication opérée contre l'officier ou ses représentants, les dits deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses, sans préjudice des dommages-intérêts, avec dépens.

Autres recours du conseil.

Le conseil peut exercer les mêmes droits et recours contre toute personne quelconque détenant les dits objets et refusant de les rendre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 75.

Contrainte par corps.

**5331.** Dans l'exercice des droits et recours judiciaires visés par l'article 5330, le conseil peut conclure à la contrainte par corps, qui peut être prononcée contre le défendeur condamné. 3 Ed. VII, c. 38, s. 76.

Démission des officiers municipaux.

**5332.** Dans le cas de démission, d'absence ou de décès d'un officier municipal, chargé de retirer et toucher pour la municipalité des deniers appartenant à la municipalité, son successeur nommé régulièrement peut exercer les mêmes pouvoirs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 77.

Rapport des officiers.

**5333.** Tout officier municipal est tenu de faire au conseil ou à toute personne autorisée, de la manière fixée par le conseil, un rapport par écrit sur toutes les matières relevant de ses fonctions, et de rendre compte des deniers qu'il a perçus et de ceux qu'il a payés ou déboursés pour le conseil et sous son contrôle, en spécifiant les objets pour lesquels les deniers ont été ainsi payés ou déboursés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 78.

Poursuites en reddition de compte.

**5334.** Le conseil peut poursuivre en reddition de compte tout employé comptable des deniers de la municipalité, lequel est, s'il y a lieu, condamné à rendre compte et à payer le montant dont il est reconnu débiteur, avec intérêt, frais et dépens.

Contrainte.

La condamnation emporte contrainte par corps. 3 Ed. VII, c. 38, s. 79.

**5335.** Le conseil peut établir un tarif des honoraires <sup>Tarif d'hono-</sup> payables aux officiers municipaux, pour leurs services, soit <sup>raires.</sup> par les personnes qui les ont requis, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la municipalité, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par la loi.  
 { Tout tarif, fait en vertu du présent article, doit être affiché <sup>Affichage d'i-</sup> à un endroit apparent, dans le bureau du conseil. 3 Ed. VII, celui.  
 c. 38, s. 80.

## II. — GREFFIER

**5336.** Le conseil doit toujours avoir un officier préposé à Greffier. la garde de son bureau et de ses archives.

Cet officier est appelé "greffier de la cité" (*ou* ville, *selon le cas*). 3 Ed. VII, c. 38, s. 81.

**5337.** Le bureau du greffier doit être établi au lieu où Bureau du se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place <sup>greffier.</sup> fixée, de temps en temps, par résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 82.

**5338.** Le greffier a la garde de tous les livres, registres, Documents, plans, cartes, archives et autres documents et papiers appar- <sup>etc., dont il a</sup> tenant à la municipalité ou qui sont produits, déposés et con- <sup>la garde.</sup> servés dans le bureau de la municipalité.

Il ne peut se désister de la possession d'aucune de ces choses sans la permission du conseil ou l'ordre d'un tribunal compétent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 83.

**5339.** Il est tenu d'assister aux séances du conseil et de <sup>Il assiste aux</sup> dresser le procès-verbal de tous ses actes et délibérations. 3 <sup>séances, etc.</sup> Ed. VII, c. 38, s. 84.

**5340.** Tout procès-verbal des séances du conseil est signé <sup>Signatures</sup> par le président et contresigné par le greffier. 3 Ed. VII, <sup>des procès-</sup> c. 38, s. 85. <sup>verbaux.</sup>

**5341.** Le greffier est tenu de livrer à quiconque en fait <sup>Livraison des</sup> la demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et <sup>extraits des</sup> qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies <sup>rôles, etc.</sup> ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier faisant partie des archives. 3 Ed. VII, c. 38, s. 86.

**5342.** Les copies et extraits, certifiés par le greffier, des <sup>Copies certi-</sup> livres, registres, archives, documents et papiers conservés <sup>fiées.</sup> dans le bureau de la municipalité, font preuve de leur contenu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 87.

**5343.** Les registres et documents en la possession du <sup>Inspection</sup> greffier et faisant partie des archives du conseil sont ouverts, <sup>des registres,</sup> etc.

durant les heures du bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de la municipalité et de leurs procureurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 88.

Etat transmis au secrétaire de la province, et son contenu.

**5344.** Le greffier transmet, du premier au trente et un janvier de chaque année, au secrétaire de la province, un état indiquant :

1. Le nom de la municipalité ;
2. La valeur estimée des biens-fonds imposables ;
3. La valeur estimée des biens-fonds non imposables ;
4. Le nombre de personnes payant des taxes ;
5. Le taux dans la piastre pour cotisation imposée pour toutes fins quelconques ;
6. La valeur des biens appartenant à la municipalité ;
7. Le montant des taxes perçues dans l'année ;
8. Les montants perçus, imputables aux fonds d'amortissement ;
9. Toutes autres sommes perçues ;
10. Le montant des arrérages de taxes ;
11. Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal ;
12. Le montant des emprunts contractés par obligations ou autrement, par la municipalité ;
13. Le taux et le montant des intérêts dus sur les emprunts ;
14. Toutes autres dettes ;
15. Le montant prélevé par emprunt dans l'année ;
16. Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour l'administration municipale ;
17. Toutes autres dépenses ;
18. Le nombre des personnes résidant dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 89.

Amende contre greffier qui néglige de transmettre renseignements au secrétaire de la province.

**5345.** Le greffier du conseil qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 5344 et de fournir les renseignements énoncés dans les formules prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par le secrétaire de la province, si ces formules lui ont été adressées par le secrétaire de la province dans le mois de décembre précédent, est passible d'une amende de pas moins de cinquante piastres, ni de plus de deux cents piastres, en sus des frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 89a ; 6 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Assistant-greffier ; ses pouvoirs.

**5346.** L'assistant-greffier, s'il en est nommé par le conseil, peut exercer tous les devoirs de la charge de greffier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, et sous les mêmes obligations et pénalités.

Ses devoirs s'il n'y a pas de greffier.

Au cas de vacance dans la charge de greffier, l'assistant-greffier doit continuer à exercer les devoirs de cette charge, jusqu'à ce que la vacance soit remplie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 90.



## III. — TRÉSORIER

**5347.** Le conseil doit toujours avoir un officier qui est le Trésorier. percepteur et le dépositaire de tous les deniers de la municipalité.

Cet officier est appelé "trésorier de la cité" (ou ville, selon le cas). 3 Ed. VII, c. 38, s. 91.

**5348.** Le bureau du trésorier doit être établi au lieu où Bureau du se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place fixée, trésorier. de temps à autre, par résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 92.

**5349.** Le trésorier peut déposer, dans une banque légale-Dépôt des ment constituée, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales ou appartenant à la municipalité, et les deniers de la y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil. municipalité.

Il est tenu de le faire s'il en est requis par le conseil ou par le maire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 93.

**5350.** Le trésorier doit tenir, en bonne et due forme, des Livres de livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, comptes. chaque article des recettes et des dépenses, en faisant mention des personnes qui ont versé des deniers entre ses mains ou à qui il a fait quelque paiement.

Il garde dans son bureau toutes les pièces justificatives des dépenses. Pièces justificatives. 3 Ed. VII, c. 38, s. 94.

**5351.** Sous peine d'une amende de vingt piastres pour Défense : chaque infraction, le trésorier ni aucun autre officier du conseil ne peut :

1. Donner aux contribuables ou autres personnes endettées De donner envers la municipalité, pour redevances municipales ou autres dettes, des quittances, sans avoir reçu et touché le montant y une quittance sans paiement ; mentionné en espèces, en valeurs légales ou en chèques acceptés par une banque ;

2. Prêter des deniers appartenant à la municipalité à qui De prêter que ce soit, directement ou indirectement, par lui-même ou des deniers municipaux. par d'autres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 95.

**5352.** Les livres de comptes du trésorier et les pièces Inspection justificatives de ses déboursés, sont ouverts, durant les heures des livres de de bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de comptes, etc. de la municipalité ou de leurs procureurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 96.

**5353.** Le trésorier est tenu de livrer à quiconque en fait la Livraison demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et des copies qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies de documents.

ou extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier dont il a la garde. 3 Ed. VII, c. 38, s. 97.

Force probante des copies.

**5354.** Les copies et extraits, certifiés par le trésorier, des livres, registres, archives, documents et papiers dont il a la garde font preuve de leur contenu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 98.

Reddition de compte.

**5355.** Une fois, chaque année, au temps fixé par le conseil et plus souvent s'il en est requis, le trésorier doit rendre un compte en détail de ses recettes et de ses dépenses. 3 Ed. VII, c. 38, s. 99.

Prescription des actions contre le trésorier.

**5356.** Les actions, droits ou réclamations contre le trésorier résultant de sa gestion, se prescrivent par cinq ans à compter de la dernière reddition de compte de cet officier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 100.

#### IV — SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Une seule personne peut être nommée aux charges de greffier et de trésorier.

**5357.** S'il le juge opportun, le conseil peut nommer une seule personne pour remplir les charges de greffier et de trésorier, auquel cas l'officier remplissant ces charges est désigné sous la dénomination de "secrétaire-trésorier", et exerce tous les devoirs des charges de greffier et de trésorier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et sous les mêmes obligations et pénalités que ceux déterminés et prescrits pour ces charges. 3 Ed. VII, c. 38, s. 101.

#### V. — AUDITEURS

Nomination d'auditeurs.

**5358.** Le conseil doit, à la première séance du conseil après les élections annuelles, ou, après, aussitôt que possible, nommer un ou deux auditeurs qui remplissent les devoirs de leur charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 102.

Devoirs des auditeurs.

**5359.** Les auditeurs sont tenus de faire, une fois chaque année, au temps fixé par le conseil et plus souvent s'ils en sont requis, un examen et un rapport de tous les comptes de la municipalité, et de tous ceux qui se rapportent à toute matière tombant sous la juridiction du conseil.

Contenu de leur rapport.

Ce rapport doit comprendre toutes les affaires financières de la municipalité faites pendant les douze mois précédents et pendant toute autre période additionnelle qui leur est indiquée par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 103.

#### VI. — ESTIMATEURS

Nomination d'estimateurs.

**5360.** Le conseil doit nommer chaque année autant d'estimateurs qu'il le juge nécessaire.

Durée de leur charge.

Les estimateurs restent en charge jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des estimateurs, et désigne celui qui doit agir comme président du bureau. Leurs émoluments.

Le conseil détermine de quelle façon les estimateurs doivent se partager le travail. Partage du travail. 3 Ed. VII, c. 38, s. 104.

**5361.** Les estimateurs peuvent, dans l'accomplissement de leurs devoirs, requérir les services du greffier ou de tout autre écrivain. Emploi d'un écrivain.

Le greffier ou l'écrivain, dont les services ont été requis, a droit, pour chaque jour d'emploi, à la somme qui est déterminée par le conseil, pour ces services, et qui est payable par la municipalité, sur le certificat des estimateurs qui l'ont employé. Honoraires d'icelui. 3 Ed. VII, c. 38, s. 105.

### SECTION III

#### DES PERSONNES HABILES ET INHABILES AUX CHARGES MUNICIPALES

**5362.** Est habile à exercer une charge municipale tout habitant mâle de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi. Habilité générale. 3 Ed. VII, c. 38, s. 106.

**5363.** Ne peuvent être mis en nomination pour les charges de maire ou d'échevin, ni être élus à ces charges, ni être nommés aux autres charges municipales ni les occuper :

1. Les aubains ;
2. Les mineurs ;
3. Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse ;
4. Les membres du Conseil privé ;
5. Les juges ou magistrats recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou local, ou de la municipalité ;
6. Les officiers en pleine paye de l'armée ou de la marine de Sa Majesté ;
7. Les aubergistes, hôteliers, maîtres de maison d'entretien public, et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents ;

8. Quiconque n'a pas sa résidence ou sa principale place d'affaires dans la municipalité depuis au moins les douze mois précédant l'élection ou la nomination ;

9. Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la municipalité.

Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la municipalité, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil ; mais il est

censé intéressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou dans une commission du conseil quelque mesure concernant cette compagnie ;

10. Quiconque n'a pas payé toutes ses redevances municipales, exception faite de sommes à parfaire, par suite d'erreur ou d'omission involontaire ;

11. Quiconque ne sait ni lire, ni écrire couramment ; il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé ou d'écrire son nom, ou même de savoir les deux ;

12. Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'une offense criminelle punissable de deux années d'emprisonnement, ou plus ;

13. Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou d'échevin—les personnes qui sont responsables des deniers de la municipalité, ou qui sont cautions pour un employé du conseil, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la municipalité pour leurs services. 3 Ed. VII, c. 38, s. 107.

Qualité fon-  
cière du  
maire et des  
échevins.

**5364.** Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin ni être élu à cette charge, ni l'occuper, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement le jour de sa mise en nomination, il n'ait eu et possédé dans la municipalité, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de sa femme, des biens-fonds de la valeur de six cents piastres, après paiement ou déduction faite de toute charge imposée sur tels biens-fonds ; le cens d'éligibilité prescrit par le présent article devant être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination. 3 Ed. VII, c. 38, s. 108.

Cens d'éligi-  
bilité quand  
requis.

**5365.** Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin, ni ne peut remplir une autre charge municipale, à moins qu'il ne possède en tout temps le cens d'éligibilité ou les qualités exigés par la loi.

Incapacité.

Quiconque étant maire ou échevin, ou remplissant une autre charge municipale, devient incapable pendant qu'il exerce ses fonctions est par là même déchu de ses fonctions et sa charge devient vacante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 109.

Amende  
pour voter  
sans qualité  
requis.

**5366.** Le maire ou tout échevin votant dans une assemblée du conseil ou d'une commission sans avoir alors qualité suivant la loi, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque vote qu'il donne dans une telle assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 110.

Aliénation  
de la pro-  
priété qui

**5367.** Dans le cas où le maire ou un échevin cède ou aliène d'une manière quelconque l'immeuble qui le rend éligible, ou l'hypothèque ou le grève de manière à affecter le

montant requis pour son cens d'éligibilité, deux électeurs <sup>donne la</sup> ayant le cens électoral peuvent présenter une requête au conseil à l'effet de mettre le dit maire ou échevin, <sup>qualité</sup> suivant le cas, <sup>requisse,</sup> en demeure de produire ses titres comme propriétaire de tout autre immeuble qui le rend éligible, ainsi que la déclaration sous serment et le certificat établissant la valeur des immeubles, prescrits par l'article 5426 ; et, à défaut par lui de ce faire dans un délai de trente jours, son siège devient vacant *ipso facto*. 3 Ed. VII, c. 38, s. 111.

## SECTION IV

## DE LA LISTE DES ÉLECTEURS

§1.—*Des personnes inscrites sur la liste et du lieu où elles votent*

**5368.** Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans <sup>Personnes</sup> révolus, sujets britanniques, et qui ne sont frappées d'aucune <sup>inscrites sur</sup> incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote <sup>la liste des</sup> en vertu du présent chapitre ou de la charte, sont électeurs <sup>électeurs :</sup> et sont inscrites sur les listes des électeurs, qui sont dressées conformément aux dispositions ci-après, savoir :

1. Toute personne du sexe masculin et toute veuve ou fille <sup>Propriétaires ;</sup> majeure, inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaire ou occupante de bonne foi de biens-fonds, dans la municipalité, d'une valeur de deux cents piastres ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt piastres ou au-dessus, telle que portée au dit rôle d'évaluation ; et, dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale ;

2. Le mari de toute femme sous le régime de la séparation <sup>Mari d'une</sup> de biens, lorsque cette dernière est en possession, à titre de <sup>femme sépa-</sup> propriétaire, ou d'usufruitière, ou de grevée, de biens-fonds <sup>rée de biens</sup> dans la municipalité, dont la valeur est portée au rôle d'éva- <sup>cas ;</sup> luation en vigueur, pour un montant de trois cents piastres ou au-dessus, ou lorsqu'elle tient un commerce ou établissement d'affaires qui la rend sujette au paiement de taxes, et qu'elle est inscrite comme telle au rôle de perception des taxes pour une valeur annuelle de pas moins de trente piastres ;

3. Toute personne du sexe masculin, et toute veuve ou <sup>Locataires ;</sup> fille majeure, tenant feu et lieu dans la municipalité, en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, de la valeur de deux cents piastres ou au-dessus, ou de la valeur annuelle de vingt piastres ou au-dessus, d'après le dit rôle ;

4. Toute personne du sexe masculin, n'étant pas proprié- <sup>Locataires de</sup> taire et ne tenant pas feu et lieu, mais étant seule ou conjoint- <sup>magasin, etc. ;</sup>

tement associée avec toute autre personne, et inscrite sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire, en vertu d'un bail, de quelque magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, dans la municipalité ; pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, s'il est occupé par cette personne seule, soit estimé à une valeur de pas moins de deux cents piastres ou à une valeur annuelle de pas moins de vingt piastres, suivant le rôle d'évaluation ou de perception, ou, s'il est occupé par elle comme coassociée, que sa proportion ou part ne soit pas inférieure en valeur aux montants précités, respectivement, selon leur valeur portée au rôle d'évaluation ou de perception.

**Proviso.**

Néanmoins, le cens électoral accordé au coassocié ou au locataire par le présent paragraphe se s'étend pas aux membres d'associations de personnes se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie ou autres de même nature, ni aux employés ou agents d'autres personnes dont le cens électoral est basé sur ces mêmes propriétés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 112.

**Copropriétaires, etc.**

**5369.** Quand deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires, colocataires ou cooccupantes de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces copropriétaires, colocataires ou cooccupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 113.

**Endroit où les électeurs doivent voter.**

**5370.** Les personnes ayant qualité pour voter, comme susdit, votent dans le quartier en particulier où se trouve la propriété qui les rend habiles à voter ; mais, si une personne a qualité pour voter comme propriétaire ou occupant dans plus d'un quartier, ou comme locataire dans un quartier et en même temps comme propriétaire ou tenant feu et lieu dans un autre quartier, elle peut voter pour l'élection des échevins dans chacun des quartiers où elle a qualité pour le faire, et elle est inscrite sur la liste des électeurs de chacun des dits quartiers ; pourvu que, pour l'élection du maire, cette personne ne vote qu'une fois ; et ce vote ne doit être accepté, si l'électeur est habile à voter à raison de sa résidence, qu'au bureau de votation le plus rapproché d'icelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 114.

**Proviso.**

**Le greffier fixe l'endroit en certains cas.**

**5371.** Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le greffier doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu pour le maire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 115.

**5372.** Les personnes suivantes sont privées du droit d'avoir leurs noms inscrits sur la liste des électeurs :

*Personnes dont le nom ne peut être inscrit sur la liste.*

1. Les officiers ou employés permanents salariés de la municipalité, recevant un salaire annuel, mensuel ou hebdomadaire ;

2. Les personnes qui, au moment où la liste est faite, ne sont plus en possession, comme propriétaires, de l'immeuble qui leur a donné le cens électoral ;

3. Les personnes logeant dans un hôtel, une pension, ou une maison privée, et non autrement habiles à voter ;

4. Les locataires qui, à l'époque de la revision des listes des électeurs, ne tiennent plus feu et lieu dans le quartier, et aussi les locataires d'un bureau, ayant qualité pour voter comme tels, qui n'ont pas réellement occupé le dit bureau depuis le mois de mai immédiatement précédent, ou qui ont cessé de l'occuper à l'époque de la revision des listes des électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 116.

**5373.** Nulle personne ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la municipalité, si, le premier jour de novembre précédant l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau, (les taxes spéciales exceptées).

*Personnes devant quelque taxe, ne peuvent être inscrites.*

Le présent article enlève au propriétaire le droit d'être inscrit sur la liste pour le quartier seulement où sont devenues dues ces taxes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 117 ; 9 Ed. VII, c. 58, s. 1.

#### § 2.— De la préparation de la liste des électeurs

**5374.** Avant le premier décembre de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 118.

*Epoque de la confection de la liste.*

**5375.** Cette liste contient les noms de baptême et de famille des électeurs, leur occupation, la rue et le numéro (s'il en est) de la rue où se trouve la propriété à raison de laquelle ils ont qualité pour voter, et indique également dans une colonne séparée la nature du cens électoral des dits électeurs, soit comme propriétaires, locataires ou occupants. 3 Ed. VII, c. 38, s. 119.

*Contenu de la liste.*

**5376.** Dans la préparation de la liste, le greffier omet, et doit, de temps en temps, faire enlever les noms de toutes les

*Omission de noms.*

personnes qui sont ou peuvent être décédées, ainsi que les noms des mineurs, des aubains, des personnes qui ne résident pas dans la municipalité, des employés municipaux (tels que définis par l'article 5372) et de tous autres qui n'ont pas le droit d'avoir leurs noms sur la liste.

**Examen de la liste.**

Pendant le mois de novembre, tout contribuable peut, avec les sauvegardes voulues, examiner les listes dans le bureau du greffier, et, si le dit contribuable trouve le nom de quelque personne qui, d'après ce qu'il a raison de croire, n'a pas le droit d'y être inscrite, il peut signifier au greffier une déclaration signée, spécifiant le nom et indiquant la cause d'incapacité ; et, dans chacun de ces cas, le greffier doit faire une enquête minutieuse au sujet de la vérité des allégations contenues dans la dite déclaration, avant de permettre qu'aucun nom auquel l'on a ainsi objecté reste sur les listes lorsqu'il les certifie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 120.

**Subdivision des quartiers en arrondissements de votation.**

**5377.** Le greffier, en faisant la liste des électeurs de la municipalité, la divise en autant de parties qu'il y a de quartiers dans la municipalité, et subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois deux cent cinquante électeurs, en ajoutant un arrondissement pour toute fraction de ce chiffre.

**Nombre égal d'électeurs par arrondissement.**

**Liste alphabétique des électeurs.**

Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 121.

**5378.** Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste alphabétique des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule B. 3 Ed. VII, c. 38, s. 122.

**Attestation de la liste.**

**Avis du dépôt de la liste.**

**5379.** Dans les deux jours qu'il a prêté le serment requis par l'article 5378, le greffier doit donner et publier un avis public, dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi, et qu'elle est déposée à son bureau, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

**Publication de l'avis.**

Cet avis est rédigé suivant la formule C et est publié de la même manière que le sont les avis municipaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 123.

**Ce qui constitue la liste pour la municipalité.**

**5380.** La liste des électeurs de tous les arrondissements de votation de chacun des quartiers de la municipalité est considérée être la liste des électeurs pour ce même quartier, et la liste des électeurs de tous les quartiers est considérée être la liste des électeurs pour toute la municipalité, dans chaque



**5016.** Rien, dans la présente section, ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites, en vertu de la présente section, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot " poison ". S. R. Q., 4039 ; 53 V., c. 46, s. 12.

**5017.** Pour les fins de la présente section, le propriétaire de la part duquel une vente est faite par un commis, un apprenti ou autre personne à son emploi, est considéré comme le vendeur, sans préjudice toutefois de la responsabilité des trois classes de personnes en pharmacie, d'après l'article 5023. S. R. Q., 4039a ; 53 V., c. 46, s. 13.

**5018.** 1. Rien dans la présente section ne s'applique à, ni n'affecte la fabrication ou la vente d'une médecine brevetée ou particulière (*proprietary medicine*).

2. Néanmoins, s'il y a lieu de craindre que telle médecine ne renferme quelque poison mentionné dans la cédule A, lequel rend son usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la santé ou la vie, le Conseil d'hygiène de la province de Québec peut en faire faire l'analyse par un analyste ou une autre personne compétente.

3. Si, après l'analyse, le rapport constate que cette médecine contient quelqu'un de ces poisons en assez grande quantité pour en rendre l'usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la vie ou la santé, le dit conseil doit notifier au fabricant ou propriétaire de telle médecine, ou à son agent ou représentant en cette province, le résultat de l'analyse, et en ce cas doit fixer le temps et le lieu convenables où le fabricant ou propriétaire peut comparaître devant le conseil pour contester ce rapport.

4. Si le conseil est d'avis que la médecine est, dans les doses prescrites, dangereuse comme susdit, il doit faire rapport de son opinion au lieutenant-gouverneur en conseil, et ce rapport est sujet à un appel au lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Le conseil soumet au lieutenant-gouverneur en conseil le rapport de l'analyse, et les objections, s'il y en a, que le fabricant ou propriétaire y a faites, ainsi que le rapport du conseil lui-même au sujet de cette analyse, et, si le lieutenant-gouverneur en conseil approuve ce rapport du conseil, avis en est donné dans la *Gazette officielle de Québec*, et après tel avis les dispositions de la présente section, relatives aux poisons, s'appliquent à ce remède, qu'il soit vendu par ceux enregistrés en vertu de la présente section ou par d'autres. S. R. Q., 4039b ; 62 V., c. 35, s. 2.

Vente de certains effets, non affectée.

Responsabilité du propriétaire pour vente faite par son commis.

Médecine brevetée, etc., non affectée.

Analyse de certaine médecine brevetée par le conseil d'hygiène.

Avis par le conseil d'hygiène au propriétaire d'une médecine brevetée trouvée dangereuse.

Rapport au lieutenant-gouv. en conseil, en ce cas.

Action du lieutenant-gouv. en conseil sur réception du rapport.

## § 9.—Des poursuites et des pénalités

Poursuites  
pour recou-  
vrement des  
amendes.

**5019.** Les poursuites intentées pour le recouvrement des amendes imposées en vertu de la présente section, peuvent l'être par l'association ou par toute autre personne, devant un juge des sessions de la paix, un magistrat de police ou un recorder dans les cités de Québec et de Montréal,—ou devant un magistrat de district ou un juge de paix de l'endroit où l'offense a été commise, dans les autres parties de la province,—ou devant tout autre tribunal compétent de la localité où l'offense a été commise, par simple action civile en la manière ordinaire. S. R. Q., 4040.

Mode de  
prélever les  
amendes.

**5020.** A défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, ils sont prélevés par voie de saisie et vente des biens du défendeur; et, dans les cas où les biens ne sont pas suffisants pour les payer, le défendeur peut être incarcéré dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours, à moins que cette amende et ces frais ne soient plus tôt payés. S. R. Q., 4041.

Preuve dans  
le cas des  
art. 5009 et  
5015.

**5021.** Dans toute poursuite intentée en vertu des articles 5009 et 5015, il incombe au défendeur de faire la preuve de son droit d'exercer la profession de licencié en pharmacie ou de prendre l'un des titres mentionnés dans ces articles.

Valeur du  
certificat.

La production d'un certificat faisant voir qu'il possède ce droit, fait preuve *prima facie* de ce fait. S. R. Q., 4042.

Amende si  
l'on prend  
sans droit  
un nom, une  
qualité, etc.

**5022.** Toute personne se donnant faussement, par un nom, un titre ou une désignation quelconque, comme inscrite conformément aux dispositions de la présente section, ou représentant faussement la classe ou le degré de son inscription, ou s'engageant comme commis diplômé, ou comme apprenti certifié, alors qu'elle n'est pas inscrite comme telle, est, pour chaque offense, passible d'une amende de vingt piastres et des dépens. S. R. Q., 4045.

Amendes  
pour infrac-  
tions à cer-  
taines dispo-  
sitions de  
cette section.

**5023.** Toute personne enfreignant les dispositions de l'article 5006, et des articles 5009 à 5016, est passible d'une amende de vingt-cinq piastres pour la première infraction, et de cinquante piastres pour chaque infraction subséquente, avec les dépens. S. R. Q., 4046; 53 V., c. 46, s. 14.

Amende  
pour défaut  
de fournir  
renseigne-  
ments.

**5024.** Toute personne qui néglige de fournir au secrétaire-régistrare le renseignement exigé par l'article 5005, est passible d'une amende de cinq piastres et des dépens. S. R. Q., 4048.

Amende  
pour vente de

**5025.** Toute personne qui vend un des poisons mentionnés dans les articles 5007 et 5008, autrement que de la manière

prescrite par iceux, est passible d'une amende de vingt-cinq piastres et des dépens. S. R. Q., 4049. certains poisons.

**5026.** Toute personne refusant de soumettre le registre tenu conformément à l'article 5008, à l'inspection du secrétaire-régistrare, est passible, pour chaque refus, d'une amende de dix piastres et des dépens. S. R. Q., 4050 ; 53 V., c. 46, s. 15. Amende pour refus de soumettre registre à l'inspection.

**5027.** Tous les honoraires, toutes les pénalités et les amendes payables en vertu de la présente section, appartiennent à l'Association pharmaceutique de la province de Québec, pour les fins d'icelle section. S. R. Q., 4051. Emploi des amendes.

### § 10.—Dispositions diverses

**5028.** Rien de contenu dans la présente section ne peut affecter les privilèges conférés aux médecins et chirurgiens par les lois concernant l'exercice de la profession de médecin et de chirurgien dans cette province, ni le commerce des marchands de drogues en gros, ni celui des marchands d'articles pour photographes dans le cours ordinaire du commerce de gros, ni les fabricants de préparations chimiques, ni les médecins vétérinaires régulièrement licenciés, dans l'exercice de leurs professions ou états. S. R. Q., 4052 ; 53 V., c. 46, s. 16. Certains privilèges sauvegardés.

**5029.** Rien de contenu dans les articles 1009, 1028, 1029, ou 1035 ne doit être interprété de manière à empêcher les chimistes et les pharmaciens dûment enregistrés comme tels en vertu de la présente section, de vendre des préparations médicinales contenant de l'alcool, en autant que ces préparations ne sont vendues que pour des fins médicales ; ni à empêcher la vente des alcools à quatre-vingt-dix pour cent rectifiés, mentionnés dans la Pharmacopée Britannique, pour des fins médicales, industrielles ou scientifiques, en quantité de pas plus d'une chopine impériale, pourvu que chaque vente de tel alcool rectifié soit enregistrée dans le registre des ventes des liqueurs mentionné dans le deuxième alinéa de l'article 1035. S. R. Q., 4052a ; 3 Ed. VII, c. 36, s. 1. Vente de préparations médicinales contenant de l'alcool.  
Vente d'alcool rectifié.  
Entrée des ventes dans un registre.

## CÉDULE A

(Articles 5007, 5008, 5009, 5014, 5018)

## LISTE DES POISONS

Acide cyanidrique.  
Acide carbolique.  
Aconite et préparations.  
Antimoine, tartrate d'  
Arsenic et composés.  
Belladone et préparations.  
Cantharides, poudre et teinture pour emplâtre.  
Chloral hydrate.  
Chloroforme et ether.  
Chlorodyne.  
Cocaïne et préparations.  
Ciguë et préparations.  
Chloral de croton.  
Cyanure de potassium et tous cyanures métalliques.  
Chanvre Indien.  
Digitale et préparations.  
Ergot et préparations.  
Elathérium.  
Euphorbium.  
Fève du Calabar.  
Fève de St-Ignace.  
Huile essentielle d'amendes.  
Huile de croton.  
Jusquiane et préparations.  
Morphine, sels et solutions de morphine.  
Noix vomique.  
Opium et préparations, y compris le laudanum, mais non le  
parégorique.  
Sublimé corrosif.  
Sels mercuriels et composés.  
Sabine et huile de sabin.  
Strychnine et tous les poisons alcaloïdes et leur sels  
Vératrine.  
Vert-de-gris.

S. R. Q., 4052a, cédula A ; 53 V., c. 46, s. 17.

FORMULE B.—(*Article 5008*)

REGISTRE DES VENTES DE POISONS

Date	Nom de l'acheteur	Adresse de l'acheteur	Nom et quantité du poison vendu	Fins pour lesquelles le poison est requis	Signature de l'acheteur	Signature de la personne constatant l'identité de l'acheteur

S. R. Q., 4052a, cédule B ; 53 V., c. 46, s. 17.

## SECTION V

## DES DENTISTES

§ 1.—*De la corporation des dentistes*

Constitution en corporation.	<b>5030.</b> Toutes les personnes résidant dans la province, autorisées par la loi à y exercer la profession de dentiste, qui sont porteurs d'un certificat de licencié en chirurgie dentaire dans cette province et qui sont inscrites comme tels en vertu de la présente section, sont constituées en corporation sous le nom de
Nom corporatif.	" le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec," ayant un sceau commun avec le droit de le changer, l'altérer, le détruire ou le renouveler.
Pouvoirs généraux.	Sous ce nom, la corporation possède tous les pouvoirs conférés aux corporations civiles par la loi de cette province, mais ne peut acquérir d'immeubles pour une valeur excédant dix mille piastres. S. R. Q., 4053 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 1.

§ 2.—*Du bureau des gouverneurs*

Bureau des gouverneurs.	<b>5031.</b> Les affaires du collège sont administrées par un bureau appelé le " bureau des gouverneurs ". S. R. Q., 4055, § 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 2.
Composition du bureau.	<b>5032.</b> Le bureau se compose de onze membres, ayant qualité, du collège élus à une assemblée générale tenue à cette fin ; l'un au moins de ces membres doit avoir son domicile dans le district de Québec, un autre dans un des districts de Saint-François, d'Arthabaska ou de Bedford, et neuf dans toute localité de la province. S. R. Q., 4055, § 2 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § a.
Mode d'élection.	<b>5033.</b> Les élections pour les onze membres du bureau des gouverneurs éligibles par les membres du collège, se font de la manière suivante :
Nomination.	1. Pendant les derniers dix jours du mois de septembre de chaque année le secrétaire du bureau reçoit les nominations de tous les membres du collège possédant les qualités requises pour être élus à la charge de gouverneur, pourvu qu'elles soient faites par écrit et sous la signature de deux membres du collège ayant qualité pour voter à l'élection.
Contenu du bulletin de votation.	Cependant aucun bulletin de nomination ainsi signé et envoyé, ne doit contenir plus de onze nominations, et parmi ces onze nominations il doit être nommé au moins un membre du collège domicilié dans le district de Québec et un autre dans un des districts de Saint-François, d'Arthabaska ou de Bedford, et aucun membre du collège n'a le droit de proposer ainsi plus de onze candidats pour chaque élection ;

au cas où on enfreindrait cette règle, il est du devoir du secrétaire du bureau de soumettre, sans délai, ces bulletins au bureau qui peut mettre de côté tous les bulletins de nomination signés par ce ou ces membres.

2. Lorsque les dix jours pendant lesquels les membres du collège ont le droit de présenter ainsi des candidats à la charge de membre du bureau des gouverneurs sont écoulés, le secrétaire doit, dans les cinq jours qui suivent, notifier par lettre recommandée à chacun des membres du collège qui ont été régulièrement mis en nomination, de lui signifier dans un même délai et de la même manière, leur acceptation ou refus de leur mise en nomination.

Avis aux  
membres mis  
en nomina-  
tion.

L'abstention de répondre dans ce délai équivaut à un refus de cette mise en nomination.

Abstention,  
etc.

3. Si, après ces délais, il a été mis en nomination plus de candidats qu'il n'y a de charges à remplir, le secrétaire fait, dans les cinq jours qui suivent, imprimer un bulletin de votation selon la formule A, et en adresse un, par lettre recommandée, à chacun des membres du collège, et chacune de ces personnes peut donner son vote pour onze candidats sur le dit bulletin, en faisant sa marque d'une croix vis-à-vis du nom de chacun des onze candidats pour lesquels elle veut enregistrer son vote, pourvu toutefois que, sur ces onze votes, un au moins soit donné pour un candidat domicilié dans le district de Québec, et un autre pour un candidat domicilié dans un des districts de Saint-François, d'Arthabaska ou de Bedford. Tous ces bulletins doivent être pliés par les votants, de manière à ne laisser voir que la signature du votant sur le talon du bulletin et le sceau du collège sur le dos du bulletin lui-même, et ils doivent être retournés, par lettres recommandées, chez le secrétaire au plus tard le samedi précédant la date de l'assemblée générale tenue pour l'élection.

Bulletin de  
votation.

4. Le jour de la dite assemblée, après que les affaires qui doivent y être traitées ont été soumises et réglées, les membres du collège présents et ayant droit d'y prendre part nomment quatre d'entre eux pour agir comme scrutateurs de l'élection. Ces derniers, après avoir reçu du secrétaire les enveloppes contenant les bulletins, en font le relevé, enlèvent de chaque bulletin le talon portant la signature du voteur et, sans l'ouvrir, le déposent dans une boîte à bulletin.

Scrutateurs  
de l'élection.

En faisant ainsi le relevé des dits bulletins, ils mettent de côté, sans cependant les ouvrir, les bulletins des membres qui n'ont pas le droit de voter à l'assemblée.

Bulletin des  
membres qui  
n'ont pas  
qualité.

Ils font ensuite une liste des noms des personnes dont les votes ont été acceptés par eux et de celles dont les votes sont ainsi temporairement mis de côté et affichent cette liste dans la salle de l'assemblée.

Affichage de  
la liste des  
noms.

5. Tout membre du collège dont le bulletin de vote est ainsi mis de côté, peut payer, séance tenante, au trésorier ou à son

Paiement des  
contribu-

tions, séance  
tenante. représentant, ses contributions et, s'il n'est pas autrement em-  
pêché de voter, reprendre son bulletin et le déposer lui-même  
dans la boîte à bulletin.

Votation  
dans certains  
cas. 6. Ceux des membres du collège qui n'ont pas voté de la  
manière ci-dessus indiquée, peuvent, à cette assemblée, s'ils  
ont qualité pour le faire, obtenir des scrutateurs un bulletin  
et donner leur vote.

Dépouille-  
ment des vo-  
tes. 7. Après que le président de l'assemblée a constaté que tous  
les membres présents ont voté ou ont eu l'opportunité de ce  
faire, les scrutateurs dépouillent le vote, en font le relevé,  
rejetent tous les bulletins sur lesquels il a été donné plus de  
onze votes ou qui sont autrement irrégulièrement marqués ;  
ils rejettent aussi les bulletins des membres qui n'ont pas  
payé leurs contributions, et qu'ils avaient mis de côté au com-  
mencement de la votation, et font rapport au président du  
bureau des gouverneurs sortant de charge qui, à son tour,  
donne à l'assemblée le résultat du vote et proclame les élus.

Proclama-  
tion. 8. Si, pendant les dix derniers jours de septembre de chaque  
année, il n'y a pas eu plus de mises en nomination que de  
charges à remplir, le président sortant de charge, au jour de  
l'assemblée pour l'élection, en informe l'assemblée et proclame  
élues les personnes qui ont été ainsi mises en nomination.

9. Il n'est pas loisible à un membre du collège qui a accepté  
d'être mis en nomination de retirer sa candidature.

Réquisition  
d'un nou-  
veau bulle-  
tin. 10. Si un membre du collège a, par inadvertance, marqué,  
maculé ou déchiré le bulletin qui lui a été remis de manière  
qu'il ne puisse convenablement s'en servir, il peut, en le retour-  
nant, requérir le secrétaire de lui en envoyer un autre. S.  
R. Q., 4055, § 3 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § b.

Condition du  
droit de  
vote. **5034.** Pour avoir droit de voter à l'élection les condi-  
tions suivantes sont requises :

- a. Etre membre du collège ;
- b. Etre régulièrement inscrit comme tel ;
- c. Jouir alors du droit de pratiquer comme dentiste ;
- d. Avoir payé au trésorier du collège toutes contributions  
tant en vertu de la présente section que de toute autre loi.  
S. R. Q., 4055, § 4 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10 ; 9  
Ed. VII, c. 56, s. 1, § c.

Durée de la  
charge de  
membre du  
bureau. **5035.** Les onze membres élus du bureau restent en fonc-  
tion durant le terme d'un an.

Ils sont rééligibles et restent en fonction jusqu'à l'élection  
de leurs successeurs à la prochaine assemblée générale telle que  
fixée par l'article 5036. S. R. Q., 4055, § 5 ; 8 Ed. VII, c. 60,  
s. 1, § b ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § d.

Époque de  
l'élection. **5036.** L'assemblée pour l'élection des membres du bureau  
doit être tenue annuellement le quatrième lundi d'octobre ou



le jour juridique suivant, dans le cas où ce jour serait non juridique.

S'il ne s'y trouve pas présents au moins vingt-cinq mem- Quorum né-  
bres du collège ayant les qualités requises, il ne peut être cessaire pour  
procédé, à cette assemblée, à autre chose qu'à l'élection des procéder à  
membres du bureau. l'élection.

Dans ce cas, le secrétaire doit convoquer une autre assem- Avis d'une  
blée, à trente jours d'avance dans la *Gazette officielle de Québec*, nouvelle  
indiquant le lieu, la date et l'heure de cette assemblée. S. R. assemblée.  
Q., 4055, § 8; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § f.

**5037.** Le quorum de toute assemblée des membres du Quorum.  
collège est fixé à vingt-cinq. S. R. Q., 4055, § 8 a; 9 Ed. VII, c.  
56, s. 1, § g.

**5038.** Les membres du bureau ainsi élus choisissent entre Officiers du  
eux un président, un secrétaire, un trésorier, un registraire bureau.  
et tels autres officiers qu'ils jugent à propos de nommer.

Ces officiers demeurent en charge jusqu'à ce qu'un nouveau Durée de  
bureau de gouverneurs ait été formé à une élection subsé- leur charge.  
quente. S. R. Q., 4055, § 6; 52 V., c. 40, s. 1; 4 Ed. VII, c. 28,  
s. 10.

**5039.** Le bureau doit, en outre, s'assembler aussi sou- Autres as-  
vent qu'il le juge nécessaire, sur la demande écrite de trois semblées.  
d'entre eux. S. R. Q., 4061, § 3; 52 V., c. 40, s. 1.

**5040.** Le quorum du bureau des gouverneurs est de six Quorum du  
membres. S. R. Q., 4061, § 4; 9 Ed. VII, c. 56, s. 4, § b. bureau.

**5041.** Le président, ou le président temporaire choisi en Voix pré-  
son absence, outre son suffrage ordinaire, a voix prépondé- pondérante  
rante. S. R. Q., 4061, § 5; 52 V., c. 40, s. 1. du président.

**5042.** Au cas de décès, ou de démission d'un membre du Remplace-  
bureau, ou de vacance survenue pour une cause quelconque, ment des  
les autres membres doivent immédiatement élire une personne membres en  
ayant qualité pour cet office, laquelle reste en fonction jusqu'à cas de décès,  
etc.  
l'assemblée annuelle, alors que le collège doit élire au scrutin  
un de ses membres pour remplir la dite vacance. S. R. Q.  
4061, § 7; 62 V., c. 36, s. 7, § c; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**5043.** Le bureau des gouverneurs a le droit de faire des Règlements  
règlements non contraires à la présente section, concernant par le bureau.  
l'honneur, la dignité et la discipline des membres du collège,  
les examens à l'étude et à la pratique de l'art dentaire, et en  
général toutes matières se rapportant à l'exercice de la pro-  
fession de chirurgien dentiste; pourvu toujours que ces règle-  
ments ne soient pas incompatibles avec les lois de cette pro-  
vince ou avec celles du Canada.

A défaut d'un règlement applicable aux cas particuliers, le bureau des gouverneurs décide, sujet à un appel à l'assemblée annuelle de toute la profession, si l'acte reproché est dérogatoire à l'honneur, à la dignité et à la discipline de la profession. S. R. Q., 4055, § 9 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 57 V., c. 37, s. 1 ; 62 V., c. 36, s. 1, § e ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § h.

Actes déro-  
gatoires à  
l'honneur  
profession-  
nel.

**5044.** 1. Seuls sont déclarés actes dérogatoires à l'honneur professionnel :

a. L'acceptation d'argent ou de tout autre avantage, ou promesse d'argent ou d'avantages quelconques par un membre du Bureau des gouverneurs, pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque par le Bureau des gouverneurs du collège des dentistes ;

b. Le fait de dévoiler un secret professionnel ;

c. Le partage, entre dentistes et des étrangers à l'art dentaire, des bénéfices résultant de la pratique de cet art ;

d. Le fait de s'associer ou d'avoir des consultations avec des charlatans ;

e. L'abus habituel des boissons alcooliques ou des préparations narcotiques ;

f. Le fait de publier des annonces en y mentionnant les prix pour services professionnels de tous genres, ainsi que de publier des cas de guérison ou de traitement ; de distribuer des circulaires énonçant des choses défendues par la présente section ; de s'annoncer par enseigne ailleurs qu'au bureau du dentiste ; d'appeler l'attention du public dans le but de l'induire en erreur sur un genre particulier d'ouvrage ; de réclamer par toute annonce la supériorité sur ses confrères ; d'annoncer des opérations gratuites ; de solliciter sa clientèle de maison en maison ; d'annoncer des remèdes secrets et des panacées ;

g. Le fait, pour un dentiste pratiquant, de permettre à qui que ce soit qui n'est pas licencié, d'exercer la profession dentaire, soit sous son propre nom, ou sous son patronage, ou à quelque titre que ce soit dans son bureau ; de permettre à un étudiant ou à un licencié condamné à ne pas pratiquer pour violation de la loi ou des règlements, d'exercer sa profession soit directement ou indirectement ou de placer son nom ou son enseigne comme associé de tel dentiste pratiquant ou attaché à son bureau ;

h. Le fait pour un dentiste pratiquant de faire des arrangements avec un candidat rejeté à l'examen final, qui permettent à ce dernier d'exercer illégalement la profession dentaire ou d'éluder la loi concernant telle profession dans cette province ;

i. Le fait pour un dentiste pratiquant de permettre à un licencié auquel l'exercice de sa profession a été dans le temps

interdit, de continuer à pratiquer sous son propre nom, ou sous son patronage ou dans son bureau, à quelque titre que ce soit, ou de faire des arrangements avec tel licencié qui permettent à ce dernier de pratiquer illégalement comme dentiste, ou d'élu-der la loi concernant la profession dentaire dans cette province ;

j. Le fait pour un dentiste, d'annoncer ou de faire annon-cer par l'intermédiaire d'une maison de commerce, d'annoncer sous un nom anonyme ou une raison sociale, soit par enseigne ou par imprimé dans les journaux ou revues ou autrement, les choses déclarées déroatoires à l'honneur professionnel par la présente section.

2. Les paragraphes *g*, *h* et *i* du présent article ne doivent pas être interprétés comme une dérogation aux articles 5065 et 5066. S. R. Q., 4055, § 8 *b* ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § *g*. Interpréta-tion.

§ 3.—*Des examens pour l'admission à l'étude—De la cléricature*  
—*Des examens pour l'admission à la pratique*

**5045.** 1. Quiconque désire étudier l'art dentaire en cette province doit, au préalable, avoir subi l'examen pour l'admission à l'étude prescrit par le bureau des gouverneurs du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, mais les bacheliers de toute université canadienne ou britannique reconnue, doivent être admis à l'étude de l'art dentaire sans avoir à subir cet examen. Admission à l'étude.

Ce bureau nomme les examinateurs nécessaires et indique les matières sur lesquelles les aspirants à l'étude et à la pratique doivent être examinés. S. R. Q., 4058, § 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 5. Examina-teurs et ma-tières de l'examen.

2. L'aspirant peut alors entrer, sous brevet notarié, chez un dentiste diplômé de cette province et y exerçant sa profession dans un bureau régulièrement établi, et remettre au secrétaire du bureau une copie du dit brevet, lequel brevet doit alors être enregistré par le secrétaire. Cléricature.

La cléricature de l'aspirant ne commence à courir que ce moment, et toutes les heures de bureau de tel aspirant doivent être réellement employées à l'étude et à la pratique de l'art dentaire. Commence-ment de la cléricature.

L'aspirant peut aussi, à son choix, s'abstenir d'entrer sous brevet notarié chez un dentiste, et alors il doit suivre les cours et cliniques prescrits par les écoles universitaires, reconnues par le bureau, durant quatre sessions annuelles des dites écoles. S. R. Q., 4058, § 2 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 3, § *a*. Brevet nota-rié, non obli-gatoire.

3. La dite cléricature, y compris les cours obligatoires de lectures et de cliniques établis par le bureau, est de la même durée que pour ceux qui ne sont pas sous brevet. S. R. Q., 4058, § 3 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 3, § *b*. Durée de la cléricature.

4. L'étudiant est tenu, pendant ce laps de temps, de suivre les cours de lectures et de cliniques prescrits par le bureau. S. R. Q., 4058, § 4 ; 55-56 V., c. 32, s. 3. Cours de lec-tures et de cliniques.

**Transport du brevet d'un étudiant changeant de patron, et forme d'ice-lui.** 5. Tout étudiant qui change de patron doit faire faire un transport de son brevet à son nouveau patron par son ancien. Ce transport est fait devant notaire et est ensuite enregistré par le secrétaire du bureau. Du jour de cet enregistrement seulement le transport est valable et confère à l'étudiant les privilèges accordés par la loi aux étudiants en l'art dentaire. Tout espace de temps écoulé entre le jour où l'étudiant a laissé son ancien patron et le jour où le transport a été enregistré ne compte pas dans le temps de cléricature de cet étudiant. S. R. Q., 4058, § 5 ; 57 V., c. 37, s. 2, § c ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**Refus du patron de consentir au transport du brevet.** 6. En cas de refus de la part du patron de consentir au transport du brevet, l'étudiant peut en appeler au bureau qui peut faire le transport, s'il le juge à propos. S. R. Q., 4058, § 6 ; 62 V., c. 36, s. 5, § c ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**Décès du patron et délai pour trouver un autre patron.** 7. Au cas de décès du patron, l'étudiant doit notifier immédiatement ce fait au secrétaire du bureau. L'étudiant a deux mois pour se trouver un nouveau patron, lesquels deux mois ne sont pas déduits du temps de durée de son brevet de cléricature. Au reçu de tel avis, le secrétaire fait le transport au nouveau patron. S. R. Q., 4058, § 7 ; 62 V., c. 36, s. 5, § c.

**Nombre d'étudiants sous brevet, limité.** 8. Aucun licencié en chirurgie dentaire dans la province de Québec ne doit avoir plus de deux étudiants sous brevet en même temps. S. R. Q., 4058, § 8 ; 62 V., c. 36, s. 5, § c.

**Par qui est donné l'enseignement de l'art dentaire.** **5046.** L'enseignement de l'art dentaire est donné par l'école de chirurgie dentaire de l'université Laval et l'école de chirurgie dentaire de l'université McGill, ainsi que par toute université légalement reconnue dans la province.

**Infirmières dentaires.** Le collège et chacune de ces écoles peuvent établir des infirmières dentaires et en réglementer l'administration. S. R. Q., 4055, § 10 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 2.

**Objet des écoles de chirurgie dentaire. Cours obligatoires.** **5047.** Les écoles mentionnées dans l'article 5046 sont établies aux fins de donner aux étudiants en chirurgie dentaire les conférences et cours de cliniques prescrits par leurs règles et règlements, lesquels cours sont obligatoires pour tous les aspirants à la licence les autorisant à exercer l'art dentaire dans la province. S. R. Q., 4055a ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 3.

**Assesseurs aux examens pour les degrés universitaires.** **5048.** Les examens pour les degrés universitaires en chirurgie dentaire doivent être tenus en présence de un ou des assesseurs, membres du bureau des gouverneurs ou licenciés en chirurgie dentaire, nommés à cette fin par le dit bureau.

**Qualités requises des assesseurs.** Le ou les assesseurs ne doivent pas être choisis parmi les professeurs des écoles ou universités donnant l'enseignement de l'art dentaire.

**Assesseurs aux examens tenus à Québec.** Le ou les assesseurs pour les examens tenus dans la cité de Québec doivent être choisis parmi les dentistes pratiquant dans cette cité.

Le ou les assesseurs doivent faire rapport au bureau des gouverneurs sur la nature de ces examens ; et s'il arrive que le rapport soit défavorable à des aspirants, le bureau des gouverneurs peut refuser l'admission, ainsi que la licence mentionnée dans l'article 5051, à ceux des aspirants dont les qualités ont ainsi été jugées insuffisantes.

Il est du devoir de chacune des dites écoles ou universités de donner avis, au secrétaire du collège, du temps et de l'endroit où auront lieu les examens, au moins un mois avant ces examens. S. R. Q., 4055, § 11 ; 4061a ; 4 Ed. VII, c. 28, ss. 2, 7 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 1, § i ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 5.

**5049.** Quiconque désire subir l'examen devant le bureau des gouverneurs touchant sa capacité à exercer l'art dentaire dans cette province doit, au moins un mois avant l'assemblée régulière du bureau en avril, verser entre les mains du trésorier l'honoraire exigé, et en inclure et remettre le reçu au secrétaire avec certificat attestant, à la satisfaction du bureau, sa probité et sa moralité. S. R. Q., 4059, § 1 ; 62 V., c. 36, s. 6.

Si le bureau est convaincu par l'examen de l'aspirant que ce dernier possède les qualités requises pour exercer l'art dentaire et est un homme intègre et de bonnes mœurs, il doit, en se conformant aux règles et règlements du dit collège et du bureau, accorder à cet aspirant un diplôme l'autorisant à exercer l'art dentaire dans cette province, ainsi que le titre de " licencié en chirurgie dentaire." S. R. Q., 4059, § 2 ; 55-56 V., c. 32, s. 4 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**5050.** 1. Les examens pour l'admission à l'étude ont lieu deux fois par année, le premier mercredi d'avril et le deuxième mercredi de septembre, et, pour l'admission à la pratique, le premier mercredi d'avril de chaque année. Néanmoins des examens supplémentaires pour l'admission à la pratique peuvent être tenus le deuxième mercredi de septembre de chaque année, nonobstant tout règlement du collège à ce contraire en vigueur le 29 mai 1909. S. R. Q., 4061, § 1 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 4, § a.

2. Le secrétaire doit, en donner, à chacun des membres du bureau des gouverneurs, un avis préalable d'au moins quinze jours, par lettre recommandée déposée au bureau de poste. S. R. Q., 4061, § 2, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 6.

3. Si le lieu, la date et l'heure de cette assemblée n'ont pas été fixés, elle est tenue au lieu où l'assemblée précédente a été tenue et à l'heure et au jour correspondants. S. R. Q., 4061, § 2, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1.

4. Tout membre du bureau a droit, en sus de ses frais de voyage, pour tout examen auquel il assiste, à un honoraire que fixe le bureau, mais qui ne doit pas dépasser cinq piastres par séance. S. R. Q., 4061, § 6 ; 62 V., c. 36, s. 7, § b.

Quand il y a vacance. 5. Il y a vacance dans la charge de membre du bureau lorsqu'un membre a laissé passer deux séances consécutives tenues pour des fins d'examen sans y avoir assisté. S. R. Q., 4061, § 8; 52 V., c. 40, s. 1 ; 62 V., c. 36, s. 7.

Conditions pour recevoir une licence sans examen. **5051.** Toute personne peut cependant recevoir du collège, sans autre examen sur ses connaissances et son habileté dans l'art dentaire, une licence pour pratiquer l'art dentaire dans cette province et le titre de licenciée en chirurgie dentaire, si elle a rempli les conditions suivantes :

1. Avoir obtenu au moins le degré de maître en chirurgie dentaire de toute école ou université visée par l'article 5046, auprès de laquelle le Bureau des gouverneurs nomme un ou des assesseurs, pourvu que ce degré n'ait été accordé qu'après un cours de quatre sessions annuelles dans l'art dentaire, dans une des dites universités, à compter du jour où elle a subi l'examen requis, par le Bureau des gouverneurs du collège où elle a étudié l'art dentaire, et suivant le cours d'études prescrit par le dit Bureau des gouverneurs ;

2. Avoir, un mois au moins avant l'assemblée régulière du dit bureau, tenue en avril, tel que prescrit par l'article 5049, versé, entre les mains du trésorier du dit collège, l'honoraire exigé des aspirants à l'exercice de l'art dentaire, et en avoir inclus et remis le reçu au secrétaire du dit collège avec aussi un certificat attestant, à la satisfaction du dit bureau, son intégrité et ses bonnes mœurs. S. R. Q., 4055b ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 2.

#### § 4.—De la contribution annuelle

Epoque du paiement de la contribution. **5052.** Chaque membre du collège doit payer, chaque année, au trésorier du collège, le ou avant le troisième jour de septembre, une contribution de cinq piastres. S. R. Q., 4056 ; 2 Ed. VII, c. 24, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

Pénalités pour défaut de paiement de la contribution des membres. **5053.** Tout membre du collège qui néglige de payer sa contribution après un avis de soixante jours à lui donné par le trésorier, par lettre recommandée, est inhabile à voter et perd *ipso facto* le droit de pratiquer comme dentiste dans la province tant qu'il n'a pas payé la dite contribution et les arrérages, et peut être poursuivi en recouvrement de cette contribution et des arrérages devant une cour de juridiction compétente. S. R. Q., 4057 ; 2 Ed. VII, c. 24, s. 2 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

#### § 5.—Des plaintes portées devant le bureau pour infraction à la discipline

##### I.—SOMMATION DES ACCUSÉS

Infraction à la discipline. **5054.** Le bureau des gouverneurs peut, sur plainte écrite et sous serment prêté devant son secrétaire, traduire devant

lui tout membre du collège accusé d'en avoir enfreint les règlements, ou accusé de quelque acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession, ou d'exercer un état ou une industrie incompatible avec elle. S. R. Q., 4062, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

## II.—PROCÉDURE PRÉLIMINAIRE SUR LA PLAINTÉ

**5055.** 1. La plainte doit indiquer sommairement le temps, le lieu, les circonstances et la nature de l'offense. Contenu de la plainte.

2. Le secrétaire doit, sans délai, la soumettre au bureau, qui peut, par lettre recommandée, requérir la présence du plaignant et de l'accusé devant lui, à un jour fixé. Soumission de la plainte au bureau.

3. Au jour ainsi fixé le bureau peut entendre les deux parties ou celle qui se présente, et si l'affaire s'y prête, concilier et pacifier les parties. Audition.

4. Il peut accorder ou refuser au plaignant la permission de procéder sur sa plainte ou permettre à l'accusé de porter une contre-plainte, si le plaignant est un dentiste exerçant légalement la profession. Contre-plainte, etc.

Dans chaque cas, il peut exiger de la personne autorisée à poursuivre, un dépôt dont il détermine le montant et qui est fait entre les mains du trésorier pour garantir les frais de la partie adverse. Il peut aussi, suivant les circonstances, ne pas exiger de dépôt. Dépôt.

5. Sur permission accordée de procéder, et le dépôt fait, s'il en est exigé, l'accusé est requis, par avis signé par le secrétaire, de comparaître devant le bureau des gouverneurs au lieu, date et heure où la plainte doit être prise en considération. Comparution. Avis de comparaître.

6. Une vraie copie de cet avis et de la plainte, certifiée par le secrétaire, est signifiée à l'accusé par un huissier de la Cour supérieure en la manière ordinaire, au moins quinze jours avant celui fixé pour la prise en considération de cette plainte, et une autre vraie copie de la plainte, aussi certifiée, est annexée à l'original de cet avis, sur le dos duquel l'huissier fait rapport au bureau sous son serment d'office et en la manière ordinaire. Signification d'une copie d'icelui.

7. Un avis informant le plaignant du lieu, de la date et de l'heure où la plainte sera prise en considération est aussi signifié au plaignant, et rapport en est fait suivant les délais et de la manière ci-dessus indiqués. Signification d'un avis de l'audition.

8. Les honoraires de l'huissier sont semblables à ceux auxquels il aurait droit dans une cause devant la Cour supérieure. Honoraires de l'huissier.

9. L'huissier qui refuse sans excuse légitime ou néglige de faire une signification ou un rapport requis par la présente section, est passible d'une amende de pas moins de quarante piastres mais de pas plus de cent piastres, recouvrable avec les frais, de la manière prescrite par l'article 5067. S. R. Q., 4062, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10. Amende pour refus, etc., de signifier.

## III.—COMPARUTION, ENQUÊTE ET AUDITION

- Défense à l'accusation.** **5056.** 1. Une personne accusée, en vertu de la présente section, est tenue de comparaître conformément à l'avis qui lui en est donné, et de produire immédiatement à l'encontre de la plainte portée contre elle, et sans en retarder l'instruction, une défense soit écrite, soit verbale.
- Réponse.** 2. Aucune réponse écrite à cette défense n'est admise.
- Enquête.** 3. Aussitôt que l'accusé a produit sa défense, l'enquête doit commencer et se continuer de jour en jour.
- Audition.** 4. La preuve étant terminée de part et d'autre, les parties sont entendues sur le mérite de la plainte.
- Procédures par défaut.** 5. Si l'accusé ne comparaît pas ou si, comparaisant, il n'offre pas de défense, le plaignant procède à la preuve des faits allégués dans sa plainte.
- Transquestions dans ce cas.** Dans ce dernier cas, l'accusé a le droit de transquestionner les témoins du plaignant mais ne peut faire entendre de témoins en défense.
- Mode de prendre les témoignages.** 6. Les témoignages sont pris par écrit, par un clerc d'enquête ou un sténographe, à la discrétion du bureau des gouverneurs.
- Transquestions par l'accusé et sa déposition.** 7. L'accusé peut transquestionner le plaignant sur sa plainte et donner, s'il le désire, sa propre déposition. Tous deux alors prêtent serment.
- Assignation des parties comme témoins.** 8. L'accusé, de même que le plaignant, peuvent être assignés comme témoins et traités comme tels à tous égards suivant les dispositions de la présente section. Mais ni eux ni les témoins ne sont tenus de répondre aux questions s'ils jurent que leurs réponses pourraient les exposer à une poursuite criminelle.
- Assignation des témoins.** 9. Le secrétaire doit assigner à comparaître devant le bureau, en la manière indiquée au Code de procédure civile, toute personne à lui indiquée comme témoin.
- Serment des témoins.** 10. Toute personne, avant d'être entendue comme témoin lors de l'enquête, doit prêter serment devant le secrétaire et répondre aux questions pertinentes qui lui sont posées.
- Refus de prêter serment.** Si, sans excuse légitime, elle refuse de prêter ce serment ou de répondre à telles questions, elle encourt, pour chaque refus, une amende n'excédant pas quarante piastres, recouvrable avec les frais, de la manière prescrite par l'article 5067. S. R. Q., 4062, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

## IV.—JUGEMENT SUR LA PLAINTÉ

- Pouvoir du bureau après audition de la preuve.** **5057.** 1. Le bureau, après avoir entendu la preuve de part et d'autre, peut rejeter la plainte ou, suivant la gravité de l'offense, si elle est prouvée, censurer ou réprimander l'accusé, ou le priver d'assister et de prendre part aux assemblées des membres du collège pendant une période de pas plus de



trois ans, ou lui interdire l'exercice de la profession dans cette province pendant un an.

2. Si le jugement n'est pas rendu sur-le-champ, avis du Prononcé du jour où il sera rendu est donné aux parties par le secrétaire au jugement. moins deux jours d'avance.

3. Les membres du bureau délibèrent privément, et dans Délibéré. aucun cas les dissentiments n'en sont rendus publics, sous les peines portées au paragraphe 1 du présent article.

4. Toute décision du bureau est rendue à la majorité des Décision du voix. bureau.

Quand il s'agit de la décision finale sur la plainte, il n'est pas Présence des nécessaire que tous les membres qui ont entendu la preuve membres soient présents lorsqu'elle est rendue. Elle peut être rendue en lors de la présence de la majorité des membres qui ont siégé. décision finale.

La décision finale doit être enregistrée dans le livre des minu- Son enregis- tes du collège. S. R. Q., 4062, partie ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. trement VII, c. 28, s. 10.

#### V. - FRAIS

**5058.** Le bureau peut condamner à tels frais qu'il juge Frais. convenables la partie qui a succombé, ou diviser ces frais, et, en outre, la condamner à payer à la partie gagnante une somme destinée à l'indemniser de toutes dépenses personnelles encourues au sujet de la plainte. S. R. Q., 4062, partie ; 52 V., c. 40, s. 1.

#### VI. - APPEL

**5059.** 1. Toute partie qui se croit lésée par la décision Appel au col- finale rendue par le bureau peut en appeler à une assemblée lège ou aux générale des membres du collège ou aux tribunaux. tribunaux.

2. L'assemblée ci-dessus est convoquée, sans délai, par le Convocation secrétaire aussitôt après que l'appel a été produit et que l'ap- de l'assem- pelant a déposé, entre les mains du trésorier, une somme de cent blée à cette fin. piastres pour la garantie du paiement des frais occasionnés par cette assemblée générale et ceux de l'intimé.

Si l'appelant obtient jugement pour ses frais, les dépenses de Dépenses de l'assemblée générale en font partie. l'assemblée.

Le bureau peut, au lieu de ce dépôt, accepter un cautionne- Cautionne- ment dans la forme qu'il juge convenable.

3. A cette assemblée générale un président et un secrétaire Officiers de sont élus pour les fins ci-dessus. l'ass. gén.

Outre son suffrage ordinaire, le président a de plus voix pré- Voix prép. du pondérante. président.

4. Avis de l'appel devant l'assemblée doit être donné dans Avis de l'ap- les quinze jours qui suivent la décision du bureau, et produit pel. entre les mains du secrétaire dans les trente jours qui suivent cette décision.

La production de cet appel, accompagné du dépôt ou du Effet du dé- cautionnement, suivant le cas, suspend l'effet de la sentence du pôt ou cau -

tionnement d'appel, etc. bureau jusqu'à ce que l'assemblée générale se soit prononcée sur tel appel.

Avis du lieu, etc., de l'ass. générale. 5. Avis de l'endroit, de la date et de l'heure où sera tenue l'assemblée générale doit être adressé par le secrétaire, à l'appelant, à l'intimé et à tous les membres du collège ayant droit d'y assister.

Quand elle est tenue. Cette assemblée ne peut avoir lieu avant l'expiration des dix jours qui suivent le dépôt de l'avis au bureau de poste.

Transmission du doss. l'assemblée générale. 6. Le secrétaire doit transmettre le dossier de la plainte à l'assemblée générale.

Décision de l'assemblée générale. 7. Les décisions de l'assemblée générale sont rendues à la majorité des voix,—avec les mêmes formalités et de la même manière que les décisions du bureau des gouverneurs,—pourvu que quarante membres au moins y assistent, et, dans le cas où le nombre des membres présents est moindre, pourvu que vingt-cinq d'entre eux approuvent la décision portée en appel.

Parties non admises. 8. Ni l'appelant, ni l'intimé ne sont admis à cette assemblée.

Preuve en appel. 9. Nulle autre preuve que les témoignages écrits, donnés et pris lors de l'enquête devant le bureau des gouverneurs n'est admise sur l'appel, et aucun témoin n'est entendu.

Etendue de la décision de l'ass. générale. 10. L'assemblée générale peut, ou confirmer purement et simplement la décision du bureau, ou prononcer celle qu'il aurait dû rendre, et adjuger tant sur les frais en première instance que sur ceux de l'appel, de la manière qu'elle juge équitable.

Décision est finale. 11. La décision de l'assemblée générale, tant sur le mérite de l'appel que sur le montant des frais adjugés comme ci-dessus est finale et ne peut être infirmée, annulée ou révisée par aucun tribunal, pas même par *certiorari*.

Remise du dossier au bureau des gouverneurs. 12. La décision de l'assemblée générale et le dossier sont immédiatement remis par son secrétaire au secrétaire du bureau des gouverneurs.

Enregistrement de la décision. Cette décision, dans tous les cas, est enregistrée dans le registre du bureau des gouverneurs et doit être exécutée comme si elle avait été rendue par le bureau.

Mémoire de frais, etc. 13. Le secrétaire de l'assemblée générale doit transmettre immédiatement au trésorier du collège, avec la balance du dépôt, s'il en reste une, un mémoire détaillé et certifié par lui des frais adjugés contre une des deux parties sur l'appel ; et le trésorier indemnise, à même cette balance, la partie qui y a droit, tant en vertu de la décision du bureau que de celle de l'assemblée générale. S. R. Q., 4062, *partie*; 52 V., c. 40, s. 1 ; 62 V., c. 36, s. 8 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10 ; 9 Ed. VII, c. 56, s. 6.

#### VII.—EXÉCUTION DES JUGEMENTS

Exécution faite de

**5060.** 1. A défaut par la partie de payer les frais adjugés contre elle, sous quinze jours à compter de la décision finale du bureau des gouverneurs s'il n'y a pas eu d'appel, ou de l'as-

semblée générale si l'appel y a été porté, la partie à laquelle ils sont dus peut obtenir de la Cour supérieure du district où la plainte a été faite, une exécution contre les biens meubles ou immeubles de la personne condamnée à les payer, en déposant au bureau du protonotaire de la cour, un état détaillé et dûment certifié de ces frais par le secrétaire du bureau, avec une copie sous le sceau du collège et certifiée par le secrétaire, du jugement condamnant la partie à les payer.

Aucune telle exécution n'émane contre les biens immeubles, à moins que le montant des frais à recouvrer n'excède quarrante piastres. paiement des  
frais.

2. Outre l'exécution ci-dessus mentionnée à laquelle elle est sujette, si la partie en défaut de payer les frais ou toute autre somme adjugée contre elle, est un dentiste, son nom peut être rayé du tableau des membres du collège, et il est dès lors privé du droit d'exercer la profession de dentiste en cette province. Destitution.

Il peut être inscrit de nouveau et reprendre l'exercice de la profession en payant les sommes adjugées contre lui et tous les frais occasionnés par son défaut. S. R. Q., 4062, *partie* ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10. Réinscription du des-  
titué.

#### § 6.—Des pénalités

**5061.** Tout dentiste trouvé, devant un tribunal de juridiction compétente, coupable de pratique indécente dans l'exercice de sa profession, ou d'une offense poursuivable par voie d'acte d'accusation prévue par le Code criminel, ou qui est frappé d'interdiction civile, ou est privé d'aucun de ses droits civils, perd *ipso facto* le droit de pratiquer comme dentiste dans la province. S. R. Q., 4063 ; 62 V., c. 36, s. 9. Perte du  
droit de pra-  
tiquier dans  
le cas de  
certaines  
offenses.

**5062.** Le bureau doit le rayer du registre des membres du collège aussitôt qu'il a eu connaissance de la cause qui le rend inhabile. Nom biffé de  
la liste.

Cependant, sur requête du dentiste ainsi rayé du registre, ce bureau peut l'y réinscrire sous les conditions qu'il juge à propos d'imposer. S. R. Q., 4064 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10. Réinscrip-  
tion.

**5063.** Quiconque, sauf les médecins et chirurgiens licenciés, n'étant pas porteur d'une licence de dentiste légalement accordée par le bureau des gouverneurs et n'étant pas inscrit comme membre du collège : S. R. Q., 4065, 1<sup>er</sup> al. ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10. Amende :

a. pratique, dans la province, comme dentiste ; S. R. Q., 4065, § 1 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 57 V., c. 37, s. 4, § a. Pour prati-  
quer sans li-  
cence ;

b. tente d'éluder la loi ; S. R. Q., 4065, § 2 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 57 V., c. 37, s. 4, § b. Pour tenta-  
tive d'éluder  
la loi ;

Pour suppression de nom, etc. ;

*c.* prétend faussement être inscrit comme dentiste ou muni d'une licence accordée en vertu de la loi,—ou se sert faussement d'un nom, d'un titre ou d'une qualité, ou fait précéder ou suivre son nom de lettres ou de signes propres à faire croire qu'il est dûment autorisé à pratiquer comme dentiste,—ou se sert d'un titre de nature à faire croire qu'il a obtenu quelque diplôme ou degré d'un collège quelconque de dentistes,—ou se sert de quelque signe, titre, ou indication donnant à entendre qu'il a obtenu tel diplôme ou degré ; S. R. Q., 4065, § 3 ; 52 V., c. 40, s. 1.

Pour pratiquer faussement comme licencié ;

*d.* pratique, sans être inscrit comme dentiste, et sans une licence obtenue comme tel, moyennant rémunération ou dans l'espoir d'être récompensé, rémunéré ou payé, directement ou indirectement, sous le nom d'un dentiste licencié ; S. R. Q., 4065, § 4 ; 52 V., c. 40, s. 1.

Pour pratiquer sous le patronage d'un autre non autorisé ;

*e.* pratique, sans être inscrit et licencié, l'art dentaire, pour rémunération ou dans l'espoir d'être récompensé directement ou indirectement, dans le bureau ou sous le patronage d'un médecin ou d'un chirurgien de cette province, qui n'est pas dûment autorisé à pratiquer comme dentiste ; S. R. Q., 4065, § 5 ; 52 V., c. 40, s. 1.

Pour pratiquer après sa suspension.

*f.* pratique, après avoir été suspendu de l'exercice de la profession de dentiste par le bureau des gouverneurs, ou après avoir été rayé du tableau des dentistes sans y avoir été réinscrit ;—

est passible d'une amende de vingt-cinq piastres au moins, et de cent piastres au plus pour la première offense, de cinquante piastres au moins et de cent soixante-quinze piastres au plus pour la deuxième offense, et de cent piastres au moins et de trois cents piastres au plus, pour toute offense subséquente, à être recouvrée, avec les frais de poursuite, de la manière prescrite par l'article 5067. S. R. Q., 4065, § 6 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 62 V., c. 36, s. 10 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

Défense à tout dentiste de tenir plus d'un bureau. — Exception.

**5064.** Il est défendu à tout licencié de tenir ouvert plus d'un bureau de dentiste, à moins que chaque bureau additionnel ne soit sous le contrôle et la surveillance immédiate d'un dentiste diplômé inscrit dans cette province et y exerçant régulièrement sa profession. S. R. Q., 4065, § 7 ; 55-56 V., c. 32, s. 6.

Tenir un bureau sans autorisation.

**5065.** Il est défendu aux étudiants ou autres personnes que les licenciés en chirurgie dentaire de cette province et qui y exercent actuellement leur profession, de garder un bureau ou d'agir publiquement en qualité de dentiste régulièrement autorisé ; et il est également défendu aux licenciés de représenter publiquement ces personnes comme ayant qualité et autorisées à agir en cette qualité. Le présent article n'a pas, cependant, pour

Licenciés représentant comme autorisés

effet d'empêcher un étudiant sous brevet et régulièrement ceux qui ne  
inscrit de se livrer à ses études de clinique et de pratique den- le sont pas.  
taire sous la surveillance d'un dentiste diplômé de cette pro- Proviso.  
vince. S. R. Q., 4065, § 8 ; 55-56 V., c. 32, s. 6.

**5086.** 1. Il est permis à tout dentiste licencié, dans le Qui peut être  
seul atelier dentaire qu'il peut tenir, d'avoir comme assistant, assistant  
sous sa surveillance actuelle, un dentiste diplômé par un collège d'un dentis-  
dentaire de bonne réputation, de cette province ou d'ailleurs. te.  
S. R. Q., 4065, § 9 ; 60 V., c. 41, s. 1.

2 Il est également permis à tout tel dentiste licencié de Mécaniciens  
requérir les services de mécaniciens en l'art dentaire, dans que peut em-  
l'atelier que tel dentiste est autorisé à tenir. S. R. Q., 4065, ployer le  
§ 10 ; 60 V., c. 41, s. 1. dentiste.

3. Tel assistant et tel mécanicien n'ont aucun droit de Défense de  
toucher personnellement des honoraires ou rémunérations, recevoir des  
directement ni indirectement, si ce n'est pour le compte de celui honoraires.  
qui les emploie. S. R. Q., 4065, § 11 ; 60 V., c. 41, s. 1.

### § 7.—Des poursuites

#### I.—TRIBUNAUX OÙ ELLES SONT PORTÉES

**5067.** 1. Les amendes imposées par la présente section Recouvre-  
sont recouvrables : ment des  
amendes.

a. Soit devant un magistrat de district, un juge des sessions  
de la paix, un magistrat de police, un recorder ou un juge de  
paix, qui doit alors, sur la dénonciation écrite et attestée sous  
serment de toute personne majeure, émettre immédiatement  
contre le défendeur une sommation rapportable *instanter*, et  
sur laquelle il est adjugé sans aucun délai ;

b. Soit devant la Cour de circuit du comté ou du district dans  
lequel le défendeur réside ou dans lequel l'action lui est signi-  
fiée ou dans lequel la contravention a eu lieu ;

c. Soit devant la Cour supérieure du district où le défendeur  
réside ou dans lequel le bref lui est signifié, ou dans lequel la  
contravention a eu lieu, dans le cas où plus d'une amende est  
réclamée par une même action, ou dans le cas où le montant  
réclamé tombe sous la juridiction de la Cour supérieure.

2. Dans le cas des sous-paragraphes b et c du paragraphe 1  
du présent article, la poursuite est intentée par et au nom du  
Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec,  
qui seul a droit de poursuivre.

Dans telle action, il est suffisant d'alléguer l'offense ou les  
causes particulières au sujet desquelles la poursuite est intentée  
et que le défendeur a agi contrairement à la loi. S. R. Q.,  
4067 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

## II. — PROCÉDURE

**Dispositions applicables.** **5068.** Dans les poursuites sur dénonciation devant un des fonctionnaires susdits, toutes les dispositions de la partie xv du Code criminel, y compris les formules s'y rapportant, s'appliquent dans tous les cas non spécialement prévus dans la présente section.

**Décisions sans appel.** Les décisions de ces fonctionnaires sont sans appel, et aucun avis ni bref de *certiorari* ne peuvent suspendre ni empêcher l'exécution d'une conviction prononcée par eux, à moins que la partie condamnée, en donnant avis du *certiorari* ne dépose entre les mains du greffier du fonctionnaire qui a rendu jugement, le montant entier de l'amende et des frais imposés et une somme de cinquante piastres pour garantie des frais de la partie adverse. S. R. Q., 4068 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**Procédure est sommaire.** **5069.** Dans les actions intentées devant les tribunaux de juridiction civile ci-dessus mentionnés, la procédure est sommaire suivant les dispositions des articles 1150 à 1162 du Code de procédure civile. S. R. Q., 4069 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**Lois de procédure applicables.** **5070.** Les lois relatives à la saisie et à la vente des biens du défendeur et toutes les autres lois de procédure ainsi que les règles de pratique et le tarif de ces tribunaux respectivement, s'appliquent dans tous les cas où des dispositions spéciales ne sont pas établies par la présente section. S. R. Q., 4070 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**Dispositions applicables dans le cas du § 1 de l'article 5067.** **5071.** Dans le cas de dénonciation devant un des fonctionnaires mentionnés dans le paragraphe 1 de l'article 5067, toutes les dispositions de la partie xv du Code criminel, s'appliquent en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec celles de la présente section.

**Honoraires de l'avocat.** Tel fonctionnaire peut accorder à l'avocat de la partie gagnante un honoraire conforme au tarif de la cour civile du district où la cause est plaidée, comme dans une action ordinaire de soixante piastres. S. R. Q., 4071 ; 52 V., c. 40, s. 1.

## III. — PREUVE

**Preuve dans le cas de l'art. 5063, etc.** **5072.** Dans toute poursuite au civil et sur toute dénonciation en vertu de l'un des articles 5063, 5065 ou 5066, il incombe au défendeur de prouver qu'il avait le droit de pratiquer comme chirurgien dentiste dans la province, ou de prouver qu'il avait le droit de prendre les titre, nom et qualité ou d'employer les lettres, signes ou indications qu'on lui reproche d'avoir pris ou employés. S. R. Q., 4072 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**Preuve des copies des ic-** **5073.** Lorsque la preuve de l'enregistrement ou du défaut d'enregistrement est requise en vertu de la présente section,

une copie ou un extrait du registre ou des livres du collège, sous le sceau de ce dernier et la signature de son secrétaire, est une preuve suffisante du contenu de cette copie ou de cet extrait sans qu'il soit nécessaire d'en produire l'original. S. R. Q., 4075 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**5074.** Nulle personne pratiquant illégalement la profession de dentiste ne peut recouvrer devant une cour de justice aucune somme de deniers pour ses services professionnels, médicaux ou articles ainsi vendus et fournis. S. R. Q., 4076 ; 52 V., c. 40, s. 1.

#### IV. — EXÉCUTION DES JUGEMENTS

**5075. 1.** A défaut de payer immédiatement l'amende et les frais imposés, le défendeur est emprisonné pendant l'espace de pas moins de trois mois, ni de plus de six dans la prison commune du district dans lequel la condamnation a été prononcée, à moins que cette amende et ces frais ne soient plus tôt payés.

2. Le fonctionnaire ou le tribunal qui prononce la condamnation peut, toutefois, au lieu d'ordonner l'emprisonnement immédiat du défendeur, lui accorder un délai pour les payer ou ordonner la saisie et la vente de ses biens meubles et immeubles pour en acquitter le montant ainsi que les frais subséquents.

3. Si, à l'expiration du délai accordé, cette amende et ces frais ne sont pas payés, ou si la vente des biens du défendeur ne rapporte pas suffisamment pour les acquitter, il est, dans chacun de ces cas, emprisonné dans la prison commune pendant l'espace de pas moins de trois mois, ni de plus de six, à moins que le montant de l'amende et des frais et de tous les frais subséquents encourus par son défaut ne soient plus tôt payés.

4. Lorsque le défendeur, à défaut de paiement immédiat, est condamné à être emprisonné sur-le-champ, le mandat d'emprisonnement est signé et émis, sans délai, par le protonotaire ou le greffier du tribunal, suivant le cas, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande.

5. Tout mandat d'emprisonnement à défaut de paiement après l'expiration du délai accordé, ou dans le cas d'insuffisance des biens du défendeur, ou tout bref d'exécution contre lui, est signé et émis par le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, sur le *fiat* d'un avocat, dans lequel il est allégué que le montant de la condamnation et des frais est encore dû en entier ou en partie.

Le mandat ci-dessus peut être *mutatis mutandis* d'après les formules se rapportant à la partie xv du Code criminel, et exécuté par tout huissier ou constable.

6. Le bref d'exécution est exécuté par un huissier. S. R. Q., 4077 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**5076.** Toute personne emprisonnée comme ci-dessus dans tous les cas, être remise en liberté sur paiement de l'a-

paiement de l'amende et des frais. mende et des frais et des frais postérieurs à sa condamnation y compris ceux de son transport à la prison; ou, dans le cas de vente de ses biens, sur paiement de la balance qui reste due.

Mention de l'élargissement au dos du mandat. La somme totale à payer pour obtenir l'élargissement de la personne ainsi incarcérée, doit, dans tous les cas, être mentionnée au dos du mandat d'emprisonnement. S. R. Q., 4078 ; 52 V., c. 40, s. 1.

#### § 8.—*De l'application des amendes*

Application des amendes. **5077.** Toutes les amendes imposées en vertu de la présente section appartiennent au collège et sont payées à son trésorier. S. R. Q., 4079 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

Remise au trésorier des sommes perçues par l'officier qui fait la vente, etc. **5078.** Dans le cas de vente des biens du défendeur ou de son emprisonnement, l'officier qui fait la vente, ou le geôlier, suivant le cas, doit remettre, sans délai, au dit trésorier, toute somme de deniers reçue en extinction partielle ou en paiement total de l'amende et des frais encourus. S. R. Q., 4080 ; 52 V., c. 40, s. 1.

#### § 9.—*Dispositions diverses*

Signification des actions. **5079.** Toute action dirigée contre la corporation doit être signifiée, en la forme ordinaire, au secrétaire du bureau des gouverneurs en personne ou à son bureau professionnel ; et il en est ainsi de toutes les autres significations qui doivent, d'après les lois de procédure et les règles de pratique, se faire à la partie même. S. R. Q., 4054 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

Ecoles déclarées avoir existence légale, etc. **5080.** Les écoles de chirurgie dentaire, telles qu'elles ont été établies par le bureau des examinateurs de l'association des dentistes de la province de Québec, et telles qu'elles sont affiliées aux universités Laval et McGill, sont déclarées avoir une existence légale et jouir de tous les privilèges accordés aux corporations. S. R. Q., 4061b ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 8.

Licence requise des dentistes. **5081.** Sauf les privilèges conférés aux médecins et chirurgiens par les différentes lois de cette province, personne ne peut exercer la profession de dentiste dans la province, à moins qu'elle ne soit en possession d'une licence du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, et ce, sous peine de l'amende édictée par l'article 5063 ; laquelle est recouvrable de la manière indiquée par l'article 5067.

Exception. Sauf les dits privilèges, dans le cas où un médecin ou chirurgien, légalement licencié en vertu des lois de cette province et autorisé à y pratiquer comme tel, désirerait exercer la profession de dentiste et se faire connaître publiquement comme tel,



il est tenu d'obtenir au préalable une licence du bureau des gouverneurs du collège, en se soumettant à un examen sur la partie mécanique et opératoire de la chirurgie dentaire, et en payant l'honoraire fixé par les règlements pour l'obtention de la licence. S. R. Q., 4081 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 57 V., c. 37, s. 6 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**5082.** Les privilèges et exemptions conférés aux médecins et chirurgiens par les lois de cette province sont accordés par la présente section aux dentistes licenciés. S. R. Q., 4082 ; 52 V., c. 40, s. 1.

**5083.** Tout ce qui, en vertu de la présente section, peut ou doit être fait par le secrétaire du bureau des gouverneurs, peut, en son absence ou à son défaut, être fait de la même manière et avec le même effet par le trésorier.

Il en est de même de toute signification qui, par la présente section, doit être faite au secrétaire.

Si le jour où une chose peut ou doit être faite en vertu de la présente section est un jour non juridique, cette chose peut ou doit se faire le premier jour juridique suivant. S. R. Q., 4083 ; 52 V., c. 40, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

**5084.** Dans tout règlement fait sous l'empire de la loi Victoria, chapitre 40, ou des amendements à icelle, les mots : "l'Association des dentistes de la province de Québec", ou tous mot ou mots désignant cette association signifient le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec ; et les mots : "bureau des examinateurs" ou tous mot ou mots désignant ce bureau signifient le bureau des gouverneurs du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec. 4 Ed. VII, c. 28, s. 10.

## FORMULE

A.—(*Article 5033*)*Bulletin de vote*

Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Nominations à la charge de membre du Bureau des gouverneurs pour l'élection du.....19

<b>1</b>	Arcand, Paul, Sorel. Proposé par Pierre Lateille, Henri Menier.
<b>2</b>	Garret, Arthur, Québec. Proposé par Peter Henderson, John Lovell.
<b>3</b>	Mayrand, Napoléon, Montréal. Proposé par Oscar Larivée, Jean Durand.
<b>4</b>	
<b>5</b>	

Placez votre croix + sur le côté gauche du nom de chacun des onze candidats pour lesquels vous voulez voter, en ayant soin de voter, sur les onze, pour au moins un candidat domicilié dans le district de Québec et un dans un des districts de St-François, Arthabaska ou Bedford.

Vous devez signer votre nom sur le talon, sceller votre bulletin de manière à ne laisser voir que votre signature et le sceau du collège au verso et le retourner, par lettre recommandée, expédiée de manière à ce qu'elle soit reçue chez le secrétaire le                    jour de                    , 19                    .

Montréal, 19

(Signature)

(Adresse)

## SECTION VI

## DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

**5085.** La présente section peut être citée sous le nom de Citation.  
 “ loi des médecins vétérinaires de la province de Québec ”.  
 2 Ed. VII, c. 27, s. 1.

**5086.** Dans la présente section :

1. L'expression médecine vétérinaire signifie l'art et la science de la médecine et de la chirurgie vétérinaires ;
2. L'expression “ médecin vétérinaire ” signifie une personne qui a suivi un cours régulier d'études dans un collège vétérinaire, qui a reçu un diplôme et a régulièrement pris ses inscriptions pour exercer la profession ;
3. L'expression “ vétérinaire ” signifie quelqu'un qui, vu certaines qualités mentionnées dans la présente section, a été autorisé à prendre ses inscriptions ;
4. L'expression “ collège vétérinaire ” signifie une école, ou un collège établi dans cette province, ou toute autre province du Canada, dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, ou dans tout état ou pays où l'on exige un examen d'immatriculation préalablement à l'admission, et où le cours d'études n'est pas moins de trois ans, et comprend des leçons sur l'anatomie, la physiologie comparée, la pathologie, la bactériologie, l'obstétrique, la botanique, la chimie, la matière médicale, la médecine vétérinaire et la chirurgie vétérinaire, l'hygiène vétérinaire, l'extérieur du cheval et la maréchalerie. 2 Ed. VII, c. 27, s. 2.

Interprétation :

“ Médecine vétérinaire ” ;

“ Médecin vétérinaire ” ;

“ Vétérinaire ” ;

“ Collège vétérinaire ”.

§ 2.—*De la constitution en corporation*

**5087.** Toutes personnes résidant dans la province et graduées de l'école vétérinaire de Québec et du département vétérinaire de Laval à Québec, ou graduées d'un collège dont le cours est de deux ans, et qui ont pratiqué, pendant une année subséquentement à l'obtention du diplôme d'un collège vétérinaire canadien ou autre collège reconnus le 26 mars 1902, et toutes personnes devenant par la suite graduées et obtenant la licence qui les autorise à exercer la médecine vétérinaire dans cette province, sont constituées en corporation sous le nom de “ Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec ”, ci-après appelé “ collège ”.

Sous ce nom, elles ont succession perpétuelle et un sceau commun avec droit de le changer, le détruire ou le renouveler ; et peuvent, elles et leurs successeurs, ester en justice, devant tous les tribunaux et en tous lieux.

Elles sont habiles en loi à posséder, avoir, recevoir et conserver pour les fins de la présente section et l'avantage de la

Personnes constituées en corporation.

Pouvoirs corporatifs.

Pouvoir de recevoir,

etc., de l'argent légué, etc.

corporation, toutes sommes de deniers qui ont été ou seront, en tout temps, payées, données ou léguées à cette corporation pour son usage.

Elles peuvent acquérir, prendre, recevoir, avoir, tenir et posséder des immeubles ou héritages, ainsi que les profits et intérêts qui en proviennent, pour les fins de la corporation, et les vendre, concéder, louer, léguer et aliéner.

La valeur des biens immeubles possédés par la corporation ne peut néanmoins excéder, en aucun temps, la somme de vingt mille piastres. 2 Ed. VII, c. 27, s. 4 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 2.

Nom des membres du collège des médecins vétérinaires.

**5088.** Les médecins vétérinaires licenciés composant la corporation constituée par l'article 5087 sont dénommés "membres du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec". 2 Ed. VII, c. 27, s. 5 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 3.

### § 3.—Du bureau des gouverneurs

Division de la province en régions.

**5089.** Pour les fins de la présente section, la province est divisée en deux régions appelées respectivement "région de Québec" et "région de Montréal".

Région de Québec.

La région de Québec comprend les districts judiciaires de Québec, Gaspé, Saguenay, Chicoutimi, Rimouski, Montmagny, Beauce, Kamouraska, Trois-Rivières et Arthabaska.

Région de Montréal.

La région de Montréal comprend les districts judiciaires de Montréal, Terrebonne, Joliette, Richelieu, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville, Beauharnois, Ottawa, Pontiac et Saint-François. 2 Ed. VII, c. 27, s. 6 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 4.

Bureau des gouverneurs.

**5090. 1.** Les affaires du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec sont administrées par un bureau appelé "Bureau des gouverneurs du collège des médecins vétérinaires de la province de Québec" et ci-après désigné sous le nom de "bureau des gouverneurs";

Composition du bureau.

**2.** Ce bureau se compose de dix personnes; mais tant qu'il n'y aura pas de collège vétérinaire anglais, il sera composé de neuf personnes seulement.

Huit de ces personnes sont choisies parmi les membres du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec et élues à une assemblée générale de ces membres tenue à cette fin. Cinq des personnes élues doivent avoir leur domicile dans la région de Montréal et trois dans la région de Québec. Dès qu'il y aura un collège vétérinaire anglais dans la cité de Montréal, quatre de ces personnes devront avoir leur domicile dans la région de Montréal et quatre dans la région de Québec.

Les deux autres sont choisies parmi les professeurs de la faculté de médecine vétérinaire de l'université Laval, à Montréal, et parmi ceux d'une université à laquelle s'attachera un collège vétérinaire anglais, une par chaque université, et nommées par les facultés respectives de ces universités. 2 Ed. VII, c. 27, s. 7 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 4.

**5091.** Les membres du bureau des gouverneurs sont élus pour une période de deux années. Durée de la charge de membre. Vacances.

La charge de membre du bureau devient vacante par le décès, la démission transmise par lettre recommandée au secrétaire du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec, et par l'abandon du domicile dans la région pour laquelle l'élection a eu lieu.

Si le membre du bureau dont la charge est devenue vacante avait été élu par le Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec, le bureau des gouverneurs doit remplir la vacance à la première assemblée de ce bureau après qu'elle s'est produite ou qu'il en a eu connaissance, en élisant un remplaçant conformément aux dispositions de l'article 5090. Comment les vacances sont remplies.

Si le membre dont la charge est devenue vacante avait été élu par une université, son remplaçant est élu par l'université conformément aux dispositions de l'article 5090. Idem.

Le membre élu pour remplir une vacance reste en fonction durant tout le temps pour lequel celui qu'il remplace avait été élu. 2 Ed. VII, c. 27, s. 8 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 4. Durée de la charge du remplaçant.

**5092.** Le bureau des gouverneurs s'assemble pour remplir les divers devoirs qui lui sont imposés par la présente section, pas moins d'une fois chaque année, à Québec et à Montréal alternativement. Assemblées du bureau des gouverneurs.

Cinq membres forment un quorum pour la transaction des affaires. 2 Ed. VII, c. 27, s. 9 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 4. Quorum.

#### § 4.—*De l'admission à l'étude et à la pratique*

**5093.** Aucune personne ne doit exercer la médecine vétérinaire dans la province, à moins d'avoir obtenu une licence du bureau des gouverneurs, qui est, par le présent, autorisé à accorder cette licence sur la production d'un diplôme délivré par un collège vétérinaire, tel que défini par le paragraphe 4 de l'article 5086. 2 Ed. VII, c. 27, s. 10 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 6. Licences requises des méd. vétérinaires praticquants.

**5094.** Aucune personne ne doit être admise à étudier la médecine vétérinaire avant d'avoir obtenu un brevet d'aptitude du bureau des gouverneurs, sur paiement, pour ce brevet, d'une somme de cinq piastres au trésorier du collège. Certificat pour étude de la méd. vétérinaire.

Personne n'a droit à une licence sur présentation d'un diplôme, s'il n'a été préalablement admis à l'étude de la médecine vétérinaire, conformément aux dispositions de la présente section. Diplôme ne dispense pas du certificat.

Le coût de la licence est de cinq piastres, lesquelles doivent être payées au trésorier du collège. Coût de la licence.

Le présent article n'empêche pas les collèges ou écoles dessus reconnus de recevoir au nombre de leurs élèves les Cas où le certificat

n'est pas requis. personnes qui ne doivent pas s'établir dans cette province, et qui de fait n'y pratiquent pas la médecine vétérinaire. 2 Ed. VII, c. 27, s. 11 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 7.

Nomination de quatre examinateurs pour l'examen à l'étude.

**5095.** Le bureau des gouverneurs nomme, tous les deux ans, quatre examinateurs engagés dans l'instruction dans la province, dont un résidant dans la cité de Montréal et parlant la langue française, un autre résidant dans la cité de Québec et parlant aussi la langue française, et les deux autres parlant la langue anglaise et choisis dans un endroit quelconque de la province, pour examiner les aspirants à l'étude de la médecine vétérinaire sur les sujets déterminés en la manière ci-après prescrite pour l'examen préliminaire des aspirants à l'étude de la médecine vétérinaire.

Matières d'examen préliminaire.

Les matières pour l'examen préliminaire sont déterminées par le bureau des gouverneurs. Les universités, après avoir examiné les candidats aspirant à l'étude de l'art vétérinaire, doivent envoyer les papiers d'examen au bureau des gouverneurs pour être examinés, et les aspirants peuvent être acceptés ou refusés.

Certificats et âge requis.

Les candidats doivent présenter un certificat de bonnes mœurs et être âgés d'au moins dix-huit ans, et payer, au trésorier du collège, cinq piastres avant de subir l'examen exigé pour obtenir le brevet d'aptitude.

Etudiants avant mars 1902.

Les élèves en médecine vétérinaire qui, avant le 26 mars 1902, ont passé un examen préliminaire devant les examinateurs de quelque université ou collège vétérinaire reconnus, ne sont pas tenus de subir un examen devant les examinateurs mentionnés dans le présent article.

Porteurs de diplôme d'un collège classique.

Les porteurs de diplôme de bachelier d'un collège classique de cette province sont dispensés de tout examen préliminaire. 2 Ed. VII, c. 27, s. 12 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 8.

Gradués d'un collège vétérinaire, etc., peuvent seuls pratiquer.

**5096.** Toutes personnes commençant l'exercice de la médecine vétérinaire dans cette province, après le 26 mars 1902, doivent être graduées d'une école, ou d'un collège légalement constitués et dont le cours d'études est d'au moins trois ans, et de huit mois par année, et dont les élèves subissent l'examen final en présence de deux assesseurs nommés par le bureau des gouverneurs pour les représenter au dit examen. 2 Ed. VII, c. 27, s. 13 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Honoraires des officiers, etc.

**5097.** Le bureau des gouverneurs a le pouvoir de fixer par règlements les honoraires qui sont payés aux assesseurs, officiers et examinateurs par lui nommés. 2 Ed. VII, c. 27, s. 14 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 10.

Souscription annuelle des

**5098.** Les médecins vétérinaires licenciés et les vétérinaires pratiquant dans la province doivent payer annuelle-

ment, dans le courant du mois de mai, une somme de deux médecins  
piastres au trésorier du collège. 2 Ed. VII, c. 27, s. 15 ; 5 vétérinaires,  
Ed. VII, c. 26, s. 11. etc.

**5099.** Le bureau des gouverneurs fait tenir par le régis-Registre des  
traire un livre appelé : " registre des médecins vétérinaires", médecins  
dans lequel est entré le nom des personnes qui se sont confor- vétérinaires  
més aux dispositions de la loi, ainsi qu'aux règles et règle- pratiquants.  
ments faits par le collège ou le bureau des gouverneurs con-  
cernant les capacités requises des personnes exerçant la méde-  
cine vétérinaire dans la province.

Les personnes seules, dont les noms sont inscrits dans le  
registre ci-dessus mentionné, sont considérées comme aptes et  
autorisées à exercer la médecine vétérinaire dans la province,  
excepté dans les cas mentionnés dans l'article 5100.

Ce registre peut, en tout temps, être examiné par tout pra-  
ticien ayant régulièrement pris ses inscriptions ou par toute  
autre personne.

Le secrétaire du collège sur le paiement d'une piastre, doit Tableau des  
fournir, à chaque médecin vétérinaire licencié de la province médecins  
ayant payé tout ce qu'il doit en vertu de la présente section, un vétérinaires  
tableau imprimé contenant les prénoms, nom, date de l'admis- licenciés.  
sion à la pratique, résidence ou domicile de tous les médecins  
vétérinaires licenciés de la province. 2 Ed. VII, c. 27, s. 16 ;  
5 Ed. VII, c. 26, s. 12.

**5100.** Toute personne qui exerce et qui a, sans interrup- Qui peut  
tion, exercé la médecine vétérinaire dans la province pendant êtrevétéri-  
pas moins de dix années avant le 26 mars 1902, sans être naire et ins-  
médecin vétérinaire, et qui a vécu uniquement de l'exercice de tel. comme  
l'art vétérinaire, a le droit de se faire inscrire, sujet aux dis-  
positions de la présente section, sur un registre séparé, sous le  
titre de " vétérinaire " sans subir aucun examen, en payant  
les mêmes honoraires que ceux payés par les médecins vétéri-  
naires.

Quant aux autres matières, elle est sujette aux règles et  
règlements que le collège, ou le bureau des gouverneurs éta-  
blissent à cette fin.

Toute personne qui a demandé au bureau des gouverneurs Examen re-  
de se faire inscrire, comme vétérinaire, dans l'espace d'un an quis avant  
après le 26 mars 1902, et qui n'a pas dix années d'exercice, l'inscription.  
en subissant avec succès un examen sur l'art vétérinaire pra-  
tique, devant deux membres désignés par le bureau des gou-  
verneurs, ou de toute autre manière que le bureau des gouver-  
neurs peut raisonnablement exiger, a le droit d'être inscrite  
sous la direction du bureau des gouverneurs sur le registre  
des médecins vétérinaires.

Aucune personne inscrite comme vétérinaire n'est censée Effet de  
membre du collège. l'inscription.

**Nom et titre dont ne peuvent se servir les vétérinaires.** Aucune personne ainsi inscrite n'a le droit de prendre ou de se servir d'un nom, d'un titre ou d'une désignation, au moyen de lettres ou d'initiales placées après son nom ou autrement dans une annonce, dans un papier-nouvelles, dans des circulaires écrites à la main ou imprimées, sur des cartes d'affaires ou sur des enseignes, de nature à faire supposer ou à porter le public à croire qu'elle est médecin vétérinaire ou membre du Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec. 2 Ed. VII, c. 27, s. 17 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 13.

**Si l'inscription n'a pas lieu dans le délai prescrit.** **5101.** Toute personne apte, suivant la présente section, à être inscrite, mais qui néglige ou qui omet de se faire ainsi inscrire ne peut se prévaloir d'aucun droit ou privilège conféré par la présente section, tant que dure cette négligence ou cette omission, mais peut en tout temps obtenir ces droits ou privilèges en payant le double de l'honoraire exigible sur l'inscription, et tous les arrérages. 2 Ed. VII, c. 27, s. 19.

**Inscription requise pour le recouvrement des comptes.** **5102.** Personne n'a le droit de recouvrer aucun compte devant les tribunaux pour avis médical ou chirurgical vétérinaire, pour services professionnels, pour opérations faites ou médicaments prescrits ou donnés, ni ne peut se prévaloir d'aucun droit ou privilège conféré par la présente section, à moins d'établir qu'il a pris ses inscriptions conformément à la présente section et qu'il a payé sa contribution annuelle exigée par la loi. 2 Ed. VII, c. 27, s. 20 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 14.

**Idem, pour donner certificat.** **5103.** Aucun certificat requis, par une loi en vigueur le ou depuis le 26 mars 1902, d'un médecin vétérinaire, n'est valide à moins que la personne qui l'a signé ne soit inscrite conformément aux dispositions de la présente section. 2 Ed. VII, c. 27, s. 21.

#### § 5.—Des pénalités et des poursuites

**Personne prenant illégalement le titre de médecin vétérinaire, etc.** **5104.** Une amende de cinquante piastres est imposée à toute personne prenant le titre de médecin vétérinaire, ou docteur vétérinaire, ou chirurgien vétérinaire, ou vétérinaire, ou dentiste vétérinaire ou tout autre nom qui peut faire supposer qu'elle est autorisée à exercer légalement la médecine vétérinaire dans cette province, si elle ne peut pas établir ce fait par une preuve légale.

**Ou cherchant à faire supposer cette qualité.** Toute personne, si elle n'est pas dûment autorisée et inscrite dans cette province, qui, dans une annonce, un papier-nouvelles ou dans des circulaires écrites à la main ou imprimées, sur des cartes d'affaires, ou sur des enseignes, prend un titre, un nom ou une désignation de nature à faire supposer ou à porter le public à croire qu'elle a régulièrement pris ses inscriptions ou qu'elle a qualité pour exercer la médecine vétérinaire, ou qui donne



ou qui offre ses services comme médecin vétérinaire, est, dans chacun de ces cas, passible d'une semblable amende.

Ces poursuites sont portées devant le shérif, un magistrat de district, un recorder, ou un juge des sessions de la paix, ayant juridiction dans la localité où l'offense a été commise, et tel shérif, magistrat de district, recorder ou juge des sessions de la paix, outre l'amende ci-dessus mentionnée, a le pouvoir de condamner aux frais, et, dans le cas où les frais et l'amende ne sont pas payés, d'ordonner l'emprisonnement pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours, mais de pas moins de trente jours, à moins qu'ils ne soient plus tôt payés.

Ces poursuites sont régies par la partie xv du Code criminel. 2 Ed. VII, c. 27, s. 22.

**5105.** Les amendes imposées en vertu de la présente section, sont recouvrables avec dépens, et le recouvrement en peut être fait en justice par le collège, en son nom corporatif. Ces amendes appartiennent à la corporation.

Toutes les amendes recouvrables en vertu de la présente section, sont payées au greffier du tribunal qui prononce la condamnation, et, par ce dernier, remises au trésorier du collège.

Le bureau des gouverneurs peut autoriser toute personne à poursuivre, au nom du collège, quiconque contrevient à la présente section, et il a le droit d'allouer au poursuivant la totalité ou une partie de l'amende perçue. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23; 5 Ed. VII, c. 26, s. 15.

#### § 6.—Des plaintes contre les membres du collège et contre les vétérinaires

**5106.** Le bureau des gouverneurs a le pouvoir de faire des règlements pour le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline des membres du collège et des vétérinaires.

Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par une assemblée générale des membres du collège. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23a; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

**5107.** Le bureau des gouverneurs connaît de toute plainte contre un membre du collège l'accusant d'infraction aux règlements, de quelque acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession ou d'infraction à la discipline qui est portée devant lui. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23b; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

**5108.** Cette plainte peut être faite :

1. Par un membre du collège ; ou
2. Par toute partie intéressée.

La plainte doit être par écrit et sous serment prêté devant le secrétaire du collège, qui est autorisé à recevoir tel serment.

Devant qui sont intentées les poursuites.

Par qui et au nom de qui sont intentées les poursuites.

A qui sont payées les amendes.

Poursuites par des particuliers.

Règlements pour le maintien de l'honneur, etc.

Entrée en vigueur des règlements.

Bureau des gouverneurs connaît des plaintes contre les médecins vétérinaires.

Par qui la plainte peut être faite.

Forme de la plainte.

Transmission  
d'une copie  
de la plainte  
à l'accusé,  
avec avis.

Procédure  
devant le  
bureau au  
jour fixé  
dans l'avis.

Une copie de la plainte, ainsi qu'avis du jour et de l'endroit où se réunira le bureau des gouverneurs, doit être transmise au membre accusé, par lettre recommandée, au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion du bureau des gouverneurs. Au jour et à l'endroit fixés, le bureau entend le plaignant et le membre accusé s'ils se présentent, sinon, celui qui comparait. Si, après avoir entendu les parties qui comparaissent, ou si l'accusé ne comparait pas, le bureau des gouverneurs n'est pas satisfait des explications données, il procède à l'instruction de la plainte en la manière déterminée dans les articles qui suivent. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23c; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

Instruction  
de la plainte.

**5109.** Dans l'instruction de la plainte, le bureau des gouverneurs procède par voix délibérative, et peut recourir à tous les moyens qu'il juge convenables pour s'instruire des faits à vérifier, et pour permettre à l'accusé de se défendre.

Assermenta-  
tion des  
témoins.

Tout membre du bureau des gouverneurs a le droit d'assermenter les parties et les témoins, ou, selon le cas, de leur faire déclarer ou affirmer solennellement, sincèrement et véritablement qu'ils diront la vérité. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23d; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

Quand la  
preuve est  
prise en  
sténogra-  
phie.

**5110.** Le bureau des gouverneurs peut exiger, dans chaque cas où l'une des parties le demande, que la preuve soit prise par un sténographe, pourvu que la partie qui fait la demande dépose, entre les mains du trésorier du collège, une somme déterminée par le bureau des gouverneurs pour la garantie des frais de sténographie.

Dépôt pour  
les frais.

Le bureau des gouverneurs peut aussi exiger, dans tous les cas, que l'une ou l'autre des parties fasse un dépôt pour garantir le paiement des déboursés, des témoins et des autres frais encourus à l'occasion de la plainte. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23e; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

Pouvoir du  
bureau des  
gouverneurs  
en cas de  
condamna-  
tion de l'ac-  
cusé.

**5111.** Le bureau des gouverneurs a le pouvoir, suivant la gravité de l'offense, dans le cas de condamnation de la personne accusée :

1. De prononcer la censure et la réprimande ; ou
2. De priver le membre de sa voix délibérative et même du droit d'assister aux assemblées du collège, pour un terme n'excédant pas cinq ans ; ou
3. De suspendre le membre de l'exercice de sa profession pour un terme n'excédant pas trois ans.

Appel de la  
décision.

Il y a appel de la décision du bureau des gouverneurs par voie de *certiorari*. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23f; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

Perte du  
droit de pra-  
tiquier com-

**5112.** Tout membre du collège qui a été trouvé coupable, devant un tribunal de juridiction compétente, d'une offense poursuivable par voie d'acte d'accusation punissable par l'em-

prisonnement sans l'alternative d'une amende, perd *ipso facto* <sup>me médecin</sup> le droit de pratiquer comme médecin vétérinaire dans la <sup>vétérinaire.</sup> province, et le bureau des gouverneurs doit rayer son nom du registre des membres du collège aussitôt qu'il a eu connaissance de la cause de telle inhabilité. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23g ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16.

**5113.** Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent <sup>Si la plainte</sup> *mutatis mutandis* dans le cas où la plainte est dirigée contre <sup>est contre un</sup> un vétérinaire. 2 Ed. VII, c. 27, s. 23h ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 16. <sup>vétérinaire.</sup>

### § 7.—Dispositions diverses

**5114.** Dans tous les cas où d'après la présente section la <sup>Preuve de</sup> preuve de l'inscription est requise, une copie imprimée ou <sup>l'inscription.</sup> autre du registre, certifiée par le registraire du collège, est une preuve suffisante que toutes les personnes qui y sont mentionnées sont inscrites comme médecins vétérinaires ou vétérinaires compétents.

Tout certificat, sur cette copie imprimée ou autre du registre, <sup>Preuve de la</sup> établissant qu'il a été signé par une personne quelconque en sa <sup>signature sur</sup> qualité de registraire conformément à la présente section, fait <sup>les certifi-</sup> preuve *prima facie* que cette personne est le registraire, sans <sup>cats.</sup> qu'il soit nécessaire de prouver sa signature, ni qu'elle est de fait tel registraire. 2 Ed. VII, c. 27, s. 24 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 17.

**5115.** La présente section n'affecte en aucune manière les <sup>Application</sup> personnes soignant les animaux ou pratiquant la castration <sup>de cette sec-</sup> sur les animaux dans les localités où il n'y a pas de médecin <sup>tion.</sup> vétérinaire. 2 Ed. VII, c. 27, s. 26 ; 5 Ed. VII, c. 26, s. 18.

## CHAPITRE SIXIÈME

### DES INGÉNIEURS CIVILS—DES ARPENTEURS—DES ARPENTAGES

#### SECTION I

#### DES INGÉNIEURS CIVILS

**5116.** Les expressions suivantes employées dans la présente <sup>Interpréta-</sup> section ont le sens qui leur est donné ci-après, à moins que <sup>tion :</sup> le texte ne renferme quelque chose d'incompatible avec cette interprétation :

a. L'expression " la société " signifie la société canadienne " Société " ; des ingénieurs civils ;

b. L'expression " le conseil " signifie le conseil de la dite " Conseil " ; société ;

- “ Membre de la corporation ” ;  
 “ Ingénieur civil ”.
- c. L'expression “ membre de la corporation ” signifie un membre ou membre associé de la dite société ;
- d. L'expression “ ingénieur civil ” signifie quiconque exerce les fonctions d'ingénieur, en donnant des conseils sur, en faisant des mesurages, tracés ou dessins pour, ou en surveillant la construction de chemins de fer, ponts métalliques, ponts en bois dont le coût excède \$600.00, voies publiques requérant les connaissances et l'expérience d'un ingénieur, routes, canaux, havres, améliorations de rivières, phares, et travaux hydrauliques, municipaux, électriques, mécaniques et autres travaux d'ingénieur, non compris les chemins de colonisation du gouvernement et les chemins ordinaires dans les municipalités rurales ; mais elle n'est pas censée s'appliquer à un artisan ou à un ouvrier expert. 61 V., c. 32, s. 1 ; 62 V., c. 37, s. 1.

Défense de prendre le nom d'ingénieur civil sauf par les :

**5117.** Nul ne peut, dans la province, prendre le titre d'ingénieur civil, ni se servir d'une abréviation de ce titre, ou d'un nom, titre ou désignation pouvant faire comprendre qu'il est membre de la corporation, ou pratiquer ou exercer la profession d'ingénieur civil dans le sens de l'article 5116, à moins—

- Membres de la corporation ;  
 Ingénieurs civils en vertu d'une loi.
- a. qu'il ne soit membre de la corporation ou ne le devienne en vertu des dispositions de la présente section ; ou
- b. qu'il n'ait le droit de se servir du titre d'ingénieur civil en vertu d'un statut du Canada, de la ci-devant province du Canada ou de la province de Québec ; ou
- Arpenteurs.
- c. qu'il ne soit membre de la corporation des arpenteurs depuis le 15 janvier 1898, et qu'à une époque subséquente quelconque, il ne devienne membre de la société. 61 V., c. 32, s. 2.

Personnes autorisées à prendre le nom d'ingénieur civil.

**5118.** Les personnes suivantes seulement sont admises à exercer dans la province comme membres de la corporation :

- a. Toutes les personnes, exerçant dans la province la profession d'ingénieur civil le 15 janvier 1898, qui, dans l'année de cette date, ont demandé leur admission et payé les frais de souscription exigés par les règlements de la société ;
- b. Toutes les personnes qui, après avoir été admises à l'étude en vertu des dispositions de la présente section, ont passé les examens prescrits et ont reçu de la société un diplôme d'ingénieur civil ;
- c. Toutes les personnes, membres de la corporation des arpenteurs de cette province le 15 janvier 1898, qui demandent à être admises en payant la souscription exigée par les règlements de la société ;
- d. Quiconque prouvera à la satisfaction du conseil qu'il ne résidait pas dans la province le 15 janvier 1898 ; que, par
- Conditions que doivent

suite de cette absence, il n'a pu se conformer aux dispositions de la loi ni accomplir le temps d'étude et de service requis dans le bureau d'un membre de cette société; qu'il a toutefois exercé la profession d'ingénieur civil dans le sens de la présente section pendant au moins dix ans, et qu'il est membre du plus haut degré de l'institution des ingénieurs civils ou de toute autre société nationale d'ingénieurs de la même importance; et donne un mois d'avis, et paye en même temps à la société la somme de cinquante piastres, et subit l'examen prescrit par le paragraphe e de l'article 5121. 61 V., c. 32, s. 3; 2 Ed. VII, c. 25, s. 1.

**5119.** Un bureau d'examineurs est constitué, composé d'au moins six personnes résidant dans la province chargées d'examiner les candidats pour l'admission à l'étude ou pour l'admission à la pratique du génie civil.

Quatre de ces membres, dont deux doivent avoir la compétence et les qualités nécessaires pour faire l'examen des candidats à l'examen préliminaire et à l'examen final, en français ou en anglais, au choix du candidat, sont nommés par le conseil, un par l'université McGill, et un par l'université Laval.

Trois des membres du bureau en forment le quorum.

Ce bureau se réunit au moins deux fois par année, à Québec et à Montréal alternativement, le premier mardi de mai et le premier mardi de novembre. 61 V., c. 32, s. 4.

**5120. 1.** Tout candidat à l'admission à l'étude doit :

a. Donner un avis d'un mois, au secrétaire de la société, de son intention de se présenter à l'examen, et payer, en même temps, au dit secrétaire, la somme de vingt piastres, comme honoraires, dont la moitié lui est remise en cas d'échec à l'examen requis;

b. Produire un certificat de bonne conduite ;

c. Passer un examen sur les sujets suivants : géographie générale et en particulier celle du Canada; histoire du Canada; arithmétique; éléments de géométrie; emploi des logarithmes; algèbre jusqu'aux et y compris les équations au deuxième degré; trigonométrie jusqu'à et y compris la solution des triangles rectilignes.

2. S'il réussit, le candidat a droit à un certificat constatant qu'il a passé cet examen.

3. Si le candidat était porteur d'un certificat d'admission à l'étude comme arpenteur provincial le 15 janvier 1898, ce certificat est accepté au lieu de l'examen ci-dessus requis.

4. Si le candidat est porteur d'un diplôme de bachelier ès sciences appliquées, de bachelier ès arts, de bachelier ès sciences ou de bachelier ès lettres, conféré par une université canadienne ou anglaise, ou a reçu ses degrés et tient ses diplômes du collège

remplir certaines personnes qui veulent être ingénieurs.

Bureau d'examineurs.

Nomination des examinateurs.

Quorum.

Assemblée du bureau.

Conditions de l'admission à l'étude. Avis.

Certificat.

Examen sur certains sujets.

Certificat d'examen.

Certificat qui tient lieu d'examen.

Diplômes qui dispensent de l'examen.

militaire royal, ou est diplômé comme arpenteur provincial, sur preuve satisfaisante qu'il est bien la personne nommée dans ce degré ou diplôme, il a droit de recevoir un certificat d'admission à l'étude, en payant les honoraires ci-dessus mentionnés. 61 V., c. 32, s. 5.

Conditions  
de l'admis-  
sion à la pra-  
tique.  
Avis.

Certificat.

Age.

Etude dans  
le bureau  
d'un mem-  
bre de la  
corporation,  
etc.

Examen sur  
certains su-  
jets.

Admission à  
la pratique  
des élèves  
sous brevet  
le 15 janv.  
1898.

Examens en  
français et  
en anglais.

Diplômes ac-  
cordés aux  
étudiants qui  
passent  
l'examen.

Approbation  
des règle-  
ments.

Incapacité  
de certaines  
personnes de

**5121.** 1. Tout candidat à l'admission à la pratique doit :

a. Donner un avis d'un mois de son intention de se présenter à l'examen et payer en même temps au secrétaire des honoraires de quarante piastres ;

b. Produire un certificat de bonne conduite ;

c. Prouver qu'il est âgé de vingt et un ans, au moins ;

d. Prouver que, depuis son admission à l'étude, il a étudié le génie civil dans le bureau ou au service d'un membre de la corporation, pendant au moins cinq ans, ou pendant deux ans s'il a un diplôme d'arpenteur provincial, ou s'il a un diplôme de gradué ès sciences appliquées d'un collège ou d'une université du Canada, accordé après un cours de pas moins de trois années. Le temps employé, pendant les vacances du collège, à des travaux de génie civil, sous la direction d'un membre de la corporation, est compté dans le terme des deux années plus haut mentionné ;

e. Passer un examen devant le bureau des examinateurs de la société sur la théorie et la pratique du génie civil, et spécialement sur l'un des sujets suivants, à son choix : travaux de chemin de fer, municipaux, hydrauliques, mécaniques, miniers ou électriques.

2. Les élèves sous brevet des ingénieurs civils le 15 janvier 1898, qui, dans les six mois qui ont suivi ont produit leurs brevets pour être enregistrés par la société et payé les honoraires d'admission, sont à la fin du terme entier de cinq ans, admis à exercer, après avoir subi l'examen préliminaire et l'examen final prescrits par la présente section.

3. Tous les examens doivent se faire en français ou en anglais, au choix du candidat. 61 V., c. 32, s. 6.

**5122.** Tout étudiant, ayant passé les examens exigés par la présente section, a droit de recevoir un diplôme et devient un membre de la corporation. 61 V., c. 32, s. 7.

**5123.** Aucun règlement, passé ou qui peut être passé par la société, n'a force et effet en cette province qu'après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. 61 V., c. 32, s. 8.

**5124.** Nulle personne exerçant la profession d'ingénieur civil sans en avoir le droit en vertu de la présente section, ne

peut réclamer devant un tribunal aucune somme d'argent pour recouvrer services professionnels rendus en cette qualité. 61 V., c. 32, s. 9. des honoraires.

**5125.** Toute personne qui, bien que n'étant pas enregistrée comme membre de la dite société, prend ou emploie tout tel nom, titre ou désignation, ainsi que mentionné, ou se donne le titre d'ingénieur civil, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres pour la première offense et n'excédant pas cent piastres pour toute offense subséquente. 61 V., c. 32, s. 10. Amende contre les personnes qui exercent illégalement la profession d'ingénieur civil.

**5126.** Rien de contenu dans la présente section ne doit être interprété comme portant atteinte aux droits et privilèges conférés aux arpenteurs provinciaux, par une loi quelconque de la Législature. 61 V., c. 32, s. 11. Droits des arpenteurs sauvegardés.

## SECTION II

## DES ARPENTEURS

§ 1.—*Disposition déclaratoire et interprétative*

**5127.** Le mot "arpenteur", dans la présente section, "signifie arpenteur géomètre (A. G.) et se traduit en anglais par *Quebec Land Surveyor (Q. L. S.)*. S. R. Q., 4084 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 1. Signification du mot "arpenteur".

§ 2.—*De la constitution en corporation des arpenteurs*

**5128.** Les arpenteurs autorisés par la présente section à exercer leur profession dans la province, sont constitués en corporation sous le nom de "les arpenteurs géomètres de la province de Québec". Constitution en corporation.

Le sceau de la corporation doit porter l'inscription suivante : "Arpenteurs géomètres de Québec". S. R. Q., 4084b ; 52 V., c. 41, s. 1. Sceau corporatif.

**5129.** Les droits, pouvoirs et privilèges accordés par la loi aux corporations ordinaires sont, par la présente section, conférés à la corporation des arpenteurs de la province de Québec. S. R. Q., 4085. Pouvoirs gén. de la corporation.

**5130.** La corporation a plein pouvoir :

1. D'acquérir et posséder des biens meubles et immeubles et d'en jouir, pourvu qu'ils n'excèdent pas en valeur la somme de vingt mille piastres ;

Autres pouvoirs.

2. De passer des règlements non incompatibles avec les dispositions de la présente section :

- a. Pour la gouverne, la discipline et l'honneur de ses membres ;
- b. Pour l'administration de ses biens ;
- c. Pour l'entretien de la corporation par voie de contributions ou autrement ;
- d. Pour l'élection d'un bureau de direction ;
- e. Pour l'examen et l'admission des aspirants à l'étude ou à la pratique de la profession ;
- f. Concernant les honoraires pour services professionnels ;
- g. Pour tous autres objets nécessaires au bon fonctionnement de la corporation. S. R. Q., 4086 ; 52 V., c. 41, s. 2 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 2.

### § 3.—*Du bureau de direction*

**Bureau de direction.** **5131.** Les pouvoirs accordés par la présente section à la corporation des arpenteurs, sont exercés par un conseil général portant le nom de "Bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec."

**Ses pouvoirs.** Au bureau de direction est délégué le droit de faire les règlements de la corporation et l'obligation de les faire exécuter ; mais avant d'être sanctionnés, ces règlements doivent être soumis à l'approbation des membres de la corporation suivant le mode adopté par le bureau de direction.

**Preuve dans les poursuites.** Dans toutes les poursuites intentées par le président du bureau de direction au nom de la corporation contre un arpenteur pour le recouvrement de contributions et autres redevances, il suffit, pour établir qu'il est membre de la corporation des arpenteurs, de prouver qu'un diplôme ou une licence d'arpenteur a été accordé au défendeur. S. R. Q., 4087 ; 52 V., c. 41, s. 3.

**Membres ordinaires du bureau.** **5132.** Les membres élus de ce bureau de direction sont au nombre de onze, parmi lesquels sont choisis un président, deux vice-présidents, un, deux ou trois syndics, selon le besoin, et un secrétaire-trésorier.

**Choix du secrétaire et des syndics.** Cependant le secrétaire-trésorier et les syndics peuvent être choisis parmi les membres de la corporation ne faisant pas partie du bureau de direction, si ce dernier juge la chose opportune.

**Membre honoraire.** Le ministre chargé de la direction des arpentages, ou, en son absence, le sous-ministre, est de droit président honoraire de la corporation. S. R. Q., 4088 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 2.

**Terme d'office.** **5133.** Le terme d'office des membres du bureau de direction est de trois ans.



Chaque année il y a une élection pour remplacer les directeurs dont le terme d'office est expiré. Election annuelle.

Les directeurs sortent de charge de manière à observer le système de rotation existant avant l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, quatre étant sortis de charge lors de l'élection annuelle de 1904, quatre lors de l'élection annuelle de 1905 et trois lors de l'élection annuelle suivante. Sortie de charge des directeurs.

Les membres sortant de charge peuvent être réélus. S. R. Q., 4089 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 4 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 3. Réélection.

**5134.** Le quorum du bureau de direction est de six mem- Quorum du bres. S. R. Q., 4089 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 4. bureau.

**5135.** Les questions soumises au bureau sont décidées par la majorité des membres actifs présents, le président ne votant qu'en cas d'égalité des voix. S. R. Q., 4090. Décisions des questions soumises.

**5136.** Les assemblées générales annuelles des arpenteurs, tant pour l'élection des membres du bureau de direction, quand nécessaire, que pour la dépêche des affaires, doivent avoir lieu dans la cité de Québec, ou dans tout autre endroit que peut choisir le bureau de direction, le deuxième mercredi d'avril de chaque année, ou le jour juridique suivant, si ce jour ne l'est pas, à l'endroit et à l'heure déterminés par l'avis qu'en donne le secrétaire-trésorier. Le bureau de direction doit se réunir la veille de ce jour pour la dépêche des affaires. Assemblées générales.

Le président du bureau de direction, ou, en son absence, l'un des vice-présidents, ou, en leur absence, le doyen des membres présents du bureau de direction, ou, s'il n'y a pas de membres présents du bureau de direction, le doyen des membres présents, préside les assemblées générales. Président des assemblées.

L'élection se fait de la manière déterminée par les règlements de la corporation. S. R. Q., 4091 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 4. Election.

**5137.** Les assemblées générales spéciales peuvent avoir lieu et être convoquées, par avis signé du secrétaire et adressé à chaque arpenteur, quinze jours avant la date des dites assemblées, d'après l'ordre du président ou de l'un des vice-présidents agissant à la demande d'au moins dix membres de la corporation. S. R. Q., 4092. Assemblées générales spéciales.

**5138.** Nul arpenteur n'a droit de voter aux élections des membres du bureau de direction, d'être élu ou de siéger comme directeur, lorsqu'il est élu comme tel, s'il ne s'est pas conformé aux règlements du bureau de direction. S. R. Q., 4093. Conditions requises pour voter, etc.

**5139.** Le bureau de direction est tenu de se réunir au moins une fois par année, dans la cité de Québec, ou ailleurs s'il le juge à propos, le premier mardi du mois de juin ou le Réunion du bureau de direction.

jour juridique suivant, si ce mardi ne l'est pas, pour l'examen des aspirants à l'étude et à la pratique de la profession et la dépêche des affaires. S. R. Q., 4094; 8 Ed. VII, c. 61, s. 5.

Rapport du bureau de direction.

**5140.** Le bureau de direction est tenu, à chaque assemblée générale annuelle des arpenteurs, avant l'élection de ses membres, de faire un rapport de ses opérations, des questions qui lui ont été soumises, du résultat des examens et en général de toutes les affaires qu'il a eues à transiger ou à régler, pendant le cours de l'année expirée.

Forme de ce rapport.

Ce rapport est soumis, sous forme de procès-verbal, à l'approbation de l'assemblée générale, et reste dans les archives de la corporation sous la garde du secrétaire. S. R. Q., 4095.

Attributions du bureau: Maintien de la discipline;

**5141.** Les attributions du bureau de direction sont :

Conciliation des différends;

1. De maintenir la discipline et l'honneur du corps des arpenteurs et de prononcer des censures contre tout membre coupable de quelque infraction à ce sujet ;

2. De prévenir et concilier tous différends entre arpenteurs, d'entendre et juger toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre eux, et de punir les arpenteurs trouvés coupables des faits allégués dans telles plaintes et réclamations, suivant la gravité du cas, par la censure, l'amende ou la suspension de l'exercice de la profession ; mais cette amende ne doit pas excéder la somme de cent piastres, et la suspension ne doit pas être pour un terme de plus de deux ans ;

Certificats de capacité;

3. De délivrer ou refuser, après examen, tous certificats de capacité et d'admission demandés par les aspirants à l'étude ou à la profession d'arpenteur ;

Comparution des arpenteurs; Pénalité des arpenteurs coupables d'offenses ;

4. De mander devant lui, s'il est jugé nécessaire, tout arpenteur pratiquant en cette province ;

5. De punir tout arpenteur, suivant la gravité du cas, en le privant de sa voix dans les assemblées générales, ou en lui refusant le droit de pratiquer comme arpenteur pendant un espace de temps qui ne peut excéder deux ans pour la première offense, et qui ne peut s'étendre à plus de quatre ans, en cas de récidive ou de toute offense subséquente ;

Passation de règlements relatifs aux accusations; Destitution des officiers.

6. De déterminer, par des règlements, la manière dont les procédures relatives aux accusations contre les membres de la corporation doivent être portées devant le bureau ;

7. De destituer à volonté les officiers et d'en nommer d'autres à leur place ; mais nul officier n'est ainsi destitué que sur le vote de la majorité absolue des membres du bureau. S. R. Q., 4096.

Avis de démission.

**5142.** Tout arpenteur qui a payé ses contributions et contre lequel la corporation n'a aucune réclamation, peut donner avis au secrétaire-trésorier qu'il désire ne plus appartenir à la cor-

poration des arpenteurs. Alors, en payant sa contribution pour l'année courante, il cesse immédiatement et *ipso facto* de faire partie de cette corporation et n'a plus le droit d'exercer sa profession.

Un arpenteur qui se retire de la corporation après avoir donné avis comme susdit, et qui désire entrer de nouveau dans cette corporation, a ce droit, pourvu qu'il paye une entrée de dix piastres, ou sa contribution pour les années écoulées depuis la date de sa retraite. S. R. Q., 4097 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 6.

**5143.** En cas d'incapacité, tel que prévu par l'article 5138, ou en cas de démission, d'absence, de maladie ou de décès des membres et des officiers du bureau de direction, ils sont remplacés comme suit :

1. Le président, par l'un des deux vice-présidents, ou par un membre du bureau, la préséance étant donnée au plus ancien dans la pratique de la profession d'arpenteur ;

2. Les autres officiers, par des officiers temporairement choisis par le bureau de direction ;

3. Les membres, par d'autres membres choisis temporairement par le bureau de direction parmi les arpenteurs de la province.

S'il arrive dans le bureau de direction assez de vacances pour qu'il n'y ait pas de quorum, c'est l'assemblée générale qui remplit chaque vacance, et en telle circonstance, le secrétaire-trésorier convoque une assemblée générale dans le plus court délai possible. S. R. Q., 4098 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 7 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 6.

#### § 4.—Du secrétaire et de ses devoirs

**5144.** Le secrétaire du bureau de direction est en même temps secrétaire-archiviste et secrétaire-trésorier.

Dans les quinze jours après sa nomination, il doit fournir un cautionnement de mille piastres et en remettre le certificat au président du bureau. S. R. Q., 4099.

**5145.** Les devoirs du secrétaire sont :

Ses devoirs :

1. De rédiger les délibérations et procédures des assemblées générales des arpenteurs de la province et des assemblées du bureau de direction dont il tient minute dans un livre à cet effet ;

2. De déposer les archives dont il est le gardien dans un endroit sûr, déterminé par le bureau de direction ;

3. De délivrer les expéditions et autres papiers requis de lui, certifiés de sa main ; et ces expéditions et papiers, ainsi signés et revêtus du sceau de la corporation, font foi devant tout tribunal judiciaire de la province ;

4. De tenir la caisse de la corporation, recevoir et payer les sommes autorisées, déposer les deniers de la corporation dans

Réadmission.  
membres du bureau dans certains cas.

Vacances dans le bureau.

Secrétaire du bureau.

Son cautionnement.

Rédiger les délibérations ;

Faire dépôt des archives ;

Délivrer des expéditions ;

Tenir la caisse, etc.

une des banques d'épargne ou caisses d'économie légalement constituées en cette province, et rendre compte, tous les ans, de son administration à l'assemblée générale des arpenteurs et chaque fois que le bureau de direction l'exige. S. R. Q., 4100.

### § 5.—Des accusations

**Devoirs du syndic.** **5146.** Le syndic représente devant le bureau de direction, la partie poursuivante contre les arpenteurs inculpés. S. R. Q., 4101.

**Droit de vote du syndic.** **5147.** Lorsqu'il s'agit d'une matière ayant rapport à une accusation portée contre un arpenteur, le syndic qui est la partie poursuivante, n'a pas le droit de voter. S. R. Q., 4102.

**Procédure sur les accusations.** **5148.** Il est procédé devant le bureau de direction, sur les accusations portées par le syndic, en la manière suivante :

**Plainte doit être sous serment.** 1. Pour être reçue, toute plainte doit avoir été préalablement attestée sous serment par les parties plaignantes devant le président du bureau ou l'un des vice-présidents ou devant un juge de paix.

**Devoir du syndic en recevant telle plainte.** 2. En recevant une plainte contre un des membres de la corporation, se rattachant à l'honneur, à la dignité, aux intérêts et aux devoirs de la profession, le syndic la soumet, sans délai, à une assemblée du bureau spécialement convoquée à cet effet, et, si la majorité du bureau trouve qu'il y a matière à investigation, il ordonne la mise en accusation de tel membre.

**Dépôt pour les frais.** Il peut aussi, dans chaque cas, exiger de la partie poursuivante ou plaignante, le dépôt, entre les mains du secrétaire, d'une somme déterminée pour la garantie des frais de la partie adverse.

**Acte d'accusation.** 3. Sur cet ordre, le syndic rédige l'acte d'accusation selon la formule A, et le transmet au secrétaire du bureau, qui en fait une copie, la signe et la fait signifier à l'accusé avec l'ordre du bureau, rédigé suivant la formule B, lui enjoignant de comparaître en personne, devant le bureau, aux jour, lieu et heure indiqués. S. R. Q., 4103.

**Signification de l'acte d'accusation.** **5149.** La signification de cet acte ou de tout autre acte de procédure se fait par ministère d'huissier. S. R. Q., 4104.

**Délai d'assignation.** **5150.** Les délais d'assignation sont les mêmes que ceux mentionnés dans le Code de procédure civile, pour la Cour supérieure. S. R. Q., 4105.

**Le bureau peut obliger témoins à comparaître.** **5151.** Le bureau de direction possède le droit de requérir la présence des témoins et d'émettre des subpoena en conséquence.

Ces subpœna, faits selon la formule C, sont émis au nom du Formule des président du bureau, signés par le secrétaire et revêtus du subpœna. sceau de la corporation.

Le bureau a les mêmes pouvoirs que les tribunaux de juri- Pouvoirs du diction civile pour contraindre les témoins à comparaître et à bureau. donner leurs dépositions. S. R. Q., 4106.

**5152.** Le bureau de direction ne peut délibérer dans aucun Arpenteur cas d'accusation contre un arpenteur, qu'après avoir entendu inculpé doit ou dûment appelé l'arpenteur inculpé ou intéressé. S. R. Q. être appelé. 4107.

**5153.** Tout membre accusé peut se faire représenter ou Membre ac- assister par conseil ou par un arpenteur membre de la corpora- cusé peut se tion. S. R. Q., 4108. faire repré- senter.

**5154.** Les raisons de toute décision du bureau sont consi- Délibéra- gnées dans le procès-verbal et signées par le président ou le tions doivent vice-président et le secrétaire ; et le procès-verbal de toutes être moti- procédures doit contenir les noms des membres présents. S. vées. R. Q., 4109.

**5155.** Les frais de poursuite, le montant des contribu- Recouvre- tions, et les amendes imposées par la présente section, sont ment des recouvrables avec dépens, et le recouvrement en peut être fait amendes, etc. en justice, par le bureau de direction, en son nom corporatif.

Les sommes ainsi recouvrées appartiennent à la corporation Leur emploi. pour son usage. S. R. Q., 4110.

#### § 6.—De l'admission à l'étude

**5156.** Aucun aspirant ne peut être admis à l'étude de Conditions l'arpentage s'il n'a atteint l'âge de seize ans, et s'il n'a subi un requis pour examen, à la satisfaction du bureau de direction, sur les ma- être admis à tières suivantes:—la géographie universelle,—les histoires de l'étude. France, d'Angleterre et du Canada,—l'histoire et les préceptes de la littérature française ou anglaise.

De plus, l'aspirant doit posséder une connaissance suffisante Connaissance d'une des langues officielles, et être capable de traduire correc- des langues tement l'anglais en français ou le français en anglais, selon officielles. qu'il choisit le français ou l'anglais pour son examen.

Tout aspirant qui a subi l'épreuve du baccalauréat de Bacheliers rhétorique dans un collège classique de cette province, en ès lettres. conservant le nombre de points permettant d'obtenir le degré de bachelier ès lettres, et qui produit un certificat satisfaisant à cet effet, est dispensé de subir un examen sur les sujets mentionnés dans le présent article. S. R. Q., 4111; 8 Eo. VII, c. 61, s. 7.

Autres conditions.

**5157.** En outre, pour être admis à l'étude, un aspirant doit subir à la satisfaction du bureau de direction, un examen sur l'arithmétique, l'algèbre jusqu'aux équations du second degré inclusivement, sur la théorie et l'usage des logarithmes, la géométrie plane et la trigonométrie rectiligne. S. R. Q., 4112; 8 Ed. VII. c. 61, s. 8.

Candidats exemptés de certains examens.

**5158.** Les élèves de l'une des universités de cette province ou d'un collège affilié à icelle qui ont obtenu le degré de bachelier ès sciences ou ès arts, en conservant soixante pour cent des points accordés sur les sujets mathématiques, et qui produisent un certificat à cet effet, peuvent être admis comme clercs d'arpenteurs sans avoir à subir d'examen sur les sujets prescrits par les articles 5156 et 5157. S. R. Q., 4112a; 8 Ed. VII, c. 61, s. 8.

Honoraires et avis préalables à l'examen.

**5159.** L'aspirant à l'étude qui désire subir l'examen préliminaire, doit, au moins un mois avant le jour fixé pour cet examen, notifier par écrit le secrétaire de la corporation de son intention, et lui transmettre en même temps la somme d'une piastre pour que le dit avis soit noté et produit devant le bureau de direction. S. R. Q., 4113; 8 Ed. VII, c. 61, s. 9.

Honoraires d'examen.

**5160.** En se présentant pour subir l'examen, l'aspirant doit verser la somme de vingt piastres à la caisse de la corporation comme honoraire d'examen. S. R. Q., 4114; 8 Ed. VII, c. 61, s. 10.

Honoraire du secrétaire après l'admission.

**5161.** Après l'examen, s'il est admis comme clerc d'arpenteur par le bureau de direction, l'aspirant doit payer au secrétaire une somme de quatre piastres, comme honoraire pour son admission à l'étude de l'arpentage. S. R. Q., 4115.

Seconde présentation sans payer si l'aspirant a failli.

**5162.** Dans le cas où l'aspirant faillit dans son examen, il lui est loisible de se présenter une seconde fois, à une assemblée subséquente, sans avoir à payer un nouvel honoraire. S. R. Q., 4116.

#### § 7.—De l'admission à la pratique

Admission à la pratique.

**5163.** Pour être admis à la pratique de la profession d'arpenteur, dans la province, il faut :

Avoir l'âge de vingt et un ans accomplis ;

Avoir subi, d'une manière satisfaisante, un examen sur les matières dont la connaissance est exigée pour l'admission à l'étude et sur les sciences suivantes :

La géométrie,—la trigonométrie rectiligne et sphérique (théorique et pratique),—l'astronomie théorique et pratique, le dessin linéaire et topographique,—le nivellement et autres

matières se rapportant à la pratique de l'arpentage,—l'usage et la théorie des instruments,—la géologie,—la minéralogie et la flore forestière du Canada,—les procédés à suivre dans les opérations de bornage,—l'examen des titres de propriété, et enfin tous les points de droit fondamentaux se rapportant à la délimitation du terrain.

En commençant à l'examen qui aura lieu en 1912, les aspirants devront également subir un examen sur les matières suivantes, savoir : la géométrie analytique, la géométrie descriptive, le calcul différentiel, la physique, la chimie en rapport avec les minéraux, les éléments de mécanique, le dessin à main levée et le dessin des plans. S. R. Q., 4117; 52 V., c. 41, s. 9; 8 Ed. VII, c. 61, s. 11.

**5164.** Tout aspirant à la pratique de la profession doit faire à la satisfaction du bureau de direction, une opération d'arpentage sur le terrain et en produire un plan avec son carnet d'opération. S. R. Q., 4118; 8 Ed. VII, c. 61, s. 12.

**5185.** L'aspirant à la pratique de la profession doit aussi avoir servi régulièrement et fidèlement comme étudiant, pendant l'espace de quatre années consécutives, sous brevet notarié, sous un arpenteur dûment admis à la pratique pour la province, membre de la corporation, et autorisé à pratiquer—avoir reçu de cet arpenteur un certificat de service pendant cette période de temps, et avoir une année de pratique sur le terrain dans la province, soit avec son patron, soit avec un arpenteur aussi membre de la corporation et autorisé à pratiquer.

L'aspirant doit donner au secrétaire, au moins un mois d'avance son intention de se présenter à l'examen, et transmettre avec cet avis, la somme d'une piastre. S. R. Q., 4119; 8 Ed. VII, c. 61, s. 13.

**5166.** Avant de subir son examen le candidat qui se présente pour être admis à la pratique doit verser dans la caisse de la corporation la somme de vingt piastres.

Après avoir subi son examen il doit verser une somme additionnelle de vingt piastres avant de recevoir sa licence,—et de plus, quatre piastres pour le certificat d'entrée au registre de la corporation des arpenteurs.

Dans le cas où le candidat faillit dans son examen, il lui est loisible de se présenter à tout examen subséquent, en payant, chaque fois qu'il se présente, un honoraire de cinq piastres. S. R. Q., 4120; 52 V., c. 41, s. 10.

**5167.** L'aspirant à la pratique, qui a étudié sous brevet notarié sous un arpenteur pratiquant dans cette province, durant une période de quatre années, ou d'une année, suivant le

Devoirs de l'aspirant à la pratique.

Cléricature, etc.

Avis de présentation et honoraire.

Honoraire pour admission à la pratique.

Somme additionnelle pour licence.

Seconde présentation s'il a failli.

Si copie d'un brevet n'est pas transférée au se-

crétaire. cas, ne peut être admis, si une copie certifiée de tel acte notarié, n'a pas été transmise au secrétaire du bureau de direction, dans les deux mois de la passation de l'acte.

Devoirs du secrétaire en la recevant. Chaque fois que le secrétaire reçoit une copie de brevet notarié, avec la somme de deux piastres pour ses honoraires, il est tenu d'en accuser réception et de la garder dans ses archives.

Il en est de même du transfert du brevet notarié d'un clerc d'arpenteur.

Défaut de payer l'honoraire. Dans les deux cas, l'acte n'est pas censé avoir été reçu si l'honoraire n'a pas été payé. S. R. Q., 4121 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 13.

Serment. **5168.** Aussitôt qu'il est admis à l'exercice de la profession, et avant de pouvoir l'exercer, tout arpenteur doit prêter et signer, par-devant le président du bureau ou l'un des vice-présidents, le serment d'allégeance, ainsi que le serment d'office qui suit :

“ Je, A. B., jure solennellement de remplir fidèlement, sans faveur, affection ni partialité, mes devoirs comme arpenteur et membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, suivant la loi. ” S. R. Q., 4122.

Arpenteurs admis en vertu des lois fédérales ou provinciales. **5169.** Toute personne admise comme arpenteur pour la Puissance du Canada, ou dans une des provinces du Canada, autre que celle de Québec, et dans laquelle il y a un bureau légalement constitué pour l'admission des arpenteurs, qui est porteur d'un diplôme de tel bureau, n'est tenu de servir sous brevet que pendant une période de douze mois consécutifs, et de prouver qu'il a eu au moins trois mois de pratique sur le terrain dans la province de Québec,—après quoi il peut subir l'examen prescrit par la présente section, en se conformant aux autres prescriptions d'icelle ; pourvu toutefois que tel bureau accorde le même privilège aux arpenteurs porteurs de diplôme dans la province de Québec. S. R. Q., 4123 ; 52 V., c. 41, s. 11.

Proviso.

Privilèges des personnes diplômées se présentant à l'étude de la profession. **5170.** Quiconque a suivi un cours régulier des sciences déterminées par les lois de cette province pour être reçu arpenteur dans un collège, une école polytechnique, une université ou une école de cette province où l'on donne un cours complet, théorique et pratique, sur l'arpentage, ou qui, étant résidant dans la province de Québec, a suivi le cours d'instruction du Collège Royal de Kingston, et qui reçoit de tel collège, école ou université, après avoir subi un examen régulier, ses degrés ou diplômes d'ingénieur, d'arpenteur ou de bachelier ès sciences appliquées, ou qui a été admis membre de la société canadienne des ingénieurs civils en vertu de la section première du présent chapitre, n'est tenu, à la suite de l'obtention de ses degrés ou diplômes, de servir sous brevet que pendant douze mois, dont huit de service effectif sur le terrain. A l'expiration de ce stage de douze mois, telle personne a le



droit de se présenter devant le bureau de direction pour subir l'examen voulu par la loi et d'être admise à pratiquer comme arpenteur dans la province, si son examen est jugé satisfaisant. Et toute personne qui jouit du privilège de ne subir qu'un seul examen devant le bureau de direction des arpenteurs pour être admise à la pratique de l'arpentage, paye trente piastres comme honoraire de tel examen. S. R. Q., 4124 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 14.

### § 8.—*Dispositions diverses*

**5171.** Toute personne qui, pour paiement, ou promesse ou entente de paiement, de rémunération, d'indemnité ou de profit quelconque fait directement ou indirectement, exerce l'une quelconque des attributions d'un arpenteur dans cette province, ou prétend faussement être arpenteur de cette province, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Amende pour pratique illégale.

Cette amende est recouvrable, avec dépens, par la corporation des arpenteurs ou toute personne devant un tribunal ayant juridiction compétente ; la moitié de cette amende appartient à la corporation des arpenteurs et l'autre moitié à la partie qui a intenté la poursuite. S. R. Q., 4125 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Recouvrement de l'amende.

**5172.** Les arpenteurs pratiquant en vertu des dispositions de la présente section, ont droit à des émoluments ou honoraires pour les opérations d'arpentage qu'ils font et les services professionnels qu'ils rendent, en sus de leurs frais et déboursés.

Honoraires des arpenteurs.

Ces honoraires ou émoluments sont réglés par les tarifs faits en vertu de l'article 5130. S. R. Q., 4125a ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Tarif des honoraires.

**5173.** Parmi les services professionnels donnant droit à des émoluments ou à des honoraires, sont compris, entre autres : les voyages, déplacements, vacations, consultations écrites ou verbales et examens de pièces ou papiers. S. R. Q., 4125b ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Services donnant droit à des émoluments.

**5174.** Le bureau de direction peut, de temps à autre, augmenter, diminuer ou autrement modifier les tarifs des honoraires que les arpenteurs peuvent exiger pour services professionnels, et il doit faire imprimer, pour l'usage des arpenteurs pratiquants, chaque tarif, modification ou amendement, et en adresser à chacun d'eux par la poste, ainsi qu'à chaque protonotaire de la Cour supérieure et à chaque greffier de la Cour de circuit, une copie authentiquée par la signature du secrétaire-trésorier et le sceau de la corporation.

Modification des tarifs par le bureau de direction.

Ces protonotaires et ces greffiers doivent tenir cette copie exposée dans un endroit apparent de leurs bureaux. S. R. Q., 4125d ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Envoi du tarif à certains officiers.

Affichage des tarifs.

**Approbation des tarifs par le lieut.-gouv. en conseil.** **5175.** Tout nouveau tarif et toutes modifications au tarif existant doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour avoir force et effet. S. R. Q., 4125c ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

**Force probante des copies et extraits des tarifs.** **5176.** Les copies des tarifs et amendements mentionnées ci-dessus, ainsi que les extraits d'iceux certifiés vrais, paraissant signés par le secrétaire-trésorier de la corporation et portant le sceau de la corporation, sont authentiques, font preuve de leur contenu et ont force de loi devant toute cour de justice. S. R. Q., 4125e ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 9.

**Pénalité pour entraver un arpenteur dans l'accomplissement de ses devoirs.** **5177.** Quiconque, dans quelque partie de la province, interrompt, moleste ou entrave d'une manière quelconque un arpenteur, dans l'accomplissement de ses devoirs, peut être, sur conviction du fait devant un tribunal de juridiction compétente, puni d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement, sans préjudice du recours civil que l'arpenteur ou toute autre personne peut exercer contre le délinquant, pour dommages à raison de telle offense. S. R. Q., 4126 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 10.

**Condition pour agir comme arpenteur.** **5178. 1.** Nul ne peut agir en qualité d'arpenteur en cette province, à moins qu'il ne soit dûment autorisé à pratiquer comme tel, conformément aux dispositions de la présente section, ou qu'il n'ait été autorisé à cet effet avant le 27 mai 1882, d'après les lois alors en vigueur.

**Qui ne peut agir comme arpenteur.** **2.** Un arpenteur ne peut agir comme tel, s'il en est empêché par un règlement ou une résolution du bureau de direction, pour une raison légale, fait et adopté en vertu de la présente section, ou si son nom n'est pas inscrit sur le tableau officiel des arpenteurs publié chaque année, ou s'il ne peut produire un certificat du secrétaire-trésorier attestant que son nom peut être inscrit sur le tableau de l'année courante, ou s'il a cessé de faire partie de la corporation en vertu des dispositions de l'article 5142. S. R. Q., 4127 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 11.

**Validité des arpentages.** **5179.** Nul arpentage ni aucune des opérations qui entrent dans les attributions d'un arpenteur de cette province, telles que définies dans l'article 5180, ne sont valides à moins qu'ils n'aient été exécutés par un arpenteur autorisé à pratiquer dans cette province, par la loi et les règlements de la corporation, ou faits sous la surveillance immédiate et personnelle de tel arpenteur.

**Arpenteurs ne peuvent signer certains documents.** Il est interdit à tout arpenteur, sous peine de nullité de ses actes et de suspension par le bureau de direction, de signer ou certifier tout document quelconque, se rapportant à une opération d'arpentage qu'il n'a pas faite lui-même ou qui

n'a pas été effectuée sous sa surveillance immédiate et personnelle, ou qui a été entreprise par une personne n'étant pas arpenteur. S. R. Q., 4128 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 15.

**5180.** Tous arpentages de terrains, mesurages à fin de <sup>Attributions</sup> borner, bornages, levées des plans, plans, copies de plans, procès-<sup>d'un arpen-</sup>verbaux, rapports, descriptions techniques de territoires, et <sup>teur.</sup> tous documents ou opérations d'arpentage ayant rapport au relevé des rivières et lacs, enfin toutes opérations quelconques se rapportant de quelque manière que ce soit au bornage, mesurage, lotissement, piquetage de lots, calcul de superficie des propriétés de la province, aux divisions, subdivisions, redivisions et resubdivisions cadastrales entrent dans les attributions d'un arpenteur de cette province, et ne peuvent être entrepris et exécutés que par un arpenteur, comme déterminé par l'article 5179.

Pourvu, cependant, que rien de contenu dans le présent <sup>Proviso.</sup> article ne s'applique aux plans préparés en vertu des dispositions du chapitre 37 des Statuts révisés du Canada, 1906 concernant les chemins de fer ou des amendements à icelui. S. R. Q., 4128a ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 16.

**5181.** Les arpenteurs autorisés à pratiquer leur profes- <sup>Exemption</sup> sion en vertu des règlements de la corporation, sont exempts de <sup>de servir</sup> servir comme jurés devant toutes les cours de justice en cette <sup>comme</sup> province. S. R. Q., 4084a ; 52 V., c. 41, s. 1. <sup>jurés.</sup>

**5182.** Les minutes, papiers, plans, carnets d'opérations <sup>Insaisissabi-</sup> et les livres d'un arpenteur sont insaisissables ; les instruments <sup>lité des li-</sup> d'arpentage et de dessin sont aussi insaisissables, sauf par le <sup>vres, etc.,</sup> vendeur pour le recouvrement du prix d'achat. S. R. Q., 4084c ; <sup>des arpen-</sup> 2 Ed. VII, c. 26, s. 1. <sup>teurs.</sup>

## FORMULES

### A.— (Article 5148)

#### *Accusation par le syndic*

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de . }

Au président et aux membres du bureau de direction des arpenteurs de la province de Québec.

Je, A. B., syndic élu pour le bureau de direction des arpenteurs de la province de Québec, informe votre bureau que C. D.,

écuier, un des membres de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, demeurant à \_\_\_\_\_, est accusé, sous le serment de personnes dignes de foi, savoir par E. F., de, etc., etc., que le dit C. D. (*récitez ici l'offense*);

Pourquoi je, A. B., demande qu'il soit émané un ordre enjoignant au dit C. D., de comparaître devant le bureau, pour qu'il soit procédé sur la présente information, suivant le cours de la loi et de la justice.

A \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_

A. B.,  
Syndic.

S. R. Q., 4177, formule A.

### B.—(Article 5148)

#### *Ordre du bureau*

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de \_\_\_\_\_ . }

Par le président et les membres du bureau de direction des arpenteurs de la province de Québec.

A C. D., écuier, arpenteur de la province de Québec,

SALUT :—

Vous êtes, par le présent, requis de comparaître en personne par-devant nous, en notre bureau, en la cité de \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heures \_\_\_\_\_, pour alors répondre à la plainte dont copie est ci-dessus écrite, portée contre vous par A. B., écuier, syndic du bureau de direction des arpenteurs de la province de Québec.

Et vous êtes informé que, faute par vous de comparaître devant nous, aux jour, heure et lieu ci-dessus mentionnés, il sera procédé par défaut sur la dite plainte.

Donné à \_\_\_\_\_, sous le sceau de la corporation,  
le seing de notre président et le contreseing de notre secré-  
taire, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 19 .

F. S.,  
*Président.*

(L. S.)

L. M.,  
*Secrétaire.*

S. R. Q., 4177, formule B.

C.—(Article 5151)

*Subpoena*

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de . }

Par le président et les membres du bureau de direction des  
arpenteurs de la province de Québec.

A A. B., de \_\_\_\_\_, SALUT :—

Nous vous enjoignons par le présent à vous et à chacun de  
vous, de comparaître en personne, devant nous, en notre  
chambre, en la cité de \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour  
de \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heures \_\_\_\_\_ pour rendre  
témoignage et dire la vérité sur tout ce que vous connaissez  
d'une plainte portée devant nous par  
équier, syndic du bureau de direction des arpenteurs géomètres  
de la province de Québec, contre C. D., équier, membre de la  
corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

Et n'y manquez pas, sous les peines voulues par la loi.

Donné en la cité de \_\_\_\_\_, sous le sceau de notre  
corporation et le seing de notre secrétaire ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 .

L. M.,  
*Secrétaire.*

[L. S.]

S. R. Q., 4177, formule C.

## SECTION III

## DES ARPENTAGES

§ 1.—*Des mesures et étalons*

Étalons de mesure, doivent être comparés.

**5183.** Chaque arpenteur doit comparer l'étalon de longueur qu'il est tenu de garder, avec l'étalon de longueur, mesure anglaise, et l'étalon de mesure française, comparés et corrigés d'après les étalons de ces mesures établis en cette province et fournis par le ministre des terres et forêts. S. R. Q., 4129 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Dépôt des étalons des mesures qui doivent servir comme tels.

**5184.** L'étalon de longueur, mesure française, et le modèle de l'étalon de longueur, mesure anglaise, qui doivent continuer à servir d'étalon de mesure, pour les fins de la présente section, doivent être déposés entre les mains du secrétaire des arpenteurs géomètres de la province de Québec. S. R. Q., 4130.

Examen, etc., des étalons de mesures.  
Honoraire.

**5185.** Le secrétaire a le pouvoir, comme le ministre des terres et forêts, d'examiner, éprouver et estamper l'étalon de mesure de longueur qui lui est soumis.

Pour chaque étalon de mesure qu'il examine, le secrétaire a droit à un honoraire de cinquante centins. S. R. Q., 4131 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Arpenteurs tenus de se procurer des étalons de mesures, estampés.

**5186.** Tout arpenteur régulièrement admis à la profession et pratiquant dans cette province, doit, sous peine de perdre sa licence ou son certificat, se procurer, garder en sa possession et faire examiner, corriger, estamper ou vérifier de toute autre manière, par le ministre des terres et forêts, ou par quelque autre personne par lui autorisée, ou par le secrétaire du bureau de direction des arpenteurs, un étalon de mesure de longueur. S. R. Q., 4132 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 13 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Vérification des chaînes.

**5187.** Tout arpenteur doit, avant de commencer un arpentage, vérifier sur cet étalon, la longueur de ses chaînes et autres instruments d'arpentage. S. R. Q., 4133.

§ 2.—*Des chaîneurs*

Chaîneurs prêtent serment.

**5188.** Tout chaîneur, avant de commencer à chaîner ou à mesurer, est tenu de jurer ou affirmer par serment prêté devant l'arpenteur qui l'emploie :

Nature du serment.

1. Qu'il opérera comme tel avec justesse et précision, et au meilleur de son jugement et de son habilité ;

2. Qu'il rendra un compte exact et fidèle de son chaînage ou mesurage, à l'arpenteur qui l'a nommé ;

3. Qu'il n'est nullement intéressé dans l'arpentage en question, et qu'il n'est ni parent ni allié d'aucune des parties intéressées à l'arpentage, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

Quiconque est allié ou parent des parties intéressées, jusqu'au degré ci-dessus mentionné, ne peut être employé comme chaîneur dans un arpentage. *S. R. Q., 4135.* Parents, etc., incapables d'agir.

§ 3.—*Des pouvoirs et devoirs des arpenteurs, quant aux arpentages*

**5189.** Tout arpenteur, de même que ceux qui l'aident, peut, dans l'exécution des devoirs de sa profession, passer sur les propriétés de qui que ce soit et y faire les opérations qu'il juge nécessaires. *Droit de passer sur les terres des particuliers.*

Si l'arpenteur, par lui-même ou par ses aides, cause quelque dommage en accomplissant ses opérations, la partie molestée a son recours contre lui et peut adopter les procédures ordinaires pour arbitrage dans des cas semblables. *Paiement des dommages.*

L'arpenteur a son recours contre la partie pour laquelle il a opéré, à moins que les dommages ne proviennent de sa propre faute. *S. R. Q., 4136 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 14.* Recours en garantie de l'arpenteur.

**5190.** Lorsqu'un arpenteur est en doute sur la véritable borne ou limite d'un terrain qu'il est chargé d'arpenter, ou relativement à toute autre chose affectant cet arpentage, il peut interroger sous serment toute personne qu'il croit en état de donner des renseignements importants, ou en possession d'écrits, plans ou documents quelconques, concernant telles bornes ou limites. *S. R. Q., 4137.* Ce que fait l'arpenteur doutant des véritables bornes ou limites, etc.

**5191.** Si cette personne refuse de donner volontairement les renseignements ou documents requis, sur production faite par l'arpenteur ou par la personne qui l'emploie, au bureau de la Cour de circuit pour le comté ou pour le district où l'arpentage a lieu, ou au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour tel district, d'un *præcipe* pour *subpœna* ou *subpœna duces tecum* suivant le cas, accompagné d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle des faits, devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure pour prendre des affidavits, ou le protonotaire de ce tribunal, le juge de la Cour supérieure résidant dans tel district, en terme ou en vacances, ou, en son absence, tout juge de ce tribunal, peut contraindre toute telle personne à comparaître devant l'arpenteur, aux temps et lieu fixés dans le *subpœna*, et à apporter avec elle tout papier, plan ou document y mentionné ou auquel il est référé. *S. R. Q., 4138.* Refus des personnes pouvant donner des renseignements. Procédure dans ce cas.

**Signification de subpoena.** **5192.** La signification du subpoena se fait en la manière voulue par le Code de procédure civile. S. R. Q., 4139.

**Refus de la personne assignée, de comparaître.** **5193.** Toute personne ainsi assignée—ses dépenses raisonnables lui ayant été payées ou offertes—qui refuse ou néglige de comparaître ainsi que l'exige le subpoena, est coupable de mépris de cour, sujette à un mandat d'arrêt, et peut être condamnée à l'amende ou à la prison, à la discrétion du juge. S. R. Q., 4140.

**Mode de faire les arpentages dans la province.** **5194.** Tout arpenteur arpentant ou mesurant des terres dans la province doit, chaque fois que les parties le requièrent, poser une ou plusieurs bornes de pierre, d'au moins cinq pouces d'épaisseur, ou des monuments en fonte de pas moins de quatre pouces de diamètre, ou en fer de pas moins de deux pouces de diamètre, soit pour marquer la limite d'une propriété, soit pour indiquer la direction d'une ligne de division, et dont la longueur doit être d'au moins six pouces hors de terre, entre deux cantons, ou entre deux paroisses, ou une paroisse et un canton, ou entre les terres publiques non concédées et une paroisse ou canton ; et d'au moins trois pouces hors de terre entre les terres possédées par des particuliers dans une paroisse ou dans un canton ; et d'au moins douze pouces en terre, pour toutes les bornes.

**Ce quise met sous les bornes.** Sous ces bornes l'arpenteur doit mettre des morceaux de brique, ou de faïence, ou de poterie, ou du machefer, ou du verre cassé ; et, dans la campagne, devant chaque borne, un poteau de bois équarri.

**Proviso.** Dans le cas où il est impossible d'enfoncer en terre une pierre pour borne, l'arpenteur peut faire percer un trou dans le roc et y insérer jusqu'à une profondeur d'au moins six pouces, une tige de fer, de cuivre, ou de plomb, ou d'un autre métal durable, de pas moins d'un pouce de diamètre, laquelle doit excéder le roc de six pouces à l'extérieur. S. R. Q., 4141 ; 52 V., c. 41, s. 14.

**Amende pour ne pas mettre les matières voulues.** **5195.** L'arpenteur qui agit en contravention avec l'article 5194 est sujet, pour chaque contravention, à une amende qui ne doit pas excéder vingt piastres. S. R. Q., 4142 ; 52 V., c. 41, s. 15.

**Personnes n'ayant pas qualité pour pratiquer.** **5196.** Quiconque, autre qu'un arpenteur géomètre ayant dûment qualité pour pratiquer sa profession, pose ou plante des bornes telles que décrites à l'article 5194, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. S. R. Q., 4142a ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 17.

**Amende contre ceux** **5197.** Quiconque, volontairement et illégalement, efface, dérange ou déplace une borne, ou autre marque ou poteau



placé par un arpenteur dans l'exécution de ses devoirs, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres. qui enlèvent ou dérangent les bornes.

Cette amende peut être recouvrée devant tout tribunal compétent, par la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, ou par toute personne intéressée dans le bornage affecté par un des actes ci-dessus. Recouvrement de l'amende. S. R. Q., 4143.

**5198.** A défaut de paiement de l'amende infligée et des frais, dans les quinze jours après le prononcé du jugement, les biens de la personne ainsi condamnée, peuvent être saisis et vendus, jusqu'à concurrence de telle amende et des frais; et à défaut de biens suffisants, la personne condamnée peut être emprisonnée pour un temps n'excédant pas trente jours; mais cette personne peut, en tout temps, obtenir son élargissement, en acquittant l'amende et les frais. Saisie ou emprisonnement à défaut de paiement d'icelle. Proviso. S. R. Q., 4144.

**5199.** L'arpenteur, dans le cas où il pose des bornes, est tenu, lorsqu'il a terminé son opération, d'en dresser un procès-verbal, déclarant dans ce document, sous peine de nullité, qu'il a le droit de pratiquer sa profession, à la réquisition de qui et en quel temps il a opéré, la résidence des parties, leur qualité, son propre nom, sa résidence et la date à laquelle il a dressé ce procès-verbal. Devoirs de l'arpenteur relativement au procès-verbal, etc., lorsqu'il a terminé ses opérations. S. R. Q., 4145 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 15.

**5200.** En outre, dans le procès-verbal, l'arpenteur doit mentionner les titres ou documents qu'on lui a exhibés se rapportant à l'ouvrage qu'il a été appelé à faire. Il doit aussi détailler fidèlement toutes ses opérations et consigner au procès-verbal tous les renseignements de nature à faire trouver et constater l'identité des bornes qu'il a posées et les lignes qu'il a établies. Contenu du procès-verbal de l'arpenteur.

Les registrateurs sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, d'enregistrer les procès-verbaux d'arpentage sur les lots affectés. Enregistrement des procès-verbaux. S. R. Q., 4146 ; 2 Ed. VII, c. 26, c. 16.

**5201.** L'arpenteur doit aussi faire signer le procès-verbal par les parties, si elles sont présentes, ou par leurs représentants autorisés, si elles peuvent et veulent signer; et si elles ou aucune d'elles ne sont pas présentes ou ne peuvent ou ne veulent pas signer, il doit être fait mention de ce fait, et toute partie, qui donne son assentiment au dit procès-verbal, et qui est incapable de signer, est tenue de faire sa marque en présence d'un témoin qui doit signer. Signature du procès-verbal.

L'arpenteur, dans l'exécution de ses fonctions, doit tenir note, dans un carnet à cet effet, de toutes ses opérations d'arpentage, lors même qu'il n'est pas appelé à poser des bornes ou monuments indiquant la date de ses opérations, le nom des parties pour lesquelles il a travaillé, et une désignation des terrains sur lesquels il a opéré. Notes des opérations d'arpentage. S. R. Q., 4147 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 17; 8 Ed. VII, c. 61, s. 18.

**Conservation comme minute du procès-verbal, etc.** **5202.** Il est tenu de conserver ce procès-verbal comme minute, et d'en donner des copies à ceux qui les demandent moyennant rémunération basée sur le tarif des arpenteurs. S. R. Q., 4148.

**Répertoire des procès-verbaux, etc.** **5203.** Les arpenteurs doivent, sous peine d'une amende de vingt piastres, tenir, d'année en année, et en bon ordre, un répertoire ou index de leurs procès-verbaux, rapports et plans. Dans ce répertoire ou index, ils doivent entrer consécutivement, par ordre de dates et de numéros, les noms des parties aux procès-verbaux, rapports ou plans et le numéro des terrains arpentés, sous peine d'une amende de pas moins de vingt piastres. S. R. Q., 4149 ; 52 V., c. 41, s. 17.

**Interlignes, non permis.** **5204.** L'arpenteur ne peut faire aucune interligne, ni rature dans la minute, ou dans les copies du procès-verbal. **Renvois à la marge sont comptés.** Le nombre de mots rayés et de renvois à la marge, est mentionné dans la minute, et ils sont signés des initiales des parties et de l'arpenteur, ou de ceux d'entre eux qui peuvent signer ; et dans les copies, des initiales de l'arpenteur, autrement ces copies sont nulles et de nul effet. S. R. Q., 4150.

**Bornes dans les cités, villes et autres localités dans la province.** **5205.** Dans les cités, villes ou autres lieux de la province, où, à raison des circonstances locales, il est impossible de poser des marques ou bornes en pierre, l'arpenteur mentionne le fait dans son procès-verbal ; il fixe les limites et décrit ses opérations en désignant les rues, propriétés voisines et autres objets fixes, de manière que tout autre arpenteur puisse, à l'aide de tel procès-verbal, répéter les opérations, et constater les limites, points, lignes et autres particularités y désignées. S. R. Q., 4151.

**Règles pour arpenter dans un canton.** **5206.** L'arpenteur faisant un arpentage dans un canton, doit se guider sur les arpentages qui y ont été préalablement faits par ordre de l'autorité compétente. Dans tout canton arpenté, les lignes primordiales tant intérieures qu'extérieures, qui ont été tracées, établies, ou rétablies, sur le terrain en vertu d'instructions émises par l'autorité compétente, et acceptées par elle, sont et restent les lignes véritables du dit canton, qu'elles soient conformes ou non aux lignes projetées dans les dites instructions ; et tout poteau, borne ou monument plantés en exécution des instructions susdites par un arpenteur ayant dûment qualité sont déclarés véritables et ne peuvent être déplacés que par l'autorité compétente. Et s'il arrive que ces lignes, poteaux, bornes et monuments sont oblitérés, effacés, perdus ou déplacés, leur rétablissement doit s'effectuer conformément aux dispositions des articles 5207 à 5210.

Par autorité compétente, on doit entendre soit la Législa-  
ture, soit le lieutenant-gouverneur en conseil, soit une cour de  
justice. S. R. Q., 4152 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 19.

§ 4.—*Du mesurage de certaines lignes*

**5207.** Lorsque les poteaux ou marques de délimitation, entre des lots ou rangs de lots sont effacés, déplacés ou perdus, l'arpenteur est autorisé, par la présente section, à administrer le serment aux témoins et à les interroger aux fins de constater les bornes primitives. S. R. Q., 4153.

Audition de  
témoins si  
les marques  
sont effacées.

**5208.** Si les bornes primitives ne peuvent être constatées, tel arpenteur doit mesurer la distance exacte entre les poteaux, limites ou bornes reconnus comme les plus rapprochés, et diviser cette distance en autant de lots que le même espace en contenait dans l'arpentage primitif, en assignant à chacun d'eux une largeur proportionnée à celle qui était fixée dans cet arpentage primitif, tel que l'indiquent les plans et notes d'opérations déposés au bureau du ministre des terres et forêts. S. R. Q., 4154 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Mode de me-  
surage si les  
bornes pri-  
mitives ne  
peuvent être  
constatées.

**5209.** Si une partie d'une ligne extérieure, d'une ligne centrale, ou d'une ligne de concession ou rang, qui devait être droite dans l'arpentage primitif, se trouve oblitérée ou perdue, alors l'arpenteur tire une ligne droite entre les deux points où endroits les plus rapprochés où telle ligne peut être reconnue et constatée d'une manière claire et satisfaisante, et il place les poteaux ou bornes intermédiaires qu'il est requis de placer, dans la ligne ainsi reconnue et constatée ; les limites de chaque lot ainsi reconnues en sont les véritables limites. S. R. Q., 4155.

Mode de me-  
surer lignes  
oblitérées  
qui devaient  
être droites  
primitive-  
ment, etc.

**5210.** Dans le cas de lignes extérieures ou centrales, l'arpenteur ne peut procéder à leur rétablissement que sur l'autorisation du ministre chargé de la direction des arpentages, d'après les instructions qui lui sont données à cet effet ; et, dans le cas où cette opération est faite à la demande de particuliers ou de municipalités, les frais peuvent être à la charge de ces particuliers ou de ces municipalités. S. R. Q., 4156 ; 2 Ed. VII, c. 26, s. 18.

Rétablis-  
sement des  
lignes cen-  
trales.

**5211.** Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, charger un arpenteur de faire le tracé d'une ligne méridienne, où il le juge à propos, ou déterminer le rhumb de vent d'une ligne tracée entre certains points ou objets fixes, de manière à ce que tout arpenteur puisse constater la déclinaison de l'aiguille aimantée. S. R. Q., 4157.

Pouvoir du  
lieut.-gouv.,  
de faire tra-  
cer lignes  
méridiennes.

**5212.** Les lignes latérales des lots dans un canton sont établies et tracées sur l'azimut ou rhumb de vent de la ligne

Lignes direc-  
trices dans

le cas de  
lignes latérales.  
qui, dans les instructions ordonnant l'arpentage de ce canton, est indiquée comme étant la directrice de ces lignes latérales dans chaque rang qu'elle affecte. Cette directrice est tantôt l'une des lignes extérieures du canton, tantôt la ligne centrale, et quelquefois une autre ligne quelconque, selon que les latérales des lots sont montrées sur les plans officiels déposés aux archives des arpentages, comme étant parallèles à l'une ou à l'autre de ces lignes.

Mode d'établir ces lignes.

Et ce mode d'établir les lignes latérales des lots est le seul suivi dans les cantons dont l'arpentage a été effectué après le 25 avril 1908. S. R. Q., 4158 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 20.

Validité de certaines lignes latérales.

**5213.** Les lignes latérales des lots, établies avant le 25 avril 1908, et suivant la loi en vigueur lors de leur établissement, sont et resteront valides.

De plus, lorsque, avant le 25 avril 1908, les lignes latérales d'un ou de plusieurs lots dans un rang de canton ont été établies avant toute autre ligne conformément à l'usage suivi dans quelques parties de la province depuis un poteau de rang à celui correspondant dans le rang adjoignant au-dessus ou au-dessous, et que ces lignes n'ont pas été révoquées par autorité judiciaire, l'arpenteur établissant les lignes latérales en ce rang est tenu de suivre le même mode de division dans la délimitation des lots restant à borner dans le même rang. Hors de ces circonstances, les lignes latérales des lots sont établies conformément aux dispositions de l'article 5212. S. R. Q., 4159 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 21.

Élévation des lignes de subdivision.

**5214.** Les lignes de subdivision dans un canton sont élevées de la manière susdite, à partir des poteaux ou piquets de division plantés ou établis sur le front de chaque rang ou ligne de concession. S. R. Q., 4160.

Définition du front des rangs.

**5215.** Le front d'un rang doit s'entendre de la ligne de rang la plus basse, dans la série des numéros, désignant chacun des rangs d'un canton :—

Ainsi, le front du premier rang d'un canton est la ligne de division qui le sépare du canton, de la seigneurie, ou de la rivière sur lesquels il est appuyé ;

Le front du deuxième rang est la ligne de division entre le premier et le deuxième rang ;

Le front du troisième rang, la ligne entre le deuxième et le troisième rang, et ainsi de suite. S. R. Q., 4161.

Ligne de front comment prise dans certains cas.

**5216.** Lorsque dans un canton, le front du premier rang se trouve être une ligne sur laquelle il n'a pas été planté de poteau de division, ou qu'il se trouve borné par la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, sur laquelle il n'existe aucun semblable poteau, la ligne du front doit se reporter sur la ligne de rang la

plus proche au dessus du premier, et les lignes latérales des lots doivent être tracées, à partir des poteaux qui sont plantés, ou de ceux qui les ont légalement remplacés, dans les deux sens en directions opposées pour le premier et le second rang, le front étant commun aux deux. S. R. Q., 4162.

**5217.** S'il arrive que, à la fois, sur la ligne de front et sur la ligne de profondeur d'un rang, la série entière des poteaux qui marquaient les lots, ait été détruite soit par le temps, soit par le feu, soit par toute autre cause, la subdivision de ces lots doit être faite *de novo*, conformément à l'article 5207, c'est-à-dire au plan officiel de l'arpentage primitif, et aux lignes latérales établies et tracées, à partir des poteaux plantés comme ci-dessus. S. R. Q., 4163.

Cas de destruction des poteaux

**5218.** Les lignes latérales établies comme dit antérieurement, depuis les poteaux qui désignent un lot sur le front de rang, jusqu'à la ligne de profondeur de ce rang, forment avec la partie de cette dernière comprise entre les lignes latérales et la partie de la ligne de front entre les dits poteaux, les limites de tel lot. S. R. Q., 4164 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 22.

Limites des lots

#### § 5.—Dispositions diverses

**5219.** Tout arpenteur provincial est tenu de délivrer au ministre des terres et forêts, s'il le requiert, copie des plans ou minutes d'arpentage qu'il a pu faire pour des particuliers, moyennant rémunération basée sur le tarif des arpenteurs, et ce, sous peine de destitution ou suspension de sa charge, s'il ne montre valables causes, devant le bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec. S. R. Q., 4166 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Copies de plans et de minutes d'arpentage peuvent être exigées par le ministre.

**5220.** L'arpenteur qui insère, avec connaissance de cause, dans un semblable certificat, quelques faits contraires à la vérité, est, sur preuve du fait devant le dit bureau, sujet à la destitution ou à la suspension de sa charge. S. R. Q., 4168.

Faits contraires à la vérité énoncés dans le certificat.

**5221.** L'arpenteur qui, dans un rapport d'inspection ou d'évaluation des terres de la couronne, vacantes ou vendues, induit en erreur, avec connaissance de cause, le ministre des terres et forêts ou ses représentants, par de fausses données, est aussi sujet aux peines mentionnées dans l'article 5220. S. R. Q., 4169 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

Données contraires la vérité dans une inspection ou une évaluation.

**5222.** Les minutes, répertoire et index de tout arpenteur qui meurt, laisse la province, devient inhabile à agir comme tel par suite d'interdiction ou destitution de sa charge, ou cesse volontairement de pratiquer, sont déposés par lui ou par la personne aux soins de laquelle il les a laissés, ou par son cura-

Dépôt des minutes, etc.

- teur, sa veuve, ses enfants, ses héritiers ou légataires, suivant le cas, dans le bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district dans lequel cet arpenteur pratiquait ou résidait en dernier lieu.
- Droit de vendre son greffe.** Cependant, un arpenteur, de son vivant, ou ses héritiers après sa mort, peuvent vendre ou donner tel greffe à un autre arpenteur, s'ils jugent plus avantageux de faire la chose ainsi.
- Avis.** Alors, la personne qui devient ainsi propriétaire d'un greffe, doit en donner avis au protonotaire du district. S. R. Q., 4170 ; 52 V., c. 41, s. 19 ; 8 Ed. VII, c. 61, s. 24.
- Délai pour le faire.** **5223.** Ce dépôt doit se faire dans les trente jours qui suivent la cause lui donnant lieu, sauf le cas de décès où le délai est de soixante jours. S. R. Q., 4170a ; 52 V., c. 41, s. 19.
- Amende pour négligence de le faire.** **5224.** Toute personne obligée au dépôt et qui refuse ou néglige de le faire, est passible d'une amende de cinquante piastres pour chaque mois de retard, à compter du délai fixé par l'article 5223. S. R. Q., 4170b ; 52 V., c. 41, s. 19.
- Avis par syndic que le dépôt n'est pas fait.** **5225.** Aussitôt que le syndic est informé qu'un greffe d'arpenteur est devenu sujet au dépôt et que ce dépôt n'est pas effectué dans le délai voulu, il doit en donner avis au protonotaire du district où le dépôt doit être fait. S. R. Q., 4170c ; 52 V., c. 41, s. 19.
- Poursuite par protonotaire pour le recouvrement du greffe de l'arpenteur.** **5226.** Sur refus ou négligence de toute personne obligée d'effectuer ce dépôt, le protonotaire est tenu de poursuivre, d'une manière sommaire, dans les trente jours qui suivent l'avis qui lui est donné par le syndic de la corporation des arpenteurs, le recouvrement et la possession de ce greffe, par action en revendication devant un juge de la Cour supérieure dans le district, en terme ou en vacances.
- Rapport des procédures.** Il est aussi tenu de faire rapport de ses procédures au président de la corporation des arpenteurs sans retard inutile.
- Amende contre le protonotaire.** A défaut par le protonotaire de remplir ces devoirs, il est personnellement passible d'une amende de cinquante piastres pour chaque mois de retard. S. R. Q., 4170d ; 52 V., c. 41, s. 19.
- Livraison de copies sur honoraire.** **5227.** Le protonotaire doit délivrer, à toute personne qui en fait la demande, copies des documents contenus dans les greffes qu'il a reçus en dépôt, et ce, sur paiement des honoraires d'usage. S. R. Q., 4170e ; 52 V., c. 41, s. 19.
- Reprise du greffe par l'arpenteur.** **5228.** Lorsqu'un arpenteur a été interdit, a été absent de la province, ou s'est retiré de la corporation, et est de nouveau admis à pratiquer, il peut reprendre possession de son greffe s'il désire se remettre à pratiquer.
- Certificat requis à ce sujet.** Dans aucun cas, le protonotaire ne doit se dessaisir du greffe à moins que l'arpenteur ne lui remette un certificat du prési-

dent de la corporation, constatant qu'il n'est sous le coup d'aucune peine disciplinaire et qu'il a le droit de pratiquer. S. R. Q., 4170f ; 52 V., c. 41, s. 19.

### § 6.—*Dispositions spéciales*

**5229.** Attendu que, dans plusieurs cantons quelques lignes ou parties de lignes de concession n'ont pas été tirées lors de l'arpentage primitif, exécuté par ordre de l'autorité compétente, que les traces ou indices de quelques-unes de ces lignes ont été oblitérées, et que l'absence de ces lignes peut exposer les habitants de ces concessions à des inconvénients graves ; en conséquence :

Le conseil d'une municipalité de canton, paroisse, ville ou village, dans lequel se trouve telle concession, peut, comme par le passé, sur requête de la moitié des propriétaires résidant dans une concession, ou sans requête, s'adresser au lieutenant-gouverneur pour le prier de faire relever les lignes ou parties des lignes de telle concession qui ont été oblitérées, et de les faire marquer par des bornes en pierre permanentes, sous la direction et par l'ordre du ministre des terres et forêts en la manière prescrite par la présente section, et aux frais des propriétaires de terres de la concession intéressée. S. R. Q., 4171 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

**5230.** Les lignes de telle concession doivent être tirées de manière à laisser à chacune des concessions adjacentes, une profondeur proportionnée à celle que l'on avait en vue lors de l'arpentage primitif.

Les lignes ainsi relevées et marquées, deviennent les lignes frontières permanentes de telle concession, à toutes fins et intentions quelconques. S. R. Q., 4172.

**5231.** Le conseil se fait soumettre une évaluation de la somme requise pour défrayer les dépenses à encourir afin de la prélever sur les dits propriétaires, en proportion de la quantité des terres qu'ils possèdent respectivement dans telle concession.

La manière de prélever cette somme est la même que celle autorisée par la loi pour toute autre fin. S. R. Q., 4173.

**5232.** Les frais de tel arpentage sont payés par le secrétaire-trésorier du conseil de la municipalité de canton, paroisse, ville ou village, aux personnes employées à ces services, sur le certificat et l'ordre du ministre des terres et forêts. S. R. Q., 4174 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

**5233.** Tout conseil municipal d'un canton, d'une paroisse, d'une ville ou d'un village, décidant par une résolution, sur la requête de la moitié des propriétaires y résidant qui

lever et bor- doivent en être affectés, alléguant qu'il est désirable de placer  
 ner les lots de des bornes en pierre ou autres monuments durables, en front  
 concession, ou en arrière, ou aux angles de front et de profondeur des  
 etc. lots d'une concession, ou de partie de concession ou rang  
 qui y sont respectivement situées, peut s'adresser au lieute-  
 nant-gouverneur, en la manière prescrite dans les articles 5229  
 et suivants, le priant de faire un relevé de telle concession ou  
 rang et de faire poser des bornes, sous l'autorité du ministre des  
 terres et forêts. S. R. Q., 4175 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

En quels ma- **5234.** Les bornes ou monuments durables, ainsi posés,  
 tériaux doi- doivent être en pierre ou autres matériaux, et être posés par les  
 vent être les personnes employées à l'arpentage, en front ou en arrière ou  
 bornes ou aux angles de front et de profondeur de chacun des lots ; les  
 monuments. limites de chaque lot ainsi constatées et marquées en sont  
 considérées les véritables limites. S. R. Q., 4176.

Frais d'ar- **5235.** Les frais d'arpentage sont payés de la manière  
 pentage indiquée dans l'article 5232. S. R. Q., 4177.  
 comment payés.

## CHAPITRE SEPTIÈME

### DES ARCHITECTES

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

Citation. **5236.** Le présent chapitre peut être cité sous le titre de :  
 " la loi des architectes de la province de Québec ". 54 V., c.  
 59, s. 1.

Corporation **5237.** La corporation connue sous le nom de " l'Associa-  
 continuée. tion des architectes de la province de Québec " est continuée  
 en existence avec tous les droits et privilèges dont elle est  
 revêtue par les lois qui la constituent, et le bureau principal  
 Bureau prin- de l'association est dans la cité de Montréal. 54 V., c. 59,  
 cipal. ss. 2, 4.

#### SECTION II

##### DES POUVOIRS CORPORATIFS DE L'ASSOCIATION

Pouvoir : **5238.** L'association peut :  
 D'acquérir 1. Acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles  
 des biens, requis et nécessaires pour atteindre le but et l'objet de sa cons-  
 etc.;



titution en corporation, pourvu que la valeur annuelle des biens-fonds possédés par l'association, pour son usage réel, n'excède, en aucun temps, la somme de cinq mille piastres ; et l'association peut également poursuivre et être poursuivie et plaider en son nom corporatif ;

2. Faire et adopter des règlements suivant les dispositions du présent chapitre, pour la gouverne et l'administration de l'association, l'admission à l'étude et à la pratique de la profession d'architecte, et pour sauvegarder la dignité et l'honneur de la dite profession, avec le droit de modifier ou amender les dits règlements lorsqu'elle le jugera à propos. 54 V., c. 59, s. 3.

*De faire des règlements pour l'administration, l'admission, etc.*

## SECTION III

## DU CONSEIL DE L'ASSOCIATION

**5239.** L'association est régie par un conseil, dont il est fait ci-après mention sous le nom de "conseil", et qui se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et de six conseillers, qui sont tous membres de l'association et sont élus annuellement en la manière prescrite par les règlements de l'association. 54 V., c. 59, s. 5 ; 61 V., c. 33, s. 1.

*Conseil de l'association et sa composition.*

**5240.** Le conseil a le pouvoir de faire les règlements nécessaires pour la gouverne de l'association, sauf à les ratifier à la plus prochaine assemblée annuelle de l'association. 54 V., c. 59, s. 6.

*Pouvoir de faire des règlements.*

## SECTION IV

## DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

**5241.** 1. Sont membres de l'association :

a. Toute personne exerçant la profession d'architecte dans la province le 30 décembre 1890, qui, dans les six mois de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis que l'organisation de l'association a été complétée, a fait inscrire son nom chez le secrétaire de l'association et a payé au secrétaire les honoraires exigibles en vertu d'un règlement à cet effet ou autrement ;

*Membres de l'association.*

b. Toute personne qui avait, le 30 décembre 1890, suivi régulièrement pendant quatre ans un bureau d'architecte, et qui s'est fait inscrire comme membre de l'association, chez le secrétaire de l'association, en suivant les formalités ci-dessus.

*Inscription des membres.*

2. Le conseil peut également admettre dans l'association tous les membres d'autres associations d'architectes appartenant aux provinces-sœurs, ainsi que les membres de l'association.

*Admission des architectes des*

autres provinces, etc. ciation dite "*Royal Institute of British Architects*" et de toute association étrangère d'architectes d'égale importance, sur présentation de leurs lettres de créance. Les architectes qui, sans être membres de ces associations, exercent leur profession depuis cinq ans, sont admis sans cléricature préalable, mais doivent subir les derniers examens. 54 V., c. 59, s. 7 ; 61 V., c. 33, s. 2.

Qualités requises pour être inscrit. **5242.** Toute autre personne qui demande à être inscrite sur la liste des architectes, doit être âgée d'au moins vingt et un ans, et avoir fait une cléricature d'au moins quatre ans, sous un ou plusieurs patrons ayant droit à l'inscription en vertu du présent chapitre, ou sous tout autre patron ou tous autres patrons acceptés par le conseil, et subir les examens qui peuvent être exigés par les règlements de l'association, sauf les cas exceptés dans le présent chapitre. 54 V., c. 59, s. 8.

## SECTION V

## DES ASPIRANTS

Admission des étudiants. **5243.** Le conseil doit admettre, comme étudiants agrégés, ceux qui désirent embrasser la profession d'architecte.

Avis à cet effet. Les candidats doivent donner un mois d'avis au secrétaire, en y insérant leurs noms et prénoms.

Honoraires. Ils payent les honoraires et subissent les examens nécessaires à cet effet.

Personnes exemptées de passer examens. Les gradués ès arts, ès sciences et ès lettres de toute université des possessions de Sa Majesté ou de l'école polytechnique de Montréal ne sont tenus de subir aucun examen préliminaire.

Cléricature et brevet de cléricature, etc. Tout étudiant doit faire la cléricature exigée par les dispositions du présent chapitre, sous brevet passé avec un architecte régulièrement inscrit, lequel brevet, ainsi que tout transport qui pourrait en être fait, avec une déposition sous serment attestant de son exécution et y annexée, doit être produit entre les mains du secrétaire, sur paiement de l'honoraire fixé par règlement du conseil.

Restriction de la durée de la cléricature. Le conseil peut restreindre la durée de la cléricature à une période qui, cependant, ne doit pas être moindre de trois ans, en faveur des gradués de tout collège ou école reconnue d'architecture ou de technologie.

Admission des gradués. Le conseil doit admettre, après examen satisfaisant, tout gradué de tout collège ou école reconnue d'architecture ou de technologie après un an d'étude sous un patron accepté par le conseil, pourvu que le cours de tel aspirant ait été de pas moins de quatre ans. 54 V., c. 59, s. 9.

## SECTION VI

## DES EXAMINATEURS

**5244.** Le conseil nomme un examinateur ou des examinateurs chargés de s'assurer et de faire rapport des qualités de toutes les personnes qui se présentent pour l'admission à l'étude ou à la pratique de l'architecture. Examinateurs et leur nomination.

Le conseil fait aussi le choix des matières sur lesquelles se font ces examens, qui doivent avoir lieu en janvier et juillet, aux jours fixés et annoncés par le conseil. Matières d'examen. 54 V., c. 59, s. 10.

## SECTION VII

## DU TARIF

**5245.** Le conseil fixe, pour les services des membres de l'association, un tarif qui, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec*, est accepté, devant toutes les cours de justice, comme preuve de la valeur de tels services, à moins de convention contraire par écrit. Tarif des services des membres et sa publication. 54 V., c. 59, s. 11.

## SECTION VIII

## DES ASSEMBLÉES ANNUELLES

**5246.** La date et l'endroit de l'assemblée annuelle et des assemblées spéciales de l'association, aussi bien que des assemblées du conseil, sont fixés par règlement, ainsi que la manière de convoquer et tenir ces assemblées. Epoque et lieu des assemblées annuelles.

A défaut de toute règle ou règlement concernant la convocation des assemblées de l'association ou du conseil, il est loisible au président, ou, dans le cas d'absence ou de décès du président, au secrétaire, de convoquer ces assemblées pour la date et à l'endroit qui lui paraissent convenables, au moyen d'une circulaire envoyée par la poste à chaque membre. 54 V., c. 59, s. 12. Convocation d'icelles.

## SECTION IX

## DES CONTRAVENTIONS ET DES PÉNALITÉS

**5247.** Nulle personne ne peut prendre ou employer le nom ou le titre d'architecte, soit seul ou joint à quelque autre mot, nom, titre ou désignation laissant entendre qu'elle est architecte en vertu du présent chapitre, à moins qu'elle ne soit enregistrée comme membre de la dite association. Défense d'employer sans droit le nom d'architecte.

Pénalité contre quiconque s'appelle architecte sans être immatriculé.

Toute personne qui, n'étant pas enregistrée comme membre de la dite association, prend ou emploie tout tel nom, titre ou désignation, ainsi que mentionné plus haut, est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres pour la première offense et n'excédant pas cent piastres pour toute offense subséquente, et, à défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, d'un emprisonnement durant un terme n'excédant pas quatre-vingt-dix jours, à moins que cette amende et les frais ne soient plus tôt payés. 54 V., c. 59, s. 13 ; 61 V., c. 33, s. 4 ; 5 Ed. VII, c. 25, s. 1.

#### SECTION X

##### DES POURSUITES

Qui peut connaître des poursuites, etc.

**5248.** Les poursuites intentées pour le recouvrement des amendes imposées en vertu du présent chapitre peuvent l'être par l'association ou toute personne devant la Cour de magistrat de district, la Cour de circuit ou la Cour supérieure ayant juridiction, suivant le montant réclamé. 54 V., c. 59, s. 13a ; 5 Ed. VII, c. 25, s. 2.

A qui appartiennent les amendes.

**5249.** Les honoraires, pénalités et amendes payables en vertu de l'article 5247, appartiennent à l'Association des architectes de la province Québec pour faire partie de ses fonds généraux. 54 V., c. 59, s. 13b ; 5 Ed. VII, c. 25, s. 2.

#### SECTION XI

##### DES REGISTRES

Registre des personnes inscrites.

Nom de ce registre.

**5250.** Le secrétaire doit, chaque année, faire imprimer, publier et garder, gratuitement, pour l'information du public, dans son bureau, sous la direction du conseil, un registre exact contenant, par ordre alphabétique de noms de famille, avec mention de leur résidence respective, suivant la formule A ou toute autre formule équivalente, les noms de toutes les personnes figurant au registre général, le premier jour de janvier de chaque année ; ce registre s'appelle le "registre des architectes," et une copie de tel registre, paraissant avoir été ainsi imprimée et publiée comme susdit, est considérée, dans toutes les cours de justice et devant tous les juges de paix et autres magistrats, comme une preuve *prima facie* que les personnes mentionnées au dit registre y sont inscrites conformément aux dispositions du présent chapitre, mais s'il arrive que le nom de quelque personne ne figure pas dans la dite copie sous la signature du secrétaire, l'inscription du nom

de cette personne dans le registre même est considérée comme la preuve que cette personne a été inscrite conformément aux dispositions du présent chapitre.

Le secrétaire tient également un registre des étudiants Registre des étudiants.  
54 V., c. 59, s. 14.

**5251.** Le conseil peut ordonner qu'un nom soit biffé du registre dans les cas suivants, savoir : à la demande ou avec Quand le conseil peut ordonner qu'un nom soit biffé. le consentement par écrit de la personne dont le nom doit être biffé, ou lorsque le nom a été inscrit d'une manière inexacte, ou lorsqu'une personne inscrite a, après le 30 décembre 1890, été trouvée coupable, soit dans les possessions de Sa Majesté ou ailleurs, d'une offense qui, commise dans les possessions de Sa Majesté, constitue une offense poursuivable par voie d'acte d'accusation, ou lorsqu'il est établi qu'une personne inscrite s'est rendue coupable, après son inscription, dans les possessions de Sa Majesté ou ailleurs, de quelque contravention aux règlements, règles et ordonnances de l'Association des architectes de la province de Québec, ou de conduite dérogatoire à l'honneur professionnel.

Lorsque le conseil a biffé le nom de quelque personne du registre, le nom de cette personne n'y est inscrit de nouveau que sur résolution du conseil ou sur ordre d'une cour de juridiction compétente. Réinscription des noms biffés.

Le conseil peut, par résolution, ordonner au secrétaire de réintégrer au registre tout nom ainsi biffé, sans honoraire ou sur paiement d'un honoraire n'excédant pas ceux qui sont en arriére ou impayés, et d'un nouvel honoraire additionnel que le conseil peut fixer de temps à autre ; et le secrétaire réintègre le nom conformément à telle résolution. Ordre au sec dans ce cas.

Le nom de toute personne biffé du registre à la propre demande de cette personne ou avec son consentement est—à moins que, s'il n'a pas été biffé, il ait cependant pu l'être par ordre du conseil,—réintégré au registre à la demande de telle personne et sur paiement d'honoraires n'excédant pas ceux qui sont en arriére, et d'un honoraire additionnel d'inscription que le conseil peut fixer de temps à autre. Devoirs de ce dernier.

Dans le cas d'expulsion, il y a appel à l'association qui, dans une assemblée générale, peut renverser la décision du conseil. 54 V., c. 59, s. 16. Appel dans le cas de démission, etc.

**5252.** Il est du devoir du secrétaire de tenir le registre conformément aux dispositions du présent chapitre et des règlements, règles et ordonnances du conseil. Tenue du registre.

Tous les actes de l'association sont signés par le président et le secrétaire, et scellés du sceau commun de l'association. 54 V., c. 59, s. 19. Authenticata-tion des actes.

## SECTION XII

## DES HONORAIRES

Honoraires  
des membres  
et des étu-  
diants.

**5253.** Les membres et les étudiants agrégés payent, après telle inscription, un honoraire annuel qui est fixé par règlement.

Effet du dé-  
faut de les  
payer.

A défaut de paiement, leurs noms sont biffés des registres par le secrétaire, après un mois d'avis aux intéressés, et n'y sont réintégrés que sur paiement de tous les arrérages et de l'amende s'il y a lieu, qui peut être imposée par les règlements de l'association. 54 V., c. 59, s. 15.

Paiement des  
honoraires à  
qui fait.

**5254.** Toutes les sommes provenant des honoraires payables pour l'inscription ou des honoraires de renouvellement annuel d'inscription, ou de la vente de copies de registre ou d'autres sources, sont payées au secrétaire du conseil et par lui transmises au trésorier, qui les emploie, conformément aux dispositions des règlements passés par le conseil, à payer les frais d'inscription et les autres dépenses occasionnées par la mise à exécution du présent chapitre, et, sans préjudice des dispositions d'icelui, à maintenir des musées, des bibliothèques ou des cours publiques, ou à atteindre tout autre projet d'intérêt public se rapportant à la profession d'architecte ou de nature à favoriser le développement des études et de l'instruction en ce qui a trait à l'architecture.

Placement  
des deniers  
non dépen-  
sés.

Le conseil a le droit de faire, avec les deniers non dépensés, tous placements qui sont approuvés par le gouvernement du Canada ou de la province, au nom de trois des membres nommés par l'association; et tout revenu provenant de ces placements est ajouté au revenu ordinaire de l'association et considéré comme en faisant partie.

Disposition  
de l'excé-  
dent.

L'association peut aussi disposer de l'excédent de ses fonds ou du capital placé pour le loyer ou l'achat d'un terrain ou d'un local, ou pour la construction d'un local pouvant servir à l'installation de bureaux, de salles d'examen, de bibliothèques, de musées ou pour toute autre fin publique se rapportant à l'architecture. 54 V., c. 59, s. 18.

## SECTION XIII

## DE LA PUBLICATION DES AVIS

Mode de pu-  
blication des  
avis, etc.

**5255.** Sans préjudice des autres dispositions du présent chapitre, tous les avis et documents qui, par ou pour les fins d'icelui doivent être envoyés au dehors, peuvent l'être par la poste, et sont censés avoir été reçus au temps où la lettre

contenant ces avis et documents doit avoir été livrée suivant le cours ordinaire du service postal ; et, pour prouver tel envoi, il suffit d'établir que la lettre contenant les dits avis ou documents a été préalablement affranchie, régulièrement adressée et mise à la poste et recommandée.

Ces avis et documents peuvent être écrits à la main ou imprimés, ou en partie écrits à la main et en partie imprimés, et lorsqu'ils sont envoyés au conseil ou à d'autres autorités, ils sont censés régulièrement adressés s'ils le sont aux dits corps ou autorités, ou à quelque officier des conseil ou autorités, au principal bureau d'affaires des dits conseil ou autorités, et s'ils sont envoyés à une personne inscrite conformément aux dispositions du présent chapitre, ils sont censés régulièrement adressés s'ils le sont à son adresse telle qu'inscrite au registre de l'association. 54 V., c. 59, s. 17.

Comment  
écrits et à  
qui censés  
adressés  
dans cer-  
tains cas.

## FORMULE

A.—(*Article 5250*)*Registre des architectes*

Date de l'inscription	Nom	Titre ou distinction	Résidence



# TITRE XI

## DES CORPS MUNICIPAUX—COMPAGNIES—SOCIÉTÉS ET CLUBS

### CHAPITRE PREMIER

#### DES CITÉS ET VILLES

##### SECTION I

##### DISPOSITIONS DIVERSES

##### § 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

**5256.** Le présent chapitre peut être cité sous le titre Citation. de “ loi des cités et villes ”. 3 Ed. VII, c. 38, s. 1.

**5257.** Le présent chapitre s'applique :

1. A toute municipalité de cité ou de ville à l'avenir constituée par une loi de la Législature de la province ou par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux articles 5268, 5269 et 5270 ;

Application  
de la loi :  
Aux cités et  
villes consti-  
tuées à l'ave-  
nir ;

2. A toute municipalité de cité ou de ville, maintenant existante et constituée par une loi spéciale, qui sera déclarée sujette aux dispositions du présent chapitre par une loi spéciale, ou qui sera constituée, sur abandon de sa charte spéciale, en municipalité de cité ou de ville, en vertu des dispositions du présent chapitre, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux articles 5268, 5269 et 5270, *mutatis mutandis* ;

Aux cités et  
villes exis-  
tantes qui y  
seront décla-  
rées sujettes ;

3. A toute municipalité de cité ou de ville qui, avant l'en-  
trée en vigueur du présent chapitre, était sujette aux disposi-  
tions de la loi des cités et villes 1903. 3 Ed. VII, c. 38, s. 2.

Aux cités et  
villes régies  
par la loi de  
1903.

**5258.** Pour empêcher l'incorporation de quelques articles du présent chapitre dans une charte, ils doivent en être exclus expressément par leurs numéros d'ordre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 3.

Mention des  
exceptions.

- Interprétation:** **5259.** A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le présent chapitre et dans la charte, le sens et l'application que leur attribue le présent article :
- "Charte";** 1. Le mot "charte" désigne toute loi de la Législature ou toutes lettres patentes, suivant le cas, établissant une municipalité de cité ou de ville ;
- "District";** 2. Le mot "district" signifie un district judiciaire établi par la loi, et nommément le district dans lequel est située la cité ou la ville ;
- "Cour de circuit du comté" ou "de comté";** 3. Les mots "Cour de circuit du comté" ou "de comté" désignent la Cour de circuit dans et pour le comté ; et s'il y a plus d'une Cour de circuit établie dans le comté, ils les comprennent toutes ;
- "Cour de magistrat" et "Cour de magistrat de comté";** 4. Les mots "Cour de magistrat" ou "Cour de magistrat du comté" désignent la Cour de magistrat établie dans le comté par proclamation du lieutenant-gouverneur et présidée par le magistrat de district ;
- "Membre du conseil";** 5. Les mots "membre du conseil" désignent et comprennent le maire ou tout échevin de la cité ou de la ville ;
- "Charge municipale";** 6. Les mots "charge municipale" désignent toutes les charges ou toutes les fonctions que remplissent les membres ou les officiers du conseil ;
- "Séance";** 7. Le mot "séance", employé seul, désigne indistinctement une séance ordinaire ou générale ou une séance spéciale du conseil ;
- "Jour suivant";** 8. Les mots "jour suivant" ne signifient ni ne comprennent les jours de fête, à moins que l'acte dont il est question ne puisse être fait un jour de fête ;
- "Contribuable";** 9. Le mot "contribuable" signifie toute personne tenue de payer à la municipalité quelque contribution ou taxe, y compris la taxe ou le prix de l'eau ;
- "Propriétaire";** 10. Le mot "propriétaire" signifie toute personne qui possède un immeuble en son nom propre, à titre de propriétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé dans le cas de substitution ;
- "Occupant";** 11. Le mot "occupant" signifie toute personne qui occupe un immeuble en son nom propre à titre autre que celui de propriétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé, et qui jouit des revenus provenant du dit immeuble ;
- "Locataire";** 12. Le mot "locataire" signifie toute personne tenue de payer un loyer en argent ou de donner une partie des fruits et revenus de l'immeuble qu'elle occupe. Un locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire de magasin, boutique, bureau ou place d'affaires ;
- "Officier d'élection".** 13. Les mots "officier d'élection" désignent l'officier-rapporteur et le secrétaire d'élection, et tous sous-officier-rapporteur et greffier de bureau de votation, nommés pour une élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 4.

**5260.** Quiconque est, par les dispositions du présent chapitre ou d'un règlement du conseil, tenu de signer son nom sur un document et ne peut le faire, doit y apposer sa marque, en présence d'un témoin qui y signe. 3 Ed. VII, c. 38, s. 5. Manière de  
signer en cer-  
tains cas.

**5261.** L'article 5260 ne s'applique pas aux membres du conseil, ni aux officiers qui, aux termes du présent chapitre, doivent savoir lire et écrire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 6. Application  
de l'article  
5260.

**5262.** Les allégations ou expressions inutiles, qui peuvent se rencontrer dans quelque disposition relative à des matières municipales, n'en affectent en aucune manière la validité, si l'ensemble de la disposition interprétée dans son sens naturel est suffisant pour en rendre l'intention. 3 Ed. VII, c. 38, s. 7. Allégations  
inutiles.

**5263.** L'erreur ou l'insuffisance de la désignation d'une municipalité dans un acte municipal fait par le conseil, ses officiers ou toute autre personne, ou de l'énonciation des qualités de tel officier ou de telle personne, ne peuvent entacher cet acte de nullité, pourvu qu'il n'en résulte ni surprise, ni injustice. 3 Ed. VII, c. 38, s. 8. Erreur ou in-  
suffisance de  
désignation.

**5264.** Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission de formalités même impératives n'est recevable sur une action, poursuite ou procédure, concernant des matières municipales, à moins qu'une injustice réelle ne résulte du rejet de cette objection, ou à moins que, d'après les dispositions du présent chapitre, l'omission de ces formalités ne frappe de nullité les procédures ou autres actes municipaux qui doivent en être revêtus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 9. Objections à  
la forme.

**5265.** Tout serment requis par le présent chapitre ou par la charte peut être prêté devant le maire, le greffier, un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure ou un notaire. Prestation  
des serments.

Toute personne devant laquelle un serment peut être prêté, est autorisée et tenue, chaque fois qu'elle en est requise, d'administrer ce serment et de délivrer sans honoraires un certificat de sa prestation à la partie qui l'a prêté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 10. Devoir de  
celui qui les  
fait prêter.

**5266.** Chaque fois que, de la part de la municipalité, il est nécessaire de donner une déposition ou une information sous serment, cette déposition ou information peut être donnée par l'un des membres ou l'un des officiers du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 12. Déposition  
de la part de  
la municipa-  
lité.

**5267.** Tout juge de paix et toute personne refusant ou négligeant, sans motif raisonnable, d'accomplir un acte ou un Pénalité  
pour refus

d'accomplir  
certains  
actes, etc.

devoir qui leur est imposé par quelque disposition du présent chapitre ou de la charte, ou qui est requis d'eux en vertu de ces dispositions, encourent, outre les dommages causés, une amende de pas moins de quatre piastres ni de plus de vingt piastres, sauf les cas au sujet desquels il est autrement décrété. 3 Ed. VII, c. 38, s. 13.

## § 2.—*De la constitution des cités et villes par lettres patentes*

Population  
requis pour  
la constitu-  
tion d'une  
cité ou d'une  
ville par let-  
tres paten-  
tes.

**5268.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes, ériger un territoire formant une municipalité de village en municipalité de ville, s'il renferme au moins quinze cents âmes, et ériger un territoire formant une municipalité de village ou de ville en municipalité de cité s'il renferme au moins six mille âmes,—après les formalités prescrites dans les dispositions suivantes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 14, §1 ; 6 Ed. VII, c. 27, s. 1.

Comment le  
chiffre de la  
population  
est établi.

2. Le chiffre de la population contenue dans le territoire que l'on veut ériger en cité ou en ville est établi au moyen d'un recensement fait, sur ordre donné par le conseil de la municipalité de village ou de ville, par deux personnes ou plus nommées à cette fin par le conseil, lesquelles en attestent la fidélité sous serment. 3 Ed. VII, c. 38, s. 14, §2.

Avis de la  
demande des  
lettres paten-  
tes.  
Publication  
de l'avis.

**5269.** 1. Le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville doit donner au préalable un avis de son intention à cet effet.

2. Cet avis doit être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié durant le même laps de temps de la manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité, et énoncer :

Son contenu.

*a.* Le nom de la municipalité projetée de cité ou de ville, selon le cas ;

*b.* Les limites de la municipalité ;

*c.* Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil ;

*d.* La déclaration que la municipalité sera érigée en cité ou en ville sous l'empire de la loi des cités et villes.

Délai pour la  
présentation  
de la requête  
au lieute-  
nant-gouver-  
neur en con-  
seil.

3. En tout temps, mais pas plus d'un mois après la dernière publication de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville peut présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes.

Contenu de  
la requête.

4. Cette requête doit énoncer :

*a.* Le chiffre de la population du territoire dont l'érection en cité ou en ville est demandée ;

- b. Le nom de la municipalité ;
- c. Les limites de la municipalité ;
- d. Le nombre des quartiers en lesquels la municipalité sera divisée ;
- e. Les jours auxquels auront lieu la présentation des candidats et la votation, à la première élection générale du maire et des échevins de la municipalité ;
- f. Le nom de l'officier-rapporteur de cette première élection ;
- g. L'endroit où aura lieu la première séance générale du conseil ;
- h. Le nombre total des échevins et le nombre des échevins de chaque quartier.

5. Avant l'émission des lettres patentes, les dépositions Conditions  
sous serment attestant le résultat du recensement doivent être préalables à  
transmises au département du secrétaire de la province, et l'octroi des  
ce dernier peut, en outre, exiger que le conseil de la munici- lettres paten-  
palité qui demande l'érection de son territoire en cité ou en tes.  
ville établisse que les avis donnés ont été suffisants, que les  
faits allégués dans la requête sont vrais et qu'il est de l'intérêt  
de la municipalité et de ses habitants que l'érection demandée  
ait lieu.

6. A cette fin, le secrétaire de la province ou tel autre Pouvoirs du  
officier chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de secrétaire de  
faire un rapport sur la demande du conseil, peut examiner la province,  
des témoins, et prendre, sous serment ou affirmation qu'il etc.  
peut administrer lui-même, leur témoignage par écrit ou par  
le moyen de la sténographie, entendre les représentants du  
conseil et toute personne qui s'oppose à la demande du conseil  
ou ses représentants, et faire rapport sur le tout au lieutenant-  
gouverneur en conseil.

7. Si le lieutenant-gouverneur en conseil croit qu'il est de Pouvoir du  
l'intérêt de la municipalité et de ses habitants que l'érection lieutenant-gouv.  
demandée ait lieu, il ordonne l'émission des lettres patentes, en conseil.  
lesquelles récitent entre autres choses les assertions contenues  
dans la requête, telles qu'établies.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à Nom diffé-  
propos, donner à la municipalité un nom différent de celui rent.  
choisi par le conseil.

9. Avis de l'émission des lettres patentes est donné par le Avis de l'é-  
secrétaire de la province, en les publiant dans la Gazette mission des  
officielle de Québec ; et, à compter de la date des lettres lettres paten-  
patentes, la municipalité est érigée en cité ou en ville, selon tes.  
le cas, tombant sous l'empire du présent chapitre.

10. En tout temps après l'émission des lettres patentes, le Lettres pa-  
lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil tentes sup-  
de la municipalité concernée, modifier le nom de la munici- plémentaires  
palité, le nombre des quartiers, le nombre total des échevins pour les  
changements

subséquents et le nombre des échevins par quartier, et peut à ces fins à l'émission émettre des lettres patentes supplémentaires, qui sont publiées des lettres de la même manière. Les procédures et les avis sur cette patentes. demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis Procédures pour l'obtention des lettres patentes originaires. 3 Ed. VII, pour les obte- c. 38, s. 15.

Tarif des hon- **5270.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, deoraires pour temps à autre, fixer, changer et régler le tarif des honoraires des lettres patentes payables sur chaque demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, en vertu du présent paragraphe ; il peut désigner le département ou les départements d'où elles doivent émaner, et prescrire la forme des procédures et minutes à leur sujet, et toutes les autres formalités nécessaires pour atteindre l'objet du présent paragraphe.

Mode de les 2. Ces honoraires peuvent être fixés de manière à varier fixer. dans leur montant, en proportion de la population de la municipalité concernée, ou autrement.

Honoraires 3. Il n'est fait aucune procédure dans aucun département payables pour l'émission de lettres patentes ou lettres patentes supplé- d'avance. mentaires en vertu du présent paragraphe, avant que le mon- tant de tous les honoraires, auxquels elles donnent lieu, ait été payé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 16.

### § 3.—*Dispositions applicables aux municipalités nouvelles*

Première **5271.** Dans une municipalité nouvellement érigée, laélection gé- première élection générale a lieu au jour indiqué par la nérale. charte.

Deuxième La deuxième élection générale a lieu le premier jour juri-élection gé- dique du deuxième mois de février après l'entrée en vigueur nérale et des élections générales subséquentes ont ensuite lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février. 3 Ed. VII, c. 38, s. 17.

Officier-rap- **5272.** L'officier-rapporteur de la première élection générale est toute personne désignée par la charte pour remplir cette porteur de charge, et, dans les cas d'omission de telle désignation, ou de la première refus ou de négligence d'agir de la part de la personne dési-élection. gnée, toute personne nommée à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 18.

Liste pour la **5273.** La première élection générale se fait d'après la première liste des électeurs, s'il en est, ou le rôle d'évaluation de touteélection. municipalité dont est détachée la nouvelle municipalité ; mais peuvent seules voter les personnes dont les noms sont inscrits sur ces listes ou rôles qui ont le cens électoral requis par le présent chapitre ou par la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 19.

**5274.** Tout greffier ou secrétaire-trésorier, dépositaire des Copies des listes d'électeurs ou des rôles d'évaluation mentionnés dans <sup>listes.</sup> l'article 5273, doit, sous peine d'une amende de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, permettre à l'officier-rapporteur de la nouvelle municipalité de faire ou faire faire, dans le bureau du conseil où ils sont déposés, les copies ou extraits de ces listes et rôles, requis pour la première élection générale. 3 Ed. VII, c. 38, s. 20.

**5275.** L'officier-rapporteur de la première élection générale <sup>Garde des</sup> garde tous les documents et choses qui ont servi à l'élection <sup>documents.</sup> jusqu'à la nomination du greffier de la municipalité, et les remet à cet officier aussitôt après son entrée en fonction. 3 Ed. VII, c. 38, s. 21.

**5276.** Dans toute municipalité nouvellement organisée, la <sup>Première</sup> première séance générale du conseil est tenue au lieu indiqué <sup>séance du</sup> par la charte, le mercredi suivant l'avis public du résultat <sup>conseil.</sup> des élections donné par l'officier-rapporteur.

Si le maire doit être nommé par le conseil, cette séance est <sup>Présidence.</sup> présidée par un échevin choisi parmi les échevins présents, jusqu'à ce que le maire ait été nommé et assermenté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 22.

**5277.** Dans une municipalité nouvellement organisée <sup>Rôle d'éva-</sup> l'évaluation des biens-fonds imposables du territoire, dont est <sup>uation.</sup> formée cette municipalité, continue à valoir, et le rôle d'évaluation de ces biens ou un extrait de ce rôle, est le rôle d'évaluation en vigueur des biens imposables de la municipalité jusqu'à ce qu'il en soit fait un conformément à la loi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 23.

## SECTION II

### DE L'ORGANISATION DE LA MUNICIPALITÉ

#### § 1.—*De la constitution de la corporation*

**5278.** Les habitants et les contribuables de toute muni-<sup>Corporation</sup> cipalité de cité ou de ville, et leurs successeurs, sont une cor-<sup>constituée.</sup> poration connue sous le nom désigné dans la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 24.

**5279.** Cette corporation a, sous son nom corporatif, suc-<sup>Pouvoirs gé-</sup> cession perpétuelle et peut : <sup>néraux.</sup>

1. Avoir un sceau commun, qu'elle peut modifier à volonté ;

2. Acquérir tous biens meubles ou immeubles, par achat, donation, legs ou autrement, les posséder, en jouir et les louer ou aliéner ;

3. Contracter, transiger, s'obliger et obliger les autres envers elle dans les limites de ses attributions ;

4. Souscrire, tirer, endosser, transporter, négocier, donner, accepter ou recevoir des billets, lettres de change, chèques, bons, obligations ou autres valeurs et effets négociables ou non, en exécution de tous les pouvoirs, droits et attributions qui lui sont conférés par la loi, et de tous les devoirs et obligations qui lui incombent ;

5. Ester en justice dans toute cause et devant tout tribunal ;

6. En général, exercer tous les pouvoirs qui lui sont accordés, ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses devoirs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 25.

§ 2.—*Des limites de la municipalité et de la juridiction de la corporation*

**Territoire de la municipalité.** **5280.** Le territoire compris dans la municipalité est celui qui est spécifié par la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 26.

**Juridiction de la corporation.**

**5281.** La corporation a juridiction, pour les fins municipales et de police et pour l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés, sur toute l'étendue de son territoire, et en dehors de son territoire pour les fins particulières où plus ample autorité lui est conférée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 27.

**Idem pour les fins de police.**

**5282.** Lorsqu'une municipalité est bornée de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette eau, la juridiction de la corporation pour les fins de police s'étend, en face de la municipalité, jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent, si cette étendue ne forme pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville ou de village.

**Proviso.**

Si, cependant, l'eau en face de la municipalité a une largeur de plus de deux milles, telle juridiction ne peut être exercée au delà d'un mille de la rive ou du rivage. 3 Ed. VII, c. 38, s. 28.

§ 3.—*De la division de la municipalité en quartiers*

**Division en quartiers.**

**5283.** La municipalité est divisée en autant de quartiers que le prescrit la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 29.

**Modification des quartiers.**

**5284.** Sur un vote des deux tiers de ses membres, le conseil peut, par règlement, changer les bornes des quartiers et en augmenter ou diminuer le nombre, et fixer, diminuer et augmenter le nombre des échevins qui seront élus pour chaque quartier, pourvu que le nombre total soit le même que celui fixé par la charte, sauf le cas de l'article 5285, et qu'un nombre égal d'échevins soit attribué à chaque quartier ; mais



un intervalle d'au moins quatre ans doit s'écouler entre Proviso.  
chaque modification, à moins que l'annexion d'un nouveau  
territoire ne la rende nécessaire plus tôt.

Toute telle modification entre en vigueur pour les élections Entrée en  
annuelles qui la suivent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 30. vigueur.

**5285.** Lorsque le nombre de quartiers de la municipalité Représenta-  
est augmenté par la création d'un ou de plusieurs quartiers tion.  
à même un territoire annexé, chaque nouveau quartier est  
représenté par le même nombre d'échevins que les autres  
quartiers de la municipalité, et les échevins de ces quartiers  
peuvent être en sus du nombre d'échevins fixé par la charte.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 31.

#### § 4.—*De l'annexion de nouveaux territoires*

**5286.** Le conseil de la municipalité peut, par le vote Le conseil  
affirmatif de la majorité absolue de ses membres, faire des peut étendre  
règlements pour étendre les limites de la municipalité en y les limites de  
annexant, pour des fins municipales, en tout ou en partie, la municipa-  
toute cité, ville, village ou municipalité contiguë. lité par rè-  
glement.

Tout tel règlement doit contenir une désignation complète Contenu du  
du territoire à annexer, énoncer les termes et conditions de règlement.  
l'annexion, et déterminer si le territoire ainsi annexé sera  
constitué en un seul quartier, ou s'il sera annexé, en tout ou  
en partie, à quelqu'un ou à quelques-uns des quartiers de la  
municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 32.

**5287.** Avant sa troisième lecture et son adoption finale Approbation  
par le conseil de la cité ou de la ville, ce règlement doit avoir du règlement  
été approuvé par le conseil de la municipalité intéressée, et avant son  
avoir reçu la sanction des électeurs propriétaires de la dite adoption.  
municipalité ou partie de municipalité, selon le cas, en la  
manière prescrite dans les dispositions qui suivent. 3 Ed.  
VII, c. 38, s. 33.

**5288.** Une copie de ce règlement doit être publiée une Publication  
fois la semaine, pendant un mois, dans un journal français et du règle-  
dans un journal anglais publiés dans la cité ou la ville, s'il ment et con-  
en est, et, s'il n'y a qu'un seul journal, ou que tous soient vocation  
publiés dans la même langue, dans les deux langues dans le d'une assem-  
même journal, et, qu'il y ait publication ou non dans un blée pour  
ou des journaux, être affichée à la porte de l'hôtel de ville, à l'examen du  
la porte de l'église paroissiale de la municipalité intéressée, à règlement.  
la porte de la salle ou de l'édifice où le conseil de cette munici-  
palité tient d'ordinaire ses séances, et dans au moins six  
autres endroits publics de cette municipalité ou partie de  
municipalité, suivant le cas, avec un avis, signé par le greffier

de la cité ou de la ville, certifiant que cette copie est conforme à l'original du règlement qui doit être pris en considération par le conseil de la cité ou de la ville, après l'expiration de trente jours à dater de l'affichage comme susdit, et énonçant qu'à tel jour, à telle heure et en tel lieu dans la dite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, qui seront fixés par le maire de la municipalité et nommés et désignés dans l'avis, lequel jour ne devra pas être moins de quinze ni plus de vingt jours après la date de l'affichage, une assemblée générale des électeurs propriétaires de la dite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, aura lieu afin de prendre ce règlement en considération, et de l'approuver ou de le rejeter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 34.

**Président de l'assemblée des électeurs.** **5289.** Cette assemblée est présidée par le maire de la municipalité où elle se tient, ou, en son absence ou sur son refus, par quelque autre personne que choisit l'assemblée, et qui doit être un membre du conseil de cette municipalité, s'il s'en trouve à l'assemblée et s'il consent à remplir ces fonctions.

**Secrétaire de l'assemblée.** Le greffier ou secrétaire-trésorier de cette municipalité doit assister à cette assemblée, et avoir les rôles de cotisation et la liste alors en vigueur des électeurs propriétaires de la municipalité, ou une copie certifiée de ces documents, et il remplit les fonctions de secrétaire.

**Question soumise à l'assemblée.** La seule question qui doit être décidée à cette assemblée est celle de savoir si la majorité des électeurs propriétaires de cette municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, ayant qualité pour voter et présents à l'assemblée, approuve ou désapprouve le règlement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 35.

**Déclaration du président après avoir posé la question.** **5290.** Après que la question a été posée, le président de l'assemblée déclare si, dans son opinion, la majorité de ces électeurs soutient ou rejette le règlement.

**Décision du président.** Sa décision, s'il n'en est pas appelé dans le délai d'une heure, est finale, et, dans les huit jours qui suivent, elle est communiquée au maire de la cité ou de la ville par un certificat signé par le secrétaire de l'assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 36.

**Demande de votation.** **5291.** Cinq des électeurs présents à l'assemblée peuvent appeler de la décision du président et demander la votation, laquelle est accordée, et le vote est recueilli immédiatement par le président, le secrétaire-trésorier de la municipalité agissant comme greffier de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 37.

**Votation.** **5292.** Chacun des dits électeurs se présente alors à tour de rôle au président, et donne sa voix par "oui" ou "non"—le mot "oui" signifiant qu'il approuve, et le mot

“non” qu’il désapprouve le règlement proposé ; mais nul vote n’est reçu à moins qu’il n’apparaisse, d’après les rôles de cotisation et la liste des électeurs, que celui qui vote est électeur dans la municipalité ou partie de la municipalité, suivant le cas, et qu’il a qualité pour voter comme propriétaire d’immeuble dans icelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 38.

**5293.** Si, à cinq heures de l’après-midi, le jour de l’assem-  
blée, les votes de tous les électeurs présents n’ont pas été  
enregistrés, le président doit ajourner la votation au lende-  
main, à dix heures du matin, et alors la votation se continue  
comme le premier jour, et elle est close à cinq heures de  
l’après-midi du second jour.

Si le premier et le deuxième jour, il s’écoule une heure  
sans qu’un vote soit donné, la votation doit être close. 3 Ed.  
VII, c. 38, s. 39.

**5294.** A la clôture de la votation, le président compte les  
“oui” et les “non”, et constate si la majorité des électeurs  
approuve ou désapprouve le règlement.

Il rédige ensuite et signe un certificat exposant le résultat  
de la votation, et ce certificat est contresigné par le greffier ou  
secrétaire-trésorier de la municipalité remplissant les fonc-  
tions de secrétaire de l’assemblée, et conservé par lui, avec  
le livre de votation, dans les archives de son bureau.

Le greffier ou secrétaire-trésorier est tenu de transmettre au  
greffier de la cité ou de la ville, dans les huit jours qui suivent  
la clôture de la votation, une copie dûment authentiquée des  
certificats et livres de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 40.

**5295.** Si le règlement n’a pas été approuvé, le conseil de  
la cité ou de la ville ne l’adopte pas ; mais s’il a été approuvé,  
il est soumis au conseil, avec un préambule exposant qu’il a  
été approuvé par la majorité des électeurs ayant droit de  
vote, comme susdit, dans la dite municipalité ou partie de  
municipalité, suivant le cas, à une assemblée convoquée et  
tenue conformément aux dispositions du présent chapitre.

Si, plus tard, le conseil adopte le règlement par le vote de  
la majorité de ses membres, il est exécutoire, après approba-  
tion par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c.  
38, s. 41.

**5296.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger  
du conseil et de la municipalité à annexer en tout ou en partie  
en vertu de ce règlement, tous les documents et renseigne-  
ments qu’il juge nécessaires pour s’assurer de l’opportunité  
ou de l’inopportunité de ce règlement ou de quelqu’une de  
ses dispositions ; et les officiers du conseil et de la munici-  
palité sont tenus de les lui fournir en conséquence.

Décision du  
lt.-gouv. en  
conseil.  
Entrée en  
vigueur du  
règlement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement.

L'approbation donne force de loi au règlement; elle est présumée et tenue pour régulière et légale, et sa validité et celle de tous les avis et procédures qui se rattachent à son adoption, ne peuvent plus être contestées dans une cour de justice, ni d'aucune autre manière. 3 Ed. VII, c. 38, s. 42.

Dispositions  
applicables  
au territoire  
annexé.

**5297.** Dès qu'une municipalité ou partie de municipalité a été annexée à la cité ou ville, suivant les dispositions du présent chapitre, cette municipalité ou partie de municipalité est sujette aux dispositions des différents actes, règles, règlements et ordonnances faits et passés au moment de l'annexion ou qui pourront l'être par la suite en vertu des pouvoirs conférés à la corporation de la cité ou ville par sa charte ou par la loi ou par tout amendement à icelles, excepté en autant que ces dispositions sont incompatibles avec les conditions du règlement en vertu duquel l'annexion s'est effectuée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 43.

Amende  
pour refus  
d'accomplir  
un devoir  
imposé par  
ce paragra-  
phe.

**5298.** Tout officier municipal ou membre d'un conseil municipal qui néglige ou refuse d'accomplir un acte ou une fonction officielle qui lui incombe, ou d'y concourir, pour la mise à exécution des dispositions du présent paragraphe, est passible d'une amende de cinquante piastres, dont le recouvrement peut se faire au nom de Sa Majesté, devant toute cour compétente, dans les six mois qui suivent la commission de l'offense. 3 Ed. VII, c. 38, s. 44.

§ 5.—*Du conseil, du maire, des échevins et des commissions du conseil*

Attributions  
du conseil.

**5299.** La corporation est représentée et ses affaires sont administrées par son conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 45.

Composition  
du conseil.

**5300.** Le conseil municipal est composé d'un maire et du nombre d'échevins déterminé par la charte, élus en la manière ci-après prescrite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 46.

Terme de la  
charge de  
maire.  
Election du  
maire par le  
conseil.

**5301.** Le maire est élu pour deux années à la majorité des électeurs municipaux de la municipalité ayant voté.

Néanmoins, si le conseil municipal passe un règlement à cet effet à la majorité des deux tiers de ses membres, le maire peut être élu pour deux années par le conseil municipal, et, dans ce cas, l'élection est régie par les dispositions des articles 5553, 5554 et 5555. 3 Ed. VII, c. 38, s. 47.

Terme de la  
charge d'é-  
chevin.

**5302.** Les échevins sont élus pour la même période au nombre, dans chaque quartier, déterminé en la charte, par la

majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 48.

**5303.** Le terme de la charge de maire expire après que le nouveau maire est assermenté ; celui de la charge d'échevin, à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après les élections générales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 49.

**5304.** Le maire exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les officiers de la municipalité, et voit spécialement à ce que les revenus de la municipalité soient perçus et dépensés suivant la loi, et à ce que les dispositions de la loi, les règlements et les ordonnances de la municipalité soient fidèlement et impartialement mis à exécution, et soumet de temps à autre au conseil tout projet de changements et d'amendements qu'il croit nécessaires et utiles ; et il doit communiquer au conseil toutes informations et suggestions tendant à l'amélioration des finances, de la police, de la santé, de la sûreté, de la propreté, du bien-être et du progrès de la municipalité.

Dans l'exercice de ses fonctions comme chef exécutif de l'administration municipale, le maire a droit, en tout temps, de suspendre un officier ou employé au service de la municipalité, et, en pareil cas, le maire doit, à la plus prochaine occasion, faire rapport de la chose au conseil ou à la commission ayant la surveillance immédiate du département affecté, donnant par écrit les raisons de cet acte de sa part. 3 Ed. VII, c. 38, s. 50.

**5305.** Tous règlements, résolutions, obligations ou contrats sont, dans les quarante-huit heures de leur approbation par le conseil, présentés par le greffier au maire pour qu'il y donne son assentiment et y appose sa signature.

Si le maire refuse de les approuver, il les remet avec ses objections par écrit au greffier, qui les soumet de nouveau à la considération du conseil, à la séance suivante, comme matière d'urgence et de privilège.

Si une majorité absolue des membres du conseil approuve de nouveau tels règlements, résolutions, obligations ou contrats, le maire est tenu de les signer et approuver, et, s'il refuse de le faire, tels règlements, résolutions, obligations ou contrats sont légaux et valides comme s'il les avait signés et approuvés, sauf néanmoins les cas où il est déclaré, par les dispositions de la loi, qu'une majorité spécifique est requise pour l'approbation de tout règlement, résolution, obligation ou contrat, ou que l'assentiment du maire est spécialement requis pour telle approbation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 51.

Lecture des  
circulaires du  
sec. de la  
province,  
etc.

**5306.** Le maire est tenu de lire, au conseil en séance, toute circulaire ou communication adressée, soit à lui soit au conseil, par le secrétaire de la province, et, s'il en est requis par le conseil ou par le secrétaire de la province, de les rendre publiques dans la municipalité, en la manière prescrite pour les avis publics. 3 Ed. VII, c. 38, s. 52.

Renseignements fournis.

**5307.** Il est tenu de fournir au lieutenant-gouverneur, sur sa demande, tout renseignement sur l'exécution de la loi municipale, et tout autre renseignement qu'il est en son pouvoir de donner avec le concours du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 53.

Démission du maire.

**5308.** Le maire peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité ; mais cette démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 54.

Remplacement du maire dans le cas de vacance.

**5309.** Si la charge de maire devient vacante, le greffier de la municipalité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des membres du conseil pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste de son terme d'office, et le conseil, à cette assemblée, doit élire tel maire ; l'acceptation de la charge de maire par un membre du conseil a pour effet de rendre son siège vacant, et, dans ce cas, il doit être procédé à une nouvelle élection pour remplir cette vacance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 55.

Maire suppléant.

**5310.** Le conseil élit tous les trois mois un de ses membres comme maire suppléant, lequel a et exerce tous les pouvoirs dont le maire est légalement investi par la loi, chaque fois que le maire est absent de la municipalité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 56.

Vacance dans la charge de maire.

**5311.** Dans le cas où la charge de maire devient vacante, le maire suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à l'élection du successeur de ce dernier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 57.

Démission des échevins.

**5312.** Tout échevin peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité ; mais sa démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 58.

Vacance dans la

**5313.** La charge de maire ou d'échevin est également vacante :

a. Lorsqu'il y a refus d'accepter ou de continuer cette charge de  
charge ; Remplacement d'échevins dans les cas de vacance.

b. Lorsqu'il y a absence de la municipalité, sans la permission du conseil, pendant trois mois consécutifs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 58a ; 8 Ed. VII, c. 62, s. 1.

**5314.** S'il survient une vacance dans la charge d'échevin, le maire fixe, dans les huit jours qui suivent telle vacance, un jour pour la nomination des candidats, ainsi que pour l'élection en cas de contestation, laquelle élection doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la vacance. Remplacement d'échevins dans les cas de vacance.

Dix jours au moins avant le jour fixé pour la nomination le greffier de la municipalité, par une commission sous sa signature, et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection et donner l'avis public prescrit par l'article 5419 et rédigé suivant la formule G. Avis de l'élection.

Pour le surplus, la nomination et l'élection se font de la manière prescrite pour les élections générales, et la personne élue reste en fonction jusqu'à l'expiration du terme d'office de celle qu'elle a remplacée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 59. Procédure de l'élection.

**5315.** Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin avant d'avoir prêté, devant le greffier de la municipalité, le serment d'office suivant la formule A. Serment du maire et des échevins.

Une entrée de la prestation du serment est faite dans le livre des délibérations du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 60. Entrée au livre des délibérations.

**5316.** L'omission, pendant quinze jours, de la part du maire ou d'un échevin, de prêter le serment d'office, rend par là même le maire ou cet échevin déchu de sa charge. Omission de prêter serment.

Néanmoins, sans préjudice des frais de procédures judiciaires intentées contre lui, le maire ou l'échevin qui a ainsi négligé de prêter serment pendant le délai fixé peut toujours, tant que la vacance créée par sa négligence n'a pas été remplie, en prêtant le serment requis, reprendre ses fonctions et les exercer. 3 Ed. VII, c. 38, s. 61. Pouvoir du maire et des échevins de reprendre leurs fonctions.

**5317.** Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 62. Services gratuits.

**5318.** Nul vote donné par une personne qui occupe illégalement la charge de maire ou d'échevin, et nul acte auquel elle a participé en cette qualité, ne peuvent être invalidés par le seul fait de l'exercice illégal de la charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 63. Validité de certains actes.

**5319.** Sans autre qualité et sans être tenus de prêter les serments requis des juges de paix, le maire et les échevins sont *ex officio* juges de paix, durant l'exercice de leur charge, dans les limites de la municipalité. Maire et conseillers sont juges de paix.

**Leur compétence.** Ils sont compétents à entendre et décider les causes dans lesquelles la municipalité ou ses officiers sont parties intéressées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 64.

**Assignation dans les cas d'enquête.**

**5320.** Si, dans les affaires soumises au conseil ou à ses commissions, il est nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou de toute autre manière,—ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au conseil, concernant des matières de son ressort,—toute commission chargée par le conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, ou la commission devant laquelle ces questions sont soulevées, peut faire signifier une assignation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant elle, afin de donner son témoignage sur les faits faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, et qui sont décrits dans l'assignation.

**Refus de comparaître.**

Si une personne ainsi assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans l'assignation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous serment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les papiers ou documents mentionnés dans l'assignation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de l'assignation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au maire, qui alors peut contraindre cette personne à comparaître, et la forcer à répondre à toutes les questions légales par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province.

**Amende.**

Toute personne négligeant ou refusant ainsi de comparaître ou refusant de produire des papiers ou d'être interrogée comme susdit, est passible, si elle est trouvée coupable, d'une amende n'excédant pas quarante piastres.

**Prestation du serment.**

Le président de toute commission du conseil est autorisé à faire prêter le serment aux témoins. 3 Ed. VII, c. 38, s. 65.

**Commissions du conseil.**

**5321.** Le conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaire pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut, par règlement ou résolution, leur confier.

**Constitution d'icelles.**

Les commissions permanentes sont constituées, chaque année, à la première séance après les élections générales



annuelles, et les commissions spéciales, en tout temps où il est nécessaire ou utile de les former.

Le conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout *Vacances.* membre des commissions.

Le maire fait partie *ex officio* de toutes les commissions, et *Maire.* il a droit de voter dans ces commissions.

Les commissions rendent compte de leurs travaux et de *Rapports.* leurs décisions au moyen de rapports signés par leurs présidents, ou par la majorité des membres qui les composent.

Nul rapport d'une commission n'a d'effet, s'il n'est ratifié *Ratification* ou adopté par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 66. *des rapports.*

• § 6.—*Des officiers du conseil*

I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**5322.** Le conseil peut nommer les officiers qu'il juge *Nomination* nécessaires pour exercer les pouvoirs que lui sont conférés et *des officiers* leur accorder le traitement ou autre indemnité qu'il juge à *municipaux,* propos ; et peut, à la majorité absolue de tout le conseil, *etc.* destituer tout officier et en nommer un autre à sa place. 3 Ed. VII, c. 38, s. 67.

**5323.** Après sa nomination et avant d'entrer en fonction, *Serment* tout officier municipal doit prêter serment de bien et fidèle *d'office.* ment remplir les devoirs de sa charge conformément à la formule A. 3 Ed. VII, c. 38, s. 68.

**5324.** Tout certificat, attestant qu'un serment d'office a *Dépôt des* été prêté par un officier municipal, est déposé, sans délai, au *certificats de* bureau du conseil, par la personne qui l'a prêté. 3 Ed. VII, *prestation de* c. 38, s. 69. *serment.*

**5325.** Le conseil peut exiger, de toutes les personnes par *Cautionne-* lui employées, le cautionnement qu'il juge satisfaisant pour *ment des of-* assurer la parfaite et fidèle exécution des devoirs qui leur *ficiers muni-* incombent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 70. *cipaux.*

**5326.** Le conseil peut, par règlement, définir les devoirs, *Définition* non déterminés par le présent chapitre ou par la charte, de ses *des devoirs* officiers, et leur imposer des pénalités ou amendes pour cause *des officiers* de négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs. 3 *municipaux.* Ed. VII, c. 38, s. 71.

**5327.** Lorsqu'un acte ou une procédure doit être exécuté *Actes faits* par plus de deux officiers municipaux, il peut l'être valablement *par plus de* par la majorité de ces officiers, sauf les cas particuliers qui *deux.* sont autrement prévus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 72.

Livraison des deniers, etc., par un démissionnaire.

**5328.** Tout officier municipal qui a cessé d'exercer sa charge doit, dans les huit jours après la cessation de ses fonctions, livrer au maire ou au bureau du conseil, tous les deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses appartenant au conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 73.

Livraison des documents, etc., par les représentants, etc.

**5329.** Dans le cas d'absence de la municipalité ou de décès d'un officier municipal, ses représentants ou héritiers sont obligés de livrer au maire ou au bureau du conseil, dans le délai d'un mois après le décès ou l'absence, les deniers, clefs, livres, papiers, objets, documents, archives et autres choses appartenant au conseil, et dont cet officier avait la garde ou l'usage dans l'exercice de ses fonctions. 3 Ed. VII, c. 38, s. 74.

Recours du conseil par revendication.

**5330.** Dans les cas des articles 5328 et 5329, le conseil, en sus de tout autre recours légal, peut revendiquer, par voie de saisie-revendication opérée contre l'officier ou ses représentants, les dits deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses, sans préjudice des dommages-intérêts, avec dépens.

Autres recours du conseil.

Le conseil peut exercer les mêmes droits et recours contre toute personne quelconque détenant les dits objets et refusant de les rendre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 75.

Contrainte par corps.

**5331.** Dans l'exercice des droits et recours judiciaires visés par l'article 5330, le conseil peut conclure à la contrainte par corps, qui peut être prononcée contre le défendeur condamné. 3 Ed. VII, c. 38, s. 76.

Démission des officiers municipaux.

**5332.** Dans le cas de démission, d'absence ou de décès d'un officier municipal, chargé de retirer et toucher pour la municipalité des deniers appartenant à la municipalité, son successeur nommé régulièrement peut exercer les mêmes pouvoirs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 77.

Rapport des officiers.

**5333.** Tout officier municipal est tenu de faire au conseil ou à toute personne autorisée, de la manière fixée par le conseil, un rapport par écrit sur toutes les matières relevant de ses fonctions, et de rendre compte des deniers qu'il a perçus et de ceux qu'il a payés ou déboursés pour le conseil et sous son contrôle, en spécifiant les objets pour lesquels les deniers ont été ainsi payés ou déboursés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 78.

Poursuites en reddition de compte.

**5334.** Le conseil peut poursuivre en reddition de compte tout employé comptable des deniers de la municipalité, lequel est, s'il y a lieu, condamné à rendre compte et à payer le montant dont il est reconnu débiteur, avec intérêt, frais et dépens.

Contrainte.

La condamnation emporte contrainte par corps. 3 Ed. VII, c. 38, s. 79.

**5335.** Le conseil peut établir un tarif des honoraires <sup>Tarif d'hono-</sup> payables aux officiers municipaux, pour leurs services, soit <sup>raires.</sup> par les personnes qui les ont requis, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la municipalité, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par la loi.  
 Tout tarif, fait en vertu du présent article, doit être affiché <sup>Affichage d'i-</sup> à un endroit apparent, dans le bureau du conseil. 3 Ed. VII, <sup>celui.</sup> c. 38, s. 80.

## II.—GREFFIER

**5336.** Le conseil doit toujours avoir un officier préposé à <sup>Greffier.</sup> la garde de son bureau et de ses archives.  
 Cet officier est appelé "greffier de la cité" (ou ville, *selon le cas*). 3 Ed. VII, c. 38, s. 81.

**5337.** Le bureau du greffier doit être établi au lieu où <sup>Bureau du</sup> se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place <sup>greffier.</sup> fixée, de temps en temps, par résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 82.

**5338.** Le greffier a la garde de tous les livres, registres, <sup>Documents,</sup> plans, cartes, archives et autres documents et papiers appar- <sup>etc., dont il a</sup> tenant à la municipalité ou qui sont produits, déposés et con- <sup>la garde.</sup> servés dans le bureau de la municipalité.

Il ne peut se désister de la possession d'aucune de ces choses sans la permission du conseil ou l'ordre d'un tribunal compétent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 83.

**5339.** Il est tenu d'assister aux séances du conseil et de <sup>Il assiste aux</sup> dresser le procès-verbal de tous ses actes et délibérations. 3 <sup>séances, etc.</sup> Ed. VII, c. 38, s. 84.

**5340.** Tout procès-verbal des séances du conseil est signé <sup>Signatures</sup> par le président et contresigné par le greffier. 3 Ed. VII, <sup>des procès-</sup> c. 38, s. 85. <sup>verbaux.</sup>

**5341.** Le greffier est tenu de livrer à quiconque en fait <sup>Livraison des</sup> la demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et <sup>extraits des</sup> qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies <sup>rôles, etc.</sup> ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier faisant partie des archives. 3 Ed. VII, c. 38, s. 86.

**5342.** Les copies et extraits, certifiés par le greffier, des <sup>Copies certi-</sup> livres, registres, archives, documents et papiers conservés <sup>fiées.</sup> dans le bureau de la municipalité, font preuve de leur contenu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 87.

**5343.** Les registres et documents en la possession du <sup>Inspection</sup> greffier et faisant partie des archives du conseil sont ouverts, <sup>des registres,</sup> <sup>etc.</sup>

durant les heures du bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de la municipalité et de leurs procureurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 88.

Etat transmis au secrétaire de la province, et son contenu.

**5344.** Le greffier transmet, du premier au trente et un janvier de chaque année, au secrétaire de la province, un état indiquant :

1. Le nom de la municipalité ;
2. La valeur estimée des biens-fonds imposables ;
3. La valeur estimée des biens-fonds non imposables ;
4. Le nombre de personnes payant des taxes ;
5. Le taux dans la piastre pour cotisation imposée pour toutes fins quelconques ;
6. La valeur des biens appartenant à la municipalité ;
7. Le montant des taxes perçues dans l'année ;
8. Les montants perçus, imputables aux fonds d'amortissement ;
9. Toutes autres sommes perçues ;
10. Le montant des arrérages de taxes ;
11. Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal ;
12. Le montant des emprunts contractés par obligations ou autrement, par la municipalité ;
13. Le taux et le montant des intérêts dus sur les emprunts ;
14. Toutes autres dettes ;
15. Le montant prélevé par emprunt dans l'année ;
16. Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour l'administration municipale ;
17. Toutes autres dépenses ;
18. Le nombre des personnes résidant dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 89.

Amende contre greffier qui néglige de transmettre renseignements au secrétaire de la province.

**5345.** Le greffier du conseil qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 5344 et de fournir les renseignements énoncés dans les formules prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par le secrétaire de la province, si ces formules lui ont été adressées par le secrétaire de la province dans le mois de décembre précédent, est passible d'une amende de pas moins de cinquante piastres, ni de plus de deux cents piastres, en sus des frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 89a ; 6 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Assistant-greffier ; ses pouvoirs.

**5346.** L'assistant-greffier, s'il en est nommé par le conseil, peut exercer tous les devoirs de la charge de greffier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, et sous les mêmes obligations et pénalités.

Ses devoirs s'il n'y a pas de greffier.

Au cas de vacance dans la charge de greffier, l'assistant-greffier doit continuer à exercer les devoirs de cette charge, jusqu'à ce que la vacance soit remplie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 90.

## III.—TRÉSORIER

**5347.** Le conseil doit toujours avoir un officier qui est le Trésorier. percepteur et le dépositaire de tous les deniers de la municipalité.

Cet officier est appelé "trésorier de la cité" (ou ville, selon le cas). 3 Ed. VII, c. 38, s. 91.

**5348.** Le bureau du trésorier doit être établi au lieu où Bureau du se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place fixée, trésorier. de temps à autre, par résolution du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 92.

**5349.** Le trésorier peut déposer, dans une banque légale- Dépôt des ment constituée, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales ou appartenant à la municipalité, et les deniers de la y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil. municipalité.

Il est tenu de le faire s'il en est requis par le conseil ou par le maire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 93.

**5350.** Le trésorier doit tenir, en bonne et due forme, des Livres de livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, comptes. chaque article des recettes et des dépenses, en faisant mention des personnes qui ont versé des deniers entre ses mains ou à qui il a fait quelque paiement.

Il garde dans son bureau toutes les pièces justificatives des Pièces justificatives. dépenses. 3 Ed. VII, c. 38, s. 94.

**5351.** Sous peine d'une amende de vingt piastres pour Défense : chaque infraction, le trésorier ni aucun autre officier du conseil ne peut :

1. Donner aux contribuables ou autres personnes endettées De donner envers la municipalité, pour redevances municipales ou autres dettes, des quittances, sans avoir reçu et touché le montant y une quittance sans paiement ; mentionné en espèces, en valeurs légales ou en chèques acceptés par une banque ;

2. Prêter des deniers appartenant à la municipalité à qui De prêter que ce soit, directement ou indirectement, par lui-même ou des deniers municipaux. par d'autres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 95.

**5352.** Les livres de comptes du trésorier et les pièces Inspection justificatives de ses déboursés, sont ouverts, durant les heures des livres de de bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de comptes, etc. de la municipalité ou de leurs procureurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 96.

**5353.** Le trésorier est tenu de livrer à quiconque en fait la Livraison demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et des copies de documents. qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies.

ou extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier dont il a la garde. 3 Ed. VII, c. 38, s. 97.

**Force probante des copies.** **5354.** Les copies et extraits, certifiés par le trésorier, des livres, registres, archives, documents et papiers dont il a la garde font preuve de leur contenu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 98.

**Reddition de compte.** **5355.** Une fois, chaque année, au temps fixé par le conseil et plus souvent s'il en est requis, le trésorier doit rendre un compte en détail de ses recettes et de ses dépenses. 3 Ed. VII, c. 38, s. 99.

**Prescription des actions contre le trésorier.** **5356.** Les actions, droits ou réclamations contre le trésorier résultant de sa gestion, se prescrivent par cinq ans à compter de la dernière reddition de compte de cet officier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 100.

#### IV — SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

**Une seule personne peut être nommée aux charges de greffier et de trésorier.** **5357.** S'il le juge opportun, le conseil peut nommer une seule personne pour remplir les charges de greffier et de trésorier, auquel cas l'officier remplissant ces charges est désigné sous la dénomination de "secrétaire-trésorier", et exerce tous les devoirs des charges de greffier et de trésorier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et sous les mêmes obligations et pénalités que ceux déterminés et prescrits pour ces charges. 3 Ed. VII, c. 38, s. 101.

#### V. — AUDITEURS

**Nomination d'auditeurs.** **5358.** Le conseil doit, à la première séance du conseil après les élections annuelles, ou, après, aussitôt que possible, nommer un ou deux auditeurs qui remplissent les devoirs de leur charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 102.

**Devoirs des auditeurs.** **5359.** Les auditeurs sont tenus de faire, une fois chaque année, au temps fixé par le conseil et plus souvent s'ils en sont requis, un examen et un rapport de tous les comptes de la municipalité, et de tous ceux qui se rapportent à toute matière tombant sous la juridiction du conseil.

**Contenu de leur rapport.** Ce rapport doit comprendre toutes les affaires financières de la municipalité faites pendant les douze mois précédents et pendant toute autre période additionnelle qui leur est indiquée par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 103.

#### VI. — ESTIMATEURS

**Nomination d'estimateurs.** **5360.** Le conseil doit nommer chaque année autant d'estimateurs qu'il le juge nécessaire.

**Durée de leur charge.** Les estimateurs restent en charge jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des estimateurs, et désigne celui qui doit agir comme président du bureau. Leurs émoluments.

Le conseil détermine de quelle façon les estimateurs doivent se partager le travail. 3 Ed. VII, c. 38, s. 104. Partage du travail.

**5361.** Les estimateurs peuvent, dans l'accomplissement de leurs devoirs, requérir les services du greffier ou de tout autre écrivain. Emploi d'un écrivain.

Le greffier ou l'écrivain, dont les services ont été requis, a droit, pour chaque jour d'emploi, à la somme qui est déterminée par le conseil, pour ces services, et qui est payable par la municipalité, sur le certificat des estimateurs qui l'ont employé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 105. Honoraires d'icelui.

## SECTION III

## DES PERSONNES HABILES ET INHABILES AUX CHARGES MUNICIPALES

**5362.** Est habile à exercer une charge municipale tout habitant mâle de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 106. Habileté générale.

**5363.** Ne peuvent être mis en nomination pour les charges de maire ou d'échevin, ni être élus à ces charges, ni être nommés aux autres charges municipales ni les occuper : Personnes inhabiles.

1. Les aubains ;
  2. Les mineurs ;
  3. Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse ;
  4. Les membres du Conseil privé ;
  5. Les juges ou magistrats recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou local, ou de la municipalité ;
  6. Les officiers en pleine paye de l'armée ou de la marine de Sa Majesté ;
  7. Les aubergistes, hôteliers, maîtres de maison d'entretien public, et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents ;
  8. Quiconque n'a pas sa résidence ou sa principale place d'affaires dans la municipalité depuis au moins les douze mois précédant l'élection ou la nomination ;
  9. Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la municipalité.
- Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la municipalité, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil ; mais il est

censé intéressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou dans une commission du conseil quelque mesure concernant cette compagnie ;

10. Quiconque n'a pas payé toutes ses redevances municipales, exception faite de sommes à parfaire, par suite d'erreur ou d'omission involontaire ;

11. Quiconque ne sait ni lire, ni écrire couramment ; il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé ou d'écrire son nom, ou même de savoir les deux ;

12. Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'une offense criminelle punissable de deux années d'emprisonnement, ou plus ;

13. Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou d'échevin—les personnes qui sont responsables des deniers de la municipalité, ou qui sont cautions pour un employé du conseil, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la municipalité pour leurs services. 3 Ed. VII, c. 38, s. 107.

Qualité fon-  
cière du  
maire et des  
échevins.

**5364.** Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin ni être élu à cette charge, ni l'occuper, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement le jour de sa mise en nomination, il n'ait eu et possédé dans la municipalité, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de sa femme, des biens-fonds de la valeur de six cents piastres, après paiement ou déduction faite de toute charge imposée sur tels biens-fonds ; le cens d'éligibilité prescrit par le présent article devant être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination. 3 Ed. VII, c. 38, s. 108.

Cens d'éligi-  
bilité quand  
requis.

**5365.** Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin, ni ne peut remplir une autre charge municipale, à moins qu'il ne possède en tout temps le cens d'éligibilité ou les qualités exigées par la loi.

Incapacité.

Quiconque étant maire ou échevin, ou remplissant une autre charge municipale, devient incapable pendant qu'il exerce ses fonctions est par là même déchu de ses fonctions et sa charge devient vacante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 109.

Amende  
pour voter  
sans qualité  
requis.

**5366.** Le maire ou tout échevin votant dans une assemblée du conseil ou d'une commission sans avoir alors qualité suivant la loi, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque vote qu'il donne dans une telle assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 110.

Aliénation  
de la pro-  
priété qui

**5367.** Dans le cas où le maire ou un échevin cède ou aliène d'une manière quelconque l'immeuble qui le rend éligible, ou l'hypothèque ou le grève de manière à affecter le



montant requis pour son cens d'éligibilité, deux électeurs <sup>donne la</sup> ayant le cens électoral peuvent présenter une requête au <sup>qualité</sup> conseil à l'effet de mettre le dit maire ou échevin, <sup>requis,</sup> suivant le cas, en demeure de produire ses titres comme propriétaire de tout autre immeuble qui le rend éligible, ainsi que la déclaration sous serment et le certificat établissant la valeur des immeubles, prescrits par l'article 5426 ; et, à défaut par lui de ce faire dans un délai de trente jours, son siège devient vacant *ipso facto*. 3 Ed. VII, c. 38, s. 111.

## SECTION IV

## DE LA LISTE DES ÉLECTEURS

§1.—*Des personnes inscrites sur la liste et du lieu où elles votent*

**5368.** Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans <sup>Personnes</sup> révolus, sujets britanniques, et qui ne sont frappées d'aucune <sup>inscrites sur</sup> incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote <sup>la liste des</sup> en vertu du présent chapitre ou de la charte, sont électeurs <sup>électeurs :</sup> et sont inscrites sur les listes des électeurs, qui sont dressées conformément aux dispositions ci-après, savoir :

1. Toute personne du sexe masculin et toute veuve ou fille <sup>Propriétaires</sup> majeure, inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme <sup>res ;</sup> propriétaire ou occupante de bonne foi de biens-fonds, dans la municipalité, d'une valeur de deux cents piastres ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt piastres ou au-dessus, telle que portée au dit rôle d'évaluation ; et, dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale ;

2. Le mari de toute femme sous le régime de la séparation <sup>Mari d'une</sup> de biens, lorsque cette dernière est en possession, à titre de <sup>femme sépa-</sup> propriétaire, ou d'usufruitière, ou de grevée, de biens-fonds <sup>rée de biens</sup> dans la municipalité, dont la valeur est portée au rôle d'éva- <sup>cas ;</sup> luation en vigueur, pour un montant de trois cents piastres ou au-dessus, ou lorsqu'elle tient un commerce ou établissement d'affaires qui la rend sujette au paiement de taxes, et qu'elle est inscrite comme telle au rôle de perception des taxes pour une valeur annuelle de pas moins de trente piastres ;

3. Toute personne du sexe masculin, et toute veuve ou <sup>Locataires ;</sup> fille majeure, tenant feu et lieu dans la municipalité, en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, de la valeur de deux cents piastres ou au-dessus, ou de la valeur annuelle de vingt piastres ou au-dessus, d'après le dit rôle ;

4. Toute personne du sexe masculin, n'étant pas proprié- <sup>Locataires de</sup> taire et ne tenant pas feu et lieu, mais étant seule ou conjoint- <sup>magasin, etc. ;</sup>

tement associée avec toute autre personne, et inscrite sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire, en vertu d'un bail, de quelque magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, dans la municipalité ; pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, s'il est occupé par cette personne seule, soit estimé à une valeur de pas moins de deux cents piastres ou à une valeur annuelle de pas moins de vingt piastres, suivant le rôle d'évaluation ou de perception, ou, s'il est occupé par elle comme coassociée, que sa proportion ou part ne soit pas inférieure en valeur aux montants précités, respectivement, selon leur valeur portée au rôle d'évaluation ou de perception.

Proviso.

Néanmoins, le cens électoral accordé au coassocié ou au locataire par le présent paragraphe se s'étend pas aux membres d'associations de personnes se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie ou autres de même nature, ni aux employés ou agents d'autres personnes dont le cens électoral est basé sur ces mêmes propriétés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 112.

Copropriétaires, etc.

**5369.** Quand deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires, colocataires ou cooccupantes de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces copropriétaires, colocataires ou cooccupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 113.

Endroit où les électeurs doivent voter.

**5370.** Les personnes ayant qualité pour voter, comme susdit, votent dans le quartier en particulier où se trouve la propriété qui les rend habiles à voter ; mais, si une personne a qualité pour voter comme propriétaire ou occupant dans plus d'un quartier, ou comme locataire dans un quartier et en même temps comme propriétaire ou tenant feu et lieu dans un autre quartier, elle peut voter pour l'élection des échevins dans chacun des quartiers où elle a qualité pour le faire, et elle est inscrite sur la liste des électeurs de chacun des dits quartiers ; pourvu que, pour l'élection du maire, cette personne ne vote qu'une fois ; et ce vote ne doit être accepté, si l'électeur est habile à voter à raison de sa résidence, qu'au bureau de votation le plus rapproché d'icelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 114.

Proviso.

Le greffier fixe l'endroit en certains cas.

**5371.** Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le greffier doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu pour le maire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 115.

**5372.** Les personnes suivantes sont privées du droit d'avoir leurs noms inscrits sur la liste des électeurs : Personnes dont le nom ne peut être inscrit sur la liste.

1. Les officiers ou employés permanents salariés de la municipalité, recevant un salaire annuel, mensuel ou hebdomadaire ;

2. Les personnes qui, au moment où la liste est faite, ne sont plus en possession, comme propriétaires, de l'immeuble qui leur a donné le cens électoral ;

3. Les personnes logeant dans un hôtel, une pension, ou une maison privée, et non autrement habiles à voter ;

4. Les locataires qui, à l'époque de la revision des listes des électeurs, ne tiennent plus feu et lieu dans le quartier, et aussi les locataires d'un bureau, ayant qualité pour voter comme tels, qui n'ont pas réellement occupé le dit bureau depuis le mois de mai immédiatement précédent, ou qui ont cessé de l'occuper à l'époque de la revision des listes des électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 116.

**5373.** Nulle personne ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la municipalité, si, le premier jour de novembre précédant l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau, (les taxes spéciales exceptées). Personnes devant quelque taxe, ne peuvent être inscrites.

Le présent article enlève au propriétaire le droit d'être inscrit sur la liste pour le quartier seulement où sont devenues dues ces taxes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 117 ; 9 Ed. VII, c. 58, s. 1. Proviso.

#### § 2.— De la préparation de la liste des électeurs

**5374.** Avant le premier décembre de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 118. Epoque de la confection de la liste.

**5375.** Cette liste contient les noms de baptême et de famille des électeurs, leur occupation, la rue et le numéro (s'il en est) de la rue où se trouve la propriété à raison de laquelle ils ont qualité pour voter, et indique également dans une colonne séparée la nature du cens électoral des dits électeurs, soit comme propriétaires, locataires ou occupants. 3 Ed. VII, c. 38, s. 119. Contenu de la liste.

**5376.** Dans la préparation de la liste, le greffier omet, et doit, de temps en temps, faire enlever les noms de toutes les Omission de noms.

personnes qui sont ou peuvent être décédées, ainsi que les noms des mineurs, des aubains, des personnes qui ne résident pas dans la municipalité, des employés municipaux (tels que définis par l'article 5372) et de tous autres qui n'ont pas le droit d'avoir leurs noms sur la liste.

Examen de la liste.

Pendant le mois de novembre, tout contribuable peut, avec les sauvegardes voulues, examiner les listes dans le bureau du greffier, et, si le dit contribuable trouve le nom de quelque personne qui, d'après ce qu'il a raison de croire, n'a pas le droit d'y être inscrite, il peut signifier au greffier une déclaration signée, spécifiant le nom et indiquant la cause d'incapacité ; et, dans chacun de ces cas, le greffier doit faire une enquête minutieuse au sujet de la vérité des allégations contenues dans la dite déclaration, avant de permettre qu'aucun nom auquel l'on a ainsi objecté reste sur les listes lorsqu'il les certifie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 120.

Subdivision des quartiers en arrondissements de votation.

**5377.** Le greffier, en faisant la liste des électeurs de la municipalité, la divise en autant de parties qu'il y a de quartiers dans la municipalité, et subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois deux cent cinquante électeurs, en ajoutant un arrondissement pour toute fraction de ce chiffre.

Nombre égal d'électeurs par arrondissement.

Liste alphabétique des électeurs.

Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 121.

Attestation de la liste.

**5378.** Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste alphabétique des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule B. 3 Ed. VII, c. 38, s. 122.

Avis du dépôt de la liste.

**5379.** Dans les deux jours qu'il a prêté le serment requis par l'article 5378, le greffier doit donner et publier un avis public, dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi, et qu'elle est déposée à son bureau, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

Publication de l'avis.

Cet avis est rédigé suivant la formule C et est publié de la même manière que le sont les avis municipaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 123.

Ce qui constitue la liste pour la municipalité.

**5380.** La liste des électeurs de tous les arrondissements de votation de chacun des quartiers de la municipalité est considérée être la liste des électeurs pour ce même quartier, et la liste des électeurs de tous les quartiers est considérée être la liste des électeurs pour toute la municipalité, dans chaque

élection qui a lieu en vertu du présent chapitre ou de la charte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 124.

**5381.** Si le greffier refuse ou néglige de faire la liste alphabétique des électeurs suivant les prescriptions de la loi ou si, en faisant cette liste, il y inscrit ou en omet sciemment des noms qui ne devraient pas être inscrits ou omis, et s'il la remet ainsi après l'avoir attestée sous serment, il est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois. 3 Ed. VII, c. 38, s. 125.

Amende imposée au greffier en certains cas.

**5382.** Le maire est tenu de voir à ce que la liste de électeurs pour chacun des quartiers de la municipalité soit faite comme dit ci-dessus, et il peut démettre de ses fonctions le greffier dans le cas de refus ou de négligence de la part de ce dernier de faire la dite liste comme susdit, et aussi tout employé municipal manipulant telle liste illégalement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 126.

Devoir du maire quant à la confection de la liste.

**5383.** Si, le troisième jour du mois de décembre, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 5379, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou le magistrat de district doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier *ad hoc* pour préparer la liste alphabétique des électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 127.

Liste préparée par le greffier *ad hoc* en certains cas.

**5384.** Le greffier est personnellement responsable des frais encourus sur cette requête et de ceux encourus pour la confection de la liste par le greffier *ad hoc*, à moins que, pour des raisons spéciales, le juge ou le magistrat de district ne croie devoir en ordonner autrement, et, dans ce cas, les frais sont laissés à sa discrétion.

Responsabilité du greffier.

Le greffier peut cependant faire et préparer la liste, tant que le greffier *ad hoc* n'a pas été nommé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 128.

Ses pouvoirs.

**5385.** Dans les quinze jours de l'avis de sa nomination, le greffier *ad hoc* doit procéder à la confection de la liste des électeurs et à la délimitation des divisions d'arrondissements.

Devoirs du greffier *ad hoc*.

Il devient, pour cette fin, un officier du conseil municipal ; il exerce les mêmes pouvoirs, remplit les mêmes devoirs et, en cas de défaut ou de négligence de sa part, il est sujet aux mêmes pénalités que le greffier de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 129.

Ses pouvoirs et sa responsabilité.

Devoirs du  
maire, etc.

Pénalité.

**5386.** En autant qu'il dépend d'eux, le maire et les officiers du conseil sont, sous peine d'une amende contre chacun d'eux n'excédant pas deux cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, tenus de livrer au greffier *ad hoc*, sur sa demande, le rôle d'évaluation et le rôle de perception des taxes qui doivent servir de base à la liste des électeurs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 130.

§ 3.—*De l'examen et de la mise en vigueur de la liste*

Examen de  
la liste.

**5387.** Sur plainte produite à cet effet, en vertu des articles 5388 ou 5390, et non autrement, la liste des électeurs peut être examinée et corrigée par le conseil de la municipalité, dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, dans les trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 5379. 3 Ed. VII, c. 38, s. 131 ; 9 Ed. VII, c. 58, s. 2.

Plainte pour  
omission ou  
insertion du  
nom du plai-  
gnant.

**5388.** Quiconque se trouve lésé par l'omission ou par l'insertion de son nom sur la liste, peut, par lui-même ou par son agent, produire à ce sujet, une plainte par écrit, au bureau du greffier dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 5379. 3 Ed. VII, c. 38, s. 132.

Avis avant  
l'examen.

**5389.** Avant de procéder à l'examen ou à la correction de la liste des électeurs, le conseil fait donner, par le greffier, le greffier *ad hoc* ou quelque autre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen. Il peut, à sa discrétion, faire spécifier dans l'avis des jours différents pour l'examen et la correction de la liste, pour chacun des quartiers.

Avis spécial  
avant de  
considérer la  
plainte.

Avant de prendre en considération les plaintes par écrit produites au bureau du conseil au sujet de la liste des électeurs, le conseil doit aussi en faire donner un avis spécial à toute personne dont la plainte a pour objet de faire inscrire ou omettre le nom sur la liste.

Délais de  
l'avis.

L'avis public et l'avis spécial, requis par le présent article, sont de cinq jours ; et ils doivent être donnés et publiés ou signifiés de la même manière que le sont les avis municipaux.

Honoraires  
du greffier.

Il est alloué au greffier, aux frais du plaignant, un honoraire de vingt-cinq centins pour chaque avis spécial par lui donné à toute personne dont le nom n'est ni ajouté ni retranché de la liste par le conseil, ou par le juge s'il y a appel, tel que ci-après prévu.

L'avis public et les autres avis spéciaux font partie des Avis fait partie de ses devoirs. 3 Ed. VII, c. 38, s. 133.

**5390.** Quiconque croit que le nom de quelque personne a été inscrit sans droit sur la liste, parce que cette personne n'a pas les qualités requises d'un électeur, ou que celui de quelque autre personne qui n'y a pas été inscrit aurait dû l'être, parce que cette autre personne a les qualités requises, peut, à ce sujet, produire dans le même délai de quinze jours, au bureau du greffier, une plainte par écrit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 134.

**5391.** Le conseil, en procédant à l'examen, vérifie en premier lieu l'exactitude et la régularité de l'opération pour la formation de la liste et en dresse procès-verbal, puis prend en considération toutes les plaintes écrites faites au sujet de cette liste, et entend toutes les parties intéressées et leur preuve sous serment, si besoin est.

Par sa décision sur chaque plainte, le conseil peut confirmer ou corriger la liste ; puis, s'il y a lieu, il redivise la liste en conséquence, suivant les arrondissements de votation, en conservant l'ordre alphabétique des électeurs compris en ic eux. 3 Ed. VII, c. 58, s. 135.

**5392.** Si, sur preuve suffisante, le conseil est d'avis qu'une propriété a été louée ou a été cédée ou transportée en vertu d'un titre quelconque, dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il doit, sur plainte écrite à cet effet et sur preuve sous serment prêté devant le maire ou le greffier, biffer de la liste le nom de cette personne. 3 Ed. VII, c. 38, s. 136.

**5393.** En tout temps avant l'entrée en vigueur de la liste, le conseil peut corriger les erreurs de copiste dans les noms des électeurs ou dans les autres indications qui apparaissent sur la liste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 137.

**5394.** Toute insertion, rature ou correction faite sur la liste en vertu des articles 5391, 5392 et 5393, doit être authentiquée par les initiales du président du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 138.

**5395.** La liste des électeurs entre en vigueur à l'expiration des trente jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, des trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 5379, et reste en vigueur jusqu'au mois de janvier suivant son entrée en vigueur ; et,

ultérieurement, dans tous les cas, jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit faite et mise en vigueur en vertu du présent chapitre.

Durée de la liste s'il y a appel.

Nonobstant l'appel au juge de la Cour supérieure, ou au magistrat de district pour les districts où il n'y a pas de juge de la Cour supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie de la liste reste en vigueur jusqu'à la décision finale du tribunal saisi de la requête en appel. 3 Ed. VII, c. 38, s. 139.

Valeur de la liste.

**5396.** Sauf, néanmoins, toute correction faite en vertu de l'article 5405, toute liste des électeurs ainsi mise en vigueur, lors même que le rôle d'évaluation et le rôle de perception des taxes qui ont servi de base seraient défectueux ou seraient cassés ou annulés, est, durant le temps qu'elle reste en vigueur, censée être la seule liste exacte des électeurs dans la division territoriale à laquelle elle se rapporte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 140.

Si la liste pour un quartier est annulée.

**5397.** L'annulation de la partie de la liste se rapportant à un quartier pour quelque raison que ce soit, n'a pas pour effet d'invalider les autres parties de la liste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 141.

Certificat du greffier.

**5398.** Aussitôt que la liste des électeurs est devenue en vigueur, il est du devoir du greffier d'inscrire à la fin de cette liste le certificat décrit dans la formule D. 3 Ed. VII, c. 38, s. 142.

Erreurs de forme n'invalident pas la liste.

**5399.** Aucune erreur de forme dans la préparation, confection, revision et mise en vigueur de la liste n'a pour effet d'invalider telle liste, à moins qu'il n'en résulte une injustice réelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 143.

Liste conservée aux archives.

**5400.** La liste des électeurs doit être conservée dans les archives de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 144.

#### § 4.—*De l'appel au juge*

Appel des décisions du conseil.

**5401.** Au moyen d'une requête dans laquelle sont brièvement exposés les motifs d'appel, tout électeur municipal de la municipalité peut, dans les quinze jours, appeler de toute décision du conseil confirmant, corrigeant ou amendant la liste, au juge de la Cour supérieure pour le district, à la Cour de circuit de district ou à la Cour de circuit de comté.

Cautionnement.

La partie intimée peut, dans tout tel appel, obtenir la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie appelante ait, à la discrétion du tribunal ou du juge, fourni le cautionne-



ment qui est jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier de la cour la somme déterminée par le tribunal ou le juge pour payer les frais de cet appel. 3 Ed. VII, c. 38, s. 145.

**5402.** Dans tout district où il n'y a pas de juge de la Cour supérieure résidant, l'appel peut être porté devant le magistrat de district pour ce district, de la même manière et avec le même effet que devant le juge de la Cour supérieure. 3 Ed. VII, c. 38, s. 146.

**5403.** Si, dans le temps prescrit, le conseil a négligé ou refusé de prendre en considération une plainte produite en temps convenable, toute personne peut en appeler à tel juge de la manière et dans le délai de quinze jours à compter de l'expiration des trente jours mentionnés dans l'article 5387. 3 Ed. VII, c. 38, s. 147.

**5404.** Une copie de la requête en appel est signifiée au greffier de la municipalité, lequel en donne aussitôt un avis spécial au maire et un avis spécial aux parties intéressées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 148.

**5405.** Au jour et au lieu par lui fixés, le juge de la Cour supérieure a plein pouvoir et autorité d'entendre et de décider cet appel d'une manière sommaire, et doit procéder de jour en jour, en terme ou en vacances.

Cet appel a préséance sur les autres causes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 149.

**5406.** Le juge peut ordonner qu'avis ultérieur soit donné à chacune des parties en cause, assigner devant lui et inter-roger, sous serment ou affirmation, toute partie ou tout témoin, et exiger la production de tout document, papier ou chose.

Il peut *ex officio* ordonner de rectifier toute erreur apparente ou irrégularité de forme qui peut s'y trouver, et donner tout ordre de manière que la loi, à ce sujet, ait son plein et entier effet.

Il a, pour ces fins, tous les pouvoirs conférés à la Cour supérieure relativement aux affaires pendantes devant elle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 150.

**5407.** Nulle procédure sur tel appel ne doit être annulée pour défaut de forme. 3 Ed. VII, c. 38, s. 151.

**5408.** Les frais de l'appel sont taxés à la discrétion du juge pour ou contre celle des parties qu'il croit juste, même contre la municipalité, et sont recouvrables sur un bref d'exé-

cution émis en la forme ordinaire, pourvu que les dits frais n'excèdent pas les frais d'une cause de la Cour de circuit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 152.

Décision. **5409.** La décision du juge est finale. 3 Ed. VII, c. 38, s. 153.

Correction de la liste. **5410.** Le greffier doit corriger la liste des électeurs en sa possession, conformément à la décision du tribunal, aussitôt après qu'une copie authentique lui en a été signifiée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 154.

### § 5.—*Dispositions diverses*

Liste fournie à tout contribuable sur paiement de l'honoraire. **5411.** Le greffier est tenu de fournir, à tout contribuable en faisant la demande, une copie ou un extrait de la liste électorale de l'année, et a droit d'exiger un honoraire de dix centins pour chaque cent mots de telle copie ou de tel extrait, sur dépôt par le requérant du montant nécessaire pour le payer. 3 Ed. VII, c. 38, s. 155.

Pénalité contre le greffier pour fausses insertions, etc. **5412.** Tout greffier qui, sciemment, a fait quelque insertion ou omission n'apparaissant pas dans l'original de la liste, dans une copie ou un extrait fourni et certifié par lui, devient passible d'une amende n'excédant pas cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois. 3 Ed. VII, c. 38, s. 156.

## SECTION V

### DES ÉLECTIONS

#### § 1.—*De l'époque des élections*

Epoque des élections générales. **5413.** L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février, conformément aux dispositions ci-après. 3 Ed. VII, c. 38, s. 157.

#### § 2.—*Des officiers d'élection*

Officier-rapporteur. **5414.** Le greffier de la municipalité agit comme officier-rapporteur pour toute élection qui se fait en vertu du présent chapitre, et, dans l'application des différents articles se rapportant aux élections qui se font en vertu du présent chapitre, les mots "officier-rapporteur" signifient le greffier de la municipalité.

Refus ou incapacité du **5415.** Chaque fois que le greffier refuse, ou qu'il lui est interdit, ou qu'il est incapable d'agir comme officier-rapporteur avant

la nomination du secrétaire d'élection en vertu de l'article 5415, le maire doit, par commission sous sa signature, nommer l'officier-rapporteur une personne compétente. 3 Ed. VII, c. 38, s. 158.

**5415.** Dix jours au moins avant le vingtième jour de janvier, à midi, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection, et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 159.

**5416.** Le secrétaire d'élection doit, avant d'agir comme tel, prêter le serment d'office suivant la formule F. VII, c. 38, s. 160.

**5417.** Le secrétaire d'élection doit aider l'officier-rapporteur dans l'accomplissement de ses devoirs, et le remplacer chaque fois que celui-ci refuse, ou qu'il lui est interdit, ou qu'il est incapable de remplir ses fonctions, et qu'il n'a pas été remplacé par un autre.

Au cas du remplacement d'un officier-rapporteur, le secrétaire d'élection continue en charge, à moins d'être remplacé par un autre, à la discrétion du nouvel officier-rapporteur, de la manière ci-dessus prescrite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 161.

**5418.** Tout officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation qui refuse ou néglige d'accomplir quelque-une des obligations ou formalités requises de lui par le présent chapitre, encourt, pour chaque tel refus ou négligence, en sus du montant de tous dommages réellement occasionnés, une amende n'excédant pas cinq cents piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 162.

### § 3.—De l'avis de l'élection par l'officier-rapporteur

**5419.** Huit jours au moins avant le vingtième jour de janvier dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule G, sous sa signature, désignant :

a. le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats ;

b. le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire ;

c. la nomination du secrétaire d'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 163.

Lieu de la  
présentation  
des candi-  
dats.

**5420.** L'endroit désigné pour la présentation des candidats doit être l'hôtel de ville, le bureau du conseil municipal ou quelque édifice public ou particulier, dans la partie la plus centrale ou la plus commode pour la majorité des électeurs de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 164.

§ 4.—*De la présentation des candidats*

Date de la  
présenta-  
tion.

**5421.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le vingt janvier, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures. 3 Ed. VII, c. 38, s. 165.

Mode de la  
présenta-  
tion.

**5422.** 1. Dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur de la municipalité, peuvent présenter un candidat à la charge de maire, et dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale de la municipalité pour le quartier pour lequel l'élection a lieu, peuvent présenter un candidat à la charge d'échevin pour ce quartier, en signant, dans l'un et l'autre cas, un bulletin de présentation, selon la formule II s'il s'agit du maire, et selon la formule I s'il s'agit d'un échevin, portant les nom et prénoms, la résidence et la profession ou l'occupation du candidat présenté de telle manière que l'identité de ce candidat puisse être suffisamment établie et en remettant ce bulletin de présentation à l'officier-rapporteur au jour, à l'heure et à l'endroit indiqués dans l'avis de l'officier-rapporteur publié conformément à l'article 5419, ou en le faisant remettre à l'officier-rapporteur ainsi qu'il est ci-après mentionné.

Marque de  
ceux qui ne  
savent pas  
écrire.  
Bulletins de  
présentation  
remis à l'offi-  
cier-rappor-  
teur.

2. La marque apposée sur le bulletin de présentation par un électeur qui ne sait pas écrire, est réputée la signature requise, suivant l'intention du présent chapitre.

3. Ces bulletins de présentation peuvent aussi être remis à l'officier-rapporteur à tout autre endroit, en tout autre temps entre la date de l'avis de l'officier-rapporteur publié conformément à l'article 5419 et le jour de la présentation, avec le même effet que s'ils étaient produits à l'époque et au lieu fixés pour la présentation ; et, à la clôture du délai fixé pour la présentation des candidats, l'officier-rapporteur doit délivrer à chaque candidat ou agent d'un candidat qui en fait la demande, une liste dûment certifiée des noms des différents candidats qui ont été présentés ; et tous les votes donnés à l'élection pour d'autres candidats que ceux ainsi présentés sont nuls. 3 Ed. VII, c. 38, s. 166.

**5423.** Sil y a plus d'un échevin par quartier, les charges d'échevin pour chacun des quartiers de la municipalité sont désignées par des numéros. 3 Ed. VII, c. 38, s. 167. Charges désignées par numéros.

**5424.** Le bulletin de présentation doit être accompagné du consentement écrit de la personne présentée (formules H, I,) sauf si cette personne est absente de la province; dans ce dernier cas, cette absence est mentionnée dans le bulletin de présentation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 168. Consentement du candidat.

**5425. 1.** La somme de cinquante piastres, en monnaie constituant offre légale ou en billets de toute banque légalement constituée et faisant des opérations en Canada, ou un chèque pour cette somme, tiré sur une banque de ce genre et accepté par elle, doit être déposé entre les mains de l'officier-rapporteur lorsque le bulletin de présentation lui est remis. Dépôt qui doit accompagner le bulletin.

**2.** Le reçu de l'officier-rapporteur est dans chaque cas une preuve suffisante de la production du bulletin de présentation, du consentement du candidat et du dépôt ci-dessus mentionné. Reçu de l'off.-rapp.

**3.** La somme ainsi déposée par un candidat est insaisissable et lui est restituée s'il est élu ou s'il reçoit un nombre de votes au moins égal au tiers du nombre des votes donnés en faveur du candidat élu; autrement, sauf dans le cas prévu par l'article 5433, elle appartient à la municipalité; et les sommes ainsi déposées et non restituées, tel que ci-dessus prescrit, sont appliquées par l'officier-rapporteur au paiement des frais de l'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 169. Application du dépôt.

**5426.** Il doit être produit en même temps que chaque bulletin de présentation : Documents qui accompagnent le bulletin de présentation.

**1.** Une déclaration du candidat ou d'une autre personne établissant sous serment que le candidat est sujet britannique et qu'il a le cens d'éligibilité requis, et contenant une description des biens immobiliers sur lesquels le cens d'éligibilité du candidat est basé;

**2.** Un certificat du greffier établissant la valeur des dits biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation en vigueur;

**3.** Un certificat du trésorier de la municipalité indiquant que le candidat ne doit rien à la municipalité pour taxes, ou taxe de l'eau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 170.

**5427. 1.** L'officier-rapporteur doit requérir la personne ou l'une ou plusieurs des personnes qui lui présentent ou remettent un bulletin de présentation, comme il est dit ci-dessus, de jurer devant lui qu'elle sait ou qu'elles savent que les différentes personnes qui l'ont signé ou y ont apposé leurs marques sont des électeurs ayant droit de vote, qu'elles l'ont Attestation du bulletin de présentation.

signé ou y ont apposé leurs marques en sa ou en leur présence, et que le consentement du candidat a été signé en sa ou leur présence, ou que la personne mise en candidature est absente de la province, selon le cas.

Forme du serment.

2. Ce serment peut être selon la formule J s'il s'agit de la charge du maire, et K s'il s'agit de la charge d'échevin, et le fait de sa prestation est consigné au verso du bulletin de présentation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 171.

Serment du candidat.

**5428.** Si le bulletin de présentation est remis par le candidat lui-même, l'officier-rapporteur doit le requérir de jurer devant lui que la signature apposée au bas du consentement produit est la sienne, ce qui est consigné à la suite ou au dos de tel bulletin ; et, dans ce cas, l'affidavit de nulle autre personne au sujet du consentement du candidat n'est requis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 172.

Validité du bulletin de présentation.

**5429.** Nul bulletin de présentation n'est valide et mis à effet par l'officier-rapporteur s'il n'est fait et remis d'après les formalités prescrites par les articles 5422 à 5428.

Déclaration de l'officier-rapporteur.

En l'acceptant et l'ayant examiné, l'officier-rapporteur doit déclarer sur-le-champ s'il le considère valide, et mettre sa déclaration à effet, en y inscrivant sous sa signature le mot "admis", ou le mot "rejeté", avec, en ce dernier cas, les motifs du rejet.

Nouveau bulletin.

Ce bulletin peut alors être corrigé ou être remplacé par un autre bulletin tant que le délai n'est pas expiré. 3 Ed. VII, c. 38, s. 173.

Proclamation des candidats qui n'ont pas de concurrent.

**5430.** Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à l'une ou à l'autre des dites charges de maire ou d'échevin, il n'y a que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour les dites charges, ces candidats se trouvent élus *ipso facto*, et il est du devoir de l'officier-rapporteur de proclamer immédiatement les candidats élus, et de donner avis public de telles élections pas plus tard que le lendemain. 3 Ed. VII, c. 38, s. 174.

Procès-verbal qui doit accompagner le rapport au conseil.

**5431.** Le rapport de l'officier-rapporteur au conseil municipal doit être accompagné d'un procès-verbal de ses opérations, dans lequel il mentionne toute candidature proposée et écartée pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 175.

Retraite des candidats.

**5432.** Tout candidat présenté peut se retirer en tout temps après sa présentation et avant la clôture du scrutin, en transmettant à l'officier-rapporteur une déclaration écrite à cet effet, signée par lui-même, et tous les votes donnés en faveur

du candidat qui s'est ainsi retiré sont nuls et non avenue ; et si, après cette retraite, il ne reste qu'un seul candidat, l'officier-rapporteur doit déclarer comme étant dûment élu le candidat restant sur les rangs, sans attendre le jour fixé pour la votation, ou la clôture du scrutin si la retraite en question est signifiée le jour de la votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 176.

**5433.** 1. Si un candidat meurt après avoir été mis en candidature et avant la clôture de la votation, l'officier-rapporteur est tenu de commencer de nouveau sans délai les procédures de cette élection, en donnant l'avis mentionné dans l'article 5419, et de fixer le jour de la présentation des candidats et celui de la votation avec un délai intermédiaire de dix jours.

2. Dans ce cas, le dépôt du candidat est remis à ses représentants personnels.

3. L'élection, dans le cas du présent article, doit être, d'ailleurs, conduite comme les autres élections régies par le présent chapitre.

4. Dans son rapport de l'élection, l'officier-rapporteur doit transmettre au conseil municipal un rapport spécial des causes qui ont ainsi occasionné l'ajournement de l'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 177.

**5434.** S'il y a plus que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour l'une des dites charges, il est du devoir de l'officier-rapporteur d'accorder le scrutin, pourvu que personne ne puisse être élu s'il n'a été préalablement mis en candidature comme susdit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 178.

#### § 5.—Des procédures entre la présentation et la votation

**5435.** Lorsque la votation est nécessaire, l'officier-rapporteur doit :

a. six jours au moins avant la votation, donner avis public qu'il y aura votation, en indiquant les noms, prénoms, résidences et professions des candidats présentés, selon l'ordre dans lequel le tout doit être imprimé sur les bulletins de vote ci-après mentionnés ; et l'époque et le lieu où l'officier-rapporteur additionnera le nombre des suffrages donnés en faveur des divers candidats. Ces avis sont conçus dans les termes de la formule L ;

b. nommer, par une commission sous sa signature, suivant la formule M, un sous-officier-rapporteur pour chaque arrondissement de votation lequel doit, avant d'agir comme tel, prêter le serment d'office suivant la formule N ;

c. fournir à chaque sous-officier-rapporteur un exemplaire de la liste des électeurs, s'il en existe, de l'arrondissement de

Devoirs de  
l'officier-rapporteur :  
Avis de la  
votation ;

Sous-officiers  
rapporteurs ;

Listes des  
électeurs ;

votation pour lequel il est nommé,—cet exemplaire de la liste des électeurs étant d'abord certifié conforme par lui,—et un exemplaire des instructions approuvées par le conseil municipal, qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter ; et un exemplaire de la partie du présent chapitre relative aux élections ;

**Boîtes de scrutin, etc.** d. remettre à chaque sous-officier-rapporteur deux jours au moins avant la votation, un blanc de cahier de votation, des formules de serment à faire prêter aux électeurs, des enveloppes, de la cire à cacheter et une boîte de scrutin, ainsi qu'un écran si c'est nécessaire ;

**Bulletins de vote ;** e. remettre à chaque sous-officier-rapporteur un nombre suffisant de bulletins de vote (qui tous doivent être de la même description et aussi semblables que possible), pour en fournir à tous les électeurs inscrits sur la liste de cet arrondissement de votation, et un certificat du nombre de ces bulletins de vote, ainsi que les instruments nécessaires pour que les dits électeurs puissent marquer leurs bulletins ;

**Instructions aux votants ;** f. remettre à chaque sous-officier-rapporteur au moins dix exemplaires imprimés, suivant la formule O, des instructions qui doivent guider les électeurs venant voter, lesquelles instructions imprimées le sous-officier-rapporteur doit faire afficher, avant ou à l'ouverture du bureau, le jour de la votation, dans quelques endroits apparents en dehors du bureau de votation, de même que dans chaque compartiment du bureau ; et

**Liste des sous-officiers-rapporteurs.** g. fournir à chaque candidat, au moins deux jours avant la date fixée pour la votation, une liste de tous les sous-officiers-rapporteurs chargés d'agir à cette élection, avec le nom ou le numéro du bureau de votation où chacun d'eux doit agir. 3 Ed. VII, c. 38, s. 180.

**Nouvelle liste au cas de perte de la 1<sup>ère</sup>.** **5436.** Si la liste, ou copie d'icelle ou l'extrait, en la possession d'un sous-officier-rapporteur, a été perdu ou détruit, l'officier-rapporteur doit veiller à ce qu'une autre liste, ou copie certifiée d'icelle ou un autre extrait certifié lui soit fourni. 3 Ed. VII, c. 38, s. 181.

**Bureaux de votation.** **5437.** L'officier-rapporteur doit établir un bureau de votation dans chaque arrondissement de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 182.

**Place des bureaux de votation.** **5438.** Les bureaux de votation sont établis à des places centrales et commodes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 183.

**Nomination d'un greffier de votation.** **5439.** 1. Chaque sous-officier-rapporteur doit nommer immédiatement, par commission sous son seing, suivant la formule P, un greffier de bureau de votation qui, avant d'agir comme tel, est tenu de prêter serment suivant la formule Q.



2. Chaque sous-officier-rapporteur doit, s'il est possible, Renseignements fournis. fournir à l'officier-rapporteur, pas plus tard qu'à neuf heures du matin la veille du jour fixé pour la votation, le nom et l'occupation de ce greffier de bureau de votation ; et l'officier-rapporteur doit, pas plus tard qu'à midi la veille du jour fixé pour la votation, afficher dans son bureau une liste des sous-officiers-rapporteurs et greffiers de bureau de votation, avec l'occupation, indiquant le bureau où chacun doit agir, et permettre libre accès à cette liste et fournir toute facilité pour la consulter, à tous candidats ou électeurs, jusqu'à six heures au moins de l'après-midi du même jour. 3 Ed. VII, c. 38, s. 184.

**5440.** Le greffier du bureau de votation est obligé d'as- Devoirs des sister dans l'exécution de ses devoirs le sous-officier-rapporteur greffiers de nommé pour tenir le bureau de votation pour lequel il a été bureau de nommé, de lui aider et d'obéir à ses ordres. 3 Ed. VII, c. votation. 38, s. 185.

**5441.** Si le greffier du bureau de votation meurt, est Nouveaux dans l'impossibilité d'agir ou néglige de remplir les devoirs greffiers de de sa charge, le sous-officier-rapporteur doit nommer une bureau de autre personne compétente pour agir comme greffier du votation. bureau de votation, lequel prête le serment requis par l'article 5439. 3 Ed. VII, c. 38, s. 186.

**5442.** 1. Si un sous-officier-rapporteur meurt, refuse ou Devoir du est dans l'impossibilité d'agir, l'officier-rapporteur doit nom- greffier au mer une autre personne pour agir à sa place, comme sous- cas de décès du sous-offi- officier-rapporteur ; et, si cette nomination n'est pas faite, le rapporteur. greffier du bureau de votation doit agir comme sous-officier-rapporteur sans prêter d'autre serment d'office.

2. Lorsque le greffier du bureau de votation agit comme Nouveau sous-officier-rapporteur, il doit, par une commission rédigée greffier de suivant la formule R, nommer un greffier pour agir à sa bureau de place, lequel prête le serment requis par l'article 5439. 3 Ed. votation en ce cas. VII, c. 38, s. 187.

**5443.** L'officier-rapporteur peut faire faire les boîtes de Boîtes de scrutin qui sont nécessaires. 3 Ed. VII, c. 38, s. 188. scrutin.

**5444.** Lorsque l'officier-rapporteur n'a pas fourni au Le sous-off.- sous-officier-rapporteur d'un arrondissement de votation la rapp. doit boîte du scrutin et l'écran, ou l'un ou l'autre, dans le délai faire faire des boîtes en prescrit par le présent chapitre, ou que l'un ou l'autre ou les certains cas. deux ont été enlevés ou perdus, le sous-officier-rapporteur doit en faire faire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 189.

**Mode de construction des boîtes de scrutin.** **5445.** Les boîtes de scrutin sont construites de matériaux solides, avec serrure et clef, et il y est ménagé une ouverture étroite sur le dessus, pratiquée de manière que les bulletins puissent y être introduits, mais n'en puissent être retirés sans ouvrir la boîte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 190.

**Forme des bulletins de vote.** **5446.** 1. Le bulletin de chaque électeur est un papier imprimé, appelé bulletin de vote, sur lequel les noms des candidats, inscrits alphabétiquement suivant l'ordre de leurs noms de famille, doivent être imprimés exactement comme ils sont portés dans le bulletin de présentation; et le bulletin de vote est aussi muni d'un talon avec ligne perforée entre le bulletin et le talon, le tout suivant la formule S.

**Papier à employer.** 2. Le bulletin de vote doit être imprimé sur bon papier à écrire.

**Nom de l'imprimeur.** 3. Les bulletins de vote portent le nom de l'imprimeur qui en fait l'impression.

**Affidavit de l'imprimeur.** 4. En délivrant les bulletins de vote à l'officier-rapporteur, l'imprimeur doit lui remettre un affidavit énonçant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de ces bulletins fournis à cet officier-rapporteur et le fait que nul autre bulletin n'a été fourni par lui à qui que ce soit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 191.

**Bulletins à employer dans le cas de démission d'un candidat.** **5447.** S'il arrive qu'un candidat se désiste de sa candidature, mais trop tard pour pouvoir faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, et qu'il soit procédé à la votation pour d'autres candidats, le sous-officier-rapporteur se sert des bulletins en mains après avoir biffé visiblement et uniformément, par une barre en encre, le nom du candidat mis hors des rangs, et ces bulletins servent à toutes fins pour l'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 192.

**Propriété des boîtes, etc.** **5448.** La propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des enveloppes et des instruments servant à marquer les bulletins fournis ou employés pour une élection, est attribuée à la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 193.

## § 6.—De la votation

**Lieu de la votation.** **5449.** La votation doit se faire dans chaque arrondissement de votation, dans une salle ou un bâtiment d'un accès facile, ayant une porte extérieure pour l'admission des électeurs, et, si c'est possible, une autre porte par laquelle ils peuvent sortir après avoir voté; et un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle et installés de manière que chaque votant puisse être caché à la vue et marquer son bulletin de vote sans intervention ou interrup-

**Compartiments.**

tion de la part de qui que ce soit ; et il doit y être installé une table ou un pupitre à surface dure et unie, afin que l'électeur puisse y marquer son bulletin ; et un crayon de mine noire convenable doit être fourni et convenablement aiguisé durant tout le temps de la votation, pour l'usage des votants en marquant leurs bulletins. 3 Ed. VII, c. 38, s. 194.

**5450.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à sept heures de l'avant-midi et rester ouverts jusqu'à cinq heures de l'après-midi du même jour ; et chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau ; mais depuis sept heures jusqu'à neuf heures, les ouvriers, artisans et employés des manufactures ont la préséance pour déposer leur vote. 3 Ed. VII, c. 38, s. 195.

**5451.** En sus du sous-officier-rapporteur et du greffier du bureau de votation, les candidats et leurs agents (qui ne doivent pas être au nombre de plus de deux pour chaque candidat dans chaque bureau), ou, à défaut de ces agents, deux électeurs pour représenter chaque candidat, sur demande de ces électeurs, et nul autre, sont admis à se tenir dans la salle où se donnent les votes, pendant le temps que le bureau reste ouvert.

Tout agent porteur d'une autorisation par écrit du candidat a toujours le droit de représenter ce candidat de préférence à et à l'exclusion de deux électeurs quelconques, qui pourraient d'ailleurs réclamer le droit de représenter ce candidat en vertu du présent article. 3 Ed. VII, c. 38, s. 196.

**5452.** Toute personne qui présente à l'officier-rapporteur ou au sous-officier-rapporteur, en aucun temps, une autorisation écrite d'un candidat pour le représenter à l'élection ou à quelque opération de l'élection, est réputée l'agent de ce candidat suivant l'intention du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 197.

**5453.** Lorsque, dans la partie du présent chapitre relative aux élections, des expressions sont employées prescrivant ou autorisant de faire quelque chose, ou impliquant que quelque chose doit être fait en présence des agents des candidats, ces expressions sont réputées s'appliquer à la présence de tels agents des candidats qui sont autorisés à être présents et qui seront de fait présents aux temps et lieu où la chose est faite ; et l'absence des agents ou de l'agent en ces temps et lieu n'a

pas pour effet, si la chose est d'ailleurs régulière, d'invalider en quoi que ce soit l'acte accompli ou la chose faite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 198.

Pouvoir du candidat d'agir à la place d'un agent.

**5454.** Un candidat peut lui-même remplir les fonctions que quelqu'un de ses agents, s'il en eût nommé, aurait pu remplir, ou peut aider son agent dans l'accomplissement de ces fonctions, et peut être présent à tout endroit où son agent est, en vertu de la partie du présent chapitre relative aux élections, autorisé à être présent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 199.

Inhabilité à agir comme agent.

**5455.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur d'une municipalité, et tout associé, clerc et commis de l'un ou de l'autre, qui agit comme agent d'un candidat dans l'organisation ou la conduite de son élection pour cette municipalité, est coupable d'une offense poursuivable sommairement et est passible d'une amende de deux cents piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 200.

Serment de garder le secret du vote.

**5456.** L'un des agents de chaque candidat, et, en l'absence de cet agent, l'un des électeurs représentant chaque candidat, s'il se trouve pareil électeur, en étant admis au bureau de votation, doit prêter serment selon la formule T de garder le secret sur les noms des candidats en faveur desquels les électeurs marqueront leurs bulletins de vote en sa présence ainsi que ci-dessous prescrit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 201.

Inspection des bulletins, etc., avant l'ouverture de la votation.

**5457.** Les agents et électeurs autorisés à être présents dans la salle du bureau de votation pendant les heures de votation, ont le droit de faire soigneusement compter en leur présence les bulletins de vote destinés à servir à l'élection, avant l'ouverture du bureau, et ils ont droit d'examiner ces bulletins et tous autres papiers, formules et documents se rattachant à la votation; pourvu que ces agents ou électeurs soient présents au moins un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture du bureau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 202.

Où votent les officiers et agents employés à la votation.

**5458.** 1. L'officier-rapporteur, à la demande d'un électeur ayant droit de vote à l'un des bureaux de votation, qui a été nommé sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent de l'un des candidats pour un arrondissement de votation autre que celui dans lequel il a droit de vote, doit donner à cet électeur un certificat déclarant que ce sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent a droit de voter à cette élection au bureau dans lequel cet électeur est stationné pendant le jour de la votation; et, sur présentation de ce certificat, ce sous-officier-rapporteur, greffier du bureau de votation ou agent a le droit de voter au

bureau où il est placé pendant le jour de la votation, au lieu de voter au bureau de l'arrondissement où autrement il aurait eu le droit de le faire ; mais nul certificat ne donne droit à un électeur de voter à ce bureau de votation s'il n'est pas réellement employé comme sous-officier-rapporteur, greffier ou agent pendant le scrutin ; mais pas plus de deux agents d'aucun candidat n'ont le droit de voter à un même bureau de votation en vertu de ces certificats.

2. L'officier-rapporteur ne peut délivrer de certificats que pour deux agents au plus pour chaque candidat dans chaque arrondissement de votation. Limitation du nombre de certificats.

3. Tout individu nommé sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent, et réclamant le droit de voter en vertu de ce certificat, doit, s'il en est requis, avant de voter, prêter serment suivant la formule U. Serment pour voter en certains cas.

4. Ce serment est remis, avec le certificat correspondant de l'officier-rapporteur, au sous-officier-rapporteur chargé du bureau de votation où celui qui l'a prêté a voté. Serment remis au sous-offi.-rapp. 3 Ed. VII, c. 38, s. 203.

**5459.** A l'heure fixée pour le commencement de la votation, le sous-officier-rapporteur et le greffier doivent, en présence des candidats, de leurs agents et des électeurs présents, ouvrir la boîte du scrutin et constater qu'elle ne renferme ni bulletin de vote ni aucun autre papier, après quoi la boîte est fermée à clef, et le sous-officier-rapporteur en garde la clef. Ouverture de la boîte de scrutin. 3 Ed. VII, c. 38, s. 204.

**5460.** Immédiatement après que la boîte de scrutin a été fermée comme susdit, le sous-officier-rapporteur invite, à sept heures précises, les électeurs à voter. Appel des électeurs.

Le sous-officier-rapporteur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur ou aux abords du bureau. Facilité à donner aux votants. 3 Ed. VII, c. 38, s. 205.

**5461.** 1. Pas plus d'un électeur pour chaque compartiment ne doit entrer en aucun temps dans la salle où se tient le scrutin, et, en y entrant, chaque électeur décline son nom et sa profession ou occupation, détails qui sont inscrits par le greffier du bureau de votation dans un cahier de votation, en mettant un numéro avant le nom. Règle à suivre lors de la votation.

2. Le cahier de votation est tenu suivant la formule V. Cahier de votation.

3. Si le nom de l'électeur se trouve sur la liste des électeurs, pour l'arrondissement de votation de ce bureau, il a droit de voter. Si le nom est sur la liste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 206.

Serment du  
votant.

**5462.** Tout électeur qui se présente pour voter doit, avant de recevoir son bulletin de vote, s'il en est requis par le sous-officier-rapporteur, le greffier du bureau de votation, l'un des candidats ou de leurs agents, ou quelque électeur présent, prêter le serment ou affirmation suivant et répondre sous tel serment ou affirmation, affirmativement aux questions numéros 1, 2 et 4, et, s'il s'agit de l'élection du maire, négativement aux questions numéros 3, 5, 7, 8, 9 et 10, et, s'il s'agit de l'élection d'un échevin, négativement aux questions numéros 3, 6, 7, 8, 9 et 10, de la formule suivante :

#### FORMULE DU SERMENT OU DE L'AFFIRMATION

Formule du  
serment.

“ Vous jurez (ou affirmez, *suivant le cas*) de répondre la vérité et rien autre chose que la vérité aux questions qui vont vous être faites. Ainsi, que Dieu vous soit en aide.

1. Etes-vous la personne désignée ou que l'on entend désigner par le nom inscrit comme suit (*nom de l'électeur inscrit sur la liste*), sur la liste des électeurs pour cet arrondissement de votation ?

2. Etes-vous sujet de Sa Majesté ?

3. Etes-vous naturalisé dans un autre pays ou y avez-vous prêté le serment d'allégeance ?

4. Avez-vous vingt et un ans accomplis ?

5. Avez-vous déjà voté aujourd'hui à cette élection pour maire, à ce bureau de votation ou à quelque autre dans la municipalité ?

6. Avez-vous déjà voté aujourd'hui à cette élection pour échevin, à ce bureau de votation ou à quelque autre dans ce quartier ?

7. Quelque promesse vous a-t-elle été faite à vous ou à votre femme, ou à quelqu'un de vos parents ou de vos amis, ou à quelque autre pour vous engager à voter ou à ne pas voter à cette élection ?

8. Avez-vous reçu quelque chose, soit par vous-même, soit par votre femme, soit par quelque membre de votre famille, soit de quelque autre manière, pour vous engager à voter, ou à ne pas voter à cette élection, ou relativement à votre vote à la présente élection ?

9. Agissez-vous, avez-vous agi ou devez-vous agir dans l'intérêt de l'un des candidats à la présente élection, soit comme agent, commissionnaire, employé, charretier ou cabaleur payé, en vue de recevoir quelque chose pour votre peine et d'être par là influencé dans votre manière de voter ?

10. Avez-vous commis une ou participé à quelque manœuvre frauduleuse vous rendant inhabile à voter à cette élection ? ” 3 Ed. VII, c. 38, s. 207.

**5463.** La personne qui requiert le serment peut déclarer qu'elle entend que l'une ou quelques-unes seulement des questions mentionnées dans la formule ci-dessus soient posées à l'électeur, et, dans ce cas, le sous-officier-rapporteur ne pose que celle ou celles des questions ainsi désignées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 208.

Une ou plusieurs questions peuvent être posées.

**5464.** Il ne doit pas être donné de bulletin de vote à un électeur qui a refusé de prêter le serment ou l'affirmation mentionnés dans l'article 5462 ou l'article 5463, s'il en a été requis, ou qui, l'ayant prêté, n'a pas répondu ainsi que prescrit par ces articles. 3 Ed. VII, c. 38, s. 209.

Refus de prêter serment.

**5465.** Chaque fois qu'il a lieu de savoir ou de croire qu'une personne offrant de voter a déjà voté à l'élection et se présente pour voter de nouveau, ou que cette personne offre de voter sous un faux nom ou une désignation fausse, ou se représente faussement comme étant inscrite sur la liste des électeurs, le sous-officier-rapporteur, qu'il en soit ou non requis, doit administrer à cette personne le serment ou l'affirmation autorisés par la loi, sous peine d'être coupable d'une offense poursuivable sommairement et d'être passible d'une amende de deux cents piastres ; et, dans ce cas, il fait mention de cette formalité en ajoutant après le mot : " *assermenté* " ou " *affirmé* " (selon le cas) ceux-ci : " *en vertu de l'article 5465 des Statuts refondus de Québec, 1909* ". 3 Ed. VII, c. 38, s. 210.

Serment requis par le sous-officier-rapporteur.

**5466.** Les votes sont donnés au scrutin secret, et chaque électeur ayant droit de vote reçoit du sous-officier-rapporteur un bulletin de vote sur le verso duquel le sous-officier-rapporteur a préalablement apposé ses initiales, de manière qu'elles puissent être vues sans ouvrir le bulletin de vote lorsqu'il sera plié, et sur le verso du talon duquel il a apposé un numéro correspondant à celui qui est apposé en regard du nom de l'électeur dans le cahier de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 211.

Initiales du sous-off.-rap. apposées aux bulletins.

**5467.** Le sous-officier-rapporteur doit indiquer à l'électeur comment et où apposer sa marque, et comment plier son bulletin, mais sans lui demander ni regarder pour qui il a l'intention de voter, sauf dans les cas prévus par l'article 5471. 3 Ed. VII, c. 38, s. 212.

Renseignements aux votants.

**5468.** L'électeur, en recevant le bulletin de vote, se rend immédiatement dans l'un des compartiments du bureau de votation et y marque son bulletin, en faisant une croix avec un crayon de mine noire dans l'espace blanc contenant le nom du candidat en faveur duquel il veut voter ; après quoi

Manière de voter.

il plie le bulletin de manière que les initiales, à son verso, et le numéro, sur le talon, puissent être vus sans l'ouvrir, et il le remet au sous-officier-rapporteur qui, sans le déplier, constate par l'examen de ses initiales et du numéro inscrit sur le talon, que c'est bien le même bulletin qu'il a fourni à l'électeur, et qui, à la vue de tous ceux qui sont présents, y compris le votant, détache le talon et le détruit et dépose le bulletin dans la boîte du scrutin, laquelle est placée sur la table, de manière à être bien à la vue des personnes présentes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 213.

Bulletins  
maculés.

**5469.** Un électeur qui a, par inadvertance, marqué, maculé ou déchiré le bulletin qui lui a été remis, de manière qu'il ne puisse convenablement servir, obtient, en le rendant au sous-officier-rapporteur qui doit le marquer nul, un autre bulletin de vote pour le remplacer. 3 Ed. VII, c. 38, s. 214.

Vote offert  
après un  
premier vote  
sous le même  
nom.

**5470.** Si quelqu'un se présente comme étant un électeur dont le nom figure sur la liste, et demande un bulletin de vote après qu'un autre a voté comme étant cet électeur, il a, après avoir prêté serment suivant la formule W, et après avoir autrement établi son identité à la satisfaction du sous-officier-rapporteur, droit de recevoir un bulletin de vote sur lequel le sous-officier-rapporteur doit mettre son paraphe, et il a alors droit de voter comme tout autre électeur.

Entrées au  
cahier.

Il est fait mention au cahier de votation du fait que ce votant a voté sur un second bulletin délivré sous le même nom, et qu'il a, sur demande, prêté le serment ou l'affirmation mentionnés dans les articles 5462 ou 5463, ainsi que des objections faites à ce vote au nom de quelqu'un des candidats, avec indication du nom de ce candidat. 3 Ed. VII, c. 38, s. 215.

Devoir du  
sous-officier-  
rapporteur si  
un électeur  
ne peut mar-  
quer son  
bulletin.

**5471.** 1. Le sous-officier-rapporteur, à la demande de tout électeur illettré ou incapable, pour cause de cécité ou autre infirmité physique, de voter de la manière prescrite par la partie du présent chapitre relative aux élections, doit aider cet électeur en lui marquant son bulletin de la manière que lui prescrit l'électeur, en la présence des agents assermentés des candidats, ou des électeurs assermentés qui les représentent dans le bureau de votation, mais d'aucune autre personne, et en déposant ce bulletin dans la boîte du scrutin ; et le sous-officier-rapporteur doit exiger du votant qui lui fait cette demande, avant qu'il vote, qu'il fasse serment de son incapacité à voter sans cette aide, selon la formule X.

Interprète  
assermenté  
en certains  
cas.

2. Si le sous-officier-rapporteur ne comprend pas la langue d'un électeur qui se présente pour voter, il doit assermenter un interprète qui sert de moyen de communication entre lui



et l'électeur au sujet de tout ce qui peut être nécessaire pour permettre à cet électeur de voter ; et, si l'on ne peut trouver d'interprète, il n'est pas permis à cet électeur de voter.

3. Le sous-officier-rapporteur inscrit dans le cahier de vota- Entrée au cahier de tion, en regard des noms des votants dont les bulletins de votation. vote ont été ainsi marqués, en sus de ce qui est requis par l'article 5474, la raison pour laquelle ce bulletin a été marqué par lui. 3 Ed. VII, c. 38, s. 216.

**5472.** Chaque électeur doit voter sans retard inutile, et Diligence à sortir du bureau de votation aussitôt que son bulletin de voter. vote a été déposé dans la boîte de scrutin. Il doit être congédié sans voter s'il retarde indûment de le faire, et son bulletin est mis parmi ceux à écarter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 217.

**5473.** Nul ne peut voter plus d'une fois à la même élec- Limitation tion, dans la même municipalité pour l'élection du maire, et du droit de dans le même quartier pour l'élection d'un même échevin. voter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 218.

**5474.** Le greffier doit inscrire dans le cahier de votation Inscriptions tenu par lui, comme il est dit ci-dessus, en regard du nom de au cahier de chaque électeur qui vote, le mot "*Voté*", aussitôt que son votation. bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin, et il inscrit aussi, dans le même cahier, les mots "*Assermenté*" ou "*Affirmé*", en regard du nom de chaque électeur qui aura prêté le serment ou l'affirmation, et les mots "*Refusé de jurer*," ou "*Refusé d'affirmer*," ou "*Refusé de répondre*," en regard du nom de chaque électeur qui aura refusé de prêter serment ou d'affirmer, lorsqu'il en aura été légalement requis, ou de répondre aux questions qui lui auront été légalement posées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 219.

**5475.** Toute personne qui—

*a.* contrefait, ou frauduleusement altère, efface ou détruit Contraven- quelque bulletin de vote ou le paraphe du sous officier-rap- tions. porteur qui y est apposé ; ou—

*b.* fournit sans autorisation quelque bulletin de vote à qui que ce soit ; ou—

*c.* dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin quelque papier autre que le bulletin que la loi l'autorise à y déposer ; ou—

*d.* emporte frauduleusement d'un bureau de votation quelque bulletin de vote ; ou—

*e.* sans autorisation, détruit, prend, ouvre ou manipule autrement quelque boîte de scrutin ou quelque paquet de bulletins alors en usage dans les opérations électorales ; ou—

*f.* étant sous-officier-rapporteur, frauduleusement appose, autrement que ne l'autorise la loi, ses initiales sur le verso

de quelque papier comportant être ou pouvant être employé comme bulletin de vote à une élection ; ou—

g. dans une intention frauduleuse, imprime quelque bulletin de vote ou ce qui paraît être un bulletin de vote ou peut être employé comme tel à une élection ; ou—

h. étant autorisée par l'officier-rapporteur à imprimer les bulletins de vote pour une élection, en imprime, dans une intention frauduleuse, plus qu'elle n'est autorisée d'en imprimer ; ou—

i. tente de commettre quelqu'une des infractions spécifiées au présent article,—

Pénalité.

est coupable d'une offense poursuivable sommairement et est passible, si c'est un officier-rapporteur, sous-officier-rapporteur ou autre officier employé aux opérations de l'élection, d'une amende d'au plus cinq cents piastres et d'au moins cent piastres, et d'un emprisonnement d'au plus un an et d'au moins deux mois, avec ou sans travail forcé, à défaut de paiement de l'amende,—et, si c'est une autre personne, d'une amende de vingt-cinq piastres à deux cents piastres, et d'un emprisonnement d'un à six mois avec ou sans travail forcé, à défaut de paiement de l'amende. 3 Ed. VII, c. 38, s. 220.

Dispense de comparaître comme témoin le jour de la votation.

**5476.** Nul électeur, assigné comme témoin devant un juge ou un tribunal quelconque dans la province, n'est tenu de comparaître ni d'être présent devant ce juge ou ce tribunal, le jour de la votation dans un quartier où il a droit de voter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 221.

Devoir des maîtres et patrons de donner temps raisonnable à leurs employés pour voter.

**5477.** Les maîtres et les patrons et tous autres qui ont sous eux des employés qui sont électeurs et qui habitent la municipalité où ils sont inscrits, sont tenus de donner, sans molestation et sans indemnité, à ces électeurs un temps raisonnable pour aller déposer leur vote, sous peine, pour chaque refus, d'être coupables d'une offense poursuivable sommairement et d'être passibles d'une amende de cent piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 222.

Procédure à suivre si l'élection n'a pu avoir lieu par suite de force majeure, etc.

**5478.** S'il arrive que, par accident ou par suite d'une cause majeure, rixe, enlèvement de document ou autre cause de même nature, la présentation n'ait pu être faite, ou si la votation n'a pu commencer à l'heure fixée, ou a été interrompue par des causes semblables avant de pouvoir être terminée, l'officier-rapporteur et le sous-officier-rapporteur, chacun en ce qui le concerne, doivent remettre au jour suivant pour recommencer l'opération, et de jour en jour, si c'est nécessaire, jusqu'à ce que la présentation des candidats ait pu avoir lieu librement ; et, dans le cas de votation, elle est reprise en commençant à sept heures du matin jusqu'à ce qu'elle ait duré dix heures de manière que tous les électeurs qui le veulent aient le temps de voter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 223.

§ 7.—*De la clôture du scrutin et des procédures qui la suivent*

**5479.** A cinq heures, le bureau est fermé et la votation est close ; il en est fait une entrée au cahier. Clôture de la votation.

Immédiatement après la clôture du scrutin, le sous-officier-rapporteur doit d'abord mettre tous les bulletins gâtés dans une enveloppe qu'il scelle, et ensuite compter le nombre des électeurs dont les noms figurent sur le cahier de votation comme ayant voté, et en faire une inscription sur la ligne immédiatement au-dessous du nom de l'électeur qui a voté le dernier, comme suit :—*Le nombre des électeurs qui ont voté pendant cette élection à ce bureau de votation est de* (inscrivant le nombre), et il y appose sa signature ; et ensuite, en présence et à la vue du greffier du bureau de votation et des candidats ou de leurs agents, et, si les candidats et leurs agents ou quelqu'un d'entre eux sont absents, alors en présence de ceux d'entre eux qui sont présents et de trois électeurs au moins, il ouvre la boîte du scrutin et fait le dépouillement du scrutin en comptant le nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, en donnant aux personnes présentes l'occasion d'examiner chaque bulletin. Dépouillement du scrutin.

En le faisant, il doit écarter tous les bulletins qui n'ont pas été fournis par le sous-officier-rapporteur,—tous ceux par lesquels il a été donné plus d'un vote,—tous ceux qui portent quelque mot écrit ou quelque marque ou indication autre que le numéro inscrit par le sous-officier-rapporteur dans les cas ci-dessous prévus, qui peuvent faire reconnaître le votant, —tous ceux laissés en blanc ou nuls comme incertains,—et tous autres bulletins qui ont pu lui être présentés qui ne comportent pas ses initiales, sauf le cas de l'article 5480. 3 Ed. VII, c. 38, s. 224. Rejet des bulletins.

**5480.** Lorsque, au dépouillement, il a été constaté que le nombre des bulletins déposés dans la boîte correspond à celui entré au cahier de votation (tenant compte des bulletins écartés qui n'y ont pas été déposés), et qu'il appert que les bulletins ne sont pas autres que ceux remis par lui-même, le sous-officier-rapporteur, s'il s'aperçoit, en les comptant pour les attribuer à chaque candidat, qu'il a omis, par mégarde ou oubli, de mettre ses initiales sur l'endos de quelques bulletins ou de tous les bulletins, peut le faire alors en présence des personnes du bureau de votation, et en même temps l'indiquer par note à la suite de ses initiales—comme correction faite—et il en fait une entrée au cahier, comme prescrit en l'article 5481. Devoir du sous-officier-rapporteur qui a oublié de mettre ses initiales sur le dos des bulletins.

Mais avant d'apposer ainsi ses initiales sur les dits bulletins, le sous-officier-rapporteur doit écrire, signer et attester sous serment, devant le greffier du bureau de votation, la déclaration suivante :

Formule du serment. " Je jure que c'est par oubli ou mégarde que je n'ai pas apposé mes initiales sur (*indiquer le nombre*) bulletins, lesquels je reconnais comme ayant été fournis par moi dans le cours de la votation et que j'ai trouvés dans la boîte de scrutin. Ainsi, que Dieu me soit en aide ".

Assermenté devant moi, )  
à )  
ce , 19 . )

Dépôt du serment. Cette déclaration doit être déposée avec les autres documents dans la boîte de scrutin.

Relevé des bulletins. Ces bulletins sont alors comptés comme si toutes les formalités avaient été accomplies à leur égard. 3 Ed. VII, c. 38, s. 225.

Objections aux bulletins, notées. **5481.** 1. Le sous-officier-rapporteur doit prendre note de toute objection faite par un candidat, ou son agent, ou un électeur présent, à tout bulletin de vote trouvé dans la boîte de scrutin, et décider sur l'heure toute question soulevée par cette objection ; et sa décision est définitive et ne peut être infirmée que sur un recensement des votes devant le juge ou sur une pétition contestant la validité de l'élection ou le rapport de l'élection.

Numérotage des objections. Entrées au cahier. 2. Chaque objection à un bulletin de vote doit être numérotée et un numéro correspondant inscrit au verso du bulletin et paraphé par le sous-officier-rapporteur. Il est fait une entrée de chaque objection et de sa nature à la suite du cahier de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 226.

Devoir du sous-offi.-rap. après l'addition des votes. **5482.** Les autres bulletins de vote étant comptés, et une liste faite du nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat et du nombre des bulletins écartés, tous les bulletins indiquant les votes donnés en faveur de chaque candidat, respectivement, doivent être mis dans des enveloppes ou en des paquets distincts, et ceux qui ont été écartés, ceux qui ont été gâtés, et ceux qui n'ont pas servi, doivent être respectivement placés dans des enveloppes séparées ou en des paquets distincts, et tous ces paquets ou enveloppes doivent être endossés de manière à en indiquer le contenu et être scellés par le sous-officier-rapporteur ; ils sont aussi marqués des signatures de tous agents présents dans le bureau de votation qui veulent le faire en écrivant leurs signatures sur le revers des paquets ou enveloppes, ces agents apposant leurs sceaux sur le revers s'ils le désirent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 227.

Serment prêté par le sous-offi.-rap. et le **5483.** 1. Le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation, immédiatement après avoir fini de compter les votes, doivent prêter et signer respectivement les ser-

ments selon les formules Y et Z, lesquels restent annexés au cahier de votation ; après quoi le sous-officier-rapporteur doit dresser un relevé en triplicata, suivant la formule AA, dont une copie reste annexée au cahier de votation, une copie est gardée par le sous-officier-rapporteur, et la troisième copie est mise par lui dans une enveloppe spéciale fournie à cet effet, enveloppe qu'il scelle et dépose dans la boîte de scrutin.

greffier du  
bureau de  
votation.

2. Le sous-officier-rapporteur doit remettre alors, sur demande à cet effet, à chacun des candidats ou à leurs agents, ou, en l'absence des candidats ou de leurs agents, aux électeurs présents représentant les candidats, un certificat, selon la formule BB, du nombre des suffrages donnés pour chaque candidat et du nombre des bulletins de vote écartés ; et il expédie aussi, par la poste, immédiatement après la clôture du bureau de votation, à chacun des candidats, par lettre recommandée, à l'adresse inscrite sur les bulletins de votation, un certificat semblable.

Certificat  
aux candi-  
dats ou à  
leurs agents.

3. Le cahier de votation, les enveloppes contenant les bulletins, l'enveloppe contenant les listes d'électeurs et tous autres documents qui ont servi à l'élection sont alors mis dans la grande enveloppe fournie à cet effet, et cette grande enveloppe est alors scellée et déposée dans la boîte de scrutin.

Documents  
remis dans la  
boîte du  
scrutin.

4. La boîte de scrutin est alors fermée à clef et scellée du sceau du sous-officier-rapporteur, qui la remet immédiatement à l'officier-rapporteur ou au secrétaire d'élection, qui doivent la recevoir, ou à une ou plusieurs personnes spécialement autorisées à cette fin par l'officier-rapporteur ; et cette personne ou ces personnes, en remettant les boîtes de scrutin à l'officier-rapporteur, prête ou prêtent serment suivant la formule CC. 3 Ed. VII, c. 38, s. 228.

Sceau du  
sous-offi-  
rapp. sur la  
boîte de  
scrutin.

**5484.** L'officier-rapporteur, en recevant chaque boîte de scrutin, doit prendre toutes les précautions possibles pour la garder en sûreté et pour empêcher toute personne, autre que lui-même et son greffier d'élection, d'y avoir accès ; et, immédiatement après avoir reçu chaque boîte de scrutin, il la scelle de son propre sceau de manière qu'elle ne puisse être ouverte sans briser ce sceau, et il le fait sans effacer ou couvrir les sceaux qui y sont apposés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 229.

Garde des  
boîtes de  
scrutin.

**5485.** 1. L'officier-rapporteur, à l'endroit, au jour et à l'heure fixés dans l'avis publié en vertu de l'article 5435, et après avoir reçu toutes les boîtes de scrutin, doit les ouvrir en présence du secrétaire d'élection, des candidats ou de leurs représentants, s'il sont présents, ou de deux électeurs au moins si les candidats ou leurs représentants sont absents, et additionner le nombre des suffrages donnés en faveur de

Addition des  
votes par  
l'officier-rap-  
porteur.

chaque candidat, d'après les relevés des bulletins de vote contenus dans chaque boîte de scrutin transmise par les sous-officiers-rapporteurs.

**Déclaration du candidat élu.** 2. Le candidat qui, lors du dépouillement des votes, se trouve avoir une majorité des suffrages, est alors proclamé élu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 230.

**Voix prépondérante de l'officier-rapporteur.** **5486.** Si, lors du dépouillement des votes par l'officier-rapporteur, il y a égalité de voix entre deux candidats ou plus, et si l'addition d'une voix donnait à l'un de ces candidats le droit d'être proclamé élu, l'officier-rapporteur est tenu de donner cette voix additionnelle ou voix prépondérante en déclarant par écrit signé de lui pour qui il vote.

**Vote de l'officier-rapp.** Dans aucun autre cas l'officier-rapporteur n'a le droit de voter. 3 Ed. VII, c. 38, s. 231.

**Ajourne-ment s'il manque des boîtes de scrutin.** **5487.** Si les boîtes de scrutin ne sont pas toutes transmises le jour fixé pour le dépouillement des suffrages donnés aux divers candidats, l'officier-rapporteur doit ajourner les opérations à un jour ultérieur, lequel jour ultérieur n'est pas éloigné de plus d'une semaine du jour primitivement fixé pour le dépouillement du scrutin.

**Ajourne-ment pour d'autres causes.** Dans le cas où le sous-officier-rapporteur n'a pas déposé dans la boîte du scrutin le relevé des bulletins de vote comptés par lui ainsi que le prescrit le présent chapitre, ou si, pour quelque autre raison, l'officier-rapporteur ne peut, au jour et à l'heure fixés par lui à cet effet, constater le nombre exact des votes donnés pour chaque candidat, il peut alors ajourner à un autre jour et à une autre heure l'addition du nombre des votes donnés en faveur de chaque candidat, et ainsi de suite au besoin, pourvu que ces ajournements ne dépassent pas deux semaines en tout. 3 Ed. VII, c. 38, s. 232.

**Perte des boîtes de scrutin.** **5488. 1.** Si les boîtes de scrutin ou quelqu'une d'entre elles ont été détruites, perdues ou ne sont pas, pour quelque autre cause, produites dans le temps fixé, ainsi qu'il est prescrit au premier alinéa de l'article 5487, l'officier-rapporteur doit constater la cause de la disparition de ces boîtes et demander à chacun des sous-officiers-rapporteurs dont les boîtes de scrutin manquent, ou à toute autre personne les ayant en sa possession, les listes, relevés et certificats, ou copie des listes, relevés et certificats du nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, requis par la partie du présent chapitre relative aux élections, le tout vérifié sous serment ; et, si toutes ou partie de ces listes ou relevés, ou des copies, ne peuvent être obtenues, il doit constater, par telle preuve qu'il peut se procurer, le nombre total des suffrages donnés en faveur de chaque candidat aux divers bureaux de votation ; et, à cet effet il peut assigner les sous-officiers-rappor-

teurs, les greffiers du bureau de votation, ou toute autre personne, à comparaître devant lui à un jour et une heure qu'il fixe, et leur signifier d'apporter avec eux tous papiers et documents nécessaires, et il prévient les candidats du jour et de l'heure où auront lieu ces opérations; et l'officier-rapporteur peut, alors et là, interroger sous serment les sous-officiers-rapporteurs, les greffiers du bureau de votation ou toute autre personne, au sujet de l'affaire en question.

2. Dans le cas d'un ajournement nécessité par le fait qu'un sous-officier-rapporteur n'a pas déposé dans la boîte du scrutin un relevé des bulletins comptés par lui, l'officier-rapporteur doit pendant ce temps, faire tous les efforts raisonnables pour constater le nombre exact des votes donnés en faveur de chaque candidat dans l'arrondissement de votation du dit sous-officier-rapporteur, et, à cette fin, il est revêtu des pouvoirs qui lui sont conférés par le paragraphe 1 du présent article.

Si le relevé n'est pas dans la boîte de scrutin.

3. Dans tous les cas prévus par le présent article, l'officier-rapporteur déclare élu celui des candidats qui paraît avoir reçu la majorité des suffrages, et mentionne spécialement, dans le procès-verbal qu'il doit transmettre avec son rapport au conseil municipal, les circonstances qui ont accompagné la disparition des boîtes de scrutin ou l'absence de tout relevé comme susdit, ainsi que les moyens pris par lui pour constater le nombre de suffrages donnés à chaque candidat.

Déclaration du résultat de l'élection.

4. Quiconque refuse ou néglige d'obéir à la citation de l'officier-rapporteur lancée en vertu du présent article, est coupable d'une offense poursuivable sommairement et est passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement de six mois au plus, avec ou sans travail forcé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 233.

Refus d'obéir à une sommation.

#### § 8.—Du recensement et de l'addition finale par un juge

**5489.** 1. Si, dans les quatre jours qui suivent celui auquel l'officier-rapporteur a fait le dépouillement des suffrages dans le but de déclarer un candidat élu, il est démontré, par l'affidavit d'un témoin digne de foi, à un juge de la Cour supérieure remplissant ordinairement les devoirs de sa charge dans un district judiciaire dans lequel est situé la municipalité ou le quartier, en tout ou en partie, ou, en son absence, à tout autre juge de la même cour, qu'un sous-officier-rapporteur, à une élection tenue dans cette municipalité ou ce quartier en comptant les suffrages,—(a) a illégitimement compté, ou (b) a illégitimement écarté quelque bulletin de vote à cette élection, ou (c) a fait un relevé inexact du nombre de bulletins déposés en faveur de quelque candidat, ou (d) que l'officier-rapporteur a mal additionné les votes,—et, si le requérant dépose, dans le délai susdit, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire, dans lequel l'élection a eu lieu, la somme de cinquante piastres en

Dépouillement du scrutin par un juge.

monnaie constituant offre légale, ou en billets de quelque banque légalement constituée faisant des opérations en Canada, comme garantie des frais, au sujet du nouveau recensement ou de l'addition finale des suffrages, du candidat qui paraîtra par l'addition avoir été élu, le dit juge doit fixer un temps, dans les quatre jours qui suivront la réception de cet affidavit par lui, pour recompter les suffrages, si la demande est faite à l'égard de l'un des trois premiers motifs de contestation, ou pour en faire l'addition finale, si cette demande est faite à l'égard du motif de contestation en dernier lieu mentionné, suivant le cas.

**Avis.** 2. Le juge doit donner avis par écrit, aux candidats, de la date et du lieu auxquels il procédera à ce nouveau recensement ou à cette addition finale, selon le cas, et il peut, lors de cette demande ou ensuite, ordonner que la signification de l'avis susdit aux candidats se fasse à un substitut, ou qu'elle soit faite par la voie de la poste, ou en l'affichant, ou de toute autre manière qu'il juge à propos.

**Signification.** 3. Le juge doit assigner l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection et leur ordonner de s'y rendre alors et d'apporter les paquets contenant les bulletins de vote employés à cette élection, ou les relevés originaux des sous-officiers-rapporteurs, selon le cas, au sujet ou en conséquence desquels ce nouveau recensement ou cette addition finale doit avoir lieu, auquel ordre l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection doivent obéir.

**Assignation de l'officier-rapporteur et du secrétaire d'élection.** 4. Lors du recensement ou de l'addition finale des votes par le juge, l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection doivent être présents, et chaque candidat a le droit d'y être représenté par pas plus de trois agents chargés d'y assister, et il peut lui-même être présent s'il le désire; mais si un candidat n'y est pas représenté, trois électeurs quelconques peuvent alors déclarer qu'ils désirent y assister en son nom et ont droit d'être présents; et, sauf avec la permission du juge, nulle autre personne ne peut assister à ce recensement ou à cette addition finale des votes.

**Personnes présentes au nouveau dépouillement.** 5. A l'époque et au lieu indiqués, et en présence des dites personnes si elles sont présentes, le juge procède à faire cette addition finale, conformément à l'article 5479, ou à compter de nouveau tous les votes ou bulletins transmis par les divers sous-officiers-rapporteurs, selon le cas, et, dans ce dernier cas, il ouvre les paquets scellés contenant : (a) les bulletins employés qui ont été comptés; (b) les bulletins écartés; (c) les bulletins gâtés—mais pas d'autres.

**Addition finale.** 6. Le juge doit, autant que possible, poursuivre l'addition finale ou le nouveau recensement des suffrages sans interruption, le dimanche excepté et sauf pour le goûter, et en excluant (à moins d'un accord entre lui et les personnes susdites) le

**Dépouillement continu.**



temps compris entre six heures du soir et neuf heures du lendemain matin ; et, pendant le temps exclu et le temps du goûter, le juge doit placer les bulletins et autres documents relatifs à l'élection sous enveloppe scellée de son sceau et des sceaux de celles des dites personnes qui désirent les y apposer, et prendre d'ailleurs toutes les précautions nécessaires pour la sûreté de ces bulletins et documents.

7. Le juge procède, dans le cas d'un nouveau recensement, à recompter les suffrages de la manière prescrite par l'article 5479, et il vérifie ou rectifie le compte des bulletins et le relevé du nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat ; et, lorsqu'il a terminé ce recensement, ou aussitôt qu'il a ainsi constaté le véritable état de la votation, il scelle tous les dits bulletins dans des paquets distincts. Mode du dépouillement.

8. Le juge doit aussi, si la chose est nécessaire ou demandée, reviser la décision de l'officier-rapporteur au sujet du nombre de suffrages donnés à un candidat à tout bureau de votation dont la boîte de scrutin n'a pas été remise lorsqu'il a rendu sa décision, ou lorsque les certificats ou documents voulus n'y ont pas été trouvés ; et, afin de pouvoir constater les faits, il est revêtu de tous les pouvoirs d'un officier-rapporteur au sujet de la citation et de l'examen des témoins. Devoirs du juge.

9. Le juge doit transmettre immédiatement le résultat certifié du nouveau recensement ou de l'addition finale à l'officier-rapporteur, qui proclame alors élu le candidat qui a reçu le plus grand nombre de suffrages ; et, s'il y a égalité de suffrages, l'officier-rapporteur doit donner son vote prépondérant. Certificat du juge et voix prépondérante de l'officier-rapporteur.

10. L'officier-rapporteur, après avoir reçu du juge avis qu'il doit faire un nouveau recensement ou une addition finale des suffrages, diffère l'envoi de son rapport au conseil municipal jusqu'à ce qu'il ait reçu du juge un certificat du résultat de son recensement ou addition, et, sur réception de ce certificat, l'officier-rapporteur fait son rapport. Rapport. 3 Ed. VII, c. 38, s. 234.

**5490.** 1. Si le nouveau recensement ou l'addition finale des suffrages ne change pas le résultat de la votation de manière à affecter l'élection, le juge ordonne que les frais du candidat paraissant avoir été élu soient payés par le requérant ; et les deniers déposés en garantie des frais sont remis au candidat à compte de ses frais, autant que nécessaire pour les couvrir, et le juge taxe les frais en rendant sa décision ; et, si le dépôt est insuffisant, la partie en faveur de laquelle les frais sont adjugés a droit d'action pour la balance. Frais et emploi du dépôt.

2. En taxant les frais, le juge doit, autant que possible, suivre le tarif des frais à accorder au sujet des procédures dans la Cour supérieure. Taxation des frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 235.

§ 9.—*De l'avis et du rapport de l'élection*

Publication  
de l'avis de  
l'élection des  
candidats.

**5491.** L'officier-rapporteur doit, immédiatement après le sixième jour qui suit l'addition faite par lui en vertu de l'article 5485, ou la constatation qu'il a faite en vertu de l'article 5488, du nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, donner un avis public désignant les candidats élus, et transmettre à chacun des candidats un certificat d'élection fait suivant la formule DD, et doit faire, à la première séance générale qui suit l'élection, au conseil municipal, un rapport mentionnant les noms, résidences et occupations des candidats élus, comme dans le bulletin de présentation, et constatant qu'un avis public du résultat de l'élection a été donné.

Rapport  
dans le cas  
de recense-  
ment nou-  
veau ou  
d'addition  
finale.

Si l'officier-rapporteur a, avant les six jours susmentionnés, reçu avis que sa présence est requise devant un juge pour que celui-ci fasse un nouveau recensement ou une addition définitive des suffrages, l'officier-rapporteur doit donner les avis, transmettre le certificat et faire le rapport visé par le présent article aussitôt après qu'il a reçu le résultat du nouveau recensement ou de l'addition finale certifié par le juge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 236.

Garde des  
documents.

**5492.** Le greffier de la municipalité doit conserver sous sa garde, dans les archives de la municipalité, toutes les pièces qui lui sont transmises par tout sous-officier-rapporteur, pendant au moins un an, si l'élection ou le rapport n'est pas contesté dans l'intervalle, et, s'il y a contestation, pendant au moins un an après la décision de telle contestation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 237.

§ 10.—*Du secret du vote*

Secret de la  
votation.

**5493.** 1. Tout candidat, officier, greffier, agent ou représentant d'un candidat présent à un bureau de votation, doit garder et aider à garder le secret de la votation à ce bureau ; et nul candidat, officier, greffier, agent ou représentant d'un candidat ne doit communiquer à qui que ce soit, avant la clôture du scrutin, aucun renseignement au sujet d'une personne inscrite sur la liste des électeurs qui a ou n'a pas réclamé son bulletin ou voté à ce bureau.

Défense d'in-  
tervenir au-  
près d'un  
votant.

2. Nul candidat, officier, greffier, agent ou autre personne, ne doit intervenir ni tenter d'intervenir auprès d'un électeur, lorsqu'il prépare son bulletin, ou chercher d'aucune manière à obtenir au bureau de votation aucun renseignement au sujet du nom du candidat en faveur duquel un électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau.

Défense de  
montrer un  
bulletin.

3. Nul électeur ne doit, sauf dans le cas prévu à l'article 5471, montrer à qui que ce soit son bulletin de vote, après qu'il l'a marqué, de manière à faire connaître le nom du candidat pour lequel il vote.

4. Personne ne doit, ni directement ni indirectement, induire ou chercher à induire aucun électeur à montrer ou laisser voir son bulletin de vote après qu'il l'a marqué, de manière à faire savoir à qui que ce soit le nom du candidat en faveur duquel ou contre lequel il a ainsi marqué son bulletin.

5. Nul candidat, officier, greffier, agent ou autre personne, ne doit communiquer, en aucun temps, à qui que ce soit, aucun renseignement sur le numéro inscrit sur le talon du bulletin de vote donné à un électeur à un bureau de votation, sauf à un tribunal ou à un juge qui l'a légalement requis de le faire.

6. Nul candidat, officier, greffier, agent ou autre personne, ne doit communiquer, en aucun temps, à qui que ce soit, aucun renseignement obtenu à l'intérieur du bureau de votation au sujet du nom du candidat pour lequel un électeur se propose de voter ou a voté.

7. Tout candidat, officier, greffier, agent ou représentant d'un candidat présent au dépouillement du scrutin, doit garder et aider à garder le secret de la votation ; et nul candidat, officier, greffier, agent ou représentant d'un candidat, ne doit chercher à connaître, pendant ce dépouillement, le nom du candidat en faveur duquel quelque vote est exprimé dans un bulletin particulier, ou communiquer à qui que ce soit aucun renseignement obtenu à ce sujet lors de ce dépouillement.

8. Quiconque enfreint quelque disposition du présent article est coupable d'une offense poursuivable sommairement et est passible d'une amende de cent piastres au plus, et d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés, à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 238.

**5494.** Nulle personne qui a voté à une élection ne peut être contrainte, au cours d'une contestation d'élection, de déclarer pour qui elle a voté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 239.

**5495.** Le greffier de la municipalité doit délivrer, sur demande à cet effet et sur paiement d'un honoraire de dix centins par cent mots, des copies certifiées des brefs, cahiers de votation, procès-verbaux, rapports ou autres documents en sa possession concernant toute élection, excepté des bulletins de vote.

Chaque copie ainsi certifiée fait preuve *prima facie* devant tout juge, toute cour d'élection et tout tribunal dans la vince. 3 Ed. VII, c. 38, s. 240.

**5496.** Nul n'est admis à examiner aucun des bulletins de vote sous la garde du greffier de la municipalité, excepté en vertu d'une règle ou ordonnance de la Cour supérieure ou de l'un de ses juges, laquelle règle ou ordonnance peut être prohibée.

décernée par le tribunal ou le juge s'il est d'avis, d'après les dépositions faites sous serment, que l'examen ou la production de ces bulletins est nécessaire pour permettre d'intenter ou de faire maintenir une poursuite pour infraction commise à l'égard de ces bulletins de vote, ou pour les fins d'une contestation d'une élection ; et toute règle ou ordonnance autorisant l'examen ou la production de bulletins de vote peut être décernée, aux conditions, quant aux personnes, aux temps, lieu et mode d'examen ou de production, que le tribunal ou le juge croit utiles, auxquelles le greffier de la municipalité doit se conformer. 3 Ed. VII, c. 38, s. 241.

§ 11.—*Du maintien de la paix et du bon ordre aux élections*

Conservateurs de la paix.

**5497.** L'officier-rapporteur et chaque sous-officier-rapporteur, depuis le moment où ils ont prêté le serment d'office jusqu'au lendemain de la clôture de l'élection, sont des conservateurs de la paix dans la municipalité et revêtus de tous les pouvoirs attribués à un juge de paix. 3 Ed. VII, c. 38, s. 242.

Constables spéciaux, etc.

**5498.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur peut requérir l'assistance de tout juge de paix, constable ou autre personne présente, pour lui aider à maintenir la paix et le bon ordre à l'élection, et peut aussi, sur demande faite par écrit par un candidat ou par deux électeurs, assermenter autant de constables spéciaux qu'il juge nécessaire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 243.

Arrestation des personnes troublant la paix.

**5499.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur peut arrêter, ou, sur un ordre verbal, faire arrêter et placer sous la garde de constables ou autres personnes, quiconque trouble la paix et le bon ordre à l'élection, et peut le faire emprisonner en vertu d'un ordre signé par lui, jusqu'à toute heure ne dépassant pas le temps de la clôture du bureau de votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 244.

Armes offensives, etc., prohibées.

**5500.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur peut, pendant le jour de la présentation des candidats et celui de la votation à toute élection, se faire remettre par toute personne quelconque, dans un rayon d'un demi-mille du lieu de la présentation des candidats ou d'un bureau de votation, toutes armes à feu, épées, bâtons, assommoirs ou autres armes offensives qu'elle a entre les mains ou en sa possession personnelle ; et toute personne qui refuse de livrer ces armes offensives est coupable d'une offense poursuivable sommairement et est passible d'une amende de cent piastres au plus, et, à défaut du paiement de l'amende, d'un emprisonnement de trois mois au plus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 245.

**5501.** Sauf l'officier-rapporteur, le sous-officier-rapporteur, le greffier du bureau de votation et les constables et constables spéciaux nommés par l'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur pour maintenir l'ordre et la paix à l'élection ou au bureau de votation, il n'est permis à qui que ce soit qui n'a pas eu un domicile fixe dans le quartier où a lieu la votation pendant l'espace d'au moins six mois avant le jour de l'élection, de venir, pendant aucune partie du jour que le bureau de votation doit rester ouvert dans ce quartier, avec des armes offensives d'aucune espèce, telles qu'armes à feu, épées, bâtons, assommoirs ou autres armes semblables ; et nulle personne se trouvant dans ce quartier ne doit s'armer, pendant aucune partie de ce jour, d'une arme offensive, et ne doit s'approcher ainsi armée à une distance de moins d'un mille du lieu où un bureau de votation est tenu pour cet arrondissement, à moins qu'elle ne soit appelée à le faire par l'autorité légitime. 3 Ed. VII, c. 38, s. 246.

Défense de  
porter des  
armes dans  
un quartier  
où a lieu une  
élection.

**5502.** Personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit aucune bannière, étendard, couleur distinctive ou drapeau dans l'intention de les faire porter ou servir dans la municipalité au jour de la votation, ou dans les huit jours qui précèdent ce jour, ou tant que dure la votation, par qui que ce soit, comme drapeau de parti, pour en faire connaître le porteur et ceux qui le suivent comme partisans d'un candidat ou des opinions professées ou supposées l'être par ce candidat ; et nul ne doit porter, sous quelque prétexte que ce soit, ou se servir d'aucune bannière, étendard, couleur distinctive ou drapeau, comme drapeau de parti, dans la municipalité le jour de la votation, ou dans les huit jours qui précèdent ce jour, ou tant que dure cette élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 247.

Défense de  
porter des  
drapeaux,  
etc.

**5503.** Personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit aucun ruban, insigne ou cocarde du même genre, dans l'intention de les faire porter ou servir dans les limites de la municipalité, le jour de la votation, ou dans les huit jours qui précèdent ce jour, ou tant que dure cette votation, par qui que ce soit, comme insigne de parti, pour faire reconnaître celui qui le porte comme partisan d'un candidat ou des opinions professées ou supposées l'être par ce candidat ; et nul ne doit porter aucun ruban, insigne ou autre cocarde comme insigne de parti, ou en faire usage dans les limites de la municipalité, le jour de la votation, ou dans les huit jours qui précèdent ce jour, ou tant que dure la votation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 248.

Défense de  
fournir des  
insignes, etc

**5504.** Quiconque enfreint quelque-une des dispositions des articles 5501, 5502 et 5503 est coupable d'une offense pour laquelle il est passible d'une amende de cent

Pénalité  
pour contra-  
ventions.

piastres au plus, et d'un emprisonnement de trois mois au plus à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 249.

Fermeture  
des hôtels.

**5505.** Nul ne doit tenir ouvert une buvette d'hôtel ou de club, une auberge, une boutique ou un magasin, sous licence ou non, où il se vend ordinairement des liqueurs ou boissons spiritueuses ou fermentées, pendant le jour de la votation, dans les quartiers d'une municipalité dans lesquels des bureaux de votation sont tenus, sous peine d'être coupable d'une offense poursuivable sommairement et d'être passible d'une amende de cinquante piastres, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 250.

Vente de  
liqueurs, pro-  
hibée.

**5506.** Le jour de la votation, nul ne peut, dans les limites d'un quartier dans lequel des bureaux de votation sont ouverts, sous peine d'être coupable d'une offense poursuivable sommairement et d'être passible d'une amende de cinquante piastres, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement, soit vendre pour un prix en argent ou en échange d'un objet quelconque, soit prêter ou livrer, soit donner gratuitement une quantité quelconque de boisson spiritueuse ou fermentée ; à cette disposition, la seule exception, dont la preuve incombe à l'accusé, est établie en faveur des personnes malades, dans lequel cas la boisson ne peut être vendue, prêtée, livrée ni donnée que sur le certificat d'un prêtre ou ministre d'une dénomination religieuse quelconque ou d'un médecin ; et quiconque donne ou livre un certificat faux sous ce rapport est coupable d'une offense poursuivable sommairement, et est passible d'une amende de cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 3 Ed. VII, c. 38, s. 251.

Exception.

Transport de  
liqueurs, pro-  
hibé.

**5507.** Pendant le jour mentionné dans l'article 5506 et sous les mêmes peines, mais sujet à la même exception en cas de maladie, il est défendu de faire apporter ou transporter, d'apporter ou transporter, dans les limites du quartier où des bureaux de votation sont ouverts, ou d'un lieu à un autre dans les dites limites, une quantité quelconque de boisson spiritueuse ou fermentée.

Exception  
pour les né-  
gociants.

Cette disposition n'affecte pas la vente, le transport, la livraison ni l'achat de boissons spiritueuses ou fermentées, faits de bonne foi et dans le cours ordinaire des affaires d'un négociant ou marchand, pourvu toutefois que les caisses, futailles, bouteilles ou enveloppes contenant les dites boissons, ne soient pas ouvertes, rompues ni brisées pendant les jours ci-dessus mentionnés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 252.

Location  
pour comité,  
etc., des lo-

**5508.** Nul ne peut louer pour lieu de réunion de comité d'élection ou d'assemblée d'électeurs, aucune maison ou partie

de maison ou local où se débitent des boissons spiritueuses ou fermentées ou celles ou ceux où l'on donne communément à boire et à manger en payant, ou se servir de ces maisons ou de parties de ces maisons, ou de ces locaux à cette fin sous peine d'être coupable d'une offense poursuivable sommairement et d'être passible d'une amende de cinquante piastres au plus, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 253.

caux où se  
débitent des  
liqueurs,  
prohibée.

§ 12.—*Des manœuvres frauduleuses et autres illégalités*

**5509.** Les personnes suivantes sont coupables de corruption et punissables en conséquence :

Actes de corrup-  
tion :

a. toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, donne, prête ou convient de donner ou prêter, ou offre ou promet des deniers ou valeurs, ou promet de procurer ou cherche à procurer des deniers ou valeurs à ou pour quelque électeur, ou à ou pour quelque personne au nom d'un électeur, ou à ou pour quelque personne dans le but d'induire un électeur à voter ou à s'abstenir de voter,—ou qui commet quelqu'un des actes de corruption susdits parce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection ;

Don ou prêt  
de valeur,  
etc., pour  
engager à  
voter ou à  
s'abstenir de  
voter ;

b. toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, donne ou procure, ou convient de donner ou procurer, ou offre ou promet quelque charge, place ou emploi, ou promet de procurer ou de travailler à procurer quelque charge, place ou emploi à ou pour quelque électeur, ou à ou pour quelque autre personne, dans le but d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter,—ou qui commet quelqu'un des actes de corruption susdits parce qu'un électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection ;

Don ou pro-  
messe de  
charge ou  
d'emploi,  
etc., dans le  
même but ;

c. toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention, ou procure ou obtient quelqu'une des choses susdites, à ou pour quelque personne, afin de l'induire à faire élire ou à s'efforcer de faire élire un candidat à la charge de maire ou d'échevin, ou d'obtenir le vote d'un électeur à une élection ;

Mêmes actes  
pour engager  
à favoriser  
une élection ;

d. toute personne qui, à cause ou en considération d'un don, prêt, offre, promesse, récompense ou convention comme susdit, fait élire ou promet, s'efforce ou s'engage de faire élire un candidat à la charge de maire ou d'échevin, ou obtient, ou promet, s'efforce ou s'engage d'obtenir le vote d'un électeur à une élection ;

Travaux  
faits à une  
élection par  
suite de ces  
actes ;

e. Toute personne qui avance, ou paye, ou fait payer une somme d'argent à une autre personne ou pour son usage, dans l'intention de faire employer cette somme, en tout ou en par-

Avance ou  
paiement de  
deniers pour  
corrompre ;

- tie, à corrompre les électeurs ou à des manœuvres frauduleuses à une élection, ou qui sciemment paye ou fait payer une somme d'argent à quelque personne à l'acquit ou en remboursement de deniers employés, en tout ou en partie, à corrompre les électeurs ou à des manœuvres frauduleuses à une élection ;
- Demande de faveurs à un candidat ou agent ;** *f.* toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, en considération et comme paiement du vote qu'elle donne ou a donné, ou qu'elle offre ou a offert illégalement de donner à l'un des candidats à une élection, ou en considération et comme paiement de l'assistance qu'elle a donnée ou qu'elle offre de donner illégalement à l'un des candidats à une élection, demande et sollicite de l'un des candidats ou de quelque agent un don ou prêt de deniers ou valeurs, ou la promesse d'un don ou d'un prêt de deniers ou valeurs, ou un emploi, ou une promesse d'emploi ;
- Recevoir de l'argent, etc. pour voter ;** *g.* tout électeur qui, soit avant, soit pendant le temps d'une élection, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne en son nom, reçoit, agréé ou stipule quelque somme d'argent, don, prêt, récompense ou emploi, par lui-même ou par toute autre personne, sous la condition soit de voter ou de consentir à voter, soit de s'abstenir ou de consentir à s'abstenir de voter à une élection ;
- Recevoir de l'argent pour avoir voté ;** *h.* toute personne qui, après une élection, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire de quelque autre en son nom, reçoit quelque somme d'argent ou récompense pour avoir voté ou s'être abstenue de voter, ou pour avoir engagé une autre personne à voter ou à s'abstenir de voter à une élection ;
- Corruption des candidats ;** *i.* quiconque, afin d'induire quelqu'un à permettre qu'on le porte candidat, ou à s'abstenir de se porter candidat, ou à se retirer s'il est devenu candidat, donne ou procure quelque charge, place ou emploi, ou convient de donner ou procurer, ou offre ou promet de procurer, ou cherche à procurer quelque charge, place ou emploi à cette personne ou à quelque autre ;
- Paris.** *j.* tout candidat ou agent, qui s'est engagé dans un pari ou une gageure quelconque, au sujet ou à l'occasion d'une élection avec un électeur habile à voter, ainsi que tel électeur, et aussi toute autre personne qui a fourni l'argent pour cet objet.
- Pénalité.** Et chacune de ces contraventions est une offense poursuivable sommairement, et le délinquant est passible d'un emprisonnement de six mois au plus, et aussi d'une amende de deux cents piastres, payable, avec dépens, à quiconque en poursuit le recouvrement.
- Proviso.** Néanmoins, les dépenses personnelles réelles de tout candidat, ses dépenses pour services professionnels réellement rendus, et les sommes payées de bonne foi pour le coût raisonnable des impressions et annonces, sont considérées comme



dépenses légalement faites et dont le paiement ne constitue pas une infraction au présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 254.

**5510.** Tout candidat ou autre personne qui fournit ou donne, à une élection, des boissons ou autres rafraîchissements aux frais du candidat, à un électeur pendant cette élection, ou paye, fait payer, ou s'engage à payer pour ces boissons ou autres rafraîchissements, est coupable d'une offense poursuivable sommairement, et passible d'une amende de cent piastres au plus, et d'un emprisonnement de trois mois au plus à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 255.

**5511.** Tout candidat qui, dans un motif de corruption, par lui-même ou par l'intermédiaire de quelque autre ou avec quelque autre personne, ou de toute autre manière en son nom ou dans son intérêt, et en aucun temps, soit avant, soit pendant l'élection, directement ou indirectement, donne ou fournit, ou fait donner ou fournir, ou concourt à donner ou fournir, ou paye, en tout ou en partie, quelques dépenses faites pour les donner ou fournir, des mets, boissons ou rafraîchissements à ou pour quelque personne, dans le but de se faire élire ou parce qu'il a été élu, ou dans le but d'influencer par ce moyen cette personne ou toute autre à donner ou à s'abstenir de donner son vote à cette élection, est coupable de l'offense qualifiée "action de traiter," et passible d'une amende de deux cents piastres, payable à quiconque en poursuit le recouvrement, avec dépens, en sus de toute autre pénalité dont il est passible pour ce fait en vertu de toute autre disposition du présent chapitre ; et, lors de l'instruction d'une pétition d'élection, il est retranché, du nombre des suffrages donnés à ce candidat, un vote par chaque personne qui a ainsi voté et qui est trouvée coupable, lors de cette instruction, d'avoir accepté ou pris, par motif de corruption, quelque'un de ces mets, boissons ou rafraîchissements. 3 Ed. VII, c. 38, s. 256.

**5512.** Tout électeur qui, dans un motif de corruption, accepte ou prend quelque'un de ces mets, boissons ou rafraîchissements, est aussi coupable de l'acte de corruption appelé "action de traiter", et est passible d'une amende de cinquante piastres au plus et de dix piastres au moins, et d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 257.

**5513.** Le fait de donner ou faire donner à un électeur, le jour de la présentation des candidats ou de la votation, à raison de ce que cet électeur a voté ou est sur le point de

**présentation ou de la votation.** voter, quelques mets, boissons ou rafraîchissements, ou quelque argent ou billet pour permettre à cet électeur de se procurer des rafraîchissements, est réputé un acte illicite ; et la personne qui s'en rend coupable est punie d'une amende de dix piastres pour chaque offense, payable à quiconque en poursuit le recouvrement, avec dépens. 3 Ed. VII, c. 38, s. 258.

**Menaces ou abus d'influence.** **5514.** Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre en son nom, emploie ou menace d'employer la force, la violence ou la contrainte, ou cause ou menace de causer par elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, quelque mauvais traitement, lésion, dommage, préjudice ou perte, ou de toute manière que ce soit a recours à l'intimidation contre quelque personne pour induire ou forcer cette personne à voter ou à s'abstenir de voter, ou parce qu'elle a voté ou s'est abstenue de voter à une élection,—ou qui, par enlèvement, séquestration, artifices ou manœuvres coupables, entrave, arrête ou gêne le libre exercice du droit électoral d'un électeur, ou, par ces moyens, force, induit ou engage un électeur soit à voter, soit à s'abstenir de voter à une élection, est réputée avoir commis l'offense qualifiée " influence indue ", et est passible, en sus de toute autre punition encourue pour ce fait, d'une amende de deux cents piastres, payable avec dépens à toute personne qui en poursuit le recouvrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 259.

**Pénalité.**

**Transport des électeurs.** **5515.** Le louage, ou la promesse de payer, ou le paiement pour l'usage d'un cheval, attelage, voiture, cabriolet ou autre véhicule, par un candidat ou par une autre personne en son nom, pour transporter un électeur au ou du bureau de votation, ou aux ou des environs, à une élection, ou le paiement par un candidat, ou par quelque personne en son nom, des frais de voyage et autres d'un électeur pour se rendre à une élection ou s'en retourner, sont des actes illicites ; et tout candidat ou autre personne qui s'en rend coupable est passible d'une amende de cent piastres, payable à celui qui en poursuit le recouvrement ; et tout électeur qui loue un cheval cabriolet, charrette, wagon, traîneau, carrosse ou autre véhicule pour un candidat ou pour tout agent d'un candidat dans le but de transporter les électeurs, aller ou retour, aux bureaux de votation, est *ipso facto* privé du droit de voter à cette élection, et encourt pour chaque infraction une amende de cent piastres, payable à celui qui en poursuit le recouvrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 260.

**Pénalité.**

**Supposition de personne.** **5516.** Toute personne qui, à une élection,—  
a. demande un bulletin de vote au nom d'une autre personne, que ce nom soit celui d'une personne vivante ou morte, ou d'une personne imaginaire ; ou—

b. ayant déjà voté une fois à une élection, demande en son propre nom et pour la même élection un bulletin de vote, — est coupable de “ supposition de personne ”, et passible Pénalité. d’une amende de deux cents piastres au plus et de cinquante piastres au moins, et d’un emprisonnement de deux ans au plus et de trois mois au moins. 3 Ed. VII, c. 38, s. 261.

**5517.** Quiconque aide, provoque, conseille ou facilite la Défense de commission de l’offense qualifiée “ supposition de personne ” est passible d’une amende de deux cents piastres au plus et de cinquante piastres au moins, et d’un emprisonnement d’au plus deux ans et d’au moins trois mois. 3 Ed. VII, c. 38, s. 262 ; 8 Ed. VII, c. 62, s. 2. <sup>provoquer la supposition de personne.</sup>

**5518.** Tout candidat qui, par lui-même ou par l’inter-médiaire d’une autre personne, ou de concert avec elle et dans son propre intérêt, par corruption, contraint ou induit ou tente de contraindre ou induire quelqu’un à personifier un électeur, ou à faire un faux serment dans toute matière où le serment est requis en vertu de la partie du présent chapitre relative aux élections, est passible, en sus de toute autre punition, d’une amende de deux cents piastres, au profit de toute personne qui en poursuit le recouvrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 263. <sup>Subornation de parjure, etc., par un candidat.</sup>

**5519.** Quiconque vote ou induit une personne à voter, ou la fait voter à une élection, sachant qu’il n’a pas ou que cette personne n’a pas le droit d’y voter, est coupable d’un acte illicite et est aussi passible d’une amende de cent piastres, payable, avec dépens, à quiconque en poursuit le recouvrement ; et, dans toute poursuite en recouvrement de l’amende, le fardeau de la preuve que cette personne a le droit de voter à l’élection incombe au délinquant, et non pas au poursuivant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 264. <sup>Voter illégalement. Amende. Preuve du droit de vote.</sup>

**5520.** Quiconque, avant ou pendant une élection, publie sciemment la nouvelle mensongère de la retraite d’un candidat à cette élection, dans le but de favoriser ou procurer l’élection d’un autre candidat, est coupable d’un acte illicite et est aussi passible d’une amende de cent piastres, payable, avec dépens, à quiconque en poursuit le recouvrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 265. <sup>Fausse nouvelle de la retraite d’un candidat.</sup>

**5521.** Un candidat n’est pas responsable des actes illicites prévus aux articles 5519 et 5520, lorsqu’ils sont commis par un tiers sans son autorisation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 266. <sup>Actes des agents.</sup>

**5522.** Toute infraction volontaire de quelqu’un des articles suivants, savoir : 5509 à 5511 et 5513 à 5520, est une <sup>Certaines offenses sont</sup>

des manœuvres frauduleuses. manœuvre frauduleuse selon l'intention de la partie du présent chapitre relative aux élections. 3 Ed. VII, c. 38, s. 267.

Nullité de contrat se rattachant aux élections.

**5523.** Tout contrat, promesse ou convention exécutoire se rapportant de quelque manière que ce soit à une élection, en vertu du présent chapitre, ou en provenant ou dépendant, même pour le paiement de dépenses légitimes, ou l'exécution de tout acte légal, est nul en loi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 268.

Votes à retrancher dans certains cas.

**5524.** Si, lors de l'instruction d'une contestation d'élection par laquelle on réclame le siège pour quelque personne, il est prouvé qu'un candidat s'est rendu coupable, personnellement ou par une autre personne agissant en son nom, de corruption, ou de l'action de traiter, ou d'influence indue à l'égard de quelque personne qui a voté à cette élection, ou s'il est prouvé qu'une personne retenue ou employée moyennant salaire par ou au nom d'un candidat pour les fins de cette élection, comme agent, commis, messenger, ou de toute autre manière, a voté à l'élection, il est retranché, à l'instruction de la contestation d'élection, du nombre de suffrages paraissant avoir été donnés en faveur de ce candidat, un vote par chaque personne qui a ainsi voté à l'élection et qui est trouvée coupable d'avoir été subornée, traitée ou indûment influencée, ou ainsi engagée ou employée moyennant salaire comme susdit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 269.

Nullité de l'élection pour manœuvres pratiquées par le candidat ou son agent.

**5525.** S'il est déclaré dans le jugement d'une cour, d'un juge ou autre tribunal chargé de connaître des contestations d'élections, que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par un candidat à une élection, ou par un agent avec ou sans le consentement du candidat, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 270.

Agents coupables de manœuvres frauduleuses.

**5526.** Si, lors de l'instruction d'une contestation d'élection, il est prouvé qu'un candidat a engagé personnellement à l'élection à laquelle la contestation se rapporte, comme cabaleur ou agent au sujet de l'élection, quelque personne qu'il sait avoir été, dans les trois années qui précèdent pareil engagement, trouvée coupable de manœuvres frauduleuses définies comme telles par le présent chapitre, devant un tribunal compétent ou par le jugement d'un juge ou d'un tribunal chargé de l'instruction des contestations d'élections, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 271.

Effet des manœuvres frauduleuses commises à

**5527.** Les dispositions des articles 5524, 5525 et 5526 ne s'appliquent—sauf à l'égard des actes personnels des candidats eux-mêmes ou des actes accomplis du consentement de

ces candidats—dans aucun cas, à raison de choses faites à une <sup>une élection</sup> élection autre que celle à laquelle la contestation se rapporte. <sup>précédente</sup>  
3 Ed. VII, c. 38, s. 272.

**5528.** Si, lors de l'instruction d'une contestation d'élec- <sup>Effet des ma-</sup>  
tion, il est prouvé que des manœuvres frauduleuses ont véri- <sup>nœuvres</sup>  
tablement été pratiquées par ou à la connaissance et du con- <sup>frauduleuses</sup>  
sentement d'un candidat à une élection, ou si un candidat est <sup>commises</sup>  
trouvé coupable devant un tribunal compétent, de corruption <sup>par un can-</sup>  
ou d'influence indue, il est réputé coupable de manœuvres frau- <sup>didat.</sup>  
duleuses, et son élection, s'il a été élu, est nulle ; et ce can-  
didat, pendant les trois années qui suivent la date à laquelle  
il a été ainsi trouvé coupable, ne peut être élu ni siéger comme  
membre du conseil municipal, ni voter à aucune élection  
d'un membre de ce conseil, ni remplir aucune charge à la  
nomination du dit conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 273.

**5529.** Si, lors de l'instruction d'une contestation d'élection, <sup>Irresponsa-</sup>  
le tribunal décide qu'un candidat à cette élection s'est rendu <sup>bilité du can-</sup>  
coupable, par quelque agent, de quelque infraction qui rend <sup>didat en cer-</sup>  
son élection nulle, et si le tribunal déclare de plus— <sup>tains cas.</sup>

*a.* qu'aucune manœuvre frauduleuse n'a été commise à  
cette élection par le candidat personnellement, et que les  
infractions mentionnées ont été commises contrairement aux  
ordres et sans l'assentiment ou la connivence de ce candidat ;  
et—

*b.* que ce candidat a pris tous les moyens raisonnables  
pour empêcher qu'il ne soit commis des manœuvres fraudu-  
leuses à cette élection ; et—

*c.* que les infractions mentionnées étaient d'une nature  
insignifiante, sans importance et minimes ; et—

*d.* que sous tous autres rapports, en tant que l'a démontré  
la preuve, l'élection a été exempte de manœuvres fraudu-  
leuses de la part de ce candidat et de ses agents ;—

l'élection de ce candidat n'est pas, à raison des infractions <sup>Election va-</sup>  
mentionnées, annulée, et le candidat n'est frappé d'aucune <sup>lide.</sup>  
incapacité pour cette cause. 3 Ed. VII, c. 38, s. 274.

**5530.** Si, lors de l'instruction d'une contestation d'élection, <sup>Inéligibilité</sup>  
un candidat, ou quelque autre personne, est trouvé coupable, <sup>du candidat</sup>  
d'après le jugement du tribunal, d'avoir, par lui-même ou par <sup>compable d'a-</sup>  
ses agents, à sa connaissance et de son consentement, aidé, pro- <sup>voir facilité</sup>  
voqué, conseillé ou facilité la commission à cette élection de <sup>l'offense de</sup>  
l'offense de supposition de personne par qui que ce soit, son <sup>supposition</sup>  
élection, s'il a été élu, doit être déclarée nulle ; et ce candidat <sup>de personne.</sup>  
ou cette autre personne est inéligible et inhabile à siéger au  
conseil municipal pendant les trois années suivantes. 3 Ed.  
VII, c. 38, s. 275.

**Inhabilité de certaines personnes coupables de manœuvres frauduleuses.** **5531.** Toute personne, autre qu'un candidat, trouvée coupable de manœuvres frauduleuses dans toute procédure dans laquelle, après avis de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être entendue, est, durant les trois années qui suivent la date à laquelle elle a été trouvée coupable, inhabile à être élue et à siéger au conseil municipal et à voter à une élection d'un membre de ce conseil et à remplir une charge à la nomination du dit conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 276.

**Réhabilitation en certains cas.** **5532.** Si, après qu'une personne a été frappée d'incapacité en vertu de la partie du présent chapitre relative aux élections, les témoins, ou quelqu'un d'eux, sur le témoignage desquels cette personne a été ainsi frappée, sont trouvés coupables de parjure au sujet de leur témoignage, cette personne peut demander que la cour devant laquelle la condamnation a eu lieu ordonne, et la cour, si elle est convaincue que l'interdiction a été prononcée sur le témoignage d'un parjure, ordonne que cette interdiction cesse et soit levée, et en conséquence cette personne est dès lors réhabilitée dans la jouissance de ses droits. 3 Ed. VII, c. 38, s. 277.

### § 13.—Des procédures civiles et pénales

**Recouvrement des amendes.** **5533.** Toutes les pénalités et amendes imposées par quelque disposition du présent chapitre relative aux élections, (hors dans les cas d'offenses punissables sommairement) sont recouvrables avec dépens par toute personne qui en fait la poursuite, par action de dette devant toute cour compétente; et, à défaut de payer le montant auquel il a été condamné dans le délai fixé par la cour, le délinquant, s'il n'y a pas d'emprisonnement de prescrit par le présent chapitre ou la charte, est incarcéré dans la prison commune du district pendant un terme n'excédant pas deux ans, à moins que l'amende et les frais ne soient plus tôt payés.

**Affidavit.** Nulle telle poursuite ne peut cependant être intentée à moins qu'il ne soit produit, avec le *præcipe* ou demande de sommation, un affidavit du demandeur, fait d'après la formule EE.

**Cautionnement.** Le défendeur peut, dans cette poursuite, obtenir, avant de plaider, la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie poursuivante ait, à la discrétion du tribunal ou du juge, fourni le cautionnement qui est jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier du tribunal toute somme déterminée par le tribunal ou le juge, pour payer les frais à encourir sur la poursuite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 278.

**Qui intente l'action** **5534.** Quand une infraction à quelque disposition du présent chapitre relative aux élections est punissable sommairement

rement, la poursuite est intentée et le jugement obtenu par toute personne qui fait la dénonciation devant un juge des sessions de la paix, un magistrat de district ou un shérif ayant juridiction et exerçant ses fonctions dans les limites duquel l'offense a été commise. quand l'offense est poursuivable sommairement.

Sauf les dispositions particulières, la procédure à suivre en pareil cas est celle prescrite par la partie xv du Code criminel, mais il n'y a pas d'appel de la décision rendue. Dispositions applicables.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 279.

**5535.** 1. Si quelqu'un est accusé, dans un bureau de votation, de s'être rendu coupable de supposition de personne, le sous-officier-rapporteur en charge de ce bureau peut, et, s'il en est requis au nom d'un candidat, doit recevoir la dénonciation sous le serment de celui qui porte l'accusation ; et cette dénonciation peut être suivie la formule FF. Procédure sommaire dans le cas de supposition de personne. Dénonciation.

2. Si la personne contre qui l'on veut porter l'accusation n'est pas sortie du bureau de votation, le sous-officier-rapporteur peut, soit de son propre mouvement, soit à la demande de quiconque propose de porter sur-le-champ l'accusation contre cette personne, détenir ou ordonner la détention de cette personne jusqu'à ce qu'une dénonciation puisse être formulée par écrit. Détention du prévenu.

3. En recevant la dénonciation, le sous-officier-rapporteur peut, le jour de la votation, mais non plus tard, lancer son mandat, selon la formule GG pour l'arrestation de l'accusé, afin qu'il puisse être conduit devant un magistrat ou l'un des magistrats qui y sont désignés, pour qu'il réponde à l'accusation et soit ensuite traité suivant la loi. Mandat d'arrestation.

4. Le magistrat ou les magistrats désignés dans le mandat sont tout juge des sessions de la paix, magistrat de district, magistrat de police, recorder ou autre fonctionnaire ou tribunal revêtu du pouvoir d'accomplir seul les actes qui doivent être d'ordinaire accomplis par deux juges de paix ou plus, et agissant dans la circonscription territoriale de leur ressort, et les plus à portée dans le district judiciaire. Procès.

5. Les dispositions de la partie xv du Code criminel, s'appliquent à toutes les procédures faites en vertu du présent article. Dispositions applicables.

6. Ce mandat est une autorisation suffisante pour permettre à tout agent de la paix (tel que défini par le Code criminel), de détenir cette personne jusqu'à ce qu'elle soit amenée devant un magistrat. Exécution du mandat.

7. Si le véritable nom de l'accusé n'est pas connu de l'accusateur, il suffit, dans la dénonciation et les autres procédures, de décrire l'accusé comme étant une personne dont le nom lui est inconnu, mais qui est détenue d'après l'ordre du sous- Si le nom de l'accusé n'est pas connu.

officier-rapporteur ; ou l'accusé peut être désigné de toute autre manière qui suffit à faire constater son identité ; et lorsque le nom de la personne ainsi accusée a été constaté, il est énoncé dans tout mandat ou procédure ultérieure.

Constables.

8. Tout greffier de bureau de votation est revêtu des pouvoirs d'un constable pour la mise à exécution des dispositions du présent article ; et tout sous-officier-rapporteur peut nommer tels constables spéciaux qu'il juge nécessaires dans le même but ; et ces personnes ont plein pouvoir d'agir sans avoir prêté aucun serment. 3 Ed. VII, c. 38, s. 280.

Contenu de la déclaration.

**5536.** Il suffit que le demandeur, dans toute action intentée en vertu du présent paragraphe, allègue dans sa déclaration que le défendeur lui doit la somme d'argent qu'il réclame, décrive l'infraction particulière à l'égard de laquelle l'action est intentée, et allègue que le défendeur a agi contrairement au présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 281.

Témoignage des parties.

**5537.** Dans toute poursuite et dans toute action ou procédure civile, les parties elles-mêmes sont admises à témoigner et peuvent y être contraintes, de la même manière que tout témoin, sauf les mêmes exceptions que dans les autres poursuites civiles ; mais il ne peut pas être fait usage de ce témoignage dans aucune accusation ou procédure portée ou intentée sous l'empire de la partie du présent chapitre relative aux élections contre la personne qui l'a rendu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 282.

Proviso.

Obligation de répondre.

**5538.** Nulle personne n'est exemptée de répondre aux questions qui lui sont posées dans toute poursuite, ou dans toute action civile, ou toute autre procédure civile devant un tribunal, un juge ou un magistrat, au sujet d'une élection ou de la conduite de quelque personne à cette élection, ou y ayant trait, à raison de quelque privilège, sauf qu'aucun électeur ne peut être obligé de dire pour qui il a voté à une élection ; mais nulle réponse donnée par une personne réclamant le droit d'être exemptée de répondre à raison de quelque privilège ne peut être alléguée à son préjudice dans aucune poursuite, ou action civile, ou autre procédure civile en vertu de la partie du présent chapitre relative aux élections, intentée contre elle, si le tribunal, le juge ou le magistrat a donné au témoin un certificat constatant qu'il a réclamé le droit d'être exempté de répondre pour cette raison, et qu'il a fait des réponses complètes et véridiques à la satisfaction du tribunal, du juge ou du magistrat. 3 Ed. VII, c. 38, s. 283.

Frais.

**5539.** A moins que, pour des raisons spéciales, le tribunal, le juge ou le magistrat n'estime convenable d'en ordonner autrement, la partie perdante, dans toute telle poursuite,



action ou procédure, doit supporter les frais, et, si c'est le défendeur, ces frais sont payables en sus de la pénalité infligée.

Toutefois, si la poursuite, action ou procédure est rejetée ou abandonnée et que le tribunal, le juge ou le magistrat soit d'opinion qu'elle a été malicieusement intentée dans le but de harasser et de vexer le défendeur et sans la connaissance raisonnable des faits allégués, le tribunal, le juge ou le magistrat peut, en la rejetant, condamner le demandeur à payer doubles frais à l'autre partie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 284.

**5540.** Dans toute poursuite, action ou procédure relative à une manœuvre frauduleuse, il suffit d'alléguer que le défendeur s'est rendu coupable, à l'élection pendant laquelle ou au sujet de laquelle le poursuivant ou le demandeur a l'intention de rattacher la perpétration de la manœuvre frauduleuse, en la décrivant sous la désignation qui lui est donnée par le présent chapitre, ou autrement, selon que le cas l'exige; et, dans toute poursuite, action ou procédure se rattachant à cette infraction, le certificat de l'officier-rapporteur est une preuve suffisante de la tenue régulière de l'élection et du fait de la candidature de toute personne désignée comme candidat dans ce certificat. 3 Ed. VII, c. 38, s. 285.

**5541.** 1. Lorsqu'il appert à la cour ou au juge chargé de connaître d'une contestation d'élection que quelque personne a enfreint quelqu'une des dispositions du présent chapitre relatives aux élections, la cour ou le juge peut ordonner que cette personne soit assignée à comparaître devant la cour ou le juge aux lieu, jour et heure fixés dans la sommation pour l'audition de l'accusation.

2. Si, au jour ainsi fixé dans la sommation, la personne assignée ne comparaît pas, elle est condamnée, sur la preuve déjà produite lors de l'instruction de la contestation d'élection, à payer telle amende dont elle est passible pour cette infraction, et, à défaut de paiement de cette amende, à l'emprisonnement prescrit.

3. Si, au jour ainsi fixé, la personne assignée comparaît, la cour ou le juge, après avoir entendu cette personne et les témoignages produits, rend tel jugement que la loi et la justice exigent.

4. Toutes les amendes recouvrées en vertu du présent article appartiennent à la municipalité.

5. Nulle amende ne doit être imposée en vertu du présent article s'il appert à la cour ou au juge que le délinquant a été poursuivi jusqu'à jugement ou acquitté au sujet de la même infraction; et nulle amende de ce genre n'est imposée à raison d'une infraction prouvée seulement par le témoignage ou l'admission du délinquant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 286.

**Prescription des actions.** **5542.** Toute action ou toute poursuite, portée en vertu des dispositions du présent chapitre relatives aux élections, doit être commencée dans les trois mois qui suivent immédiatement l'avis public de l'élection du candidat, pour les offenses commises jusqu'à cette date, et dans les douze mois pour les offenses subséquentes, à compter du jour de leur commission, et non plus tard, à moins que le défendeur ne se soit soustrait par la fuite à la juridiction du tribunal.

**Continuation des procédures.** Cette action ou cette poursuite, une fois commencée, doit être continuée effectivement et poursuivie sans délai volontaire, et a préséance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 287.

**Interventions.** **5543.** Au cas de suspension ou de délai, en tout état de cause, le juge ou le tribunal qui est saisi de la poursuite peut permettre à une ou plusieurs personnes d'intervenir et de mener la procédure à jugement et exécution ; et alors l'amende et les frais appartiennent à l'intervenant qui les fait prélever. 3 Ed. VII, c. 38, s. 288.

#### § 14.—*Des honoraires et des frais d'élection*

**Tarif d'honoraires.** **5544.** Le conseil municipal peut faire, amender et abroger des tarifs des honoraires et frais et dépenses à payer aux officiers d'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 289.

#### § 15.—*Dispositions diverses*

**Erreurs de forme n'annulent pas l'élection.** **5545.** Nulle élection ne peut être annulée à raison de l'inaccomplissement des formalités prescrites par le présent chapitre pour les opérations de la votation ou le dépouillement du scrutin, ou à raison de l'absence des conditions de cens chez les personnes qui ont signé le bulletin de présentation reçu par l'officier-rapporteur en vertu des dispositions du présent chapitre, ou d'aucune erreur dans l'emploi des formules contenues dans le présent chapitre, s'il paraît au tribunal chargé de s'enquérir de la question que les opérations électorales ont été conduites conformément aux principes établis par le présent chapitre, et que cet inaccomplissement ou cette erreur n'a pas vicié le résultat de l'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 290.

**Délais.** **5546.** Aucune élection ne peut être déclarée nulle pour cause d'inaccomplissement des dispositions du présent chapitre à l'égard des délais qu'elle fixe, à moins qu'il n'apparaisse au tribunal que cet inaccomplissement a pu affecter le résultat de l'élection. 3 Ed. VII, c. 38, s. 291.

## SECTION VI

## DES ÉLECTIONS CONTESTÉES

**5547.** Quiconque a qualité pour voter à l'élection du maire ou d'un échevin peut s'adresser, par requête libellée, à un juge de la Cour supérieure, ou à la Cour de circuit du district, ou à la Cour de circuit du comté, dans le district ou le comté dans lequel est située, en tout ou en partie, la municipalité ou le quartier où a eu lieu l'élection, en terme ou en vacances, pour se plaindre de l'élection et de la proclamation d'une personne comme maire ou échevin, à l'élection de laquelle il avait droit de voter, et demander, soit que cette élection soit annulée et qu'ordre soit donné de procéder à une autre élection, soit que cette élection soit annulée et qu'un jugement soit rendu déclarant lui ou quelque autre personne dûment élu à la place de celle qui a été proclamée élue.

Requête en  
annulation  
d'élection.

Cette requête peut invoquer un ou plusieurs des motifs qui suivent :

Motifs qu'elle doit comporter.

1. Que les formalités essentielles n'ont pas été observées à l'élection ;

2. Que la personne déclarée élue n'a pas reçu la majorité des votes légaux à cette élection ;

3. Qu'elle n'avait pas qualité pour être élue comme maire ou échevin, suivant le cas ;

4. Qu'elle s'est rendue coupable d'une manœuvre frauduleuse prohibée par le présent chapitre, soit personnellement ou par le fait d'un agent, avec ou sans autorité, connaissance ou approbation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 292.

**5548.** La requête doit exposer sommairement la date, le lieu et les circonstances de tout acte et de toute matière ou chose qui peuvent en justifier les conclusions ; et les allégations y formulées doivent être appuyées d'un affidavit à la satisfaction du juge, qui alors fait émettre un bref enjoignant à la personne déclarée élue de comparaître le jour y fixé, pour répondre à la requête.

Contenu de  
la requête.

Nulle requête n'est reçue après l'expiration d'une période de trente jours à compter du jour de la votation, à la dite élection, ou, s'il n'y a pas eu de votation, après l'expiration de trente jours à compter du jour de la présentation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 293.

Délai pour la  
présenter.

**5549.** Le jour du rapport du bref ou dans les trois jours suivants, le contestant donne cautionnement pour les frais, après avis au défendeur, en la manière suivie pour les cautionnements de cette nature donnés en Cour supérieure.

Cautionnement fourni  
par le contestant.

Les cautions offertes doivent justifier sous serment de leur solvabilité jusqu'à concurrence de cinq cents piastres.

Solvabilité  
des cautions.

**Examen de- Elles sont aussi tenues de répondre devant le juge en**  
**vant le juge.** chambre à toute question y relative que leur pose le défendeur. 3 Ed. VII, c. 38, s. 294.

**Continua- 5550.** Le cautionnement une fois donné, la cause est con-  
**tion de la** tinuée, instruite et jugée d'une manière sommaire, et, autant  
**cause après** que possible, tant en ce qui concerne le mérite que les matières  
**cautionne-** incidentes qui s'y rattachent, elle est assujettie aux règles de  
**ment fourni.** procédure prescrites par la section deuxième du chapitre qua-  
 rante du Code de procédure civile (articles 987 à 991).

**Juridiction Si, d'après la contestation, il devient nécessaire de faire le**  
**du tribunal.** dénombrement ou l'examen des bulletins de vote ou d'en  
 disposer autrement, ou de faire l'examen ou de disposer  
 autrement des livres des bureaux de votation qui ont  
 servi à l'élection, et des autres documents qui s'y rattachent,  
 ou d'assigner les personnes qui ont dirigé l'élection ou y ont  
 agi de quelque manière que ce soit, la cour ou le juge, pour  
 ces fins ou pour l'une d'elles, a les mêmes juridiction, pou-  
 voir et autorité que ceux attribués à tout juge ou à toute  
 cour dans des cas du même genre par la loi des élections  
 contestées de Québec.

**Si le siège Lors de la contestation d'une élection en vertu du présent**  
**n'est pas ré-** chapitre, si le siège n'est pas réclamé dans la requête présen-  
**clamé.** tée à cet effet pour quelqu'un des candidats, il n'est pas permis  
 au défendeur d'alléguer ni de prouver des faits récrimina-  
 toires.

**Mode de con- Nulle élection ne peut être contestée d'une autre manière**  
**tester l'élec-** ni d'après une autre procédure que celles qui sont indiquées  
**tion.** plus haut. 3 Ed. VII, c. 38, s. 295.

**Jugement 5551.** Le jugement rendu sur une pétition en vertu du  
**sujet à revi-** présent chapitre est sujet à revision devant la Cour de revi-  
**sion.** sion ; la cause y est entendue comme cause privilégiée, et a  
 préséance sur toutes les autres causes. Le jugement de la  
 Cour de revision est final. 3 Ed. VII, c. 38, s. 296.

**Signification 5552.** Le requérant doit signifier à la municipalité le  
**du jugement.** jugement rendu sur sa requête en en faisant laisser une copie  
 authentique au greffier.

**Procédures Si, par le jugement, l'élection du défendeur est annulée, et**  
**subséquen-** qu'un autre candidat soit déclaré dûment élu, ce dernier doit  
**tes.** être reconnu par le conseil ; mais s'il a été jugé que l'élec-  
 tion contestée doit être annulée, le siège du défendeur est  
 réputé vacant, et les procédures d'une nouvelle élection pour  
 remplir cette vacance doivent être commencées sur-le-champ.  
 3 Ed. VII, c. 38, s. 297.

## SECTION VII

## DE L'ÉLECTION DU MAIRE PAR LE CONSEIL

**5553.** Lorsqu'il est déclaré par un règlement du conseil municipal que le maire doit être élu par le conseil au lieu de l'être par les électeurs, les échevins présents à la première séance qui suit chaque élection générale, s'ils forment un quorum, doivent nommer maire de la municipalité l'un des échevins ayant les qualités requises pour cette charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 298. Election du maire par le conseil.

**5554.** Le greffier doit, aussitôt que la nomination du maire a été faite, en donner avis à la personne nommée, si elle n'était pas présente à l'assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 299. Avis de l'élection.

**5555.** La vacance dans la charge d'échevin causée par l'élection du maire, doit être remplie de la même manière que toute autre vacance dans la charge d'échevin. 3 Ed. VII, c. 38, s. 300. Vacance dans la charge d'échevin.

## SECTION VIII

## DES SÉANCES DU CONSEIL

**5556.** Le conseil tient ses séances à l'endroit désigné par la charte pour sa première séance, jusqu'à ce qu'il ait fixé, par résolution, un autre endroit dans les limites de la municipalité, qu'il peut changer de la même manière quand il le juge à propos. 3 Ed. VII, c. 38, s. 301. Endroit des séances.

**5557.** Le conseil doit s'assembler au moins une fois par mois, en séance générale ou ordinaire, pour la transaction des affaires de la municipalité, et tenir ses séances à des heures qu'il détermine par règlement. Epoque des assemblées du conseil.

Les membres du conseil doivent recevoir avis de chaque séance générale ou ordinaire, en la manière ci-après prescrite pour les séances spéciales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 302. Avis de séance.

**5558.** Si le jour fixé pour une séance ordinaire se trouve être un jour de fête, la séance est tenue le jour juridique suivant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 303. Jours de fête.

**5559.** La majorité des membres du conseil, à l'exclusion du maire, constitue un quorum pour l'expédition des affaires, excepté lorsqu'il est autrement prescrit spécialement par le présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 304. Quorum.

**5560.** Les séances du conseil sont publiques, mais, sur le vote de la majorité des échevins présents, le huis clos peut être ordonné à une séance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 305. Publicité des séances.

**Convocation des assemblées spéciales par le maire.** **5561.** Le maire peut convoquer une séance spéciale du conseil quand et aussi souvent qu'il le juge à propos ; cette séance peut être convoquée sur l'ordre verbal ou écrit du maire au greffier de la municipalité, qui, dans ce cas, dresse un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à cette séance, et en fait signifier ou expédier par la malle, par lettre recommandée, une copie à chaque membre, à son domicile ou à sa place d'affaires, au moins deux jours avant cette séance ; et le dépôt, au bureau de poste, d'un avis recommandé, deux jours francs avant cette séance, équivaut à une signification de cet avis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 306.

**Refus du maire de faire la convocation.** **5562.** Si, en quelque temps que ce soit, le maire refuse de convoquer une séance spéciale quand elle est jugée nécessaire par au moins trois membres du conseil, ces derniers peuvent ordonner la convocation de cette séance en en faisant une demande par écrit, signée par eux, au greffier de la municipalité ; et, sur réception de cette demande, le greffier de la municipalité dresse un avis de convocation, qu'il expédie de la manière indiquée dans l'article 5561, pourvu que cette demande spécifie les affaires pour lesquelles la séance est convoquée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 307.

**Affaires prises en considération aux séances spéciales.** **5563.** A ces séances spéciales, on ne peut prendre en considération que les affaires spécifiées dans l'avis de convocation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 308.

**Ajournement des séances.** **5564.** Si, à une séance spéciale ou générale, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, le conseil peut s'ajourner aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de ces ajournements aux membres présents ou absents ; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun de ces ajournements. 3 Ed. VII, c. 38, s. 309.

**Présidence des séances.** **5565.** Le maire préside toutes les séances du conseil et peut donner son vote prépondérant dans le cas d'égalité des votes, mais ne peut voter dans aucun autre cas ; dans le cas où le maire ou le maire suppléant ne sont pas présents, le conseil choisit un de ses membres pour présider.

**Vote du membre présidant.** Le maire suppléant ou le membre du conseil présidant une séance du conseil a le droit de voter, et peut en outre donner le vote prépondérant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 310.

**La majorité décide les questions.** **5566.** Aux séances du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises, —excepté dans le cas où les règles du conseil ou une disposi-

tion de la loi exigent un plus grand nombre de voix con-Exception.  
dantes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 311.

**5567.** Nul membre d'un conseil ne peut prendre part aux Membres in-  
délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt téressés.  
personnel.

Le conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un Décision du  
intérêt personnel dans la question—et tel membre n'a pas conseil à ce  
droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé. sujet.

Le présent article ne s'applique pas à la formation des Restriction.  
commissions. 3 Ed. VII, c. 38, s. 312.

**5568.** Le conseil peut faire et mettre à exécution des Règlement  
règles et règlements pour sa gouverne intérieure et pour le pour la gou-  
maintient de l'ordre durant ses séances. 3 Ed. VII, c. 38, verne inté-  
rieure.  
s. 313.

**5569.** Le maire maintient l'ordre et le décorum durant Maintien de  
les séances du conseil ; il peut arrêter ou faire arrêter toute l'ordre aux  
personne troublant l'ordre du conseil durant ses séances et la séances du  
faire mettre sous garde ; et cette personne encourt, pour conseil.  
chaque offense, une amende n'excédant pas vingt piastres.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 314.

**5570.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du Rédaction  
conseil sont dressés et transcrits dans un livre tenu à cet des procès-  
effet par le greffier de la municipalité, et, après avoir été lus verbaux.  
et ratifiés à la séance suivante, sont signés par lui et par le  
maire, ou par le membre qui préside telle séance, et ils sont  
accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 315.

## SECTION IX

## DES AVIS MUNICIPAUX

**5571.** Sauf dans les cas où il est autrement prévu, tout Publication  
avis donné en vertu des dispositions du présent chapitre, des avis mu-  
d'après les ordres du conseil, ou pour des fins municipal s, nicipaux  
est fait et publié ou signifié conformément aux prescriptions  
des articles suivants. 3 Ed. VII, c. 38, s. 316.

**5572.** Tout avis est spécial ou public, et doit être par Avis spé-  
écrit. ciaux et avis  
publics.

L'avis public est publié ; l'avis spécial est signifié. 3 Ed.  
VII, c. 38, s. 317.

**5573.** Toute copie d'un avis, qui doit être signifiée, pu-Copies d'avis  
bliée ou affichée, doit être attestée par la personne qui donne par qui certi-  
l'avis ou par le greffier du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 318. fiées.

**Certificat de publication ou de signification.** **Dépôt de l'avis.** **5574.** L'original de tout avis est accompagné d'un certificat de publication ou de signification fait par la personne qui l'a publié ou signifié.

L'original de cet avis et le certificat qui l'accompagne sont déposés par la personne qui a donné l'avis, au bureau du conseil, pour faire partie des archives municipales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 319.

**Mode de signifier l'avis spécial.**

**5575.** Sauf le cas où cette signification est faite par la poste, la signification d'un avis spécial se fait en en laissant une copie à celui à qui il est adressé en personne, ou à une personne raisonnable à son domicile ou à sa place d'affaires, même à celle qu'il occupe en société avec un autre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 320.

**Agent d'un contribuable absent.**

**5576.** Tout propriétaire de terrain ou contribuable, domicilié en dehors des limites de la municipalité, peut, par un avis spécial déposé au bureau du conseil, se nommer un agent qui le représente pour les fins de la signification des avis municipaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 321.

**Avis s'il y a un agent.**

**5577.** L'avis spécial adressé à un propriétaire ou contribuable absent qui s'est nommé un agent résidant dans la municipalité, doit être signifié à cet agent de la même manière qu'à un propriétaire présent.

**Avis à défaut d'agent.**

A défaut de la nomination d'un agent résidant dans la municipalité, la signification de l'avis se fait en en déposant une copie au bureau de poste de la localité, sous enveloppe cachetée et recommandée à l'adresse du propriétaire ou contribuable absent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 322.

**Avis à celui qui n'a ni agent ni adresse.**

**5578.** A moins que ce propriétaire n'ait fait connaître son adresse par un écrit déposé au bureau du conseil, nul n'est tenu de donner un avis spécial à un propriétaire absent qui n'a pas nommé d'agent. 3 Ed. VII, c. 38, s. 323.

**Heures de la signification de l'avis.**

**5579.** La signification de l'avis spécial ne peut être faite que les jours juridiques, entre sept heures du matin et sept heures de l'après-midi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 324.

**Mode de signification si les portes sont fermées, etc.**

**5580.** Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial sont fermées, ou s'il ne s'y trouve aucune personne raisonnable, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires. 3 Ed. VII, c. 38, s. 325.



**5581.** Le délai intermédiaire, après un avis spécial, court Délai inter- à dater du jour où il a été signifié, ce jour non compris. 3 Ed. médiaire. VII, c. 38, s. 326.

**5582.** La publication d'un avis public, donné pour des Affichage de fins municipales, se fait en affichant une copie de cet avis à l'avis public. deux endroits différents de la municipalité, fixés, de temps à autre, par résolution du conseil.

A défaut d'endroits fixés par le conseil, l'avis public est affiché sur la porte principale d'au moins un édifice destiné au culte public ou près de cette porte, s'il y a tel édifice, et à un autre endroit public dans cette municipalité et à deux autres endroits publics à défaut d'édifice destiné au culte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 327.

**5583.** Le conseil peut, néanmoins, déterminer par réso- Publication lution, que la publication de l'avis public doit se faire par de l'avis dans l'insertion de l'avis, le nombre de fois qu'il fixe, dans un ou les journaux. plusieurs journaux français, et dans un ou plusieurs journaux anglais, publiés ou circulant dans la municipalité; et, après telle résolution, l'affichage de l'avis public n'est plus requis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 328.

**5584.** Nul avis ne peut être publié en anglais et en fran- Avis dans çais dans un papier-nouvelles rédigé dans une seule de ces une seule deux langues. 3 Ed. VII, c. 38, s. 329. langue.

**5585.** Sauf les cas autrement prévus, le délai intermé- Computation diaire après un avis public, court du jour où il a été publié; des délais. s'il est prescrit que l'avis doit être publié dans un journal, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion de l'avis dans le journal; si l'avis est publié dans plusieurs journaux à des jours différents, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion faite dans le journal dans lequel a été publié l'avis en dernier lieu.

Dans tous les cas le jour où l'avis a été publié ne compte pas. 3 Ed. VII, c. 38, s. 330.

**5586.** Les avis publics affectent et obligent les proprié- Avis publics taires ou contribuables, domiciliés en dehors de la municipa- à l'égard des lité, de la même manière que ceux qui y ont leur domicile. absents. 3 Ed. VII, c. 38, s. 331.

**5587.** Quiconque a acquiescé au contenu d'un avis, ou en Effet d'ac- a, de quelque autre manière, connu suffisamment la teneur quiescement ou l'objet, ne peut ensuite se prévaloir de l'insuffisance ou du au contenu défaut de cet avis, ou de son défaut de publication ou de de l'avis. signification. 3 Ed. VII, c. 38, s. 332.

## SECTION X

## DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

§ 1.—*Dispositions générales*

**Etendue de la juridiction du conseil.** **5588.** Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la municipalité, et en dehors de la municipalité dans les cas particuliers où plus ample autorité lui est conférée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 333.

**Devoirs du conseil.** **5589.** Le conseil, en exerçant ses attributions, doit accomplir, outre les formalités requises par les dispositions de la loi, toutes celles prescrites par les règlements en vigueur dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 334.

**Passation des règlements, etc.** **5590.** Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passés par le conseil en séance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 335.

**Pouvoir de cassation donné à la Cour supérieure.** **5591.** Les procès-verbaux, rôles, résolutions ou autres ordonnances du conseil, peuvent être cassés par la Cour supérieure du district dans lequel est située en tout ou en partie la municipalité, pour cause d'illégalité, de la même manière, dans le même délai et avec les mêmes effets qu'un règlement du conseil, et sont sujets à l'application des articles 5603 et 5633. 3 Ed. VII, c. 38, s. 336.

**Manière de publier les actes du conseil.** **5592.** Sauf les cas autrement prévus, les documents, ordres ou procédures du conseil, dont la publication est requise par la loi ou par le conseil lui-même, sont publiés de la manière et aux endroits prescrits pour les avis publics. 3 Ed. VII, c. 38, s. 337.

**Exhibits remis.** **5593.** Les documents produits, comme exhibits au bureau du conseil ou entre les mains de ses officiers, sont remis sur récépissé, lorsqu'elles le requièrent, aux personnes qui les ont produits, pourvu toutefois que l'affaire au sujet de laquelle ils ont été produits soit décidée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 338.

**Significations faites au conseil.** **5594.** Toute signification qui doit être faite au bureau du conseil peut l'être, avec le même effet, hors du bureau du conseil, au greffier en personne. 3 Ed. VII, c. 38, s. 339.

§ 2.—*Des règlements du conseil*

## I.—PASSATION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET PROMULGATION DES RÈGLEMENTS

**Lecture des règlements.** **5595.** Le conseil peut déterminer l'avis qui doit être donné de la présentation des règlements municipaux, et pres-

crire que ces règlements subissent deux ou trois lectures avant leur passation, à des jours différents ou le même jour. 3 Ed. VII, c. 38, s. 340.

**5596.** Pour être authentique, l'original de tout règlement doit être signé par la personne présidant le conseil de la passation de ce règlement et par le greffier. Authentification des règlements

Si ce règlement a dû être soumis à l'approbation des électeurs municipaux avant son entrée en vigueur, et que cette approbation ait été donnée, un certificat, sous la signature du maire et du greffier attestant le fait, doit accompagner l'original de ce règlement et en faire partie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 341. Certificat requis.

**5597.** L'original de tout règlement est enregistré au long dans un livre spécial, intitulé : " Livre des règlements du conseil de la cité (ou ville) de " ; cette entrée est signée par le maire et contresignée par le greffier. Livre d'enregistrement des règlements.

Le greffier doit, en outre, entrer dans ce livre, à la suite de chaque règlement enregistré, une copie, qu'il certifie, de l'avis de publication de ce règlement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 342. Entrée de l'avis de publication.

**5598.** Le greffier a la garde des règlements municipaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 343. Garde des règlements.

**5599.** Il peut être disposé de plusieurs objets dans un même règlement. Règlements concernant plusieurs-objets

Dans le cas où plusieurs objets, dont il est disposé dans un même règlement, requièrent l'approbation des électeurs municipaux, une seule approbation suffit pour le règlement en entier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 344. Approbation d'eux par les électeurs.

**5600.** Sauf toutefois les cas autrement prévus par la loi, les règlements du conseil entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est pas autrement prescrit, quinze jours après celui où ils ont été publiés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 345. Entrée en vigueur des règlements.

**5601.** Les règlements qui, en vertu de leurs propres dispositions ou de celles du présent chapitre, ne doivent entrer en vigueur qu'à dater d'une certaine époque, sont sujets à une publication antérieure d'au moins quinze jours. 3 Ed. VII, c. 38, s. 346. Publication de certains règlements.

**5602.** Les règlements sont publiés après leur passation, ou leur approbation définitive dans les cas où ils ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, par un avis public, sous les signatures du maire et du greffier, publié Mode de publication de certains règlements.

- en la manière ordinaire, dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date à laquelle il a été passé, et de l'endroit où il peut en être pris communication.
- Contenu de l'avis.** Si le règlement est revêtu de l'approbation des électeurs municipaux, l'avis de publication fait en outre mention de l'accomplissement de cette formalité et de la date de son accomplissement.
- Publication dans les journaux.** Le conseil peut de plus publier ses règlements dans un ou plusieurs journaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 347.
- Durée des règlements.** **5603.** Les règlements sont exécutoires et restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, abrogés, désavoués ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du délai pour lequel ils ont été faits. 3 Ed. VII, c. 38, s. 348.
- Abrogation, etc., des règlements approuvés par les électeurs.** **5604.** Les règlements qui, avant d'avoir vigueur et effet, ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière. 3 Ed. VII, c. 38, s. 349.
- Abrogation, etc., des règlements.** **5605.** L'abrogation ou l'amendement d'un règlement ne peut avoir lieu que par un autre règlement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 350.
- Interprétation des règlements.** **5606.** Les règlements du conseil, lorsqu'ils sont promulgués, sont considérés comme des lois publiques dans les limites de la municipalité, et en dehors, dans les limites de la juridiction du conseil ; et il n'est pas nécessaire de les plaider spécialement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 351.
- Force probante des copies de règlements.** **5607.** Une copie de tout règlement dûment adopté est reçue comme preuve, pourvu qu'elle soit signée et certifiée par le greffier et qu'elle porte le sceau de la municipalité, sans qu'il soit nécessaire de prouver la validité du sceau ni la signature du greffier—sauf le droit de toute personne attaquant le règlement d'en contester l'authenticité par inscription en faux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 352.

## II.—PÉNALITÉS ATTACHÉES AUX RÈGLEMENTS

- Pénalité pour infraction aux règlements.** **5608.** Le conseil peut imposer, par chacun des règlements qu'il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés pour toute et chaque infraction aux règlements, soit une amende avec ou sans les frais, ou un emprisonnement ; et, si c'est une amende avec ou sans les frais, il peut ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de la dite amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit, cette amende ne doit pas excéder quarante piastres, et cet empri-

sonnement ne doit pas être pour plus de deux mois ; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cesse dès que l'amende, ou l'amende et les frais ont été payés.

Si l'infraction d'un règlement est continue, cette cont-Infraction nuité constitue jour par jour une offense séparée. continue.

Les frais ci-dessus mentionnés comprennent, dans tous Frais. les cas, les frais se rattachant à l'exécution du jugement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 353.

### III.—APPROBATION DES RÈGLEMENTS PAR LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

**5609.** Lorsqu'un règlement du conseil doit être soumis Si un règle- aux électeurs propriétaires fonciers, les procédures de l'assem- ment est sou- blée pour cet objet et de la votation, s'il y a lieu, sont celles mis aux élec- ci-après indiquées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 354. teurs.

**5610.** L'assemblée générale des électeurs propriétaires Convocation fonciers est convoquée, au moins quinze jours d'avance, par de l'assem- avis public signé par le maire, à un jour déterminé par le blée des conseil, à la salle municipale publique. 3 Ed. VII, c. 38, s. 355. électeurs.

**5611.** Cette assemblée est présidée par le maire ou le Présidence maire suppléant. de l'assem- blée.

Le greffier du conseil agit comme secrétaire ; il lit le règle- Secrétaire. ment et le soumet à l'assemblée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 356.

**5612.** S'il s'écoule une heure après l'ouverture de l'assem- Défaut de blée, sans que la votation soit demandée, le règlement est vote pendant censé adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés. une heure. 3 Ed. VII, c. 38, s. 357 ; 7 Ed. VII, c. 45, s. 2.

**5613.** Six électeurs, propriétaires fonciers et habiles à Demande de faire partie de cette assemblée, peuvent requérir la votation votation. pour constater l'approbation ou la désapprobation du règlement.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside, Devoir du doit fixer, dans la huitaine suivante, deux jours pour la vota- président. tion. 3 Ed. VII, c. 38, s. 358.

**5614.** La votation est présidée par le maire, avec l'assis- Président de tance du greffier, et est tenue à la salle municipale publique la votation. ou à tout autre endroit fixé par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 359.

**5615.** La votation dure deux jours juridiques depuis huit Heures de la heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi. 3 Ed. votation. VII, c. 38, s. 360.

- Remplacement du président.** **5616.** Le maire ou la personne qui préside peut s'absenter pendant la votation, en se faisant représenter par un membre du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 361.
- Enregistrement des votes.** **5617.** Chaque électeur se présente à son tour, et donne son vote par "oui" ou par "non", le mot "oui" signifiant qu'il approuve le règlement, et le mot "non" qu'il le désapprouve.  
Le nom de l'électeur et le vote qu'il donne sont inscrits dans un livre spécial, appelé "cahier de votation", que le greffier tient à cet effet. 3 Ed. VII, c. 38, s. 362.
- Entrée au livre.** **5618.** Nul n'est admis à voter, à moins qu'il n'apparaisse, par le rôle d'évaluation en vigueur ou par la liste des électeurs, s'il y en a une, qu'il est un électeur municipal à titre de propriétaire foncier.  
Il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que ces électeurs aient payé leurs taxes municipales et scolaires. 3 Ed. VII, c. 38, s. 363.
- Décompte des votes.** **5619.** A la clôture de la votation, le maire ou la personne qui a présidé la votation, compte les "oui" et les "non"; et, dans les quatre jours suivants, il soumet au conseil le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière imposable de chacun des votants, d'après le rôle de cotisation en vigueur.
- Relevé des votes.** Il est certifié, sous la signature du maire et du greffier, pour l'information du conseil, si la majorité par le nombre et par la valeur immobilière imposable approuve ou désapprouve le règlement.
- Examen du cahier de votation.** Si le conseil désire examiner les cahier de votation et le rôle d'évaluation, ces documents doivent être produits sur-le-champ. 3 Ed. VII, c. 38, s. 364.
- Conditions de l'adoption du règlement.** **5620.** Tout règlement qui doit être soumis aux électeurs propriétaires doit, pour avoir effet, être approuvé par au moins la majorité, en nombre et en valeur immobilière, des dits électeurs propriétaires qui ont voté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 365.
- Voix prépondérante du maire.** **5621.** Au cas de partage égal des voix, le maire, qu'il ait ou non présidé la votation, donne sa voix prépondérante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 366.
- Dépôt des cahiers de votation.** **5622.** Le cahier de votation, l'état et le certificat produits sont déposés dans les archives du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 367.

## IV. — CONTESTATION ET ANNULATION DES RÈGLEMENTS

**5623.** Tout électeur municipal peut, par une requête présentée en son nom à la Cour supérieure, ou à un juge de ce tribunal, demander et obtenir, pour cause d'illégalité, la cassation de tout règlement du conseil avec dépens contre la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 368.

Cassation des règlements par voie de requête.

**5624.** La cassation d'une partie seulement d'un règlement peut être demandée et obtenue de la même manière. 3 Ed. VII, c. 38, s. 369.

Cassation partielle.

**5625.** La requête doit articuler d'une manière claire et précise les moyens invoqués à l'appui de la demande, et être accompagnée d'une copie certifiée du règlement attaqué, si telle copie a pu être obtenue.

Articulations de la requête. Copie du règlement.

Si cette copie n'a pu être obtenue, le tribunal ou le juge, sur demande, doit en ordonner la production par le greffier du conseil, et, pour cette fin, ce fonctionnaire est considéré comme un officier du tribunal qui donne l'ordre ou auquel appartient le juge qui donne l'ordre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 370.

Si la copie n'a pu être obtenue.

**5626.** La requête est signifiée au bureau du conseil, au moins quatre jours avant d'être présentée au tribunal ou au juge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 371.

Signification de la requête.

**5627.** Avant la signification de la requête, le requérant donne caution pour les frais en la manière dont sont donnés les cautionnements dans les affaires judiciaires, à défaut de quoi cette requête ne peut être reçue par le tribunal. 3 Ed. VII, c. 38, s. 372.

Cautionnement pour les frais.

**5628.** Le tribunal ou le juge peut permettre de répondre par écrit à la requête, s'il le juge à propos. 3 Ed. VII, c. 38, s. 373.

Réponse par écrit.

**5629.** Le tribunal ou le juge procède d'une manière sommaire à entendre et à juger la contestation.

Procédure sommaire.

Selon l'ordre du tribunal ou du juge, la preuve peut être prise verbalement ou par écrit, en tout ou en partie. 3 Ed. VII, c. 38, s. 374.

Témoignage.

**5630.** Le tribunal ou le juge peut prononcer par son jugement la cassation de tel règlement, en tout ou en partie, ordonner la signification de la sentence au bureau du conseil intéressé, et la faire publier en la forme prescrite pour les ordres du conseil ou dans un ou plusieurs journaux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 375.

Jugement.

- Effet de l'annulation.** **5631.** Tout règlement, ou toute partie de règlement, ainsi cassé, cesse d'être en vigueur à compter de la date du jugement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 376.
- Dépens.** **5632.** Le tribunal ou le juge peut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation ; et ces dépens sont recouvrables tant contre les parties en cause que contre leurs cautions.
- Exécution.** Quinze jours après la signification du jugement aux cautions il est exécutoire contre elles, quant aux dépens. 3 Ed. VII, c. 38, s. 377.
- Domages si le règlement est cassé.** **5633.** La municipalité est seule responsable des dommages et des actions provenant de la mise en vigueur d'un règlement ou de partie d'un règlement dont la cassation a été ainsi obtenue. 3 Ed. VII, c. 38, s. 378.
- Prescription de l'action en cassation.** **5634.** Le droit de demander la cassation d'un règlement se prescrit par trois mois à compter de son entrée en vigueur. 3 Ed. VII, c. 38, s. 379.

## V. — DÉSAVEU DES RÈGLEMENTS

- Règlements soumis au lieutenant-gouverneur en conseil. Désaveu.** **5635.** Un exemplaire de tout règlement adopté en vertu du présent chapitre ou de la charte doit être transmis sans retard au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut, dans les trois mois de la réception d'icelui, désavouer le règlement. Avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et du jour de cette publication le règlement est nul et de nul effet. 3 Ed. VII, c. 38, s. 380.

§ 3.—*Des pouvoirs généraux de réglementation*

- Règlements concernant :** **5636.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :
- Bon ordre, etc. ;** 1. Pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois du Canada ou de la province, ni incompatibles avec quelque disposition spéciale du présent chapitre ou de la charte ;
- Amendement, etc., de certains règlements.** 2. Pour amender, remplacer et abroger, en tout ou en partie, les ordonnances ou règlements faits par les conseils municipaux qui ont eu la régie du territoire compris dans la municipalité et qui ont été continués en vigueur, dans les limites de ce territoire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 381.

§ 4.—*Des visites des maisons, etc., et des saisies et confiscations*

- Règlements concernant :** **5637.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :



1. Pour autoriser les officiers du conseil à visiter et à examiner toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques, pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, et pour obliger les propriétaires ou occupants de ces propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les officiers du conseil ; Visite des maisons ;

2. Pour autoriser la confiscation de tout article offert en vente, vendu ou livré, en contravention avec les règlements faits en vertu du présent chapitre ou de la charte. 3 Ed. VII c. 38, s. 382. Confiscation.

### § 5.—*De la protection de la personne et de la propriété*

**5638.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements : Règlements concernant :

#### 1.—CONSTRUCTION ET INSPECTION DES BATIMENTS, CHEMINÉES, ETC.

1. Pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions ; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminée, cheminées ou autres constructions n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire ; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que devront avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée, et appareils de chauffage, et les matériaux dont ils doivent être composés ; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues ; pour forcer le propriétaire à en soumettre le plan à, et à obtenir préalablement un certificat par écrit de l'inspecteur des bâtiments ou de tout autre officier ; pour empêcher la construction de bâtiments et constructions non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme aux dits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire ; Cheminées, etc. ;

2. Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments ou tout autre officier à démolir toute maison ou bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger ; à faire évacuer provisoirement telle maison ou tel bâtiment, si la chose lui paraît Démolition des bâtiments, etc. ;

nécessaire ; à faire achever tout ouvrage de réparation qui lui semble nécessaire pour la sûreté de la construction, et à recouvrer du propriétaire les frais ainsi encourus ;

Ascenseurs,  
etc. ;

3. Pour réglementer la construction, l'établissement et l'opération de grues, treuils, monte-charges, élévateurs, ascenseurs et autres appareils capables de mettre en danger la vie et la propriété ; pour les faire examiner, de temps à autre, par l'inspecteur des bâtiments ou par tout autre officier, et autoriser cet inspecteur ou cet autre officier à en prohiber l'usage tant qu'ils ne seront pas construits ou exploités conformément aux règlements ;

Devoirs de  
l'inspecteur  
des bâti-  
ments ;

4. Pour définir les devoirs et pouvoirs d'un inspecteur des bâtiments, et l'autoriser, ainsi que tous autres officiers que le conseil peut nommer dans ce but, à visiter et examiner, dans l'exercice de leurs fonctions, tant l'intérieur que l'extérieur des maisons ou bâtiments, afin d'adopter toute mesure préventive contre le feu ou jugée nécessaire à la sûreté publique ;

#### II. — APPAREILS FUMIVORES

Appareils  
fumivores,  
etc. ;

5. Pour forcer les personnes qui possèdent ou emploient des machines à vapeur, chaudières à vapeur, fabriques, usines ou autres ateliers ou établissements, de les munir d'appareils fumivores et gazivores, de manière à les débarrasser efficacement de tout ce qui peut nuire au public dans leur fonctionnement, et pour imposer une amende de cent piastres pour infraction à tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe ; pour prescrire que, si le délinquant ne paye pas immédiatement cette amende et les frais, il sera condamné à un emprisonnement n'excédant pas deux mois, à moins que cette amende et les frais ne soient payés avant l'expiration de ce délai ; et pour imposer une autre amende de cinquante piastres par jour pour chacun des jours où le délinquant continue d'enfreindre le règlement ;

#### III. — MACHINES ET CHAUDIÈRES

Machines et  
chaudières ;

6. Pour réglementer l'installation, l'usage ou l'emploi des machines et chaudières à vapeur, des générateurs et autres machines électriques, et la compétence des personnes chargées de les faire fonctionner, l'examen qu'elles auront à subir et les permis à leur délivrer ;

#### IV. — GAZ ET APPAREILS ÉLECTRIQUES, ETC.

Electricité,  
etc. ;

7. Pour réglementer l'usage du gaz, de l'électricité et des fils et appareils électriques, ainsi que des autres appareils pour produire la lumière, la chaleur et la force motrice dans la municipalité, et pourvoir à leur inspection ;

## V.—CLÔTURES

8. Pour forcer les propriétaires de tous terrains vacants ou Clôtures ; non dans la municipalité, ou leurs représentants ou agents, de clore ces terrains, et pour régler le mode de construction et la force et la qualité des matériaux qui seront employés pour clôturer ;

9. Pour protéger les personnes et les animaux contre les Clôtures de blessures ou les dommages que peuvent causer les clôtures de fil de fer barbelé ; ou pour prohiber entièrement ces clôtures dans toute la municipalité ou en quelques localités seulement ;

## VI.—JEUX DANS LES RUES

10. Pour réglementer ou empêcher les jeux et tous autres Jeux dans les amusements sur les rues, allées, trottoirs ou places publiques ; rues ;

## VII.—SAUTAGE DES MINES

11. Pour réglementer le sautage des mines ; Sautage des mines ;

## VIII.—TIR AU FUSIL

12. Pour empêcher ou régler le tir au fusil, au pistolet ou Tir au fusil ; autre arme à feu, ou à air comprimé, ou à tout autre système ;

## IX.—CHIENS

13. Pour assujettir à une licence et astreindre à des règle-Chiens ; ments ceux qui gardent des chiens ; pour faire museler les chiens ; pour empêcher les chiens d'errer, et pour autoriser la destruction d'une manière sommaire des chiens errants ;

## X.—CHEVAUX

14. Pour régler la manière dont les chevaux seront laissés Chevaux ; en repos ou seront attachés dans les rues, sur les places publiques et dans les remises ouvertes de la municipalité ; pour empêcher les chevaux de passer plus vite qu'au pas au coin des rues ou sur les ponts publics, et généralement empêcher que les chevaux ne soient conduits à une vitesse immodérée dans les rues ou sur les places publiques ;

## XI.—FOURRIÈRES

15. Pour établir des fourrières, dont le conseil aura la Fourrières. surveillance et le contrôle ; pour empêcher les chevaux, mulets, bestiaux, porcs, moutons, volailles, oies et autres animaux d'errer dans les rues, ruelles et places publiques, et pour en autoriser la saisie et la vente, et pour fixer le tarif des amendes pour la mise en fourrière des animaux ;

## XII.—POLICE ET CONSTABLES SPÉCIAUX

**Police, etc. ;** 16. Pour pourvoir à l'organisation, à l'équipement, au maintien et à la discipline d'un corps de police ou de constables, avec pouvoir de réglementer la résidence, la classification, le rang, le service, l'inspection et la distribution des membres du dit corps, et pour prescrire leurs devoirs ; pour autoriser le maire, en cas d'urgence, à nommer autant d'officiers de police temporaires qu'il le juge nécessaire, à un salaire fixé par le conseil ; pourvu que les officiers de police ainsi nommés ne restent pas en fonction durant plus d'une semaine sans le consentement du conseil ; pour pourvoir à la punition, par destitution, ou par amende, ou par emprisonnement, de tout membre du corps de police qui accepte directement ou indirectement une somme d'argent, ou une gratification, ou de la boisson enivrante ;

**Pouvoirs généraux des agents de police.**

a. Les agents de police ou constables d'une municipalité ont pouvoir, autorité et juridiction comme tels dans les limites de la municipalité, et sur tout le territoire auquel s'étend pour quelque objet la juridiction de la municipalité.

**Agents de police sont des constables.**

b. Les agents de police ou constables d'une municipalité sont des constables ou officiers de paix pour tout le district judiciaire dans lequel est située, en tout ou en partie, la municipalité et ont, pour l'exécution des devoirs qui leur sont imposés, tous les pouvoirs et toute l'autorité conférés aux constables ou officiers de paix par le droit commun.

**Pouvoir d'arrêter à vue.**

c. Sauf lorsqu'il est autrement prévu, tout agent de police ou constable peut arrêter à vue toute personne contrevenant à un règlement du conseil.

**Pouvoir d'entrer dans les auberges, etc.**

d. Tout agent de police ou constable a le droit d'entrer, de jour ou de nuit, dans les auberges, restauran's, hôtels, magasins ou établissements sous licence pour la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentés, ainsi que dans tout autre lieu public tombant sous le coup des règlements de la municipalité, pour constater si les lois et règlements qui régissent ces maisons sont observés, et d'arrêter à vue et sans mandat toute personne qu'il peut trouver dans ces maisons violant la loi ou les règlements ; et les propriétaires ou occupants de ces auberges, restaurants, hôtels, magasins ou établissements sont tenus de recevoir et d'admettre tel officier ou constable sous peine d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et d'un emprisonnement de pas plus de trois mois à défaut de paiement.

**Prisonniers amenés aux postes de police.**

e. Tous prisonniers amenés aux postes de police pour commission de quelque offense sont traduits sans retard devant le tribunal compétent, pour être traités suivant la loi.

- f. Il est loisible à tout officier de police en charge d'un poste où est amené un prisonnier arrêté à vue, ou avec l'autorisation du magistrat signataire du mandat, s'il est arrêté sur mandat—pourvu que ce soit pour une offense contre les prescriptions du présent chapitre, de la charte ou d'un règlement municipal—de permettre à ce prisonnier de souscrire une obligation, avec ou sans caution, ou avec dépôt, suivant la gravité de l'offense, par laquelle il s'engage à comparaître sous deux jours devant le tribunal compétent. A défaut de ce faire, le cautionnement est forfait ou le dépôt confisqué, et le magistrat compétent peut ordonner l'arrestation de l'accusé. Cautionnement des prisonniers. Conditions du cautionnement.
- g. Aucune personne ne peut porter, et aucune personne, société ou corporation ne peut faire porter un costume ou uniforme semblable à celui des membres du corps de police de la municipalité ; et toute personne, société ou corporation qui viole cette disposition est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque offense, sur plainte portée devant le tribunal compétent. Défense de porter un costume semblable à celui de la police.
- h. Aucune personne ne peut agir comme constable ou détective spécial dans les limites de la municipalité, sans avoir au préalable obtenu du maire un certificat d'honorabilité, et sans avoir dûment prêté serment comme tel devant le maire ou le greffier du conseil. Certificat requis pour les constables spéciaux, etc.
- i. Un registre de tous les constables et détectives spéciaux doit être tenu par le greffier du conseil, et chacun de ces constables et détectives peut exiger du greffier du conseil un certificat établissant que les formalités prescrites par le présent article ont été remplies. Registre des constables spéciaux, et
- j. Ce certificat est une preuve suffisante du droit des dits constables ou détectives spéciaux d'agir comme tels. Effet du certificat.
- k. Chacun des dits constables ou détectives doit porter un insigne, qui lui est fourni par la municipalité mais dont il paye le coût. Insigne.
17. Pour ériger une maison de détention et un ou plusieurs postes pour la garde temporaire de toute personne en état d'arrestation ; Maisons de détention ;

## XIII.—FEU ET BRIGADE DE POMPIERS

18. Pour protéger la vie et les propriétés des habitants, et pour prévenir les dangers du feu ; Protection contre le feu ;
19. Pour forcer les propriétaires des bâtiments occupés comme hôtels, théâtres, fabriques, écoles, collèges, couvents, hôpitaux, lieux d'entretien public ou par toute communauté religieuse, et des autres bâtiments que le conseil peut désigner, à les munir d'appareils efficaces de sauvetage en cas d'incendie ; pour faire examiner ces bâtiments de temps à autre par l'inspecteur de la municipalité ou tout autre officier, et en prohiber l'usage tant qu'ils ne sont pas ainsi munis d'appareils et n'ont pas été examinés ; Appareils de sauvetage etc. ;

- Construction des cheminées, etc. ;** 20. Pour régler la construction, les dimensions et la hauteur des coupe-feu et des cheminées au-dessus des toitures, ou même en certains cas, des coupe-feu et des cheminées des constructions ou maisons environnantes, et déterminer par qui les frais de l'élévation de ces cheminées et coupe-feu doivent être supportés, et dans quel délai ils doivent être élevés ou réparés ; pour empêcher les boulangers, potiers, forgerons, brasseurs, fabricants de potasse ou de perlasse ou autres manufacturiers, industriels ou personnes quelconques de construire et d'avoir un four ou fourneau, à moins qu'il ne communique à une cheminée de pierre ou de brique et n'ouvre dans la cheminée, qui doit s'élever à trois pieds au moins au-dessus du bâtiment dans ou près duquel le fourneau ou le four est construit ;
- Enlèvement des cheminées, etc. ;** 21. Pour empêcher la construction et ordonner l'enlèvement de cheminées, âtres, foyers, poêles, tuyaux de poêle, fours, chaudières et appareils dangereux ; pour réglementer l'exercice des industries de nature à causer des incendies ; et pour prohiber les dépôts de cendres ou l'accumulation de copeaux, déchets ou autres matières combustibles dans les endroits dangereux ;
- Ramonage des cheminées, etc. ;** 22. Pour régler la manière dont les cheminées doivent être ramonées, et à quelles époques de l'année ; pour accorder des licences aux ramoneurs que le conseil juge à propos d'employer ; pour forcer les propriétaires, locataires ou occupants de maisons dans la municipalité, de laisser ramoner leurs cheminées par les ramoneurs licenciés ; pour fixer les taux de ramonage qui doivent être payés, soit au conseil, soit aux ramoneurs licenciés, lesquels taux de ramonage, s'ils sont payés au conseil, sont considérés comme taxes municipales ;
- Amende pour refus de laisser ramoner les cheminées ;** 23. Pour imposer une amende de pas moins d'une piastre ni de plus de cinq piastres sur toutes les personnes dont les cheminées ont pris feu après refus de les laisser ramoner ; et, chaque fois qu'une cheminée qui a pris feu est commune à plusieurs maisons ou plusieurs ménages dans une même maison, l'amende ci-dessus peut être imposée en totalité sur chaque maison ou sur chaque ménage, ou être divisée entre eux suivant le degré de négligence de chacun ;
- Construction des bâtiments, etc. ;** 24. Pour fixer les limites dans lesquelles il est défendu de construire, établir ou réparer des bâtiments ou constructions de bois ; pour prescrire que tout bâtiment, situé dans ces limites, qui a été endommagé par le feu, par vétusté ou autrement, dans la proportion de la moitié de sa valeur, doit être démoli et enlevé ; pour déterminer la manière d'établir cette proportion, et pour obliger le propriétaire de tout bâtiment ou construction qui a été détruit, ou partiellement détruit, ou mis dans un état dangereux, par le feu ou autrement, de démolir, en tout ou en partie, le dit bâtiment ou construction ; et, dans le cas où le propriétaire refuserait ou

négligerait de se conformer aux ordres du conseil à cet égard, pour faire démolir le dit bâtiment ou construction aux frais du propriétaire, et pour prélever par privilège le coût des travaux de démolition sur le terrain où se trouve le dit bâtiment ou construction ;

25. Pour prescrire les endroits où peuvent être établis des Chantiers, chantiers à bois de construction et où peuvent être empilés etc. ; du bois de charpente, du bois de chauffage et autres matières combustibles, et pour obliger toute personne tenant un chantier à bardeaux, lattes ou bois de construction dans les limites de la municipalité, d'enlever les dits bardeaux, lattes ou bois de construction, lorsqu'ils sont devenus dangereux pour les bâtiments, constructions ou autres propriétés avoisinantes ;

26. Pour fixer les endroits dans la municipalité où les Manufactures, etc. ; manufactures et autres établissements employant comme force motrice la vapeur, l'électricité, le gaz ou toute substance inflammable, peuvent être érigés ;

27. Pour réglementer et défendre l'emmagasinage et l'usage Poudre, etc. ; de poudre, poix sèche, résine, pétrole, benzine, naphte, gazoline, térébentine, fulmicoton, nitroglycérine, et leurs produits, ainsi que d'autres matières combustibles ou explosives, dans les limites de la municipalité ou dans un rayon d'un mille en dehors de ces limites ;

28. Pour empêcher toute personne d'allumer ou de garder Feu dans le du feu dans un hangar, une porcherie, une grange, un appen- hangars, etc. tis ou autre bâtiment, autrement que dans une cheminée ou dans un poêle de métal ;

29. Pour empêcher qu'il ne soit de transporter du feu Transport du sur la voie publique, dans un jardin, une cour ou un champ, feu ; autrement que dans un vase de métal ;

30. Pour contraindre les propriétaires ou les occupants de Matières grange, fenil ou autre édifice contenant des matières combus- combustibles ; tibles ou inflammables, à en tenir les portes fermées ;

31. Pour prescrire la manière dont la chaux vive ou les Cendres, etc. ; cendres doivent être gardées ou déposées ;

32. Pour déterminer les précautions à prendre pour la Vente de la vente de la poudre et de toute autre matière explosible ; poudre, etc. ;

33. Pour forcer le propriétaire ou les propriétaires d'un Terrains terrain vacant dans les limites de la municipalité de le tenir vacants ; libre de toutes broussailles ou autres matières ou substances de nature à communiquer le feu aux propriétés adjacentes ;

34. Pour réglementer et défendre l'usage des pétards, Feux d'ar- torpilles, chandelles romaines, fusées volantes et autres pièccs tifice, etc. ; de feu d'artifice ;

35. Pour obliger les propriétaires ou locataires de maisons Echelles de et de bâtiments d'y placer des appareils pour éteindre le feu, sûreté, etc. ; ainsi que des échelles de sûreté ;

36. Pour organiser, maintenir et réglementer un départe- Brigade de ment des incendies et une brigade de pompiers, et pour les etc. ;

pourvoir de tous les appareils nécessaires, par achat ou louage ; pour pourvoir à la construction des postes de pompiers ; pour nommer tous les officiers et employés nécessaires pour éteindre et supprimer les incendies, protéger la propriété contre le feu, et prévenir les accidents par le feu ; pour pourvoir à la punition de toute personne qui gêne quelqu'un des membres de la brigade des pompiers dans l'exercice de ses devoirs, ou qui refuse d'obéir aux ordres légaux du chef ou du chef suppléant de la brigade des pompiers, ou qui dérange ou obstrue quelqu'une des boîtes à signaux, ou quelqu'un des fils ou appareils du département des alarmes à incendie ;

Démolition  
des bâtiments  
en cas d'in-  
cendie ;

37. Pour autoriser la démolition de tous bâtiments, maisons et clôtures lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter le progrès d'un incendie, et pour autoriser le maire, le chef de la brigade des pompiers ou autres officiers à exercer les pouvoirs mentionnés dans le présent paragraphe ;

Ordre aux  
incendies ;

38. Pour régler la conduite de toute personne présente à un incendie ;

Vols ;

39. Pour prévenir les vols aux incendies ;

Incendies  
dans une  
municipalité  
voisine ;

40. Pour autoriser le maire, en vertu des dispositions que le conseil édicte, à envoyer des pompes à incendie, des pompiers et des appareils au secours de toute municipalité étrangère, qui est mise en danger par le feu, à la condition toutefois que telle municipalité soit responsable des dépenses ou des dommages en résultant ;

Enquêtes sur  
incendies.

41. Pour faire, autoriser ou faire faire, après chaque incendie, dans la ville, une enquête sur l'origine et les causes de l'incendie.

Pouvoirs à ce  
sujet.

A cette fin, le conseil, ou une commission composée de deux ou plus de ses membres par lui autorisés, peuvent assigner des témoins, les forcer de comparaître et de rendre témoignage, et les examiner sous serment administré par un de leurs membres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 383.

#### § 6.—*De la santé et de la salubrité publiques*

Règlements  
concernant :

**5639.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

##### 1.—COMMISSION D'HYGIÈNE ET MALADIES CONTAGIEUSES ET INFECTIEUSES

Commission  
d'hygiène ;

1. Pour constituer une commission d'hygiène à laquelle le conseil peut attribuer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il juge à propos, qui peut être composée d'échevins ou d'autres citoyens ayant les qualités nécessaires ; pour prendre les moyens de protéger la santé publique ; pour adopter des mesures de précaution contre l'introduction des maladies ; pour prévenir toute contagion ou infection de ces maladies et



en diminuer le danger, et pour définir et régler les pouvoirs, attributions et devoirs des officiers d'hygiène, le tout sans préjudice des dispositions de la loi d'hygiène publique de Québec ;

2. Pour établir et réglementer des hôpitaux et maisons de Hôpitaux, santé pour les maladies contagieuses, et pour protéger la santé etc. ; et supprimer les maladies ; pour empêcher l'introduction de maladies contagieuses, infectieuses et autres dans la municipalité ; pour assurer l'isolement des personnes atteintes de ces maladies et faire observer ces règlements dans les limites de la municipalité ; pour réglementer, contrôler ou empêcher le débarquement des personnes, bagages, marchandises ou autres choses se trouvant sur des bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de germes de maladie contagieuse, et pour disposer de ces personnes et choses de manière à protéger la santé publique, et pour empêcher les bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de venir en dedans ou près des limites de la municipalité, le tout sans préjudice des dispositions de la loi d'hygiène publique de Québec ;

3. Pour établir un système complet et efficace de vaccina- Vaccination ; tion ; pour établir des bureaux à cet effet, y nommer des employés autorisés à faire des visites domiciliaires, avec pouvoir de détruire les linges, vêtements ou autres effets infectés de germes de variole ou autres maladies contagieuses ; pour isoler les malades souffrant de telles maladies contagieuses, toutes les fois que ces employés le jugent nécessaire dans l'intérêt de ces malades ou du public en général ; pour faire inhumer, dans un bref délai, toute personne qui meurt d'une de ces maladies, et généralement pour faire prendre toutes les mesures que le conseil juge nécessaires pour prévenir ou arrêter les progrès de la petite vérole ou autre maladie contagieuse ou endémique ;

#### II.—INSPECTION ET SAISIE DES PRODUITS ET DES DENRÉES

4. Pour pourvoir à l'inspection de la viande, des volailles, Inspection du poisson, du gibier, du beurre, du fromage, du saindoux, de la viande, etc. ; des œufs, des légumes, de la farine, du lait, des produits laitiers, des fruits et des autres produits alimentaires ; pour pourvoir à la saisie, à la confiscation et à la destruction de tous les produits de cette nature qui sont gâtés ou malsains ; pour défendre qu'il soit apporté dans la municipalité et que quelqu'un garde en sa possession des produits de ce genre gâtés ou malsains, et pour définir les devoirs, pouvoirs et attributions des inspecteurs nommés à cette fin ;

5. Pour faire inspecter le lait et pour prohiber l'usage, la Lait, laite- vente et la mise en vente du lait malsain, infecté de germes ries, etc. ; de maladie ou autrement nuisible à la santé et pour en autoriser la saisie et la confiscation ; pour faire inspecter et

pour réglementer les laiteries, les étables et les vacheries situées dans les limites de la municipalité d'où provient le lait vendu dans la municipalité ; pour faire inspecter et pour réglementer les locaux où l'on vend le lait ; pour contraindre les laitiers qui vendent du lait dans la municipalité à employer les procédés de transport et de traitement du lait les plus propres à le protéger contre la contamination et à en assurer la pureté ; pour octroyer des permis aux laitiers qui vendent du lait dans la municipalité ; pour refuser des permis aux laitiers qui ne se conforment pas à la loi ou aux règlements de la municipalité concernant le lait, ainsi qu'à ceux du conseil d'hygiène de la province, et pour suspendre ou annuler ces permis pour contravention à ces lois et règlements, en sus de toute autre pénalité ;

### III.—INSPECTION DES GLACIÈRES

Glacières ; 6. Pour inspecter et réglementer les glaciers et pour octroyer des permis aux vendeurs de glace dans les limites de la municipalité ;

### IV.—SALUBRITÉ DES MAISONS, ETC.

Habitations, etc. ; 7. Pour réglementer les logements, les habitations et les maisons à appartements ; pour empêcher qu'ils ne soient encombrés et pour exiger qu'ils soient mis et tenus dans les conditions sanitaires voulues ;

Démolition des bâtiments, etc. ; 8. Pour pourvoir à la fermeture et à la démolition des bâtiments, dans les limites de la municipalité, qui ne sont plus propres à être habités, et pour recouvrer des propriétaires de tels bâtiments le montant déboursé de ce chef ;

### V.—VIDANGES, FOSSES D'AISANCES, ET CONDITIONS NON HYGIÉNIQUES

Enlèvement des déchets, etc. ; 9. Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détrit, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières malsaines ou nuisibles et d'en disposer ; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les localités que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement des dites matières, aux frais de la municipalité ou du dit propriétaire ou occupant ou de celui qui les a déposés ;

Usage des égouts, etc. ; 10. Pour réglementer ou défendre l'usage de tous les ponts, viaducs, tunnels, drains, égouts, privés et fosses d'aisances dans les limites de la municipalité et dans les parties d'icelle

que le conseil désigne ; pour faire nettoyer ou disparaître les privés et fosses d'aisances ;

11. Pour défendre de jeter ou déposer des cendres, du Détritus, papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détritus etc. ; ou autres matières ou obstructions nuisibles dans ou sur les rues, allées, cours, terrains publics, places publiques, eaux ou cours d'eaux municipaux ;

12. Pour empêcher la contamination des eaux des criques, rivières, étangs, lacs ou cours d'eau municipaux situés dans les limites de la municipalité ou adjacents à celle-ci ; pour empêcher que les déchets ou autres matières n'y soient déposés ; pour pourvoir au nettoyage et à la purification des eaux, cours d'eau et canaux municipaux, et au drainage et au remplissage des étangs sur les propriétés privées lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt de la santé publique ; et pour forcer le propriétaire ou occupant de bâtiments ou terrains d'enlever des lieux lui appartenant ou occupés par lui toutes les matières nuisibles que le conseil ou le département de santé juge à propos de faire disparaître, et, dans le cas où il négligerait de se conformer aux ordres reçus, pour autoriser un officier de la municipalité à enlever ou à détruire ces matières, aux frais du propriétaire ou occupant ;

13. Pour prescrire que, dans le cas où l'on ne peut trouver le propriétaire d'un terrain et que personne ne représente le propriétaire, ou que le propriétaire ou occupant ou autre intéressé refuse ou néglige de clôturer, nettoyer, égoutter, combler et niveler le dit terrain après en avoir reçu l'ordre d'un employé autorisé du conseil, ou que, faute de moyens, il lui est impossible de clôturer, nettoyer, égoutter, combler ou niveler le dit terrain, il est loisible au dit conseil et de sa compétence de le faire faire, et de prescrire que les déboursés faits de ce chef constituent une charge spéciale sur le terrain, et que ces déboursés sont privilégiés et recouvrables de la même manière qu'une taxe spéciale ;

#### VI.—ÉTABLISSEMENTS ET INDUSTRIES INSALUBRES OU NUISIBLES

14. Pour réglementer ou prohiber l'établissement, la construction et l'administration des parcs à bestiaux, fabriques de conserves, établissements pour faire fondre le suif, chandeleries, entrepôts pour peaux crues, établissements pour faire brûler ou bouillir les os, fabriques de colle, usines à gaz, savonneries, teintureries, tanneries, manufactures de saucisse, et autres établissements insalubres dans les limites de la municipalité ;

15. Pour réglementer l'établissement, la construction et l'usage des brasseries, étables, écuries de louage, forges et fonderies dans les limites de la municipalité ;

Industries  
insalubres,  
etc. ;

16. Pour défendre l'exercice d'industries nuisibles ou insalubres dans les limites de la municipalité ; pour empêcher la construction ou l'occupation de tous édifices nuisibles dans un lieu ou site quelconque où ils peuvent être dommageables à la propriété avoisinante ; et pour déterminer les endroits où certaines industries ou occupations peuvent être permises ;

Savonneries,  
etc. ;

17. Pour forcer le propriétaire de toute savonnerie, chandellerie, fabrique de saucisse, porcherie et de toute autre établissement ou endroit insalubre ou nuisible de les nettoyer ou de les supprimer ;

Etat sanitaire  
des écu-  
ries ;

18. Pour exiger que les endroits où des animaux sont gardés soient tenus en bon état sanitaire ;

#### VII.—ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES

Animaux at-  
teints de ma-  
ladies conta-  
gieuses ;

19. Pour faire tuer ou abattre en tout endroit de la municipalité tout animal atteint de maladie contagieuse, sur certificat d'un médecin vétérinaire ou d'un officier de santé nommé par le conseil ;

#### VIII.—BAINS ET CABINETS D'AISANCES PUBLICS, ETC.

Bains  
publics ;

20. Pour établir et maintenir des bains publics, cabinets d'aisance et lavoirs ;

#### IX.—ÉGOUTS, FOSSÉS ET COURS D'EAU

Egouts, etc. ;

21. Pour organiser le système d'égouts de la municipalité ; pour construire tout égout public ; pour imposer une taxe sur les propriétaires d'immeubles, pour les frais de construction de tout égout public dans toute rue où ces propriétaires possèdent des immeubles, y compris les raccordements entre cet égout public et les égouts privés de ces propriétaires, et le coût des réparations rendues nécessaires au pavage par suite de la construction des égouts privés ; et pour prescrire la manière dont doit être répartie cette taxe, soit en raison de l'étendue de front de ces propriétés ou autrement, ainsi que la manière dont la dite taxe doit être prélevée ;

Egouts col-  
lecteurs, etc. ;

22. Pour prolonger les égouts collecteurs ou tunnels dans toute municipalité voisine, et pour recouvrer de celle-ci, si elle fait usage de ces égouts collecteurs ou tunnels, sa quote-part des frais de construction et d'entretien d'iceux, suivant la superficie à égoutter et en proportion de l'avantage qu'en retire cette municipalité, — le montant de cette quote-part devant être fixé par des estimateurs nommés de la manière suivante : un par le conseil, un par cette municipalité et le troisième par un juge de la Cour supérieure ; pour obliger ces municipalités à payer les dommages résultant de l'usage qu'elles font des égouts de la municipalité pour s'égoutter ;

23. Pour construire des égouts dans les rues privées et les ruelles, lorsque l'intérêt de la santé publique l'exige, sans être tenu de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telles rues ou ruelles à cause de ces travaux ;

24. Pour fixer l'époque où les égouts privés peuvent être faits ; pour prescrire la manière de les construire et les matériaux à employer pour leur construction, la municipalité construisant elle-même depuis l'alignement de la rue jusqu'à l'égout public ; et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires ;

25. Pour permettre à la municipalité de mettre, lorsque ce sera nécessaire, des soupapes de sûreté automatiques aux raccords des égouts pour le drainage de tout terrain, les frais en devant être supportés en la manière déterminée par le conseil, et ces frais devant être recouvrés d'après l'état préparé par l'inspecteur de la municipalité ; et pour pourvoir aussi à l'inspection, par la municipalité, de ces soupapes de sûreté ;

26. Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, tout fossé de ligne, tout fossé mitoyen ou tout cours d'eau situé dans la municipalité ou hors de ses limites, selon que le conseil le juge utile, et pour déterminer le temps et la manière de faire ces travaux, ainsi que les habitants de la municipalité par qui ou aux frais de qui ils doivent être exécutés.

Dans le cas où des municipalités voisines, locales ou de comté, s'égouttent ou écoulent des eaux dans une cité ou une ville, ou que la cité ou la ville écoule ses eaux ou s'égoutte dans des municipalités locales ou de comté, le conseil de comté de cette municipalité locale ou de comté, ou le bureau des délégués, selon le cas, peut, avec le consentement préalable du conseil de cette cité ou de cette ville, la traiter comme une municipalité locale soumise au contrôle du conseil de comté ou du bureau des délégués, conformément aux dispositions du Code municipal applicables au cas où deux ou plusieurs municipalités locales placées sous leur contrôle sont intéressées.

Le conseil de la cité ou de la ville a alors autorité de nommer un délégué pour le représenter au conseil de comté, ou au bureau des délégués, selon le cas, lequel délégué a, pour les fins des travaux de cours d'eau et ponts, juridiction égale à celle d'un conseiller de comté ou d'un délégué de comté, selon le cas.

A défaut du consentement ci-dessus et de la nomination de son délégué dans un délai de quinze jours, après un avis donné par le secrétaire du conseil de comté ou le secrétaire des délégués, la municipalité de comté ou le bureau des délégués, peut s'adresser à la Cour de circuit

Egouts  
privés ;Construction  
des égouts  
privés, etc. ;Raccorde-  
ment des  
égouts, etc. ;

Cours d'eau ;

Paiement  
du coût, etc.,  
de certains  
égouts.Nomination  
d'un délégué  
au conseil de  
comté par la  
municipa-  
lité.Demande de  
la nomina-  
tion au tri-  
bunal, à dé-  
faut de no-  
mination par

la municipalité.

du comté ou du district ou à la Cour de magistrat de district par une requête, dont un avis de cinq jours doit être donné à la municipalité de cité ou de ville, pour faire déclarer que le territoire de la municipalité de cité ou de ville, ou partie d'icelui, est intéressé dans les travaux de cours d'eau et ponts, d'après l'écoulement des eaux, et faire nommer par la cour un délégué pour représenter la municipalité de cité ou de ville au conseil de comté ou au bureau des délégués.

Juridiction du conseil de comté après cette nomination.

Après ce consentement et cette nomination ou ce jugement, le territoire ainsi déclaré intéressé dans les travaux est traité comme faisant partie de la municipalité de comté et est sous la juridiction, pour les fins de ces travaux, du conseil de comté ou du bureau des délégués, ainsi que des surintendants ou autres officiers qui peuvent être nommés par ces deux autorités, tout comme si ce territoire faisait partie de la municipalité de comté en question.

Jugement final.

Le jugement rendu sur la requête est sans appel.

Taxe pour les paiements des travaux aux cours d'eau, etc. ;

27. Pour prélever, si les travaux doivent être faits aux frais communs des intéressés, sur les propriétaires des terrains situés dans la municipalité et égouttés par un fossé ou un cours d'eau, les sommes requises pour ces travaux, d'après la valeur estimée des terrains ou d'après la longueur du fossé ou du cours d'eau sur ces terrains ; et pour régler le mode de percevoir les taxes ainsi imposées ;

Pénalités ;

28. Pour infliger des pénalités à quiconque obstrue, dérange, ou permet d'obstruer ou de déranger les fossés ou cours d'eau ou refuse de faire ou de laisser faire les travaux ordonnés par l'inspecteur en vertu des règlements ;

Travaux aux frais de la municipalité ;

29. Pour mettre aux frais de la municipalité, pour une période déterminée ou indéterminée, tous les travaux de fossés ou de cours d'eau ;

Drainage par les cîes de chemin de fer.

30. Pour obliger les compagnies de chemin de fer à faire et tenir ouverts et en bon état, des fossés, drains, égouts et ponceaux le long et au-dessous de leurs voies, de manière qu'il ne s'accumule pas d'eau sale ou stagnante sur leurs terrains, et de manière que le drainage naturel des propriétés et rues adjacentes ne soit pas entravé dans les limites de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 384.

#### § 7.—De la décence et des bonnes mœurs

Règlements concernant :

**5640.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

Maisons de jeu ;  
Maisons de prostitution ;

1. Pour supprimer toute maison de jeu et de débauche ;  
2. Pour supprimer les maisons de prostitution, malfamées et de rendez-vous ;

3. Pour empêcher et restreindre le jeu aux cartes, les jeux de dés et autres jeux de hasard, avec ou sans pari, dans tout hôtel, restaurant, auberge ou boutique sous licence ou non dans la municipalité ; Restriction du jeu aux cartes, etc. ;

4. Pour prohiber, empêcher et supprimer les attroupe-ments, rixes, troubles, réunions désordonnées et tous spectacles ou amusements brutaux ou dépravés ; Attroupe-ments, etc. ;

5. Pour réglementer les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions ou autres représentations publiques, et les permettre sur licence aux conditions jugées convenables, et prohiber toute représentation ou exhibition tendant à compromettre la sûreté publique ; Cirques, etc. ;

6. Pour permettre, moyennant le paiement d'une licence, et réglementer l'affichage de placards ; Placards, etc. ;

7. Pour réglementer le bain et la natation dans les eaux comprises dans les limites de la municipalité ou dans sa juridiction pour les fins de police ; Bains, etc. ;

8. Pour assurer l'observance convenable du dimanche ; Dimanches ;

9. Pour prohiber la vente, le dimanche, par tous boutiquiers, colporteurs, hôteliers, aubergistes ou autres personnes, de tous effets, articles, marchandises et boissons enivrantes dans aucun hôtel, auberge ou place d'entretien publique, ou d'y acheter ou boire des boissons enivrantes ; et aussi pour exiger la fermeture des buvettes et auberges, depuis minuit le samedi jusqu'au lundi matin ; pour réglementer la vente des fruits, cigares, sucreries et liqueurs de tempérance, le dimanche ; Vente le dimanche, etc. ;

10. Pour empêcher qu'aucune congrégation ou réunion pour le culte religieux ne soit troublée dans ses exercices, et pour prohiber la distribution, aux portes des églises, le dimanche, de toutes feuilles volantes ou circulaires imprimées ; Protection des cultes ;

11. Pour permettre, à certaines conditions, réglementer ou empêcher l'emploi des enfants mineurs dans les rues et places publiques, et octroyer des permis aux porteurs de journaux et les réglementer ; Porteurs de journaux, etc. ;

12. Pour réglementer les mendiants. 3 Ed. VII, c. 38, s. 385. Mendiants.

#### § 8.—Des voies et places publiques

**5641.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements : Règlements concernant :

1. Sujet à l'article 5887, pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, aux frais de la municipalité ou des propriétaires de terrains voisins, selon que le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux conditions qu'il trouve convenables ; Ouverture et entretien des rues ;

- Pavage des rues ;** 2. Pour paver, macadamiser ou planchier les rues de la municipalité, en tout ou en partie, et pour en payer le coût à même les fonds de la municipalité ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires ayant des propriétés dans un rayon déterminé par le conseil ;
- Trottoirs ;** 3. Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur une rue, une place, une voie de communication ou un chemin public, établis dans la municipalité, à faire et entretenir, en front de leur propriété, ou du côté opposé de la rue ou du chemin, des trottoirs en bois, en pierre ou en d'autre matière qui est prescrite, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement, et pour déterminer la manière de faire ou d'entretenir ces trottoirs, et même pour les faire et les entretenir aux frais de la municipalité, ou aux frais des propriétaires riverains ou du côté opposé de la rue ou d'une partie de la municipalité, au moyen d'une répartition spéciale sur iceux ;
- Places publiques ;** 4. Pour ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir, aux frais de la municipalité, des places ou parcs publics, propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité ;
- Alignement des rues, etc. ;** 5. Pour régler et changer l'alignement et la hauteur ou le niveau des rues, des trottoirs, des places ou parcs publics de la municipalité ; pourvu que si quelqu'un en souffre des dommages réels il soit indemnisé à dire d'arbitres ;
- Noms des rues, etc. ;** 6. Pour donner des noms aux rues, allées et places publiques et pour en changer les noms ;
- Numérotage des maisons, etc. ;** 7. Pour réglementer le numérotage des maisons, bâtiments et lots, et pour forcer les propriétaires de maisons et autres constructions d'y placer les numéros des dites maisons et constructions dans un endroit bien visible ;
- Nouvelles rues ;** 8. Pour réglementer la subdivision en rues de tout terrain situé dans les limites de la municipalité, pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que les dites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité ;
- Voies pour bicycles ;** 9. Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage des voies pour bicycles sur toute rue, allée ou place publique ;
- Chemins d'hiver ;** 10. Pour faire tracer des chemins d'hiver à travers tout champ ou enclos, sauf les vergers, jardins ou autres terrains clos en haies vives ;
- Usage des rues, etc. ;** 11. Pour réglementer l'usage des rues, allées, avenues, ponts, ponceaux, terrains publics, places publiques, pavages, trottoirs, traverses, gouttières, eaux et cours d'eau municipaux, et pour empêcher et faire cesser tout empiètement dans les, sur les, et au-dessus des rues, allées, avenues, terrains publics, places publiques et cours d'eau municipaux, et pour empêcher aussi qu'ils ne soient endommagés ou que l'on n'en fasse un mauvais usage ;—la municipalité étant responsable



du mauvais état de ces rues, allées, avenues, ponts, ponceaux, terrains publics et places publiques, pavages, trottoirs, traverses, gouttières, eaux et cours d'eau municipaux ;

12. Pour réglementer et contrôler l'exercice par une personne ou corporation quelconque de quelque franchise ou privilège dans les rues ou places publiques de la municipalité, que cette franchise ou ce privilège ait été conféré par la municipalité ou par la Législature, sauf les droits acquis ;

Franchises  
dans les rues,  
etc. ;

13. Pour réglementer la manière de faire et d'entretenir les ouvertures et excavations dans les rues, allées, terrains publics et places publiques pour les tuyaux à gaz et à eau, conducteurs électriques, sous-voies et conduits et pour d'autres fins, et pour réglementer la construction et l'entretien des égouts, tunnels et drains, et la construction et l'usage de tous ouvrages et conduits au-dessous des rues, allées, trottoirs, terrains publics et places publiques de la municipalité, et pour réglementer, et, au besoin, pour défendre la construction et le maintien de trous à charbon, trous d'homme, trappes et autres ouvertures dans les trottoirs, rues et allées, et pour ordonner que toutes les ouvertures de ce genre soient couvertes et entourées de garde-fous ; pour obliger les personnes ou compagnies qui ont ou qui pourront avoir le droit de faire des excavations dans les rues à déposer, entre les mains du trésorier, un montant suffisant pour garantir que les rues seront remises dans l'état où elles étaient, ou pour permettre à la municipalité de faire elle-même les réparations aux dépens de ces personnes ou compagnies, ou pour empêcher ces excavations et les remplir lorsqu'elles auront été faites contrairement aux règlements ; pour empêcher toute personne ou compagnie de défaire tout pavage, trottoir, traverse, canal ou égout, ou de faire un trou, un fossé ou égout dans une rue ou dans un pavage ou trottoir, sans avoir au préalable donné avis par écrit au greffier de la municipalité et fourni un plan indiquant le lieu précis, ainsi que les dimensions de la dite ouverture, et avoir obtenu la permission du dit greffier, s'il n'a pas été préalablement autorisé, et, en aucun cas, sans avoir obtenu l'approbation relativement au lieu et en la manière que la dite ouverture doit être pratiquée ; pour empêcher qu'on ne place, sur une rue pavée d'une manière permanente, des matériaux de construction, goudron, chaux, pierre, brique ou autres objets de nature à détériorer le pavage, ou pour réglementer la permission de se servir de ces rues pour les fins susdites, et pour exiger un dépôt suffisant pour remettre le pavage en bon ordre ;

Excavations  
dans les rues,  
etc. ;

14. Pour faire éloigner des rues tout appentis, écurie ou autre bâtiment construit sur l'alignement ou dans le voisinage immédiat d'une rue ou d'une place publique, et pour déterminer le temps et la manière dont ces constructions seront démolies ou ôtées, et par qui les dépenses en seront supportées ;

Ecuries sur  
l'alignement  
des rues, etc.

Enseignes,  
etc. ;

15. Pour prescrire la manière de placer, ou défendre de placer, sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, des enseignes, poteaux d'enseignes, auvents, poteaux d'auvents, poteaux de téléphone, de télégraphe et d'électricité, abreuvoirs pour chevaux, râteliers et autres obstructions ;

Poteaux, etc. ;

16. Pour réglementer ou défendre la suspension de fils conducteurs le long de, ou à travers toutes les rues, allées et places publiques ; pour exiger que tous les fils conducteurs, dans certaines limites déterminées ou dans toute l'étendue de la municipalité soient posés, de la manière que le conseil décide, au-dessous de la surface des rues ou ailleurs ; pour exiger aussi que les poteaux déjà érigés ou les fils conducteurs déjà suspendus soient enlevés et placés dans des conduits souterrains ou ailleurs ; pour prescrire que tous fils conducteurs, tuyaux et conduits devront être placés dans un endroit commun sous terre ou ailleurs, aux conditions que le conseil jugera à propos d'imposer ;

Ponts, etc. ;

17. Pour réglementer ou défendre l'établissement, la construction et le maintien de ponts et de voies et tramways dans, sous ou sur toute rue, allée ou place publique ;

Poteaux  
pour attacher les chevaux ;

18. Pour réglementer le posage de poteaux ou d'anneaux auxquels on attache les chevaux, et pour prohiber qu'ils soient posés dans toute la municipalité ou dans quelque partie d'icelle ;

Nettoyage  
des rues ;

19. Pour prélever, par voie de taxation, sur tous les propriétaires et occupants demeurant sur une rue ou place publique, pourvu que la majorité de ces personnes l'ait demandé par requête, les deniers suffisants pour balayer, arroser et tenir en état de propreté telle rue ou place publique ;

Accidents  
par la glace  
sur les trottoirs ;

20. Pour prescrire les mesures qu'il juge nécessaires afin de prévenir les accidents en hiver, résultant de l'accumulation de la neige ou de la glace sur les trottoirs et les toits des maisons ou autres bâtiments, et, dans ce but, pour déterminer la manière dont les dits trottoirs et toits seront entretenus ;— toute personne tenue par la loi à l'entretien des trottoirs ou des toits, étant responsable envers la municipalité des dommages résultant du défaut de l'exécution de ses obligations à cet égard, et pouvant être appelée en garantie par la municipalité dans toute poursuite intentée contre elle pour réclamer ces dommages ;

Neige dans  
les rues ;

21. Pour défendre l'amoncellement de neige ou de toute autre chose dans les rues, allées ou places publiques par les personnes, corporations ou sociétés possédant ou exploitant des lignes de tramways le long des, ou à travers les rues, allées ou places publiques ;

Obstructions  
dans les rues,  
etc. ;

22. Pour faire disparaître toute nuisance ou obstruction sur les trottoirs, rues, allées et terrains publics, et pour empêcher qu'ils ne soient encombrés de voitures, de boîtes, de bois ou d'autres choses ;

23. Pour obliger le propriétaire ou occupant de tout immeuble de tenir les trottoirs, le long et en front du dit immeuble, libres d'obstructions, et pour pourvoir à l'enlèvement de celles-ci aux frais du propriétaire ou occupant ; Trottoirs, etc. ;

24. Pour obliger toute compagnie de chemin de fer à mettre des barrières avec des gardiens, aux frais de la compagnie, sur chacun des chemins ou rues que traverse tel chemin de fer, dans les limites de la municipalité, et pour imposer une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque jour que telle compagnie refuse et néglige de poser telle barrière, après qu'elle a été requise de le faire ; Barrières aux traverses de chemin de fer ;

25. Pour empêcher l'obstruction des rues par les chars ou trains de chars, locomotives et autres engins de toute compagnie de chemin de fer ; pour déterminer quelles précautions les conducteurs, mécaniciens ou chauffeurs de tels trains, chars, locomotives ou engins doivent prendre lorsqu'ils traversent ou sont sur le point de traverser les rues dans la municipalité, et pour imposer, soit à telle compagnie de chemin de fer elle-même, soit aux employés de telle compagnie, une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque contravention aux règlements faits à cet égard ; Obstruction des rues par les chars ;

26. Pour réglementer la vitesse des chevaux et autres animaux, bicycles, wagons, locomotives et autres véhicules, dans les limites de la municipalité, et pour forcer les gens à attacher leurs chevaux ou autres animaux attelés à des voitures ou autrement, lorsqu'ils sont stationnaires dans les rues, allées ou places publiques ; Allure des chevaux, etc. ;

27. Pour réglementer l'usage des bicycles et des automobiles dans les limites de la municipalité, et les empêcher de circuler sur certaines rues, sujet, en ce qui concerne les automobiles, aux dispositions contenues dans la section vingt et unième du chapitre cinquième du titre quatrième des présents Statuts refondus (articles 1388-1435) ; Bicycles, etc. ;

28. Pour réglementer et prescrire la largeur des bandes des roues des voitures employées dans la municipalité, et le maximum de poids de toute charge transportée dans les rues, et pour prescrire sur quelles rues les voitures lourdement chargées pourront circuler, et de quelles rues, allées et places publiques elles seront exclues, et pour émettre des licences pour les voitures de tout genre ; Largeur des roues de voiture ;

29. Pour réglementer ou défendre l'usage de voitures bruyantes dans les rues et places publiques ; Voitures bruyantes ;

30. Pour réglementer ou défendre l'exhibition, ou le port, ou la distribution de bannières, placards, annonces et prospectus ou autres articles dans les, près des, ou sur les rues, allées, trottoirs et places publiques ; Placards, etc. ;

31. Pour réglementer ou empêcher le déploiement de drapeaux, bannières et enseignes à travers les rues, allées et places publiques, et pour réglementer, permettre moyennant un permis ou défendre la construction et l'usage de tableaux Drapeaux, etc. ;

à affiches et enseignes le long ou près des rues, allées et places publiques ou sur les lots vacants ou ailleurs ;

Plantation  
d'arbres, etc.

32. Pour régler la plantation, la culture et la conservation des arbres d'ornement dans les rues, squares et parcs de la municipalité ; pour forcer tout propriétaire à planter des arbres en face de sa propriété sous la direction d'un officier de la municipalité ; et pour autoriser cet officier à faire faire cette plantation et à en exiger le coût du propriétaire si celui-ci refuse ou néglige de se conformer à son ordre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 386 ; 9 Ed. VII, c. 50, s. 1.

### § 9.—*Des plans de la municipalité*

Plans de la  
municipali-  
té.

**5642.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour faire faire des plans ou cartes de tout le territoire compris dans la municipalité et sujet à sa juridiction, avec indication des rues, ruelles et places publiques, ou des dimensions nouvelles que le conseil de la municipalité entend leur donner ; et ces plans ou cartes, une fois confirmés par la Cour supérieure, sur requête à cet effet présentée au moins quinze jours après la publication d'un avis public, deviennent obligatoires pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés et pour toute autre personne. 3 Ed. VII, c. 38, s. 387.

Confirmation  
des plans.

Dépôt des  
plans.

**5643.** Aussitôt après qu'ils sont terminés, il doit être déposé un double de chacun de ces plans au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district où est située en tout ou en partie la municipalité, et un autre double aux archives de la corporation, et quand ces plans ont été confirmés et ratifiés par la cour, le greffier de la municipalité doit inscrire sur le double de chacun de ces plans, déposé aux archives de la corporation, la mention de telle confirmation comme suit : *Confirmé par la Cour supérieure le* . . . 3 Ed. VII, c. 38, s. 388.

Construc-  
tions faites  
contraire-  
ment au plan  
homologué.

**5644.** Il ne peut être réclamé ni donné, lors de l'ouverture d'une des nouvelles rues, ou d'un des squares ou places publiques nouveaux tracés au plan s'y rapportant, ou lors de l'élargissement ou du prolongement de toute rue ou place publique désignées au dit plan, d'indemnité ou dommages-intérêts pour quelques bâtiments ou améliorations que les propriétaires et autres personnes ont faits ou fait faire postérieurement à la confirmation du dit plan sur tout terrain réservé, soit pour de nouvelles rues ou places publiques, soit pour leur élargissement, prolongement ou agrandissement ; pourvu, cependant, que rien dans le présent chapitre n'enlève à la municipalité le droit d'élargir ou de prolonger toute rue, place publique ou square désignés au dit plan après sa confirmation, ou de renoncer à l'ouverture de toute nouvelle rue ou à l'élargissement et au prolongement de toute rue existant ainsi que désignée au plan ; mais il ne peut être fait aucune alté-

ration ou modification de cette nature, à moins qu'elle ne soit Proviso. décidée par règlement à une réunion du conseil à laquelle assiste la majorité de ses membres, sur requête à cet effet signée par la majorité des propriétaires de la rue ou de partie de la rue où tels changements sont projetés.

Après quoi, tout juge de la Cour supérieure peut, sur re-Modification quête présentée dans ce but par la corporation, après les du plan. mêmes avis que ceux mentionnés dans l'article 5642, ordonner que les doubles du dit plan, soient modifiés en conséquence. 3 Ed. VII, c. 38, s. 389.

#### § 10.—*De l'approvisionnement de l'eau*

**5645.** Le conseil peut faire, abroger et amender des règle-Aqueducs, ments pour pourvoir à l'établissement, à l'entretien, à l'admini-etc. nistration et à la réglementation d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, pour fournir de l'eau à la municipalité et pour établir et réglementer les bornes-fontaines, fontaines et abreuvoirs publics. 3 Ed. VII, c. 38, s. 390.

**5646.** La municipalité peut construire et entretenir, dans Construction ses limites et au delà d'icelles dans un rayon de vingt milles, et entretien l'aqueduc, avec toutes les dépendances et accessoires, dont d'un aque- la construction est déterminée en vertu de l'article 5645, duc. améliorer, modifier ou déplacer l'aqueduc ou toute partie d'icelui ; changer l'emplacement des roues hydrauliques, machines ou autres moyens d'alimentation de l'aqueduc ; et construire et entretenir tous bâtiments, roues, machines, réservoirs, bassins et autres ouvrages nécessaires pour la conduite de l'eau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 391.

**5647.** Dans ce but, la municipalité peut acquérir et Acquisition posséder tout terrain, servitude ou usufruit dans ses limites de certains terrains. ou dans un rayon de vingt milles de ses limites ; acheter un droit de passage partout où il est nécessaire ; payer tous les dommages causés à tout bâtiment ou terrain par suite des travaux faits pour cet aqueduc ; passer des marchés avec toute personne pour la construction du dit aqueduc en tout ou en partie ; diriger et surveiller le dit aqueduc une fois qu'il sera terminé ; entrer, pendant le jour, sur les terrains des particuliers dans ce but et y faire des fouilles, y prendre et en enlever des pierres, de la terre, des déchets, des arbres, des racines, du sable et du gravier et autres matières, en payant ou en offrant une indemnité raisonnable pour iceux, et en se conformant, en toutes choses, aux dispositions ci-après. 3 Ed. VII, c. 38, s. 392.

**5648.** Si, pour les besoins de l'aqueduc ou pour quel-Expropria- qu'une des fins mentionnées dans les articles précédents, soit tion fautive d'entente. en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité, les

parties ne peuvent s'entendre sur l'acquisition d'un immeuble ou d'un droit de passage ou d'une servitude sur tel immeuble, cette acquisition peut se faire par voie d'expropriation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 393.

Réparation  
des conduits  
d'eau.

**5649.** Les employés et officiers de la municipalité et toutes autres personnes à son service, peuvent entrer sur tout terrain ou immeuble, rue ou voie publique ou privée pour y poser ou réparer les conduits d'eau, et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc. 3 Ed. VII, c. 38, s. 394.

Dommages,  
etc., pour  
obstruction  
aux travaux.

**5650.** Quiconque empêche un employé ou officier de la municipalité ou une autre personne à son service de faire les dits travaux, ou d'exercer les pouvoirs et privilèges conférés ci-dessus, ou les gêne ou les dérange dans l'exercice de ces pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc, ou ses appareils, ou accessoires, ou entrave ou empêche le fonctionnement de l'aqueduc ou des accessoires ou appareils en dépendant ou de quelque partie d'iceux, est responsable, sans préjudice des peines qu'il peut encourir, des dommages que la municipalité subit à raison de ces actes.

Recouvre-  
ment des  
dommages.

Ces dommages, avec les frais, sont recouvrables par action devant les cours ayant juridiction. 3 Ed. VII, c. 38, s. 395.

Taxe pour  
construction  
d'aqueduc,  
etc.

**5651.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de maisons, magasins ou autres bâtiments, une taxe spéciale annuelle du taux qu'il détermine, sur la valeur cotisée de chaque maison, magasin ou bâtiment, y compris le terrain.

Fonds d'a-  
mortisse-  
ment.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 5777. 3 Ed. VII, c. 38, s. 396.

Taxe sur les  
propriétaires  
ne se servant  
pas de l'a-  
queduc.

**5652.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc; pourvu que la corporation ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs maisons, magasins ou bâtiments respectifs, ou dans l'intérieur de ces maisons, magasins ou bâtiments s'ils sont construits dans l'alignement de la rue. 3 Ed. VII, c. 38, s. 397.

Règlements  
concernant :

**5653.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

1. Pour défendre à tout occupant d'une maison ou bâti-  
ment approvisionné d'eau par l'aqueduc, de fournir cette Usage de l'eau ;  
eau à d'autres, ou de s'en servir autrement que pour son  
usage ou d'augmenter sa provision au delà de ce qu'il est  
convenu, ou de la gaspiller ;
2. Pour prescrire les dimensions, la qualité, la force de Emplace-  
ment, etc.,  
des conduits ;  
résistance et l'emplacement des conduits, soupapes, robinets,  
citernes, cabinets d'aisance, baignoires et autres choses de  
même nature ;
3. Pour fixer la taxe de l'eau, en sus de la taxe spéciale Tarif de  
l'eau, etc. ;  
mentionnée dans l'article 5651 ; pour fournir des compteurs  
qui sont placés dans les bâtiments ou établissements, afin  
de mesurer et compter la quantité d'eau qui y est consom-  
mée, et pour fixer le prix de l'eau et de la location de ces  
compteurs ;
4. Pour empêcher que l'eau ne soit contaminée dans Propreté de  
l'eau, etc. ;  
l'aqueduc ou les réservoirs, et que l'on ne fraude la munici-  
palité relativement à la quantité d'eau fournie par l'aqueduc ;
5. Pour prescrire que la taxe de l'eau est due et payable par Taxe de l'eau  
payable par  
versements ;  
versements, et dans les délais qu'il juge à propos de fixer ;
6. Pour prescrire que le taux légal d'intérêt sur les arré- Paiement de  
l'intérêt sur  
les arrérages ;  
rages du prix de l'eau n'est dû qu'à l'expiration des dits  
délais, respectivement ;
7. Pour pourvoir à toute autre matière ou chose de quelque Autres ma-  
tières se rap-  
portant à  
l'aqueduc.  
nature que ce soit, se rattachant à l'aqueduc, qu'il est néces-  
saire de régler ou déterminer pour le bon fonctionne-  
ment de l'aqueduc. 3 Ed. VII, c. 38, s. 398.

**5654.** La municipalité peut faire avec les consommateurs Arrange-  
ments pour  
l'approvisi-  
onnement  
de l'eau.  
des arrangements particuliers pour l'approvisionnement de  
l'eau, dans les cas spéciaux où l'on considère que la consom-  
mation ordinaire d'eau est excédée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 399.

**5655.** La taxe spéciale et la taxe d'eau, imposées par les Perception  
de la taxe.  
articles 5651 et 5653, ainsi que toutes les autres sommes dues  
pour l'eau ou les compteurs, sont perçues d'après les règles  
et de la manière prescrites pour les taxes générales. 3 Ed.  
VII, c. 38, s. 400.

**5656.** Dès que la municipalité est prête à fournir l'eau à Avis par la  
corporation  
qu'elle est  
prête à four-  
nir l'eau.  
quelque partie de la municipalité qui n'en est pas déjà  
pourvue, elle en donne avis public, et, après cet avis, toutes  
les personnes sujettes au paiement de la taxe de l'eau dans  
cette partie de la municipalité, soit qu'elles consentent ou  
non à recevoir l'eau, doivent payer la taxe fixée par le tarif.  
3 Ed. VII, c. 38, s. 401.

**5657.** La municipalité doit introduire à ses propres frais Frais d'intro-  
duction et  
de distribu-  
l'eau dans les maisons ou autres bâtiments ; mais la distri-  
bution de l'eau dans ces maisons ou bâtiments, après que

tion de l'eau dans les maisons. Si la maison est éloignée de l'alignement de la rue. l'eau y aura été introduite, est à la charge des propriétaires ou occupants et est faite par ceux-ci.

Dans tous les cas où la maison ou le bâtiment se trouve à quelque distance de l'alignement de la rue, la municipalité pose le tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, et a le droit d'exiger du propriétaire la taxe de l'eau, quand même ce dernier refuse ou néglige de raccorder ce tuyau avec sa maison ou son bâtiment. 3 Ed. VII, c. 38, s. 402.

**Recours du locataire obligé de payer taxe de l'eau si l'eau n'est pas distribuée.** **5658.** Si quelque propriétaire refuse ou néglige de faire cette distribution, et que le conseil exige du locataire la taxe de l'eau, celui-ci peut retenir sur le loyer de l'immeuble qu'il occupe le montant de la taxe de l'eau qu'il a payé à la municipalité, à moins qu'il ne soit autrement stipulé dans le bail. 3 Ed. VII, c. 38, s. 403.

**Tuyaux séparés lorsqu'il y a plusieurs locataires dans la même maison.** **5659.** Dans tous les cas où une maison ou un autre bâtiment se trouve occupé par deux ou plusieurs locataires, sous-locataires ou familles, la municipalité peut exiger que le propriétaire établisse un tuyau de distribution séparé et distinct pour chacun de ces locataires, sous-locataires ou familles, occupant des appartements séparés, de telle sorte que la municipalité puisse en tout temps exercer, quant à l'approvisionnement d'eau de chaque locataire, sous-locataire ou famille, le contrôle qu'elle possède quant aux maisons occupées par un seul locataire ; et, si le propriétaire, après avoir été averti par écrit à cet effet par un officier du conseil, refuse ou néglige de se conformer, dans un délai raisonnable, qui ne doit pas excéder quinze jours, aux prescriptions du présent article, il est tenu de payer la taxe de l'eau ainsi fournie aux dits locataires, sous-locataires ou familles ; cette obligation de la part du propriétaire dure jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux prescriptions susdites. 3 Ed. VII, c. 38, s. 404.

**Obligations du propriétaire d'un pâtre de maisons.** **5660.** Cette obligation s'applique à tout propriétaire d'un pâtre de maisons ou de logements contigus, qui refuse ou néglige de munir chaque telle maison ou logement d'un tuyau de distribution distinct et séparé, après qu'il a reçu avis de le faire, comme susdit ; cette obligation s'applique également au propriétaire dans tous les cas où le nombre des locataires, sous-locataires ou familles dans une maison est tel qu'il sera impossible de donner à chacun d'eux un tuyau de distribution séparé ; et la municipalité a droit, dans ce cas, d'exiger du propriétaire la taxe ordinaire de l'eau pour chacun de ces locataires, sous-locataires ou familles. 3 Ed. VII, c. 38, s. 405.

**Arrêt de l'eau pour** **5661.** Si quelque personne endommage ou laisse en mauvais état un conduit d'eau, une soupape, un robinet, un cabinet d'aisances, une baignoire ou un autre appareil, ou s'en



sert ou permet que l'on s'en serve de façon que l'eau soit gaspillée ou consommée mal à propos ; ou si elle refuse ou néglige de payer la taxe légalement imposée pour l'eau qui lui est fournie, pendant les trente jours qui suivent la date où cette taxe est devenue due et payable, la municipalité peut intercepter l'eau et en suspendre l'approvisionnement tant que la dite personne est en défaut ; ce qui, du reste, n'exempte pas cette personne du paiement de la taxe de l'eau tout comme si l'eau lui avait été fournie sans interruption. 3 Ed. VII, c. 38, s. 406.

**5662.** Les officiers nommés pour l'administration de tout aqueduc, peuvent entrer dans toute maison ou tout bâtiment quelconque, ou sur toute propriété située dans ou hors de la municipalité, pour s'assurer si l'eau ne se perd pas, ou si les règlements relatifs à l'aqueduc sont fidèlement exécutés. Visites des officiers pour examen des appareils.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de tout tel bâtiment, maison ou propriété, de permettre à ces officiers de faire leur visite ou examen. Droits des officiers à ce sujet.

L'eau peut être retirée à toute personne refusant de recevoir les officiers, aussi longtemps que dure ce refus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 407. Refus de recevoir officiers.

**5663.** La municipalité n'est pas tenue de garantir la quantité d'eau qui doit être fournie ; et nul ne peut refuser, à raison de l'insuffisance de l'eau, de payer la taxe spéciale annuelle et la compensation pour l'usage de l'eau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 408. Quantité d'eau non garantie.

**5664.** Le conseil peut faire des arrangements spéciaux pour fournir l'eau, hors des limites de la municipalité, pourvu que les personnes, avec lesquelles se font les arrangements, se conforment aux règlements concernant l'administration de l'aqueduc. 3 Ed. VII, c. 38, s. 409. Eau fournie hors de la municipalité.

**5665.** Le conseil peut, par règlement, transférer ses droits et pouvoirs, relativement à l'approvisionnement de l'eau, à toute corporation, société ou personne, qui veut s'en charger, pourvu que cette corporation, société ou personne, ne prélève pas, pour sa consommation, des taux plus élevés que ceux approuvés ou fixés par règlement du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 410. Droits du conseil transférables.

### § 11.—De l'éclairage

**5666.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour pourvoir à l'éclairage de la municipalité au moyen du gaz, de l'électricité ou d'une autre lumière fournis par toute corporation, société ou personne et peut être partie à tout contrat pour cet objet. 3 Ed. VII, c. 38, s. 411. Eclairage.

Système d'éclairage.

**5667.** Le conseil est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour l'établissement et l'administration de systèmes d'éclairage au gaz, à l'électricité ou autre lumière pour les besoins publics et ceux des particuliers ou corporations désirant éclairer leurs maisons, bâtiments ou établissements. 3 Ed. VII, c. 38, s. 412.

Taxe pour établissement du système d'éclairage.

**5668.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour l'établissement de systèmes d'éclairage et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de maisons, magasins ou autres bâtiments, une taxe spéciale annuelle, sur la valeur cotisée de chaque semblable maison, bâtiment ou établissement, y compris le terrain. 3 Ed. VII, c. 38, s. 413.

Fonds d'amortissement.

**5669.** Le fonds d'amortissement créé en vertu de l'article 5668 est placé et administré comme celui mentionné en l'article 5777. 3 Ed. VII, c. 38, s. 414.

Règlements concernant l'éclairage :

**5670.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

Compensation pour la lumière ;

1. Si le système d'éclairage appartient à la municipalité,—  
a. Pour fixer, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 5668, la compensation pour la lumière et pour la location des compteurs, et pour fournir des compteurs destinés à mesurer la quantité de lumière consommée ;

Usage de la lumière ;

b. Pour empêcher que l'on ne fraude sur la quantité de lumière fournie ;

Protection des appareils ;

c. Pour protéger les fils, tuyaux, lampes, appareils ou autres objets servant à la distribution de la lumière ou à l'éclairage ;

Protection des lampes.

2. Si le système d'éclairage appartient à la municipalité ou à d'autres,—

Pénalités.

Pour imposer des peines contre toute personne qui éteint les lampes sans autorisation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 415.

Perception de la taxe.

**5671.** La taxe spéciale et la compensation imposées en vertu des articles 5668 et 5670, ainsi que les sommes dues pour les compteurs, sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites pour les taxes générales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 416.

Liberté de se servir de la lumière de la municipalité.

**5672.** Il est loisible à tout citoyen de se servir ou de refuser de se servir, dans tout bâtiment, maison ou établissement dont il a le contrôle, de la lumière fournie par la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 417.

Visite des officiers pour examiner les appareils.

**5673.** Les officiers nommés pour l'administration du système d'éclairage de la municipalité peuvent entrer dans tout bâtiment, maison ou établissement ou sur toute propriété pour s'assurer si les règlements relatifs à l'éclairage sont fidèlement exécutés.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de tout tel bâtiment, maison, établissement ou propriété de permettre à ces officiers d'entrer et de faire leur visite ou examen, sous peine d'une amende de vingt piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 3 Pénalité. Ed. VII, c. 38, s. 418.

**5674.** Les propriétaires ou occupants de maisons, constructions ou terrains dans la municipalité, sont tenus, soit que le système d'éclairage appartienne à la municipalité ou à d'autres, de laisser poser les tuyaux, les lampes et les poteaux nécessaires à l'éclairage pour les besoins publics sur leurs maisons, constructions ou terrains, sauf le paiement des dommages réels, s'il y en a. 3 Ed. VII, c. 38, s. 419.

### § 12.—*Du chauffage*

**5675.** Le conseil est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour l'établissement et l'administration de systèmes de chauffage au gaz, à l'électricité ou autre chaleur pour les besoins publics et ceux des particuliers ou corporations désirant chauffer leurs maisons, bâtiments ou établissements et les dispositions du paragraphe onzième de la section dixième du présent chapitre (articles 5666-5674) s'appliquent, *mutatis mutandis*, au présent paragraphe. 3 Ed. VII, c. 38, s. 419a ; 9 Ed. VII, c. 58, s. 3.

### § 13.—*Des chemins de fer urbains*

**5676.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

1. Pour permettre, aux conditions et avec les restrictions que le conseil juge à propos d'imposer, l'établissement de toute voie de chemin de fer urbain dans la municipalité ;
2. Pour fixer le nombre de personnes qui peuvent être transportées dans chaque wagon ou véhicule employé par telle compagnie de chemin de fer urbain ;
3. Pour régler l'état dans lequel ces wagons doivent être tenus ;
4. Pour régler l'usage des locomotives et des moteurs à vapeur ou autres, sur tout chemin de fer urbain dans la municipalité ;
5. Pour prescrire et réglementer la vitesse des wagons ;
6. Pour imposer des amendes, qui ne doivent pas dépasser quatre cents piastres, à toute compagnie exploitant une telle voie ferrée, ou à ses employés, pour chaque violation d'un des règlements faits en vertu du présent article. 3 Ed. VII, c. 38, s. 420.

### § 14.—*Des marchés*

**5677.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

- Marchés, etc. ;** 1. Pour établir, ériger, entretenir, agrandir, changer ou abolir des marchés publics, ou pour permettre qu'il en soit établi moyennant un permis ; pour changer, augmenter, diminuer, établir ou abolir toute place de marché, et pour faire servir l'emplacement, en tout ou en partie, d'un marché ou d'une place de marché, à toute fin déterminée par le conseil ;
- Louage des étaux, etc. ;** 2. Pour réglementer le louage des étaux et autres places qui se trouvent sur les marchés ou sur les places de marché, publics, et pour louer et céder l'usage des étaux privés, aux conditions et moyennant le prix déterminés dans le règlement ;
- Vente des denrées sur les marchés, etc. ;** 3. Pour régler ou empêcher la vente ou l'exposition en vente sur les marchés ou sur les places de marché publics de toute espèce d'objets ou de denrées, ou de certains articles en particulier ;
- Voitures pour denrées sur les marchés, etc. ;** 4. Pour prescrire le genre de voitures dans lesquelles les denrées peuvent être exposées en vente sur les marchés ou sur les places de marché publics, et la manière dont elles y sont placées, et pour prélever une taxe sur ces voitures et pour déterminer la manière de la percevoir ;
- Denrées sur les marchés, etc. ;** 5. Pour exiger que les provisions ou denrées achetées et vendues d'ordinaire sur les marchés publics et apportées dans la municipalité pour y être vendues soient transportées aux marchés publics pour y être exposées en vente, et que ces provisions ou denrées ne soient offertes, ou mises en vente, ou vendues, ou achetées dans aucun autre endroit de la municipalité que sur les marchés ou les places de marché publics ; mais le conseil peut autoriser toute personne à vendre, offrir ou mettre en vente, en dehors des limites des dits marchés, des viandes, légumes et denrées apportés et vendus d'ordinaire sur les marchés publics en lui octroyant un permis dans ce but, moyennant le paiement de telle somme et à telles conditions qui sont fixées par règlement ;
- Licences ;** 6. Pour imposer des taxes ou licences sur toute personne qui vend sur les marchés ou sur les places de marché publics ;
- Pesées publiques ;** 7. Pour établir et entretenir des pesées publiques et en percevoir le revenu ;
- Devoirs des personnes préposées à la surveillance des pesées ;** 8. Pour déterminer et définir les devoirs et les pouvoirs des personnes employées à la surveillance des pesées ou des marchés publics dans toute l'étendue de la municipalité, et conférer le pouvoir à ces officiers d'opérer la confiscation des denrées, articles et produits, en cas de fraude quant à la mesure, au poids ou à la qualité, et régler la manière dont il doit être disposé des objets confisqués ;
- Régie des marchés.** 9. Pour déterminer tout ce qui concerne la régie des marchés publics. 3 Ed. VII, c. 38, s. 421.
- Pouvoirs des clercs de marché, etc.** **5678.** Les clercs de marché peuvent entrer dans les cours et ruelles, dans le but d'y recouvrer et percevoir les redevances ou taxes de marché dues sur le bétail ou sur les grains,

denrées, provisions ou autres articles ou objets apportés dans la municipalité pour être vendus ou livrés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 422.

### § 15.—*Des abattoirs*

**5679.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements Règlements concernant :

1. Pour établir, réglementer et administrer des abattoirs Abattoirs : publics, soit en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité ; pourvu que, dans ce dernier cas, la municipalité obtienne le consentement du conseil de la municipalité où elle veut établir ces abattoirs ; et pour prohiber l'établissement d'abattoirs privés dans la municipalité et pour les réglementer et inspecter ;

2. Pour prescrire la manière dont les bêtes à cornes et autres animaux sont conduits dans la municipalité, la route Bêtes à cornes. qu'ils doivent suivre, et la manière dont il est disposé des bestiaux destinés à l'abattage. 3 Ed. VII, c. 33, s. 423.

### § 16.—*Des divers commerces et industries*

**5680.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements Règlements concernant :

1. Pour réglementer l'exercice des métiers et industries de Métiers, etc. : tout genre non expressément mentionnés dans le présent chapitre ;

2. Pour octroyer des permis pour l'établissement d'étaux Etaux de boucherie, etc. ; de bouchers et de boucheries, pour l'occupation de places pour la vente, en gros ou en détail, de gibiers, volailles, viandes, poissons, fruits et denrées périssables, hors des marchés, et les réglementer ;

3. Pour permettre moyennant un permis, réglementer ou Jeux de billard, etc. ; défendre les jeux de billard, trou-madame, quilles, poule et bagatelle, ainsi que l'établissement de salles de tir ;

4. Pour accorder des permis pour les ventes de fonds d'en- Vente des fonds d'en- can et pour réglementer ces ventes ; pour accorder des permis can, etc. ; aux agents et solliciteurs de clients pour diligences, convois de chemin de fer, bateaux et maisons d'entretien public, et pour les réglementer ;

5. Pour octroyer des permis aux prêteurs sur gages, mar- Prêteurs sur gages, etc. ; chands d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac et les réglementer, et pour obliger toutes ces personnes de tenir des registres de leurs opérations et d'en rendre compte ;

6. Pour octroyer des permis aux porteballes, agents de Porteballes, publications, placiers, colporteurs, vendeurs et crieurs publics, etc. ; faisant affaires dans la municipalité et les réglementer ;

7. Pour restreindre et régler le commerce des regrattiers Regrattiers, et des personnes qui achètent pour les revendre, les articles etc. ; apportés dans la municipalité, et leur imposer des droits et axes pour exercer tel commerce, par permis ou autrement ;

Bureaux de  
placements,  
etc. ;

8. Pour octroyer des permis aux personnes tenant des bureaux de renseignements ou de placements, et à toutes personnes s'occupant de trouver de l'emploi pour d'autres, et les réglementer, et pour forcer ces personnes à tenir des registres et à rendre compte de leurs opérations ;

Cochers, etc. ;

9. Pour octroyer des permis aux cochers de place, camionneurs, rouliers, commissionnaires et à toutes autres personnes ou corporations, y compris les compagnies de tramways, faisant le service du transport des passagers, des bagages ou des marchandises dans la municipalité, et les réglementer ; pour prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemin de fer où ils peuvent stationner, et pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux endroits ainsi prescrits ; pour faire un tarif des taux à eux payables pour leurs services ; pour les forcer à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux fixés par le tarif, et pour punir quiconque loue, engage ou emploie un d'eux, et refuse de le payer suivant le tarif ; pour les contraindre d'accorder leurs services à quiconque les leur demande aux taux portés dans ce tarif ;

Tarif des  
cochers, etc. ;

Permis des  
propriétaires  
de voitures,  
etc. ;

10. Pour autoriser et réglementer l'octroi de permis aux propriétaires des voitures dont on se sert dans la municipalité pour la livraison de la viande, du pain, du lait, de la glace, des légumes, des épiceries, ou autres articles, effets ou marchandises, soit que ces propriétaires résident en dehors ou en dedans de la municipalité, et pour assurer la gouverne et la discipline de ces voitures ;

Licences de  
commerce  
pour étran-  
gers, etc. ;

11. Pour empêcher toute personne résidant en dehors de la municipalité de faire son commerce ou des affaires dans la municipalité, sans y avoir été autorisée et sans avoir obtenu et pris un numéro pour toute et chaque voiture employée dans la municipalité pour les besoins de ce commerce ou de ces affaires ; pourvu qu'il n'y ait aucune préférence injuste faite à l'égard de telle personne ;

Proviso ;

Certificats de  
licences d'au-  
berge, etc. ;

12. Pour fixer, en sus de toute taxe que la municipalité peut imposer en vertu des dispositions du présent chapitre, une somme n'excédant pas deux cents piastres, payable pour l'octroi de chaque certificat pour obtenir une licence autorisant la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes ;

Fréquenta-  
tion des au-  
berges ;

13. Pour interdire la fréquentation des théâtres aux enfants au-dessous de dix-huit ans, et pour interdire aux mineurs, apprentis ou domestiques, la fréquentation des auberges, hôtels, restaurants ou boutiques où se débitent des liqueurs enivrantes ;

Cafés chan-  
tants, etc. ;

14. Pour permettre, moyennant une licence, réglementer ou prohiber les cafés-chantants ou établissements où se vendent des boissons enivrantes, et dans lesquels il se fait de la musique instrumentale ou vocale comme moyen d'attirer les clients ; pour permettre ou prohiber dans toutes les rues ou places publiques, ou dans certaines rues, ou places publiques, l'usage,

par des musiciens ambulants, d'orgues de barbarie ou autres instruments de musique moyennant une rétribution ou en vue d'icelle ;

15. Pour prohiber, réglementer et permettre moyennant per-<sup>Vente dans</sup> mis la vente d'objets quelconques dans les rues et sur les pla-<sup>les rues ;</sup> ces publiques ;

16. Pour réglementer la vente des chevaux, et pour imposer <sup>Vente des</sup> une taxe sur les chevaux vendus ou offerts en vente par les com-<sup>chevaux ;</sup> merçants de chevaux dans la municipalité, et pour fixer les droits à payer de ce chef ;

17. Pour assujettir à des règlements les personnes exerçant <sup>Passeurs ;</sup> le métier de passeur, et pour fixer les prix qu'elles peuvent exiger ;

18. Pour réglementer, autoriser par permis ou prohiber le <sup>Ratissage de</sup> ratissage de la laine, du crin et autre chose de ce genre, ainsi <sup>la laine, etc. ;</sup> que le ramassage des chiffons ;

19. Pour pourvoir à l'inspection du pain et en réglementer <sup>Vente, etc.,</sup> la fabrication et la vente ; pour prescrire le poids et la qua-<sup>du pain ;</sup> lité du pain et les marques à faire sur le pain, et pourvoir à la saisie et à la confiscation du pain fait contrairement aux règlements ;

20. Pour déterminer de quelle manière les denrées et tous <sup>Vente, etc.,</sup> autres articles doivent être vendus et livrés, soit à la quan-<sup>des denrées ;</sup> tité, au volume ou au poids ; et pour obliger toutes personnes à observer dans ces matières les règlements qu'il paraît utile au conseil d'établir ;

21. Pour autoriser la saisie et la confiscation de toutes <sup>Saisie pour</sup> marchandises offertes en vente dans la municipalité, qui n'ont <sup>poids insuffi-</sup> pas le poids ou la mesure réglementaire ;<sup>sant, etc. ;</sup>

22. Pour prescrire à quels endroits et de quelle manière <sup>Charbon, etc. ;</sup> doivent être pesés et vendus le foin et la paille, et comment doivent être mesurés et vendus le bois à brûler, le charbon et la chaux ;

23. Pour empêcher toute personne résidant en dehors de la <sup>Licences de</sup> municipalité de faire son commerce ou des affaires dans la <sup>commerce</sup> municipalité sans y avoir été autorisée au moyen d'un per-<sup>pour étran-</sup> mis, et sans avoir payé pour tel permis un droit annuel <sup>gers.</sup> n'excédant pas deux cents piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 424.

#### § 17.—*Des maîtres et des serviteurs*

**5681.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règle-<sup>Maîtres et</sup> ments pour régler la conduite des apprentis, domestiques, <sup>serviteurs.</sup> engagés, journaliers et compagnons, majeurs ou mineurs, envers leurs maîtres, et celle des maîtres à l'égard des premiers.

A défaut de règlements faits en vertu du présent article, <sup>Absence de</sup> les dispositions de la section quatorzième du chapitre premier <sup>règlements.</sup> du titre douzième des présents Statuts refondus (articles 7415-7436), concernant les maîtres et serviteurs sont applicables dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 425.

§ 18.—*Des cimetières, des inhumations et des causes de décès*

- Règlements concernant :** **5682.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :
- Inhumations;** 1. Pour réglementer et empêcher l'inhumation des morts dans les limites de la municipalité ;
  - Enlèvement des cadavres;** 2. Pour réglementer et déterminer la manière dont les cadavres qui ont été placés dans une voûte ou tombe ou dans un autre endroit pour y être inhumés peuvent être enlevés ;
  - Cimetières ;** 3. Pour réglementer et contrôler l'établissement de cimetières ;
  - Exhumations ;** 4. Pour faire enlever les cadavres inhumés contrairement à la loi, et pour fermer tout cimetière et en faire enlever les cadavres qui y ont été inhumés ;
  - Rapports sur les cimetières ;** 5. Pour contraindre les personnes qui ont le contrôle de tout cimetière dans la municipalité, ou hors de la municipalité quand il sert à l'inhumation des restes des personnes mortes dans la municipalité, à préparer et à délivrer à la municipalité des rapports réguliers du nombre total des personnes se trouvant dans la municipalité au moment de leur décès, et qui sont inhumées dans le cimetière, et pour régler la manière dont ces rapports seront faits ;
  - Certificats de décès ;** 6. Pour exiger que, dans tous les cas de décès arrivés dans la municipalité, un certificat soit déposé au bureau du conseil, et que ce certificat soit fait suivant la forme et de la manière qui sont déterminées par le conseil, et aussi pour adopter toutes autres mesures propres à lui faire obtenir des états sûrs et corrects concernant la mortalité et les causes d'icelle ;
  - Enquête, si aucun certificat de décès n'est produit :** 7. Pour autoriser le médecin officier d'hygiène, ou tout autre officier autorisé par le conseil, quand il n'est pas produit un certificat de décès ou lorsque le certificat n'indique pas la cause du décès, à faire les enquêtes qu'il croit nécessaires, afin d'établir aussi précisément que possible la cause du décès et les autres particularités que peut exiger la santé publique ;
  - Transport de cadavres.** 8. Pour empêcher le transport, en dehors de la municipalité, de tout cadavre, sans un permis spécial du médecin officier d'hygiène, ou de tout autre officier autorisé par le conseil, sans préjudice des lois concernant les enquêtes par le coroner et l'examen des cadavres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 426.

§ 19.—*Des nuisances*

- Règlements concernant :** **5683.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :
- Nuisances ;** 1. Pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la supprimer, ainsi que pour imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister des nuisances ;
  - Escarbilles, etc. ;** 2. Pour déclarer que l'émission d'étincelles, d'escarbilles, de suie ou de fumée provenant des cheminées, souches de



cheminée et d'autres sources, dans les limites de la municipalité, est une nuisance, et pour empêcher telle émission ;

3. Pour réglementer ou prohiber l'usage de cloches, caril-Cloches, etc. lons, sifflets et autres choses faisant du bruit, ainsi que l'usage des cloches et des sifflets des locomotives et bateaux à vapeur, l'écoulement de la vapeur, et l'émission de la fumée, des escarbilles et des étincelles. 3 Ed. VII, c. 38, s. 427.

§ 20.—*Des indemnités, secours et récompenses*

**5684.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements : Règlements concernant :

1. Pour indemniser les personnes dont les propriétés ont été détruites ou endommagées, en tout ou en partie, par des émeutiers ou par des personnes réunies en attroupement tumultueux, dans les limites de la municipalité. Indemnité dans les cas d'émeute ;

a. Le conseil est autorisé à prélever, en sus de toute autre taxe, sur les biens imposables de la municipalité, le montant de deniers que la municipalité peut être tenue de payer pour dommages faits aux propriétés par des émeutiers ou des personnes réunies en attroupement tumultueux. Taxe à ce sujet.

b. A défaut de la part du conseil de payer dans les six mois ces dommages, à dire d'arbitres, la municipalité peut être poursuivie devant tout tribunal compétent, en recouvrement des dommages causés ; Recouvrement des dommages ;

2. Pour assister tout individu qui a reçu des blessures ou contracté des maladies à un incendie ; Aide aux blessés ;

3. Pour accorder des récompenses, en argent ou de toute autre nature à quiconque fait une action méritoire dans un incendie, ou sauve, ou essaye de sauver quelqu'un en danger de se noyer ou exposé à un autre danger grave ; Récompenses pour les actions méritoires ;

4. Pour pourvoir aux besoins de la famille de toute personne qui périt dans un incendie, ou en sauvant, ou en essayant de sauver quelqu'un d'un danger grave ; Secours aux familles des sauveteurs ;

5. Pour soutenir et assister les pauvres résidant dans la municipalité, et qui, à raison d'infirmité, d'âge ou d'autre cause, sont incapables de gagner leur vie ; Aide aux pauvres ;

6. Pour établir et administrer des maisons ou autres établissements d'aumône ou de refuge pour le soulagement des nécessiteux ; et pour aider aux institutions charitables établies dans la municipalité ou dans les environs ; Institutions charitables ;

7. Pour offrir et donner des primes pour parvenir à la découverte et à l'arrestation des criminels ; Primes pour arrestations

8. Pour aider à l'établissement et au maintien, en accordant des subventions, aux conditions stipulées dans le règlement, d'un fonds de pension de retraite pour les officiers et employés de la municipalité ; Pension des officiers municipaux ;

Aide à la colonisation, etc.

9. Pour aider, par tous les moyens jugés convenables, à la colonisation dans la province, à l'agriculture, à l'horticulture, aux arts et aux sciences dans la municipalité, ou dans les limites de la société d'agriculture dans lesquelles la municipalité est située. 3 Ed. VII, c. 38, s. 428.

§ 21.—*De l'aide à la construction, à l'amélioration et à l'entretien d'entreprises ou travaux publics étrangers à la municipalité*

Règlements concernant :

**5685.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements :

Aide aux ouvrages publics, etc. ;

1. Pour aider, au moyen de deniers donnés ou prêtés, à la construction, aux réparations ou à l'entretien d'un chemin conduisant à la municipalité, d'un pont ou d'un ouvrage public, sous la direction de la corporation d'une municipalité ;

Achat de concasseurs de pierre, etc. ;

2. Pour acquérir, conjointement avec la municipalité du comté dans laquelle la municipalité est située, aussi bien qu'avec toute autre municipalité de ce comté, une ou plusieurs machines, des concasseurs de pierre, rouleaux et engins pour être employés à l'amélioration des rues, chemins et routes de ce comté et des cités et villes qui s'y trouvent ; pour faire des arrangements avec les cités et villes, les villages et les diverses municipalités rurales situés dans ce comté, en vue de leur en permettre l'usage pour leurs rues, chemins et routes, et pour fixer le prix et les conditions auxquels l'usage en sera accordé, ou pour le leur concéder gratuitement ;

Aide aux chemins de colonisation ;

3. Pour aider à l'ouverture et à l'amélioration des chemins de colonisation indiqués par le lieutenant-gouverneur en conseil comme chemins de colonisation de seconde ou de troisième classe, dans lesquels chemins la municipalité a été déclarée intéressée, en vertu de quelque loi concernant les chemins de colonisation ;

Aide à l'établissement de ponts, etc. ;

4. Pour aider à la construction des ponts, chaussées, jetées, quais, glissoires, chemins macadamisés ou pavés, chemins de fer ou autres ouvrages publics, ou, sujet aux dispositions des articles 5929, 5930 et 5931, de tout établissement industriel, situés en tout ou en partie dans la municipalité ou dans les environs, entrepris et construits par des compagnies constituées en corporation, ou par le gouvernement provincial, ou par une personne quelconque :

- a. En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie formée pour cet objet ;
- b. En donnant ou en prêtant de l'argent ou autre valeur, ou en donnant la jouissance ou la propriété de tout immeuble à telle compagnie ou au gouvernement provincial ou à telle personne ;

- c. En garantissant par endossement ou autrement, toute somme d'argent empruntée par telle compagnie ou par telle personne ;
- d. En exemptant du paiement de taxes, cotisations et impôts municipaux, certains établissements industriels, conformément aux dispositions des articles 5922 et 5923, et les compagnies de chemins de fer ayant une gare dans les limites de la municipalité, conformément aux dispositions des articles 5924, 5925 et 5926 ;
- 5. Pour souscrire ou posséder des actions dans toute compagnie formée pour construire des lignes de télégraphe ou de téléphone. Lignes télégraphiques. 3 Ed. VII, c. 38, s. 429.

**5686.** Tout règlement passé en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'article 5685, doit, avant d'avoir vigueur et effet, avoir été approuvé par les électeurs municipaux propriétaires fonciers. Approbation des électeurs requise en certains cas. 3 Ed. VII, c. 38, s. 430.

**5687.** Les règlements, faits en vertu de l'article 5685, peuvent déterminer les conditions auxquelles l'aide ou la souscription d'actions sont autorisées. Conditions de l'aide. 3 Ed. VII, c. 38, s. 431.

#### § 22.—*Des bibliothèques publiques gratuites, etc.*

**5688.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour établir et maintenir dans la municipalité des bibliothèques publiques gratuites, associations de bibliothèques, instituts d'artisans, salles de lecture et musées publics pour des fins historiques, littéraires, artistiques ou scientifiques ; ou pour aider à l'établissement et au maintien de ces institutions dans la municipalité ou dans les municipalités adjacentes, aux conditions imposées par la municipalité en ce qui concerne l'usage gratuit d'icelles par le public. Etablissement de bibliothèques publiques. 3 Ed. VII c. 38, s. 432.

#### § 23.—*Des recensements*

**5689.** Le conseil peut faire, amender et abroger des règlements pour prendre, une fois tous les trois ans, un recensement des habitants de la municipalité, dans le but de constater leur nombre, et d'obtenir des statistiques concernant leur condition sociale et économique. Règlements concernant le recensement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 433.

#### § 24.—*Des finances municipales*

**5690.** Les revenus de la municipalité consistent dans les taxes et licences que le présent chapitre et la charte l'autorisent à prélever, dans les revenus des biens appartenant à la municipalité et dans les autres deniers qui lui sont payés en vertu de la loi ou des règlements. Provenance des revenus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 434.

**Fonds général.** **5691.** Tous les deniers non spécialement appropriés font partie du fonds général de la municipalité.

**Surplus.** Chaque fois qu'elle prélève une somme plus que nécessaire pour accomplir les fins pour lesquelles la somme a été prélevée, le surplus appartient à la municipalité et est versé dans le fonds général de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 435.

**Emploi du fonds général.** **5692.** Les deniers faisant partie du fonds général de la municipalité peuvent être employés à toutes les fins qui sont du ressort du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 436.

**Règlement concernant les finances.** **5693.** Le conseil peut faire les règlements pour la gouverne et l'administration de ses finances qu'il juge à propos, et déterminer par qui et sujets à quelles formalités doivent être faits les paiements à même les fonds de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 437.

**Paiement des sommes dues à la cité.** **5694.** Tous droits, licences, amendes, revenus et taxes de quelque nature que ce soit, dus ou appartenant à la municipalité, sont payés au trésorier et reçus par lui seulement, ou par les officiers désignés par lui à cette fin; et aucun autre officier n'a droit, sous quelque prétexte que ce soit, de recevoir ces droits, licences, amendes, revenus et taxes, à moins d'y avoir été spécialement autorisé par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 438.

**Année financière.** **5695.** L'année financière de la municipalité commence et se termine aux dates que le conseil fixe par règlement, et les taxes et cotisations annuelles sont dues aux dates que le conseil détermine. 3 Ed. VII, c. 38, s. 439.

#### § 25.—*Des rôles d'évaluation*

**Estimation annuelle.** **5696.** Il est du devoir des estimateurs de faire, chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la municipalité, suivant leur valeur réelle.

**Confection du rôle tous les trois ans et revision tous les ans.** Le conseil peut, par résolution, dispenser les estimateurs de faire un rôle d'évaluation des biens imposables plus souvent que tous les trois ans; et, dans ce cas, le conseil doit reviser lui-même ce rôle tous les ans, ou le faire reviser par les estimateurs, selon qu'il le juge nécessaire, avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation annuel.

**Valeur annuelle entrée au rôle.** Les estimateurs font pareillement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens, et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte.

**Entrée des noms des locataires.** Ils entrent aussi dans le rôle, les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux. 3 Ed. VII, c. 38, s. 440.

**5697.** Les estimateurs entrent dans le rôle tous les autres Autres en-  
 renseignements demandés par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, trées.  
 s. 441.

**5698.** Lorsque le loyer convenu pour une propriété n'en Base de l'éva-  
 représente pas la valeur annuelle, les estimateurs portent au luation.  
 rôle la valeur annuelle véritable, qui seule sert de base à  
 l'imposition de la taxe sur les locataires et occupants. 3 Ed.  
 VII, c. 38, s. 442.

**5699.** La valeur réelle des biens-fonds imposables dans Valeur réelle  
 la municipalité comprend la valeur des terrains et celle des des biens im-  
 constructions, usines et machineries et leurs accessoires qui y posables.  
 sont érigés, et celle de toutes les améliorations qui y ont été  
 faites. 3 Ed. VII, c. 38, s. 443.

**5700.** Les compagnies de chemin de fer qui possèdent Evaluation;  
 des biens-fonds dans la municipalité doivent transmettre au des biens-  
 bureau du conseil, au mois de mai de chaque année, un état fonds de che-  
 désignant la valeur réelle de leurs propriétés immobilières, min de fer.  
 dans la municipalité, autres que le chemin, et aussi la valeur  
 réelle du terrain occupé par le chemin, estimée d'après la  
 valeur moyenne des terrains avoisinants sans égard aux ter-  
 rassements ni aux rails et ponts servant aux chemins.

Cet état doit être communiqué à temps aux estimateurs par Etat commu-  
 le greffier. Néanmoins, les estimateurs peuvent fixer une niqué aux es-  
 autre valeur que celle mentionnée dans l'état, et, dans ce cas, timateurs,  
 doivent en transmettre un avis au bureau principal de la etc.  
 compagnie dans la province. 3 Ed. VII, c. 38, s. 444.

**5701.** Quand les estimateurs évaluent un immeuble pos- Immeubles  
 sédé par indivis ou dont le partage n'est pas enregistré au possédés par  
 bureau d'enregistrement, il leur est permis de le désigner indivis, etc.  
 comme appartenant à "la succession de . . . . .", en ayant  
 soin de mentionner le nom de l'auteur des parties intéressées,  
 ou le nom de l'un des copropriétaires d'icelui; et les cohéri-  
 tiers, s'il s'agit d'une succession, ou le copropriétaire, ainsi  
 nommés, suivant le cas, sont tenus de payer la taxe, sauf leur  
 recours contre toute autre personne sujette à ce paiement.  
 3 Ed. VII, c. 38, s. 445.

**5702.** Si le propriétaire d'un terrain est inconnu, les esti- Propriétaires  
 mateurs mettent le mot "*inconnu*" dans la colonne des noms inconnus.  
 des propriétaires, en regard de la désignation de ce terrain.  
 3 Ed. VII, c. 38, s. 446.

**5703.** Toute personne imposable à raison de son emploi, Réponses des  
 profession ou genre d'affaires, et tout propriétaire, locataire personnes im-  
 ou occupant d'un bien ou objet imposable, sont tenus de posables.

répondre correctement aux questions qui leur sont faites à ce sujet par les estimateurs et de donner tous les renseignements possibles et nécessaires.

Amendes  
pour réponses  
incorrectes,  
etc.

Dans le cas où ces personnes refusent de répondre aux questions qui leur sont faites, ou si leurs réponses sont fausses ou incorrectes, elles sont passibles d'une amende n'excédant pas vingt piastres et de pas moins de huit piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 3 Ed. VII, c. 38, s. 447.

Comment le  
rôle est signé.

**5704.** Le rôle d'évaluation est signé par au moins deux des estimateurs qui l'ont dressé ou fait dresser, et par le greffier ou toute autre personne qu'ils ont employée comme clerc. 3 Ed. VII, c. 38, s. 448.

Dépôt du  
rôle.  
Avis du  
dépôt.

**5705.** Les estimateurs déposent au bureau du conseil le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection ; et avis public de ce dépôt est donné par le greffier dans les deux jours suivants.

Contenu de  
l'avis.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt. 3 Ed. VII, c. 38, s. 449.

Appel au  
conseil.

**5706.** Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au conseil, en donnant à cet effet, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 450.

Avis.

Audition de  
la plainte.

**5707.** Le conseil, à sa première séance générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 5705, prend en considération et juge toutes les plaintes faites en vertu de l'article 5706.

Décision du  
conseil.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment administré par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité, le conseil maintient ou altère le rôle selon qu'il lui paraît juste. 3 Ed. VII, c. 38, s. 451.

Revision et  
homologation  
du rôle.

**5708.** Dans tous les cas, il est du devoir du conseil de procéder, dans cette séance, ou à tout ajournement d'icelle, à la revision et à l'homologation du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Correction de  
la rédaction.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 452.

Entrée en vi-  
gueur du rôle.

**5709.** A cette séance, ou aussitôt après avoir jugé les plaintes produites, le conseil déclare le rôle homologué ; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 453.

**5710.** S'il y a eu omission de quelque propriété, dans le rôle préparé par les estimateurs, le conseil peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation, et être entendu devant le conseil lors de l'homologation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 454.

**5711.** Si, après que les rôles d'évaluation ont été homologués, quelque propriété immobilière dans la ville subit une diminution de valeur considérable, soit par incendie, démolition, accident ou toute autre cause, le conseil peut, sur requête du propriétaire, réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 455.

**5712.** Le défaut de la part des estimateurs ou du conseil d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle, en dehors de ce temps. 3 Ed. VII, c. 38, s. 456.

**5713.** Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le conseil, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffisante, peut biffer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 457.

**5714.** Lorsque le rôle d'évaluation est cassé, l'ancien rôle redevient en vigueur et sert jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 458.

**5715.** Il y a droit d'appel à la Cour de circuit du comté ou du district ou à la Cour de magistrat du district :

1. De toute décision du conseil sur plainte produite en vertu de l'article 5706, dans les trente jours à compter de cette décision ; ou

2. De tout refus ou de toute négligence par le conseil de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu de l'article 5706, dans les trente jours après l'expiration du délai pendant lequel il pouvait en prendre connaissance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 459.

**5716.** L'appel est porté au tribunal par simple avis signifié par un huissier au greffier de la municipalité, personnellement ou à son domicile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 460.

**5717.** Un duplicata de cet avis, avec le rapport de la signification qui en a été faite, doit être produit au greffe de la cour dans les cinq jours qui suivent la signification. 3 Ed. VII, c. 38, s. 461.

Production  
des docu-  
ments.

**5718.** Dans les dix jours qui suivent la signification, tous les documents concernant l'affaire doivent être produits au greffe de la cour, à dix heures de l'avant-midi, par le greffier de la municipalité, sous une amende n'excédant pas vingt piastres, laquelle peut être imposée par la cour, séance tenante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 462.

Inscription et  
audition.

**5719.** Aussitôt que les dix jours mentionnés dans l'article 5718 sont expirés, la cause doit être mise, par le greffier, sur le rôle pour preuve et audition, et peut être entendue le cinquième jour juridique après cette inscription, ou tout autre jour fixé par le juge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 463.

Cause privi-  
légiée.

**5720.** La cause doit être entendue par privilège. 3 Ed. VII, c. 38, s. 464.

Décision du  
tribunal.

**5721.** Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont l'appel est porté, ou l'annuler, ou rendre telle décision que le conseil aurait dû rendre originairement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours. 3 Ed. VII, c. 38, s. 465.

Décision ne  
peut être  
infirmée pour  
irrégularité.

**5722.** La décision ne peut être infirmée que dans le cas où une injustice réelle a été commise, et nullement à cause d'une variante ou d'une irrégularité de peu d'importance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 466.

Frais.

**5723.** La cour, en se prononçant sur l'appel, peut condamner l'une ou l'autre partie aux frais, et, si la décision dont il y a appel est modifiée, elle peut ordonner que son jugement soit signifié à la municipalité, et ce jugement est final et exécutoire. Après le prononcé du jugement sur l'appel, tous les documents originaux transmis par la municipalité, en conséquence de l'appel, sont remis à cette dernière. 3 Ed. VII, c. 38, s. 467.

Signification  
du jugement.

Remise des  
documents.

Si l'appel  
n'est pas  
poursuivi  
avec diligen-  
ce.

**5724.** Tout appelant qui néglige de poursuivre l'appel d'une manière effective est censé avoir abandonné tel appel, et la cour, sur la demande de l'intimé, peut déclarer forfaits tous les droits et réclamations fondés sur cet appel, avec dépens en faveur de l'intimé, et ordonner la transmission du dossier à la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 468.

## § 26.—Des taxes et des permis

### I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Prélèvement  
additionnel.

**5725.** Le conseil peut, chaque fois qu'il le juge convenable, autoriser, par résolution, le greffier ou tout autre officier, à ajouter au montant des taxes recouvrables sur des



biens imposables dans la municipalité une somme n'excédant pas dix pour cent pour couvrir les pertes, frais et mauvaises dettes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 469.

**5726.** Les taxes portent intérêt, à raison de cinq pour cent par an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Intérêt sur les taxes.

Sauf les dispositions de l'article 5775, il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise des taxes ni des intérêts sur ces taxes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 470. Remise des taxes.

**5727.** Les taxes municipales et leurs intérêts constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 471. Privilège attaché aux taxes.

**5728.** Les arrérages de taxes municipales se prescrivent par trois ans. 3 Ed. VII, c. 38, s. 472. Prescription des taxes.

## II.—BIENS NON IMPOSABLES

**5729.** 1. Sont des biens non imposables :

- a. Tous les terrains appartenant à Sa Majesté ou tenus en fidéicommis pour le service de Sa Majesté ;
- b. Les propriétés du gouvernement fédéral, celles du gouvernement provincial et celles de la municipalité ;
- c. Les biens possédés et employés pour le culte public, les presbytères, maisons curiales et cimetières ;
- d. Les établissements d'éducation, ainsi que le terrain sur lequel ils sont situés, et les immeubles employés pour des bibliothèques ouvertes gratuitement au public ;
- e. Les bâtiments et terrains occupés et possédés par une institution de bienfaisance ; mais les propriétés possédées par les institutions religieuses, ainsi que par les corporations de bienfaisance et d'éducation, dans le but d'en retirer un revenu, ne sont pas exemptes de taxes.

Biens non imposables.

Pourvu, toutefois, que cette exemption ne s'étende pas aux terrains ni aux bâtiments érigés sur des terrains loués ou occupés en vertu d'un bail du gouvernement ; ces terrains appartenant au gouvernement et occupés en vertu d'un bail, sont cotisés de la même manière que les autres immeubles, et la cotisation en est payée par le locataire ou l'occupant, comme s'ils avaient été cotisés contre les locataires ou occupants, personnellement. Terrains loués du gouvernement.

2. Les propriétaires, locataires et occupants d'immeubles mentionnés dans les paragraphes (c), (d) et (e) sont néanmoins assujettis aux travaux requis pour l'ouverture et l'entretien des rues et des cours d'eau, et pour l'éclairage public, Restriction de l'exemption.

en vertu des règlements en vigueur, et au paiement de toute taxe spéciale ou cotisation imposée pour ces fins, ainsi qu'au paiement de la consommation de l'eau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 473.

### III.— IMPOSITION DES TAXES, ETC.

**Taxe annuelle sur les immeubles.** **5730.** Le conseil peut imposer et prélever annuellement, sur tout immeuble dans la municipalité, une taxe n'excédant pas deux pour cent de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 474.

**Taxe sur les terres en culture.** **5731.** Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas trois quarts d'un pour cent.

**Amendements au rôle.** Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot de ville et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au dit rôle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 475.

**Taxes sur :** **5732.** 1. Le conseil peut imposer et prélever annuellement :

**Fonds de marchandises, etc. ;** *a.* Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants, et exposés en vente dans des magasins, ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars ; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tout clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente, une taxe n'excédant pas un huitième d'un pour cent sur la valeur moyenne estimée des dits fonds de marchandises ou autres effets de commerce ;

**Locataires ;** *b.* Sur tout locataire payant loyer dans la municipalité, une taxe n'excédant pas huit centins par piastre sur le montant du loyer.

**Occupants.** 2. Toute personne occupant une propriété ou partie de propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire, est tenue au paiement de cette taxe. 3 Ed. VII, c. 38, s. 476.

**Taxe sur certains animaux.** **5733.** Le conseil peut imposer et prélever une taxe annuelle, qu'il fixe par règlement, sur chaque étalon servant à la reproduction, sur chaque cheval âgé de trois ans et plus, sur chaque taureau servant à la reproduction, sur toute autre bête à cornes de plus de deux ans, sur tout chien et sur toute voiture, gardés dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 477.

**Taxe de capitation.** **5734.** Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant du sexe masculin âgé de vingt et un ans et plus, qui a

résidé dans la municipalité pendant six mois et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu du présent chapitre, une taxe annuelle de deux piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. 478.

**5735.** Le conseil peut déterminer, imposer et prélever Taxes sur certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas deux cents piastres par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident. 3 Ed. VII, c. 38, s. 479.

**5736.** Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article 5735 peut, à la discrétion du conseil, être imposée et prélevée sous forme de permis et alors cette taxe est payable annuellement aux dates et conditions et avec les restrictions que le conseil détermine. Imposition et prélèvement des taxes spéciales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 480.

**5737.** En sus des taxes mentionnées dans les articles précédents du présent paragraphe, le conseil peut aussi imposer les taxes dont le prélèvement est autorisé par d'autres dispositions du présent chapitre. Autres taxes autorisées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 481.

**5738.** Toutes taxes imposées en vertu des dispositions qui précèdent sont payables annuellement et à l'époque fixée dans les règlements. Mode de paiement des taxes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 482.

**5739.** Le numéro du cadastre donné à une propriété immobilière sur le plan officiel et dans le livre de renvoi pour la division territoriale dans laquelle cette propriété est située, est une description suffisante de cette propriété dans les rôles d'évaluation et de perception pour autoriser la municipalité à prélever la contribution sur icelle. Description de la propriété taxée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 483.

**5740.** Chaque fois que la subdivision d'une propriété n'a pas été dûment enregistrée au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement dans les limites de laquelle cette propriété est située, les estimateurs peuvent l'imposer en entier ; et il est loisible à la municipalité de prélever la taxe sur la totalité ou des parties de cette propriété ; si, au contraire, la subdivision en a été dûment enregistrée, il est du devoir des estimateurs d'imposer séparément chaque lot subdivisé et d'estimer la part de cotisation imputable à chaque propriétaire connu. Evaluation des subdivisions de propriété. 3 Ed. VII, c. 38, s. 484.

**Exigibilité de la taxe d'affaires pour chaque établissement de commerce, etc.** **5741.** La taxe imposée en vertu de l'article 5735 est payable pour chaque établissement de commerce et chaque genre d'affaires ou d'occupations, lorsqu'il sont tenus ou exercés par la même personne, société ou compagnie dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts et séparés. 3 Ed. VII, c. 38, s. 485.

**Subrogation en faveur de celui qui paye une taxe pour le propriétaire.** **5742.** Quiconque, n'étant pas propriétaire, paye les taxes municipales imposées à raison du terrain qu'il occupe, est subrogé de plein droit aux privilèges de la corporation, contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir, sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer de lui, par action personnelle, le montant qu'il a payé en capital, intérêts et frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 486.

**Personnes obligées aux taxes.** **5743.** Les taxes municipales imposées sur un terrain, peuvent être réclamées aussi bien du locataire, de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de ce terrain, lors même que tel locataire, occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 487.

**Responsabilité des associés pour la taxe.** **5744.** Dans le cas d'une taxe imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société. 3 Ed. VII, c. 38, s. 488.

**Perception des taxes spéciales.** **5745.** Le conseil peut adopter les règlements qui sont nécessaires pour assurer la perception de toute taxe spéciale imposée en vertu du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 489.

**Perception des taxes scolaires.** **5746.** Le conseil doit, à la réquisition des commissaires ou des syndics d'écoles de toute municipalité scolaire située dans les limites de la municipalité, accepter le rôle ou un extrait certifié du rôle des cotisations pour les écoles, présenté par eux, et ordonner au trésorier de faire la perception de ces taxes de la même manière et en même temps que les taxes municipales. 3 Ed. VII, c. 38, s. 490.

#### IV.—RÔLE DE PERCEPTION ET PERCEPTION DES TAXES

**Rôle général de perception.** **5747.** Il est du devoir du trésorier de faire, chaque année, au temps fixé par le conseil, un rôle général de perception comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales, alors imposées, et les mentionnant séparément.

**Rôle spécial.** Il fait aussi un rôle spécial de perception chaque fois qu'une taxe spéciale a été imposée, après la confection du rôle général, ou chaque fois qu'il en reçoit l'ordre du conseil. Ce

rôle spécial n'existe séparément que jusqu'à la date fixée par le conseil pour la préparation du rôle général, et il doit alors être compris dans le rôle général nouveau que doit préparer le trésorier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 491.

**5748.** Si le conseil municipal a ordonné, par résolution, la perception des taxes scolaires en même temps et de la même manière que les taxes municipales, le trésorier porte au rôle général de perception, le montant de ces taxes, les perçoit et les remet ensuite au secrétaire-trésorier des écoles. 3 Ed. VII, c. 38, s. 492.

**5749.** Le trésorier, après avoir complété le rôle de perception, donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle général de perception ou le rôle spécial, suivant le cas, a été complété et est déposé à son bureau, et requiert toutes les personnes, tenues au paiement des sommes y mentionnées, d'en payer le montant, à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la publication de cet avis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 493.

**5750.** A l'expiration du délai de vingt jours, le trésorier doit faire la demande du paiement de toutes les sommes portées au rôle de perception, et non encore perçues, aux personnes obligées de les payer, en leur signifiant ou faisant signifier, en personne ou à leur domicile, un avis spécial à cet effet accompagné d'un état détaillé des sommes dues par eux.

Jusqu'à ce que l'honoraire pour la signification de cet avis soit fixé par le conseil, le trésorier a droit à vingt-cinq centins pour la signification de tel avis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 494.

#### V.—SAISIE ET VENTE DES MEUBLES POUR DÉFAUT DE PAIEMENT DES TAXES

**5751.** Si, après les quinze jours qui suivent la demande faite en vertu de l'article 5750, les sommes dues par les personnes inscrites au rôle de perception n'ont pas été payées, le trésorier peut les prélever avec dépens au moyen de la saisie et de la vente de tous les biens meubles et effets de telles personnes trouvés dans la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 495.

**5752.** Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le maire, adressé à un huissier et exécuté par cet officier sous son serment d'office, d'après les mêmes règles, et sous les mêmes responsabilités et les mêmes pénalités qu'un bref d'exécution de *bonis* décerné par la Cour de circuit.

Le maire, en donnant et signant tel mandat, n'encourt aucune responsabilité personnelle; il agit sous la responsabilité de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 496.

Portes fermées, etc.

**5753.** Si le débiteur est absent, ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes des maisons, armoires, coffres ou autres lieux fermés, ou, s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant peut être autorisé, par un ordre du maire ou de tout juge de paix, à en faire l'ouverture par les voies de droit ordinaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique. 3 Ed. VII, c. 38, s. 497.

Sursis de la vente.

**5754.** La vente, sur tel mandat, ne peut être suspendue que sur l'ordre d'un juge de la Cour supérieure ou de la Cour de circuit, donné sur requête présentée en chambre, ou à la Cour supérieure, ou à la Cour de circuit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 498.

#### VI.—POURSUITES EN RECOURS EN RECOURS DES TAXES

Poursuite en recouvrement des taxes.

**5755.** Le paiement des taxes municipales peut être également réclamé par une action intentée, au nom de la municipalité, devant la Cour de magistrat ou la Cour de circuit du comté ou du district, ou devant le maire, ou deux ou plusieurs conseillers agissant *ex officio* comme juges de paix, ou devant la Cour du recorder, s'il y en a une. 3 Ed. VII, c. 38, s. 499.

#### VII.—VENTE DES IMMEUBLES POUR DÉFAUT DE PAIEMENT DES TAXES

Vente des immeubles.

**5756.** Si les taxes imposées sur un ou plusieurs immeubles n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, parce que celui qui les doit ne réside pas dans la municipalité, ou, s'il y réside, parce qu'il n'a pas été trouvé suffisamment de meubles saisissables lui appartenant, le maire peut, sur autorisation du conseil, émettre sous sa signature et celle du greffier, son mandat indiquant le montant des taxes dues et enjoignant au shérif du district de saisir et vendre les immeubles y désignés à raison desquels ces taxes sont dues. 3 Ed. VII, c. 38, s. 500.

Mandat au shérif.

Devoirs du shérif ; procédures.

**5757.** Le shérif est tenu d'exécuter ce mandat, en suivant les mêmes règles et avec les mêmes effets que dans le cas d'un bref de *terris* ; et toutes les procédures subséquentes à l'émission du mandat par le maire se font devant la Cour supérieure du district. 3 Ed. VII, c. 38, s. 501.

Vente des immeubles par le greffier.

**5758.** Le conseil peut, néanmoins, dans chaque cas où il le juge opportun, déclarer par résolution que la vente d'une ou de plusieurs propriétés foncières sur lesquelles il y a des taxes de dues, ne doit pas être effectuée en vertu d'un mandat adressé au shérif, mais que le greffier du conseil doit vendre ces propriétés à l'enchère publique, au bureau du conseil ou en tout autre endroit fixé par le conseil, en la manière ci-après prescrite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 502.

**5759.** Le greffier prépare une liste contenant une désignation suffisante des propriétés dont la vente à l'enchère publique a été ordonnée par le conseil ; et doit donner, sous quinze jours après que tel ordre a été donné, un avis public, de la manière requise pour la publication des règlements, du jour, de l'heure et du lieu où doit avoir lieu la vente à l'enchère publique. 3 Ed. VII, c. 38, s. 503.

Liste des propriétés qui doivent être vendues. Avis de la vente.

**5760.** Cet avis, ainsi que les copies d'icelui qui sont affichées, doivent contenir respectivement la description des propriétés à être ainsi vendues faite conformément à l'article 2168 du Code civil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 504.

Contenu de l'avis.

**5761.** Cet avis doit être publié deux fois en français et en anglais dans la *Gazette officielle de Québec*, et deux fois dans un journal français et un journal anglais publiés, s'il en est dans le district, avant la vente, laquelle doit se faire, dans tous les cas, dans les quinze jours qui suivent la dernière insertion dans la *Gazette officielle de Québec*. 3 Ed. VII, c. 38, s. 505.

Publication de l'avis.

**5762.** Au temps fixé pour la vente, le greffier, par lui-même ou par une autre personne, vend au plus haut enchérisseur ceux des immeubles décrits dans les avis et sur lesquels il est encore dû des taxes, après avoir fait connaître le montant des deniers à prélever sur chacun de ces immeubles, y compris la part des frais encourus pour la vente à proportion du montant de la dette. 3 Ed. VII, c. 38, s. 506.

Vente par le greffier au temps fixé.

**5763.** L'adjudicataire de tout immeuble doit payer le montant de son acquisition immédiatement après l'adjudication.

Paiement du prix de l'adjudication.

A défaut de paiement immédiat, la personne faisant la vente remet sans délai l'immeuble en vente, ou ajourne la vente au lendemain, ou à un autre jour dans la huitaine, en donnant avis de l'ajournement aux personnes présentes, à haute et intelligible voix. 3 Ed. VII, c. 38, s. 507.

Défaut de paiement.

**5764.** Sur paiement par l'adjudicataire du montant de son acquisition, le greffier constate les particularités de la vente dans un certificat fait en double, sous sa signature, et en remet un duplicata à l'adjudicataire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 508.

Certificat de vente.

**5765.** L'adjudicataire est dès lors saisi de la propriété de l'immeuble adjugé, et peut en prendre possession, sujet au retrait qui peut en être fait dans les deux années qui suivent, sans pouvoir cependant y enlever du bois durant les dites années. 3 Ed. VII, c. 38, s. 509.

Effet du certificat.

**5766.** Le produit de la vente de chaque immeuble, lorsque la vente est faite par le greffier, est transmis par ce dernier au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du

Produit de la vente de certains immeubles.

district pour qu'il soit distribué suivant la loi. 3 Ed. VII, c. 38, s. 509a ; 9 Ed. VII, c. 58, s. 4.

**Défaut de re-  
trait dans les  
deux ans.** **5767.** Si, dans les deux années qui suivent le jour de l'adjudication, l'immeuble adjugé n'a pas été racheté ou retraits d'après les dispositions ci-après, l'adjudicataire en demeure propriétaire irrévocable. 3 Ed. VII, c. 38, s. 510.

**Droit de l'ac-  
quéreur s'il  
n'y a pas de  
retrait.** **5768.** Tel acquéreur, sur exhibition du certificat d'adjudication, et sur preuve de paiement des taxes municipales et scolaires devenues dues dans l'intervalle à raison du même immeuble, a droit, à l'expiration du délai de deux ans, à un acte de vente de la part du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 511.

**Acte de ven-  
te.** **5769.** L'acte de vente est consenti au nom de la municipalité par le maire ou par le greffier, par acte devant notaire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 512 ; 7 Ed. VII, c. 45, s. 3.

**Droit de  
l'adjudica-  
taire.** **5770.** Tous les droits acquis à l'adjudicataire passent à ses héritiers ou ayants cause. 3 Ed. VII, c. 38, s. 513.

**Droits confé-  
rés par le  
titre.** **5771.** La vente faite en vertu des dispositions ci-dessus est un titre translatif de la propriété de l'immeuble adjugé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 514.

**Effets de la  
vente quant  
à certains  
droits.** **5772.** Elle transfère à l'adjudicataire tous les droits du propriétaire primitif et purge l'immeuble de tout privilège et hypothèque dont il peut être grevé, excepté le droit aux rentes foncières constituées, aux droits seigneuriaux, aux rentes qui sont substituées, aux taxes ou cotisations scolaires et aussi le droit des syndics pour le montant de toute cotisation imposée sur cet immeuble pour défrayer les dépenses de construction ou de réparation d'église, sacristie, presbytère ou cimetière ; pourvu qu'au moins huit jours avant la vente un compte dûment certifié, constatant le montant de tels arrérages de rentes foncières, taxes ou cotisations scolaires, ou cotisations pour construction ou réparation d'église, ait été fourni au greffier du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 515.

#### VIII.—RACHAT DES IMMEUBLES VENDUS POUR TAXES

**Retrait per-  
mis en cer-  
tains cas.** **5773.** Le propriétaire de tout immeuble vendu par le greffier du conseil en vertu des dispositions précédentes, peut le retirer dans les deux ans qui suivent le jour de l'adjudication en payant au trésorier de la municipalité la somme déboursée pour le prix de l'acquisition, y compris le coût du certificat d'adjudication ou acquisition avec intérêt au taux de dix pour cent par an. 3 Ed. VII, c. 38, s. 516.

**Personnes  
autorisées à  
racheter.** **5774.** Toute personne, autorisée ou non, peut racheter ou retirer l'immeuble de la même manière, mais au nom et



pour le profit seulement de celui qui en était le propriétaire au temps de l'adjudication. 3 Ed. VII, c. 38, s. 517.

§ 27.—*De l'exemption de taxes*

**5775.** Sujet aux articles 5929 et suivants, le conseil peut, par une résolution, exempter des taxes municipales, pour une période de vingt ans au plus, toute personne qui exerce une industrie ou un métier ou se livre à une exploitation quelconque, ou convenir avec cette personne d'une somme de deniers payable annuellement pour un temps n'excédant pas vingt ans, en commutation de toute taxe municipale. Exemption de taxes.

Il peut faire remise du paiement des taxes municipales aux personnes pauvres de la municipalité. Personnes pauvres.

Les exemptions ou conventions autorisées par le présent article ne s'étendent pas aux travaux à faire aux cours d'eau, fossés de ligne, clôtures, égouts, trottoirs ou chemins dépendant des biens imposables ainsi exemptés ou commués. 3 Ed. VII, c. 38, s. 518. Restriction de l'exemption.

§ 28.—*Des emprunts*

**5776.** Le conseil peut emprunter, de temps à autre, diverses sommes d'argent pour faire des améliorations dans la municipalité et généralement pour toutes les fins de sa juridiction. 3 Ed. VII, c. 38, s. 519. Pouvoir d'emprunter.

**5777.** Chaque fois que le conseil contracte un emprunt, il lui est enjoint de pourvoir sans délai, à même les revenus de la municipalité, au paiement des intérêts annuels et à l'établissement d'un fonds d'amortissement d'au moins un pour cent par an, pour chaque tel emprunt. Intérêts ; fonds d'amortissement.

Les intérêts annuels ne peuvent, en aucun cas, excéder le taux légal de l'intérêt. 3 Ed. VII, c. 38, s. 520. Taux de l'intérêt.

**5778.** Le fonds d'amortissement doit être placé en effets publics du Canada ou de la Province ou sur première hypothèque jusqu'à un montant n'excédant pas la moitié de la valeur de la propriété hypothéquée, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation municipale, pourvu qu'il soit pris des dispositions en vue d'assurer la propriété ainsi hypothéquée, au nom de la municipalité et aux frais de l'emprunteur, jusqu'à concurrence d'une somme d'au moins la moitié de la valeur de la propriété ainsi assurée ; ou être employé au rachat des bons émis par la municipalité ; ou être déposé dans une banque légalement constituée. Placement du fonds d'amortissement.

Le conseil peut, si les prêteurs y consentent ou l'exigent, déposer entre leurs mains les sommes destinées à former le fonds d'amortissement.

Dans ce cas, les reçus donnés au conseil sont faits de manière à établir la somme payée pour les intérêts et celle

qui l'a été pour le fonds d'amortissement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 521.

**Emission d'obligations.** **5779.** Le conseil peut faire ses emprunts sur émission de bons, obligations ou débentures sous le seing du maire, le contreseing du greffier et le seau de la municipalité.

**Mode de paiement.** Ces bons, obligations ou débentures sont faits payables au porteur, aux époques fixées par le conseil, avec intérêt payable le premier de chacun des mois de mai et de novembre, chaque année, à un taux n'excédant pas l'intérêt légal. 3 Ed. VII, c. 38, s. 522.

**Coupons.** **5780.** Il peut être annexé à chaque bon, obligation ou débenture des coupons, au montant de l'intérêt semi-annuel, signés par le maire et contresignés par le greffier, et payables au porteur à l'échéance de l'intérêt qui y est mentionné.

**Remise des coupons.** Lors de leur paiement, les coupons sont remis au trésorier ; et la possession par cet officier d'un coupon est, *prima facie*, une preuve du paiement de l'intérêt semi-annuel qui y est mentionné. 3 Ed. VII, c. 38, s. 523.

**Garantie des obligations.** **5781.** Le principal et les intérêts des bons ou obligations émis par le conseil, sont assurés à même le fonds général de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 524.

**Approbation des électeurs.** **5782.** Les emprunts, par émission de bons ou d'obligations ou autrement, ne sont faits que sur un règlement du conseil passé à cet effet, approuvé par la majorité des propriétaires, électeurs municipaux, en nombre et en valeur immobilière, qui ont voté. 3 Ed. VII, c. 38, s. 525.

**Approbation des trois quarts en nombre et en valeur des électeurs.** **5783.** Lorsque la dette totale d'une municipalité s'élève à vingt pour cent de l'évaluation de la propriété foncière imposable de la municipalité d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur, aucun emprunt subséquent ne peut être contracté, ni aucune dette subséquent être encourue, qui aurait, sur les revenus de la municipalité, le même effet que pourrait avoir tel emprunt, à moins que le règlement n'ait été approuvé par les trois quarts, en nombre et en valeur, des propriétaires électeurs municipaux qui ont voté, et par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 526.

**Autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.** **5784.** Quand l'intérêt et le fonds d'amortissement de sommes empruntées par la municipalité absorbent la moitié du revenu de la municipalité, le conseil ne peut, dans aucun cas, faire de nouveaux emprunts, sans y être spécialement autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et sans avoir obtenu en outre l'approbation de la majorité, en nombre et en valeur immobilière, des propriétaires électeurs municipaux qui ont voté.

Il doit être imposé, par tout règlement autorisant un emprunt en vertu du présent article, une <sup>Taxe spéciale.</sup> taxe spéciale annuelle suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins un pour cent par an comme fonds d'amortissement, jusqu'à l'extinction de la dette. 3 Ed. VII, c. 38, s. 527.

**5785.** Il est permis à toute municipalité de stipuler, en <sup>Paiement</sup> contractant un emprunt qu'elle peut légalement faire, qu'elle <sup>par annuités.</sup> le remboursera par annuités embrassant un terme n'excédant pas cinquante ans. 3 Ed. VII, c. 38, s. 528.

**5786.** Ces annuités comprennent l'intérêt et la fraction <sup>Ce que com-</sup> de capital qui doit être annuellement payée pour éteindre la <sup>prennent les</sup> dette à l'époque convenue. 3 Ed. VII, c. 38, s. 529.

**5787.** Les municipalités peuvent émettre, pour le <sup>Emission d'o-</sup> paiement de ces annuités, des bons, obligations ou <sup>bligations.</sup> débentures échéant de six mois en six mois ou d'année en année jusqu'à l'extinction de l'emprunt. 3 Ed. VII, c. 38, s. 530.

**5788.** Chaque règlement, autorisant un emprunt, doit <sup>Approbation</sup> être soumis à l'approbation des électeurs, conformément aux <sup>des électeurs.</sup> articles 5609 à 5622, dans les trente jours de sa passation par le conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 531.

**5789.** Nonobstant les dispositions du présent paragraphe <sup>Pouvoir de</sup> le conseil peut, en attendant la perception des taxes générales <sup>faire des em-</sup> et spéciales et du prix de l'eau, sur simple résolution, et sans <sup>prunts tem-</sup> être tenu d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires, <sup>poraires sur</sup> ou du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter, de temps <sup>billets.</sup> à autre, des emprunts temporaires au moyen de billets pour une période de temps n'excédant pas l'exercice financier alors en cours et aux termes et conditions que le conseil juge à propos, pour un montant n'excédant, en aucun temps, le quart du revenu de la municipalité alors dû et exigible.

Le montant ainsi emprunté ne doit, cependant, jamais <sup>Limitation</sup> être de plus de vingt-cinq mille piastres. 3 Ed. VII, c. 38, s. <sup>des em-</sup> 531a ; 7 Ed. VII, c. 45, s. 4.

### § 29.—De l'expropriation

**5790.** Le conseil peut s'approprier tout immeuble, partie <sup>Droit d'ex-</sup> d'immeuble ou servitude nécessaire à l'exécution des travaux <sup>propriation.</sup> ordonnés par lui dans les limites de ses attributions, en se conformant aux dispositions suivantes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 532.

**5791.** Le conseil peut aussi s'approprier, en tout ou en <sup>Chemins ma-</sup> partie, en se conformant aux dispositions du présent chapitre <sup>cadamisés.</sup> relatives à l'expropriation, les chemins macadamisés ou em-

pierrés dans la municipalité, appartenant à une ou à plusieurs compagnies. 3 Ed. VII, c. 38, s. 533.

**Défense d'ex-** **5792.** Le conseil ne peut prendre, par voie d'expropriation, **proprier cer-** les propriétés suivantes :  
**taines pro-**  
**priétés.**

1. Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage ;

2. Celles occupées par le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ;

3. Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemin de fer, des fabriques ou des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation ;

4. Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs dépendances. 3 Ed. VII, c. 38, s. 534.

**Défense d'en-** **5793.** Le conseil ne peut non plus, sans le consentement **dommager un** du propriétaire, nuire, en aucune manière, à un canal ou à **canal, etc.** une chaussée de moulin ou de manufacture, ni détourner le cours de l'eau alimentant un canal, un moulin ou une manufacture. 3 Ed. VII, c. 38, s. 535.

**Indemnité** **5794.** L'indemnité à payer pour tout immeuble, partie **fixée par con-** d'immeuble ou servitude, sujet à expropriation, peut être **vention.** fixée et arrêtée par convention entre le conseil et le propriétaire de cet immeuble, partie d'immeuble ou servitude.

**Qui peut** Dans le cas de substitution, le grevé,—dans le cas d'usu- **faire telle** fruit, l'usufruitier,—dans le cas d'interdiction, le curateur,— **convention.** dans le cas de minorité, le tuteur,—dans le cas de biens propres appartenant à la femme commune, et dans le cas de séparation de biens, la femme autorisée par son mari, ou, s'il est absent, ou interdit, ou refuse, autorisée par le juge,—peut faire telle convention. 3 Ed. VII, c. 38, s. 536.

**Nomination** **5795.** A défaut d'entente entre les parties, la valeur de **d'arbitres.** l'immeuble en question, de même que tout ce qui entre en compensation de la valeur de cet immeuble, est estimé par des arbitres nommés comme suit :—un par le conseil, un autre par le propriétaire ou de sa part, et un troisième par les deux premiers arbitres, ou, si ces arbitres ne s'entendent pas, par un juge de la Cour supérieure, à la demande de l'une des parties intéressées. 3 Ed. VII, c. 38, s. 537.

**Nomination** **5796.** Lorsque, en vertu des dispositions de la loi ou de **d'un arbitre** quelque règlement, il y a lieu de nommer un ou des arbitres **par le juge de** ou un tiers-arbitre, et que l'une ou l'autre des parties refuse **la C. S.** ou fait défaut de faire choix du dit arbitre, après en avoir été dûment requise de la manière prévue par la loi ou stipulée dans un règlement, l'autre partie peut, par requête sommaire,

dont avis a été signifié à la partie adverse, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, qui a alors juridiction et pouvoir de faire la nomination.

Cette nomination est réputée être et tenue, à toutes fins que l'effet de la de droit, comme le choix de la partie qui ne l'a pas faite. 3 Ed. nomination. VII, c. 38, s. 538.

**5797.** Les arbitres procèdent aux temps et lieu fixés par Procédures. eux et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins dix jours aux parties intéressées.

Les arbitres, après avoir examiné et évalué l'immeuble et Décision des entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré arbitres. par l'un d'eux, s'ils le jugent à propos, donnent leur décision au moyen d'un certificat signé par eux ou par la majorité d'entre eux, qu'ils déposent au bureau du conseil.

Cette décision est finale et sans appel. 3 Ed. VII, c. 38, Décision finale. s. 539.

**5798.** Dans toute décision rendue par eux, les arbitres Contenu de la désignent le lot dont l'immeuble pris fait partie, indiquent décision. le propriétaire de cet immeuble, ainsi que le règlement ou l'ordre du conseil en vertu duquel cet immeuble est pris, et fixent le montant de l'indemnité, s'ils en accordent une, sinon ils en constatent le refus. 3 Ed. VII, c. 38, s. 540.

**5799.** Sur le paiement ou l'offre légale du montant de l'indemnité convenue ou accordée, ou sur le dépôt fait en vertu de l'article 5800, la municipalité a droit de prendre possession de l'immeuble. Prise de possession par la corporation.

Si quelqu'un résiste ou s'oppose à la prise de possession, Cas de résistance. un juge de la Cour supérieure peut, sur preuve de la décision des arbitres et du paiement, ou de l'offre, ou du dépôt, selon le cas, adresser son mandat à un huissier ou au shérif pour mettre la municipalité en possession de l'immeuble et faire cesser toute résistance ou opposition, ce que l'huissier ou le shérif fait, en prenant avec lui l'assistance suffisante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 541.

**5800.** Si le propriétaire exproprié est inconnu, ou si le conseil, par crainte de réclamation ou autre cause, juge à propos d'en agir ainsi, il dépose le montant de l'indemnité avec les intérêts pour six mois, au bureau du protonotaire du district, avec une copie de l'acte d'arrangement ou de la décision des arbitres; et des procédures sont formées pour la ratification de tel acte ou de telle décision, en suivant les mêmes procédures et avec les mêmes effets que dans les demandes ordinaires en ratification de titre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 542. Ratification de titre.

## SECTION XI

## DU RECouvreMENT DES AMENDES

§ 1.—*Dispositions générales*

Recouvrement des amendes.

**5801.** Les amendes imposées par les règlements du conseil ou par les dispositions du présent chapitre ou de la charte, sont recouvrables devant le magistrat de district du district dans les limites duquel elles ont été encourues, ou devant un juge de paix résidant dans la municipalité s'il y en a un, sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine dans le district. 3 Ed. VII, c. 38, s. 543.

Poursuites.

**5802.** Toutes les amendes encourues par une même personne peuvent être comprises dans la même poursuite. 3 Ed. VII, c. 38, s. 544.

Prescription.

**5803.** Toute poursuite en recouvrement de ces amendes doit être commencée dans les six mois après le jour où elles ont été encourues, sous peine de déchéance. 3 Ed. VII, c. 38, s. 545.

Exercice du droit d'action.

**5804.** Telle poursuite peut être intentée par toute personne majeure en son nom particulier, ou par la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 546.

A qui appartient l'amende.

**5805.** Les amendes recouvrées en vertu des règlements du conseil ou des dispositions du présent chapitre ou de la charte, appartiennent, à moins qu'il ne soit autrement prescrit, pour une moitié au poursuivant, et pour l'autre moitié à la municipalité.

Si la poursuite a été intentée par la municipalité, l'amende appartient en entier à la municipalité.

Si l'amende est due par la municipalité, elle appartient en entier au poursuivant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 547.

Emprisonnement à défaut de paiement.

**5806.** A défaut du paiement de l'amende infligée par le tribunal et des frais immédiatement après le prononcé de la sentence, la personne condamnée peut être emprisonnée, sauf dans le cas où il est autrement prescrit, pour un temps n'excédant pas trente jours, lequel emprisonnement cesse néanmoins sur paiement de la somme due.

Décharge.

Cet emprisonnement décharge la personne qui le subit de son obligation de satisfaire au jugement prononcé contre elle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 548.

Si la plainte est renvoyée.

**5807.** Le demandeur ou le plaignant qui a été débouté avec dépens de sa plainte est passible d'emprisonnement pour

le paiement d'iceux, de la manière prescrite en l'article 5806, sauf dans les cas où il est autrement prescrit. 3 Ed. VII, c. 38, c. 549.

§ 2.—*Des poursuites devant les juges de paix*

**5808.** Les poursuites intentées devant le magistrat de Procédures, district ou devant les juges de paix, en vertu de l'article 5801, sont entendues et décidées par eux, d'après les règles contenues dans la partie xv du Code criminel, sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les dispositions du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 550.

**5809.** Le juge de paix qui a signé le bref d'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et la décision de la cause. Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre juge de paix ayant juridiction dans le district. 3 Ed. VII, c. 38, s. 551.

**5810.** Les rapports de signification faits par les huissiers sont faits sous leur serment d'office. 3 Ed. VII, c. 38, s. 552.

**5811.** Le juge de paix ou le greffier prend des notes des parties importantes du témoignage, mais les dépositions ne sont pas prises à la sténographie, à moins que les deux parties n'y consentent.

Ces notes, signées par le juge de paix siégeant, font partie du dossier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 553.

**5812.** Le jugement du tribunal est exécutoire immédiatement après qu'il a été rendu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 554.

SECTION XII

DE LA COUR DU RECORDER

§ 1.—*De l'organisation de la cour*

**5813.** Le conseil peut, par règlement, établir une cour d'archives dans la municipalité, appelée "Cour du recorder", qui doit être présidée par un recorder nommé en la manière ci-après prescrite.

La cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou à tout autre endroit qui est de temps à autre fixé pour cet objet par le conseil.

Cette cour a un sceau. 3 Ed. VII, c. 38, s. 555.

**5814.** Le recorder est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du conseil de la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 556.

Qualité requise du recorder.

**5815.** Le recorder doit être un avocat d'au moins cinq années de pratique. 3 Ed. VII, c. 38, s. 557.

Droit du recorder de pratiquer.

**5816.** L'acceptation de cette charge et l'exercice de ces fonctions ne rendent pas le recorder inhabile à exercer sa profession devant aucune cour de justice autre que la Cour du recorder, nonobstant toute loi ou tout règlement à ce contraire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 558.

Traitement du recorder.

**5817.** Le traitement du recorder est fixé par résolution du conseil de la municipalité et est payé par la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 559.

Recorder suppléant.

**5818.** Le recorder peut, de temps en temps, nommer sous son seing, un recorder suppléant, lequel doit être un avocat de cinq années de pratique. L'original de telle nomination doit être déposé et enregistré au bureau du greffier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 560.

Juridiction du recorder suppléant.

**5819.** La personne ainsi nommée, durant le temps limité dans la commission qui la nomme, ou, s'il n'y a pas de temps limité dans cette commission, à compter de la date de l'enregistrement, comme susdit, jusqu'à l'époque de sa révocation, possède la juridiction et tous les droits, pouvoirs et privilèges, et est tenue de remplir toutes les fonctions du recorder, à l'exclusion, durant cette période, de la personne qui l'a nommée.

Paiement du recorder suppléant.

La municipalité n'est pas tenue de payer les services rendus par le suppléant, excepté en cas de maladie du recorder ou durant les vacances qui lui sont accordées, lesquelles n'excèdent pas trente jours par année. La rémunération à payer au dit suppléant pour ses services en tel cas est fixée par le conseil.

Interprétation.

La cour du recorder n'est jamais considérée comme ayant été tenue illégalement, et les actes du recorder suppléant comme étant nuls, à raison de ce que l'absence du recorder n'est pas jugée avoir été nécessaire aux termes du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 561.

Pouvoir du suppléant en cas de décès du recorder.

**5820.** Au cas de décès du recorder, son suppléant agit à sa place jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil ait nommé un successeur suivant la loi.

Recorder nommé par le conseil.

Si le recorder meurt ou démissionne avant de s'être nommé un suppléant, le conseil en nomme un, qui est revêtu de tous les droits, pouvoirs et privilèges du recorder jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil en ait nommé un.

Défaut du conseil municipal de sug-

Si le conseil néglige pendant plus de trois mois de faire connaître au lieutenant-gouverneur en conseil le nom de la personne à être nommée en remplacement du recorder qui est



décédé ou qui a démissionné, le lieutenant-gouverneur en gérant un conseil peut procéder à faire cette nomination sans qu'aucun recorder. nom lui soit indiqué. 3 Ed. VII, c. 38, s. 562.

**5821.** Le greffier de la cour du recorder est nommé par le Greffier de la conseil durant bon plaisir, et il est *ex officio* juge de paix pour cour. le district dans lequel est située la municipalité.

Il a la garde du sceau de la cour. 3 Ed. VII, c. 38, s. 563.

**5822.** Le greffier peut, avec l'autorisation du recorder, Assistant- par un écrit sous son seing, qui doit être par lui reconnu greffier. devant le recorder et inscrit au registre de la cour, nommer une personne compétente comme son assistant, et il peut destituer cette personne et la remplacer par une autre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 564.

**5823.** Tant qu'il est en charge, cet assistant remplit toutes Ses pouvoirs. les fonctions et est revêtu de tous les pouvoirs imposés et conférés par le présent chapitre au greffier de la cour. 3 Ed. VII, c. 38, s. 565.

**5824.** Aussitôt après leur nomination et avant d'entrer Serment du en fonction, le recorder, le recorder suppléant, le greffier et recorder, du l'assistant-greffier de la dite cour doivent prêter serment de greffier et de son assistant. bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge.

L'omission de leur part de prêter serment dans les dix Omission de jours de leur nomination constitue un refus d'acceptation de prêter serment. la charge. 3 Ed. VII, c. 38, s. 566.

**5825.** Le greffier et son assistant prêtent le serment Devant qui le d'office devant la Cour du recorder, et ce serment est inscrit greffier, etc., sur le document qui contient la nomination du dit greffier et prêtre serment. de son assistant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 567.

**5826.** Le greffier prépare et rédige tous les exploits d'assi-Devoirs du gnation, mandats ou ordonnances quelconques qui sont émis greffier. par la dite cour ou le recorder.

Il conduit toutes les causes et poursuites de la compétence ou juridiction de la dite cour, ou du recorder, à l'exception de celles pour lesquelles la municipalité ou les parties en cause, jugent à propos de se faire représenter par un avocat de leur choix. 3 Ed. VII, c. 38, s. 568.

**5827.** Le recorder, avec l'autorisation du conseil, peut Huissiers de nommer de temps à autre autant d'huissiers de la Cour du la cour. recorder qu'il le juge à propos ; il peut les révoquer avec la même autorisation.

Des huissiers ainsi nommés prêtent serment devant le Leur serrecorder de remplir fidèlement leurs fonctions et sont officiers ment. de cette cour.

Constables. Le recorder a aussi le droit de requérir les services des constables de la municipalité dans l'intérêt de la justice. 3 Ed. VII, c. 38, s. 569.

## § 2.—De la juridiction

Juridiction des recorders. **5828.** Le recorder est *ex officio* juge de paix dans et pour le district dans lequel est située la municipalité, et est revêtu de tous les droits et pouvoirs et de toute l'autorité de la cour du recorder. 3 Ed. VII, c. 38, s. 570.

Juridiction de la cour : **5829.** La cour du recorder a la juridiction d'un recorder et entend et juge sommairement :

Perception des taxes ; 1. Toute action intentée en vertu de quelque règlement ou résolution du conseil pour le recouvrement de toute somme d'argent due à la municipalité à raison de quelque taxe, licence, taxe de l'eau, permis ou location d'étaux de bouchers ou de tout autre étal, ou place quelconque dans ou sur les marchés, ou en dehors d'eux ;

Observance des règlements ; 2. Toute action pour la mise à effet d'un règlement ou d'une résolution du conseil ;

Recouvrement des amendes ; 3. Les poursuites pour le recouvrement ou l'imposition de toute pénalité ou amende, résultant de quelque infraction aux dispositions du présent chapitre, de la charte ou de tout règlement ou résolution de la municipalité ;

Personnes débauchées, etc. 4. Toute action intentée en vertu des articles 3580 à 3592, inclusivement ;—l'article 3579 s'appliquant au recorder *mutatis mutandis*. 3 Ed. VII, c. 38, s. 571.

Juridiction concurrente avec la Cour de circuit, etc., dans certains cas. **5830.** La cour du recorder a juridiction concurrente avec la Cour de circuit, en ce qui concerne les relations entre locataires et locataires, et elle a, à cette fin, tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires, y compris le pouvoir de faire émettre des brefs d'assignation, d'exécution et de possession, et de fixer et déterminer les frais qui doivent être payés par la partie perdante ; pourvu toujours que la compétence de la Cour du recorder soit limitée aux cas où la somme réclamée n'excède pas vingt-cinq piastres et où il s'agit de propriétés occupées à raison d'une considération ou valeur annuelle qui ne dépasse pas la somme de cent piastres et que les dites propriétés soient situées dans la municipalité ; et pourvu qu'il soit apposé sur toutes procédures devant cette cour les mêmes timbres judiciaires qui devraient être apposées si la procédure était intentée devant la Cour de circuit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 572.

Proviso.

partie perdante ; pourvu toujours que la compétence de la Cour du recorder soit limitée aux cas où la somme réclamée n'excède pas vingt-cinq piastres et où il s'agit de propriétés occupées à raison d'une considération ou valeur annuelle qui ne dépasse pas la somme de cent piastres et que les dites propriétés soient situées dans la municipalité ; et pourvu qu'il soit apposé sur toutes procédures devant cette cour les mêmes timbres judiciaires qui devraient être apposées si la procédure était intentée devant la Cour de circuit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 572.

Bref de possession.

**5831.** Après le jugement ordonnant l'expulsion d'un locataire en vertu de l'article 5830, le demandeur peut, après l'expiration des trois jours qui suivent la signification

du jugement à ce locataire, obtenir de la Cour du recorder un mandat ou bref de possession, qui est exécuté par un huissier de la Cour supérieure ou de la Cour du recorder, ou par un constable ou un membre du corps de police, chacun desquels est, pour cette fin, revêtu de l'autorité nécessaire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 573.

§ 3.—*De la procédure*

**5832.** La Cour du recorder peut être tenue tous les jours <sup>Séances de la</sup> et aussi souvent que cela est nécessaire, et elle peut fixer, à <sup>cour.</sup> sa discrétion, le temps auquel doit se faire l'instruction et doit être rendu le jugement dans toute cause de sa compétence. 3 Ed. VII, c. 38, s. 574.

**5833.** Il est loisible au recorder de désigner aux parties <sup>Causes spéciales.</sup> une chambre où des causes spéciales peuvent être entendues <sup>et jugées.</sup> 3 Ed. VII, c. 38, s. 575.

**5834.** Les articles contenus dans le chapitre LXIII du <sup>Articles du</sup> Code de procédure civile (articles 1253-1283), qui ne sont pas <sup>C. P. C. applicables.</sup> incompatibles avec le présent chapitre, s'appliquent *mutatis mutandis*, suivant le cas, au recorder et à la Cour du recorder, en matière civile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 576.

**5835.** Le greffier entre chaque jour succinctement dans un <sup>Enregistrement des</sup> registre les procédures dans chaque cause ou plainte portée <sup>procédures.</sup> devant la cour.

Il n'est pas nécessaire que le greffier enregistre au long les <sup>Mode de les</sup> procédures, jugements et condamnations de la cour, mais il tient un registre où il inscrit le nom du défendeur, la nature <sup>enregistrer.</sup> de la dette ou de l'offense, la date et le dispositif du jugement.

Les notes de la procédure écrites au dos de l'assignation <sup>Notes des</sup> ou plainte originale sont considérées comme suffisantes. 3 <sup>procédures.</sup> Ed. VII, c. 38, s. 577.

**5836.** Toute assignation et tout ordre, bref ou mandat <sup>Au nom de</sup> de quelque nature que ce soit, émis par la cour, le sont au <sup>qui sont émis</sup> nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs ; ils portent <sup>les brefs, etc.</sup> la signature du recorder, du greffier de la cour ou de l'assistant-greffier. 3 Ed. VII, c. 38, s. 578.

**5837.** Dans les cas de procès concernant des personnes <sup>Poursuites</sup> arrêtées à vue par un officier ou constable de police pour <sup>dans lequel</sup> quelque infraction aux dispositions contenues dans les articles <sup>les il n'est</sup> 3580 à 3592, inclusivement, ou dans le présent chapitre, ou <sup>pas nécessaire</sup> dans la charte, ou dans quelque règlement du conseil, il n'est <sup>de mettre la</sup> pas nécessaire de mettre la plainte par écrit ; mais une plainte <sup>plainte par</sup> verbale, formulée sous serment devant la Cour du recorder <sup>écrit.</sup>

par le constable qui a arrêté le prévenu, est considérée comme une plainte suffisante ; toutefois si l'inculpé demande que la plainte soit mise par écrit, la cour enjoint au greffier de le faire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 579.

Citation des  
personnes  
non arrêtées  
à vue.

**5838.** Chaque fois qu'une personne est accusée de quelque offense contre les dispositions du présent chapitre, ou de la charte, ou d'un des règlements du conseil, et que cette personne ainsi accusée n'a pas été arrêtée à vue, elle peut être sommée par un bref de comparaître devant la dite cour pour répondre à la dite plainte, qui est énoncée d'une manière claire et précise au dit bref ; le dit bref est signifié au défendeur par tout huissier ou constable ; pourvu toujours que, chaque fois qu'il s'agit d'une offense punissable d'amende ou d'emprisonnement en vertu de la loi ou d'un des dits règlements, il soit permis de procéder contre le défendeur, soit par un bref, comme susdit, soit par un mandat d'arrestation émis par le recorder sur affidavit reçu devant lui. 3 Ed. VII, c. 38, s. 580.

Signification  
du bref.

Mode de si-  
gnification.

**5839.** La signification de toute pièce émise par la Cour du recorder ou par le recorder se fait en remettant une copie ou un double d'icelle au défendeur ou à l'accusé personnellement, ou à son domicile à une personne raisonnable de sa famille, ou à sa place d'affaires à quelqu'un de son personnel en ayant charge.

Mode pres-  
crit par le re-  
corder en cer-  
tains cas.

Dans le cas où telle signification ne peut se faire comme ci-dessus, sur rapport de l'officier chargé de la faire, le recorder peut ordonner qu'elle soit faite de toute autre manière qu'il juge à propos. 3 Ed. VII, c. 38, s. 581.

Rapport de  
signification.

**5840.** Tout huissier, porteur d'un bref ou d'une pièce requérant signification, émis par la dite cour, doit faire, sous son serment d'office, un rapport de toutes les procédures par lui faites à l'égard de tel bref ou pièce, et ce rapport est une preuve suffisante à toutes fins que de droit. 3 Ed. VII, c. 38, s. 582.

Compétence  
des huissiers  
de la Cour su-  
périeure.

**5841.** Des rapports de la signification régulière de tout bref ou pièce, comme susdit, émis par la dite cour, peuvent aussi être faits par tout huissier de la Cour supérieure ; et, dans toutes les causes ainsi intentées devant la Cour du recorder, tout tel huissier a *ex officio* plein pouvoir et autorité de remplir les fonctions d'huissier de la Cour du recorder de la même manière que si le recorder l'avait spécialement nommé dans ce but. 3 Ed. VII, c. 38, s. 583.

Preuve de la  
signification.

**5842.** La signification de toute assignation ou de toute autre pièce dans les cas de poursuite comme susdit, peut se prouver, cour tenante, par l'huissier, le constable ou l'officier de paix qui a fait la signification. 3 Ed. VII, c. 38, s. 584.

**5843.** Dans toute cause intentée à la Cour du recorder pour le recouvrement de toute somme ou l'imposition de toute amende ou pénalité, la preuve peut se faire par présomption légale, par preuve écrite ou par preuve verbale. Preuve devant la cour.

Il n'est pas nécessaire de prendre les dépositions par écrit. Dépositions. 3 Ed. VII, c. 38, s. 585.

**5844.** Le président de la cour fait observer le bon ordre durant les séances de la cour, et il peut faire éloigner de son enceinte toute personne non intéressée, et imposer l'amende ou l'emprisonnement à toute personne qui se rend coupable de mépris de la dite cour. Maintien du bon ordre aux séances. 3 Ed. VII, c. 38, s. 586.

**5845.** Dans toute action en matière civile portée devant la cour, même dans le cas de saisie-arrêt, avant ou après jugement, il y a au moins un intervalle de deux jours francs entre la signification du bref d'assignation et le jour de son rapport en cour. Délai d'assignation en matière civile.

Si la personne ainsi assignée ne comparait pas dans le délai fixé, défaut peut être enregistré contre elle, et, sur preuve faite, la cour rend jugement. Défaut de comparaitre.

Si elle comparait, elle doit plaider à l'action sous vingt-quatre heures, et son plaidoyer est reçu et enregistré. Plaidoyer s'il y a comparution.

Le jour juridique suivant ou le jour fixé par la cour, les parties procèdent à la preuve et à l'audition au mérite, et jugement est rendu sans retard. Audition et preuve.

La cour peut accorder un délai n'excédant pas deux mois à tout défendeur condamné ou qui confesse jugement. Délai sur confession de jugement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 587.

**5846.** Dans toutes les poursuites intentées devant la Cour du recorder ou devant le recorder, autres que les actions civiles, les dispositions de la partie xv du Code criminel, concernant les convictions sommaires, s'appliquent à la Cour du recorder et au recorder, quant au mode de procédure dans ces poursuites jusqu'à la condamnation ou jugement final, à l'exécution de cette condamnation, de ce jugement ou ordre, et généralement à toutes règles imposées aux magistrats pour ces objets, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent chapitre et qu'il n'y a pas de dispositions spéciales dans l'espèce. Dispositions applicables dans les actions pénales.

Il n'est pas nécessaire toutefois, dans ces procédures, de prendre les dépositions des témoins par écrit. Dépositions.

Les diverses formules contenues au dit code peuvent varier suivant qu'il est nécessaire pour les rendre applicables à la cour. Formules. 3 Ed. VII, c. 38, s. 588.

**5847.** La cour a le pouvoir de forcer les témoins à comparaître dans toute action, poursuite ou plainte pendant devant Comparution forcée des témoins.

elle, et à répondre à toutes les questions légales qui leur sont posées, suivant les dispositions du Code de procédure civile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 589.

**Frais et dommages.** **5848.** Dans toutes les causes, la cour peut user de sa discrétion pour accorder ou refuser les frais, ou pour ordonner au dénonciateur ou plaignant, au demandeur ou au défendeur de payer ses propres frais ou ceux de la partie adverse, et, dans certains cas, des dommages n'excédant pas vingt-cinq piastres, lorsque ces dommages paraissent résulter des faits de la plainte. 3 Ed. VII, c. 38, s. 590.

**Exécution des jugements.** **5849.** L'exécution de tout jugement rendu dans toute cause en matière civile, comme susdit, se fait par la saisie et la vente des biens meubles et effets du défendeur.

**Emission du bref d'exécution.** Aucun bref d'exécution n'est émis avant l'expiration des huit jours qui suivent celui où le jugement a été rendu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 591.

**Procédures sur exécution par l'huissier.** **5850.** L'huissier chargé du bref d'exécution procède à la saisie et à la vente des biens meubles et effets, de la manière prescrite par le Code de procédure civile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 592.

**Bref de saisie-arrêt.** **5851.** La cour peut émettre des brefs de saisie-arrêt avant et après jugement de la même manière que les autres cours de juridiction civile, et suivre à cet égard les règles et la procédure prescrites par le Code de procédure civile en ce qui regarde l'émission du bref, le rapport et le jugement en matière de saisie-arrêt. 3 Ed. VII, c. 38, s. 593.

**Récitation du règlement, non nécessaire dans les poursuites.** **5852.** Dans toute poursuite, action ou plainte portée devant la Cour du recorder, il n'est pas nécessaire de réciter la loi ou le règlement en vertu duquel la poursuite, action ou plainte est portée ; mais il suffit d'énoncer que c'est en vertu de cette loi ou de mentionner la date et le numéro du règlement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 594.

**Tarif des frais.** **5853.** Le recorder, avec l'approbation du conseil, peut établir et fixer le tarif des frais dans toutes les causes de la juridiction et de la compétence de la Cour du recorder, et le changer, de temps à autre, avec la même approbation. 3 Ed. VII, c. 38, s. 595.

**Copropriétaires, etc., peuvent être poursuivis séparément.** **5854.** Tout coassocié dans, copropriétaire ou cooccupant de tout terrain, maison, bâtiment ou autre immeuble dans la municipalité contre lequel il est porté plainte pour violation de quelque règlement du conseil affectant tel coassocié dans, copropriétaire ou cooccupant de tel terrain, maison, bâtiment

ou autre immeuble, de quelque manière que ce soit, à raison de quelque nuisance commise, ou existant sur tel terrain ou propriété, ou pour toute autre offense, peut être poursuivi, seul ou conjointement avec ses coassociés, copropriétaires ou cooccupants, devant la Cour du recorder, selon qu'il est jugé à propos, de même que tout agent de la dite société ou du dit copropriétaire ou cooccupant.

Dans la poursuite, il suffit de mentionner le nom de l'un des dits coassociés, copropriétaires ou cooccupants, ou de tel agent, en y ajoutant les mots "et autres", et la preuve verbale du titre de propriété et d'occupation, soit individuelle ou conjointe, ou de telle agence, est suffisante. 3 Ed. VII, c. 38, s. 596.

**5855.** Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, toute action pour le recouvrement de toute amende ou l'imposition de toute pénalité peut être intentée par la municipalité ou par un particulier en son nom personnel. 3 Ed. VII, c. 38, s. 597.

**5856.** Le recouvrement de toute amende ou des frais, même ceux postérieurs à la condamnation ou ordre, ou des dommages imposés par la Cour du recorder, se fait conformément à la loi ou au règlement qui les impose; mais si la loi ou le règlement ne mentionne aucun mode de procédure à cet effet, ce recouvrement se fait par l'emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois, à moins que la dite amende, les frais comme susdit et les dommages ne soient payés avant l'expiration du terme de cet emprisonnement; et les brefs sont émis de la manière précitée. 3 Ed. VII, c. 38, s. 598.

**5857.** Chaque fois qu'une amende a été encourue par une corporation, association ou société reconnue par la loi, cette amende et les frais peuvent être prélevés par la saisie et la vente des biens et effets de la dite corporation, association ou société, en vertu d'un bref d'exécution émis par la dite cour; la procédure se fait sur ce bref de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matière civile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 599.

**5858.** Toutes les amendes réclamées et recouvrées devant la Cour du recorder, en vertu du présent chapitre, ou de la charte, ou d'un règlement du conseil appartiennent à la municipalité, et font partie du fonds général d'icelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 600.

**5859.** Au conseil seul appartient le droit de remettre en tout ou en partie une amende ou partie d'amende appartenant au conseil.

nant à la municipalité, ainsi que les frais occasionnés pour le recouvrement de telle amende.

**Manière de la faire.** Cette remise se fait, dans chaque cas, par une résolution adoptée par la majorité du conseil, sur requête présentée dans ce but au conseil par la personne tenue de payer cette amende, et non autrement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 601.

**Où a lieu l'emprisonnement.** **5860.** Chaque fois que, dans le présent chapitre ou toute autre loi, ou dans quelque règlement, l'emprisonnement est imposé, cet emprisonnement doit s'entendre comme devant avoir lieu dans la prison commune du district dans lequel est située la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 602.

**Amendements à l'action, dans certains cas, permis par la cour.** **5861.** Toutes les fois que, dans une action ou assignation en matière civile ou pénale, il y a quelque variante entre l'allégation et la preuve relativement à la date, aux nom ou prénoms, à l'occupation, à la désignation ou à la résidence de la partie mentionnée en l'action ou assignation, ou relativement à tout autre fait allégué dans cette action ou assignation, la cour peut, en tout temps avant le jugement, sur demande de la partie intéressée, permettre ou ordonner que cette action ou assignation soit amendée, si la chose est nécessaire, et accorder à la partie adverse un délai suffisant pour qu'elle puisse préparer sa défense à l'action ou assignation ainsi amendée, si la partie le requiert pour les besoins de la justice. 3 Ed. VII, c. 38, s. 603.

**Objections à la forme non admises.** **5862.** Nulle objection à la forme ou basée sur l'omission de quelque formalité n'est admise dans aucune action, poursuite ou procédure devant la Cour du recorder ou devant le recorder, à moins que le rejet de cette objection ne cause une injustice réelle. 3 Ed. VII, c. 38, s. 604.

**Effet de l'établissement de la Cour de recorder.** **5863.** Dès que le conseil a, par règlement, établi une Cour de recorder et qu'un recorder a été nommé en la manière prévue par le présent chapitre, nul magistrat ou juge de paix ne peut, comme tel, connaître des infractions au présent chapitre, à la charte ou aux règlements du conseil. 3 Ed. VII, c. 38, s. 605.

#### SECTION XIII

#### DES PROCÉDURES CONTRE LA MUNICIPALITÉ

#### § 1.—Des avis d'actions et des procédures diverses

**Domages causés par accidents.** **5864.** Si une personne prétend s'être infligé, par suite d'un accident, des blessures corporelles, pour lesquelles elle se propose de réclamer de la municipalité des dommages-intérêts, elle doit, dans les soixante jours de la date de tel accident, donner ou faire donner avis écrit au greffier de la



municipalité de son intention d'intenter une poursuite, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où elle demeure, faute de quoi la municipalité n'est pas tenue à des dommages-intérêts à raison de tel accident, nonobstant toute article ou disposition de la loi à ce contraire ; et, en cas de réclamation pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, un avis semblable doit aussi être donné au greffier de la municipalité dans les trente jours, faute de quoi la municipalité n'est pas tenue de payer Prescription des actions. des dommages-intérêts nonobstant toute disposition de la loi ; mais dans tous les cas, aucune action en réclamation de dommages n'est recevable à moins que telle action ne soit intentée dans les six mois à partir du jour où l'accident est arrivé ou du jour où le droit d'action a pris naissance.

Aucune telle action ne peut être intentée avant l'expiration Delai pour l'action. de quinze jours de la date de la signification du dit avis.

Le défaut d'avis ci-dessus ne prive pas cependant les victimes d'accidents de leur droit d'action, si elles prouvent Défaut d'avis non préjudiciable en certains cas. qu'elles ont été empêchées de donner cet avis par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le juge ou par le tribunal.

La municipalité a son recours en garantie contre toute Recours de la municipalité. personne dont la faute et la négligence sont cause de l'accident arrivé et des dommages en résultant. 3 Ed. VII, c. 38, s. 606.

**5865.** Toute action, poursuite ou réclamation contre la Prescription des actions en dommages. municipalité et l'un de ses officiers ou employés, pour dommages résultant de délits, de quasi-délits ou d'illégalités, est prescrite par six mois à partir du jour où le droit d'action a pris naissance, nonobstant toute disposition de la loi à ce contraire. 3 Ed. VII, c. 38, s. 607.

**5866.** Toutes personnes qui, au moyen d'excavations ou Dommages causés par obstructions dans les rues. d'obstructions dans une rue, qui ne sont pas autorisées par la loi ni par les règlements de la municipalité, rendent cette rue dangereuse pour la circulation, ou qui, par négligence dans la manière de pratiquer les excavations ou de faire des obstructions qui ont été autorisées, ou par défaut de les entourer de garde-fous et d'y placer des lumières, rendent telle rue insuffisante ou dangereuse pour la circulation, sont responsables de tous les dommages résultant de telle obstruction ou négligence, excepté des dommages provenant de la négligence de la personne même qui les a soufferts ; et aucune action ne peut être maintenue contre la municipalité pour ces dommages, à moins que telles personnes n'aient été mises en cause, si le demandeur en est requis par la municipalité, — laquelle doit donner les noms, résidences et qualités de telles personnes. 3 Ed. VII, c. 38, s. 608.

Exécution  
dans le cas  
d'un juge-  
ment.

**5867.** Dans le cas où un jugement est rendu contre les défendeurs en vertu de l'article 5866, l'exécution ne peut d'abord être prise que contre le défendeur en défaut, et la municipalité n'est tenue de prendre des mesures pour payer le jugement, y compris les frais d'exécution contre le défendeur, qu'après que le bref d'exécution a été rapporté sans avoir été acquitté, ou dans le cas d'opposition ou contestation de la saisie pour d'autres raisons que des matières de forme.

Recours de la  
municipalité  
si elle a payé  
le jugement.

Si la municipalité paye le jugement, elle devient subrogée dans les droits du demandeur en vertu d'icelui, peut en exiger le paiement de l'autre défendeur et a droit de prendre une exécution contre ce dernier et d'adopter les autres procédures auxquelles peuvent avoir recours les créanciers en faveur de qui un jugement est rendu. 3 Ed. VII, c. 38, s. 609.

Signification  
des actions à  
la municipa-  
lité.

**5868.** La signification de toute action ou poursuite intentée contre la municipalité est faite au greffier de la municipalité, soit à son bureau, soit à son domicile. 3 Ed. VII, c. 38, s. 610.

Délais pour  
exécuter ju-  
gement.

**5869.** Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun jugement rendu contre la municipalité comportant seulement une condamnation pécuniaire, n'est exécutoire avant l'expiration de trente jours après la date du jugement. 3 Ed. VII, c. 38, s. 611.

§ 2.—*De l'exécution des jugements rendus contre la municipalité*

Paiement sur  
signification.

**5870.** Lorsqu'une copie d'un jugement condamnant la municipalité au paiement d'une somme de deniers a été signifiée au bureau du conseil, le trésorier doit aussitôt, sur autorisation du conseil ou du maire, en acquitter le montant à même les fonds qui sont à sa disposition, selon les règlements faits en vertu de l'article 5693. 3 Ed. VII, c. 38, s. 612.

Prélèvement  
à défaut de  
fonds.

**5871.** S'il n'y a pas de fonds ou si ceux qui sont à la disposition du trésorier sont insuffisants, le conseil doit, aussitôt après la signification du jugement, ordonner par résolution au trésorier de prélever, sur les biens imposables de la municipalité, une somme suffisante pour le mettre en état d'en acquitter le montant, avec intérêts et frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 613.

Délai à cet  
effet.

**5872.** Le tribunal qui a rendu le jugement peut, sur requête à cet effet présentée en terme ou en vacances, accorder, de temps à autre, au conseil, tout délai qu'il croit nécessaire pour lui donner le temps de prélever le montant requis. 3 Ed. VII, c. 38, s. 614.

**5873.** S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux mois après la signification qui en a été faite au bureau du conseil, ou à l'expiration du délai accordé par le tribunal ou convenu entre les parties, la personne qui l'a obtenu peut, en produisant le rapport de sa signification au bureau du conseil, faire émettre par le tribunal, sur réquisition par écrit à cet effet, un bref d'exécution contre la municipalité, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 615.

**5874.** Ce bref est attesté et signé par le greffier ou par le protonotaire, scellé du sceau du tribunal et adressé au shérif du district où est située la municipalité, auquel il enjoint entre autre choses ;

1. De prélever de la municipalité, avec toute la diligence possible, le montant de la dette, des intérêts et des frais tant du jugement que de la saisie-exécution ;

2. À défaut de paiement immédiat par la corporation :

a. De répartir le montant des deniers recouvrables, sur tous les biens imposables de la municipalité, en proportion de la valeur portée au rôle d'évaluation, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations et sous les mêmes pénalités que le feraient le conseil et le greffier, auxquels il est substitué de droit relativement au prélèvement de ces deniers ;

b. De dresser, sans délai, un rôle spécial de perception ;

c. De publier ce rôle spécial, dans la municipalité, en la manière requise par l'article 5749 ;

d. D'exiger et percevoir les sommes portées au rôle spécial de perception, de la manière et dans les délais prescrits aux articles 5749 et 5750 ;

e. À défaut de paiement de ces sommes par les personnes qui y sont obligées, de les prélever avec dépens sur leurs biens meubles, en la manière prescrite dans les articles 5751 à 5754, inclusivement ;

f. De vendre les biens-fonds affectés à ces sommes, à défaut de paiement, de la même manière et avec les mêmes effets que s'il agissait en vertu d'un bref de *terris* émis par la Cour supérieure du district ;

3. De faire rapport au tribunal des deniers prélevés et de ses procédures, aussitôt que le montant de la dette, des intérêts et des frais a été perçu, ou, de temps à autre, sur ordre du tribunal. 3 Ed. VII, c. 38, s. 616.

**5875.** Il est du devoir du shérif d'exécuter, sans délai, par lui ou par ses officiers, les ordres qui lui sont donnés par ce bref ou par tout autre ordre subséquent décerné par le tribunal. 3 Ed. VII, c. 38, s. 617.

Accès du  
shérif aux  
archives.

**5876.** Le shérif a libre accès aux registres, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres documents déposés au bureau du conseil, et peut requérir les services des officiers municipaux de ce conseil, sous les mêmes pénalités que si ces services étaient requis par le conseil lui-même. 3 Ed. VII, c. 38, s. 618.

Droits et  
pouvoirs du  
shérif.

**5877.** Il se met en possession du rôle d'évaluation et de tous les autres documents qui lui sont nécessaires, pour l'exécution du jugement et des ordres du tribunal.

Sur refus ou négligence du conseil ou des officiers municipaux de lui remettre ces documents, il est autorisé à en prendre possession. 3 Ed. VII, c. 38, s. 619.

Rôle spécial  
de percep-  
tion.

**5878.** S'il est impossible à l'officier saisissant de se procurer le rôle d'évaluation devant servir de base à la perception des deniers, ou s'il n'y a pas de rôle, le shérif procède, sans délai, à faire l'évaluation des biens imposables ; et il est autorisé à baser le rôle spécial de perception des deniers recouvrables sur cette évaluation comme si elle était le rôle d'évaluation en vigueur.

Frais.

Les frais encourus pour cette évaluation, tels que taxés par le tribunal d'où a été décerné le bref, font partie des frais d'exécution et sont recouvrables contre la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 620.

Taxation des  
frais, etc.

**5879.** Les honoraires, frais et déboursés du shérif sont taxés par le juge du tribunal, d'où a été décerné le bref d'exécution, à sa discrétion. 3 Ed. VII, c. 38, s. 621.

Remise des  
documents.

**5880.** Le shérif remet une copie de son rôle spécial de perception, et tout autre rôle ou document dont il s'est mis en possession, au bureau du conseil, après avoir recouvré le montant entier porté au bref d'exécution avec intérêts et frais. 3 Ed. VII, c. 38, s. 622.

Arrérages.

**5881.** Les arrérages dus en vertu du rôle spécial de perception du shérif appartiennent à la municipalité, et peuvent être recouverts par elle comme toute autre taxe municipale.

Surplus.

Le surplus, s'il y en a entre les mains du shérif, appartient à la municipalité. 3 Ed. VII, c. 38, s. 623.

Ordres de la  
cour.

**5882.** Le shérif peut obtenir du tribunal tout ordre propre à faciliter et à assurer l'exécution complète du bref qui lui a été adressé. 3 Ed. VII, c. 38, s. 624.

Vente des  
biens de la  
municipalité.

**5883.** Si la municipalité contre laquelle a été rendu le jugement possède des biens en son nom seul, ces biens peuvent être saisis et exécutés en la manière prescrite au Code de procédure civile.

Si ces biens sont hypothéqués pour la dette qui fait l'objet s'ils sont du jugement, ils doivent être vendus avant l'émission du bref hypothéqués. mentionné en l'article 5873. 3 Ed VII, c. 38, s. 625.

## SECTION XIV

## DISPOSITIONS FINALES

**5884.** Les clauses générales des corporations de ville ne s'appliquant pas aux municipalités de cité ou de ville qui ont été constituées depuis le 24 juin 1903, ni à celles qui, constituées avant cette date, ont été déclarées depuis sujettes aux dispositions de la loi des cités et villes 1903, ni à celles qui seront constituées à l'avenir; mais elles continueront à régir toute municipalité à laquelle elles s'appliquaient avant le 24 juin 1903, et qui n'a pas été déclarée depuis ou qui ne sera pas déclarée à l'avenir, soit par une loi de la Législature, soit par lettres patentes, sujette aux dispositions de la dite loi ou du présent chapitre. 3 Ed. VII, c. 38, s. 626.

## FORMULES

## A. — (Articles 5315, 5323)

*Serment d'office*

Je, (indiquer la charge), de la  
cité de (ou ville de , suivant le cas),  
jure solennellement que je remplirai avec honnêteté et fidélité  
les devoirs de cette charge au meilleur de mon jugement et  
de ma capacité. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

Assermenté (ou affirmé) devant moi }  
à , ce } A. B.  
jour de , 19 . }

C. D.,  
*Juge de paix.*

3 Ed. VII, c. 38, formule A.

PROVINCE DE QUEBEC,  
Cité de (ou ville de  
selon le cas.)

B.—(Article 5378)  
*Liste des électeurs municipaux*

No	Noms	Prénoms	Profession	Résidence	Dénomination des causes de cens électoral	Indication des biens-fonds	Observations
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							

Fait en double ce jour de , mil neuf cent  
Je, P. P., jure qu'au meilleur de mes connaissances et croyance, la liste des électeurs ci-jointe est correcte, et que rien n'y a été omis  
illégalement ni frauduleusement. Ainsi, que Dieu me soit en aide.  
Assermenté devant moi à , ce jour de , 19 . }  
F. F., Juge de paix. }  
3 Ed. VII, c. 38, formule B. }  
P. P.,  
Greffier de la cité de  
(ou ville de, selon le cas)

## C.—(Article 5379)

*Avis de la préparation et du dépôt de la liste des électeurs*

Avis est par le présent donné que je, soussigné,  
 , greffier de la cité de (ou ville de, selon le  
*cas*), ai préparé suivant la loi la liste des électeurs municipaux  
 de la cité de (ou ville de, selon le *cas*), et que cette  
 liste est maintenant déposée dans mon bureau, à la disposition  
 et pour l'information de toute personne intéressée.

Donné sous mon seing à , ce jour  
 de , 19 .

P. P.,

3 Ed. VII, c. 38, formule C.

*Greffier.*

## D.—(Article 5398)

*Certificat d'entrée en vigueur de la liste des électeurs*

Je, P. P., soussigné, greffier, certifie, sous mon serment d'office:

1. Que j'ai donné l'avis requis par l'article 5379 des Statuts  
 refondus de Québec, 1909 ;

2. Que, depuis la date de cet avis, la liste ci-dessus a été  
 tenue dans mon bureau à la disposition de tout intéressé ;

3. Que cette liste a été examinée (et corrigée, si elle a été cor-  
*rigée*) par la conseil de cette municipalité dans les trente jours  
 après le (date de la publication de l'avis requis par l'article 5379)  
 savoir : aux séances du conseil tenues les (jours où les séances  
 ont été tenues), et que les corrections (s'il en a été faites) ont été  
 parafées par B. B., maire, (ou C. C., conseiller, président le  
 conseil en l'absence du maire, selon le *cas*) ;

(ou, si la liste n'a pas été examinée :)

Que cette liste n'a pas été examinée par le conseil de cette  
 municipalité, dans les trente jours après le (date de la publica-  
 tion de l'avis requis par l'article 5379) ;

4. Qu'ainsi la liste des électeurs ci-dessus est entrée en vi-  
 gueur le jour du mois de mil  
 neuf cent , étant le trentième jour après le (date de  
 la publication de l'avis requis par l'article 5379, ou selon le *cas*).

Donné sous mon seing à , ce jour  
 de , 19 .

P. P.,

3 Ed. VII, c. 38, formule D.

*Greffier.*

## E.—(Articles 5314, 5415)

*Commission d'un secrétaire d'élection*A. E. F., (*occupation et résidence*)

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour la cité de  
(ou la ville de , ou le quartier  
de la cité de

ou de la ville de , *suivant le cas*), je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon secrétaire d'élection pour agir en cette qualité, suivant la loi, à la prochaine élection de cette cité, (ou de cette ville, ou de ce quartier, *suivant le cas*), laquelle élection sera par moi ouverte le  
jour du mois de , 19 .

Donné sous mon seing, à , ce  
jour de , 19 .

A. B.,

3 Ed. VII, c. 38, formule E.

*Officier-rapporteur.*

## F.—(Article 5416)

*Serment du secrétaire d'élection*

Je, soussigné, E. F., nommé secrétaire d'élection pour la cité de (ou la ville de , ou le quartier de la cité de , ou de la ville de , *suivant le cas*), jure solennellement (ou, *si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles*, affirme solennellement) que j'agirai en qualité de secrétaire d'élection, et aussi en qualité d'officier-rapporteur, le cas échéant, fidèlement et conformément à la loi, sans partialité, crainte, faveur ni affection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

E. F.,

*Secrétaire d'élection.*



*Certificat de la prestation du serment du secrétaire d'élection*

Je, soussigné, certifie par les présentes que le  
 jour du mois de , 19 , E. F., secrétaire d'élection  
 pour la cité de , (ou la ville de , ou  
 le quartier de la cité de , ou de la ville de  
 , *suivant le cas*), a prêté et signé devant moi le ser-  
 ment d'office (ou affirmation, *suivant le cas*) requis en pareil  
 cas d'un secrétaire d'élection, par l'article 5416 des Statuts  
 refondus de Québec, 1909.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent  
 certificat.

C. D.,

*Juge de paix;*

ou A. B.,

3 Ed. VII, c. 38, formule F.

*Officier-rapporteur.*

---

G.—(Articles 5314, 5419)

*Avis de l'officier-rapporteur annonçant l'époque et le lieu fixés  
 pour la présentation des candidats, le jour de l'ouverture du  
 scrutin et la nomination de son secrétaire d'élection*

AVIS

Cité de , (ou ville de , *suivant le cas*),

Je donne avis aux électeurs de la cité de , (ou  
 de la ville de , ou du quartier de la cité  
 de , ou de la ville de , *selon le cas*), que la présen-  
 tation des candidats pour les charges de maire et d'échevin  
 pour la dite cité (ou ville, *ou suivant le cas*), aura lieu à  
 (décrire l'endroit où la présentation des candidats doit avoir lieu),  
 dans la cité de , (ou ville de ,  
 (selon le cas), le jour du mois de , en  
 l'année mil neuf cent , entre midi et deux heures  
 de l'après-midi, et que, dans le cas où le scrutin deviendrait  
 nécessaire et serait ouvert de la manière prescrite par la loi,  
 ce scrutin sera ouvert le jour du mois d ,  
 dans l'année mil neuf cent , depuis sept heures du  
 matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi, dans chacun des  
 arrondissements de votation ; et que j'ai nommé (*nom, occu-  
 pation et résidence*) mon secrétaire d'élection.

Donné sous mon seing, à , ce  
 jour de , 19 .

A. B.,

*Officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule G.

## H.—(Articles 5422, 5424)

*Bulletin de présentation pour l'élection du maire*

Nous, soussignés, habiles à voter aux élections municipales, dans la cité de (ou ville de *suivant le cas*), nommons par les présentes No , rue , comme candidat à l'élection qui doit avoir lieu dans la cité de , (ou ville de *suivant le cas*), d'un maire de la dite cité (ou ville, *suivant le cas*).

En foi de quoi, nous avons signé, à , ce  
jour de , 19 .

Nom	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par les dits électeurs en présence de

(Signature)

Je, le dit , nommé candidat dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi, j'ai signé, à , ce jour de  
19 .

(Signature)

Signé par le dit en présence de

(Signature)

## I.—(Articles 5422, 5424)

*Bulletin de présentation pour l'élection d'un échevin*

Cité de (ou ville de , selon le cas)

Quartier

Siège No

Nous, soussignés, électeurs du quartier de la  
 cité de (ou ville de , selon le cas), nommons par  
 les présentes , No , rue ,  
 candidat à l'élection qui doit avoir lieu d'un échevin pour  
 le siège No du dit quartier de la cité de  
 (ou ville de , selon le cas).

En foi de quoi, nous avons signé, à , ce  
 jour de , 19 .

Nom	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par les dits électeurs en présence de

(Signature)

Je, le dit , nommé dans le bulletin de présen-  
 tation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi j'ai signé, à , ce jour  
 de , 19 .

(Signature)

Signé par le dit en présence de

(Signature)

## J.—(Article 5427)

*Serment d'attestation du bulletin de présentation et du consentement du candidat à la charge de maire*

Je, \_\_\_\_\_, de la cité de \_\_\_\_\_, (ou ville de \_\_\_\_\_, selon le cas), jure solennellement (ou affirme) que je connais

et qu'ils sont habiles à voter à l'élection qui doit avoir lieu d'un maire de la cité de \_\_\_\_\_, (ou ville de \_\_\_\_\_, selon le cas), et qu'ils ont respectivement signé le bulletin de présentation qui précède de leurs signatures, en ma présence ; et, de plus, que je connais le dit \_\_\_\_\_ qui y est nommé comme candidat, et qu'il a signé son consentement à cette présentation en ma présence.

(Signature)

Assermenté (ou affirmé) devant }  
moi, à \_\_\_\_\_, ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_ . }

(Signature)

3 Ed. VII, c. 38, formule 1.

## K.—(Article 5427)

*Serment d'attestation du bulletin de présentation et du consentement du candidat à la charge d'échevin*

Je, \_\_\_\_\_, de la cité de \_\_\_\_\_, (ou ville de \_\_\_\_\_, selon le cas), jure solennellement (ou affirme) que je connais

et qu'ils sont inscrits sur la liste des électeurs en vigueur, pour le quartier \_\_\_\_\_ de la cité de \_\_\_\_\_ (ou ville de \_\_\_\_\_, selon le cas) ; et qu'ils ont respectivement signé le bulletin de présentation qui précède de leurs signatures, en ma présence ; et, de plus, que je connais le dit \_\_\_\_\_ qui y est nommé candidat et qu'il a signé son consentement à cette présentation en ma présence.

(Signature)

Assermenté (ou affirmé) devant }  
moi, à \_\_\_\_\_, ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_ . }

(Signature)

3 Ed. VII, c. 38, formule 1<sup>a</sup>.

## L.—(Article 5435)

*Avis de l'ouverture du scrutin, des candidats présentés et du relevé du scrutin*

## AVIS

Cité de \_\_\_\_\_, (ou ville de \_\_\_\_\_, *selon le cas.*)

Avis public est par le présent donné que le scrutin est nécessaire pour l'élection maintenant pendante pour la cité de \_\_\_\_\_, (ou la ville de \_\_\_\_\_, ou les quartiers de la cité de \_\_\_\_\_, ou ville de \_\_\_\_\_, *selon le cas*), et que ce scrutin sera ouvert en conséquence le \_\_\_\_\_; et, de plus, que les personnes dûment présentées comme candidats à cette élection, et pour lesquelles seulement les votes seront admis, sont :

*Election du maire :*

1. JEAN BUREAU, de la cité de Montréal, 10, rue Lafontaine, marchand.

2. JOSEPH MEUNIER, de la cité de Montréal, 1063, rue Notre-Dame, médecin.

3. ANTOINE RICHARD, de la cité de Montréal, 20, rue St-Denis, marchand.

4. JOSEPH RICHARD, de la cité de Montréal, 506, rue Sherbrooke, avocat.

*Election des échevins :*

Quartier No \_\_\_\_\_

PAUL ADAMS, de la cité de Montréal, 30, rue de Montigny, marchand.

LOUIS BELLIVEAU, de la cité de Montréal, 15, rue Peel, avocat.

(*Et ainsi de suite pour tous les autres quartiers où il y a votation.*)

Le relevé du scrutin et la proclamation du candidat (ou des candidats) élu \_\_\_\_\_ se feront le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heures de l'avant-midi, à mon bureau, à \_\_\_\_\_. Ce dont tous les intéressés sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Donné sous mon seing, à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour d' \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_.

A. B.,

*Officiers-rapporteur.*

## M.—(Article 5435)

*Commission du sous-officier-rapporteur*A G. H., (*occupation et résidence.*)

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No            du quartier           , dans la cité de           , (ou ville de           , ou selon le cas), pour y recevoir les bulletins des électeurs au scrutin, suivant la loi, au bureau de votation qui y sera par vous ouvert et tenu à cette fin ; et vous êtes par les présentes autorisé et requis d'ouvrir et tenir le bureau de votation à cette élection, pour cet arrondissement de votation, le            jour du mois de            courant (ou prochain), à sept heures de l'avant-midi, à (*décrire spécialement l'endroit où la votation doit avoir lieu*), et là, de tenir ce bureau de votation ouvert durant les heures fixées par la loi, et d'y recevoir au scrutin, tel que prescrit par la loi, les bulletins des électeurs qui voteront à ce bureau de votation, et, après avoir compté les bulletins donnés et accompli les autres devoirs que la loi vous impose, de me transmettre immédiatement la boîte du scrutin, scellée de votre sceau et contenant les bulletins de vote, les listes des électeurs et les autres documents requis par la loi, ainsi que la présente commission.

Donné sous mon seing, à           , ce            jour de           , 19           .

A. B.,  
*Officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule L.

## N.—(Article 5435)

*Serment du sous-officier-rapporteur*

Je, soussigné, G. H., nommé sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No            du quartier            de la cité de            (ou ville de           , suivant le cas), jure solennellement (ou, si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que j'agirai en qualité de sous-officier-rapporteur, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur, ni affection. Ainsi que Dieu me soit en aide.

G. H.,  
*Sous-officier-rapporteur.*

*Certificat de la prestation du serment d'office d'un sous-officier-rapporteur*

Je, soussigné, C. D., certifie par les présentes que le  
jour du mois d , 19 , G. H., sous-officier-  
rapporteur pour l'arrondissement de votation No ,  
du quartier , de la cité de (ou  
de la ville de , *selon le cas*), a prêté et signé devant  
moi le serment (ou l'affirmation, *selon le cas*) d'office requis  
en pareil cas d'un sous-officier-rapporteur par la loi des cités  
et villes, article 5435 des Statuts refondus de Québec, 1909.

C. D., *Juge de paix* ;

ou A. B., *Officier-rapporteur*.

3 Ed. VII, c. 38, formule M.

O.—(Article 5435)

*Instructions devant servir de guide aux électeurs sur la manière  
de voter*

L'électeur ne doit voter que pour un seul candidat.

Le votant entrera dans l'un des compartiments et fera une  
croix, avec un crayon qui y sera déposé à cet usage, en regard du  
nom du candidat en faveur duquel il voudra donner son suffrage.

Le votant pliera ensuite le bulletin de manière à n'en  
laisser voir que le dos et de manière aussi que le talon puisse  
être détaché sans déplier le bulletin ; puis il remettra le  
bulletin ainsi plié au sous-officier-rapporteur, qui le déposera  
dans la boîte du scrutin, après avoir détaché le talon. Le  
votant sortira ensuite immédiatement du bureau de votation.

Si un votant gâte par inadvertance un bulletin de vote, il  
pourra le remettre à l'officier autorisé qui, s'étant assuré du  
fait, lui en donnera un autre.

Si l'électeur vote pour plus d'un candidat ou fait quelque  
marque sur le bulletin au moyen de laquelle il peut être  
reconnu, son vote sera nul et ne sera pas compté.

3 Ed. VII, c. 38, formule N.

P.—(Article 5439)

*Commission de greffier de bureau de votation*

A. I. J., (*occupation et résidence*)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur pour  
l'arrondissement de votation No du quartier  
de la cité de (ou ville de , *selon le cas*), je vous  
ai nommé et vous nomme par les présentes greffier de bureau  
de votation pour le dit arrondissement de votation.

Donné sous mon seing, à , ce  
jour de , 19

G. H.,

3 Ed. VII, c. 38, formule O.

*Sous-officier-rapporteur.*

## Q.—(Article 5439)

*Serment du greffier de bureau de votation*

Je, soussigné, I. J., nommé greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation No , dans le quartier de la cité de , (ou ville de , selon le cas), jure solennellement (ou si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que j'agirai en qualité de greffier du bureau de votation, et aussi en celle de sous-officier-rapporteur, le cas échéant suivant la loi, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur affection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

I. J.,

*Greffier de bureau de votation.**Certificat de la prestation du serment du greffier du bureau de votation*

Je, soussigné, C. D., certifie par les présentes que le jour du mois de , 19 , I. J., greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation No , du quartier de la cité de (ou ville de , selon le cas), a prêté et signé devant moi le serment d'office (ou affirmation, selon le cas) requis en pareil cas d'un greffier de bureau de votation par l'article 5439 des Statuts refondus de Québec, 1909.

C. D., *Juge de paix ;*ou A. B., *Officier-rapporteur ;*ou G. H., *Sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule P.

## R.—(Article 5442)

*Commission du greffier du bureau de votation par un greffier agissant comme sous-officier-rapporteur*

A , de (occupation et résidence)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No , du quartier de la cité de (ou ville de , selon le cas), en conséquence du décès (ou de l'incapacité d'agir, suivant le cas) du sous-officier-rapporteur pour cet arrondissement de votation, dont j'étais le greffier, je vous ai nommé et vous nomme, par les présentes, greffier du dit bureau de votation.

Donné sous mon seing, à , ce jour de , 19 .

I. J.,

*Greffier du bureau de votation agissant comme sous-officier-rapporteur.*

*Le serment et le certificat de sa prestation seront les mêmes que dans le cas d'un greffier de bureau de votation nommé par le sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule Q.



S.—(Article 5446)

*Bulletin de vote*

Election pour maire de la cité de pour échevin No 1, (ou selon le cas,) du quartier (ou ville de, selon le cas).			
	1	BUREAU (Jean Bureau, cité de Montréal, 10, rue Lafontaine, marchand.)	
	2	MEUNIER (Joseph Meunier, cité de Montréal, 1063, rue Notre-Dame, médecin.)	
	3	RICHARD (Antoine Richard, cité de Montréal, 20, rue St-Denis, marchand.)	X
	4	RICHARD (Joseph Richard, cité de Montréal, 506, rue Sherbrooke, avocat.)	

---

TALON

---

No

---

*Ici doivent être mises les initiales du sous-officier-  
rapporteur.*

*Le nom de l'imprimeur est imprimé ici.*

*Le papier du bulletin sera percé par une ligne de points à l'endroit de la ligne de points noirs, afin qu'on le puisse facilement détacher du talon.*

*Les noms des candidats sont inscrits dans le bulletin comme dans le bulletin de présentation.*

*Il n'y a pas de marge à la gauche du bulletin.*

*L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.*

3 Ed. VII, c. 38, formule R.

#### T.—(Article 5456)

*Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat*

Je, soussigné, G. H., agent de (ou électeur représentant, suivant le cas), J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendant pour jure solennellement (ou, si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que je garderai le secret sur les noms des candidats pour lesquels tout votant au bureau de votation de l'arrondissement de votation No , dans la cité de (ou la ville de , selon le cas), pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi }  
à , ce }  
jour d , 19 . }

A. B.,  
*Sous-officier-rapporteur ;*  
ou C. P.,  
*Juge de paix.*

3 Ed. VII, c. 38, formule S.

## U.—(Article 5458)

*Serment d'un sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent qui désire voter*

Je, G. H., de \_\_\_\_\_, sous-officier-rapporteur, (ou greffier du bureau de votation, ou agent de J. K., l'un des candidats,) à l'élection qui a maintenant lieu pour la cité de \_\_\_\_\_ (ou la ville de \_\_\_\_\_, ou le quartier de la cité de \_\_\_\_\_, ou de la ville de \_\_\_\_\_, selon le cas) jure (ou affirme solennellement) :

Que j'ai réellement droit de voter à l'élection d'un maire pour la cité de \_\_\_\_\_, (ou la ville de \_\_\_\_\_, suivant le cas), (ou d'un échevin pour le quartier de \_\_\_\_\_, de la cité de \_\_\_\_\_, ou selon le cas);

Que je n'ai pas déjà voté à cette élection dans la municipalité pour l'élection du maire, ni dans le quartier pour l'élection d'échevin ;

Que je n'ai rien reçu et qu'il ne m'a été rien promis, ni directement ni indirectement, soit pour m'engager à voter ou à m'abstenir de voter à cette élection, soit pour perte de temps, frais de voyage, louage de voiture ou aucun autre service s'y rattachant ;

Que je n'ai, ni directement, ni indirectement, rien payé ou promis à qui que ce soit pour l'engager à voter ou à s'abstenir de voter à cette élection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi }  
à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ }  
jour d \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_ }

A. B.,  
Officier-rapporteur ;  
ou C. D.,  
Juge de paix.

3 Ed. VII, c. 38, formule T.

3 Ed. VII, c. 38, formule U.

	Numéro des votants	
	NOMS DES VOTANTS	
	Leur occupation	
	Leur résidence	
	Propriétaires	
	Locataires ou occupants	
	Objections	
	Assermenté ou qui a affirmé	
	Refus du votant de jurer ou d'affirmer	
	Votes donnés	
	Electeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms	
	Bulletins préparés avec l'aide du sous-officier-rapporteur	
	Remarques générales	

V.—(Article 5461)  
Cahier de votation

W.—(*Article 5470*)

*Serment par un électeur qui reçoit un bulletin de vote après qu'un autre a voté sous son nom*

Vous jurez (ou affirmez solennellement) que vous êtes (nom), de (tel que sur la liste des électeurs), dont le nom est inscrit sur la liste des électeurs qui vous est actuellement montrée. Ainsi, que Dieu vous soit en aide.

3 Ed. VII, c. 38, formule V.

X.—(*Article 5471*)

*Serment d'un électeur qui ne peut marquer le bulletin de vote*

Vous jurez (ou affirmez solennellement) que vous ne savez pas lire et ne pouvez comprendre le bulletin de vote de manière à le marquer (ou que vous êtes incapable, pour cause de cécité ou d'autre infirmité physique, selon le cas, de voter) sans aide. Ainsi, que Dieu vous soit en aide.

3 Ed. VII, c. 38, formule W.

Y.—(*Article 5483*)

*Serment du sous-officier-rapporteur après la clôture du scrutin*

Je, soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No , dans le quartier de la cité de , (ou la ville de , suivant le cas), jure solennellement (ou si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) qu'au meilleur de mes connaissances et croyances le cahier de votation tenu pour cet arrondissement de votation sous ma surveillance, a été tenu d'une manière exacte, et que le nombre total des votes inscrits dans le cahier de votation est de ; et qu'au meilleur de mes connaissances et croyances, il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation de cet arrondissement de votation tel que ces votes ont été reçus à ce bureau de votation ; que j'ai fidèlement compté les votes donnés pour chaque candidat, de la manière prescrite par la loi ; que j'ai rempli tous les devoirs que la loi m'impose, et que le procès-verbal, les paquets de bulletins de vote et les autres documents que la loi m'oblige de transmettre à l'officier-rapporteur, ont été fidèlement et véridiquement préparés et déposés dans la boîte de scrutin, comme le sera ce serment (ou cette affirmation),

afin que la dite boîte de scrutin, préalablement scellée de mon sceau, soit transmise à l'officier-rapporteur aux termes de la loi.

G. H.,  
*Sous-officier-rapporteur.*

Assermenté (ou affirmé) et signé }  
devant moi, à , ce }  
jour de , 19 . }

X. Y.,  
*Juge de paix ;*  
ou A. B.,  
*Officier-rapporteur ;*  
ou I. J.,  
*Greffier du bureau de votation.*

3 Ed. VII, c. 38, formule X.

Z.—(Article 5483)

*Serment du greffier de bureau de votation après la clôture du scrutin*

Je, soussigné, greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation No du quartier HÔTEL de la cité de (ou ville de , selon le cas), jure solennellement (ou, si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que le cahier de votation tenu pour cet arrondissement de votation sous la surveillance de G. H., qui agit en qualité de sous-officier-rapporteur, a été ainsi tenu par moi, d'une manière exacte et au meilleur de ma capacité et de mon jugement ; que le nombre total des votes inscrits sur ce cahier de votation est de ; et qu'au meilleur de mes connaissances et croyance, il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation de cet arrondissement, tel que les votes ont été reçus à ce bureau de votation par le sous-officier-rapporteur.

I. J.,  
*Greffier du bureau de votation.*

Assermenté (ou affirmé) et signé }  
devant moi, à , ce }  
jour de , 19 . }

X. Y.,  
*Juge de paix ;*  
ou A. B.,  
*Officier-rapporteur ;*  
ou G. H.,  
*Sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule Y.

## AA.—(Article 5483)

*Relevé du vote après que les bulletins ont été comptés*

ARRONDISSEMENT DE VOTATION No

QUARTIER

Cité de (ou ville de , selon le cas.)

Nombre de bulletins reçus de l'officier-rapporteur.....		
Nombre de bulletins déposés pour.....		
“ “ .....		
“ “ .....		
“ “ .....		
“ “ .....		
“ “ .....		
“ gâtés.....		
“ rejetés.....		
“ non employés et renvoyés.....		
Totaux.....		

Je certifie que le relevé ci-dessus est exact.

Donné sous mon seing à , ce jour de , 19 .

G. H.,  
*Sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule Z.



## BB.—(Article 5483)

*Certificat à donner aux candidats, etc.*

Je, soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No , dans le quartier de la cité de (ou ville de , *selon le cas*), par le présent certifie qu'à l'élection, tenue ce jour, d'un maire pour la cité de (ou ville de , *selon le cas*), (ou d'un échevin pour le quartier de la cité de , ou de la ville de , *selon le cas*), les candidats ci-dessous mentionnés ont reçu le nombre des votes inscrits en regard de leurs noms respectifs, savoir :

NOMS DES CANDIDATS	NOMBRE DES VOTES
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

et aussi que bulletins ont été rejetés.

Donné sous mon seing à , ce jour de , 19 .

G. H.,  
Sous-officier-rapporteur.

3 Ed. VII, c. 38, formule AA.

## C.C.—(Article 5483)

*Serment du messenger envoyé pour recueillir les boîtes de scrutin*

Je, J. B., de \_\_\_\_\_, messenger nommé par A. B., officier-rapporteur pour la cité de \_\_\_\_\_ (ou la ville de, *selon le cas*), jure (ou affirme solennellement, *selon le cas*) que les différentes boîtes de scrutin au nombre de \_\_\_\_\_, maintenant remises par moi à tel officier-rapporteur, m'ont été remises par les différents sous-officiers-rapporteurs à l'élection actuelle pour cette cité (ou cette ville, *selon le cas*, ou par *ici insérez les noms des sous-officiers-rapporteurs qui ont remis ces boîtes*) ; qu'elles n'ont pas été ouvertes par moi ni par qui que ce soit, et qu'elles sont dans le même état qu'elles étaient lorsqu'elles sont venues en ma possession.

(S'il y a été fait quelque changement, le déposant variera sa déposition en exposant tous les faits).

J. B.

Attesté sous serment (ou affirmation), )  
et signé devant moi à \_\_\_\_\_, ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_ . )

X. Y.,

*Juge de paix ;*

ou A. B.,

*Officier-rapporteur ;*

ou G. H.,

*Sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII., c. 38, formule BB.

DD.—(*Article 5491*)*Certificat d'élection*

## 1.—S'IL S'AGIT DE L'ÉLECTION DU MAIRE

Je certifie, par les présentes, que le maire élu pour la cité de (ou la ville de , *selon le cas*) comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est C. D., etc., (*nom etc., comme dans le bulletin de présentation*).

Donné sous mon seing à , ce jour de , 19 .

A. B.,

*Officier-rapporteur.*

## 2.—S'IL S'AGIT DE L'ÉLECTION D'UN ÉCHEVIN

Je certifie, par les présentes, que l'échevin élu pour le siège No pour le quartier de la cité de (ou ville de , *selon le cas*) comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est F. G., etc., (*nom etc., comme dans le bulletin de présentation*).

Donné sous mon seing à , ce jour de , 19 .

A. B.,

*Officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule CC.

EE.—(*Article 5533*)*Affidavit*

CANADA,	}	COUR
Province de Québec,		
District d		

Demandeur ;

vs

Défendeur.

Je, M. N., demandeur en cette cause, après serment prêté, déclare que, dans la présente poursuite, je n'agis pas collusoirement avec le défendeur, et que je ne poursuis pas en vue d'empêcher qu'une autre personne n'intente l'action, ni en vue de retarder ou de faire échouer celle-ci, ou de soustraire le défendeur au paiement de l'amende, en tout ou en

partie, ou de lui procurer quelque avantage,—mais que j'intente cette poursuite ou action, de bonne foi, la croyant consciencieusement bien fondée, et dans le but d'exiger et de recouvrer le paiement de l'amende avec toute la diligence possible.

M. N.

Assermenté devant moi }  
à , ce jour de }  
 , 19 . }

P. S.,

*Juge de paix.*

3 Ed. VII, c. 38, formule DD.

FF.—(Article 5535)

*Dénonciation de supposition de personne*

CANADA, }  
Province de Québec, }  
District de . }

La dénonciation de P. Q., de , reçue ce jour de , en l'année mil neuf cent , par le soussigné, sous-officier-rapporteur à un bureau de votation dans le quartier de la cité de (ou ville de , selon le cas), pour une élection municipale qui s'y tient.

Le dit dénonciateur dit qu'il croit que T. U. (ou qu'une personne dont le nom lui est inconnu, mais qui est maintenant détenue au dit bureau de votation d'après l'ordre du sous-officier-rapporteur, ou selon le cas), a, ce jour, au dit bureau de votation, commis l'infraction qualifiée "supposition de personne", en (*décrivez l'infraction*).

P. Q.

Reçue, signée et attestée sous }  
serment devant moi au dit bu- }  
reau de votation, les jour et an }  
ci-dessus mentionnés. }

G. H.,

*Sous-officier-rapporteur.*

3 Ed. VII, c. 38, formule EE.

## GG.—(Article 5535)

*Mandat d'arrestation d'une personne accusée de supposition de  
personne*

CANADA,  
Province de Québec, }  
District de . }

A tous constables et autres agents de la paix dans le district  
de .

Attendu que, par-devant le soussigné, sous-officier-rapporteur à un bureau de votation dans le quartier  
de la cité de (ou ville de  
*selon le cas*), pour une élection municipale qui s'y tient, T. U.,  
(ou *selon le cas*) de , a, ce jour, été accusé sous  
serment d'avoir commis l'infraction qualifiée " supposition  
de personne, " aujourd'hui même et au dit bureau de vota-  
tion, en (*décrivez l'infraction*).

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au  
nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit T. U., et  
de le conduire devant , pour qu'il réponde à la  
dite accusation et soit ultérieurement traité suivant la loi.

Donné sous mon seing, en vertu de }  
la loi des cités et villes, à , ce  
jour d , 19 . }

G. H.,

. Sous-officier-rapporteur.

## CHAPITRE DEUXIÈME

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX CORPORATIONS DE  
CITÉ ET DE VILLE, ET AUTRES CORPORATIONS

## SECTION I

## DE LA FERMETURE DES MAGASINS À BONNE HEURE

**5885.** Dans toute municipalité de cité ou de ville, le conseil municipal peut faire, amender et abroger des règlements ordonnant que, pendant toute ou partie de l'année, les magasins d'une ou de plusieurs catégories dans la municipalité soient fermés et restent fermés chaque jour ou quelque jour que ce soit de la semaine, après les temps et heures fixés et déterminés dans ce but, par le dit règlement; mais les temps et heures ainsi fixés et déterminés par tel règlement ne doivent pas être plus tôt que sept heures du soir, ni plus tard que sept heures du matin.

Pouvoir de toute municipalité de cité ou de ville de faire des règlements ordonnant la fermeture des magasins à certaines heures.

Pénalité pour infraction.

Tout infraction à un règlement fait en vertu de la présente section rend celui qui en est trouvé coupable devant deux juges de paix, passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Dispositions applicables.

Les poursuites pour infractions aux règlements faits en vertu de la présente section, sont régies par la partie xv du Code criminel relative aux convictions sommaires. 57 V., c. 50, s. 1; 4 Ed. VII, c. 29, s. 1.

## SECTION II

## DES CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS ET LES VILLES

Chemins publics dans les cités et villes transférés aux municipalités.

**5886.** 1. Le droit d'employer, comme grands chemins, les routes, rues et chemins publics dans les limites de toute cité ou ville en cette province, est dévolu à leur corporation municipale respective, excepté en autant que le droit de propriété, ou tout autre droit sur les terrains occupés par ces grands chemins, a expressément été réservé par ceux qui en avaient le droit, lorsqu'ils ont, dans le principe, cédé ces terrains pour servir de routes, rues ou grands chemins; et excepté quant aux chemins de concessions ou de traverses dans ces cités ou villes où les personnes en possession de fait ou celles qu'elles représentent, ont ouvert des rues dans iceilles cités ou villes, sans recevoir de compensation pour ces chemins de concession ou de traverse.

Frais d'entretien à la

2. Tant qu'ils restent ouverts, ces routes, rues et grands chemins sont entretenus et réparés par telles corporations et

à leurs frais, soit que, dans l'origine, ils aient été ouverts ou charge de la faits par ces corporations ou par le gouvernement ou par municipalité toute personne que ce soit.

3. Si la corporation municipale d'une cité ou ville, comme Pénalité pour susdit, néglige de réparer ou d'entretenir ces routes, rues ou négligence. grands chemins dans ses limites, elle est sujette à l'amende qu'il plaît au tribunal d'infliger; et de plus elle est responsable, devant les tribunaux civils, de tous les dommages qui résultent de cette négligence, si l'action en recouvrement d'iceux est intentée dans les trois mois après qu'ils ont été soufferts. S. R. Q., 4616.

## SECTION III

DE LA LARGEUR DES CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES  
ET VILLAGES

**5887.** Tout chemin ou rue, lorsque le conseil d'une cité, Largeur des d'une ville ou d'un village constitué par charte spéciale ou rues. en vertu d'une loi générale ou lorsqu'une compagnie, une corporation, une société ou un particulier, subdivise son terrain en lots à bâtir, doit avoir une largeur d'au moins soixante-six pieds anglais.

Le présent article ne s'applique pas aux plans ni aux divi- Application sions fixant la largeur des rues qui existaient le 2 avril 1890. de cet article. S. R. Q., 4616a ; 53 V., c. 47, ss. 1, 4.

**5888.** Le conseil de toute cité, ville ou village peut, avec Diminution la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, obtenue sur de la largeur. requête à lui adressée, dans des cas spéciaux et exceptionnels, ordonner que la largeur soit moins de soixante-six pieds.

Le présent article ne s'applique pas à la cité de Montréal. Montréal. 55-56 V., c. 34, s. 1.

## SECTION IV

DE L'ENREGISTREMENT ET DU TRANSFERT DES OBLIGATIONS PAR LES  
CORPORATIONS MUNICIPALES ET AUTRES

**5889.** Sauf les dispositions du Code municipal à cet effet, Transmission relativement aux corporations municipales auxquelles il au registra- s'applique, il est du devoir du greffier ou du secrétaire- teur des copies certi- trésorier, ou de la personne agissant comme tel, de toute fies de régle- corporation municipale, et du greffier ou secrétaire, ou de la ments ser- personne agissant comme tel, de tout autre corps légalement vant de base constitué, de transmettre au registraire du comté ou de la à l'emprunt. division d'enregistrement dans les limites desquels se trouve

cette corporation, ou autre corps, ou son bureau principal, dans le délai de deux semaines après l'adoption finale de tout règlement passé dans le but de faire un emprunt au moyen de l'émission d'obligations, et avant la vente ou la promesse de vente de ces obligations émises ou devant l'être en vertu de ce règlement, copie dûment certifiée, tel que ci-après prescrit, de tout et chaque règlement passé, comme susdit, par telle corporation municipale ou tel autre corps légalement constitué, avec un rapport selon la formule A indiquant la nature et l'objet de chaque règlement, les sommes à emprunter, le nombre d'obligations à être émises en vertu de ce règlement, leurs montants respectifs, les dates respectives de l'échéance, la valeur cotisée des biens meubles et immeubles appartenant à cette corporation ou à ce corps, la valeur cotisée des biens meubles et immeubles de la municipalité, et le montant annuel de la répartition par piastre requis pour en effectuer la liquidation. S. R. Q., 4617.

Rapport fait  
au sec. de la  
prov.

**5890.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier, ou la personne agissant comme tel, de toute corporation municipale, ou le greffier ou le secrétaire ou la personne agissant comme tel, de toute autre corporation, sauf celles qui en sont exceptées par la présente section, est tenu, le ou avant le dixième jour de janvier de chaque année, de transmettre au secrétaire de la province, un état, jusqu'au trentre et unième jour de décembre alors dernier, dressé suivant la formule B, indiquant le nom de la corporation municipale ou autre corporation ; le montant de sa dette, distinguant le montant de sa dette, s'il en existe, encourue en vertu des dispositions concernant le fonds d'emprunts municipal, d'avec le reste de sa dette ; la valeur cotisée des biens meubles et immeubles appartenant à telle corporation municipale ou autre corporation ou la valeur cotisée des biens meubles et immeubles de la municipalité, ou les deux, suivant le cas ; le montant total de la cotisation par piastre, imposée pour quelques fins que ce soit sur les biens en dernier lieu mentionnés, et le montant des intérêts dus par la corporation municipale ou autre corporation. S. R. Q., 4618.

Etat que fait  
le sec. de la  
prov. en forme  
de tableau,  
pour être son-  
mis à la Lég.

**5891.** Le secrétaire de la province doit compiler, tous les ans, un état tabulaire des rapports ainsi transmis, indiquant, dans une colonne, les noms des différentes corporations, et dans d'autres colonnes correspondantes à celles de la formule B, le contenu de ces rapports en regard de leurs noms respectifs ; il en fait transmettre une copie à chaque branche de la Législature, dans les quinze premiers jours de la session qui doit avoir lieu après qu'il a été fait, ou, si la Législature est



en session, aussitôt que possible après que cette copie a été terminée. S. R. Q., 4619.

**5892.** Le registrateur du comté ou de la division d'enregistrement, dans les limites desquels se trouve telle corporation municipale ou autre corporation, ou son bureau principal, reçoit et dépose dans ce bureau les divers règlements qui lui sont transmis, tel que ci-dessus prescrit, et fait faire, dans un livre destiné à cette fin, de vraies et fidèles copies des rapports ci-dessus exigés par l'article 5889. S. R. Q., 4620.

Entrée faite dans un livre avec copies des rapports prescrits.

**5893.** Le registrateur de chaque comté ou division d'enregistrement comme susdit, doit se procurer un livre d'enregistrement, où il fait entrer et enregistrer, de temps à autre, à la demande des porteurs originaires, ou de tout cessionnaire postérieur, le nom de ces porteurs originaires ou cessionnaires postérieurs; et le porteur ou cessionnaire, le dernier inscrit dans le livre d'enregistrement, est *prima facie* réputé le propriétaire et possesseur légal de toute obligation ainsi enregistrée. S. R. Q., 4621.

s'il en est requis, le registrateur entre le nom du porteur de chaque obligation.

**5894.** Les règlements dont il est fait mention dans l'article 5859, s'il s'agit d'une corporation municipale, sont certifiées et authentiquées sous le sceau de la corporation et le seing de l'officier principal, ou de la personne qui préside l'assemblée dans laquelle le règlement originaire a été fait et passé, et aussi sous le seing du greffier ou secrétaire de la corporation; et tous les règlements des autres corps légalement constitués, sont attestés et authentiqués sous le sceau de tel corps et sous le seing de l'officier principal. S. R. Q., 4622.

Mode d'authentifier les règlements.

**5895.** Les copies certifiées des règlements, dont il est fait mention plus haut et transmises comme susdit, ainsi que les rapports mentionnés dans l'article 5889, les livres d'entrées de ces rapports et enregistrements, sont ouverts à l'inspection et examen du public, qui y a accès en tout temps et à toute heure convenables, moyennant paiement de certains honoraires tels que ci-après réglés. S. R. Q., 4623.

Statuts, rapports et livres d'entrées ouverts à l'inspection du public.

**5896.** Les honoraires suivants sont payés aux registrateurs, en vertu de la présente section :

Honoraires payables.

Pour l'enregistrement de toute copie certifiée de règlement, la somme de.....	\$ 2 00
Pour l'enregistrement des rapports, tel que prescrit dans la formule A, pour tout tel rapport, la somme de.....	1 00

Pour l'enregistrement du nom du porteur ou cessionnaire d'un nombre quelconque d'obligations, mais n'excédant pas cinq, la somme de.....	0 25
Au delà de cinq, mais n'excédant pas quinze, la somme de.....	0 50
Au delà de quinze, mais n'excédant pas trente, la somme de.....	0 75
Au delà de trente, la somme de.....	1 00
Pour recherches, inspection et examen de chaque copie de règlement et des entrées y relatives.....	1 00
S. R. Q., 4624.	

Interprétation des mots "adoption finale."

**5897.** Chaque fois qu'il est nécessaire de soumettre un règlement à la sanction du lieutenant-gouverneur, il faut au préalable obtenir cette sanction pour que tel règlement soit susceptible de tomber sous l'opération des mots "adoption finale" contenus dans l'article 5889. S. R. Q., 4625.

Compagnies de chemin de fer et corporations ecclésiastiques, sauvegardées.

**5898.** Les dispositions précédentes de la présente section ne s'appliquent pas aux règlements passés, ni aux obligations émises en vertu d'iceux, par aucune compagnie de chemin de fer ou corporation ecclésiastique, ni aux obligations émises par aucune dénomination religieuse, comme corps légalement constitué en cette province. S. R. Q., 4626.

Pénalité imposée aux officiers pour négligence de remplir leurs devoirs.

**5899.** Tout greffier, secrétaire ou secrétaire-trésorier d'une corporation municipale ou d'un corps comme susdit, qui néglige de remplir, en temps convenable, quelqu'un des devoirs que lui impose la présente section est passible d'une amende de deux cents piastres, ou, à défaut de paiement, de l'emprisonnement jusqu'à ce que l'amende soit payée, mais pour une période de pas plus de douze mois; la poursuite devant être portée au nom du procureur général devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 4627.

Transfert des obligations payables au porteur par simple délivrance.

**5900.** Toute obligation émise avec les formalités prescrites par la loi, par une corporation municipale ou autre corps payable au porteur, ou à une personne y dénommée ou au porteur, peut être transférée par délivrance; et ce transfert en transmet la propriété au possesseur, et lui donne le droit de maintenir une action sur cette obligation, en son propre nom. S. R. Q., 4628.

Si elles sont à ordre, endorsement nécessaire.

**5901.** Toute obligation, émise comme susdit, payable à une personne, ou à une personne ou à son ordre est, après l'endorsement d'icelle par telle personne, transférable par délivrance à dater de tel endorsement; ce transfert en transmet la

propriété au possesseur, et lui donne le droit de maintenir une action sur telle obligation, en son propre nom. S. R. Q., 4629.

**5902.** Dans toute poursuite ou action sur semblable obligation, il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la déclaration ou dans toute autre procédure, ou de prouver de quelle manière une personne est devenue en possession de telle obligation, ni d'alléguer ou prouver les avis, règlements ou autres procédures en vertu desquels l'obligation a été émise; mais il suffit de désigner le demandeur comme étant en possession de cette obligation (énonçant l'endossement), d'alléguer brièvement son effet légal, et de faire la preuve en conséquence. S. R. Q., 4630.

**5903.** Sujet aux dispositions de l'article 5777 quand il s'agit d'une corporation soumise à la loi des cités et villes, toute obligation, émise comme susdit, est valide, et recouvrable en entier, bien qu'elle puisse avoir été négociée, par cette corporation ou ce corps à un taux au-dessous du pair, ou à un taux d'intérêt de plus de six pour cent par année, et ne peut, sans avis, être entachée d'invalidité entre les mains d'un possesseur de bonne foi, pour valeur. S. R. Q., 4631.



B.—(Article 5890)

*Rapport des obligations*

RAPPORT des obligations émises par (*insérez ici le nom de la corporation.*)

PASSIF			Valeur cotisée des meubles et immeubles de la corporation		Valeur cotisée des meubles et immeubles de la municipalité		Montant total de la cotisation imposée pour toutes fins	Intérêt dû par la corporation
En vertu de la loi sur le fonds d'emprunt municipal	Toutes autres dettes	Total du passif	Immeubles	Meubles	Immeubles	Meubles		

Daté à

, ce

jour de

A. D., 19 .

S. R. Q., art 4631, cédule B.

## SECTION V

## DE LA CAPITALISATION DES DETTES MUNICIPALES

Capitalisa-  
tion.

**5904.** Il est permis à toute corporation municipale de capitaliser les dettes par elles légalement contractées, en vertu de règlements passés avant le 29 août 1881 et soumis aux électeurs, et d'en stipuler le paiement par annuités embrassant un terme n'excédant pas cinquante ans. S. R. Q., 4632.

Règlement  
non soumis à  
l'approba-  
tion.  
Intérêt limi-  
té.

**5905.** Il n'est pas nécessaire de soumettre le règlement au vote des électeurs. S. R. Q., 4633.

**5906.** L'intérêt sur la dette capitalisée ne doit, en aucun cas, excéder le taux de six pour cent par an, et cet intérêt est payable aux époques qui sont convenues, tous les ans ou plus souvent. S. R. Q., 4634.

Obligations.

**5907.** Ces corporations peuvent émettre, par une résolution du conseil, des obligations pour le paiement de telles dettes capitalisées, payables aux époques et aux lieux fixés dans les obligations. S. R. Q., 4635.

## SECTION VI

## DE L'EMPLOI DU FONDS D'AMORTISSEMENT DES MUNICIPALITÉS

Emploi du  
fonds d'amor-  
tissement.

**5908.** Quand une corporation municipale a contracté un emprunt au sujet duquel elle est obligée de placer un fonds d'amortissement, elle peut employer ce fonds d'amortissement au rachat des obligations par elle émises pour emprunt, pourvu que l'intérêt des obligations ainsi rachetées soit ensuite employé de la même manière que le fonds d'amortissement. S. R. Q., 4636.

Proviso.

Garantie gé-  
nérale des  
bons.

**5909.** L'article 5908 s'applique aux emprunts faits par les municipalités depuis le 31 octobre 1879, et à ceux faits avant cette époque, pourvu que, dans ce dernier cas, il n'y ait eu aucune stipulation différente sur la manière dont le fonds d'amortissement devait être placé. S. R. Q., 4637.

## SECTION VII

## DU PAIEMENT DES EMPRUNTS MUNICIPAUX

Paiement des  
emprunts  
municipaux

**5910.** Il est permis à toute municipalité de cité ou de ville de stipuler, en contractant tout emprunt qu'elle peut légalement faire suivant sa charte ou en vertu des pouvoirs généraux des corporations de cité ou de ville, qu'elle le rem-

boursera par annuités embrassant un terme n'excédant pas au moyen cinquante ans. S. R. Q., 4637a ; 56 V., c. 34, s. 1. d'annuités.

**5911.** Ces annuités comprennent l'intérêt et la fraction Ce que comprennent les annuités. de capital qui doit être annuellement payée pour éteindre la dette à l'époque convenue. S. R. Q., 4637b ; 56 V., c. 34, s. 1.

**5912.** Ces municipalités peuvent émettre, pour le paiement de ces annuités, des obligations échéant de six mois en six mois ou d'année en année jusqu'à l'extinction de l'emprunt. S. R. Q., 4637c ; 56 V., c. 34, s. 1. Emission d'obligations.

## SECTION VIII

## DU FONDS DES MUNICIPALITÉS

§ 1.—*De la composition de ce fonds*

**5913.** Les sommes d'argent provenant des réserves du Fonds provenant du clergé dans la province, continuent à former un fonds séparé appelé "Fonds des municipalités de la province de Québec." S. R. Q., 4638. Prix des réserves du clergé.

**5914.** 1. Ce fonds des municipalités se compose :

a. De toutes les sommes d'argent provenant de la vente des réserves du clergé dans cette province, qu'elles soient maintenant placées dans le Royaume-Uni ou au Canada, ou qu'elles demeurent non placées ; Composition de ce fonds : Prix des réserves du clergé ;

b. De l'intérêt et des dividendes des sommes d'argent formant partie de ce fonds ; Intérêt sur ce fonds ;

c. De l'intérêt sur les ventes à crédit des réserves du clergé dans cette province ; et Intérêt sur les ventes ;

d. Des rentes et profits provenant des réserves du clergé, louées ou le devenant pour un nombre d'années, et autres revenus casuels et périodiques provenant des réserves du clergé en cette province, après avoir déduit de ces sommes les dépenses nécessaires faites pour la vente de ces réserves et de leur administration ainsi que du fonds. Profits provenant des réserves du clergé.

2. Les sommes de deniers formant ce fonds sont versées entre les mains du trésorier de la province et sont par lui employées aux fins mentionnées ci-après en vertu de la présente section ou de tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 4639. Emploi du fonds.

**5915.** Les terres qui ont pu être, en vertu de quelque loi en vigueur jusqu'au 18 décembre 1854, acceptées en échange pour des terres formant originairement partie des Terres cédées être "réserves du clergé."

réserves du clergé, en quelque partie de cette province, sont réputées être des réserves du clergé pour toutes les fins de la présente section. S. R. Q., 4640.

§ 2.—*De l'appropriation et du résidu de ce fonds*

Appropriation du montant du fonds.

**5916.** Le montant du fonds ci-dessus, après paiement des charges portées dans l'acte de réserve du clergé, de 1854, (18 Vict., chap. 2), doit être approprié aux fins énoncées dans la section quatrième du chapitre neuvième du titre sixième des présents Statuts refondus, (articles 3546-3549), concernant l'allocation aux municipalités de comté pour leurs palais de justice. S. R. Q., 4641.

SECTION IX

DE L'OCTROI DE CERTAINS PRIVILÈGES, DROITS ET FRANCHISES  
PAR LES MUNICIPALITÉS

Octroi de certains privilèges, droits et franchises.

**5917.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible dans une loi générale ou spéciale, lorsqu'une municipalité, dans l'exercice d'un pouvoir qui lui est conféré par sa charte ou par une loi générale, fait quelqu'un des actes suivants, savoir :

a. accorde à une personne, à une société, à une corporation ou à un syndicat le privilège, le droit ou la franchise, pour plus de dix années, de poser et de maintenir ses rails dans la municipalité et d'y faire circuler des voitures électriques, à vapeur ou à autre pouvoir moteur pour le transport des voyageurs et du fret, ou des voyageurs ou du fret, ou d'y faire circuler telles voitures sur des rails déjà posés pour les mêmes fins ; ou

b. accorde à une personne, à une société, à une corporation ou à un syndicat le privilège, le droit ou la franchise, pour plus de dix années, de construire, de maintenir et d'exploiter dans la municipalité un ou des systèmes d'éclairage au gaz ou à l'électricité, ou au gaz et à l'électricité, ou un ou des systèmes d'énergie électrique, séparés ou faisant partie du ou des systèmes d'éclairage, ou de poser, de maintenir et d'exploiter dans la municipalité des fils ou conduits, ou les deux, pour le gaz et l'électricité et les appareils accessoires dans les chemins, rues ou places publiques de la municipalité, ou d'y fournir au public le gaz ou l'électricité, ou les deux, pour les fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice et de traction, ou de chacune d'elles ;—

Approbation par les électeurs municipaux.

le règlement ou la résolution s'y rapportant doit, avant d'avoir force et effet, être approuvé par la majorité en nombre des électeurs municipaux qui votent sur ce règlement ou cette résolution. S. R. Q., 4650a ; 7 Ed. VII, c. 46, s. 1.



**5918.** Le règlement ou la résolution doit être soumis à l'approbation des électeurs municipaux dans les trois mois de sa passation par le conseil, à défaut de quoi il est frappé de nullité. S. R. Q., 4650b ; 7 Ed. VII, c. 46, s. 1.

Délai pour  
soumission du  
règlement,  
etc., aux élec-  
teurs.

**5919.** Les procédures de l'assemblée et de la votation pour l'approbation du règlement ou de la résolution par les électeurs municipaux sont celles, *mutatis mutandis*, prescrites par la charte de la municipalité ou par la loi générale s'y appliquant, ou par les deux, pour l'approbation des règlements par les électeurs municipaux propriétaires. S. R. Q., 4650c ; 7 Ed. VII, c. 46, s. 1.

Procédures  
sur l'appro-  
bation du  
règlement ou  
de la résolu-  
tion.

## SECTION X

DE LA CONTRIBUTION PAR LES MUNICIPALITÉS À LA PROTECTION DES APPROCHES  
DES TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

**5920.** Le conseil de toute municipalité, de quelque manière qu'elle soit constituée en corporation, peut, nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale constituant la dite corporation ou s'y appliquant, adopter un règlement ou des règlements pourvoyant à la contribution, par cette municipalité, aux dépenses faites pour protéger, soit par l'érection de barrières ou la construction de tunnels ou de ponts aériens ou autres constructions semblables, les approches d'un chemin de fer qui traverse à niveau tout chemin public dans les limites de la municipalité, et, pour les fins de cette contribution, par le même ou par un autre règlement, emprunter de l'argent et émettre à cette fin des obligations de la corporation. S. R. Q., 4650d ; 9 Ed. VII, c. 57, s. 1.

Règlements  
pour l'érec-  
tion de bar-  
rières, etc.

**5921.** Les règlements mentionnés dans la présente section sont sujets à la loi concernant un règlement de ce genre en vigueur dans la municipalité, mais ne sont pas sujets à l'approbation des électeurs municipaux. S. R. Q., 4650e ; 9 Ed. VII, c. 57, s. 1.

Règlements  
non sujets à  
l'approbation  
des électeurs.

## SECTION XI

DE L'EXEMPTION DES TAXES MUNICIPALES EN FAVEUR DE  
NOUVELLES MANUFACTURES

**5922.** 1. Dans le but d'encourager l'introduction et l'établissement de nouvelles manufactures dans leurs limites, il est loisible aux municipalités de cité, de ville et de village d'exempter des taxes, cotisations et impôts, pour un temps n'excédant pas dix années, les manufactures autres que les moulins à farine, usines à gaz et distilleries, que des individus et des sociétés commerciales ou corporations ont entrepris et entreprennent d'y établir.

Exemption  
de taxes en  
faveur des  
manufactures  
nouvelles.

Extension de  
cette exemp-  
tion.

2. Cette exemption s'étend non seulement aux édifices et terrains occupés et employés par ces manufactures mais encore aux meubles et machines qui y sont employés, ainsi qu'aux objets qui y sont fabriqués.

Exemption  
des manufac-  
tures déjà  
existantes.

3. Dans le cas où l'exemption de taxes, comme ci-dessus mentionnée, en faveur d'une nouvelle manufacture, pourrait porter préjudice aux intérêts d'une manufacture déjà établie, ou créer un privilège injuste envers cette dernière, il est loisible à l'autorité municipale d'accorder la même exemption ou une exemption proportionnée à toute telle ancienne manufacture. S. R. Q., 4642.

Demande de  
privilège d'é-  
tablir manuf.  
obligatoire.

**5923.** Quiconque désire établir une manufacture, comme ci-dessus, est tenu de demander au conseil municipal le privilège de l'établir, de spécifier le genre de manufacture, le lieu, l'étendue du terrain requis, et s'il entend se servir d'engins à vapeur.

Avis à cet  
effet.

Ce privilège ne peut être accordé sans avis préalable adressé et donné au conseil par le requérant; sur ce, le conseil peut passer à cet effet un règlement, qui doit être soumis à sa délibération à deux assemblées différentes; une fois adopté, le règlement a force de contrat en faveur des propriétaires de la manufacture y mentionnée, leurs hoirs et ayants cause, pour tout le temps spécifié dans ce règlement. S. R. Q., 4643.

#### SECTION XII

##### DE L'EXEMPTION DE TAXES ACCORDÉE AUX COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

Exemption  
de taxes mu-  
nicipales pour  
cies de che-  
min de fer.

**5924.** Toute municipalité de cité, de ville ou de village peut, à titre d'aide, exempter de toutes espèces de taxes, cotisations et impôts municipaux, pour une période n'excédant pas vingt-cinq ans, toute compagnie de chemin de fer ayant une gare dans ses limites.

Cette exemption porte sur les bâtiments, la voie et le terrain occupé. S. R. Q., 4643a; 59 V., c. 32, s. 1.

Approbation  
du règlement  
accordant  
l'exemption.

**5925.** Tout règlement, passé en vertu de l'article 5924, doit, avant d'avoir vigueur et effet, être approuvé par les électeurs de la municipalité qui sont propriétaires, en la manière prescrite par la charte de cette municipalité ou suivant les dispositions du Code municipal, et est sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil dans les cas où cette approbation est requise par la charte ou par la loi. S. R. Q., 4643b; 59 V., c. 32, s. 1.

Condition de  
l'exemption.

**5926.** Les règlements faits en vertu de l'article 5924 peuvent déterminer les conditions auxquelles l'aide est autorisée. S. R. Q., 4643c; 59 V., c. 32, s. 1.

## SECTION XIII

DE L'EXEMPTION DE TAXES ACCORDÉE AUX SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE  
ET D'HORTICULTURE

**5927.** Toutes les propriétés, appartenant à des sociétés d'agriculture et d'horticulture ou spécialement employées par ces sociétés pour des fins d'exposition, sont exemptes des taxes municipales et scolaires mais sont sujettes aux travaux mitoyens. 52 V., c. 25, s. 1.

## SECTION XIV

DE L'AIDE PAR LES MUNICIPALITÉS POUR LA CONSTRUCTION D'UN PONT  
OU D'UN TUNNEL PRÈS DE MONTRÉAL

**5928.** Nonobstant toute disposition contraire, tout comté, cité, ville, village ou paroisse de cette province, intéressé dans la construction d'un pont sur ou d'un tunnel sous le fleuve Saint-Laurent, à Montréal, peut, par règlement à cet effet passé par son conseil municipal, et approuvé par une majorité des électeurs qui sont propriétaires et votent sur ce règlement, accorder à toute personne, compagnie, corporation ou municipalité voulant entreprendre cette construction, l'aide qu'il jugera raisonnable et suffisante; et cette subvention peut être donnée en argent ou en bons ou obligations, ou en souscrivant des actions dans le capital-actions de la compagnie, ou en garantissant le capital ou l'intérêt sur toutes valeurs émises par la dite personne, compagnie, corporation ou municipalité. 2 Ed. VII, c. 28, s. 1.

## SECTION XV

## DE LA RESTRICTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

**5929.** Aucune municipalité ne peut accorder de subvention à un manufacturier qui se propose d'établir dans ses limites une industrie de nature analogue à une industrie déjà établie dans cette municipalité et qui n'a pas reçu de subvention. S. R. Q., 4643d; 62 V., c. 41, s. 1.

**5930.** Nulle subvention ne peut être accordée par une municipalité pour attirer dans ses limites un établissement industriel déjà établi dans cette province; et toute subvention accordée contrairement à la présente section, le 28 juillet 1901, est et sera absolument nulle. S. R. Q., 4643e; 1 Ed. VII, c. 28, ss. 1, 2.

**5931.** Nul électeur personnellement intéressé dans une entreprise n'est admis à voter sur le règlement accordant un bonus à telle entreprise. S. R. Q., 4643f; 1 Ed. VII, c. 28, s. 1.

## SECTION XVI

## DE L'EXEMPTION DE TAXES MUNICIPALES EN FAVEUR DES COMMIS VOYAGEURS

Commis voy-  
ageurs ex-  
empts de cer-  
taines taxes.

Proviso.

**5932.** Aucune corporation municipale ne peut prélever de taxes sur aucun commis voyageur prenant des commandes ou vendant des marchandises, effets de commerce ou autres articles sur échantillon, catalogue ou liste de prix, ni obliger aucune de ces personnes à prendre un permis de telle corporation municipale, nonobstant toute disposition contraire dans une loi quelconque : pourvu que, dans les villes de quinze mille âmes ou plus, et dans les cités, telles commandes ou ventes soient prises ou faites avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement dans le cours ordinaire de leur commerce. S. R. Q., 4644 ; 2 Ed. VII, c. 29, s. 1.

## SECTION XVII

## DE L'AIDE MUNICIPALE AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.

Aide aux bi-  
bliothèques  
publiques  
gratuites.

**5933.** Les corporations de cité, ville et village, constituées soit en vertu de lois spéciales ou générales, peuvent, par règlements passés à cette fin, aider, conformément aux lois qui les régissent, à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques gratuites dans leurs municipalités ou les municipalités qui y sont adjacentes,—et accorder aussi, par tels règlements, de l'aide semblable aux associations de bibliothèques et instituts d'artisans, aux conditions imposées par la corporation pour l'usage gratuit de leurs bibliothèques par le public. S. R. Q., 4616b ; 54 V., c. 34, s. 1.

## SECTION XVIII

## DE L'ENCOURAGEMENT À L'INSTRUCTION TECHNIQUE

Encourage-  
ment de l'ins-  
truction  
technique par  
les municipa-  
lités.

**5934. 1.** Tout conseil de cité, de ville ou de village peut, par règlement, adopter les mesures propres à encourager l'instruction technique, dans l'intérêt des artisans et des classes ouvrières en général :

a. En établissant des écoles techniques dans la municipalité, et en donnant des primes et des prix mis au concours parmi les élèves ;

b. En accordant de l'argent aux écoles établies en vertu de l'article 2483, et en donnant des primes et des prix mis au concours parmi les élèves ;

c. En accordant des exemptions de taxes aux élèves méritants de ces écoles ;

d. En encourageant le progrès et l'efficacité de ces écoles de toute autre manière jugée convenable.

2. Tous les règlements passés dans ce but, doivent, toutefois, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avant d'entrer en vigueur. Approbation des règlements.

3. Ces écoles sont placées sous le contrôle du Conseil des arts et manufactures. 60 V., c. 28, ss. 1, 2. Contrôle des écoles assistées.

## SECTION XIX

## DES MANŒUVRES FRAUDULEUSES ET DE LA CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES

**5935.** 1. Toute personne qui, directement ou indirectement, promet, offre, donne ou fournit, ou contribue à faire promettre, offrir, donner ou fournir, en tout ou en partie, à un membre du conseil municipal d'une municipalité de cité ou de ville, ou à un officier de telle municipalité, avant ou après qu'il s'est rendu habile, et a pris son siège ou qu'il est entré en fonction, quelque somme d'argent, effet, droit d'action ou autre chose, valeur ou avantage pécuniaire, actuellement ou en perspective, ou quelque part dans un contrat ou une entreprise, avec l'intention d'influencer son vote, son opinion, son jugement ou sa ligne de conduite à l'égard d'une question, affaire, cause ou procédure qui peut être alors pendante ou peut, en vertu de la loi, être en tout temps amenée devant lui, en sa qualité officielle ; ou

2. Toute telle personne, qui accepte un présent, une promesse, ou une entreprise, avec l'entente que ce présent, cette promesse ou cette entreprise influencera son vote, son opinion, son jugement ou sa ligne de conduite, à l'égard de toute question, affaire, cause ou procédure alors pendante ou qui pourra, en tout temps, être amenée devant elle, en sa qualité officielle ;—

est, sur condamnation par un tribunal compétent, inhabile à remplir une charge dans le dit conseil ou sous le contrôle du dit conseil durant l'espace de cinq ans.

Cependant dans les cas où le défendeur satisfait à une condamnation d'amende ou d'emprisonnement ou d'amende et d'emprisonnement prononcée contre lui, l'inhabilité n'est que de dix-huit mois, à compter de la date du jugement de première instance. S. R. Q., 4645 ; 58 V., c. 42, ss. 1, 2 ; 60 V., c. 42, s. 1. Pénalités contre ceux qui donnent des présents etc., pour influencer certaines personnes dans leur vote. Pénalités contre ceux qui acceptent des présents, etc. Durée de la déchéance réduite en certains cas.

## SECTION XX

## DE LA CORRUPTION MUNICIPALE ET CIVIQUE

**5936.** Tout membre d'un conseil municipal qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, a ou a eu directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, quelque part ou intérêt dans un contrat ou un emploi avec, sous ou pour un conseil, ou qui, sciemment, pendant la durée de son mandat a, par lui-même, ou par son associé, ou ses associés, quelque

Inhabilité d'un membre d'un conseil municipal intéressé dans un contrat.

commission ou intérêt, directement ou indirectement, dans ou relativement à un contrat, ou qui tire quelque avantage d'un contrat avec la corporation ou le conseil dont il fait partie, est, sur jugement obtenu contre lui en vertu des dispositions de la présente section, déclaré inhabile à remplir une charge dans le dit conseil ou sous le contrôle du dit conseil pendant l'espace de cinq ans. 58 V., c. 42, s. 1.

Inhabilité  
d'un membre  
d'un conseil  
municipal  
qui a intérêt  
dans un  
contrat.

**5937.** Tout membre d'un conseil municipal qui a, sciemment, pendant la durée de son mandat, directement ou indirectement, par un associé ou des associés, ou par l'intermédiaire d'une autre personne, quelque intérêt ou commission dans un contrat avec le conseil municipal dont il est membre, ou qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, retire de ce contrat quelque avantage pécuniaire pour travaux exécutés ou à exécuter, est, sur jugement obtenu contre lui en vertu de la présente section déclaré inhabile à remplir une charge dans le dit conseil ou sous le contrôle du dit conseil durant l'espace de cinq ans. 58 V., c. 42, s. 2.

Application  
des articles  
précédents.

**5938.** Les articles 5936 et 5937 ne s'appliquent pas aux actionnaires dans une compagnie constituée *bona fide* en corporation. 58 V., c. 42, s. 3.

Conseillers  
inhabiles à  
remplir cer-  
taines char-  
ges.

Conseillers  
incapables  
d'être nom-  
més à certai-  
nes charges.

**5939.** Nul échevin ou conseiller ne peut remplir une charge ou fonction lucrative sous le contrôle de la corporation ou de la municipalité qu'il représente.

Aucun échevin ou conseiller ne peut être nommé à un emploi qui dépend de la municipalité, tant qu'il reste ainsi en fonction comme échevin ou conseiller; et la nomination d'un échevin ou conseiller à pareil emploi n'est valide que du moment où il a donné sa démission comme échevin ou conseiller et que telle démission a été acceptée. 58 V., c. 42, s. 4.

Procédures  
pour faire  
faire des  
enquêtes sur  
les affaires  
municipales.

**5940.** Le conseil de toute cité ou autre municipalité peut, par résolution, ou cinquante électeurs de toute cité ou autre municipalité peuvent, par voie de requête adressée à un juge de la Cour supérieure, dans le district où telle cité ou autre municipalité est située, en terme ou en vacances, demander à tel juge de faire enquête sur toutes matières mentionnées dans la résolution ou requête et se rapportant à quelque malversation, abus de confiance, ou autre inconduite de la part d'un ou de plusieurs membres du conseil, ou officiers de la municipalité, ou d'une ou des personnes ayant un ou des contrats avec icelle, ou, dans le cas où le conseil de toute cité ou autre municipalité juge à propos de faire faire une enquête concernant une matière relative au gouvernement de la cité ou autre municipalité ou à la conduite de toute partie des affaires publiques d'icelle, et si le conseil ou les électeurs, en

tout temps, présentent une requête demandant au dit juge de faire l'enquête, le juge, après avoir donné avis aux parties incriminées de l'accusation portée et de la date à laquelle il procédera à l'enquête, fait l'enquête, et a, à cette fin, tous les pouvoirs conférés par la présente section ou par toutes lois concernant les enquêtes touchant les affaires publiques.

Le juge continue telle enquête de jour en jour avec toute la diligence convenable, et fait rapport au conseil sur les résultats de l'enquête et sur la preuve faite au cours de cette enquête.

Le juge, en faisant son rapport, statue sur les frais. 58 V., c. 42, s. 5.

**5941.** Les électeurs, en présentant cette requête, doivent l'accompagner d'un affidavit d'un contribuable digne de foi et dont le nom est sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immeubles valant au moins cinq mille piastres en sus de toute hypothèque dans les cités, et au moins cinq cents piastres dans les autres municipalités, déclarant qu'il a raison de croire que les allégations de la requête sont vraies, et déposer en même temps la somme de cinq cents piastres, comme garantie des frais. 58 V., c. 42, s. 6.

**5942.** Le juge peut, de son propre mouvement ou à la demande d'un électeur, transmettre à une personne quelconque des interrogatoires par écrit sur les matières au sujet desquelles il peut y avoir des renseignements à obtenir, et enjoindre à cette personne, ou, dans le cas d'une corporation, à un officier de cette corporation, de répondre par écrit à telles questions, dans un délai de trois jours, au moyen d'une déposition sous serment produite en la forme ordinaire. 58 V., c. 42, s. 7.

**5943.** Le juge peut s'enquérir des transactions subseqentes des intéressés, si cela est nécessaire, pour s'assurer si une rémunération a été payée à tel échevin, conseiller ou fonctionnaire public, subséquemment au service rendu.

Le juge, à sa discrétion ou à la demande d'autres personnes, peut interroger tout individu ou tout officier d'une corporation accusée d'avoir corrompu quelqu'un des fonctionnaires mentionnés dans la présente section, et les forcer de déclarer la considération payée ou promise, soit qu'elle consiste en actions à un taux plus bas que le prix du marché avec promesse de rachat à un prix plus élevé, ou en commission sur le montant du contrat obtenu, ou en commission sur le montant de l'ouvrage fait et des matériaux fournis, ou en une somme fixe de deniers, ou en une autre considération quelconque.

Pouvoirs du  
juge faisant  
l'enquête.

Ajourne-  
ment  
de l'enquête  
et rapport au  
conseil.

Affidavit et  
dépôt requis  
avant l'en-  
quête.

Interrogatoi-  
res par écrit  
peuvent être  
soumis.

Matières sur  
lesquelles  
porte l'en-  
quête.

Examen des  
personnes et  
compagnies  
accusées.

Pouvoirs généraux du juge.

Le juge peut s'assurer généralement de quelle manière la récompense ou rémunération a été ou doit être payée, interroger toute partie à un transfert d'actions ou de valeurs quelconques, mentionnée comme dépositaire en fidéicommis du produit de quelque transaction frauduleuse, forcer ces personnes ou officiers à déclarer ce qu'elles connaissent de la transaction et à produire tout livre supposé contenir mention de la transaction en question. 58 V., c. 42, s. 8.

Echevins, etc., témoins compétents.

**5944.** Nul échevin, conseiller ou employé d'une corporation n'est exempté de rendre témoignage, parce qu'il n'est plus échevin, conseiller ni employé.

Ce qu'ils sont obligés de dévoiler.

Il peut aussi être forcé de faire connaître la rémunération ou récompense qu'il a reçue ou espéré recevoir à raison de services par lui rendus en sa qualité officielle, avant ou depuis la transaction en question. 58 V., c. 42, s. 9.

Copie du rapport, etc.

**5945.** Tout électeur municipal peut obtenir une copie du rapport du juge et de la preuve, ainsi que des documents s'y rattachant. 58 V., c. 42, s. 10.

Répétition des sommes illégalement payées.

**5946.** Quiconque a payé quelque somme d'argent, commission, honoraire ou récompense à un membre du conseil municipal pour services rendus ou à rendre par tel membre en sa qualité officielle, qu'il s'agisse de services rendus par tel membre lui-même, directement ou indirectement, ou par l'entremise d'un tiers, et pour s'occuper d'une affaire devant le conseil ou devant un comité du conseil, peut, en tout temps, recouvrer cette somme par action ordinaire devant une cour de juridiction compétente. 58 V., c. 42, s. 11.

Pénalité pour refus de répondre, etc.

**5947.** Quiconque néglige ou refuse sans raison valable de répondre d'une manière satisfaisante à une question ayant pour objet d'obtenir certains renseignements, dans le délai susindiqué ou dans tel autre délai qu'il plaira au juge de fixer, ou de rendre quelque témoignage en vertu de la présente section, est réputé coupable de mépris de cour et condamné comme tel ; mais nulle réponse faite par une personne ainsi entendue comme témoin ne peut être alléguée contre elle dans une poursuite prise en vertu de la présente section ou d'une autre loi de la Législature, si le juge lui a donné un certificat constatant qu'elle a réclamé le droit d'être exemptée de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée et qu'elle a fait, à la satisfaction du juge, des réponses entières et véridiques. 58 V., c. 42, s. 13.

Protection des témoins.

Comparution par procureur.

**5948.** Toute personne accusée devant un juge en vertu des dispositions de la présente section, doit être entendue personnellement ou par procureur, et peut produire sa défense et ses témoins. 58 V., c. 42, s. 14.



**5949.** Toute poursuite en vertu des dispositions de la présente section est exercée par action populaire, intentée conformément aux dispositions des articles 1150 et suivants du Code de procédure civile. 58 V., c. 42, s. 15.

**5950.** L'expression : " membre d'un conseil municipal " comprend les conseillers municipaux, les échevins et les délégués de comté. 58 V., c. 42, s. 16.

**5951.** Les dispositions de la présente section n'affectent aucun recours qui peut exister en vertu d'une autre loi ou du droit commun. 58 V., c. 42, s. 17.

## SECTION XXI

## DES COURS DE RECORDER

**5952.** Dans toute cité ou ville où il existe une recorder, le greffier de cette cour doit, en l'absence de toutes autres dispositions de la loi, être nommé par résolution du conseil de cette cité ou ville. 4 Ed. VII, c. 21, s. 1.

## SECTION XXII

## DE LA TRANSMISSION DES RÔLES D'ÉVALUATION AU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE ET AUX RÉGISTRATEURS

## § 1. — Des devoirs des registrateurs et des greffiers ou secrétaires-trésoriers des municipalités

**5953.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier, suivant le cas, de toute cité, ville ou autre municipalité locale, doit transmettre, dans les trente jours qui suivent la mise en vigueur d'un rôle d'évaluation ou d'une révision d'un tel rôle, au secrétaire de la province et au registrateur de la division d'enregistrement où la municipalité est située, une copie certifiée de ce rôle ou de cette révision, sous peine pour chaque contravention d'une amende de vingt piastres, et, en outre, de deux piastres pour chaque jour que subsiste la contravention, et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement de vingt jours.

La poursuite pour le recouvrement de cette amende ne peut être intentée que par et au nom du percepteur du revenu de la province, pour le district dans les limites duquel se trouve la municipalité dont le greffier ou secrétaire-trésorier est en défaut.

Dans toute municipalité contenant plus de trois mille contribuables, tel greffier ou secrétaire-trésorier ou tout autre employé civique, si le secrétaire-trésorier ou le greffier est incapable ou refuse d'agir, peut percevoir de la corporation ou

trésoriers,  
etc., sur les  
copies du  
rôle d'évalua-  
tion.

du conseil dont il est l'officier, une somme n'excédant pas deux centins par chaque nom de propriétaire, locataire, occupant, corporation, société ou personne entré sur le rôle d'évaluation comme propriétaire, locataire ou occupant d'immeuble, ou exerçant une profession, un métier, une industrie ou un commerce quelconque, et ce pour chaque copie qui est requise de lui, pourvu que, dans tous les cas, le total à payer n'excède pas quatre cents piastres par année pour la cité de Québec, et douze cents piastres par année pour la cité de Montréal. S. R. Q., 5755 ; 57 V., c. 43, s. 1 ; 58 V., c. 41, s. 1.

Devoir du ré-  
gistrateur de  
les garder  
parmi ses  
archives.

**5954.** Le registrateur doit garder cette copie parmi les archives de son bureau et s'en servir dans la préparation des certificats d'enregistrement qui y sont faits, et généralement pour y puiser et fournir tout renseignement exact à l'égard de tout immeuble dans sa division d'enregistrement, et pour faire l'index des immeubles que la loi l'oblige de faire. S. R. Q., 5756.

Copies des  
rôles considé-  
rées suffi-  
santes.

**5955.** Est considérée s'être conformée aux prescriptions des articles précédents, toute corporation de cité ou de ville qui a fourni une copie certifiée de cette partie de tel rôle d'évaluation ou de cotisation pour l'année courante qui indique les noms des propriétaires, locataires et occupants de biens-fonds dans la municipalité, les professions ou états ou propriétaires, locataires et occupants, la valeur réelle de chaque lot ou propriété séparément, le numéro de chaque maison, lot ou propriété, et le nom de la rue sur laquelle ces maison, lot ou propriété sont situés. S. R. Q., 5757.

## § 2.—*De l'accès des registrateurs aux bureaux municipaux pour certaines fins*

Accès des ré-  
gistrateurs  
aux rôles an-  
térieurs.

**5956.** Toute corporation municipale doit donner au registrateur libre accès, durant les heures de bureau, à tout rôle de cotisation ou d'évaluation antérieurement fait et dont la corporation n'a pas besoin pour le moment, et lui permettre d'en faire les extraits qu'il juge nécessaires, lesquels extraits elle fait examiner par l'officier municipal qui a la garde de tel rôle, et, s'il les trouve corrects, il doit les certifier conformément aux règlements de la corporation.

Ce libre accès et les privilèges conférés aux registrateurs ne leur servent qu'aux fins pour lesquelles les copies certifiées des rôles d'évaluation ou de cotisation doivent servir. S. R. Q., 5758.

## CHAPITRE TROISIÈME

## DES COMPAGNIES

## SECTION I

## DES CLAUSES GÉNÉRALES DES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

**5957.** La présente section peut être citée sous le nom de Citation.  
 “ loi des clauses générales des compagnies à fonds social ”.  
 S. R. Q., 4651.

**5958.** Les expressions qui suivent, tant dans la présente section que dans la charte, ont la signification qui leur est attribuée, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans la teneur ou dans le contexte qui répugne à cette signification, savoir :

1. L'expression “ charte ” signifie toute loi à l'effet de “ Charte ” ; constituer en corporation une compagnie pour quelque une des fins prévues par la présente section ;

2. L'expression “ compagnie ” signifie la compagnie “ Compagnie ” ; constituée par la charte ;

3. L'expression “ entreprise ” signifie l'ensemble des travaux, affaires et opérations de toute espèce, que la compagnie est autorisée à poursuivre ; “ Entreprise ” ;

4. L'expression “ immeuble ” ou “ terre ” signifie toute propriété immobilière quelconque ; “ Immeuble ” ou “ terre ”.

5. L'expression “ actionnaire ” signifie chaque souscripteur ou porteur d'actions dans la compagnie, et s'applique aux représentants personnels de l'actionnaire. S. R. Q., 4652. “ Actionnaires ”.

**5959.** A moins de dispositions expressément contraires, la présente section s'applique à toute compagnie à fonds social, constituée par charte pour quelque une des fins du ressort de la Législature, excepté la construction et l'exploitation des chemins de fer et les affaires d'assurance. S. R. Q., 4653 ; 56 V., c. 35, s. 1. Application de la loi.

**5960.** Aux fins d'incorporer la présente section ou quelque une de ses dispositions dans une charte, il n'est pas besoin de les relater ; à moins qu'elles ne soient expressément modifiées ou exceptées par cette charte, ces dispositions sont interprétées comme si elles y étaient formellement incorporées et reproduites. S. R. Q., 4654. Incorporation de cette section.

§ 2.—*Des pouvoirs généraux de la compagnie*

**5961.** Chaque compagnie constituée pour quelque une des fins mentionnées ci-dessus, en vertu d'une charte, est une compagnie des pouvoirs des compagnies

formées par charte. corporation sous le nom indiqué dans cette charte, et peut acquérir, posséder, aliéner et transporter tous les immeubles nécessaires à la poursuite de l'entreprise, et est revêtue de tous les pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires pour mettre à effet et exécution la présente section et la charte, et donner suite aux intentions et aux objets relevant de telle corporation ou qui sont exprimés ou contenus dans la loi concernant l'interprétation des statuts. S. R. Q., 4655.

Restriction de ces pouvoirs. **5962.** Tous les pouvoirs accordés à la compagnie par la charte sont sujets aux dispositions et aux restrictions de la présente section. S. R. Q., 4656.

Administration des affaires. **5963.** Les affaires de la compagnie sont administrées par un bureau de pas moins de trois, ni de plus de quinze directeurs. S. R. Q., 4657 ; 4 Ed. VII, c. 31, s. 1.

Directeurs de la compagnie. **5964.** Les personnes désignées comme tels dans la charte, sont les directeurs de la compagnie, jusqu'à ce qu'elles soient dûment remplacées.

Assemblée pour l'adoption de règlements, etc. Si elles n'ont pas été ainsi remplacées dans les six mois qui suivent la date de la constitution en corporation de la compagnie, une des dites personnes ou, si elles sont mortes, leurs héritiers ou ayants cause, peuvent faire tenir une assemblée en donnant un avis de quinze jours francs de la date et de l'endroit de cette assemblée dans la *Gazette officielle de Québec*, et les dites personnes ou leurs héritiers ou ayants cause, présents à cette assemblée, peuvent adopter des règlements, répartir des actions et élire des directeurs. S. R. Q., 4658 ; 7 Ed. VII, c. 47, s. 1.

Qualités requises des directeurs. **5965.** Nul ne peut être ensuite élu ou nommé directeur, à moins qu'il ne soit actionnaire, qu'il ne possède des actions en son droit propre et absolu, et qu'il ne soit quitte de tout arrérage sur les versements payables sur ses actions.

Majorité des directeurs subséquents. La majorité des directeurs subséquents de la compagnie doit de plus être, en tout temps, composée de personnes résidant en Canada, et sujets de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation. S. R. Q., 4659.

Election des directeurs subséquents. **5966.** Des directeurs subséquents de la compagnie sont élus par les actionnaires, réunis en assemblée générale, à l'époque, de la manière et pour un temps, n'excédant pas deux ans, que la charte ou, à défaut de cette charte, les règlements de la compagnie prescrivent. S. R. Q., 4660.

Défaut de dispositions expresses. **5967.** A défaut seulement d'autres dispositions expresses à cet égard, décrétées par la charte ou par les règlements de la compagnie :

1. Cette élection doit avoir lieu annuellement, tous les membres du bureau se retirant, et étant rééligibles, s'ils possèdent autrement les qualités requises ;
2. Avis de la date et de l'endroit où doivent se tenir les assemblées générales de la compagnie, est donné au moins dix jours avant cette assemblée, dans quelque journal publié sur les lieux, ou aussi près que possible du bureau central ou de la principale place d'affaires de la compagnie ;
3. À toute assemblée générale de la compagnie, chaque actionnaire a droit à autant de votes qu'il possède d'actions dans la compagnie et peut voter par procureur ;
4. Les élections des directeurs se font au scrutin ;
5. Les vacances qui surviennent dans le bureau des directeurs peuvent être remplies, pour le reste du temps à courir, par des actionnaires de la compagnie, choisis par le bureau lui-même et possédant les qualités requises ;
6. Les directeurs élisent, de temps à autre, parmi eux, un Président, président de la compagnie, et nomment aussi, et destituent à volonté tous autres officiers. S. R. Q., 4661.

**5968.** Si une élection de directeurs n'est pas faite, ou ne prend pas effet au temps désigné, la compagnie n'est pas pour cela dissoute, mais cette élection peut avoir lieu à une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin ; les directeurs sortant de charge restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. S. R. Q., 4662.

### § 3.—Des directeurs de la compagnie

- 5969.** 1. Les directeurs ont plein pouvoir en toutes choses d'administrer les affaires de la compagnie, et peuvent faire passer au nom d'icelle toutes espèces de contrats qui sont permis par la loi. Pouvoirs des directeurs.
2. De temps à autre, ils peuvent faire des règlements qui ne sont pas contraires à la loi, pour régler :
    - a. La répartition du capital ; S. R. Q., 4663, § 1.
    - b. Les demandes de versements du capital ; S. R. Q., 4663, § 2.
    - c. Le paiement des versements ; S. R. Q., 4663, § 3.
    - d. L'émission et l'enregistrement de certificats d'actions ; S. R. Q., 4663, § 4.
    - e. La confiscation des actions faute de paiement ; S. R. Q., 4663, § 5.
    - f. La disposition des actions confisquées et de leur produit ; S. R. Q., 4663, § 6.
    - g. Le transport des actions ; S. R. Q., 4663, § 7.
    - h. La déclaration et le paiement des dividendes ; S. R. Q., 4663, § 8.
    - i. Le nombre des directeurs et la durée de leur service ; S. R. Q., 4663, § 9.

j. Le montant des actions qu'ils doivent posséder pour être directeurs ; S. R. Q., 4663, § 10.

k. La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution des agents, officiers et serviteurs de la compagnie ; S. R. Q., 4663, § 11.

l. Le cautionnement qu'ils doivent fournir à la compagnie ; S. R. Q., 4663, § 12.

m. Leur rémunération et celle des directeurs, si rémunération il y a pour eux ; S. R. Q., 4663, § 13.

n. La date et le lieu où doivent être tenues les assemblées annuelles de la compagnie dans les limites de cette province, et l'endroit du siège principal des affaires de la compagnie ; S. R. Q., 4663, § 14 ; 6 Ed. VII, c. 31, s. 1, § a.

o. Le lieu où elle transige ses affaires ; S. R. Q., 4663, § 15.

p. La convocation des assemblées régulières et spéciales du bureau des directeurs et de la compagnie ; S. R. Q., 4663, § 16.

q. Le quorum, les dispositions relatives aux procureurs, la manière de procéder à ces assemblées, l'imposition et le recouvrement des amendes et confiscations susceptibles d'être déterminées par un règlement, et l'administration, sous tous autres rapports, des affaires de la compagnie. S. R. Q., 4663, § 17.

Amende-  
ment des ré-  
glements.  
Confirmation  
des règle-  
ments.

3. Ils peuvent, de temps à autre, révoquer, amender ou remettre en vigueur ces règlements.

4. Chacun de ces règlements, et toute révocation, tout amendement ou toute remise en vigueur d'iceux, à moins qu'ils ne soient dans l'intervalle confirmés par une assemblée générale dûment convoquée à cette fin, n'ont vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie, et, à défaut de confirmation par l'assemblée, ils cessent de ce moment seulement d'être en vigueur.

Publication  
du règlement  
changeant  
place d'affai-  
res.

5. Tout règlement qui change le siège principal des affaires de la compagnie doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et une copie certifiée sous le sceau de la compagnie doit être transmise sans délai au secrétaire de la province. S. R. Q., 4663 ; 6 Ed. VII, c. 31, s. 1, § b.

Responsabi-  
lité des direc-  
teurs pour  
prêt d'argent  
aux action-  
naires.

**5970.** Aucun prêt ne doit être fait par la compagnie à un actionnaire, et, s'il en est fait un, tous les directeurs et autres officiers de la compagnie qui l'ont fait ou qui y ont consenti de quelque manière, sont conjointement et solidairement responsables pour toutes les dettes de la compagnie, contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à son remboursement envers la compagnie pour le montant du prêt et aussi envers les tiers pour le même montant avec l'intérêt légal. S. R. Q., 4664.

Responsabi-  
lité des direc-

**5971.** Les directeurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables envers les journaliers, serviteurs

et apprentis de la compagnie, pour toute dette n'excédant pas une année de gages, due pour services rendus à la compagnie pendant la durée de leur charge respectivement.

teurs envers les journa- liers, etc., de la compagnie.

Nul directeur ne peut être poursuivi pour telles dettes à moins que la compagnie ne l'ait été, dans le cours d'une année, après que la dette est devenue due, ni à moins que ce directeur ne soit poursuivi dans le cours d'une année à compter du jour qu'il a cessé d'être directeur, ni avant qu'il ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'y a pas de quoi satisfaire la demande, en tout ou en partie.

Poursuites contre eux.

Le montant dû sur cette exécution est le montant recou- vrable, avec les frais, contre les directeurs. S. R. Q., 4665.

Montant recouvrable des direc- teurs.

**5972.** Une copie de tout règlement de la compagnie, scellée de son sceau, et comportant avoir été signée par quelque officier de la compagnie, est reçue *prima facie* comme preuve de tel règlement devant tous les tribunaux de cette province. S. R. Q., 4666.

Prouve des règlements.

#### § 4.—Du capital-actions, des actionnaires et des actions et versements

**5973.** Un quart en valeur des actionnaires de la compagnie a, en tout temps, le droit de convoquer une assemblée spéciale d'icelle, pour la transaction des affaires énoncées dans la réquisition et l'avis par écrit qu'il peut faire émettre à cet effet. S. R. Q., 4667.

Assemblées spéciales.

**5974.** 1. Le capital-actions des compagnies à fonds social est composé de cette partie du montant autorisé par leurs chartes, qui a été souscrit de bonne foi et réparti et qui doit être versé en argent.

Montant du capital-ac- tions.

2. Le montant des actions libérées, d'année en année, doit être publié annuellement dans le rapport aux actionnaires.

Montant des actions libé- rées.

3. Les comptes du capital d'exploitation d'une compagnie représentent seulement les dépenses faites de bonne foi et réellement nécessaires à l'exploitation de la compagnie.

Capital d'ex- ploitation.

Il n'est pas émis d'actions pour représenter la valeur augmentée d'une propriété; toute telle émission d'actions est nulle et de nul effet.

Action repré- sentant va- leur augmen- tée, prohibée

4. La pratique vulgairement désignée par l'expression "majoration du capital-actions" est prohibée, et toutes les actions émises d'après cette pratique sont nulles et de nul effet.

Majoration du capital- actions, pro- hibée.

5. La capitalisation des surplus de recettes et l'émission d'actions pour représenter ces surplus capitalisés sont aussi prohibées; toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet, et les directeurs consentant à une telle émission

Capitalisa- tion du sur- plus de recet- tes, prohibée.

d'actions sont conjointement et solidairement responsables envers les porteurs de ces actions, du remboursement des sommes payées pour ces actions.

Mode fictif de capitaliser, prohibé.

6. Toute forme simulée ou manière fictive de capitaliser les actions d'une compagnie à fonds social ou l'émission d'actions qui ne représente pas une dépense légitime et nécessaire dans l'intérêt de la compagnie, et ne représente pas un montant en argent versé dans sa caisse dépensé pour poursuivre les fins de la compagnie, est prohibée, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet. S. R. Q., 4668.

Transfert des actions.

**5975.** Les actions de la compagnie sont réputées biens meubles, et sont transférables de la manière, et sont sujettes aux conditions et restrictions, prescrites par la présente section, par la charte ou par les règlements de la compagnie. S. R. Q., 4669.

Répartition du fonds social.

**5976.** Si la charte ne renferme pas de dispositions expresses à cet effet, le fonds social de la compagnie est réparti quand et comme les directeurs peuvent l'ordonner par règlement ou autrement. S. R. Q., 4670.

Emission d'actions privilégiées.

**5977.** Les directeurs peuvent aussi faire des règlements pour l'émission d'une partie du capital comme actions privilégiées, et assigner à ces actions le rang qu'elles auront pour ce qui regarde les dividendes et autres fins.

Droits qui peuvent être conférés aux porteurs d'icelles.

Ces règlements peuvent prescrire que les porteurs de ces actions auront le droit d'élire un certain nombre des membres du bureau de direction, et peuvent leur donner tout autre contrôle sur les affaires de la compagnie.

Entrée en vigueur après l'approbation par les actionnaires ordinaires.

Ces règlements n'entrent pas en vigueur avant d'avoir été approuvés unanimement par écrit par les actionnaires ou avant d'avoir été approuvés par le vote unanime de tous les actionnaires, lesquels doivent être présents ou représentés par procureurs à une assemblée générale spéciale de la compagnie, convoquée pour les prendre en considération. Si, cependant, il sont approuvés par les trois quarts en valeur des actionnaires, ils ne deviennent exécutoires qu'après sanction par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cette sanction ne doit être donnée qu'après un avis d'un mois par lettre recommandée à tous les actionnaires.

Approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, quand requise.

Droits et obligations des actionnaires privilégiés.

Les porteurs d'actions privilégiées sont actionnaires dans le sens de la présente section, ont tous les droits et sont sujets à toutes les obligations des actionnaires, sauf les privilèges qui leur sont accordés par les règlements susmentionnés.

Droits des créanciers, non affectés.

Rien de ce qui est contenu dans le présent article, ou de ce qui est fait en vertu de ses dispositions, n'affecte les droits des créanciers de la compagnie. S. R. Q., 4663a ; 61 V., c. 35, s. 1.



**5978.** Les directeurs de la compagnie peuvent faire l'appel des versements et requérir des actionnaires toutes les sommes qu'ils ont souscrites, aux époques, aux lieux et aux termes de paiement ou de versement fixés par la charte ou par la présente section. Demande de versements.

L'intérêt s'accumule et est payable au taux de six pour cent par année, sur le montant de tout versement non payé depuis le jour désigné pour le paiement. Taux de l'intérêt. S. R. Q., 4671.

**5979.** Une somme de pas moins de dix pour cent sur les actions réparties de la compagnie est demandée et est payable sous un an après l'organisation de la compagnie, au moyen d'un ou de plusieurs appels ; pour toute année suivante, une nouvelle somme de cinq pour cent au moins doit être demandée et est payable de la même manière, jusqu'à ce que la moitié ait été demandée. Montant des versements. S. R. Q., 4672.

**5980.** La compagnie peut exiger le paiement de tout versement et de l'intérêt sur icelui par une poursuite devant tout tribunal compétent. Récouvrement des versements.

Dans cette poursuite il n'est pas nécessaire d'alléguer des faits spéciaux, mais il suffit de déclarer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions,—indiquant le nombre d'actions,—et qu'il est endetté jusqu'au montant des versements arriérés à l'égard d'une ou de plusieurs demandes de versements, sur une ou plusieurs actions, indiquant le nombre de ces demandes de versements et le montant de chacun, par suite de quoi la compagnie a un droit d'action. Allégués dans la poursuite.

Un certificat portant le sceau de la compagnie et comportant avoir été signé par quelqu'un de ses officiers, à l'effet d'établir que le défendeur est un actionnaire, que ces demandes ont été faites, et que ce montant est dû par lui pour tels versements, est recevable comme preuve *prima facie* par tout tribunal. Valeur du certificat portant le sceau. S. R. Q., 4673.

**5981.** Si, après la demande ou l'avis prescrits par la charte ou par les règlements de la compagnie, quelque versement demandé sur une action n'est pas fait dans le temps prescrit, les directeurs peuvent, à leur discrétion, par un vote à cette fin, enregistré dans leurs minutes avec mention des faits qui l'ont motivé, confisquer sommairement toute action sur laquelle le versement n'est pas fait ; cette action devient ensuite la propriété de la compagnie, qui peut en disposer selon qu'elle le prescrit par un règlement ou autrement. Confiscation des actions. S. R. Q., 4674.

**5982.** Aucune action ne peut être transférée tant que les versements demandés précédemment sur icelle n'ont pas été faits, ou qu'elle n'a pas été déclarée confisquée par défaut de Condition pour le transfert.

paiement des versements ou tant qu'elle n'a pas été vendue sur exécution de jugement. S. R. Q., 4675.

**5983.** Privation du droit de vote. Aucun actionnaire, devant quelques arrérages sur des versements, n'a le droit de voter à une assemblée de la compagnie. S. R. Q., 4676.

**5984.** Responsabilité des actionnaires. Jusqu'au paiement intégral de ses actions, chaque actionnaire est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie pour un montant égal à celui qui reste à payer sur ses actions, mais cet actionnaire ne peut être poursuivi pour cette somme par aucun créancier avant qu'il ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'y a pas de quoi satisfaire la demande en tout ou en partie, et le montant dû sur l'exécution est, avec les frais, le montant à recouvrer de tel actionnaire. S. R. Q., 4677.

**5985.** Actionnaires, non responsables dans certains cas. Les actionnaires ne sont pas, comme tels, responsables des actes, défauts ou obligations de la compagnie, ou des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions, matières ou choses relatifs ou se rattachant à la compagnie au delà du montant de leurs actions respectives dans son capital. S. R. Q., 4678.

**5986.** Actions possédées au nom d'autrui. Nul, possédant des actions au nom d'autrui, n'est personnellement responsable comme actionnaire ; mais les biens et sommes de deniers en sa possession et appartenant à celui qu'il représente, sont responsables de la même manière et au même degré que le représenté l'est lui-même ou le serait si ces actions étaient en son propre nom.

**5987.** Actions possédées en garantie collatérale. Nul, possédant des actions comme garantie collatérale, n'est personnellement responsable à raison de ces actions, mais la personne qui engage telles actions est considérée comme les possédant personnellement et est responsable comme actionnaire. S. R. Q., 4679.

**5987.** Vote sur ces actions. Quiconque possède des actions au nom d'autrui et en est le porteur, les représente à toutes les assemblées de la compagnie et vote comme actionnaire. Il en est ainsi de quiconque engage ses actions. S. R. Q., 4680.

### § 5.—Du pouvoir d'emprunt

**5988.** Emission de billets pour certaines fins. La compagnie peut, par résolution, émettre des billets à ordre ou au porteur pour régler des comptes ou autres affaires courantes ; elle peut, en outre, sur résolution des deux tiers des actionnaires présents réunis en assemblée

spéciale convoquée à cet effet, émettre des bons ou obligations jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur totale des biens immobiliers. Emission d'obligations.

Ces bons ou obligations, après leur enregistrement au bureau ou aux bureaux de la division ou des divisions d'enregistrement où se trouvent situés les immeubles de la dite compagnie (lesquels doivent être décrits dans un avis au régistrateur à cet effet) constituent, en faveur des porteurs, une créance privilégiée contre la compagnie, et donnent un droit de préférence sur toutes autres dettes et réclamations contre la compagnie postérieures à l'émission des bons ou obligations. Privilege attaché aux obligations.

Pour assurer le paiement de ses bons ou obligations, la compagnie peut, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, donner à un ou à plusieurs fidéicommissaires une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis ; et cette hypothèque, après avoir été enregistrée, est une garantie valide en faveur des porteurs de ces bons ou obligations émis avant ou après la constitution de cette hypothèque, nonobstant l'article 2017 du Code civil. 2 Ed. VII, c. 30, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 33, s. 1. Pouvoir de donner une hypothèque à des fidéicommissaires pour garantir le paiement des obligations.

#### § 6.—Des livres tenus par la compagnie

**5989.** La compagnie doit faire tenir un ou des livres par le secrétaire, ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce devoir, dans lesquels doivent être entrés : Livres et leur contenu.

1. Les règlements de la compagnie ;
2. Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires ;
3. L'adresse et la profession de chaque telle personne, pendant qu'elle est actionnaire ;
4. Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;
5. Les versements faits et ceux à faire, respectivement, sur les actions de chaque actionnaire ;
6. Tout transfert d'actions, dans l'ordre qu'il est présenté à la compagnie pour être inscrit, avec la date et autres particularités de chaque transfert, et la date de son inscription ;
7. Les noms, adresses et professions de ceux qui sont ou ont été directeurs de la compagnie, avec la date à laquelle ils le sont devenus, ou ont cessé de l'être. S. R. Q., 4681.

**5990.** Les directeurs peuvent refuser l'entrée dans les livres mentionnés à l'article 5989 de tout transfert fait autrement que par vente forcée d'action dont le montant entier n'a pas été payé, et, quand il est fait une entrée d'un semblable transfert volontaire d'actions non payées à une personne qui paraît ne pas avoir de moyens suffisants, ils sont Refus d'en-  
trée de trans-  
fert d'actions  
dans certains  
cas.

conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que l'aurait été l'actionnaire qui a fait le transfert préalablement à cette entrée.

Proviso.

Cependant, si quelque directeur présent à cette entrée, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur absent, inscrit, dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé du fait et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre tel transfert, et publie ce protêt sous huit jours, dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur peut, par là, se décharger de cette responsabilité, mais non autrement. S. R. Q., 4682.

Effet du transfert.

**5991.** Nul transfert d'actions autre que celui fait par vente forcée, n'a d'effet que pour montrer les droits respectifs des parties au transfert l'une envers l'autre, et pour rendre le cessionnaire responsable *ad interim* conjointement et solidairement avec le cédant envers la compagnie et ses créanciers avant l'entrée régulière dans les livres. S. R. Q., 4683.

Livres ouverts à l'examen.

**5992.** Durant les heures ordinaires d'affaires, ces livres sont tenus ouverts au bureau ou à la principale place d'affaires de la compagnie, chaque jour, excepté les dimanches et les jours de fête, pour être examinés par les actionnaires et les créanciers de la compagnie, et par leurs représentants.

Extraits.

Tous actionnaires, créanciers ou leurs représentants peuvent en faire des extraits. S. R. Q., 4684.

Livres font preuve.

**5993.** Dans toute action ou toute procédure contre la compagnie ou contre quelque actionnaire, les livres sont *prima facie* une preuve des faits qu'ils constatent. S. R. Q., 4685.

Fausse entrée.

**5994.** Tout directeur, officier ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fait une fausse entrée dans tout tel livre, ou qui y participe, refuse ou néglige d'y faire une entrée nécessaire, ou d'exhiber ce livre ou d'en permettre l'examen et qu'il en soit fait des extraits, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque fausse entrée et pour chaque refus ou négligence, et aussi des dommages résultant des pertes ou préjudices soufferts, à une partie intéressée. S. R. Q., 4686.

Défaut de tenir les livres ouverts à l'inspection.

**5995.** Toute compagnie qui néglige de tenir ces livres ainsi ouverts à l'inspection, perd ses droits de corporation. S. R. Q., 4687.

§ 7.—*Des fidéicommiss et des contrats, etc.*

**5996.** La compagnie n'est pas obligée de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommis relatif à une action, qu'il soit exprès, implicite ou qu'il résulte de la loi ; le reçu de l'actionnaire, au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est une quittance valable et suffisante en faveur de la compagnie pour tout dividende ou toute somme d'argent payable à l'égard de ces actions, qu'avis du fidéicommis ait été ou non donné à la compagnie ; et la compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi de la somme d'argent payée sur tel reçu. S. R. Q., 4688.

Exécution  
des fidéicom-  
mis.

**5997.** Les contrats, conventions, engagements ou marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées et les billets et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie par un de ses agents, officiers ou serviteurs, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les règlements de la compagnie, sont obligatoires pour elle.

Contrats,  
etc., par la  
compagnie.

Dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur les contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ou de prouver qu'ils ont été contractés, faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque règlement, vote ou ordre spécial ; la partie agissant ainsi comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, n'est pas, à raison de ce fait, assujettie à une responsabilité personnelle envers un tiers.

Apposition  
du sceau.

Rien dans le présent article n'est cependant censé autoriser la compagnie à mettre en circulation des billets payables au porteur, ou billets qui pourraient circuler comme papier-monnaie ou billets de banque. S. R. Q., 4689.

Proviso.

**5998.** Nulle compagnie ne doit employer, en tout ou en partie, ses fonds à l'achat d'actions dans une autre corporation, à moins que cet achat ne soit spécialement autorisé par sa charte ainsi que par la charte de cette autre corporation. S. R. Q., 4690.

Achat d'ac-  
tions d'autres  
compagnies,  
non permis.

§ 8.—*Des dividendes*

**5999.** 1. Aucune compagnie ne doit déclarer un dividende dont le paiement peut entamer ou diminuer son capital.

Déclaration  
de dividende.

2. Il n'est déclaré ni payé aucun dividende qui n'a pas été réellement gagné par la compagnie.

Toutefois, on peut suppléer ou payer le dividende annuel en entier à même le fonds de réserve ; mais le paiement du dividende fait de cette manière doit être annoncé publiquement aux actionnaires lors de l'assemblée annuelle et régulièrement autorisé par une résolution de la compagnie.

Mode de  
payer le divi-  
dende annuel.

Défaut de résolution en certains cas.

A défaut de résolution, les directeurs de la compagnie qui votent cette augmentation ou y consentent, sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, pour le montant qui est payé au delà du dividende réellement gagné.

Responsabilité des directeurs.

3. S'il est déclaré ou payé des dividendes dont le paiement est prohibé par le présent article, les directeurs qui votent ces dividendes ou qui consentent à leur paiement sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie des sommes ainsi payées. S. R. Q., 4691.

Pénalité pour payer dividendes quand la compagnie est insolvable.

**6000.** Les directeurs qui déclarent et payent quelque dividende, lorsque la compagnie est insolvable, ou quelque dividende dont le paiement rend la compagnie insolvable, ou diminue son fonds social, sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires et ses créanciers, pour toutes les dettes alors existantes de la compagnie, et pour toutes celles qui sont contractées ensuite pendant le temps qu'ils demeurent respectivement en charge; mais, si quelque directeur présent quand ce dividende est déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur absent, inscrit dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé de la déclaration de ce dividende et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre le dividende, et publie ce protêt dans les huit jours qui suivent, dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur peut, par là, se décharger de cette responsabilité et non autrement. S. R. Q., 4692.

Mode de se décharger de cette responsabilité.

### § 9.—*Des poursuites*

Poursuites entre la compagnie et les actionnaires.

**6001.** Toute poursuite, de quelque nature qu'elle soit, peut être intentée entre la compagnie et un actionnaire. S. R. Q., 4693.

## SECTION II

### DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION PAR LETTRES PATENTES DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

#### § 1.—*Titre abrégé*

Citation de la loi.

**6002.** La présente section peut être citée sous le nom de : "loi des compagnies de Québec." 7 Ed. VII, c. 48, s. 1.

#### § 2.—*Des définitions*

Définition :

**6003.** Dans la présente section et dans toutes lettres patentes et lettres patentes supplémentaires accordées sous son

empire, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a. Les mots "la compagnie" ou "une compagnie" signifient toute compagnie à laquelle s'applique la présente section ; gnie" ;

b. Le mot "entreprise" signifie l'ensemble des travaux et "Entreprises des opérations de toutes sortes que la compagnie est autorisée <sup>se</sup>" ; à faire ;

c. Les mots "immeuble" ou "terre" comprennent tout "Immeuble" bien immobilier quelconque ; ou "terre" ;

d. Le mot "actionnaire" signifie tout souscripteur d'actions "Actionnaire" ou porteur d'actions de la compagnie, et comprend les représentants de l'actionnaire ; re" ;

e. Le mot "gérant" comprend le caissier et le secrétaire. "Gérant". 7 Ed. VII, c. 48, s. 2.

### § 3.—De l'application de la présente section

**6004.** La présente section s'applique :

Application de cette section.

1. A toute compagnie constituée en corporation sous son empire ;

2. A toute compagnie qui, avant l'entrée en vigueur de la présente section, était sujette aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, 1907 ;

3. A toute compagnie existante constituée en corporation par lettres patentes en vertu des lois de cette province qui obtiendra de nouvelles lettres patentes en vertu de l'article 6013. 7 Ed. VII, c. 48, s. 3 ; 9 Ed. VII, c. 60, s. 3.

### § 4.—Des préliminaires

**6005.** Les dispositions de la présente section relatives aux formalités à observer pour obtenir des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne sont que réglementaires ; Lettres patentes non invalidées par certaines irrégularités. et aucunes lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires obtenues en vertu de la présente section ne sont nulles ou annulables à raison de quelque irrégularité dans les formalités préliminaires à l'obtention des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires. 7 Ed. VII, c. 48, s. 4.

### § 5.—De la formation de nouvelles compagnies

**6006.** Le lieutenant-gouverneur peut, au moyen de lettres patentes, sous le grand sceau, accorder une charte à tout nombre de personnes, n'étant pas moindre que cinq, qui en font la demande par requête ; cette charte constitue les requérants, ainsi que les autres personnes qui ont signé le mémoire des conventions ci-après mentionné et qui deviennent subséquemment actionnaires de la compagnie créée par elle, en corporation pour l'un des objets relevant de l'autorité législative de cette province, excepté pour la construction et l'exploitation de chemins de fer, et pour les affaires d'assurance. Compagnies constituées par lettres patentes. Exception. 7 Ed. VII, c. 48, s. 5.

Contenu de la requête :	<b>6007.</b> Les requérants doivent avoir vingt et un ans révolus ; ils déposent au département du secrétaire de la province une requête contenant les déclarations suivantes :
Nom de la compagnie :	a. Le nom projeté de la compagnie qui ne doit être celui d'aucune autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, et qui ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale, ni être autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public ;
Objet :	b. L'objet pour lequel la constitution en corporation est demandée ;
Siège principal d'affaires :	c. Le lieu, dans la province, où sera établi le siège principal d'affaires de la compagnie ;
Capital-actions :	d. Le montant projeté du capital-actions ;
Nombre, etc., d'actions :	e. Le nombre des actions et le montant de chaque action ;
Noms et adresses des requérants :	f. Les noms en toutes lettres, ainsi que l'adresse et la profession, de chaque requérant, avec mention spéciale des noms d'au plus quinze et d'au moins trois d'entre eux qui doivent être les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie ;
Actions prises et montant des versements.	g. Le montant des actions prises par chaque requérant ; le montant des versements, s'il y en a eu, faits par lui sur ces actions ; et la manière dont les versements ont été faits et sont détenus pour la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 6.

Ce que peuvent contenir les lettres patentes. **6008.** La requête peut demander l'insertion, dans les lettres patentes, de toute disposition qui, en vertu de la présente section, peut être établie par les règlements de la compagnie ou par un règlement des directeurs approuvé par le vote des actionnaires ; et la disposition ainsi insérée, ne peut, à moins d'un dispositif à cet effet dans les lettres patentes, être révoquée ni modifiée par règlement.

Mémoire des conventions. La requête est accompagnée d'un mémoire des conventions fait en double ; ces deux documents peuvent être rédigés dans des termes analogues, et, dans leur teneur essentielle, être conformes aux formules A et B.

Faits à démontrer au sec. de la province. Préalablement à l'obtention des lettres patentes, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, la vérité et la suffisance des faits énoncés dans leur requête et leur mémoire des conventions, et, de plus, que le nom proposé pour la compagnie n'est celui d'aucune autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, et que son nom n'est pas susceptible d'être confondu avec le nom d'une autre compagnie ; et le secrétaire de la province reçoit pour les fins ci-dessus et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment ou affirmation. 7 Ed. VII, c. 48, s. 7.

Allégations des lettres patentes. **6009.** Les lettres patentes relatent toutes les allégations de la requête et du mémoire des conventions dont la mention



est jugée nécessaire par le secrétaire de la province. 7 Ed. VII, c. 48, s. 8.

**6010.** Le lieutenant-gouverneur peut donner à la compagnie un nom de corporation différent de celui proposé par les requérants si ce dernier nom est sujet à objection. Pouvoir du lt.-gouv. de changer le nom de la cie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 9.

**6011.** Le secrétaire de la province, aussitôt après l'octroi des lettres patentes, en donne avis par deux publications dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule C; et, à partir de la date des lettres patentes, les personnes dénommées dans ces lettres, ainsi que les autres personnes qui ont signé le mémoire des conventions ou qui deviennent ci-après actionnaires de la compagnie, et leurs successeurs, sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes; et une copie en français de cet avis est publiée sans retard, par les soins de la compagnie intéressée, quatre fois dans au moins un journal, s'il y en a, de langue française dans la localité où est établi le siège ou l'agence principale de la compagnie, et une copie, le même nombre de fois, en anglais dans un journal, s'il y en a, de langue anglaise dans telle localité, sinon dans un journal ou des journaux publiés dans l'endroit le plus rapproché de telle localité. 7 Ed. VII, c. 48, s. 10. Avis de l'émission des lettres patentes. Publication de l'avis.

**6012.** Quand des lettres patentes renferment quelque erreur de nom, ou une désignation inexacte, ou quelque faute de copiste, le secrétaire de la province peut, sur requête de la compagnie, s'il n'y a pas de réclamation contraire, ordonner que les lettres patentes vicieuses soient corrigées ou annulées et qu'il en soit émis de correctes en leurs lieu et place. Correction, etc., des lettres patentes.

Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes ont le même effet que si elles avaient été émises correctement à la date des lettres patentes originales, et les droits acquis des tiers ne sont pas affectés par telle correction ou telle nouvelle émission. Effet des lettres patentes corrigées, etc.

Avis de la correction des lettres patentes ou de l'émission de nouvelles lettres patentes est immédiatement donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. 7 Ed. VII, c. 48, s. 10a; 9 Ed. VII, c. 60, s. 2. Avis de la correction, etc.

#### § 6.—Des dispositions concernant les compagnies existantes

**6013.** Toute compagnie déjà constituée en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale, pour un objet pour lequel la présente section permet d'accorder des lettres patentes, qui est actuellement une corporation existante et valide, peut demander des lettres patentes pour faire ses opérations sous Lettres patentes peuvent être accordées aux compagnies déjà constituées.

l'empire de la présente section ; et le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes constituant les actionnaires de la dite compagnie en corporation, comme compagnie régie par la présente section ; et alors tous les droits et obligations de l'ancienne compagnie passent à la nouvelle, et toutes les procédures qui auraient pu être continuées ou commencées par ou contre l'ancienne compagnie peuvent être continuées ou commencées par ou contre la nouvelle.

Noms des actionnaires. Il n'est pas nécessaire de mentionner les noms des actionnaires dans les lettres patentes.

Responsabilité des actionnaires. Après l'émission de ces lettres patentes, la compagnie est régie à tous égards par les dispositions de la présente section, sauf que la responsabilité des actionnaires envers les créanciers de l'ancienne compagnie reste ce qu'elle était lors de l'obtention des lettres patentes. 7 Ed. VII, c. 48, s. 11.

Compagnies peuvent demander de plus amples pouvoirs.

**6014.** Lorsqu'une de ces compagnies demande des lettres patentes en vertu de la présente section, le lieutenant-gouverneur, sur une requête à cet effet, peut lui accorder par les lettres patentes tous les pouvoirs additionnels qui n'ont rien de dérocatore à la présente section ; et le lieutenant-gouverneur peut désigner les premiers directeurs de la nouvelle compagnie dans les dites lettres patentes, et celles-ci peuvent être accordées à la nouvelle compagnie, soit sous le nom de l'ancienne, soit sous tout autre nom. 7 Ed. VII, c. 48, s. 12.

#### § 7. — *Du changement de nom*

Changement de nom par lettres patentes supplémentaires.

**6015.** S'il est démontré, à la satisfaction du secrétaire de la province, que le nom d'une compagnie (soit que ce nom lui ait été donné par les premières lettres patentes, ou par des lettres patentes supplémentaires, ou à la suite d'une fusion) est le même que celui d'une compagnie existante, constituée ou non en corporation, ou y ressemble tellement qu'il puisse être confondu avec ce nom, ou que l'on puisse autrement y avoir objection pour des raisons d'intérêt public, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires relatant les lettres patentes antérieures et changeant le nom de la compagnie en quelque autre qui est indiqué par les lettres patentes supplémentaires. 7 Ed. VII, c. 48, s. 14.

Pouvoir du lt.-gouv. d'accorder le changement de nom.

**6016.** Lorsqu'une compagnie désire prendre un autre nom, le lieutenant-gouverneur, sur preuve jugée par lui satisfaisante qu'elle ne demande pas ce changement dans un but illégitime, peut ordonner l'émission de lettres patentes supplémentaires relatant les lettres patentes antérieures et changeant le nom de la compagnie en quelque autre qui est indiqué par les lettres patentes supplémentaires. 7 Ed. VII, c. 48 s. 15.

**6017.** Aucun changement de nom, fait en vertu des Droits et engagements de la compagnie ou articles 6015 et 6016, n'apporte de modification aux droits ou engagements de la compagnie ; et les procédures qui auraient pu être continuées ou commencées par ou contre la compagnie, sous son premier nom, peuvent l'être par ou contre elle, sous son nom nouveau. 7 Ed. VII, c. 48, s. 16.

§ 8.—*Du tarif des droits*

**6018.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut au Tarif des droits. besoin établir, modifier et régler le tarif des droits payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la présente section, et prescrire les formalités et le mode d'enregistrement à observer relativement à ces lettres, et tout ce qui est nécessaire dans l'intention de la présente section.

2. Quand il le juge à propos le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer ce tarif des droits suivant la nature de Modifications du tarif. la compagnie, le chiffre de son capital-actions ainsi que toutes autres particularités.

3. Dans le département du secrétaire de la province, il Droits payables d'avance. n'est accordé de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la présente section, qu'après que tous les droits exigibles ont été dûment payés. 7 Ed. VII, c. 48, s. 17.

§ 9.—*Du commencement des opérations*

**6019.** La compagnie ne peut commencer ses opérations Versement de ni contracter aucune obligation avant que dix pour cent de dix pour cent son capital autorisé ait été souscrit et versé, et que le secrétaire de la compagnie ait produit au département du secrétaire de la province une déclaration sous serment attestant ce fait. sur le capital.

Les directeurs qui permettent expressément ou implicitement que ces opérations soient commencées ou que ces obligations soient contractées avant que ces formalités soient Remplies, sont conjointement et solidairement responsables avec la compagnie pour le paiement de ces obligations. Responsabilité des directeurs en certains cas.

Le présent article ne s'applique pas aux compagnies existantes avant le premier juillet 1907. 7 Ed. VII, c. 48, s. 18. Application de cet article.

§ 10.—*De l'annulation de la charte*

**6020.** A moins qu'un autre délai ne soit fixé dans les lettres patentes ou dans une loi de la Législature qui constitue une compagnie en corporation, la charte de la compagnie devient nulle de plein droit si la compagnie n'en a pas fait usage pendant trois années consécutives, ou si elle n'a pas commencé réellement ses opérations dans le délai de trois Annulation de la charte.

années à compter du jour où elle lui a été accordée. 7 Ed. VII, c. 48, s. 19 ; 8 Ed. VII, c. 64, s. 1.

§ 11.—*Des pouvoirs généraux et des devoirs de la compagnie*

Exercice des  
pouvoirs de la  
compagnie.

**6021.** Les pouvoirs conférés à la compagnie par les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires sont exercés conformément aux dispositions et avec les restrictions que contient la présente section. 7 Ed. VII, c. 48, s. 20.

Pouvoirs gé-  
néraux.

**6022.** La compagnie peut acquérir, posséder, hypothéquer, vendre et aliéner tout immeuble nécessaire à son entreprise, et elle est immédiatement saisie de toute propriété et des droits, mobiliers et immobiliers, possédés jusque-là par elle ou pour elle par fidéicommis créé en vue de sa constitution en corporation ainsi que de tous pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou inhérents à son entreprise. 7 Ed. VII, c. 48, s. 21.

Bureaux et  
agences de la  
compagnie.

**6023.** La compagnie doit toujours avoir dans la localité où est le principal siège de ses affaires, un bureau qui est son domicile légal ; et elle doit donner avis de la situation et de tout changement de ce bureau dans la *Gazette officielle de Québec*.

La compagnie peut établir ailleurs les autres bureaux et agences qu'elle juge à propos. 7 Ed. VII, c. 48, s. 22 ; 9 Ed. VII, c. 60, ss. 4, 5.

Contrats,  
etc., lient la  
compagnie.

**6024.** Les contrats, conventions, engagements ou marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées et les billets et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie par ses agents, officiers ou serviteurs, dans l'exercice ordinaire des pouvoirs qu'ils ont reçus comme tels en vertu de ses règlements, lient la compagnie ; et dans aucun cas il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à un règlement, ou à une résolution, ou à un ordre spécial ; et la personne qui agit de la sorte comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, ne contracte par là aucune responsabilité personnelle envers les tiers ; mais rien dans la présente section, n'autorise la compagnie à émettre aucun billet payable au porteur ou aucun billet à ordre destiné à circuler comme papier-monnaie ou comme billet de banque, ni à faire des opérations de banque ou des opérations d'assurance. 7 Ed. VII, c. 48, s. 23.

Agents non  
responsables  
personnelle-  
ment.  
Proviso.

§ 12.—*De l'obtention de plus amples pouvoirs*

**6025.** La compagnie peut, en tout temps, au moyen d'une résolution adoptée par des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur de son capital souscrit, dans une assemblée générale spéciale convoquée à cet effet, autoriser ses directeurs à demander des lettres patentes supplémentaires qui étendent les pouvoirs de la compagnie à tels autres objets prévus par la présente section, que spécifie la résolution. 7 Ed. VII, c. 48, s. 24.

**6026.** Les directeurs peuvent, dans les six mois après l'adoption de cette résolution, demander au lieutenant-gouverneur des lettres patentes supplémentaires. 7 Ed. VII, c. 48, s. 25.

**6027.** Avant l'émission des lettres patentes supplémentaires, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, que la résolution autorisant la demande a été régulièrement adoptée ; et le secrétaire de la province reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment ou affirmation. 7 Ed. VII, c. 48, s. 26.

**6028.** Sur preuve suffisante, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires, pour étendre les pouvoirs de la compagnie à tous les ou partie des objets spécifiés dans la résolution ; et le secrétaire de la province en donne avis immédiatement, dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule D, et, à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, l'entreprise de la compagnie s'étend aux autres objets énoncés dans les lettres patentes supplémentaires, et les comprend absolument comme s'ils eussent été mentionnés dans les lettres patentes constituant la compagnie ou dans la charte ; et cet avis est publié sans retard dans les journaux, à la diligence de la compagnie intéressée, conformément aux dispositions de l'article 6011. 7 Ed. VII, c. 48, s. 27.

**6029.** Si la compagnie néglige de faire publier le dit avis mentionné dans l'article 6028, elle est coupable d'une offense et passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix, d'une amende de vingt piastres au plus pour chaque jour que se continue cette négligence. 7 Ed. VII, c. 48, s. 28.

§ 13.—*De la responsabilité des actionnaires*

**6030.** Les actionnaires ne sont point responsables, comme tels, des actes, défauts ou obligations, ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions ou

autres choses quelconques de la compagnie, se rattachant à son entreprise, au delà du montant non payé sur leurs actions respectives dans le capital-actions. 7 Ed. VII, c. 48, s. 29.

Responsabilité limitée au montant non payé.

**6031.** 1. Chaque actionnaire, jusqu'à ce qu'il ait versé tout le montant de ses actions, est personnellement obligé envers les créanciers de la compagnie jusqu'à concurrence d'une somme égale à ce qui reste à payer sur ses actions; mais aucun créancier ne peut le poursuivre pour cette somme avant qu'il ait été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée par ce même créancier contre la compagnie n'a rien ou n'a pas suffisamment produit; et le montant dû après l'exécution, jusqu'à concurrence de ce qui reste à payer sur les actions, ainsi qu'il est dit ci-dessus, est, avec les frais, le montant recouvrable de l'actionnaire; et ce montant, s'il est payé par lui, est considéré comme versé sur ses actions.

Plaidoyer par voie d'exception.

2. Tout actionnaire peut plaider par voie d'exception, pour le tout ou pour partie, toute compensation qu'il peut opposer à la compagnie, excepté les réclamations pour dividendes impayés, ou toute rétribution ou allocation en faveur du président ou d'un directeur de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 30.

Irresponsabilité personnelle des fidéicommissaires, etc.

**6032.** Celui qui est porteur d'actions de la compagnie en qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire de ou pour une personne mentionnée dans les livres de la compagnie comme étant ainsi représentée par lui, n'est personnellement sujet à aucune responsabilité comme actionnaire; mais les biens et deniers en sa possession sont responsables, de la même manière et au même degré que le serait le testateur ou l'intestat, le mineur, pupille ou interdit, ou l'intéressé au fidéicommis, s'il était vivant et capable d'agir, ou possédait les actions en son propre nom; et nul individu possédant des actions à titre de garantie collatérale n'est personnellement sujet à aucune telle responsabilité; mais celui qui a engagé ces actions en est réputé le porteur, et par conséquent est responsable comme actionnaire. 7 Ed. VII, c. 48, s. 31.

Droit de vote des fidéicommissaires, etc.

**6033.** Tout tel exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire en possession d'actions, les représente aux assemblées de la compagnie, où il peut voter comme un actionnaire; et toute personne qui a engagé ses actions peut les représenter aux assemblées et, bien qu'elles soient engagées, voter comme actionnaire. 7 Ed. VII, c. 48, s. 32.

Contenu des prospectus, etc.

**6034.** Les prospectus de la compagnie et les réclames invitant le public à souscrire des actions, contiennent les

dates de tout contrat et les noms des parties à tout contrat fait par elle ou ses promoteurs, directeurs ou fidéicommissaires avant la publication de ces prospectus ou réclames, que le contrat soit sujet ou non à ratification par les directeurs ou par la compagnie ou autrement; et tous prospectus ou réclames ne contenant pas ces indications seront réputés frauduleux de la part des promoteurs, directeurs et officiers de la compagnie qui les auront publiés avec connaissance, à l'égard des personnes qui prendront des actions dans la compagnie sur la foi de ces prospectus ou réclames et qui n'ont pas eu avis de l'existence du contrat. 7 Ed. VII, c. 48, s. 33.

§ 14.—*De la possession d'actions d'autres compagnies*

**6035.** La compagnie ne peut employer, en tout ou en partie, ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations, à moins que les directeurs n'aient été expressément autorisés par un règlement fait par eux pour tel achat et sanctionné par le vote d'actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital-actions, à une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cet effet; mais, si les lettres patentes autorisent tel achat, il n'est pas nécessaire d'adopter un règlement à cet égard. 7 Ed. VII, c. 48, s. 34.

§ 15.—*Du capital-actions*

**6036.** 1. Le capital-actions de la compagnie est composé de cette partie du montant autorisé par sa charte qui a été souscrite de bonne foi et répartie et qui doit être payée en argent, à moins qu'il n'ait été convenu d'en faire le paiement autrement par un contrat déposé au bureau du secrétaire de la province lors de ou avant l'émission de ces actions.

Le montant des actions libérées, d'année en année, doit être publié annuellement dans le rapport fait aux actionnaires.

2. Les comptes du capital d'exploitation de la compagnie représentent seulement les dépenses faites de bonne foi et réellement nécessaires à l'exploitation de la compagnie.

Il n'est pas émis d'actions pour représenter la valeur augmentée d'une propriété; toute telle émission d'actions est nulle et de nul effet.

3. L'opération vulgairement désignée par l'expression "majoration du capital-actions" est prohibée, et toutes les actions émises d'après ce mode sont nulles et de nul effet.

4. La capitalisation des surplus de recettes et l'émission d'actions pour représenter ces surplus capitalisés sont aussi prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet, et les directeurs consentant à une telle émission

d'actions sont conjointement et solidairement responsables envers les porteurs de ces actions, du remboursement des sommes payées pour ces actions.

Certaines formes de capitalisation, prohibées.

5. Toute forme simulée ou manière fictive de capitaliser les actions d'une compagnie, ou l'émission d'actions qui ne représentent pas une dépense légitime et nécessaire dans l'intérêt de la compagnie, et ne représentent pas, sauf les exceptions contenues dans le paragraphe 1 du présent article, un montant en argent, versé dans sa caisse, pour atteindre les fins de la compagnie, sont prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet. 7 Ed. VII, c. 48, s. 35.

Actions réputées biens mobiliers.

**6037.** Les actions de la compagnie sont des biens mobiliers ; elles sont transférables de la manière et sous les conditions et restrictions prescrites par la présente section, les lettres patentes ou les règlements de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 36.

Leur répartition.

**6038.** Si les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ne contiennent pas de disposition expresse à cet effet, les actions de la compagnie ou les actions créées par suite de toute augmentation de son capital, lorsque la répartition n'en a pas été déterminée dans ces lettres patentes même, sont réparties dans le temps et de la manière que les directeurs l'ordonnent par règlement. 7 Ed. VII, c. 48, s. 37.

Actions privilégiées.

**6039.** 1. Les directeurs de la compagnie peuvent faire un règlement décrétant la création et l'émission d'une partie du capital-actions comme actions privilégiées, et assigner à ces dernières le rang qu'elles auront relativement aux dividendes et à toutes autres fins.

Leur contrôle.

2. Le règlement peut décréter que les porteurs de ces actions privilégiées auront le droit de choisir une certaine proportion du bureau de direction, ou peut leur donner tel autre contrôle sur les affaires de la compagnie qui serait jugé convenable.

Effet du règlement créant des actions privilégiées.

3. Aucun règlement de cette nature n'entre en vigueur, à moins d'avoir été approuvé par le vote des trois quarts des actionnaires présents, en personne ou par fondés de procuration, à une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cet effet, et représentant les deux tiers du capital de la compagnie, ou à moins d'avoir été unanimement approuvé par écrit par les actionnaires de la compagnie. Si, cependant, le règlement est sanctionné par les deux tiers en valeur des actionnaires, il n'entre en vigueur qu'après qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur. Cette approbation n'est donnée qu'après qu'un avis d'un mois a été envoyé par lettre recommandée à tous les actionnaires.



4. Les porteurs des actions privilégiées sont actionnaires au sens de la présente section, et, à tous égards, jouissent de tous les droits et sont sujets à toutes les obligations des actionnaires au sens de la présente section; pourvu, cependant, qu'à l'égard des dividendes et à tous autres égards visés par le règlement, conformément à la présente section, ils aient, à l'encontre des actionnaires ordinaires, les privilèges et les droits donnés par le règlement. Droits des porteurs d'actions privilégiées. Proviso.

5. Rien de contenu dans le présent article ou fait en vertu de ses dispositions n'affecte les droits des créanciers d'une compagnie. Droits des créanciers. 7 Ed. VII, c. 48, s. 38.

**6040.** La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'un fidéicommiss relatif à une action, soit exprès, soit implicite ou résultant de la loi; et le reçu donné par l'actionnaire au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est pour elle une quittance valable et efficace de tous dividendes ou deniers payables à raison de la dite action, qu'avis du fidéicommiss ait ou non été donné à la compagnie. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés sur ce reçu. Irresponsabilité de la compagnie à l'égard des fidéicommiss. 7 Ed. VII, c. 48, s. 39.

#### § 16.—*De l'augmentation ou de la réduction du capital*

**6041.** 1. Les directeurs de toute compagnie peuvent, en tout temps, faire un règlement pour en subdiviser les actions existantes en actions de moindre quotité. Division des actions.

2. Les directeurs de la compagnie peuvent aussi, en tout temps, lorsque la valeur au pair des actions existantes de la compagnie est inférieure à cent piastres chacune, adopter un règlement les refondant en actions d'une valeur au pair plus élevée; mais aucune telle action ainsi refondue ne doit excéder la valeur au pair de cent piastres. Valeur des actions.

3. Pour les fins de cette refonte, la compagnie peut acheter des fractions d'actions et elle est obligée de vendre toutes actions possédées par elle dans un délai de deux ans. Fraction d'action. 7 Ed. VII, c. 48, s. 40.

**6042.** 1. Les directeurs de la compagnie, en tout temps, après que quatre-vingt-dix pour cent du capital-actions a été souscrit entièrement et qu'il a été versé cinquante pour cent de ce capital, peuvent faire un règlement pour l'augmenter jusqu'à concurrence du montant qu'ils considèrent nécessaire pour que la compagnie puisse atteindre ses fins. Augmentation du capital.

2. Ce règlement indique le nombre des actions du capital nouveau, et peut prescrire la manière de les répartir; et, s'il ne fixe pas de mode de répartition, les directeurs peuvent eux-mêmes le fixer. Règlement à cet effet. 7 Ed. VII, c. 48, s. 41.

**Réduction du capital.** **6043.** 1. Les directeurs de la compagnie peuvent, à toute époque, faire un règlement à l'effet de réduire le capital-actions au montant qu'ils croient convenable et suffisant pour permettre à la compagnie d'atteindre ses fins.

**Règlement à cet effet.** 2. Ce règlement énonce le nombre et la valeur des actions du capital tel que réduit, ainsi que leur répartition, ou la manière de l'effectuer.

**Responsabilité des actionnaires.** 3. La responsabilité des actionnaires envers les personnes qui, lors de la réduction du capital, étaient créancières de la compagnie, reste la même qui si le capital n'eût pas été réduit. 7 Ed. VII, c. 48, s. 42.

**Approbation du règlement.** **6044.** Aucun règlement décrétant l'augmentation ou la réduction du capital de la compagnie, ou subdivisant ses actions, n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur de la totalité du capital souscrit, à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour cette fin, et avoir été ratifié ensuite par lettres patentes supplémentaires. 7 Ed. VII, c. 48, s. 43.

**Ratification du règlement par lettres patentes.** **6045.** 1. Dans le délai de six mois au plus à compter de la sanction du règlement, les directeurs peuvent demander au lieutenant-gouverneur des lettres patentes supplémentaires ratifiant ce règlement.

**Règlement annexé à la requête.** 2. A leur requête, ils joignent une copie du règlement revêtue du sceau de la compagnie et signée par le président ou le vice-président et le secrétaire; et ils doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, que le règlement a été régulièrement adopté et approuvé, et que l'augmentation ou la réduction du capital, ou la subdivision des actions, prescrites par ce règlement, selon le cas, sont opportunes et faites de bonne foi.

**Déposition qui accompagne la requête.** 3. Le secrétaire de la province reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment ou affirmation. 7 Ed. VII, c. 48, s. 44.

**Emission de lettres patentes supplémentaires. Avis.** **6046.** Sur preuve à cet effet dûment faite, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires, et le secrétaire de la province en donne avis immédiatement dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule E; et, à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, le capital de la compagnie est et demeure élevé ou réduit, ou les actions sont subdivisées, selon le cas, au montant, de la manière, et sous les conditions exprimées dans le dit règlement;

**Effet des lettres patentes supplémentaires.** et les dispositions de la présente section s'appliquent à la totalité du capital, soit augmenté ou réduit, de même que si chacune des fractions de ce capital avait fait partie du fonds primitif de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 45.

§ 17.—*Des appels de versements*

**6047.** Un versement de dix pour cent au moins sur les actions réparties de la compagnie doit, au moyen d'un ou de plusieurs appels, être demandé et rendu exigible au cours de l'année qui suit la constitution en corporation de la compagnie ; la balance est versée aux époques et de la manière que prescrivent les lettres patentes, ou les dispositions de la présente section, ou les règlements de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 46.

Versements  
sur les  
actions.

**6048.** L'appel est censé fait le jour où les directeurs ont adopté la résolution qui l'autorise ; et, si un actionnaire manque d'effectuer un versement auquel il est tenu au jour ou avant le jour fixé pour le faire, il est sujet à l'obligation de payer l'intérêt, au taux de six pour cent par an, sur la somme exigible depuis le jour indiqué pour le versement jusqu'à celui où ce versement est effectué par lui. 7 Ed. VII, c. 48, s. 47.

Intérêt sur  
les appels de  
versements.

**6049.** Les directeurs peuvent, s'ils le jugent à propos, recevoir, en tout ou en partie, de tout actionnaire qui veut en faire l'avance, les montants dus sur les actions possédées par lui, en sus des sommes dont le versement serait alors exigible par suite d'appels ; et, sur les deniers ainsi reçus par avance, ou sur toute partie de ces deniers qui, à quelque époque que ce soit, dépasse le montant alors exigible par suite d'appels de versements sur les actions pour lesquelles l'avance est faite, la compagnie peut payer tel intérêt, n'excédant pas huit pour cent par an, qui aura été convenu entre les directeurs et l'actionnaire. 7 Ed. VII, c. 48, s. 48.

Versements  
anticipés.

Intérêt.

**6050.** Si, après l'appel ou l'avis prescrit par les lettres patentes ou par une résolution des directeurs ou par les règlements de la compagnie, un versement demandé sur des actions n'est pas effectué dans le temps fixé par ces lettres patentes, ou par résolution des directeurs, ou par ces règlements, les directeurs peuvent, à leur discrétion, par résolution adoptée à cet effet et dûment consignée dans leurs procès-verbaux, confisquer sommairement les actions sur lesquelles le versement n'a pas été effectué ; et, de ce moment, elles appartiennent à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les directeurs l'ordonnent, d'après les règlements de la compagnie ou autrement ; mais, nonobstant la confiscation ainsi faite, le porteur des actions reste responsable, envers les créanciers de la compagnie, de la totalité du montant impayé sur ces actions au moment de leur confiscation, moins les sommes qu'elles peuvent rapporter ultérieurement à la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 49.

Confiscation  
des actions  
en certains  
cas.

Proviso.

Recouvre-  
ment des  
versements.

**6051.** Au lieu de confisquer les actions, les directeurs, s'ils le jugent à propos, peuvent contraindre le retardataire à verser toute somme exigible et à payer l'intérêt de cette somme, par voie de poursuite devant une cour compétente ; et, dans la demande, il n'est pas nécessaire d'exposer les faits spéciaux, mais il suffit d'alléguer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, en indiquant le nombre, qu'il doit telle somme d'argent à laquelle se monte son arrérage de versements, pour une ou plusieurs actions, à la suite d'un ou de plusieurs appels, en indiquant le nombre des appels et le montant de chacun d'eux, et que, par conséquent, un recours en justice est ouvert à la compagnie en vertu de la présente section.

Preuve à  
cet effet.

Un certificat, sous le sceau de la compagnie et apparaissant à sa face même comme signé par un de ses officiers, attestant que le défendeur est un actionnaire, que tels appels de versements ont été faits et que tel montant est dû par lui sur ces appels, est reçu dans toutes cours comme preuve *prima facie* à cet effet. 7 Ed. VII, c. 48, s. 50.

#### § 18.—*Du transfert des actions*

Transfert  
des actions.

**6052. 1.** Nul transfert d'actions, s'il n'est effectué par vente forcée ou à la suite d'un décret, ordre ou jugement d'une cour compétente, n'a, jusqu'à ce qu'il soit dûment inscrit sur le registre des transferts, aucun effet, excepté celui de constater les droits respectifs des parties et de rendre le cessionnaire responsable, dans l'intervalle, conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers.

Exception  
pour certai-  
nes compa-  
gnies.

2. Le présent article ne s'applique pas aux compagnies dont les actions sont cotées et négociées à toute bourse reconnue, au moyen de *scrips* communément en usage, endossés en blanc et transférables par livraison, lesquels constituent des transports valables ; le détenteur d'un *scrip* n'a pas néanmoins droit de voter sur les actions avant qu'elles aient été enregistrées en son nom dans les livres de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 51.

Responsabi-  
lité des direc-  
teurs à  
l'égard des  
transferts en  
certains cas.

**6053.** Nul transfert d'actions dont le montant n'a pas été payé intégralement, ne peut se faire sans le consentement des directeurs ; et, chaque fois qu'il est fait, avec ce consentement, un transfert d'actions non payées en entier à une personne qui paraît être sans moyens suffisants pour les libérer, les directeurs sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que le serait le cédant si le transfert n'avait pas été effectué ; mais, en ce cas, si quelque directeur présent lorsqu'on permet le transfert, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur absent

alors, inscrit dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il l'apprend et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du bureau de direction, sa protestation contre le transfert permis, et publie cette protestation, dans les huit jours qui suivent, dans au moins un des journaux de la localité où la compagnie a son bureau principal, ou, s'il n'est pas publié de journal dans cet endroit, dans la localité la plus proche où il en existe,—il peut par là, mais non autrement, se décharger de cette responsabilité. 7 Ed. VII, c. 48, s. 52.

**6054.** 1. En cas de transmission, par le décès d'un actionnaire ou pour quelque autre cause, de l'intérêt dans une action du capital de la compagnie,—ou en cas de mutation de la propriété ou du droit légal de possession d'une action, par tout moyen légal autre que le transfert, conformément aux dispositions de la présente section,—la compagnie, si les directeurs ont des doutes raisonnables sur la légalité de la réclamation de celui qui prétend avoir droit à cette action, peut produire à la Cour supérieure dans et pour le district où est situé son bureau principal, une requête par écrit, adressée à cette cour ou à un des juges d'icelle, énonçant les faits et le nombre d'actions que possédait précédemment la personne au nom de laquelle la dite action est inscrite sur les livres de la compagnie, et demandant une ordonnance ou jugement qui adjuge ou attribue cette action à celui ou à ceux qui légalement y ont droit ; et la compagnie doit se conformer à l'ordonnance ou jugement qui est rendu, et qui la rend indemne et l'affranchit de toute responsabilité relativement à toute autre réclamation qui pourrait se produire pour cette même action.

Si les actions sont transmises autrement que par transfert.

Demande d'une ordonnance pour disposer des actions.

2. Avis de l'intention de présenter la requête est donné à la personne réclamant cette action, ou à son procureur dûment autorisé, lequel, sur production de la requête, doit justifier du droit à l'action ou aux actions mentionnées dans la dite requête ; et le délai pour plaider, et les autres formalités en pareil cas, sont ceux observés, dans les cas analogues, devant la Cour supérieure ; pourvu que les frais faits pour obtenir l'ordonnance ou le jugement soient payés par la personne ou les personnes à qui l'action ou les actions sont déclarées appartenir légalement,—et le transfert de celles-ci n'est inscrit dans les livres de la compagnie qu'après le paiement de ces frais,—sauf le recours de celui qui justifie de son droit aux actions contre la personne qui le lui a contesté. 7 Ed. VII, c. 48, s. 53.

Avis de cette demande.

Proviso.

**6055.** Une action ne peut être transférée avant que tous les versements exigibles aient été payés sur cette action au moment du transfert. 7 Ed. VII, c. 48, s. 54.

Restriction quant aux transferts.

**6056.** Les directeurs peuvent refuser d'enregistrer tout transfert d'actions appartenant à un actionnaire endetté envers la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 55.

**6057.** Tout transfert des actions ou autres intérêts d'un actionnaire décédé, qu'effectue son représentant est, bien que celui-ci ne soit pas lui-même actionnaire, aussi valable que si ce représentant avait la qualité d'actionnaire au moment où il passe l'acte de transfert. 7 Ed. VII, c. 48, s. 56.

### § 19.—*Du pouvoir d'emprunter*

**6058. 1.** S'ils y sont autorisés par un règlement approuvé par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, les directeurs peuvent de temps à autre :

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie ;

b. Limiter ou augmenter le montant des emprunts à faire ;

c. Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ; mais nul tel bon, obligation ou autre valeur ne doit être pour une somme moindre que cent piastres ;

d. Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

e. Donner, par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis ; et cette hypothèque, après avoir été enregistrée, est une garantie valide en faveur des porteurs de ces bons ou obligations émis avant ou après la constitution de cette hypothèque, nonobstant l'article 2017 du Code civil.

Emprunts  
faits sur  
billets.

**2.** Les limitations et restrictions contenues dans le présent article ne s'appliquent pas aux emprunts d'argent faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 57.

### § 20.—*Des dividendes*

**6059. 1.** Il n'est déclaré aucun dividende qui entame le capital de la compagnie.

2. Le dividende annuel peut cependant être augmenté <sup>Paiement</sup> ou entièrement payé à même le fonds de réserve, mais le <sup>d'eux.</sup> paiement du dividende fait de cette manière doit être annoncé publiquement aux actionnaires à l'assemblée annuelle, et dûment autorisé par une résolution de la compagnie.

3. A défaut d'un avis public et de cette résolution, les <sup>Responsabi-</sup> directeurs de la compagnie sont, sujet aux dispositions de l'ar- <sup>lité des direc-</sup> ticle 6070, conjointement et solidairement responsables, envers <sup>teurs.</sup> les créanciers de la compagnie, du montant de dividende ainsi payé à même le fonds de réserve. 7 Ed. VII, c. 48, s. 58.

**6060.** Les directeurs peuvent déduire des dividendes <sup>Sommes rete-</sup> payables à un actionnaire toutes sommes d'argent dues par <sup>nues sur divi-</sup> lui à la compagnie par suite d'appels de versement ou autre- <sup>dendes.</sup> ment. 7 Ed. VII, c. 48, s. 59.

#### § 21.—Des directeurs et de leurs pouvoirs

**6061.** Les affaires de la compagnie sont administrées par <sup>Bureau de</sup> un bureau de direction composé de trois membres au moins <sup>direction.</sup> et de quinze au plus. 7 Ed. VII, c. 48, s. 60.

**6062.** Les personnes désignées comme tels dans les lettres <sup>Directeurs</sup> patentes sont les directeurs de la compagnie jusqu'à ce que <sup>provisoires.</sup> d'autres personnes soient dûment nommées à leur place.

Si elles n'ont pas été ainsi remplacées dans les six mois qui <sup>S'ils ne sont</sup> suivent la date de la constitution en corporation de la compa- <sup>pus rempla-</sup> gnie, une des dites personnes ou, si elles sont mortes, leurs <sup>cés.</sup> héritiers ou ayants cause peuvent faire tenir une assemblée en donnant un avis de quinze jours francs de la date et de l'endroit de cette assemblée, dans la *Gazette officielle de Québec*, et les dites personnes ou leurs héritiers ou ayants cause, présents à cette assemblée, peuvent adopter des règlements, répartir des actions et élire des directeurs. 7 Ed. VII, c. 48, s. 61.

**6063.** Si, à une époque quelconque, une élection de direc- <sup>Election des</sup> teurs n'est pas faite, ou si elle n'est pas faite au temps fixé, <sup>directeurs à</sup> la compagnie n'est point pour cela dissoute ; mais l'élection <sup>l'assemblée</sup> peut avoir lieu à une assemblée générale subséquente de la <sup>générale.</sup> compagnie dûment convoquée à cet effet ; et les directeurs sortant restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. 7 Ed. VII, c. 48, s. 62.

**6064.** Nul n'est ensuite élu ou nommé directeur à moins <sup>Qualité re-</sup> de posséder absolument, en son propre nom, des actions dans <sup>quise des</sup> la compagnie, jusqu'à concurrence du montant exigé par ses <sup>directeurs.</sup> règlements, et de n'être arriéré à l'égard d'aucun versement exigible. 7 Ed. VII, c. 48, s. 63.

Règlement pour augmenter ou diminuer le nombre des directeurs.

**6065.** La compagnie peut, par règlement, élever jusqu'à quinze au maximum ou réduire à trois au minimum, le nombre de ses directeurs, ou changer le siège principal de ses affaires, pourvu qu'il soit fixé dans la province ; mais aucun règlement pour l'un de ces objets n'est valide ni mis à exécution, à moins qu'il n'ait été approuvé par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, et qu'une copie, certifiée sous le sceau de la compagnie, n'en ait été remise au secrétaire de la province et n'ait été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*. 7 Ed. VII, c. 48, s. 64 ; 9 Ed. VII, c. 60, ss. 4, 5.

Election des directeurs.

**6066.** Les actionnaires, réunis en assemblée générale, dans une localité située dans la province, élisent des directeurs aux époques, de la manière et pour tel terme, ne dépassant pas deux ans, que les lettres patentes ou, si elles ne contiennent aucune mention à ce sujet, les règlements de la compagnie prescrivent. 7 Ed. VII, c. 48, s. 65.

Mode et époque de l'élection.

**6067.** En l'absence d'autres dispositions à cet égard, dans les lettres patentes ou dans les règlements de la compagnie,—

a. L'élection des directeurs a lieu annuellement, et tous les directeurs alors en fonction se retirent ; mais ils peuvent être réélus s'ils ont, du reste, les qualités requises ;

b. Les élections des directeurs se font au scrutin ;

c. S'il survient des vacances dans le conseil de direction, les directeurs peuvent y pourvoir, en nommant aux places vacantes, pour le reste du terme, des actionnaires de la compagnie possédant les qualités requises ;

d. Les directeurs élisent, de temps à autre, parmi eux, un président, et, s'ils le jugent à propos, un vice-président de la compagnie ; ils peuvent aussi nommer tous autres officiers de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 66.

Frais et dépenses des directeurs.

**6068.** Tout directeur peut, avec le consentement de la compagnie donné en assemblée générale, être indemnisé et remboursé, par la compagnie, des frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée ou exercée contre lui, à raison d'actes, de choses ou faits accomplis ou permis par lui dans l'exercice et pour l'exécution de ses fonctions ; et aussi de tous autres frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion des affaires relevant de sa charge, excepté ceux résultant de sa faute volontaire. 7 Ed. VII, c. 48, s. 67.

Pouvoirs des directeurs.

**6069.** 1. Les directeurs de la compagnie peuvent en administrer les affaires et passer, au nom de la compagnie, toute espèce de contrat permis par la loi.



2. Ils peuvent faire, de temps à autre, des règlements, non contraires à la loi ou aux lettres patentes, pour régler les objets suivants : Pouvoir de faire des règlements.

a. La répartition des actions, les appels de versements, les versements, l'émission et l'enregistrement des certificats d'actions, la confiscation des actions à défaut de paiement, la disposition des actions confisquées et de leur produit, et le transfert des actions ;

b. La déclaration et le paiement des dividendes ;

c. Le nombre de directeurs, la durée de leur charge, le montant d'actions qu'ils doivent posséder pour être éligibles, et leur rétribution, s'ils doivent en recevoir une ;

d. La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution de tous agents, officiers et serviteurs de la compagnie, le cautionnement à fournir par eux à la compagnie, et leur rétribution ;

e. L'époque et le lieu, dans la province, des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et spéciales du bureau de direction et de la compagnie, le quorum, les conditions exigées des fondés de procuration et la manière de procéder à ces assemblées ;

f. L'imposition et le recouvrement des amendes et des confiscations susceptibles d'être déterminées par règlement ;

g. La conduite des affaires de la compagnie sous tous autres rapports.

3. Les directeurs peuvent, de temps à autre, révoquer, modifier ou remettre en vigueur ces règlements ; mais chaque règlement (excepté ceux relatifs aux matières énoncées dans le sous-paragraphe d du paragraphe 2 du présent article), et chaque révocation, modification ou remise en vigueur d'un règlement, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin, ne sont en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie ; et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils cessent, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur. 7 Ed. VII, c. 48, s. 68. Révocation, etc., des règlements.

## § 22.—De la responsabilité des directeurs et des officiers

**6070.** Si les directeurs déclarent et payent quelque dividende, après l'insolvabilité de la compagnie ou quelque dividende dont le paiement la rend insolvable ou diminue son capital, ou tout dividende à même le fonds de réserve, sans s'être au préalable conformés aux exigences de l'article 6059, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires individuellement et ses créanciers, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles contractées ensuite pendant qu'ils demeurent en fonction ; mais, dans ce cas, si Responsabilité des directeurs s'ils déclarent un dividende lorsque la compagnie est insolvable.

quelque directeur présent, lorsque le dividende est déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur absent alors, inscrit, dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il apprend la déclaration et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du bureau de direction, son opposition contre le dividende, et publie cette opposition, dans la huitaine suivante, dans au moins un journal de la localité où la compagnie a son siège principal, ou, s'il n'y a pas là de journal, dans la localité la plus voisine où il y en existe, il est par là, et non autrement, exonéré de toute responsabilité. 7 Ed. VII, c. 48, s. 69.

Défense de  
prêter aux  
actionnaires.

**6071.** La compagnie ne peut faire de prêt à aucun de ses actionnaires ; et si quelque prêt semblable se fait, tous directeurs et autres officiers de la compagnie qui l'ont effectué ou qui, de quelque manière que ce soit, y ont consenti, sont conjointement et solidairement responsables envers la compagnie de la somme prêtée et de l'intérêt,—et envers ses créanciers, de toutes dettes de la compagnie alors existantes, ou contractées depuis le prêt jusqu'au remboursement. 7 Ed. VII, c. 48, s. 70.

Responsabilité  
des directeurs  
à l'égard des  
salaires, etc.

**6072.** Les directeurs de la compagnie ne sont conjointement et solidairement responsables envers les commis, ouvriers, serviteurs et apprentis, que jusqu'à concurrence de six mois de salaire, pour services exécutés pour la compagnie pendant leur administration respective ; mais aucun directeur n'est passible d'une action en paiement d'une dette de cette nature, à moins que la compagnie n'ait été poursuivie à cette fin dans l'année du jour où la dette est devenue exigible ; ni à moins que le directeur ne soit poursuivi pour cette dette dans l'année du jour où il a cessé d'être directeur ; ni à moins qu'il n'ait été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée contre la compagnie en recouvrement de cette même dette n'a rien ou n'a pas suffisamment produit ; et ce qui reste dû après cette exécution est, avec les frais, le montant recouvrable des directeurs. 7 Ed. VII, c. 48, s. 71.

### § 23.—Des assemblées générales

Assemblées  
spéciales.

**6073.** Des actionnaires possédant le quart en valeur du capital souscrit de la compagnie peuvent, en tout temps, convoquer une assemblée générale spéciale pour délibérer sur toute affaire spécifiée dans l'avis qu'ils donnent à cet effet. 7 Ed. VII, c. 48, s. 72.

Assemblées  
générales.

Avis.

**6074.** En l'absence d'autres dispositions à cet égard, dans les lettres patentes ou les règlements de la compagnie,—  
a. il est donné avis des jour, heure et lieu de toute assemblée générale de la compagnie, au moins quatorze jours avant la

réunion, dans un des journaux de la localité où la compagnie a son bureau principal, ou, s'il n'y a pas là de journal, dans la localité la plus voisine où il en existe ;

b. aux assemblées générales de la compagnie, les actionnaires ont droit à un vote par chaque action qu'ils possèdent ; et ils peuvent voter en personne ou par fondés de pouvoirs, — tout porteur de procuration devant être lui-même actionnaire ; mais nul n'a droit de vote, soit en personne ou par fondé de pouvoirs, à aucune assemblée, s'il n'a payé tous les versements exigibles jusque là sur ses actions ; toutes les délibérations sont prises à la majorité des voix, y compris le vote du président—ce dernier ayant en outre voix prépondérante dans le cas d'égalité des voix. 7 Ed. VII, c. 48, s. 73.

#### § 24.—*Des livres de la compagnie*

**6075.** 1. La compagnie fait tenir par son secrétaire ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce soin, un livre ou des livres où sont enregistrés :

a. Une copie des lettres patentes constituant en corporation la compagnie, de toutes lettres patentes supplémentaires, et du mémoire préliminaire des conventions et de tous les règlements de la compagnie ;

b. Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires ;

c. L'adresse et l'occupation ou profession de chaque personne pendant qu'elle est actionnaire, autant qu'on peut les constater ;

d. Le nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;

e. Les versements acquittés et ce qui reste à payer sur les actions de chaque actionnaire ;

f. Les noms, adresses et professions de ceux qui sont ou qui ont été directeurs de la compagnie, avec les diverses dates auxquelles ils sont devenus ou ont cessé d'être directeurs.

2. La compagnie doit aussi avoir un livre portant le nom de "Registre des transferts" ; et dans ce livre sont inscrites les particularités de chaque transfert d'actions de son capital. 7 Ed. VII, c. 48, s. 74.

**6076.** Ces livres peuvent être consultés tous les jours, au bureau principal de la compagnie, les dimanches et jours de fête exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires et les créanciers de la compagnie, ainsi que par leurs représentants et par tout créancier ayant un jugement contre un actionnaire, et il est permis à l'actionnaire et au créancier ou à leurs représentants d'en faire des extraits. 7 Ed. VII, c. 48, s. 75.

Amende pour  
refus de faire  
une entrée,  
etc.

**6077.** Tout directeur, officier ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fait ou participe à une fausse entrée dans aucun tel livre, qui refuse ou néglige d'y faire toute entrée nécessaire, ou qui refuse de montrer tel livre, ou de permettre qu'il soit examiné et qu'il en soit fait des extraits, est passible d'une amende de cent piastres pour toute telle fausse entrée et pour tel refus ou telle négligence, ainsi que des dommages résultant de toutes pertes qu'une partie intéressée peut souffrir en conséquence. 7 Ed. VII, c. 48, s. 76.

Amende pour  
refus de tenir  
les livres.

**6078.** Toute compagnie qui néglige de tenir le livre ou les livres mentionnés ci-dessus est passible d'une amende de vingt piastres au plus pour chaque jour que continue cette omission ainsi que des dommages résultant de toutes pertes qu'une partie intéressée peut souffrir par suite de cette négligence. 7 Ed. VII, c. 48, s. 77.

Force pro-  
bante des  
livres.

**6079.** Ces livres font preuve *prima facie* des faits qui y sont énoncés, dans toute action, poursuite ou procédure, soit contre la compagnie ou contre un actionnaire. 7 Ed. VII, c. 48, s. 78.

#### § 25.—*De l'inspection*

Inspection  
des affaires  
de la compa-  
gnie.

**6080.** 1. Sur la requête d'actionnaires représentant au moins un quart en valeur du capital émis de la compagnie, un juge de la Cour supérieure du district dans lequel est situé le siège d'affaires de la compagnie, peut, s'il le trouve nécessaire, nommer un inspecteur compétent pour s'enquérir des affaires et de l'administration de la compagnie. La requête doit être appuyée de la preuve qu'exige le juge pour démontrer que les requérants ont de bonnes raisons pour demander une enquête et qu'ils ne sont mus en cela par aucun motif malicieux. L'inspecteur fait rapport au juge du résultat de son investigation. Les frais encourus sont, à la discrétion du juge, payés par la compagnie ou par les requérants, ou partie par la compagnie et partie par les requérants, suivant qu'il l'ordonne, et, s'il le juge à propos, il peut prescrire que les requérants fournissent caution pour couvrir les frais de l'enquête, et il peut établir les règles nécessaires et ordonner de quelle manière l'enquête doit être conduite, ou il peut, s'il le trouve nécessaire, interroger sur les faits en question les officiers ou directeurs de la compagnie sous la foi du serment.

Nomination  
d'un inspec-  
teur.

Pouvoirs de  
cet inspec-  
teur.

2. La compagnie peut, par résolution adoptée à l'assemblée annuelle ou à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, nommer un inspecteur qui est chargé d'examiner les affaires de la compagnie. Cet inspecteur a les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes devoirs qu'un inspecteur

nommé par le juge, mais, au lieu de faire son rapport au juge, il le fait de la manière et à la personne qu'indique la compagnie par la dite résolution.

3. Les officiers et agents de la compagnie sont tenus de produire, pour l'examen de l'inspecteur, tous livres et documents sous leur contrôle. Tout tel inspecteur peut interroger sous la foi du serment les officiers et agents de la compagnie sur les affaires de celle-ci et peut leur faire prêter serment. Si quelque officier ou agent refuse de produire quelque livre ou document que la présente section prescrit de produire, ou s'il refuse de répondre à quelque question concernant les affaires de la compagnie, il encourt une amende de vingt piastres au plus pour cette offense. 7 Ed. VII, c. 48, s. 79.

Devoirs des officiers.  
Amende pour refus de répondre.

**6081.** Les convocations, avis, ordres ou autres actes qui doivent être authentiqués par la compagnie, peuvent être signés par tout directeur, gérant ou autre officier autorisé, mais n'ont pas besoin d'être revêtus du sceau de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 80.

Attestation des documents.

**6082.** Les avis qui doivent être signifiés aux actionnaires par la compagnie le sont, soit personnellement, soit par la poste, dans des lettres recommandées adressées aux actionnaires à leurs résidences indiquées sur les registres de la compagnie. 7 Ed. VII, c. 48, s. 81.

Signification des avis.

**6083.** La signification d'un avis ou autre document que la compagnie adresse par la poste à un actionnaire est censée avoir été faite au temps où, suivant le cours ordinaire du service de la poste, doit avoir lieu la remise de la lettre recommandée qui le contient ; et, pour prouver le fait et la date de la signification, il suffit d'établir que la lettre a été recommandée, correctement adressée et qu'elle a été déposée au bureau de poste, quand elle a été déposée, et quel temps était nécessaire pour sa remise, suivant le cours ordinaire du service de la poste. 7 Ed. VII, c. 48, s. 82.

Avis transmis par la poste.  
Preuve de la signification.

**6084.** Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtue de son sceau et portant la signature d'un de ses officiers, est admise, contre tout actionnaire de la compagnie, comme preuve *prima facie* du règlement dans toutes les cours de la province. 7 Ed. VII, c. 48, s. 83.

Preuve des règlements.

**6085.** Des actions de toutes espèces peuvent être intentées ou continuées entre la compagnie et ses actionnaires. 7 Ed. VII, c. 48, s. 84.

Poursuites.

**6086.** Dans aucune action ou autre procédure en justice, il n'est nécessaire d'énoncer le mode de constitution de la compagnie en corporation autrement que par la mention de

Preuve de la constitution

de la compa- la compagnie sous son nom de corporation, telle que consti-  
gnie. tuée par lettres patentes, ou par lettres patentes et lettres  
patentes supplémentaires, selon le cas, en vertu de la présente  
section, et l'avis de l'émission de ces lettres patentes ou de lettres  
patentes supplémentaires, qui a été inséré dans la *Gazette  
officielle de Québec*, fait preuve *prima facie* de ce qu'il contient ;  
et, lors de la production des lettres patentes ou des lettres  
patentes supplémentaires, ou de toute ampliation ou expédi-  
tion de ces lettres patentes, le dit avis est présumé avoir été  
donné ; et, sauf le seul cas de procédures formées par *scire  
facias* ou autrement, demandant la rescision ou l'annulation  
de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, ces  
lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou toute  
ampliation ou expédition de ces lettres patentes, font preuve  
concluante des faits et choses qu'elles renferment. 7 Ed. VII,  
c. 48, s. 85.

Preuve par 6087. La preuve de tout fait qu'il est nécessaires d'établir  
serment. en vertu de la présente section peut se faire par serment. 7  
Ed. VII, c. 48, s. 86.

Rapport 6088. Les directeurs de toute compagnie soumettent aux  
annuel des actionnaires, chaque année, un état complet de ses affaires et  
directeurs. de sa situation financière, à ou avant chaque assemblée géné-  
rale de la compagnie convoquée pour l'élection de ses direc-  
teurs. 7 Ed. VII, c. 48, s. 87.

Etat qui doit 6089. La compagnie doit adresser au secrétaire de la  
être envoyé province, dès qu'une demande par écrit lui en est faite, un  
au secrétaire rapport contenant les détails qui suivent :  
de la pro-  
vince.

1. Le montant du capital de la compagnie et le nombre  
des actions en lesquelles il se divise ;
2. Le nombre des actions prises depuis l'origine de la com-  
pagnie jusqu'à la date du rapport ;
3. Les appels de versements sur les actions ;
4. Le montant des versements effectués ;
5. Le montant des versements en souffrance ;
6. Le montant des actions confisquées ;
7. Les noms, adresses et occupations des personnes qui ont  
cessé d'être actionnaires au cours des douze mois précédents,  
et le nombre d'actions que chacune d'elles possédait.

Amendes. Si une compagnie, pendant l'espace d'un mois, néglige ou  
refuse de se conformer à la dite demande, elle encourt une  
amende de vingt piastres au plus pour chaque jour qu'elle  
continue d'être ainsi en défaut ; et tout directeur ou gérant  
de la compagnie qui autorise ou permet sciemment et délibé-  
rément ce défaut encourt la même amende. 7 Ed. VII, c. 48,  
s. 88.

§ 26.—*Dispositions transitoires*

**6090.** La loi corporative des compagnies à fonds social ne s'applique pas aux compagnies à fonds social constituées par lettres patentes après le 1er juillet 1907, mais la dite loi continue à régir toute compagnie à fonds social qu'elle régissait avant cette date jusqu'à ce que telle compagnie ait été ou soit déclarée, par loi de la Législature, ou par lettres patentes, sujette aux dispositions de la présente section. 7 Ed. VII, c. 48, s. 89.

Dispositions  
applicables à  
certaines  
compagnies.

## FORMULES

## A.—(Article 6008)

*Requête pour constitution en corporation*

A Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

La requête de  
représente respectueusement :—

Les requérants soussignés désirent obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, constituant en corporation vos requérants et les autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie à être créée sous le nom de  
ou sous tout autre nom qui peut vous paraître convenable ;

Les soussignés ont constaté et se sont assurés que le nom corporatif proposé sous lequel on demande de constituer la compagnie en corporation n'est pas le nom corporatif d'aucune compagnie connue, constituée ou non constituée en corporation, ni un nom tel qu'on le puisse confondre avec quelque autre dénomination sociale, ni être autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public ;

Vos requérants ont vingt et un ans révolus ;

Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée par les requérants sont les suivants :

Le siège d'affaires de la compagnie projetée sera à  
, dans le district de ;

Le montant du capital social de la compagnie sera de  
piastres ;

Le dit capital social sera divisé en  
actions de piastres chacune.

Ci-suivent les noms au long, l'adresse et l'occupation des requérants, avec le montant de capital souscrit par chaque requérant respectivement.

Pétitionnaires	Montant du capital souscrit

Les dits  
seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

Un livre d'actions a été ouvert et un mémoire des conventions par les requérants, scellé conformément à la loi, a été fait en double—l'un des doubles étant transmis avec la présente requête.

Les soussignés demandent en conséquence qu'il soit accordé une charte les constituant, ainsi que les autres personnes qui pourront devenir subséquemment actionnaires de la compagnie, en corporation et corps politique pour les objets ci-dessus mentionnés.

(*Signatures des témoins*)

(*Signatures des requérants*)


Daté à , ce jour de , 19 .

7 Ed. VII, c. 48, formule A ; 9 Ed. VII, c. 60, s. 4.

NOTE.—S'il a été fait des versements sur les actions, ou si quelque propriété doit être acceptée à compte d'actions, il doit en être fait mention.



B.—(*Article 6008*)*Mémoire des conventions et livre d'actions*

(Doit être fait en double ; l'un des doubles est transmis avec la requête)

## La compagnie

Nous soussignés, par le présent convenons et nous engageons séparément, l'un envers l'autre, à être constitués en corporation, en vertu de la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Compagnie" ou sous tout autre nom que le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pourra donner à la compagnie, avec un capital de piastres, divisées en actions de piastres chacune.

Et par les présentes nous souscrivons et convenons de prendre séparément et non solidairement les montants respectifs du capital social de la compagnie mis en regard de nos noms respectifs, comme ci-dessous, et convenons de devenir actionnaires de la compagnie pour les dits montants.

En foi de quoi nous avons signé.

Nom du souscripteur	Montant souscrit	Date et lieu de la souscription		Résidence du souscripteur	Nom du témoin
		Date	Lieu		

C.—(*Article 6011*)*Avis des lettres patentes*

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du                    jour de                   , constituant en corporation (*mentionner ici les noms, l'adresse et l'occupation de chaque associé nommé dans les lettres patentes*), dans le but de (*énoncer ici l'entreprise de la compagnie, telle que déignée dans les lettres patentes*) sous le nom de (*mentionner ici le nom de la compagnie comme aux lettres patentes*), avec un capital total de                    piastres, divisé en                    actions de                    piastres.

La principale place d'affaires de la corporation sera à (*nom de la cité, etc.*)

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce  
jour de                   , 19                   .

A. B.,

*Secrétaire de la province.*

7 Ed. VII, c. 48, formule C; 8 Ed. VII, c. 65, s. 1; 9 Ed. VII, c. 60, s. 5.

D.—(*Article 6028*)*Avis des lettres patentes supplémentaires accordant des pouvoirs additionnels*

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du                    jour d                    accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie                   , à (*indiquer ici les nouveaux objets mentionnés dans les lettres patentes supplémentaires*).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce  
jour de                   , 19                   .

A. B.,

*Secrétaire de la province.*

7 Ed. VII, c. 48, formule D.

## E.—(Article 6046)

*Avis des lettres patentes supplémentaires modifiant le capital*

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du \_\_\_\_\_ jour d \_\_\_\_\_ augmentant (ou réduisant, selon le cas) le capital de (mentionner ici le nom de la compagnie), de \_\_\_\_\_ piastres à \_\_\_\_\_ piastres.

Daté du \_\_\_\_\_ bureau du secrétaire de la province, ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_.

A. B.,

*Secrétaire de la province.*

7 Ed. VII, c. 48, formule E.

## SECTION III

## DE LA DÉCLARATION QUE DOIVENT FAIRE LES COMPAGNIES LÉGALEMENT CONSTITUÉES

**6091.** 1. Toute compagnie constituée en corporation, faisant quelque entreprise, commerce ou affaires dans cette province, excepté les banques, doit faire et déposer au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, dans chaque district, ou au bureau du registraire de chaque division d'enregistrement où elle exerce ou se propose d'exercer ses opérations ou affaires, une déclaration par écrit, à l'effet ci-après prescrit, faite et signée par le président, lorsque son principal bureau ou sa place d'affaires est dans cette province, ou par le gérant principal ou agent en chef dans la province, si elle n'y a que des succursales ou des agences.

2. Cette déclaration doit mentionner le nom de la compagnie; où et comment elle a été constituée; la date de sa constitution en corporation, et où est située sa principale place d'affaires, dans la province.

3. La déclaration est faite suivant la formule ou à l'effet de la formule A, et est produite par le président ou le gérant principal ou l'agent en chef de la compagnie, suivant le cas, dans les soixante jours qui suivent le commencement de ses opérations et affaires.

4. Chaque fois qu'il y a quelque changement dans le nom de la compagnie, ou dans sa principale place d'affaires dans la province, une déclaration doit en être faite de la même manière, dans les soixante jours qui suivent ce changement.

S. R. Q., 4754.

Enregistre-  
ment de la  
déclaration.

**6092.** Le protonotaire et le régistrateur entrent chaque déclaration dans le livre tenu par eux respectivement pour l'enregistrement des déclarations de sociétés. S. R. Q., 4755.

Honoraire  
pour enregis-  
trement.

**6093.** Le protonotaire et le régistrateur ont droit à l'honoraire d'une piastre, pour l'entrée de toute déclaration faite en vertu de la présente section. S. R. Q., 4756.

Défaut de  
faire et pro-  
duire cette  
déclaration.

**6094.** Le défaut de faire et de produire les déclarations ordonnées par l'article 6091, rend chacune des compagnies ci-dessus mentionnées, passible d'une amende de deux cents piastres, et le président, le gérant principal ou l'agent en chef, suivant le cas, d'une amende de cent piastres. S. R. Q., 4757 ; 9 Ed. VII, c. 61, s. 1.

Proviso.

**6095.** Si la déclaration est produite après les soixante jours, et avant le commencement d'une poursuite pour contravention à la présente section, la compagnie faisant et produisant cette déclaration, son président et son gérant principal ou agent en chef, selon le cas, ne sont plus censés avoir été en défaut. S. R. Q., 4758.

Recouvre-  
ment des  
amendes.

**6096.** Les amendes, imposées par la présente section, sont recouvrables devant tout tribunal de juridiction civile, jusqu'à concurrence du montant d'icelles, par toute personne qui en poursuit le recouvrement en son nom, ou par le procureur général au nom de Sa Majesté. S. R. Q., 4759.

Personnes  
auxquelles  
appartien-  
nent les  
amendes.

**6097.** La moitié des amendes ainsi recouvrées, appartient à la partie qui a intenté la poursuite, et l'autre moitié à la couronne, et forme partie du fonds consolidé du revenu de la province, à moins que la poursuite n'ait été intentée par la couronne, auquel cas le montant total de l'amende lui appartient, pour les fins susdites. S. R. Q., 4760.

---

## FORMULE

A.—(*Article 6091*)*Déclaration*

Province de Québec, }  
 District de . }

LA COMPAGNIE (*nom*)

La compagnie (*nom*) a été constituée en corporation dans (*nom du pays ou de la province, etc.*) par lettres patentes (*ou selon le cas*) accordées (*ou enregistrées, suivant le cas*) le (*date*).

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est à (*nom de la ville, etc.*)

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, (*adresse, nom et profession,*) le président, (*principal gérant ou agent en chef, suivant le cas*) de la dite compagnie à (*nom de la place*), le (*date*).

S. R. Q., 4760, formule A.

## SECTION IV

## DES CORPORATIONS COMMERCIALES ET DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES

**6098.** Les corporations étrangères, au sens de la présente section, comprennent toutes les corporations commerciales et les compagnies à fonds social non constituées par ou en vertu d'une loi de la Législature de cette province, du Parlement du Canada, de la Législature de l'ancienne province du Bas-Canada ou de celle de l'ancienne province du Canada, excepté :

a. Les sociétés de prêts et de placements autorisés en vertu des dispositions de la section deuxième du chapitre quatrième du titre onzième des présents Statuts refondus, (articles 7158-7164) ;

b. Les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, lesquelles sont régies par la section vingt-deuxième du présent chapitre, (articles 6832-7069) ;

c. Les corporations et compagnies constituées par ou en vertu d'une loi d'une Législature d'une autre province du Canada, dans laquelle les corporations et compagnies consti-

“Corpora-  
 tion étran-  
 gère”, défi-  
 nie.

tuées par ou en vertu des lois de la province de Québec sont autorisées à faire affaires sans être obligées de prendre des permis à cet effet. 4 Ed. VII, c. 34, s. 1; 9 Ed. VII, c. 62, s. 1.

Permis requis  
pour faire  
affaires.

Aucune Cie,  
etc., ne peut  
faire affaires  
sans avoir un  
permis.

**6099.** Aucune corporation étrangère ne peut faire affaires dans la province, à moins qu'elle n'ait obtenu un permis en vertu de la présente section, et que ce permis ne soit en vigueur.

Aucune compagnie, société, courtier, agent ou autre personne, comme représentant ou agent d'une corporation étrangère, ou agissant en quelque qualité autre que celle de voyageur de commerce prenant des commandes pour cette corporation étrangère, ne peut faire affaires dans la province pour une corporation étrangère à moins qu'elle n'ait reçu ce permis, et qu'il ne soit en vigueur. 4 Ed. VII, c. 34, s. 2.

Procédures  
pour obtenir  
le permis.

**6100.** Ce permis est accordé par le lieutenant-gouverneur sur requête de la corporation étrangère, pourvu que celle-ci,—

a. Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte, de ses articles d'association ou d'un autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original;

b. Etablisse qu'elle est constituée de manière à remplir les obligations qu'elle peut contracter;

c. Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la corporation;

d. Paye les honoraires qui peuvent être fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de cette autorisation;

e. Etablisse que son nom n'est pas celui d'aucune autre compagnie connue, qu'il ne peut être confondu par quelque autre dénomination sociale et qu'il n'est pas autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public.

Permis re-  
fusé, etc., en  
certains cas.

Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, refuser d'accorder ou de continuer un permis à une compagnie dont le nom ne rencontre pas les exigences du présent paragraphe, à moins que ce nom ne soit changé ou modifié à la satisfaction du secrétaire de la province.

Effet du  
changement  
de nom.

Ce changement de nom ou cette modification dans le nom n'affecte aucunement l'existence corporative de la compagnie ni ses droits et obligations. 4 Ed. VII, c. 34, s. 3; 9 Ed. VII, c. 62, s. 2.

Publication  
de l'avis de  
l'autorisa-  
tion.

**6101.** Avis que cette autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la corporation étrangère peut se livrer à des opérations. 4 Ed. VII, c. 34, s. 4.

**6102.** Chaque fois qu'une corporation étrangère change son agent principal ou le lieu de son principal bureau d'affaires, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Ed. VII, c. 34, s. 5.

Changement de l'agent principal, etc.

**6103.** Si une corporation étrangère autorisée en vertu de la présente section change son nom, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Changement de nom d'une Cie étrangère.

Un nouveau permis peut alors être accordé par le lieutenant-gouverneur, et avis en doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Ed. VII, c. 34, s. 5a ; 8 Ed. VII, c. 66, s. 1.

Nouveau permis dans ce cas. Avis.

**6104.** Toute corporation étrangère, qui est munie d'un permis en vertu de la présente section peut, sujet aux restrictions et conditions de ce permis et des lois de la province, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, acquérir, posséder, hypothéquer et aliéner des biens immobiliers dans cette province, ou en disposer autrement, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province, avec pouvoir de faire les affaires et d'exercer les pouvoirs que comporte ce permis. 4 Ed. VII, c. 34, s. 6.

Pouvoirs en vertu du permis.

**6105.** Si une corporation étrangère qui est munie d'un permis en vertu de la présente section omet d'observer les restrictions et conditions de ce permis, ou les règlements concernant la nomination et le maintien d'un représentant dans la province, ou de s'y conformer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre ou révoquer ce permis, en totalité ou en partie, et il peut lever cette suspension ou annuler cette révocation et remettre le permis en vigueur.

Suspension et révocation du permis.

Avis de telle suspension, révocation, levée de suspension ou remise en vigueur doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Ed. VII, c. 34, s. 7.

Avis dans ce cas.

**6106.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, faire, amender et abroger des règlements concernant les matières suivantes :

Pouvoir du lt. gouv. en cons. de faire, etc., des règlements.

a. Les formules des permis, les procurations, les demandes, les avis, les états et autres documents concernant les demandes et autres procédures en vertu de la présente section ;

b. Les honoraires à percevoir pour l'octroi des permis et la publication des avis, en vertu de la présente section ;

c. En général tout ce qui peut être nécessaire pour la mise à exécution de la présente section. 4 Ed. VII, c. 34, s. 8.

**Pénalité pour infraction à cette section.** **6107.** Toute personne faisant affaires pour une corporation étrangère qui ne s'est pas conformée aux exigences de la présente section, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 4 Ed. VII, c. 34, s. 9.

**Prescription des actions. Lois applicables.** **6108.** Les poursuites en vertu de la présente section doivent être intentées dans les six mois à compter de la date de l'offense, et sont régies par les dispositions de la partie xv du Code criminel. 4 Ed. VII, c. 34, s. 10.

**Etat soumis à la Législature.** **6109.** Un état indiquant les permis accordés en vertu de la présente section dans le cours de l'année financière précédente, et le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis, ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis, doit être déposé devant la Législature à chacune de ses sessions. 4 Ed. VII, c. 34, s. 11.

**Interprétation.** **6110.** Rien dans la présente section ne soustrait les corporations étrangères à l'application des articles 6091 à 6097. 4 Ed. VII, c. 34, s. 14.

#### SECTION V

##### DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

#### § 1.—*Du pouvoir de certaines compagnies de diviser leur fonds social et d'acquérir des immeubles*

**Division du fonds social.** **6111.** Il est permis aux directeurs de toute compagnie, dont le capital est divisé en actions formant un multiple de cent, de faire un règlement qui déclare que le fonds social de telle compagnie sera divisé en actions de cent piastres chacune, et, à dater de la passation de ce règlement, ce fonds social est divisé en actions de cent piastres chacune. S. R. Q., 4761.

**Pouvoirs de certaines compagnies d'acquérir propriétés.** **6112.** Toute compagnie constituée en corporation et existant dans la Grande-Bretagne, comprenant les îles de la Manche et l'île de Man, dans les Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'en Canada, a le droit d'acquérir et de posséder des terres et immeubles en cette province, pour les occuper elle-même ou y poursuivre ses affaires seulement, nonobstant toute loi à ce contraire. S. R. Q., 4762 ; 62 V., c. 42, s. 1.



**6113.** Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part de la compagnie ou des actionnaires individuellement, ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur, exprimé en conseil, plus de dix acres de terre ; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par license émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle compagnie à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos. S. R. Q., 4763.

§ 2.—*Du pouvoir de certaines compagnies d'augmenter leur capital-actions*

**6114.** Les directeurs de toute compagnie constituée par une loi spéciale peuvent, s'ils le jugent à propos, en tout temps après que la totalité du capital-actions de la compagnie a été répartie et versée, mais pas avant, passer un règlement pour augmenter le capital de cette compagnie, à un montant qu'ils jugent nécessaire pour atteindre convenablement les fins de la compagnie.

Ce règlement doit déclarer le nombre des actions du nouveau capital-actions et peut prescrire la manière dont il doit être réparti, et, à défaut de ce faire, le contrôle de cette répartition est censé appartenir absolument aux directeurs. S. R. Q., 4767.

**6115.** Nul règlement pour augmenter le capital-actions de la compagnie, n'a de force et d'effet avant d'avoir été sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers, en valeur, des actionnaires, à une assemblée générale de la compagnie, dûment convoquée pour prendre ce règlement en considération, et d'avoir été confirmé ensuite par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 4768.

**6116. 1.** En tout temps, n'excédant pas six mois après la sanction de ce règlement, les directeurs peuvent demander, par requête, au lieutenant-gouverneur de le confirmer.

**2.** Avec cette requête, les directeurs doivent produire le règlement, et établir, à la satisfaction du procureur général, afin qu'il puisse en faire rapport, la passation et la sanction de ce règlement et le caractère *bona fide* de l'augmentation du capital décrétée par icelui.

**3.** A cette fin, le procureur général, ou son assistant, peut recevoir par écrit, sous serment ou affirmation, et conserver dans ses registres, toute preuve requise, et administrer tout serment ou affirmation nécessaire. S. R. Q., 4769.

Confirmation  
du règlement  
par lieute-  
nant-gouv.  
en cons.

**6117.** Sur preuve, ainsi faite, le lieutenant-gouverneur en conseil peut confirmer ce règlement, et avis à cet effet est immédiatement donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec* ; et à dater de la publication de cet avis, le capital-actions de la compagnie est augmenté du montant et de la manière, et sujet aux conditions énoncées dans ce règlement ; tout le capital-actions, ainsi augmenté, devient sujet aux dispositions de la loi qui constitue la compagnie en corporation de la même manière, autant que possible, que si chaque partie de ce capital avait formé partie du capital originairement souscrit. S. R. Q., 4770.

Honoraire  
pour confir-  
mation.

**6118.** Il est payé, pour la confirmation de ce règlement, le même honoraire que celui payable sur les lettres patentes supplémentaires, accordées et émises en vertu de la loi des compagnies de Québec. S. R. Q., 4771.

§ 3.—*Du pouvoir de certaines corporations d'utiliser plus efficacement les biens-fonds qu'elles possèdent*

Pouvoirs de  
certaines cor-  
porations.

**6119.** Toutes les corporations dans cette province, qui ne peuvent acquérir des biens-fonds que pour un montant limité, en vertu de leur charte ou de la loi, ont droit, chaque fois qu'elles aliènent quelques-uns de leurs biens-fonds, d'en appliquer le prix sur d'autres biens-fonds, ainsi que de percevoir les revenus en provenant et de les employer pour les fins de leur création. S. R. Q., 4772.

#### SECTION VI

##### DE LA LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL

#### § 1.—*Du mode de liquidation*

Liquidation  
volontaire de  
certaines  
compagnies à  
fonds social.

**6120.** Toutes les affaires des compagnies à fonds social, constituées par lettres patentes ou par charte spéciale, peuvent être liquidées volontairement, quand les directeurs jugent à propos de dissoudre leur compagnie. S. R. Q., 4773.

Assemblée  
générale au  
sujet de la  
dissolution.

**6121.** Les directeurs convoquent alors une assemblée générale des actionnaires, mentionnant, dans l'avis, que la dissolution de la compagnie sera proposée à cette assemblée. S. R. Q., 4774.

Résolution  
des directeurs  
y est soumise.

**6122.** La résolution des directeurs, déclarant qu'il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement, est soumise à l'assemblée générale des actionnaires et si, à cette assemblée, il est passé une résolution, par une majorité ne représentant pas moins des

deux tiers du capital, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, et que la compagnie sera dissoute, la compagnie n'existe et ne fait ensuite d'opérations que dans le but seulement de liquider ses affaires. S. R. Q., 4775.

**6123.** L'état et les pouvoirs corporatifs de la compagnie <sup>Pouvoirs continuent jusqu'à ce que ses affaires soient liquidées.</sup> S. R. Q., 4776. <sup>corp. continués.</sup>

## § 2.—Des liquidateurs

**6124.** A l'assemblée générale, un ou des liquidateurs <sup>Nomination de liquidateurs.</sup> sont nommés dans le but de liquider les affaires de la compagnie, et de distribuer son actif ; et, sur ce, le bureau des directeurs cesse d'exister. S. R. Q., 4777.

**6125.** Dans le cas où une vacance survient dans la charge <sup>Vacance dans la charge des liquidateurs.</sup> de liquidateur, par décès, démission ou autrement, la compagnie peut, à une assemblée générale, remplir cette vacance ; cette assemblée générale peut être convoquée par le ou les liquidateurs, ou par tout actionnaire.

La compagnie peut aussi, à une assemblée générale convoquée par trois actionnaires, sur un avis mentionnant que la <sup>Leur démission.</sup> démission des liquidateurs ou de quelqu'un d'eux sera proposée, démettre ce ou ces liquidateurs, et en nommer d'autres à leurs places. S. R. Q., 4778.

**6126.** A défaut des actionnaires de nommer ou de rem- <sup>Nomination de liquidateurs par la Cour supérieure.</sup> placer un ou des liquidateurs, tout juge de la Cour supérieure, dans le district où la compagnie a son bureau principal ou sa principale place d'affaires, peut, après un défaut de quinze jours, sur la demande d'un actionnaire, nommer un ou plusieurs liquidateurs.

Le juge peut aussi, pour des raisons suffisantes, démettre <sup>Leur démission par le juge.</sup> tout liquidateur ; et il peut, après un défaut de quinze jours, de la part des actionnaires de le faire, en nommer un autre. S. R. Q., 4779.

**6127.** Avis de la résolution passée par les actionnaires, <sup>Enregistrement de l'avis de la résolution pour liquidation.</sup> pour la liquidation et la dissolution de la compagnie, doit être enregistré, sans délai, dans le bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et dans le bureau du registra- <sup>tion pour liquidation.</sup> teur de la division d'enregistrement, dans lesquels la compagnie a son bureau principal ou sa principale place d'affaires.

Avis de cette résolution est aussi donné au secrétaire de la <sup>Avis donné au sec. de la province.</sup> province, et est publié par lui dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 4780.

Devoirs des liquidateurs et leurs pouvoirs généraux.

**6128.** Le ou les liquidateurs prennent, sous leur garde et sous leur contrôle, tout l'actif de la compagnie, et ont, eu égard toutefois aux restrictions qui peuvent être déterminées par la résolution des actionnaires pour la dissolution de la compagnie, le pouvoir :

1. D'intenter toute action, y défendre ou adopter toute autre procédure judiciaire, au nom et de la part de la compagnie ;

2. De transiger les affaires de la compagnie, en autant qu'il est nécessaire pour leur liquidation avantageuse, et percevoir toutes les sommes d'argent qui lui sont dues ;

3. De vendre les propriétés mobilières et immobilières de la compagnie, par encan public, ou vente privée, en bloc ou en détail, pourvu qu'à une assemblée générale des actionnaires, la majorité ait donné son consentement à une telle vente en bloc ;

4. D'exécuter, au nom et de la part de la compagnie, les contrats, quittances, reçus et autres documents ;

5. De tirer, accepter, faire ou endosser des lettres de change ou billets au nom et de la part de la compagnie, et prélever, sur la garantie de l'actif de cette dernière, de temps à autre, toutes sommes d'argent requises ;

6. De faire et mettre à exécution tous les autres actes et toutes les procédures nécessaires pour liquider les affaires de la compagnie et pour la distribution de son actif, avec pouvoir de transiger, à leur discrétion, sur toutes réclamations et tous droits de la compagnie. S. R. Q., 4781.

S'il est nommé plusieurs liquidateurs.

**6129.** Lorsqu'il est nommé plusieurs liquidateurs, leurs pouvoirs peuvent être exercés par la majorité d'entre eux. S. R. Q., 4782.

Paiement des dettes, etc.

**6130.** Le ou les liquidateurs payent d'abord les dettes de la compagnie, ainsi que les frais et dépenses de la liquidation, et distribuent ensuite la balance provenant de l'actif entre les actionnaires, suivant leurs droits et intérêts dans la compagnie. S. R. Q., 4783.

Perception des sommes dues.

**6131.** Ils recouvrent et perçoivent, s'ils le jugent nécessaire, les versements non payés, en entier ou en partie, suivant que le cas l'exige, des actionnaires en défaut ; mais, dans le cas où ces versements dus ne sont pas perçus en entier ou en partie, les actionnaires en défaut, ne prennent part dans la distribution, que lorsque ceux qui ont payé plus ont été colloqués pour le surplus ainsi payé par eux. S. R. Q., 4784.

Rémunération des liquidateurs.

**6132.** Les actionnaires fixent la rémunération du ou des liquidateurs ; et, s'ils doivent donner des garanties pour leur

administration, ils spécifient quand un cautionnement doit être donné, et quel en doit être le montant. S. R. Q., 4785.

**6133.** Dans le cas où la liquidation dure plus d'une année, le ou les liquidateurs convoquent une assemblée générale des actionnaires, à la fin de la première année, et, à la fin de chaque année suivante, ou aussitôt que convenable, après l'expiration de chaque année,—ils déposent devant l'assemblée un état de leurs agissements, et indiquent de quelle manière les opérations pour la liquidation ont été conduites pendant l'année précédente. S. R. Q., 4786.

**6134.** Aussitôt que les affaires de la compagnie ont été entièrement liquidées, le ou les liquidateurs font un état démontrant le montant d'argent en mains quand la compagnie a été mise en liquidation, les biens de la compagnie dont on a disposé, les sommes réalisées, les sommes payées et en général la manière dont cette liquidation a été conduite, et l'attestent devant un juge de paix ; sur ce, ils convoquent une assemblée générale de la compagnie afin de soumettre cet état aux actionnaires et le faire approuver. S. R. Q., 4787.

**6135.** Le ou les liquidateurs font un rapport au secrétaire de la province de la tenue de telle assemblée, de l'approbation par cette assemblée, et de l'état démontrant la manière dont la liquidation a été conduite.

Le secrétaire de la province fait enregistrer ce rapport dans les registres de la province, et, immédiatement après cet enregistrement, la compagnie est dissoute. S. R. Q., 4788.

### § 3.—Des procédures après la dissolution de la compagnie

**6136.** Le secrétaire de la province fait publier, sans délai, un avis de la dissolution de la compagnie dans la *Gazette officielle de Québec* ; et le ou les liquidateurs font aussi enregistrer, sans délai, un avis de la dissolution au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement dans lesquels la compagnie avait son bureau principal ou sa principale place d'affaires. S. R. Q., 4789.

**6137.** Dans les trente jours qui suivent la dissolution de la compagnie, le ou les liquidateurs doivent déposer, entre les mains du trésorier de la province, le montant des dettes et dividendes qui ne sont pas alors réclamés et payés, avec un état d'iceux attesté devant un juge de paix ; les deniers ainsi déposés sont considérés comme un dépôt sous l'empire de la section vingt-quatrième du chapitre cinquième du titre quatrième.

me des présents Statuts refondus, (articles 1480-1493), concernant les dépôts judiciaires et autres; et lorsqu'il sont réclamés, ils sont payés aux personnes qui y ont droit. S. R. Q., 4790.

Dépôt des livres, comptes, etc.

**6138.** Dans la même période de trente jours, le ou les liquidateurs déposent au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel la compagnie avait son bureau principal ou sa principale place d'affaires, les livres, comptes et documents de la compagnie, et aussi l'état sous serment soumis aux actionnaires et approuvé par eux, démontrant la manière dont la liquidation a été conduite, et un double de l'état sous serment des deniers déposés entre les mains du trésorier de la province. S. R. Q., 4791.

Négligence de faire ces dépôts.

**6139.** Si le ou les liquidateurs négligent de déposer les deniers entre les mains du trésorier de la province, ou de déposer les livres, comptes et documents, ainsi que prévu dans les articles 6137 et 6138, ils deviennent individuellement passibles d'une amende n'excédant pas dix piastres pour chaque jour de défaut. S. R. Q., 4792.

Rédiction des comptes.

**6140.** Le ou les liquidateurs sont tenus de rendre leurs comptes et de rembourser les sommes d'argent pour lesquelles ils sont responsables, sous les mêmes obligations et pénalités qu'un curateur aux biens d'une corporation dissoute en vertu du Code civil. S. R. Q., 4793.

#### SECTION VII

#### DES COMPAGNIES POUR LE GAZ ET L'EAU

#### § 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

Interprétation du mot "compagnie."

**6141.** Le mot "compagnie", toutes les fois qu'il se rencontre dans la présente section, doit s'interpréter de manière à s'entendre d'une compagnie à fonds social constituée au moyen de l'enregistrement en vertu d'icelle. S. R. Q., 4794.

Défense d'enfreindre privilèges des autres compagnies.

**6142.** Rien de contenu dans la présente section n'autorise une compagnie établie sous son empire, à enfreindre quel qu'un des privilèges exclusifs qui pourraient avoir été accordés à une autre compagnie. S. R. Q., 4795.

Interprétation du mot "gérants," dans cer-

**6143.** Dans toute procédure, adoptée en vertu de la loi de la Législature du Canada, 16 Victoria, chapitre 173, pour pourvoir à la formation de compagnies à fonds social, pour approvisionner d'eau et de gaz les cités, les villes

et les villages, ou à l'égard de quelque compagnie constituée taines procé- sous son empire, le mot "gérants", partout où il se rencontre, dures. est censé signifier les directeurs. S. R. Q., 4796.

**6144.** Tout avis, dont la présente section exige la publi- Publication cation dans un papier-nouvelles publié au lieu où la compa- de l'avis. gnie transige ses affaires, peut, quand il n'est pas publié de papier-nouvelles dans la localité, être donné par l'affichage de cet avis, rédigé en langue française et en langue anglaise, à la porte de l'église ou d'une des églises ou autres lieux consacrés au culte public, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la municipalité, et par la lecture publique d'icelui, et tout rapport, dont l'insertion dans un papier-nouvelles publié dans la localité est exigé d'une compagnie, peut, à défaut de tel papier-nouvelles, être publié dans tout autre papier-nouvelles du comté ou district adjacent, le tout en observant les délais ci-après fixés. S. R. Q., 4797.

## § 2.—De la formation de la compagnie

**6145.** Cinq personnes ou plus, qui désirent former une Déclaration compagnie pour approvisionner de gaz ou d'eau ou des deux, par une com- quelque cité, ville ou village constitué en corporation, paroisse, pagnie pour canton ou autre municipalité, peuvent le faire en faisant et l'eau. signer un état ou une déclaration, par écrit, contenant :

1. Le nom collectif de la compagnie ;
2. L'objet pour lequel elle est formée ;
3. Le montant du capital de la compagnie divisé en actions de vingt piastres chacune.

Ce capital, dans le cas d'une compagnie de gaz et d'eau dans une cité, ne doit pas excéder trois cent mille piastres, si le gaz ou l'eau seulement doit être fourni, et six cent mille piastres, si le gaz et l'eau doivent l'être.

Dans le cas d'une autre municipalité, ce capital ne doit pas excéder deux cent mille piastres, si le gaz ou l'eau seulement doit être fourni, et quatre cent mille piastres si le gaz et l'eau doivent l'être.

Les deniers ainsi prélevés sont affectés à la construction, à l'achèvement, à l'acquisition et à l'entretien des usines à gaz, ou à eau, ou à gaz et à eau, et à nul autre objet ;

4. Le nombre d'actions dont doit se composer le capital ;
5. Le nombre et les noms des directeurs qui doivent administrer les affaires de la compagnie la première année ;
6. Le nom de la municipalité où la compagnie a l'intention de conduire ses opérations ;
7. La durée de l'existence de la compagnie, qui ne doit pas excéder cinquante années. S. R. Q., 4798.

Attestation  
de cette dé-  
claration.

**6146.** Les personnes qui font l'état ou la déclaration, doivent la reconnaître en double devant le maire ou le principal magistrat de la cité, de la ville, du village, de la paroisse, du canton ou de la municipalité, qui la reçoit et en octroie un certificat. S. R. Q., 4799.

Formalités à  
suivre par la  
compagnie.

**6147.** Si, sur la requête des personnes qui désirent former la compagnie, le conseil municipal de la municipalité dans laquelle les opérations de la compagnie doivent se faire, passe un règlement, dans les trente jours de la date de la reconnaissance, autorisant ces personnes, comme compagnie, à placer les tuyaux pour transporter l'eau ou le gaz, ou les deux, sous les rues et les places publiques de ces municipalités, le registraire de la division ou du comté, dans lequel elle est située, sur production d'un des doubles de tel état ou de telle déclaration, accompagnée d'un certificat de reconnaissance convenable comme susdit, écrit au dos de l'état ou de la déclaration, et d'une copie du règlement dûment certifiée annexée à ic eux, le reçoit en dépôt et en fait une entrée dans un livre qu'il garde à cet effet ; l'autre double,—accompagné du certificat de reconnaissance, du dépôt et de l'enregistrement du règlement dont une copie certifiée doit aussi être annexée à l'état comme susdit, endossé sur icelui,—est transmis sans délai et déposé dans le bureau du secrétaire de la province. S. R. Q., 4800.

Constitution  
en corpora-  
tion après  
les formalités  
suivies.

**6148.** Lorsque les formalités prescrites dans les articles précédents ont été observées, les personnes qui ont signé l'état ou la déclaration, et toutes celles qui deviennent par la suite actionnaires de la compagnie, sont une corporation sous les nom et raison mentionnés dans l'état ou la déclaration. S. R. Q., 4801.

Preuve de  
l'accomplis-  
sement des  
formalités.

**6149.** La preuve que l'on s'est conformé aux formalités prescrites dans les articles précédents, pour la formation d'une compagnie, est établie, d'une manière absolue, par l'insertion, dans la *Gazette officielle de Québec*, d'un avis à cet effet par le secrétaire de la province. S. R. Q., 4802.

Preuve de la  
copie de la  
déclaration.

**6150.** La copie de l'état ou de la déclaration, enregistrée en conformité de la présente section, certifiée par le registraire de la division ou du comté, ou par son député, comme étant une vraie copie, est *prima facie* reçue devant tous les tribunaux judiciaires, et ailleurs, comme preuve des faits y mentionnés. S. R. Q., 4803.

Pouvoir de  
la compagnie

**6151.** Toute compagnie, constituée en vertu de la présente section, peut acquérir et posséder, vendre et transporter des terres, tenements et héritages, pour l'usage des usines à



eau ou à gaz, ou des deux ; et les terres, possédées par telle compagnie, sont tenues et possédées pour les fins de la corporation, pour la construction des ouvrages nécessaires, mais pour nulle autre fin, et ne doivent excéder en aucun temps, la valeur de trente mille pastres. S. R. Q., 4804.

**6152.** Les fonds, biens et affaires de toute compagnie, constituée en vertu des lois relatives aux compagnies à fonds social pour le gaz et l'eau, sont administrés par pas moins de trois, ni par plus de neuf directeurs, qui sont respectivement actionnaires dans la compagnie, tel que prescrit par les règlements ; et la majorité de ces directeurs constitue un quorum pour la transaction des affaires. S. R. Q., 4805.

### § 3.—Des règlements

**6153.** La majorité des actionnaires d'une compagnie, présents à une assemblée générale spéciale, peuvent faire des règlements pour les objets suivants :

1. Pour la régie et la disposition du fonds social et des affaires de la compagnie ;

2. Pour la nomination des officiers, pour leur assigner leurs devoirs, ainsi que de tous les mécaniciens et serviteurs qu'ils emploient, et pour transiger toutes espèces d'affaires ayant rapport aux fins de la compagnie ;

3. Pour déterminer le nombre des directeurs de la compagnie, leur nombre ne devant pas s'élever à plus de neuf et n'étant pas au-dessous de trois, y compris l'officier principal de la municipalité possédant des actions dans la compagnie, suivant l'article 6200 ;

4. Pour déterminer le nombre d'actions que doit posséder un actionnaire afin d'être habile à agir comme directeur ;

5. Pour pourvoir au paiement des directeurs, du consentement de la majorité des actionnaires à l'assemblée annuelle, ou pour la nomination d'un ou de plusieurs directeurs salariés ;

6. Pour amender, changer ou abroger tout règlement de la compagnie, fait en vertu de la présente section ou de toute autre loi de la Législature. S. R. Q., 4806.

**6154.** Une copie des règlements de la compagnie, portant la signature du secrétaire ou autre officier de la compagnie, et revêtue de son sceau, est reçue *prima facie* comme preuve de ces règlements devant les tribunaux de la province. S. R. Q., 4807.

§ 4.— *Des directeurs*

- Election des directeurs.** **6155.** Les directeurs, excepté pour la première année, sont élus annuellement par les actionnaires aux temps et lieu prescrits par les règlements de la compagnie. S. R. Q., 4808.
- Avis de l'élection.** **6156.** Il est donné avis du temps et du lieu de l'élection, pas moins de dix jours auparavant, dans un journal publié dans la municipalité où la compagnie transige ses affaires ou d'après l'article 6144. S. R. Q., 4809.
- Mode de l'élection.** **6157.** L'élection se fait par les actionnaires qui y votent à cet effet, en personne ou par procureur. S. R. Q., 4810.
- Votation.** **6158.** Toutes les élections se font au scrutin, et chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il possède d'actions dans la compagnie. S. R. Q., 4811.
- Majorité des voix.** **6159.** L'élection des directeurs se fait à la pluralité des voix. S. R. Q., 4812.
- Mode de remplir les vacances.** **6160.** Lorsqu'il survient une vacance parmi les directeurs par décès, démission ou autrement, elle est remplie, pour le reste de l'année, en la manière prescrite par les règlements de la compagnie. S. R. Q., 4813.
- Si l'élection n'a pas lieu au jour fixé.** **6161.** S'il arrive que l'élection des directeurs n'a pas lieu au jour requis par les règlements de la compagnie, elle n'est pas dissoute pour cette raison, mais les actionnaires peuvent faire cette élection, à tout autre jour subséquent, en la manière prescrite par les règlements ; tous les actes des directeurs sont valides et lient la compagnie. S. R. Q., 4814.
- Président et autres officiers.** **6162.** Les directeurs élisent, parmi eux, un président, et la compagnie a autant d'officiers subordonnés que l'exigent ses règlements. S. R. Q., 4815.
- Nomination de ces officiers.** **6163.** Ces officiers subordonnés sont nommés par les directeurs et sont requis de donner des cautionnements pour l'accomplissement fidèle des devoirs de leurs charges respectives, tel que prescrit par les règlements. S. R. Q., 4816.
- Pouvoirs du président ou de trois directeurs.** **6164.** Le président, ou trois des directeurs d'une compagnie, ont le pouvoir de convoquer une assemblée spéciale des actionnaires pour tout objet quelconque, par un avis donné dix jours au moins avant l'époque de l'assemblée, dans un ou plusieurs papiers-nouvelles publiés dans la municipalité où sont transigées les affaires de la compagnie, ou tel que prescrit par l'article 6144, ou par une circulaire mise à

la poste à l'adresse de chaque actionnaire, dix jours au moins avant le temps fixé pour l'assemblée. S. R. Q., 4817.

§ 5.—*Des rapports de la compagnie*

**6165.** Chaque compagnie, constituée comme susdit, doit, dans les vingt jours à compter du premier janvier, faire, annuellement, un rapport qui est inséré dans un journal publié dans la municipalité où se transigent les affaires de la compagnie, ou tel que prescrit par l'article 6144, faisant voir le montant du capital de cette compagnie, et la partie de ce capital payée, ainsi que le montant de ses dettes existantes. S. R. Q., 4818. Rapports annuels de la compagnie.

**6166.** Ce rapport est signé par le président et la majorité des directeurs, attesté sous le serment du président ou du secrétaire, et entré et enregistré comme susdit dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté où la compagnie transige ses affaires. S. R. Q., 4819. Signature de ce rapport.

§ 6.—*De la responsabilité des directeurs et autres officiers*

**6167.** Les directeurs d'une compagnie, qui négligent de se conformer aux exigences des articles 6165 et 6166, sont conjointement et solidairement responsables de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles qui sont contractées jusqu'au moment où est fait le rapport. S. R. Q., 4820. Responsabilité des directeurs en cas de négligence.

**6168.** Si les directeurs d'une compagnie déclarent et payent un dividende lorsque la compagnie est insolvable, ou un dividende dont le paiement rend la compagnie insolvable ou en diminue le fonds social, ils sont conjointement et solidairement responsables de toutes les dettes alors existantes de la compagnie, et de toutes celles qui sont contractées subseqüemment pendant tout le temps qu'ils demeurent respectivement en charge. S. R. Q., 4821. Directeurs, conjointement responsables en certains cas.

**6169.** Si quelqu'un des directeurs s'oppose à la déclaration ou au paiement de ce dividende, et dépose en tout temps, avant l'époque fixée pour le paiement d'icelui, dans le bureau du secrétaire de la compagnie et dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté, un état, par écrit, constatant son opposition, il est exonéré de cette responsabilité. S. R. Q., 4822. Mode de s'exonérer de la responsabilité.

**6170.** Il ne doit se faire aucun prêt d'argent par une compagnie à un de ses actionnaires; et, s'il est fait un prêt semblable, les officiers qui le font ou y consentent deviennent Défense à la compagnie de

prêter aux actionnaires. conjointement et solidairement responsables, jusqu'au montant de ce prêt, avec l'intérêt légal, pour toutes les dettes contractées par la suite par la compagnie jusqu'au remboursement de la somme ainsi prêtée. S. R. Q., 4823.

Conséquences d'un certificat ou d'un rapport faux. **6171.** S'il est fait un certificat ou un rapport, ou s'il est donné un avis public par les officiers d'une compagnie, agissant en obéissance aux dispositions de la présente section, contenant des allégations fausses sur quelque point majeur, tous les officiers qui l'ont signé sont conjointement et solidairement responsables de toutes les dettes de la compagnie contractées pendant le temps qu'ils en sont les officiers ou les actionnaires respectivement. S. R. Q., 4821.

Responsabilité des directeurs envers les créanciers. **6172.** Si le passif d'une compagnie excède, en quelque temps que ce soit, le fonds social, les directeurs qui y ont consenti, sont personnellement responsables de cet excédent envers les créanciers de la compagnie. S. R. Q., 4825.

Irresponsabilité des porteurs d'actions pour autrui. **6173.** Nul, possédant des actions au nom d'autrui, n'encourt de responsabilité personnelle comme actionnaire de la compagnie ; mais les biens et actions, en sa possession pour autrui, sont affectés de la même manière et au même degré qu'ils l'auraient été si celui, pour lequel il les possède, les possédait lui-même en son propre nom. S. R. Q., 4826.

Irresponsabilité des porteurs d'actions comme sûreté collatérale. **6174.** Nul, possédant des actions comme sûreté collatérale, n'est personnellement responsable comme actionnaire, mais celui qui a mis ces actions en gage en est considéré comme le possesseur, et est en conséquence responsable comme actionnaire. S. R. Q., 4827.

Pouvoir de ces porteurs d'actions de voter. **6175.** Quiconque possède des actions au nom d'autrui, les représente aux assemblées de la compagnie, et vote en conséquence comme actionnaire ; et quiconque engage ces actions comme susdit peut néanmoins les représenter à toutes les assemblées et voter en conséquence comme actionnaire. S. R. Q., 4828.

Ils ne peuvent être directeurs. **6176.** Quiconque possède des actions au nom d'autrui, ne peut être directeur ni posséder de charge au service de la compagnie, et toute voix donnée en sa faveur est nulle. S. R. Q., 4829.

#### § 7.—*Du registre des actions*

Registre tenu par les directeurs. **6177.** Les directeurs de chaque compagnie doivent faire tenir un registre par le trésorier ou autre officier, contenant, par ordre alphabétique, les noms de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires, désignant :

1. Le lieu de leur résidence ;

2. Le nombre d'actions dans le capital possédées par elles respectivement ;

3. L'époque à laquelle elles sont respectivement devenues propriétaires des actions ;

4. Un état de toutes les dettes et de tous les engagements existants de la compagnie, et du montant du capital versé.  
S. R. Q., 4830.

**6178.** Ce registre est ouvert, chaque jour, pendant les heures ordinaires des affaires, excepté les dimanches et jours de fête, à l'inspection des actionnaires et des créanciers de la compagnie et de leurs représentants légitimes, au bureau ou à la place principale d'affaires de la compagnie. Registre tenu ouvert à l'examen. S. R. Q., 4831.

**6179.** Chaque actionnaire, créancier ou représentant, a droit de faire des extraits du registre ; et nul transfert du capital n'est valide—pour aucune fin quelconque, si ce n'est pour rendre la personne, à laquelle il a été transféré, responsable des dettes de la compagnie,—avant que ce transfert y ait été enregistré tel que requis par l'article 6177, au moyen d'une entrée qui fait voir à qui et par qui le capital a été transféré. Extrait du registre. S. R. Q., 4832.

**6180.** Dans toute action ou poursuite contre la compagnie ou contre un ou plusieurs des actionnaires, ce registre est considéré *prima facie* comme faisant preuve des faits y contenus en faveur du poursuivant. Registre fait preuve. S. R. Q., 4833.

**6181.** Tout officier ou agent de la compagnie, qui refuse ou néglige de faire une entrée nécessaire dans le registre ou de l'exhiber, d'en permettre l'inspection, ou d'en laisser faire des extraits, est passible d'une amende au maximum de quarante piastres, à la discrétion des directeurs. Amende en cas de refus ou négligence de faire les entrées, etc. S. R. Q., 4834.

**6182.** Toute compagnie qui néglige de tenir le registre ouvert à l'inspection des intéressés, encourt la perte de ses droits corporatifs et la forfaiture de ses privilèges. Négligence entraîne confiscation. S. R. Q., 4835.

**6183.** Les actions sont réputées meubles, nonobstant l'application des fonds sur des propriétés immobilières, et sont transférables de la manière prescrite par les règlements de la compagnie. Actions, réputées meubles. S. R. Q., 4836.

**6184.** Nulle action n'est transférable avant que tous les versements, et toutes les dettes actives dues à la compagnie pour le gaz ou pour l'eau, pour appareils ou autrement, par un actionnaire désirant la transférer, aient été payés en Actions non transférables en cas d'arrérages.

entier, ou avant que les actions aient été déclarées confisquées pour défaut de paiement des versements. S. R. Q., 4837.

Enregistre-  
ment des  
transferts.

**6185.** Nul transfert n'est valide, à moins qu'il ne soit entré et enregistré dans le registre tenu à cet effet, en la manière requise par les règlements de la compagnie. S. R. Q., 4838.

Achat d'ac-  
tions dans  
d'autres com-  
pagnies,  
prohibé.

**6186.** Nulle compagnie ne peut employer une partie de ses fonds à l'achat d'actions dans une autre corporation. S. R. Q., 4839.

#### § 8.—*De l'augmentation du fonds social*

Majorité des  
directeurs  
peut augmen-  
ter le capital.

**6187.** Chaque fois que la majorité des directeurs d'une compagnie est d'opinion que le capital n'est pas proportionné aux besoins de son acte corporatif, elle peut convoquer une assemblée générale des actionnaires en donnant dix jours, au moins, d'avis du jour et du lieu de l'assemblée, par une annonce dans un ou plusieurs papiers-nouvelles publiés dans la municipalité où sont transigées les affaires, ou d'après l'article 6144, ou par une circulaire adressée à chaque actionnaire, et mis à la poste dix jours au moins avant l'époque fixée pour tenir l'assemblée. S. R. Q., 4840.

Quand et  
comment  
l'augmenta-  
tion est déci-  
dée.

**6188.** La majorité des actionnaires présents à l'assemblée peut passer un règlement pour augmenter le capital de la compagnie, jusqu'au montant jugé nécessaire pour la transaction des affaires, pourvu que le capital entier n'excède pas le montant limité plus haut,—pour autoriser le prélèvement du capital additionnel par l'augmentation du nombre des actions de vingt piastres, selon que le capital est divisé,—et pour autoriser les directeurs à recevoir des souscriptions pour le tout ou pour quelque partie du dit capital additionnel, de toute personne, corporation ou autre, en vertu des règlements faits par les directeurs à cet égard. S. R. Q., 4841.

Inscription  
des action-  
naires au  
registre.

**6189.** Le nom de chaque souscripteur au capital additionnel, dont la souscription est autorisée dans la compagnie, est immédiatement entré comme étant celui d'un actionnaire sur le registre des actionnaires, accompagné de la date de la souscription et du nombre des actions pour lesquelles il a souscrit.

Responsabi-  
lité des  
nouveaux  
actionnaires.

En conséquence, l'actionnaire devient responsable envers la compagnie pour le paiement du montant entier de sa souscription, en tels versements et à telles époques qu'elle est autorisée à en faire la demande.

L'actionnaire est sujet aux mêmes conditions, restrictions Droits, etc., et obligations que les actionnaires primitifs, et il jouit des de ces actionnaires. S. R. Q., 4842.

### § 9.—Des versements

**6190.** Tout actionnaire est responsable envers la compa- Actionnaires gnée pour le paiement du montant entier souscrit. S. R. Q., responsables 4843. jusqu'au montant souscrit.

**6191.** Les directeurs peuvent faire un appel aux action- Appel aux naires et exiger d'eux toutes les sommes d'argent par eux actionnaires. souscrites, à telles époques et en tels versements, qu'ils le jugent à propos, pourvu qu'aucun versement n'excède dix pour cent, et que pas moins d'un mois se soit écoulé entre les demandes de deux versements, sauf et excepté dans le cas du capital primitif d'une compagnie formée avant le trentième jour de mai, mil huit cent cinquante-cinq, auquel cas il doit s'écouler au moins trois mois entre chaque versement. S. R. Q., 4844.

**6192.** Si le paiement n'est pas fait par les actionnaires, Confiscation dans les soixante jours après demande personnelle, ou après des actions qu'un avis exigeant tel paiement a été publié pendant six pour défaut de paiement semaines consécutives dans un papier-nouvelles, publié dans de versements. la municipalité où se transigent les affaires de la compagnie, ou d'après l'article 6144, les directeurs peuvent déclarer confisquées les actions sur lesquelles les versements n'ont pas été faits. S. R. Q., 4845.

**6193.** La confiscation est une décharge, pour les posses- Effet de la seurs des actions ainsi confisquées, de toute responsabilité confiscation. ultérieure envers la compagnie, ou envers une tierce partie à l'égard des actions ainsi confisquées; mais les possesseurs d'actions ainsi confisquées perdent toutes les sommes de deniers qu'ils peuvent avoir payées sur ces actions, et pas davantage. S. R. Q., 4846.

**6194.** Les directeurs peuvent poursuivre tout actionnaire Poursuite pour le montant des versements dus et non payés sur ces et recouvrement des versements. actions, au lieu de les confisquer. S. R. Q., 4847.

**6195.** Si, au temps fixé pour le paiement d'un verse- Intérêt sur ment, un actionnaire n'en paye pas le montant, il est tenu de les versements. payer l'intérêt au taux de six pour cent, à compter du jour fixé pour le paiement jusqu'à parfait paiement. S. R. Q., 4848.

**6196.** Il peut être poursuivi par les directeurs pour ce Poursuite dans ce cas. versement et l'intérêt, devant tous les tribunaux ayant juridiction. S. R. Q., 4849.

Procédure  
dans les ac-  
tions en re-  
couvrement  
des verse-  
ments.

**6197.** Dans toute poursuite pour recouvrer une somme due sur une action, il n'est pas nécessaire d'alléguer spécialement les faits ; mais il suffit de déclarer que le défendeur est le possesseur d'une ou de plusieurs actions, indiquant le nombre d'actions, et qu'il est endetté en la somme d'argent à laquelle se montent les arrérages de versements, par suite de quoi la compagnie a un droit d'action en vertu de la présente section. S. R. Q., 4850.

Preuve  
requise.

**6198.** Lors de l'instruction de la poursuite, il suffit de prouver les faits ainsi allégués dans la déclaration ; et le témoignage d'un seul témoin à l'égard de tout fait à prouver est *prima facie* suffisant pour maintenir toute telle action, sans la production d'aucune preuve écrite. S. R. Q., 4851.

Souscription  
par les muni-  
cipalités.

**6199.** Toute municipalité dans laquelle se trouvent les ouvrages d'une compagnie, peut souscrire ou prendre des actions dans le fonds de cette compagnie, ou lui prêter des deniers, sur hypothèque ou autrement, ou contribuer, en quelque manière que ce soit, à l'avancement des fins de la corporation. S. R. Q., 4852.

Quand le  
maire est l'un  
des direc-  
teurs.

**6200.** Le principal officier d'une municipalité, qui possède des actions dans la compagnie au montant d'un dixième ou plus dans tout le fonds social, est *ex officio* un des directeurs de cette compagnie, tant que la municipalité continue de posséder des actions jusqu'au montant susdit. S. R. Q., 4853.

Actions pos-  
sédées par les  
aubains.

**6201.** Les aubains peuvent posséder des actions dans la compagnie, et avoir tous les privilèges dont jouissent les sujets de Sa Majesté. S. R. Q., 4854.

#### § 10.—Du pouvoir de la compagnie relativement à ses appareils

Pouvoir de la  
compagnie de  
vendre appa-  
reils pour  
l'eau et le  
gaz, etc.

**6202.** Toute compagnie peut vendre les compteurs et appareils de tout genre pour le gaz et l'eau, pour l'usage des maisons publiques et privées, ou des établissements, compagnies ou corporations quelconques, aussi bien que le coke, le goudron et tous les produits de ses usines, rebuts ou reliquats provenant ou obtenus des matériaux en usage ou indispensables à la fabrication du gaz. S. R. Q., 4855.

Pouvoir de  
les louer.

**6203.** Elle peut aussi louer ou donner à bail des compteurs et appareils pour l'eau et le gaz de quelque espèce et nature qu'ils soient, aux taux et conditions dont il est convenu entre les consommateurs ou locataires et la compagnie. S. R. Q., 4856.



**6204.** Toute compagnie peut ouvrir et creuser les rues, ruelles, places publiques et grands chemins des municipalités qu'elle est tenue d'approvisionner de gaz ou d'eau ou des deux, en vertu de son acte corporatif, selon qu'il est nécessaire pour y placer les tuyaux et conduits servant à conduire le gaz ou l'eau, ou les deux, depuis l'établissement de la compagnie jusque chez les consommateurs, sans y causer de dommages inutiles, et en ayant soin, autant que possible, de conserver un passage libre et non interrompu dans ces rues, ruelles, places publiques et grands chemins, tant que les travaux sont en progrès. Pouvoir d'ouvrir et creuser des rues, etc. S. R. Q., 4857.

**6205.** Lorsqu'une compagnie a posé les tuyaux principaux pour fournir le gaz ou l'eau, dans ou à travers quelque une des rues ou places publiques d'une municipalité, nulle autre personne ou corporation ne peut, sans le consentement de la compagnie, ni sans lui avoir payé l'indemnité convenue, poser aucun tuyau principal pour fournir le gaz ou l'eau, à moins de six pieds de distance des premiers, ou, s'il n'est pas possible d'ouvrir des tranchées en dehors de six pieds pour y déposer les tuyaux principaux, alors cette distance de six pieds doit être maintenue autant que faire se peut. Distance des tuyaux nouveaux à côté des vieux. S. R. Q., 4858.

**6206.** Rien, dans la présente section, n'a cependant l'effet d'empêcher aucune personne de construire des appareils pour l'approvisionnement de gaz ou d'eau à sa propre résidence. Droits des particuliers. S. R. Q., 4859.

**6207.** Lorsque, dans la municipalité, il se trouve des édifices, dont différentes parties appartiennent à différents propriétaires et sont en la possession de divers occupants ou locataires, la compagnie peut conduire des tuyaux dans toute partie d'un édifice ainsi situé, en passant sur la propriété d'un ou de plusieurs propriétaires ou en la possession d'un ou de plusieurs occupants ou locataires, pour transporter l'eau ou le gaz, ou les deux, à celle d'un autre, ou en la possession d'un autre, ces tuyaux devant être montés et attachés en dehors de l'édifice. Pouvoir de conduire tuyaux à travers les propriétés privées. S. R. Q., 4860.

**6208.** La compagnie peut aussi défaire et lever tous les passages qui sont la servitude commune de plusieurs propriétaires, locataires ou occupants voisins, et y creuser et pratiquer des saignées pour placer les tuyaux, les relever, remettre et réparer, causant, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente section, aussi peu de dommages que possible. Pouvoir de défaire et lever les passages. S. R. Q., 4861.

Indemnité  
par la compa-  
gnie.

**6209.** Chaque compagnie doit indemniser les possesseurs ou propriétaires d'édifices ou propriétés, ou le public, de tous les dommages par eux soufferts par suite de l'exercice des dits pouvoirs ; et la présente section est une justification suffisante pour la compagnie, ses serviteurs ou employés, à l'égard de tout ce qui peut être fait par eux ou chacun d'eux, en vertu de la présente section. S. R. Q. 4862.

Santé et  
sûreté publi-  
ques, sauve-  
gardées.

**6210.** Chaque compagnie doit construire et placer ses usines à gaz ou à eau, ou à gaz et à eau, ainsi que tous les appareils et accessoires se rattachant en quelque manière que ce soit à ces ouvrages, situés en quelque lieu que ce soit, de façon que la santé et la sûreté publiques ne puissent aucunement en souffrir. S. R. Q., 4863.

Restrictions  
quant aux  
pouvoirs de  
la compa-  
gnie.

**6211.** Rien de contenu dans la présente section n'a l'effet d'autoriser une compagnie ou une personne quelconque, agissant sous son empire, à prendre, employer ou endommager, pour les fins de la compagnie, une maison ou toute autre bâtiment, ou une terre ou partie de terre employée ou mise à part comme jardin, verger, cour, parc, enclos de chasse, plantation, lieu de promenade complanté d'arbres, ou avenue conduisant à une maison ou pépinière, ou à prendre sur la propriété d'aucune personne des eaux déjà appropriées ou nécessaires pour des usages domestiques, sans avoir au préalable obtenu le consentement par écrit du propriétaire. S. R. Q., 4864.

Recours pour  
l'eau et le  
gaz.

**6212.** Si une personne, approvisionnée de gaz ou d'eau, ou des deux, par une compagnie, néglige de payer les taux, rentes ou charges, dus à cette dernière à l'époque de l'échéance, la compagnie ou toute personne agissant sous son autorité peut, après avis préalable de quarante-huit heures, empêcher le gaz ou l'eau, ou les deux, d'entrer dans la propriété de la personne ainsi redevable d'arrérages, en enlevant les tuyaux de service, ou par tels autres moyens que la compagnie ou ses officiers jugent à propos, et recouvrer le loyer ou la rente due jusqu'à telle époque, avec les frais de l'enlèvement du gaz ou de l'eau, ou des deux, suivant le cas, devant tout tribunal compétent, nonobstant tout engagement préalable de la compagnie d'en fournir pour une plus longue période de temps. S. R. Q., 4865.

§ 11.—*Du pouvoir des officiers d'entrer sur la propriété privée*

Enlèvement  
du gaz et de  
l'eau.

**6213.** Dans tous les cas où il lui est permis de détourner ou d'enlever l'approvisionnement de gaz ou d'eau, ou des deux, de toute maison, bâtiment ou leurs dépendances, la compagnie, ses agents et travailleurs, en donnant quarante-huit heures

d'avis préalable à la personne en charge ou à l'occupant, peuvent entrer dans cette maison, bâtiment ou leurs dépendances, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi, en causant le moins de dérangement et d'incommodité possible, et déplacer, prendre et enlever les tuyaux, compteurs, robinets, branches, lampes ou appareils appartenant à la compagnie. S. R. Q., 4866.

**6214.** Tout employé de la compagnie, dûment autorisé peut entrer, pendant les heures susdites, dans toute maison où le gaz ou l'eau, ou les deux, sont fournis, pour réparer et remettre en bon ordre cette maison, ce bâtiment ou leurs dépendances, ou pour examiner ou réparer tout compteur, tuyau ou appareil appartenant à la compagnie, ou employé pour fournir le gaz ou l'eau, ou les deux. S. R. Q., 4867.

Entrée des  
employés  
dans les  
maisons, etc.

**6215.** Quiconque refuse à ces employés et officiers d'entrer pour accomplir tels devoirs, encourt, par ce refus et cet obstacle, une amende de quarante piastres, en faveur de la compagnie, pour chaque telle offense, et une autre amende de quatre piastres pour chaque jour que dure ce refus ou cet obstacle, lesquelles amendes sont recouvrables avec les frais, ainsi que ci-dessous mentionné. S. R. Q., 4868.

Amendes  
pour refuser  
l'entrée.

#### § 12.—De l'arbitrage en certains cas

**6216.** S'il est jugé nécessaire ou convenable de conduire quelques-uns des tuyaux, ou de faire quelque ouvrage sur les terres d'une personne, situées dans un rayon de dix milles d'une municipalité pour l'approvisionnement de laquelle la compagnie est constituée en corporation, et qu'elle ne puisse obtenir le consentement de telle personne, la compagnie peut nommer une personne désintéressée, et le propriétaire de la terre ainsi prise ou endommagée, peut en nommer une autre, lesquelles deux personnes ainsi nommées en nomment une troisième, et ces trois personnes agissent comme arbitres dans les affaires en litige entre la compagnie et le propriétaire de cette terre. S. R. Q., 4869.

Arbitrage  
dans certain  
cas.

**6217.** Ces arbitres examinent les témoins et leur administrent le serment ou la déclaration nécessaire ; et les arbitres ou la majorité d'entre eux fixent, déterminent et adjugent les sommes d'argent qui doivent être payées au propriétaire de la terre ainsi prise ou endommagée. S. R. Q., 4870.

Pouvoirs et  
devoirs des  
arbitres.

**6218.** Les sommes ainsi adjugées sont payées dans les trois mois suivant la date de la sentence ; et, à défaut de paiement, le propriétaire peut reprendre possession de sa terre avec tous les droits y attachés. S. R. Q., 4871.

Paiement  
des sommes  
adjugées par  
eux.

Mode de nom-  
mer les arbitres en cas de  
refus ou né-  
gligence de  
procéder.

**6219.** Dans le cas où ni la compagnie, ni le propriétaire ne nomme un arbitre après huit jours d'avis donné par une des parties à l'autre—ou si les deux arbitres n'en nomment pas un troisième—le juge de la Cour supérieure du district, dans lequel la propriété est située, peut nommer les deux arbitres à la place des parties dans le premier cas, et un troisième arbitre dans le second. S. R. Q., 4872.

Décision des  
arbitres.

**6220.** La décision de ces trois arbitres, ou de la majorité d'entre eux, est obligatoire pour toutes les parties intéressées. S. R. Q., 4873.

### § 13.—*De pouvoir d'emprunter*

Pouvoir  
d'emprunter.

**6221.** Toute compagnie peut emprunter à tel taux d'intérêt que le président et les directeurs jugent nécessaire. S. R. Q., 4874.

Limite des  
emprunts.

**6222.** La somme ainsi empruntée ne doit pas excéder celle de quarante mille piastres pour des usines à gaz, et pareille somme pour des aqueducs, dans un village, une paroisse, un canton ou une autre municipalité; et, dans une ville ou une cité, pour des usines à gaz ou aqueducs, les sommes suivantes: dans une ville, la somme de quatre-vingt mille piastres, et, dans une cité, la somme de cent vingt mille piastres. S. R. Q., 4875; 60 V., c. 43, s. 1.

Pouvoir d'hypothéquer  
des immeubles et usines.

**6223.** Pour assurer le remboursement de cet emprunt et de l'intérêt, la compagnie ou le président peut, du consentement de la majorité des directeurs, affecter, hypothéquer et transférer les immeubles, usines à gaz et aqueducs, taux, rentes et revenus de la compagnie, et les versements futurs à payer par les actionnaires d'icelle. S. R. Q., 4876.

Mode de paiement des  
obligations.

**6224.** Les bons, obligations, ou effets publics donnés pour cet objet, peuvent être payables au porteur ou transférables par endossement ou autrement, selon que les directeurs le jugent à propos; mais ces bons ou obligations ne peuvent être faits ou donnés pour une somme moindre de deux cents piastres. S. R. Q., 4877.

Bons et obligations  
n'imposent pas de préférence les uns sur les autres.

**6225.** Les bons, obligations, versements futurs ou autres effets publics, ainsi accordés et donnés en garantie pour l'argent emprunté, sont équitablement et proportionnellement liquidés et payés à même les fonds ou les recettes de la compagnie, sans préférence en faveur d'aucune des créances garanties au préjudice de l'autre. S. R. Q., 4878.

**6226.** Les bons, obligations ou autres effets publics, ainsi donnés en garantie, n'empêchent pas les directeurs de la compagnie de recevoir les versements futurs, et de les employer à ses fins, tant que les sommes dues sur les bons ou obligations n'excèdent pas le montant de tous les versements qui restent à payer. S. R. Q., 4879.

Protection  
des porteurs  
d'obligations.

**6227.** Les directeurs de la compagnie, chaque fois qu'ils le jugent à propos, et sans qu'il soit nécessaire de passer un règlement à cet effet, mais en vertu d'une résolution entrée dans les livres de la compagnie, peuvent autoriser le président ou le gérant d'icelle à signer les bons, hypothèques, contrats ou instruments spéciaux qu'il est, dans leur opinion, nécessaire ou convenable de signer, et d'y apposer le sceau de la compagnie. S. R. Q., 4880.

Pouvoir du  
président de  
signer et  
donner des  
obligations,  
etc.

**6228.** Le président ou le gérant de la compagnie peut être autorisé, de temps à autre, comme susdit, à tirer, signer ou accepter les billets ou lettres de change requis, selon les besoins de la compagnie, suivant que les directeurs le jugent nécessaire ou convenable, sans y apposer le sceau de la compagnie. S. R. Q., 4881.

Ses pouvoirs  
de donner et  
accepter des  
billets, etc.

**6229.** Les bons, hypothèques, contrats et documents, ainsi signés et acceptés par la personne autorisée, comme susdit, aussi bien que les billets et lettres de change ainsi signés, tirés et acceptés par elle, sont valides, obligent la compagnie, et sont considérés comme les actes et contrats de cette dernière ; mais ces bons, billets, lettres de change ou obligations ne doivent pas excéder le montant que les compagnies sont par la présente section autorisées à emprunter. S. R. Q., 4882.

Obligations  
dûment con-  
senties, vali-  
des.

#### § 14.—Des pénalités

**6230.** Quiconque, place ou fait placer un tuyau ou conduit, communiquant à un tuyau ou conduit de la compagnie, ou emploie, en aucune manière, le gaz ou l'eau sans son consentement, devient responsable envers elle, en la somme de cent vingt piastres qu'il doit lui payer à raison de cet emploi, et, en outre, en la somme de quatre piastres pour chaque jour que le tuyau reste ainsi placé, lesquelles sommes peuvent, avec les frais de poursuite, être recouvrées par action civile devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 4883.

Amende pour  
emploi, sans  
permis, de  
l'eau, etc.

#### **6231.** Quiconque—

Pénalités :

1. baigne, lave ou nettoie des hardes, linges, laines, cuirs, peaux, animaux ou autres substances nuisibles ou malpropres dans un réservoir, une citerne, un étang, une source ou une fontaine d'où vient l'eau fournie par la compagnie ; ou y

Contamina-  
tion d'un  
réservoir,  
etc. ;

jette, dépose ou met des saletés, ordures ou substances nuisibles, ou permet ou souffre que l'eau d'un égout ou canal y coule ou y soit conduite dans un réservoir, ou cause quelque autre nuisance à telle eau ; ou

Gaspillage de l'eau, etc.

2. augmente l'approvisionnement du gaz ou de l'eau, dont il est convenu avec la compagnie, en augmentant le nombre ou la dimension des ouvertures des gazifères, ou en employant le gaz sans gazifères ou en le brûlant autrement mal à propos, négligemment ou prodigalement, ou en dépensant l'eau ou le gaz injustement ou mal à propos ;— est, s'il est trouvé coupable du fait, devant un juge de paix ou toute autre personne autorisée à agir en cette qualité, dans la localité où l'offense a été commise, condamné à payer, en faveur de la compagnie, une pénalité n'excédant pas vingt piastres, avec les frais de poursuite, ou emprisonné dans la prison commune du district, pendant un espace de temps n'excédant pas trois mois, selon que le juge de paix le trouve convenable. S. R. Q., 4884.

Amende pour endommager les appareils et tuyaux de la compagnie.

**6232.** Quiconque, volontairement et sciemment, détériore, ou permet que l'on change ou détériore les compteurs, de manière qu'ils indiquent moins de gaz qu'il n'en est de fait consumé, encourt, en faveur de la compagnie, pour chaque offense de cette nature, une amende de pas moins de quatre piastres, ni de plus de vingt piastres, et est tenu au paiement de tous les déboursés nécessaires pour faire réparer ou remplacer ces compteurs, et du double de la valeur du surplus de gaz ainsi consumé ; ces dommages, amendes et frais sont recouvrés avec dépens, ainsi que ci-dessous prescrit. S. R. Q., 4885.

Amende pour endommager les appareils de gaz.

**6233.** Quiconque éteint volontairement une lampe ou lumière publique, appartenant à la compagnie, devient passible, au profit d'icelle, d'une amende de pas moins de quatre piastres, ni de plus de vingt piastres, et est aussi tenu de rembourser tous les dommages et frais encourus, lesquels sont recouvrés avec dépens, en la manière ci-dessous prescrite. S. R. Q., 4886.

#### § 15.—Des poursuites

Mode de recouvrer les amendes, etc.

**6234.** Toutes les amendes, pénalités et confiscations, imposées par la présente section, peuvent être poursuivies en justice et recouvrées, sur le serment d'un témoin digne de foi, avec les frais, par la compagnie, ou par toute personne dont la propriété est endommagée, pour l'usage et l'avantage de la compagnie ou de cette personne, en la manière ci-dessus prescrite, ou devant un ou des juges de paix, ou toute autre personne autorisée à agir en cette qualité, partout où l'offense a été commise. S. R. Q., 4887.

**6235.** Toutes les actions, pour dommages ou pénalités, <sup>Tribunaux où les actions sont intentées.</sup> ou pour les deux, accordés par la présente section, sont intentées devant les tribunaux ayant juridiction jusqu'au montant porté dans la poursuite, à moins que la présente section ne permette spécialement d'en agir autrement. S. R. Q., 4888.

**6236.** Dans les cas où il y a lieu aux dommages aussi <sup>Actions séparées pour dommages et pénalités.</sup> bien qu'aux pénalités, des actions séparées, pour les dommages et pour les pénalités, peuvent être intentées; — ces dommages et pénalités peuvent être prélevés par la vente des effets du défendeur, et, s'il n'a pas d'effets pour satisfaire au jugement, il est détenu dans la prison commune pour un terme n'excédant pas deux mois, suivant que le juge de paix ou le tribunal l'ordonne. S. R. Q., 4889.

#### § 16.—*Des exemptions de saisie*

**6237.** Les tuyaux de service ou autres de la compagnie, <sup>Appareils de la compagnie, exempts de saisie,</sup> les compteurs, lustres, lampes, conduits, appareils à gaz, ou autres propriétés, de quelque nature que ce soit, appartenant à la compagnie, ne sont pas affectés au loyer, ni saisissables par le possesseur ou le propriétaire des bâtiments où ils se trouvent, ni sujets en aucune manière envers une personne pour la dette d'un autre, pour l'usage duquel ou pour l'usage de la maison ou bâtiment duquel la compagnie les a fournis, quand même cette personne les posséderait réellement ou en apparence. S. R. Q., 4891.

### SECTION VIII

#### DES COMPAGNIES DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'EAU

**6238.** Les dispositions de la section septième du présent <sup>Cies de lumière électrique et d'eau.</sup> chapitre, (articles 6141-6237), relative aux compagnies de gaz et d'eau, régissent l'organisation des compagnies de lumière électrique et d'eau, et l'article 6252 s'applique à la construction des lignes de transport d'électricité. 58 V., c. 38, s. 1.

### SECTION IX

#### DES COMPAGNIES POUR LE GAZ COMBUSTIBLE

#### § 1.—*Du privilège d'exploitation de la compagnie*

**6239.** Sur la demande d'une compagnie constituée en <sup>Constitution.</sup> vertu de la loi des compagnies de Québec ou de la loi corporative des compagnies à fonds social, dans le but d'exploiter, pour des fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, les gaz combustibles qui se dégagent dans différentes parties de la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en con-

seil d'accorder à cette compagnie, par lettres patentes supplémentaires, un privilège exclusif d'exploitation de ces gaz pour les fins susdites, pendant une période de temps n'excédant pas quinze ans. S. R. Q., 4892.

Procédures  
requis.

**6240.** A cette fin, la compagnie doit démontrer, d'une manière satisfaisante, au lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle est de bonne foi, qu'elle a un capital souscrit d'au moins deux cent cinquante mille piastres, que des versements ont déjà été faits pour une somme de dix mille piastres, que son mode de procéder à l'exploitation est le plus efficace et le plus avantageux pour assurer le succès de l'entreprise, et qu'elle est en état de se procurer tous les appareils nécessaires pour y arriver d'une manière sûre. S. R. Q., 4893.

Commence-  
ment des  
opérations.

**6241.** Dans les trois ans de l'émission des lettres patentes les travaux d'exploitation de la compagnie doivent être commencés, et l'industrie être en pleine opération, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qui, dans le cas contraire, peut annuler le privilège de la compagnie pour l'accorder à toute autre compagnie qui le demande et s'est conformée à cet effet aux dispositions de la présente section. S. R. Q., 4894.

#### · § 2.—*Des pouvoirs de la compagnie*

Pouvoir de  
la compagnie  
de creuser  
dans les rues,  
etc.

**6242.** Pour les fins de son entreprise la compagnie a le pouvoir de creuser et de faire des tranchées autant qu'il est besoin, et dans autant de chemins, routes, rues, ruelles, squares et voies publiques dans les limites des cités, villes, villages, paroisses et cantons, dans cette province, qu'il peut être jugé nécessaire pour le passage des tuyaux qui conduisent les gaz destinés aux fins de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice, suivant le cas, aux endroits où ces gaz doivent être consommés pour les fins susdites, sans causer aucun dommage inutile à ces chemins, routes, rues, ruelles, squares et voies publiques, et prenant soin, autant que possible d'y laisser le passage libre et non interrompu.

Proviso.

Toutefois, la compagnie doit obtenir, au préalable, le consentement des autorités municipales des cités, villes, villages, paroisses et cantons, dans les limites desquels elle se propose de faire des tranchées et creuser pour les fins susdites. S. R. Q., 4895.

Pouvoir  
de fabriquer  
des appareils,  
etc.

**6243.** Elle peut aussi fabriquer des machines, des appareils et des instruments pour recueillir, vendre et distribuer les gaz susmentionnés pour telles fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, et aussi construire et exploiter les mines nécessaires aux même fins. S. R. Q., 4896.



**6244.** Rien de contenu dans la présente section ne peut empêcher un propriétaire d'utiliser, pour son usage personnel, le gaz qui peut être découvert sur sa propriété. S. R. Q., 4897.

## SECTION X

## DES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE

§ 1.—*De la formation de la compagnie*

**6245.** Trois personnes au moins peuvent s'associer aux fins de construire une ou des lignes de télégraphe électrique, avec des embranchements y conduisant ou en divergeant d'un point à un autre, en cette province, et ce, aux termes et conditions, et sujet aux obligations, prescrits par la présente section. S. R. Q., 4898.

**6246.** Ces personnes doivent faire sous leurs seing et sceau un certificat indiquant :

1. Le nom de la compagnie ;
2. La désignation de la ligne de télégraphe à construire et les routes que doit suivre cette ligne ;
3. Le capital de la compagnie et le nombre d'actions dans lequel le capital est divisé, les dispositions établies pour l'augmenter, les noms des actionnaires, et le montant des actions possédées par chacun d'eux ;
4. L'époque à laquelle la compagnie commencera à exister et celle à laquelle elle cessera d'exister ;
5. Une copie des articles d'association. S. R. Q., 4899.

**6247.** Le certificat doit être reconnu devant un notaire, et l'original, ou la copie d'icelui certifiée par ce notaire, être déposé dans le bureau du secrétaire de la province. S. R. Q., 4900.

**6248.** En se conformant aux dispositions des articles 6246 et 6247, la compagnie devient une corporation sous le nom désigné dans le certificat. S. R. Q., 4901.

**6249.** Une copie du certificat, dûment certifiée par le secrétaire de la province, peut servir comme preuve devant les tribunaux pour et contre la compagnie. S. R. Q., 4902.

§ 2.—*Des pouvoirs et des devoirs généraux de la compagnie et de ses officiers*

**6250.** Toute compagnie, ainsi formée, a plein pouvoir d'acheter, recevoir, posséder et transporter des biens-fonds.

mais ceux seulement qui sont nécessaires pour transiger commodément les affaires et pour bien conduire les opérations de la compagnie. S. R. Q., 4903.

Pouvoir de nommer des directeurs, officiers et agents.

**6251.** Elle peut nommer les directeurs, officiers et agents, et faire les règles et règlements qui peuvent être nécessaires pour la transaction de ses affaires, pourvu qu'ils ne soient pas incompatibles avec les lois de cette province. S. R. Q., 4904.

Pouvoir de construire lignes de télégraphe, etc.

**6252.** Elle peut construire les lignes de télégraphe, désignées dans son certificat, sur les terrains acquis par elle, ou sur ceux qui lui ont été cédés par les parties ayant droit de faire cette cession, et le long de et à travers les chemins publics, ou à travers toute étendue d'eau dans cette province, en érigeant les constructions nécessaires, y compris les poteaux, jetées ou culées destinés à supporter les cordes ou fils des dites lignes, pourvu qu'elles ne soient pas érigées de manière à incommoder le public qui se sert de ces chemins, ni à gêner le libre accès à toute maison ou autre bâtiment construit dans ce voisinage, ni à interrompre la navigation.

Proviso.

Cies de téléphone.

Le présent article s'applique aussi à toute compagnie, société ou personne possédant ou exploitant une ligne de téléphone dans cette province. S. R. Q., 4905 ; 63 V., c. 32, s. 2.

Exception quant à certains points.

**6253.** Rien de contenu dans la présente section n'est censé conférer à telle compagnie le droit de construire un pont sur des cours d'eau navigables. S. R. Q., 4906.

Pouvoir d'augmenter le capital, etc.

**6254.** Toute compagnie, constituée en vertu de la présente section, peut, d'après ses articles d'association, pourvoir à l'augmentation de son capital et du nombre de ses associés. S. R. Q., 4907.

Dettes limitées.

**6255.** Nulle telle compagnie ne peut contracter de dettes pour un montant excédant la moitié de son capital. S. R. Q., 4908.

Signature des actes constitutifs des dettes.

**6256.** Tous les actes constitutifs ou reconnaissances des dettes assumées par la compagnie, doivent être signés par le président et le trésorier. S. R. Q., 4909.

Devoirs imposés pour la transmission des dépêches.

**6257.** Toute association ou compagnie de télégraphe, organisée le ou avant le dixième jour de novembre, mil huit cent cinquante-deux, peut devenir une corporation, en vertu de la présente section, en déposant dans le bureau du secrétaire

de la province un certificat sanctionné par une résolution de son bureau de directeurs, signé et certifié par le secrétaire de l'association ou de la compagnie, contenant les détails ci-dessus exigés en pareils cas et signifiant son acceptation de se conformer à la présente section. S. R. Q., 4910.

**6258.** Le propriétaire ou la compagnie en possession d'une ligne de télégraphe ouverte au public doit,—excepté dans les cas prévus dans l'article 6259,—transmettre toutes les dépêches dans l'ordre dans lequel elles sont reçues, sous peine d'une amende de pas moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres, recouvrable, avec les frais de poursuite, par la personne qui souffre du fait que l'ordre de sa dépêche a été interverti. S. R. Q., 4911.

Dépêches qui sont transférées par préférence.

**6259.** Lorsqu'une personne attachée à l'administration de la justice, ou toute autre personne à ce autorisée par le secrétaire de la province l'exige, toute dépêche relative à l'administration de la justice, à l'arrestation des criminels, à la découverte ou prévention des crimes, et les dépêches du gouvernement, doivent être transmises de préférence à toute autre dépêche. S. R. Q., 4912.

Dépêches privilégiées.

**6260.** Tout télégraphiste, ou toute autre personne employée par une compagnie de télégraphe, qui divulgue le contenu d'une dépêche privée, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres ou de l'emprisonnement pour un espace de pas plus de trois mois, ou des deux à la fois, à la discrétion du tribunal devant lequel la condamnation a lieu. S. R. Q., 4913.

Pénalité pour divulguer le secret.

### § 3.—*De la prise de possession de la ligne par Sa Majesté*

**6261.** Sa Majesté peut, en tout temps, prendre possession de toute ligne de télégraphe et de tous les accessoires pour la faire fonctionner, et en retenir la possession pendant quelque temps que ce soit ; elle peut, pendant ce temps, exiger le service exclusif des télégraphistes et autres personnes employées à faire fonctionner la ligne ; et la compagnie doit en abandonner la possession.

Pouvoir de Sa Majesté de prendre possession temporaire de la ligne.

Sous une pénalité n'excédant pas cent piastres, pour chaque cas de refus ou de négligence à se conformer aux exigences du présent article,—laquelle est recouvrable par la couronne pour les fins publiques de la province, avec les frais, en la même manière que les dettes pour un même montant sont recouvrables par la couronne,—les télégraphistes et autres personnes ainsi employées doivent obéir avec diligence et fidélité aux ordres pendant le temps que dure telle possession, et trans-

Devoir des télégraphistes d'obéir.

mettre et recevoir les dépêches qu'ils sont requis de recevoir et transmettre par tout officier dûment autorisé du gouvernement de la province. S. R. Q., 4914.

Pouvoir de Sa  
Majesté de  
prendre pos-  
session finale  
de la ligne.

**6262.** Sa Majesté peut, en tout temps, après l'établissement d'une ligne de télégraphe en vertu de la présente section, et après deux mois d'avis donné à la compagnie, en prendre possession, et, après telle prise de possession, la ligne et toutes les propriétés mobilières et immobilières, essentielles au fonctionnement du télégraphe, et tous les droits et privilèges de la compagnie à l'égard de cette ligne, sont dévolus à la couronne. S. R. Q., 4915.

Arbitrage en  
cas de diffé-  
rend.

**6263.** S'il surgit quelque différend entre la compagnie et ceux qui agissent pour la couronne, quant à la compensation à payer à la compagnie pour une ligne de télégraphe et ses dépendances, prises en vertu de l'article 6262, ou pour l'usage temporaire exclusif d'icelle, en vertu de l'article 6261, ce différend est soumis à trois arbitres dont l'un nommé par la couronne, un autre par la compagnie, et le troisième par les deux arbitres ainsi nommés, et la sentence de deux de ces arbitres est finale.

Nomination  
d'un arbitre  
par les juges.

En cas de refus ou de négligence, de la part de la compagnie, de nommer un arbitre, ou si les deux arbitres ne peuvent s'entendre sur le choix d'un tiers arbitre, alors cet arbitre ou ces arbitres sont nommés par deux juges de la Cour supérieure, sur demande à cet effet de la part de la couronne. S. R. Q., 4916.

#### § 4.—*Des souscriptions par les municipalités ou les corporations*

Souscriptions  
par les corpo-  
rations muni-  
cipales et  
autres.

**6264.** Toute corporation municipale ou autre peut souscrire et posséder des actions dans toute compagnie, formée en vertu de la présente section, payer le montant de cette souscription, à même les fonds municipaux ou autres fonds non spécialement appropriés à un autre objet, et telle corporation municipale peut prélever, au moyen d'une cotisation, l'argent nécessaire pour payer la souscription.

Vote de cette  
corporation.

Cette corporation possède ces droits comme membre de la compagnie, et vote à raison des actions possédées par elle de la manière et par l'intervention des personnes ou officiers indiqués par les articles d'association. S. R. Q., 4917.

#### SECTION XI

##### DES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE ÉLECTRIQUE

Dispositions  
applicables

**6265.** Toutes les dispositions de la section dixième du présent chapitre, (articles 6245-6264), concernant les compa-

gnies de télégraphe électrique, s'appliquent également aux Cies de compagnies de téléphone électrique, *mutatis mutandis*. S. téléphone. R. Q., 4920a ; 3 Ed. VII, c. 42, s. 1.

## SECTION XII

## DES COMPAGNIES POUR FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS SUR LES RIVIÈRES ET LES COURS D'EAU

§ 1. - *De la formation de la compagnie*

**6266.** Cinq personnes au moins peuvent se former en compagnie, en vertu des dispositions de la présente section, afin d'acquérir, ou de construire et entretenir une chaussée, une glissoire, une jetée, une estacade ou tous autres ouvrages nécessaires pour faciliter le flottage ou la descente du bois de construction ou du bois de pulpe sur les rivières ou cours d'eau en cette province, miner les roches, creuser ou enlever les bancs de sable ou autres obstacles à la navigation, ou améliorer, de toute autre manière, la navigation de ces cours d'eau pour les fins susdites. Formation de la compagnie.

Nulle telle compagnie ne doit établir aucun de ces travaux sur ou à travers une propriété privée ou appartenant à la couronne, ni empiéter sur icelle, ni l'endommager, sans en avoir, au préalable, obtenu la permission du propriétaire ou occupant, ou de la couronne, sauf et excepté tel que ci-après prévu. Défense d'en dommer certaines propriétés sans le consentement requis. S. R. Q., 4921 ; 2 Ed. VII, c. 34, s. 1.

**6267.** Chaque action de la compagnie est de vingt piastres, est réputée meuble, et transférable sur les livres de la compagnie en la manière prescrite par tout règlement fait par les directeurs. Montant des actions de la compagnie. S. R. Q., 4922.

**6268.** Nulle compagnie ne peut être formée, en vertu des dispositions de la présente section, pour améliorer une rivière ou un cours d'eau, si une autre compagnie a déjà été formée en vertu de la même section ou de toute autre loi de la Législature, dans le même but, ou sur lequel il a été fait des travaux provinciaux, sans le consentement de telle autre compagnie ou du lieutenant-gouverneur en conseil respectivement. Compagnie ne peut être formée si une autre l'est dans le même but, sans son consentement.

Ce consentement doit être formellement exprimé par écrit et enregistré avec l'instrument par lequel la compagnie a été constituée, tel que ci-après prescrit. Consentement, sa forme, etc. S. R. Q., 4923.

**6269.** Chaque fois que cinq personnes ou plus se sont formées en compagnie, en vertu de la présente section, et ont souscrit des actions pour un montant suffisant, à leur avis, pour construire l'ouvrage projeté, elles peuvent exécuter un instrument en double selon la formule A. Conditions requises avant de passer l'acte d'association.

**Montant à payer.** La compagnie, ou l'un de ses membres, ou les directeurs nommés dans cet instrument, payent au trésorier de la compagnie, six pour cent sur le montant du fonds social d'icelle mentionné dans tel instrument.

**Enregistrement de l'acte d'association.** Ils enregistrent l'instrument, avec un reçu du trésorier de la compagnie pour ce paiement ou ce versement de six pour cent, ainsi que l'approbation par écrit du ministre des travaux publics et du travail, indiquée dans l'article 6274. S. R. Q., 4924 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

**Mode de faire cet enregistrement.** **6270.** L'enregistrement doit être fait, en déposant l'un des originaux, ainsi que le reçu et l'approbation susdite, entre les mains du registraire de la division ou du comté où les travaux projetés sont entièrement ou en partie situés, ou dans lequel on a l'intention de les faire.

**Devoir du registraire.** Le registraire copie cet instrument, ce reçu et cette approbation dans un livre qu'il se procure à cet effet, et dépose les documents originaux dans son bureau.

**Ses honoraires.** Pour cet enregistrement, le registraire a droit de recevoir les mêmes honoraires que pour l'enregistrement du sommaire d'un acte. S. R. Q., 4925.

**Pouvoir des personnes payant six pour cent sur les actions.** **6271.** Si un actionnaire ne paye pas six pour cent sur les actions qu'il possède, mais que d'autres parties les payent pour lui, la partie qui paye ainsi a droit d'en recouvrer le montant comme dette devant tout tribunal compétent, bien qu'elle n'ait pas été autorisée à payer ce montant par l'actionnaire. S. R. Q., 4926.

**Rapport de la compagnie au ministre des trav. pub. et du travail.** **6272.** Avant de commencer aucun des travaux qu'elle se propose d'entreprendre, chaque compagnie est tenue de faire remettre un rapport au ministre des travaux publics et du travail, et une copie d'icelui au conseil municipal du comté dans lequel les travaux projetés doivent se faire ; ou, s'il arrive que les travaux soient situés dans plus d'un comté, alors, aux conseils municipaux des comtés dans les limites desquels ces travaux projetés se trouvent situés ; ou si ces travaux projetés sont sur des terres non arpentées et non comprises dans les limites d'aucun comté, alors, au ministre des travaux publics et du travail seulement. S. R. Q., 4927 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

**Contenu de ce rapport.** **6273.** Le rapport doit contenir :

1. Une copie de l'instrument par lequel cette compagnie est constituée en corporation ;
2. Une description des travaux qui doivent être entrepris et une estimation de leur coût ;

3. Une estimation puisée aux meilleures sources possibles de la quantité des diverses espèces de bois de construction dont le flottage annuel est projeté sur la rivière, après l'achèvement des travaux ;

4. Une cédule des taux que l'on se propose de percevoir. S. R. Q., 4928.

**6274.** La compagnie ne peut commencer aucun de ses travaux avant que l'approbation du ministre des travaux publics et du travail ait été signifiée par écrit, ni avant l'expiration de trente jours, à compter du jour où les rapports susdits ont été présentés au conseil ou aux conseils municipaux, suivant le cas, bien que l'approbation du ministre des travaux publics et du travail ait été signifiée par écrit avant l'expiration de cette période. S. R. Q., 4929 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

**6275.** Lorsque les formalités requises par les articles précédents ont été remplies, la compagnie devient dès lors une corporation sous le nom désigné dans l'instrument qui doit être ainsi enregistré ; et, sous ce nom, elle et ses successeurs peuvent acquérir, posséder, transporter, vendre et céder les terres, tènements et héritages quelconques qui peuvent être utiles et nécessaires pour les fins de la corporation. Tous les travaux comme susdit, et tous les matériaux fournis, de temps à autre, pour la construction, l'entretien et la réparation d'iceux, sont dévolus à la compagnie et à ses successeurs. S. R. Q. 4930.

## § 2.—Des règlements de la compagnie

**6276.** Toute telle compagnie a plein pouvoir de faire des règlements, et les changer et renouveler, de temps à autre, de manière que le bois de construction puisse être transmis en bon ordre et sûrement par la voie des travaux de la compagnie et de la navigation qui s'y rattache. S. R. Q., 4931.

**6277.** Des copies des règlements sont annexées aux rapports exigés de la compagnie par les articles 6272 et 6273 ; et des copies de tous les nouveaux règlements ou de tous les règlements amendés, sont annexées aux rapports annuels requis par l'article 6291. S. R. Q., 4932.

**6278.** Tout tel règlement ou règlement amendé n'a vigueur et effet qu'un mois après qu'il a été annexé aux rapports ; mais si, après l'expiration d'un mois, ce règlement n'a pas été désavoué par le ministre des travaux publics et du travail, il a pleinement vigueur et effet, et est obligatoire pour

la compagnie et pour toutes les personnes qui se servent de ces travaux. S. R. Q., 4933 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

Règlements  
ne peuvent  
imposer des  
pénalités.

**6279.** Tout tel règlement ne doit imposer de pénalités ni contenir de dispositions contraires au vrai sens et à l'intention de la présente section. S. R. Q., 4934.

Administra-  
tion des  
affaires pour  
la première  
année.

Administra-  
teurs subsé-  
quents.

**6280.** Les affaires, capitaux, biens et propriétés de la compagnie sont, la première année, administrés et gérés par cinq directeurs, nommés dans l'instrument qui doit être ainsi enregistré ; et ensuite cinq directeurs sont annuellement élus par les actionnaires, le second lundi de décembre, conformément aux dispositions d'un règlement qui doit être passé par le bureau de direction à cette fin. S. R. Q., 4935.

Contenu du  
règlement.

**6281.** Ce règlement prescrit :

1. Le mode de voter ;
2. Le lieu et l'heure de l'assemblée pour l'élection des directeurs ;
3. Toutes les autres matières—excepté le jour de l'élection—que les directeurs jugent nécessaires pour mettre à exécution les dispositions du présent article et de l'article 6280. S. R. Q., 4936.

Publication  
du règle-  
ment.

**6282.** Le règlement doit être publié, pendant trois semaines consécutives, dans le papier-nouvelles, ou l'un des papiers-nouvelles le plus près du lieu où les directeurs s'assemblent ordinairement pour conduire les affaires de la compagnie. S. R. Q., 4937.

Amendement  
de ce règle-  
ment.

**6283.** Les directeurs ont plein pouvoir de changer ou amender tel règlement ; et le règlement amendé doit être publié en la manière ci-dessus prescrite. S. R. Q., 4938.

Cas où l'élec-  
tion n'a pas  
lieu au jour  
fixé.

**6284.** Si l'élection annuelle des directeurs ne se fait pas au temps fixé, la compagnie n'est pas pour cela dissoute ; mais les directeurs, pour le temps d'alors, continuent, dans ce cas, à servir jusqu'à ce qu'une autre élection des directeurs ait eu lieu. S. R. Q., 4939.

Nouvelle  
élection.

**6285.** Une autre élection, s'il est nécessaire, a lieu dans le mois après le temps fixé par la loi, et à l'époque fixée par un règlement qui doit être passé par les directeurs de la compagnie à cette fin. S. R. Q., 4940.

Droit de vote  
des action-  
naires.

**6286.** A toute élection des directeurs, chaque actionnaire a droit à une voix par chaque action qu'il possède dans la compagnie et sur laquelle il ne doit ni arrérages ni versements. S. R. Q., 4941.



**6287.** Quiconque est actionnaire et ne doit pas d'arré- Actionnaires  
rages comme susdit est éligible comme directeur. S. R. Q., éligibles  
4942. comme  
directeurs.

**6288.** La majorité des directeurs forme un quorum pour Quorum des  
la transaction des affaires. S. R. Q., 4943. directeurs.

**6289.** Les directeurs peuvent élire un d'entre eux comme Nomination  
président ; ils peuvent aussi nommer tels officiers et serviteurs du président  
qu'ils jugent nécessaires, et exiger d'eux, à leur discrétion, et autres  
des cautions pour l'accomplissement fidèle de leurs devoirs, officiers.  
et la reddition par eux d'un compte fidèle de tous les deniers  
versés entre leurs mains pour l'usage de la compagnie. S. R.  
Q., 4944.

**6290.** S'il arrive, pendant l'année de leur nomination, Mode de rem-  
quelque vacance parmi les directeurs, cette vacance est rem- plir les vacan-  
plie, pour le reste de l'année, par une personne nommée par ces parmi les  
la majorité du reste des directeurs, à moins qu'il ne soit au- directeurs.  
trement prescrit par quelque statut ou règlement de la com-  
pagnie. S. R. Q., 4945.

**6291.** Les directeurs de toute compagnie constituée en Rapport par  
vertu de la présente section, sont tenus de faire un rapport les direc-  
annuel au ministre des travaux publics et du travail dans le teurs.  
mois de janvier.

Ce rapport est attesté sous serment par le trésorier de la Son contenu.  
compagnie, et doit indiquer :

1. Le coût des travaux ;
2. Le montant des deniers dépensés ;
3. Le montant du capital de la compagnie, et le montant  
payé sur icelui ;
4. Le montant total des taux ou droits employés sur les  
travaux ;
5. Le montant reçu pendant l'année, provenant des taux  
de péage et de toute autre source, indiquant chacune séparé-  
ment, et distinguant les droits perçus sur les différentes  
espèces de bois de construction ;
6. Le montant des dividendes payés ;
7. Le montant dépensé en réparations ; et
8. Le montant des dettes passives de la compagnie, spéci-  
fiant les objets pour lesquels ces dettes ont été respectivement  
encourues. S. R. Q., 4946 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

### § 3.—Des livres tenus par la compagnie

**6292.** Chaque compagnie tient des livres de compte ré- Livres, tenus  
guliers dans lesquels est entré un état correct de l'actif par la Cie.

et des recettes et déboursés de la compagnie, lesquels sont en tout temps, ouverts à l'inspection et à l'examen des actionnaires ou des personnes nommées à cette fin par le ministre des travaux publics et du travail.

Pouvoir d'en prendre des copies.

Tout tel inspecteur a droit de prendre des copies ou extraits de ces livres ou exiger et recevoir du teneur de tels livres, et aussi du président et de chacun des directeurs, et de tous les autres officiers et serviteurs de la compagnie, tous les renseignements touchant ces livres et les affaires générales de la compagnie, qu'il juge nécessaires pour faire une enquête ou un rapport satisfaisant sur les affaires d'icelle, de façon à lui permettre de constater si les taux perçus sur les travaux sont plus élevés que ne le permet la présente section. S. R. Q., 4947 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

#### § 4.—*Des emprunts, actions et versements*

Augmentation du capital pour certaines fins.

**6293.** Si, en tout temps après l'établissement de la compagnie, les directeurs sont d'opinion qu'il est désirable d'étendre, changer ou améliorer les travaux, ou que le capital originairement souscrit ne suffit pas pour compléter les travaux que la compagnie voulait exécuter, ils peuvent, en vertu d'une résolution passée par eux à cette fin :

Obligations à cet effet.

a. Émettre des obligations pour des sommes de pas moins de cent piastres chacune, signées par le président et contresignées par le trésorier de la compagnie, pour une somme n'excédant pas le quart de son capital payé ; ou —

Emprunts.

b. Emprunter, sur la garantie de la compagnie, en affectant, par privilège, les travaux et les péages prélevés sur iceux, une somme d'argent suffisante pour les compléter ; ou —

Nouvelles actions.

c. Autoriser la souscription de tel nombre additionnel d'actions déterminé dans leur résolution, dont une copie, signée par le président et revêtue du sceau de la compagnie, est grossoyée à la tête de la liste de souscription ouverte aux souscripteurs du nombre additionnel d'actions ainsi autorisées. S. R. Q., 4948.

Enregistrement des nouvelles actions ; son effet.

**6294.** Lorsqu'il a été souscrit un assez grand nombre d'actions nouvelles, pour que les directeurs croient désirable de les enregistrer, le président remet la nouvelle liste de souscripteurs au registrateur auquel a été confiée la garde de l'instrument original ; il y annexe la nouvelle liste de souscripteurs, et cette liste est dès lors censée faire partie de l'instrument. S. R. Q., 4949.

Droits et obligations

**6295.** Tous les souscripteurs sur cette liste, et toutes les personnes qui y entrent par la suite leurs noms comme souscripteurs, avec le consentement des directeurs signifié par

une résolution du bureau, sous le nom du président et sous le sceau de la compagnie, sont sujets aux mêmes obligations, et ont droit aux mêmes bénéfices, droits, avantages ou privilèges que les souscripteurs originaires, tant pour les premiers travaux entrepris, que pour toute extension ou changement d'iceux ; et la liste et les souscriptions y apposées, sont dès lors considérées comme faisant partie de la première entreprise. S. R. Q., 4950.

**6296.** Ces actions additionnelles sont demandées, exigées et recouvrées en la manière, et sous les pénalités prescrites ou autorisées à l'égard des actions primitives ou du capital de la compagnie. S. R. Q., 4951.

**6297.** Les directeurs peuvent demander et exiger des actionnaires de la compagnie, toutes sommes d'argent par eux souscrites, à telles époques et en tels paiements ou versements, n'excédant point dix pour cent chacun, qu'ils le jugent à propos, sur avis publié pendant quatre semaines consécutives dans les papiers-nouvelles ou l'un des papiers-nouvelles, publiés dans l'endroit le plus voisin de celui où les directeurs s'assemblent ordinairement pour la transaction des affaires de la compagnie. S. R. Q., 4952.

**6298.** Tout actionnaire qui néglige ou refuse de payer sa part prescrite des versements susdits, pendant l'espace de deux mois après le temps fixé pour le paiement d'iceux, encourt la perte des actions qu'il possède dans la compagnie, lesquelles actions forfeites retournent à la compagnie pour son propre profit. S. R. Q., 4953.

**6299.** La compagnie ne peut se prévaloir de cette confiscation, à moins que les actions ne soient déclarées confisquées dans une assemblée générale de la compagnie réunie, en tout temps, après la confiscation encourue. S. R. Q., 4954.

**6300.** Cette confiscation exonère l'actionnaire en défaut de toute action, poursuite, procédure ou responsabilité, pour infraction de tout contrat ou autre engagement entre cet actionnaire et les autres actionnaires, relativement à l'exécution de l'entreprise. S. R. Q., 4955.

#### § 5.—Du recouvrement des versements

**6301.** La compagnie peut, devant tout tribunal ayant juridiction pour le montant demandé, poursuivre tout actionnaire de la compagnie et recouvrer de lui le montant de tout

justice des  
versements.

versement sur les actions que cet actionnaire a négligé de payer, après avis public inséré pendant deux semaines dans un papier-nouvelles publié dans le lieu le plus voisin de celui où les directeurs s'assemblent ordinairement pour la transaction des affaires de la compagnie. S. R. Q., 4956.

Actions en  
recouvre-  
ment de ver-  
sements dus.

**6302.** Il n'est pas nécessaire, sur une action ou poursuite intentée par la compagnie contre un actionnaire pour le recouvrement de versements, d'alléguer les faits spéciaux ; mais il suffit d'alléguer que le défendeur est propriétaire d'une ou de plusieurs actions,—indiquant le nombre des actions,—dans le fonds social de la compagnie, et qu'il est endetté envers elle en la somme d'argent en laquelle les versements échus se montent, pour un ou plusieurs versements, sur une ou plusieurs actions,—indiquant le nombre et le montant de chacun des versements,—à raison desquels versements la compagnie a acquis droit d'action, en vertu de la présente section. S. R. Q., 4957.

Preuve lors  
de l'instruc-  
tion.

**6303.** A l'instruction ou l'audition de cette action, il suffit à la compagnie de prouver que le défendeur, à l'époque où le versement a été demandé, était propriétaire d'une ou de plusieurs actions dans le fonds social,—et, s'il n'a été fait aucun tranfert d'actions, la preuve de la souscription à l'engagement originaire, est une preuve suffisante du montant souscrit,—que le versement a été demandé, et qu'avis en a été donné en la manière requise ; sur ce, la compagnie a droit de recouvrer ce qui est dû sur ce versement, avec intérêt, à moins qu'il n'apparaisse qu'avis du versement n'a pas été donné, et la compagnie n'a pas besoin de prouver la nomination des directeurs qui ont prescrit le versement, ni aucune autre matière que ce soit. S. R. Q., 4958.

Valeur du  
témoignage  
du trésorier.

**6304.** Le serment du trésorier est réputé une preuve suffisante de tel avis, et copie en est déposée dans le bureau du greffier du tribunal où le procès a lieu. S. R. Q., 4959.

#### § 6.—*De l'arbitrage en cas de dommages par la compagnie*

Arbitrages  
en cas de  
différends.

**6305.** Si, après demande faite par les directeurs, le propriétaire ou l'occupant d'un terrain sur ou à travers lequel la compagnie désire construire ses travaux, ou qui pourrait être par là inondé ou autrement endommagé, ou sur lequel elle entend exercer quelque'un des pouvoirs qui lui sont donnés par la présente section, néglige ou refuse de s'entendre sur le prix ou le montant des dommages qu'elle doit payer pour ce terrain ou pour passer sur icelui ou s'en servir, ou pour le submerger ou l'endommager de quelque manière que ce soit, ou pour l'approprier à son usage, ou pour l'exercice des pou-

voirs ci-dessus énoncés, elle peut nommer un arbitre, et le propriétaire ou l'occupant du terrain, un autre arbitre.

Les deux arbitres peuvent en nommer un troisième pour décider, juger et déterminer le montant que la compagnie doit payer avant de prendre possession du terrain ou exercer ses pouvoirs, et la décision de deux des arbitres est définitive. Nomination d'un tiers arbitre. S. R. Q., 4960.

**6306.** En constatant le montant, les arbitres doivent avoir soin de tenir compte des avantages résultant à la partie qui demande la compensation de la construction des travaux projetés. Devoirs des arbitres. S. R. Q., 4961.

**6307.** La compagnie peut offrir la somme adjugée à la partie qui réclame la compensation, laquelle est alors tenue de faire le transport du terrain à la compagnie ou de passer les actes nécessaires ; et la compagnie, après cette offre, soit que le transport ou autre document ait été exécuté ou non, est autorisée à entrer sur le terrain, à en prendre possession pour ses besoins, et à le posséder, ou à exercer les pouvoirs susdits, de la même manière que si un transport ou un autre document eût été exécuté. Sur offre de la somme adjugée la compagnie a droit au transfert du terrain. S. R. Q., 4962.

**6308.** Si le propriétaire ou l'occupant néglige de nommer un arbitre dans les vingt jours après avoir reçu avis de faire par la compagnie ; ou Nomination d'un arbitre par le juge.

Si les deux arbitres, dans les vingt jours après la nomination du second arbitre, ne s'entendent point sur le choix d'un troisième ; ou

Si l'un des arbitres refuse ou néglige, dans les dix jours après sa nomination, d'assumer les devoirs qui lui sont imposés, sur demande de la compagnie, ou de l'autre partie,—un juge de la Cour supérieure, siégeant dans le district où est situé le terrain, nomme une personne compétente et désintéressée, résidant dans une paroisse ou un canton voisin de la paroisse ou du canton dans lequel le terrain est situé, pour agir aux lieu et place de l'arbitre qui refuse ou néglige comme susdit.

Tout arbitre, ainsi nommé par le juge, entend et décide la matière qui lui est soumise, avec toute la diligence convenable, après qu'il a ainsi été nommé. Pouvoir de cet arbitre.

Toute sentence rendue par une majorité des arbitres est aussi obligatoire que si les trois arbitres l'eussent rendue et eussent concouru. Valeur de la sentence des arbitres. S. R. Q., 4963.

**6309.** Si les terres ou terrains, requis par la compagnie pour quelqu'un de ses travaux, ou sur lesquels quelqu'un des pouvoirs susmentionnés doit être exercé, sont tenus et possédés par quelque personne qui ne réside pas dans cette province Mode de procéder lorsqu'il s'agit de

terrains  
appartenant  
à des absents.

ou qui est inconnue de la compagnie, ou par une corporation dont les membres ne résident pas dans la province ou sont inconnus de la compagnie ; ou

Si les titres de ces terres sont des titres en litige ; ou

Si telles terres sont hypothéquées ; ou

Si le propriétaire en est inconnu ou inhabile à contracter avec la compagnie, relativement à la vente d'iceux, ou à l'exercice de quelqu'un des pouvoirs ci-dessus mentionnés de la compagnie, ou à nommer des arbitres,—

la compagnie peut nommer une personne désintéressée, et un juge de la Cour supérieure, agissant pour le district dans lequel les terres sont situées, sur la demande de la compagnie, peut en nommer une autre, compétente et désintéressée, résidant dans une paroisse ou un canton voisin de la paroisse ou du canton dans lequel les terres sont situées, laquelle, avec toute autre personne choisie par les deux personnes ainsi nommées, avant de procéder à l'investigation, ou si elles ne s'accordent point sur leur choix, avec telle autre personne qui est nommée par le juge avant que les autres puissent procéder à cette investigation, sont arbitres pour décider, déterminer, adjuger et fixer les sommes respectives d'argent que la compagnie doit payer, à la partie ayant droit de les recevoir, pour ces terres ou pour les dommages.

Valeur de la  
décision des  
arbitres.

La décision de la majorité des arbitres oblige et lie les parties. S. R. Q., 4964.

Montant  
adjudgé  
payable à  
demande.

**6310.** La compagnie est tenue de payer ou de faire payer à demande, aux diverses personnes y ayant droit, le montant ainsi adjudgé. S. R. Q., 4965.

Mémoire du  
jugement.

**6311.** Un mémoire du jugement ou de l'arbitrage est fait et signé par les arbitres ou la majorité d'entre eux, spécifiant le montant ainsi adjudgé, et les frais d'arbitrage accordés par les arbitres ou une majorité d'entre eux.

Enregistre-  
ment de ce  
mémoire.

Ce mémoire est déposé dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté dans lequel et près duquel sont situés les terres ou terrains.

Pouvoirs de  
la compagnie.

Là-dessus la compagnie est pleinement autorisée à entrer sur ces terres ou terrains, à en prendre possession pour l'utilité de la compagnie et à procéder à la confection des travaux qui l'intéressent. S. R. Q., 4966.

Frais d'arbi-  
trage.

**6312.** Les frais de tout arbitrage rendu en vertu de la présente section, sont payés par la compagnie, et, par elle, déduits du montant adjudgé lors du paiement fait aux parties y ayant droit, si la compagnie, avant d'avoir choisi son arbitre, a offert une somme égale à celle accordée par les arbitres ou une somme plus forte, autrement ces frais sont à la charge de la compagnie.

Les arbitres doivent déclarer, dans leur sentence, par laquelle des parties les frais doivent être payés. S. R. Q., 4967. Sentence déclare qui doit payer.

**6313.** Toutes les terres prises par la compagnie, pour les fins de tels travaux, et achetées et payées par elle, en la manière ci-dessus prescrite deviennent la propriété de la compagnie, libres et quittes de toutes hypothèques, charges et servitudes que ce soit. S. R. Q., 4968. Terres prises et achetées sont la propriété de la compagnie.

**6314.** Les arbitres fixent un jour convenable pour l'audition des parties, et donnent, au préalable, un avis de huit jours au moins du jour et du lieu fixés ; et les parties ouïes et interrogées de toute autre manière sur le mérite des matières à eux soumises, ils ou une majorité d'entre eux rendent, dans les trente jours qui suivent leur nomination, leur sentence par écrit, laquelle est finale quant au montant de la somme en litige. S. R. Q., 4969. Mode de procéder des arbitres.

§ 7.—*De la prise de possession par la compagnie de certains travaux faits par des particuliers*

**6315.** Si des glissoires, jetées, estacades, ou autres travaux pour faciliter le flottage et la descente du bois de construction, pour l'amélioration desquels une compagnie a été formée en vertu de la présente section, ont été établis par des particuliers non constitués en compagnie en vertu d'icelle section ou d'une loi de la Législature, la compagnie, ainsi formée, peut prendre possession de ces travaux. Pouvoir de prendre possession de certains travaux faits par des particuliers.

Les propriétaires d'iceux,—ou s'ils ont été construits sur les propriétés de la couronne, les personnes aux frais desquels ils ont été construits—peuvent demander compensation pour la valeur de ces travaux, soit en argent, soit en actions de la compagnie, au choix du propriétaire ou de ceux aux frais desquels ces travaux ont été exécutés. Compensation à cet effet en faveur des particuliers.

Ils ont également le droit de devenir actionnaires de la compagnie pour un montant égal à la valeur des travaux, telle qu'établie par les arbitres nommés en la manière ci-dessus prescrite. Pouvoir de ces derniers de devenir actionnaires.

Tous les articles depuis 6309 jusqu'à 6314 s'appliquent à ces travaux et aux propriétaires et possesseurs d'iceux, de la même manière et au même degré qu'aux terres et terrains requis par la compagnie et aux propriétaires et occupants d'iceux. S. R. Q., 4970. Articles applicables à ces travaux.

**6316.** Si la compagnie acquiert ces travaux ou en prend possession, et n'en construit pas d'autres que ceux ainsi acquis, il n'est pas nécessaire que la compagnie observe les formalités prescrites par les articles 6272 et 6273 ; mais elle est seulement tenue de fournir au ministre des travaux Cas où il n'est pas besoin de se conformer à certains articles.

publics et du travail le rapport et la copie des rapports mentionnés dans ces articles. S. R. Q., 4971 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

Places de moulin ne peuvent être prises sans le consentement du propriétaire.

**6317.** La présente section ne doit pas être interprétée de manière à autoriser une compagnie, formée en vertu d'icelle, à prendre possession d'une place de moulin, ou à endommager une place de moulin sur laquelle il existe des moulins, machines ou travaux hydrauliques autres que ceux construits pour faciliter le flottage ou la descente du bois de construction ; et nulle compagnie, formée en vertu de la présente section, ne peut commencer des travaux de nature à empiéter sur une place de moulin occupée, ou à l'endommager, sans le consentement par écrit préalablement obtenu du propriétaire ou sans une sentence des arbitres nommés comme ci-dessus prescrit, portant que les travaux projetés n'endommageront pas telle place de moulin ; ce consentement ou cette sentence doivent être enregistrés de la même manière que l'acte corporatif de la compagnie. S. R. Q., 4972.

Défense d'obstruer les cours d'eau navigables.

**6318.** La présente section ne doit pas être interprétée non plus comme autorisant une compagnie, formée en vertu d'icelle, à obstruer les cours d'eau déjà navigables, ou à prélever d'autres droits que ceux imposées sur le bois de construction. S. R. Q., 4973.

Droits des parties quant aux pouvoirs hydrauliques créés par la compagnie.

**6319.** Si, par suite de la construction d'une chaussée par une compagnie établie en vertu de la présente section, il est créé quelque chute ou pouvoir hydraulique, la compagnie n'a pas pour cela le droit d'en réclamer l'usage ; néanmoins, si le propriétaire ou l'occupant de la terre contiguë a fait quelque réclamation pour compensation de dommages causés par icelle, les arbitres peuvent tenir compte de l'accroissement de valeur donnée à la propriété à raison du pouvoir hydraulique ainsi créé. S. R. Q., 4974.

#### § 8.—Des droits sur le bois

Principe d'après lequel les droits sont calculés.

**6320.** Les droits, pour la première année, sont calculés suivant les estimations requises ci-dessus du coût des travaux et de la quantité des diverses espèces de bois de construction, que l'on entend faire descendre ; les droits, pour chaque année subséquente, sont calculés d'après le coût des travaux et la quantité des diverses espèces de bois que l'on entend faire descendre par le cours d'eau, et d'après les recettes et dépenses, conformément aux comptes de l'année alors précédente, rendus en conformité des articles 6291 et suivants.

Profit net ne doit pas excéder dix pour

Les droits sont calculées de manière que, après le paiement des dépenses nécessaires pour l'entretien et la surveillance des travaux et le recouvrement des droits, la balance



des recettes égale, autant que possible et n'excède jamais la cent du capi-  
somme de dix pour cent du capital dépensé et employé tal dépensé.  
pour les travaux.

Si, dans une année quelconque, les recettes provenant des Si le profit  
droits laissent, après le paiement de toutes les dépenses cou- net est de  
rantes, un profit net de plus de dix pour cent du capital plus de dix  
dépensé, il n'est pas pour cela toutefois réparti entre les pour cent  
actionnaires de plus forts dividendes qu'au taux de dix pour du capital  
cent, et le reste est rapporté au compte des recettes de l'année dépensé.  
suivante. S. R. Q., 4975.

**6321.** Les droits qui doivent être prélevés sur les diverses Droits sur  
espèces de bois sont dans les proportions suivantes, savoir : bois.

Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en pièces équarries ou flacheuses, les mille cts pieds cubes.....	15
Chêne, orme ou autres bois durs, en pièces équarries, méplates ou flacheuses, les mille pieds cubes.....	22½
Billots à sciage de dix-sept pieds ou moins de longueur, les mille pieds, mesure de planche.....	01
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche en grume ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de trente pieds de longueur, les mille pieds, mesure de planche.....	01½
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche en grume ou en méplats, de trente pieds ou plus de longueur, les mille pieds mesure de planche.	01½
Sciages, les mille pieds, mesure de planche.....	03
Douves, les mille pieds, mesure de planche.....	15
Bois de corde, paquet de bardeaux et autres bois, la corde de cent vingt-huit pieds cubes.....	01
Espars, la pièce.....	03
Mâts, la pièce.....	05
Traverses de chemin de fer, autres que de cèdre, de huit ou seize pieds de long, la longueur de huit pieds....	$\frac{1}{24}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de huit pieds ou moins de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{32}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de huit pieds et de moins de dix-sept pieds de longueur, la pièce..	$\frac{1}{16}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de vingt-cinq pieds de longueur, la pièce..	$\frac{3}{32}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de vingt-cinq pieds et de moins de trente-cinq pieds de longueur, la pièce..	$\frac{1}{6}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de trente-cinq pieds ou plus de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{4}$

S. R. Q., 4976 ; 58 V., c. 39, s. 2.

**6322.** Les comptes annuels de chaque compagnie doivent Cédule des  
contenir une cédule des droits calculés comme susdit, dont le droits.

annexée au  
compte  
annuel.

recouvrement est projeté pour l'année suivante ; et s'il n'est pas donné avis au président de la compagnie, le ou avant le quinzième jour de mars de chaque année, que la cédula des droits a été désavouée par un ordre du ministre des travaux publics et du travail, le président fait publier cette cédula de droits pendant l'espace d'un mois, dans quelque papier-nouvelles, publié dans les comtés ou districts dans lesquels ou le plus près desquels ces travaux sont situés, et ces droits ainsi publiés sont les droits légaux pour cette année.

Pouvoir du  
ministre  
si la cédula  
n'a pas été  
bien calculée.

S'il apparaît au ministre des travaux publics et du travail que la cédula des droits projetés n'a pas été calculée d'après le véritable sens et l'intention de la présente section, il peut, par un instrument sous son seing, la changer ou la modifier de manière à la rendre conforme au vrai sens de telle section.

Avis au  
président  
de la compa-  
gnie.

L'avis est donné au président de la compagnie que la cédula des droits a été amendée, et elle doit être publiée par lui, comme susdit.

Droits légaux.

Ces droits sont ceux fixés légalement pour cette année. S. R. Q., 4977 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

Pouvoir de  
la compagnie  
d'exiger un  
état de la  
quantité de  
chaque  
espèce de  
bois.

**6323.** Toute telle compagnie peut exiger, du propriétaire du bois de construction devant passer par quelque partie des travaux de la compagnie, ou de toute personne en ayant la charge, un état par écrit de la quantité de chaque espèce de bois de construction, de la destination de ce bois, et des sections des travaux par lesquelles il doit passer.

Péage, si  
l'état est  
faux.

S'il n'est transmis aucun tel document par écrit, lorsque requis, ou si un état faux est transmis, tout ce bois de construction, ou la partie qui en a été omise dans le faux état, devient passible d'un double péage. S. R. Q., 4978.

Bois sur  
lesquels les  
taux peuvent  
être perçus.

**6324.** Toute telle compagnie peut demander et recevoir les taux légaux, sur tout le bois de construction qui a passé par quelqu'un des travaux de la compagnie ou sur iceux.

Mesurage.

La compagnie, par l'intermédiaire de ses serviteurs, a libre accès à tout le bois de construction aux fins de le mesurer et de le compter. S. R. Q., 4979.

Recouvre-  
ment des  
taux.

**6325.** Si les taux légaux ne sont pas payés à demande, la compagnie a le droit d'en poursuivre le recouvrement devant tout tribunal ayant juridiction, et de recouvrer du propriétaire du bois le montant des droits et les frais de poursuite. S. R. Q., 4980.

Effet de l'offre  
de paiement  
de la totalité  
des droits.

**6326.** Si le propriétaire du bois objecte au montant des taux demandés, et offre une somme jugée comme le montant vrai et correct des droits, la compagnie paye les frais de poursuite, à moins que le jugement rendu ne soit pour un plus fort montant que la somme ainsi offerte. S. R. Q., 4981.

**6327.** Si le bois n'est pas venu par ou sur tous les travaux de la compagnie, mais seulement par ou sur une partie d'iceux, le propriétaire de ce bois n'est tenu de payer les droits que pour les sections des travaux dont il a fait usage, si, dans la cédula des droits, les travaux sont divisés par sections ; sinon, il est tenu de payer en proportion de la distance que ce bois a parcourue sur les susdits travaux. *Droits, payés en proportion de l'étendue des travaux dont on se sert.* S. R. Q., 4982.

**6328.** Si le propriétaire du bois qui a passé par quelqu'un des travaux de la compagnie ne peut être reconnu ; ou s'il y a de bonnes raisons de craindre que les droits sur ce bois n'ont pas été payés par le propriétaire, ou par celui qui en est réputé le propriétaire, ou qui en a la charge, tout maire, ou tout juge de paix, ayant juridiction dans la localité par laquelle ou dans le voisinage de laquelle s'étend telle navigation, ou dans l'endroit où le bois peut se trouver,—s'il est à vingt milles des travaux,—est tenu, sur le serment de tout directeur ou serviteur de la compagnie constatant que les justes droits n'ont pas été payés, ou qu'il y a de bonnes raisons de craindre qu'ils n'ont pas été payés, de décerner un mandat pour la saisie de tel bois, ou de telle partie d'icelui suffisante pour payer les droits. *Quand et comment le bois peut être saisi pour payer les droits.*

Ce mandat est adressé à tout constable ou à toute personne assermentée comme constable à cet effet, à la discrétion du magistrat ; il autorise la personne à qui il est adressé—si les droits ne sont point payés dans les quatorze jours à compter de sa date—à vendre le bois et à payer à la compagnie, à même le produit de la vente, les justes droits qui lui sont dus, ainsi que les frais de saisie et de vente, rendant le surplus, à demande, au propriétaire. *A qui est adressé le mandat. Vente du bois faute de paiement des droits.* S. R. Q., 4983.

#### § 9.—Des devoirs de la compagnie relativement aux travaux

**6329.** Toute telle compagnie est tenue, dans les deux années à compter du jour qu'elle a été constituée en corporation, de compléter tous les travaux qu'elle a entrepris, et pour l'exécution desquels elle a été constituée, à défaut de quoi elle forfait tous les pouvoirs et l'autorité qu'elle a acquis ; tous ses pouvoirs corporatifs cessent et finissent dès ce moment, à moins qu'un nouveau délai ne lui soit accordé par un règlement du ou des comtés dans lesquels ou dans le voisinage desquels les travaux se trouvent. *Parachèvement des travaux de la compagnie.*

Si une compagnie, formée en vertu de la présente section, abandonne durant une année entière, les travaux qu'elle a faits, de manière qu'ils ne soient pas en assez bon ordre pour servir aux fins indiquées dans sa charte, ses pouvoirs cessent comme corporation. *Caducité des pouvoirs corporatifs en certains cas.* S. R. Q., 4984.

Travaux  
tenus en bon  
ordre.

Avis du  
mauvais  
ordre d'iceux.

Domages  
faute de  
réparation  
après cet  
avis.

**6330.** Aussitôt que les travaux, construits en vertu de la présente section, ont été terminés et les taux établis, la compagnie est tenue de les entretenir en bon ordre.

Si quelques-uns de ces travaux se trouvent n'être pas construits conformément à la description donnée dans le rapport requis par l'article 6273, ou deviennent insuffisants ou en mauvais état d'entretien, quiconque est intéressé à cette navigation peut signifier à tout employé de la compagnie un avis l'informant de l'insuffisance de ces travaux.

Si, dans un délai raisonnable après la signification de l'avis, les réparations nécessaires ne sont pas faites, la compagnie est responsable du dommage éprouvé par qui que ce soit, par suite de ce défaut de réparation ; mais nulle compagnie, formée en vertu de la présente section, n'est tenue à des dommages, tant que ces travaux sont conformes à la description ou spécification contenue dans l'instrument original dont l'enregistrement est requis, ou conforme à toute description ou spécification subséquente approuvée et enregistrée, ni n'est responsable des dommages résultant de la destruction et détérioration fortuites de ces travaux, mais seulement de ceux résultant de sa négligence volontaire, après signification de l'avis susdit à l'un de ses serviteurs, tel que ci-dessus prescrit. S. R. Q., 4985.

#### § 10.—Des pénalités et des poursuites

Pénalités  
pour molester  
la compagnie  
dans ses  
opérations.

**6331.** Quiconque empêche quelqu'un des serviteurs de la compagnie de faire passer le bois par quelqu'une de ces voies de communication, ou de mettre à exécution les règlements de cette compagnie pour la plus grande sûreté et régularité de la descente du bois, ou résiste à quelqu'un de ces serviteurs qui demande accès à un radeau ou autre bois de construction pour constater les droits qui sont dus sur iceux, ou moleste, de quelque manière que ce soit, la compagnie ou ses serviteurs dans l'exercice des droits qui leur sont conférés par la présente section, est, sur conviction sommaire devant un juge de paix ayant juridiction dans la localité dans laquelle ou près de laquelle l'offense a été commise, condamné à payer une amende au maximum de dix piastres et au minimum d'une piastre, avec tous les frais, lesquels doivent être payés dans le temps fixé par le dit juge de paix, et, à défaut de paiement, sont prélevés en la manière ci-après prescrite. S. R. Q., 4986.

Procédure  
devant les  
juges de paix.

**6332.** Dans toute procédure ou poursuite devant un juge de paix, en vertu de la présente section, ce juge de paix peut assigner la partie contre laquelle il est porté plainte, à comparaître au temps et au lieu fixés dans l'ordre d'assignation, et si elle ne comparaît pas, sur preuve de la signification de l'ordre d'assignation à telle partie soit personnellement soit en lais-

sant copie de cet ordre au lieu ordinaire de sa résidence, ou à une personne adulte appartenant au radeau sur laquelle la partie est employée, le juge de paix peut procéder à entendre et juger la cause *ex parte*, ou émettre son mandat pour arrêter telle partie et la faire conduire devant lui ou quelque autre juge de paix, ou bien, il peut, s'il le juge à propos, sans ordre d'assignation préalable, émettre son mandat ; le juge de paix devant lequel telle partie comparait ou est amenée, procède à entendre et juger la cause. S. R. Q., 4987.

**6333.** Les amendes et confiscations dont le recouvrement Mode de recouvrer les amendes. sommaire est autorisé par la présente section, peuvent être recouvrées sur information et plainte devant un juge de paix du district dans lequel elles ont été encourues, et sont recouvrées par la saisie et la vente des meubles et effets du contrevenant, en vertu d'un mandat émis pour cette fin par le juge de paix devant lequel la condamnation a été obtenue. S. R. Q., 4988.

**6334.** S'il ne se trouve pas de meubles et effets suffisants Emprisonnement faute de meubles. pour acquitter le montant porté dans le mandat, le contrevenant est emprisonné dans la prison commune du district, pour une période n'excédant pas un mois. S. R. Q., 4989.

**6335.** Toutes les amendes et confiscations perçues en Emploi des amendes. vertu de la présente section sont versées entre les mains du trésorier de la compagnie, propriétaire des travaux à l'égard desquels ces amendes et confiscations sont imposées, pour l'usage de telle compagnie. S. R. Q., 4990.

**6336.** Si une poursuite est intentée contre qui que ce soit Temps limité pour intenter les actions. pour une matière ou chose quelconque, faite en vertu de la présente section, telle poursuite doit être intentée dans les six mois qui suivent la commission du fait, et non après ; le défendeur peut faire une défense générale seulement et invoquer la présente section et les faits particuliers comme preuve au procès. S. R. Q., 4992.

#### § 11.—*De la fusion des compagnies*

**6337.** Il est permis à deux compagnies, formées pour la Fusion de compagnies dont les cours d'eau sont contigus l'un à l'autre. confection de travaux sur des cours d'eau contigus l'un à l'autre, de s'unir et former une seule compagnie, aux conditions qu'elles jugent à propos d'établir ; et le nom que prennent ces compagnies unies est dès lors leur nom collectif ; ces compagnies unies ont, exercent et possèdent tous les droits, et sont sujettes à toutes les obligations des autres compagnies formées en vertu des dispositions de la présente section, qu'elles possédaient et auxquelles elles étaient tenues séparément avant leur union. S. R. Q., 4993.

§ 12.—*Dispositions diverses*

Quand le lieutenant-gouv. en conseil peut déclarer une compagnie dissoute.

Arbitrage en pareils cas.

Procédure dans les cas de titres douteux.

Ratification de titre.

Intervention du propriétaire légitime.

Effet de la ratification.

Place des deniers déposés. Cas de substitution.

**6338.** Chaque fois que la chose est jugée utile pour le service public, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer toute compagnie, formée en vertu de la présente section, dissoute, et tous les travaux de cette compagnie, travaux de la province, sur paiement fait à la compagnie de la valeur alors réelle des travaux, laquelle est déterminée par des arbitres, dont l'un est nommé par le ministre des travaux publics et du travail et l'autre par la compagnie ; et s'ils ne s'accordent pas sur leur sentence, le juge de la Cour supérieure, siégeant dans le district dans lequel ou dans les environs duquel se trouvent ces travaux, nomme un tiers arbitre. S. R. Q., 4995 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 20.

**6339.** Dans chaque cas où des terres ou des travaux, situés en cette province, ont été acquis, achetés, ou pris en vertu des dispositions de la présente section, et que la compagnie qui achète ou prend possession de ces terres ou travaux, a lieu de croire que l'occupant ou la personne qui en est en possession n'en est pas le propriétaire légal, ou que ces terres ou travaux sont déjà grevés ou hypothéqués, la compagnie n'est pas tenue de payer à l'occupant le montant du prix d'acquisition ou de l'adjudication prescrite par la présente section ; mais elle a le droit de déposer entre les mains du protonotaire du district où se trouvent les terres ou travaux le prix d'acquisition et le montant adjugé pour iceux, avec son titre d'achat ou la sentence des arbitres, suivant le cas.

Elle peut procéder aux fins d'obtenir de la Cour supérieure, siégeant dans un tel district, la ratification de ce titre ou de cette sentence, en la manière prescrite pour la ratification des titres. S. R. Q., 4996.

**6340.** Le propriétaire légitime de ces terres ou travaux et tous autres ayant des réclamations à faire valoir, peuvent intervenir dans la procédure, et réclamer et obtenir le prix d'achat ou le montant adjugé pour ces terres ou travaux, ou leur juste part de ce montant ; ce tribunal est autorisé à accorder cette ratification.

Sur cette ratification la compagnie devient et est propriétaire légal et incommutable de ces terres ou travaux, libres et quittes de toutes réclamations, charges et hypothèques quelconques.

Les deniers ainsi déposés prennent la place de ces terres ou travaux.

Dans le cas de substitution, ou si des mineurs ou interdits sont intéressés, le tribunal peut donner tel ordre qu'il juge à propos, dans le but de protéger les parties intéressées. S. R. Q., 4997.

## FORMULE

A.—(*Article 6269*)

### Déclaration de société

Sachez que ce jour de , dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent , nous les actionnaires soussignés, nous nous sommes réunis à , dans le comté de , dans la province de Québec, et nous avons résolu de nous former en une compagnie qui sera appelée (*insérer le nom collectif que prendra la compagnie*) conformément aux dispositions de la section douzième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les compagnies pour faciliter le flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau, dans le but de construire une glissoire, un quai, une jetée, (*ou autres travaux comme susdit, désignant la nature, l'étendue et la situation des dits travaux*); et nous déclarons, par le présent, que le fonds capital de la dite compagnie sera de piastres, divisé en actions de vingt piastres chacune; et nous, les actionnaires soussignés, consentons, par le présent, à prendre et accepter le nombre d'actions que nous avons inscrit vis-à-vis nos noms respectifs, et nous convenons, par le présent, d'en payer les versements suivant les dispositions de la dite section, et des règles, règlements et résolutions que la dite compagnie fera ou passera à cette fin; et nous nommons, par les présentes, (*ici insérer les noms*) pour être les premiers directeurs de la dite compagnie.

Noms	Nombre d'actions	Montant

S. R. Q., 4997, cédule.

## SECTION XIII

## DES COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DE CHEMINS ET AUTRES TRAVAUX

§ 1.—*De la formation de la compagnie*

Formation de la compagnie pour certaines fins.

**6341.** Cinq personnes ou plus peuvent, en vertu de la présente section, se former en compagnie dans le but de construire des chemins planchés, macadamisés ou empierrés, de pas moins d'un mille en longueur,—soit que ces chemins doivent être faits sur un terrain entièrement nouveau, soit en améliorant des chemins existant et n'étant pas des chemins à barrières, soit partie en faisant des nouveaux chemins et partie en améliorant des chemins existant,—ou des ponts, jetées, quais ou glissoires, sur ou près des chutes ou rapides sur des rivières ou des ruisseaux, pour le flottage plus sûr ou plus commode du bois de construction, des madriers et autres bois de commerce.

Autres fins.

Toute telle compagnie peut aussi être formée dans le but de faire l'acquisition de travaux publics, ou pour d'autres fins mentionnées en l'article 2432. S. R. Q., 4998.

Signature d'un instrument à cet effet.

**6342. 1.** Lorsqu'un nombre de personnes, de pas moins de cinq, ont souscrit un nombre d'actions dont le montant peut, dans leur opinion, suffire à la construction ou à l'acquisition d'un chemin ou d'autres travaux, et pour atteindre l'objet pour lequel la compagnie est formée, et,—

a. Qu'elles ont passé un instrument conforme à la formule A, dont acte de dépôt notarié est ensuite fait ;

Montant payé au trésorier.

b. Qu'elles ont payé au trésorier de la compagnie projetée dix pour cent sur le fonds social à prélever pour les fins qu'elle a en vue ;

Dépôt de l'instrument.

c. Qu'elles ont déposé l'instrument, avec un reçu, pour le premier versement de dix pour cent, donné par le trésorier de la compagnie et par le caissier de quelque banque constituée en corporation,—dans laquelle les deniers ont été déposés en argent ou en bons provinciaux, au crédit de la compagnie, et pour en être retirés lorsqu'au moins un quart de chemin ou de certains travaux que doit faire la compagnie aura été achevé à la satisfaction du ministre des travaux publics et du travail, et pas avant,—dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté à travers lequel le chemin doit passer, ou dans lequel les travaux sont construits ;—

Constitution.

La compagnie est, dès lors, une compagnie constituée en corporation sous le nom mentionné dans l'instrument enregistré comme susdit ; et elle peut avoir un sceau qu'elle peut faire, changer et détruire à son gré.

Pouvoir de s'obliger, etc. ;

2. Par l'acte d'association, les actionnaires ou les membres de la compagnie peuvent faire entre eux toutes les conven-



tions et stipulations non contraires aux lois ou aux dispositions de la présente section, lesquelles les lient et les obligent ainsi que les personnes qui deviennent membres de la compagnie. S. R. Q., 4999 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6343.** Une communauté ou corporation religieuse peut posséder des actions dans toute compagnie constituée en vertu de la présente section, ou prêter des deniers à une compagnie et nommer des personnes pour voter pour elle en vertu des actions ainsi possédées, ou exercer tout autre droit d'un membre de la corporation, en la manière dont la communauté ou la corporation et la compagnie peuvent convenir. S. R. Q., 5000.

Pouvoir des communautés religieuses de posséder des actions.

**6344.** Nulle compagnie ne peut être établie, sous l'empire de la présente section, pour construire une ligne de chemin pour laquelle il a été déjà accordé une charte, à moins que la compagnie n'ait perdu son acte corporatif en n'en remplissant pas les conditions. S. R. Q., 5001.

Proviso quant aux compagnies possédant déjà une charte.

**6345.** Tous les chemins ou autres travaux, et tous les matériaux que, de temps en temps, l'on s'est procuré pour les ouvrir, entretenir ou réparer, et toutes les maisons de péages, barrières, et autres bâtiments érigés ou acquis par une compagnie agissant en vertu des dispositions de la présente section, et employés à son profit et avantage, appartiennent à la compagnie et à ses successeurs. S. R. Q., 5002.

Chemins, etc., appartenant à la compagnie.

## § 2.—Des directeurs

**6346.** Les affaires, capitaux, biens et propriétés de la compagnie sont, pendant la première année, conduits et administrés par cinq directeurs nommés dans l'acte d'association, et qui sont ensuite élus tous les ans, conformément aux dispositions y contenues, ou, s'il n'y en a pas, alors conformément aux dispositions des règlements qu'il est loisible aux directeurs, nommés en premier lieu, ou leurs successeurs, de faire à cette fin.

Administration des affaires de la compagnie. Directeurs.

A toute élection de directeurs, chaque actionnaire a droit à une voix pour chaque action qu'il possède dans la compagnie.

Vote des actionnaires.

La majorité des directeurs en forme le quorum, et peut, à moins que l'acte d'association ou que les règlements de la compagnie n'en ordonnent autrement, exercer tous les pouvoirs des directeurs de la compagnie. S. R. Q., 5003.

Quorum des directeurs.

**6347.** Les directeurs peuvent élire l'un d'eux comme leur président, nommer les officiers et serviteurs qu'ils croient nécessaires, pour l'exécution des devoirs à eux imposés, et exiger d'eux des cautionnements pour l'accomplissement

Président des directeurs et autres officiers.

fidèle de ces devoirs, et pour la comptabilité régulière des deniers qu'ils reçoivent pour l'usage de la compagnie. S. R. Q., 5004.

Rapport des directeurs.

**6348.** Les directeurs font, sous le serment du trésorier, au mois de janvier de chaque année, un rapport à la corporation municipale ayant juridiction dans la localité que parcourt leur chemin ou dans laquelle des travaux sont construits, énonçant :

Contenu de ce rapport.

1. Le coût de leurs travaux et le montant des sommes dépensées ;
2. Le montant du capital-actions ;
3. Le montant versé de ce capital ;
4. Le montant total de ce capital dépensé pour les travaux ;
5. Le montant reçu pendant l'année pour péage et provenant de toutes autres sources, en indiquant chaque source séparément ;
6. Le montant des dividendes payés ;
7. Le montant dépensé pour réparations, et le montant des dettes passives de la compagnie, avec indication de l'objet pour lequel ces dettes ont été respectivement contractées. S. R. Q., 5005.

#### § 3.—*Des livres tenus par la compagnie*

Livres tenus par la compagnie.

**6349.** La compagnie tient aussi des livres de comptes réguliers dans lesquels un compte exact de l'actif, des recettes et des déboursés est entré.

Ils sont ouverts à l'examen.

Ces livres sont, en tout temps, ouverts à l'inspection de toute personne qui est chargée de les examiner par la municipalité ayant juridiction comme susdit. S. R. Q., 5006.

Extrait de ces livres.

**6350.** La personne ainsi nommée peut prendre des copies ou faire des extraits de ces livres, exiger et obtenir de celui qui en a la garde, du président et de chacun des directeurs, et de tous les officiers et serviteurs, tous les renseignements relatifs à ces livres et aux affaires de la compagnie en général, qu'elle croit nécessaires pour avoir une connaissance parfaite de l'état des affaires de cette compagnie, et des profits qu'elle a retirés du chemin ou des travaux, et en faire rapport. S. R. Q., 5007.

#### § 4.—*Des actions, des versements et des emprunts*

Montant des actions.

**6351.** Chaque action est de vingt piastres, elle est considérée comme une propriété mobilière et, quant à ce qui a rapport aux droits de la compagnie, elle est transférable sur les livres, en la manière prescrite par les règlements faits par les directeurs à cette fin, et non autrement.

Il n'est transféré aucune action sur laquelle des versements Conditions  
sont dus et non payés. S. R. Q., 5008. pour trans-  
fert d'actions.

**6352.** 1. Les directeurs peuvent demander des verse-Demandes de  
ments sur les fonds souscrits, de la manière et aux intervalles versements.  
fixés dans l'acte d'association.

2. La compagnie peut poursuivre les actionnaires et recou-Recouvre-  
vrer d'eux le montant de tout versement qu'ils ont négligé ment des  
de payer sur les actions, après l'avis convenu dans l'acte d'as- versements.  
sociation, ou prescrit par les règlements de la compagnie en  
l'absence de stipulation.

3. Dans cette action il suffit d'alléguer que le défendeur Allégués qu'il  
est un actionnaire de la compagnie et que des versements suffit de faire  
ont été demandés sur ce capital, en la manière prescrite par dans les  
l'acte d'association ou les règlements, et qu'ils n'ont pas été actions.  
payés, et de prouver par un témoin,—qu'il soit ou non au  
service de la compagnie,—les faits propres à appuyer ces allé-  
gations, sans alléguer ou prouver l'élection ou la nomination  
des directeurs, ou toute autre matière spéciale, et sans nommer  
les directeurs dans la déclaration ou autre procédure. S. R.  
Q., 5009.

**6353.** Si quelque versement demandé par les directeurs Vente des  
aux actionnaires, en la manière prescrite par l'acte d'associa- actions dans  
tion, ou par les règlements de la compagnie, n'est pas payé certains cas.  
quand il devient dû, les directeurs, au lieu d'en poursuivre  
le recouvrement, peuvent, par une résolution à cet effet,  
vendre les actions sur lesquelles ce versement est dû, et les  
transférer à l'acquéreur, comme le propriétaire aurait pu le  
faire lui-même.

Après avoir déduit tous les versements dus, les intérêts et Remise du  
les frais de vente, ils remettent le surplus du produit de la surplus.  
vente au propriétaire des actions vendues. S. R. Q., 5010.

**6354.** Si, en tout temps après l'établissement de la com-Emprunt sur  
pagnie, les directeurs sont d'opinion que le capital origi- hypothèque  
nairement souscrit n'est pas suffisant pour compléter les ou augmenta-  
travaux que la compagnie avait en vue, ils peuvent, par une tion du  
résolution passée par eux à cette fin, emprunter, soit sous capital.  
la garantie de la compagnie, soit en engageant ou hypothé-  
quant le chemin ou les travaux et les péages qui y sont  
recouvrables, une somme d'argent suffisante pour les com-  
pléter, ou ils peuvent permettre, par un acte additionnel  
se rapportant à l'acte originaire d'association, déposé chez  
un notaire et enregistré comme il est dit plus haut, la sous-  
cription du nombre additionnel d'actions fixé dans la résolu-  
tion, dont une copie est sous le seing du président et le sceau  
de la compagnie, annexé à l'acte additionnel. S. R. Q., 5011.

§ 5.—*Des avis de la formation et du but de la compagnie*

Avis que doit donner la compagnie à la municipalité où elle entend opérer.

**6355.** La compagnie donne avis de sa formation, des noms de son président et de son secrétaire, et de son intention de construire des chemins ou autres travaux, aux portes de l'église ou des églises de la paroisse ou du canton, ou des paroisses ou des cantons dans lesquels ces chemins ou travaux doivent être construits, à l'issue du service divin du matin, pendant les quatre dimanches consécutifs qui suivent immédiatement sa formation. S'il n'y a pas d'église dans cette paroisse ou ce canton, alors l'avis est donné au lieu le plus public de l'endroit. S. R. Q., 5012.

Opposition à la formation d'une compagnie.

**6356.** Si la compagnie a l'intention de planchéier ou de macadamiser un ancien chemin de front ou une ancienne route, la majorité des personnes tenues à la confection ou à l'entretien de ce chemin, peut déposer, entre les mains du secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, dans les limites de laquelle se trouve ce chemin ou cette route, une opposition à la formation de la compagnie, le ou avant le premier lundi suivant immédiatement le dernier des quatre dimanches susdits.

Avis de cette opposition.

Le secrétaire-trésorier donne avis de l'opposition au secrétaire de la compagnie. S. R. Q., 5013.

Procédures lors de cette opposition.

**6357.** Le conseil municipal du comté entend la compagnie, par son président ou son secrétaire, et les opposants, sur l'opposition, à la séance suivante du conseil, et, après l'audition des parties, décide s'il convient d'autoriser la compagnie à macadamiser ou planchéier ce chemin de front ou cette route, ou faire tel changement, dans la direction du chemin de front ou de la route qu'il juge convenable, et les changements qui sont ainsi faits lient et obligent la compagnie, si elle fait par la suite le chemin.

Déclaration que doit faire la compagnie.

Dans ce dernier cas, le président doit déclarer, dans les huit jours, si c'est l'intention de la compagnie de continuer ses opérations nonobstant ces changements. Si la majorité des personnes tenues à la confection ou à l'entretien de ce chemin de front ou de cette route, néglige de déposer son opposition, le ou avant le lundi suivant immédiatement le dernier des quatre dimanches susdits, la compagnie peut procéder immédiatement. S. R. Q., 5014.

Défaut de déposer l'opposition.

Si la compagnie se propose de faire des travaux sur la propriété privée.

**6358.** Lorsque la compagnie se propose de macadamiser ou de planchéier un chemin, ou de faire quelques travaux sur des propriétés privées, elle en donne avis préalable comme ci-dessus mentionné ; le propriétaire peut déposer, en son propre nom, une opposition à la formation de la compagnie, pour cette fin, entre les mains du secrétaire-trésorier de la

municipalité du comté, et le conseil du comté où est située la propriété privée, procède sur l'opposition de la manière ci-dessus mentionnée à l'égard des chemins de front ou des routes. S. R. Q., 5015.

**6359.** Si le conseil de comté, après avoir reçu l'opposition, <sup>Décision par</sup> et pendant la séance, passe un règlement à l'effet d'empêcher <sup>le conseil.</sup> la confection du chemin ou des travaux projetés, le chemin ou les travaux ne doivent pas être faits ou construits par la compagnie. S. R. Q., 5016.

**6360.** Nul chemin n'est construit ni ne passe dans les <sup>Permission</sup> limites d'une cité, d'une ville ou d'un village, excepté par <sup>pour passer</sup> permission spéciale et en vertu d'un règlement de cette cité, <sup>dans les cités,</sup> de cette ville ou de ce village, fait à cette fin. S. R. Q., 5017.

**6361.** Le présent paragraphe est soumis aux dispositions <sup>Application</sup> du chapitre neuvième du titre quatrième des présents Statuts <sup>de ce para-</sup> refondus, (articles 2359-2520), concernant le département <sup>graphie.</sup> des travaux publics et du travail, et ne s'applique pas aux cas exceptés de son opération par l'article 2432. S. R. Q., 5018 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

§ 6.—*De la construction des chemins sur la propriété publique et privée*

**6362.** Nulle compagnie ne peut faire passer un chemin à <sup>Chemins, etc.</sup> travers aucune propriété privée ou propriété de la couronne, <sup>sur les pro-</sup> ou faire des travaux sur icelle sans en avoir auparavant <sup>priétés pri-</sup> obtenu la permission du propriétaire, de l'occupant ou de la couronne. <sup>vées ou de la</sup> couronne, excepté ainsi que prescrit comme suit :

Sans la sanction du ministre des travaux publics et du <sup>Inclinaison</sup> travail, l'inclinaison d'un chemin ne doit pas être de plus <sup>des chemins.</sup> d'un pied par vingt pieds de chemin.

En tant qu'il est de la compétence de la Législature, et <sup>Ponts, etc.,</sup> excepté avec la sanction et l'approbation du lieutenant-gou- <sup>sur les</sup> verneur en conseil, et sous les conditions et les restrictions <sup>rivières navi-</sup> qu'il croit devoir établir pour garantir la libre navigation et <sup>gables.</sup> protéger, de toute autre manière, les intérêts du public, nul pont ou nulle glissoire ne peut être construit sur une rivière navigable, ni dans les limites d'un privilège exclusif accordé à quelque personne ou compagnie, pendant l'existence de ce privilège, sans avoir, au préalable, obtenu le consentement explicite par écrit de telle personne ou compagnie à cette fin. S. R. Q., 5019 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6363.** Nulle propriété privée ne peut être prise pour des <sup>Cas où la</sup> travaux sans le consentement du propriétaire, si ce proprié- <sup>propriété</sup> taire possède tout le terrain requis pour une semblable entre- <sup>privée n'est</sup> pas prise.

prise, et construit lui-même les travaux dans six mois à compter du temps qu'il a reçu avis qu'une compagnie s'est formée pour les construire.

Restriction  
quant à la  
construction  
de glissoires.

Nulle propriété appartenant à la couronne ne peut être prise, en vertu de la présente section, sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, et nul terrain ne peut être pris sans le consentement du propriétaire, pour la construction d'aucune glissoire, à moins que cette construction ne soit approuvée par le ministre des travaux publics et du travail. S. R. Q., 5020 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Droit d'explo-  
rer les lieux  
et d'entrer  
sur les pro-  
priétés pri-  
vées.

**6364.** La compagnie peut explorer les lieux qui se trouvent entre les deux extrémités du chemin ou qui sont considérés comme convenables à quelques-uns des travaux qu'elle a l'intention de construire, et désigner, prendre et posséder, pour son propre usage, les terrains nécessaires sur la ligne et les limites d'un chemin, ou pour quelqu'un des travaux, suivant les dispositions ci-dessous prescrites pour en faire l'acquisition.

Fossés sur  
les terres  
voisines.

Elle peut percer, faire et tenir en bon ordre sur les terres voisines, les fossés, égouts et cours d'eau qui sont nécessaires pour assécher les chemins et travaux, et enlever l'eau, en payant l'indemnité en la manière ci-dessous prescrite.

Pouvoir des  
officiers à  
cette fin.

A cette fin, la compagnie et ses agents, serviteurs et ouvriers peuvent entrer sur les terres et terrains des personnes ou corporations. S. R. Q., 5021.

Largueur de  
terre qui peut  
être prise  
pour chemin  
sans le con-  
sentement du  
propriétaire.

**6365.** La largeur de terre qui peut être prise, sans le consentement des propriétaires pour un chemin quelconque, en vertu de la présente section, ne doit pas excéder soixante-six pieds anglais, à l'exception d'un morceau additionnel de terre n'excédant pas quatre-vingt-dix pieds carrés anglais à chaque extrémité du chemin, qui peut être pris pour le site d'une maison de péage construite par la compagnie.

Pour une  
glissoire, etc.

Le terrain pris pour un quai, une jetée ou une glissoire ne doit pas excéder la longueur, en mesurant le long de la rivière, nécessaire pour la construction de ces travaux, ni la profondeur de cinquante-quatre pieds anglais, en mesurant à angles droits avec la rivière depuis la marque ordinaire des hautes eaux, excepté autant de terrain qu'il en faut pour un chemin, n'excédant pas trente pieds anglais en largeur, depuis le quai, la jetée ou la glissoire jusqu'au grand chemin le plus proche.

Proviso.

Rien n'empêche cependant une compagnie d'être constituée en corporation pour la construction d'un chemin, aussi bien que pour la construction d'un quai, d'une jetée ou d'une glissoire. S. R. Q., 5022.

**6366.** Tous les ponts sur la ligne du chemin, entre ses Ponts sur la deux extrémités, sont censés faire partie du chemin, à moins ligne. qu'il n'en soit fait une exception spéciale dans l'acte d'association. S. R. Q., 5023.

**6367.** La compagnie doit faire entretenir les clôtures et Entretien des les fossés dans les routes déjà établies, dont elle s'empare d'après clôtures. les procès-verbaux relatifs à ces routes ; et lorsque le chemin construit passe sur des propriétés privées, elle doit entretenir les clôtures et les fossés qui se trouvent sur ces propriétés, comme il en est convenu entre elle et les propriétaires, ou comme il en est décidé par les arbitres auxquels l'affaire peut être renvoyée. S. R. Q., 5024.

§ 7.—*De la cession et du transfert des terrains*

**6368.** Les corporations, communautés, grevés de substi- Qui peut tion, tuteurs, curateurs, exécuteurs, administrateurs et fidéi- transporter commissaires peuvent, pour et de la part de ceux qu'ils repré- des terrains sentent, que ces représentés soient nés ou à naître, aliénés, gnies. aux compa- idiots, femmes sous puissance de mari ou autres personnes saisies ou en possession civile des terres ou immeubles dont la compagnie a besoin pour les fins de sa charte, ou intéressés dans ces terres, et les personnes possédant, en leurs propres noms, de semblables terres ou immeubles, peuvent également, tant pour elles-mêmes que pour leurs héritiers et ayants cause, les vendre et transporter à telle compagnie en tout ou en partie, suivant les besoins de la compagnie pour telles fins.

Les contrats faits au sujet de ces terres ou immeubles sont Validité de valides en loi, à toutes fins quelconques ; les corporations ces contrats. ou communautés, et toutes personnes quelconques qui font ces transports sont, par la présente section, justifiées de tout ce qu'elles peuvent faire en vertu d'icelle. S. R. Q., 5025.

**6369.** Les communautés, corporations ou autres personnes Convention quelconques qui, suivant la loi, ne peuvent vendre ni aliéner d'une rente les immeubles dont la compagnie a besoin pour les fins de la annuelle fixe présente section, doivent convenir d'une rente annuelle fixe par ceux qui ne peuvent comme équivalent du prix d'aliénation de ces immeubles vendre. mais non d'une somme principale pour iceux.

Dans le cas où le montant de la rente ne serait pas fixé, Si la rente par convention ou compromis, elle doit l'être de la manière n'est pas ci-dessous prescrite, et toutes les procédures sont, dans ce cas, fixée. également réglées comme dit ci-dessous.

Pour paiement de la rente annuelle, et de toute autre rede- Affectation vance annuelle, réglée, fixée et payable par la compagnie, pour du chemin et l'achat de terrains, ou pour toute partie du prix d'achat d'i- des péages ceux, que le vendeur consent à laisser entre les mains de la pour paie-

ment de la  
rente.

compagnie, le chemin, ou les autres travaux et propriétés de la compagnie, et les péages perçus, sont affectés de préférence à toutes autres réclamations ou demandes quelconques, pourvu que le titre créant l'obligation soit dûment enregistré. S. R. Q., 5026.

Accord s'il y  
a plusieurs  
propriétaires.

**6370.** Lorsqu'une terre ou propriété appartient par indivis à plusieurs personnes, tout accord fait de bonne foi entre la compagnie et les propriétaires par indivis, qui sont propriétaires d'un tiers ou plus de cette terre ou propriété, relativement au montant de la compensation accordée pour icelle ou pour les dommages causés, est également obligatoire entre les autres propriétaires par indivis et la compagnie.

Pouvoir de  
ces proprié-  
taires.

Les propriétaires qui ont fait cet accord, peuvent remettre à la compagnie la possession de la terre ou propriété, ou l'autoriser à la prendre suivant le cas. S. R. Q., 5027.

#### § 8.—*De l'arbitrage*

Cas des dom-  
mages causés  
par les tra-  
vaux de la  
compagnie.

**6371.** Après avoir donné l'avis mentionné dans l'article 6355, et après que le conseil municipal qu'il appartient a donné sa décision en faveur de la compagnie, cette dernière peut s'adresser aux divers propriétaires, ou personnes autorisées, par la présente section, à transporter les terrains, par où l'on se propose de faire passer le chemin ou les autres travaux, ou qui pourraient souffrir quelque dommage causé par la construction du chemin ou des travaux, ou par l'exercice de quelque'un des pouvoirs conférés, par la présente section, à la compagnie, et convenir avec ces propriétaires de la compensation qui leur sera payée par elle pour l'achat d'iceux et pour les dommages respectifs; et faire tels accords et arrangements avec les parties relativement à ces terrains, ou à la compensation à payer pour iceux, ou pour les dommages, ou à la manière dont la compensation doit être constatée, que les parties et la compagnie jugent à propos. S. R. Q., 5028.

Mode de  
régler les  
difficultés.

**6372.** En cas de difficultés entre la compagnie et les propriétaires, ou quelqu'un d'entre eux, toute question qui s'élève entre eux et la compagnie est réglée de la manière ci-dessous prescrite. S. R. Q., 5029.

Avis et son  
contenu.

**6373.** 1. La compagnie doit signifier à la partie adverse un avis contenant :

*a.* Une description des terrains qui doivent être pris, ou des pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer relativement aux terrains, en les désignant ;

*b.* Une déclaration que la compagnie est prête à payer certaine somme d'argent, ou rente, suivant le cas, comme compensation pour ces terrains ou pour dommages y causés dans l'exercice de ces pouvoirs ;



c. Le nom d'une personne qu'elle nomme comme son arbitre si son offre n'est pas acceptée.

2. L'avis est accompagné du certificat d'un arpenteur juré, <sup>Certificat accompagnant l'avis.</sup> non intéressé dans l'affaire, et qui n'est pas l'arbitre nommé au dit avis, constatant :

a. Que le terrain, si l'avis est relatif à la prise de possession, est nécessaire pour le chemin ou autres travaux pour la construction desquels la compagnie est constituée ;

b. Qu'il connaît ce terrain ou le montant des dommages qui devront résulter de l'exercice de ces pouvoirs ;

c. Que la somme ainsi offerte est, dans son opinion, une compensation raisonnable pour ces terrains et les dommages.

En faisant l'évaluation de la compensation, l'arpenteur <sup>Faits dont doit tenir compte l'arpenteur.</sup> et les arbitres ci-dessous mentionnés doivent prendre en considération et mettre en compte les bénéfices que retirera du chemin ou des autres travaux qui seront construits par la compagnie, la partie à laquelle la compensation doit être accordée.

3. Dans tous les cas où la compagnie a donné et signifié l'avis susdit, elle peut s'en désister et donner ensuite un nouvel avis à l'égard des terrains ou d'autres terrains, à la même partie ou à toute autre partie. <sup>Désistement de l'avis.</sup>

La compagnie est, dans tout tel cas, responsable envers la partie qui a reçu avis en premier lieu, de tous les dommages ou frais encourus par cette dernière, en conséquence du premier avis et du désistement. <sup>Responsabilité de la compagnie.</sup>

Nul changement de propriétaire, après que la compagnie a donné et signifié l'avis, n'invalide la procédure, mais la partie qui a reçu avis est encore considérée comme propriétaire, <sup>Changement de propriétaire après signification de l'avis.</sup> excepté quant au paiement de la somme adjugée. S. R. Q., 5030.

**6374.** Si la partie adverse est hors du district dans lequel est situé le terrain, quand l'avis est relatif à la prise de possession, ou hors du district dans lequel les pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer, doivent être exercés, ou si elle est inconnue à la compagnie, sur requête adressée à un juge de la Cour supérieure accompagnée du certificat de l'arpenteur comme susdit, et d'un affidavit de quelque officier de la compagnie, constatant que la partie adverse est ainsi absente, ou qu'après une recherche attentive, la personne à laquelle l'avis devait être signifié n'a pu être trouvée, tel juge ordonne que l'avis, mais sans le certificat, soit inséré au moins trois fois pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans quelque autre papier-nouvelles désigné par lui, dans l'une ou l'autre langue ou dans les deux, à sa discrétion. S. R. Q., 5031. <sup>Si la partie adverse est absente ou inconnue.</sup>

**6375.** Si, dans les dix jours de la signification de l'avis, ou dans un mois de sa première publication, la partie adverse <sup>Nomination d'un arbitre</sup>

par le juge,  
sur défaut de  
la partie de  
la faire.

n'informe point la compagnie qu'elle accepte ses offres, ou ne donne pas le nom de l'arbitre qu'elle nomme, alors un juge de la Cour supérieure peut, sur la demande de la compagnie, nommer un arpenteur juré comme arbitre unique pour déterminer l'indemnité que cette compagnie doit payer. S. R. Q., 5032.

Nomination  
d'un tiers  
arbitre.

**6376.** Si la partie adverse notifie à la compagnie, dans le temps prescrit ci-dessus, le nom de la personne qu'elle nomme comme son arbitre, les deux arbitres en nomment conjointement un troisième, ou, s'ils ne peuvent s'accorder sur ce troisième,—fait prouvé par l'allégation de l'un ou l'autre d'entre eux,—un juge de la Cour supérieure, sur la demande de la partie ou de la compagnie,—avis en ayant été préalablement donné au moins un jour entier à l'arbitre de l'autre partie,—nomme un tiers arbitre. S. R. Q., 5033.

Devoirs des  
arbitres.

**6377.** Ces arbitres ou l'arbitre unique, ayant prêté serment devant un juge de paix,—qui est par le présent autorisé et requis de l'administrer,—de remplir fidèlement et sans partialité les devoirs de leurs charges, procèdent à constater la compensation que la compagnie doit payer, de la manière qu'ils, ou la majorité d'entre eux, le décident, et la sentence des arbitres, ou de deux d'entre eux ou de l'arbitre unique est finale.

Assemblée  
des arbitres  
pour rendre  
la sentence.

Nul sentence n'est rendue, et nul acte officiel n'est accompli par la majorité, excepté à une assemblée tenue dans un temps et dans un lieu dont l'autre arbitre a reçu avis au moins un jour entier d'avance, ou à un jour auquel a été ajournée une assemblée à laquelle assistait le troisième arbitre ; mais il n'est pas nécessaire de signifier aucun avis à la compagnie ou à la partie adverse, elles sont suffisamment notifiées par l'intermédiaire de l'arbitre qu'elles ont nommé ou dont elles ont demandé la nomination. S. R. Q., 5034.

Montant pour  
lequel la sen-  
tence doit  
être rendue.  
Frais d'arbi-  
trage.

**6378.** La sentence, rendue par l'arbitre unique, ne peut jamais être pour un montant moindre que celui offert par la compagnie.

Si, dans les cas où il a été nommé trois arbitres, le montant adjugé n'excède pas celui offert par la compagnie, les frais d'arbitrage sont payés par la partie adverse et déduits du montant de la compensation, autrement ils sont payés par la compagnie ; dans l'un et l'autre cas, si les parties ne s'accordent pas sur ce point, les frais peuvent être taxés par un juge de la Cour supérieure. S. R. Q., 5035.

Pouvoir des  
arbitres d'in-  
terroger

**6379.** Les arbitres, ou la majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, peuvent interroger, sous serment ou affirmation solennelle, les parties ou les témoins qui comparaissent volontaire-

ment devant eux, et administrer ce serment ou cette affirmation ; ce qui n'empêche pas les arbitres d'agir et de donner leur décision d'après leur connaissance personnelle du mérite de l'affaire, ou de s'en rapporter à leur connaissance personnelle comme ils le croient juste et convenable. S. R. Q., 5036.

**6380.** Le juge qui a nommé un tiers arbitre ou un arbitre unique, fixe en même temps le jour auquel ou avant lequel la sentence doit être rendue. La sentence est rendue un jour fixé.

Si elle n'est pas rendue le ou avant ce jour, ou un autre jour auquel, du consentement des parties ou par l'ordre d'un juge de la Cour supérieure, l'époque a été reculée, comme la chose peut avoir lieu pour cause raisonnable, sur la demande de l'arbitre unique, ou de l'un des arbitres, après un jour franc d'avis donné aux autres arbitres, le montant offert par la compagnie est la compensation qu'elle doit payer.

S. R. Q., 5037.

**6381.** Si l'arbitre nommé par la compagnie ou par la partie adverse, ou si un tiers arbitre, qu'il soit nommé par les deux arbitres ou par un juge, meurt, ou devient inhabile à agir, sur preuve de ce fait à la satisfaction d'un juge de la Cour supérieure, ce juge autorise la compagnie, ou la partie adverse, ou les deux arbitres, à nommer une autre personne à la place de l'arbitre décédé ou inhabile, ou nomme lui-même une autre personne comme tiers arbitre, suivant les exigences de chaque cas, mais il n'est pas nécessaire de recommencer ou de répéter les procédures déjà faites. S. R. Q., 5038.

**6382.** L'arpenteur ou toute autre personne offerte ou nommée comme évaluateur ou arbitre, n'est point inhabile à agir à raison de ce qu'il est employé par la compagnie, ou par la partie adverse, ou de ce qu'il a préalablement exprimé son opinion sur le montant de la compensation, ou de ce qu'il est parent ou allié d'un membre de la compagnie, pourvu qu'il ne soit point lui-même personnellement intéressé dans le montant de la compensation.

L'on ne peut invoquer de causes d'inhabilité contre un arbitre nommé par le juge, après sa nomination, mais l'objection doit être faite auparavant, et le mérite en doit être décidé d'une manière sommaire par le juge.

La cause d'inhabilité ne peut non plus être invoquée contre s'il est un arbitre nommé par la compagnie ou par la partie adverse nommé par la compagnie.

La validité de l'objection soulevée contre tel arbitre, avant la nomination du tiers arbitre, est jugée sommairement par un juge de la Cour supérieure, sur la demande de l'une ou de l'autre partie, après un jour franc d'avis donné à l'autre ;

—et, si l'objection est déclarée valable, la nomination est nulle, et la partie qui a offert comme arbitre la personne ainsi déclarée inhabile, est réputée n'avoir point nommé d'arbitre. S. R., Q. 5039.

Défaut de forme n'invalide pas la sentence.

**6383.** Nulle sentence n'est invalidée par défaut de forme ou autre objection technique, si toutes les exigences de la présente section ont été remplies, et si la sentence constate d'une manière formelle le montant adjugé, ainsi que les terres ou autres propriétés, droits ou choses dont ce montant doit être la compensation. Il n'est pas nécessaire que les personnes auxquelles la somme doit être payée soient nommées dans la sentence.

Pouvoirs des arbitres au sujet des clôtures, etc.

Les arbitres ont plein pouvoir d'ordonner que les clôtures et les fossés, entre les terres qui ont été prises et les autres terres de la partie adverse, soient faits et entretenus par la compagnie de la manière mentionnée dans la sentence. S. R. Q., 5040.

#### § 9.—*De la prise de possession des terres par la compagnie*

Compagnie, autorisée à prendre possession des terres.

**6384.** 1. Sur le paiement ou l'offre légale de la compensation ou rente annuelle adjugée, ou fixée par les parties elles-mêmes, à la partie qui a droit de la recevoir, ou sur le dépôt du montant de cette compensation en la manière ci-dessous mentionnée, la sentence donne à la compagnie le pouvoir de prendre possession immédiate des terres, et d'exercer les droits ou de faire les actes pour lesquels cette compensation ou rente annuelle a été accordée.

Cas de résistance.

2. Si quelque personne ou partie offre quelque résistance ou opposition à l'action de la compagnie, un juge de la Cour supérieure peut, sur preuve satisfaisante que les conditions exigées par la présente section ont été remplies, émettre son mandat, adressé à tout shérif, huissier ou autre personne qu'il appartient, pour mettre la compagnie en possession, et pour faire cesser toute résistance ou opposition, ce que doit faire en conséquence tel shérif ou huissier ou telle autre personne, en prenant avec lui l'assistance qu'il lui faut.

Cas où la compagnie peut prendre possession avant le prononcé de la sentence.

3. Le mandat peut aussi être émis par tout tel juge,—et il est adressé et exécuté comme susdit,—à la demande de la compagnie, avant la prononciation d'aucune sentence, ou avant que les parties soient convenues de la compensation, sur l'affidavit de tout ingénieur ou surintendant de travaux, dans l'emploi de la compagnie, constatant que la possession immédiate du terrain, ou le pouvoir de faire immédiatement tout acte mentionné dans l'avis donné à la partie intéressée, est nécessaire à la poursuite des travaux, la compagnie s'engageant par cautionnement, à la satisfaction du juge, et pour le montant qu'il fixe—lequel ne doit pas être de moins du

double de la somme mentionnée dans le certificat de l'arpenteur juré—à payer ou à déposer la somme qui devra être adjugée comme compensation en tel cas, dans les trente jours après la reddition de la sentence, avec intérêt du jour que le mandat a été accordé, et tous les frais. S. R. Q., 5041.

§ 10.—*De l'extinction des charges*

**6385.** 1. La compensation adjugée, ou de laquelle sont convenues la compagnie et toute partie qui peut, en vertu de la présente section, valablement transporter les terrains ou qui les possède légalement comme propriétaire, pour tout terrain qui peut être pris sans le consentement du propriétaire, tient lieu et place de tels terrains.

Compensation adjugée tient lieu du terrain.

Toute réclamation, hypothèque ou charge quelconque, dont pourraient être grevés les terrains ou quelque partie d'iceux, donnent, comme si elles avaient été créées contre la compagnie, des recours contre la compensation ou une partie équivalente d'icelle.

Recours contre compensation.

Si le montant de la compensation excède quatre-vingts piastres, la compagnie est responsable, si elle paye la compensation ou une portion d'icelle à une partie qui n'y a aucun droit, sauf toujours le recours qu'elle peut avoir contre la partie.

Responsabilité de la compagnie en certains cas.

2. Si la compagnie a raison de craindre l'existence de réclamations, hypothèques et charges ; ou,

Mode de dégrever terrains des charges.

Si la personne, à laquelle doit être payée la compensation ou la rente annuelle, ou une partie d'icelle, refuse d'exécuter le transport ou la garantie convenables ; ou,

Si la partie qui a droit à la réclamation ne peut être trouvée ou reste inconnue à la compagnie ; ou,

Si, pour toute autre raison, la compagnie le trouve à propos,—

Elle peut payer la compensation entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure pour le district où les terrains sont situés, avec l'intérêt pour six mois, et transmettre au protonotaire une copie authentique de l'acte de transport, ou de la sentence, s'il n'y a point de transport ; et la sentence est regardée par la suite comme un titre de la compagnie au terrain y mentionné.

Des procédures peuvent, là-dessus, être prises pour obtenir la confirmation du titre de la compagnie, de la même manière que dans les autres cas de ratification de titre, en ajoutant au contenu ordinaire de l'avis donné par le protonotaire, l'énonciation que le titre de la compagnie — c'est-à-dire le transport ou la sentence, a été obtenu en vertu de la présente section, et une notification donnée à toutes les personnes qui ont des droits aux terrains ou à une partie d'iceux, ou aux représentants ou aux maris des parties y ayant droit, de présenter

Confirmation de titre.

Réception et décision des oppositions.	leur opposition pour toutes les réclamations qu'ils peuvent avoir contre la compensation ou partie d'icelle. 3. Toutes ces oppositions sont reçues et décidées par le tribunal, et le jugement de ratification annule pour toujours toutes les réclamations contre les terrains ou toute partie d'iceux, y compris le donaire qui n'est pas encore ouvert, aussi bien que toutes les hypothèques et charges dont ils peuvent être grevés.
Ordre de distribution.	4. Le tribunal établit l'ordre qu'il convient de suivre pour la distribution, le paiement ou le placement de la compensation, et pour la protection des droits de toutes les parties intéressées, conformément aux dispositions de la présente section et de la loi ; les frais des procédures ou toute autre partie d'icelles, sont payés par la compagnie ou par toute autre partie suivant l'ordonnance du tribunal.
Si le jugement est rendu en dedans de six mois.	5. Si le jugement de ratification est obtenu dans moins de six mois, à compter du jour que la compensation a été payée au protonotaire, le tribunal fait remettre à la compagnie la partie équivalente de l'intérêt.
Si le jugement est rendu après six mois.	6. Si, par erreur, faute ou négligence de la compagnie, le jugement n'est obtenu qu'après l'expiration des six mois, le tribunal ordonne à la compagnie de payer à la partie qu'il appartient l'intérêt dû pour l'excédent.
Si la compensation n'excède pas quatre-vingts piastres.	7. Si le montant de la compensation n'excède pas quatre-vingts piastres, la compagnie peut le payer à la partie en la possession de laquelle le terrain se trouvait comme propriétaire lorsque la compagnie en a pris la possession, ou à toute personne qui peut légalement recevoir les deniers dus à telle partie.
Preuve du paiement de la sentence arbitrale.	La preuve du paiement et de la sentence arbitrale est un titre suffisant pour la compagnie, et l'exempte pour toujours des réclamations de toute autre partie à la compensation ou à toute partie d'icelle, sauf cependant le recours que l'autre partie peut avoir contre la partie qui a reçu la compensation. S. R. Q., 5042.

### § 11.—Des péages

Limitation des péages.

**6386.** Sujet aux dispositions des chapitres huitième et neuvième du titre quatrième des présents Statuts refondus, concernant le département de la Colonisation, des mines et des pêcheries et le département des Travaux publics et du travail, pour les cas auxquels elles sont applicables,—les péages qu'une compagnie, constituée en vertu des dispositions de la présente section, est autorisée à prélever sur chaque chemin construit par elle, ne doivent pas excéder, pour les voitures sur lesquelles ils sont exigibles, chaque fois qu'elles passent, chargées ou non, les taux suivants, savoir :

1. Pour toute voiture tirée par deux chevaux ou autres bêtes de trait,—deux centins et demi par mille à partir de la

barrière où le péage doit être payé jusqu'à la prochaine barrière, dans la direction d'où est venu la voiture ou l'animal pour lequel le péage doit être payé ;

2. Pour toute voiture tirée par plus de deux chevaux ou autres bêtes de trait,—cinq sixièmes d'un centin par mille pour chaque bête de trait additionnelle ;

3. Pour toute voiture tirée par un cheval ou autre bête de trait,—un centin et deux tiers par mille ;

4. Pour chaque mouton ou cochon,—cinq douzièmes d'un centin par mille ;

5. Pour chaque cheval sans cavalier, et pour chaque bœuf, vache ou autre bête à cornes—cinq sixièmes d'un centin par mille ;

6. Pour chaque cheval et son cavalier,—cinq sixièmes d'un centin par mille.

Tout individu peut cependant s'abonner avec la compagnie, <sup>Abonnement à la compagnie.</sup> à des taux raisonnables, dont il peut convenir avec elle, pour passer sur tous chemins ou ponts, ou pour l'usage des quais, jetées ou glissoires construits par la compagnie. S. R. Q., 5043 ; 5 Ed. VII, c. 12, ss. 21, 22.

**6387.** Les personnes conduisant des chevaux ou voitures, <sup>Personnes, allant à des funérailles, y assistant, ou en revenant, et les etc., exemptes des péages.</sup> personnes allant à cheval, ou en voiture, au service divin, ou en revenant, le dimanche ou un jour de fête d'obligation, peuvent passer par les barrières placées sur tout chemin fait ou réparé en vertu de la présente section, sans être obligées de payer les péages ; pourvu que ces personnes soient de la paroisse où le chemin est construit. S. R. Q., 5044. <sup>Proviso.</sup>

**6388.** Sauf les restrictions mentionnées plus haut, le président et les directeurs de la compagnie, peuvent fixer et percevoir de temps à autre les péages exigibles de toutes les <sup>Fixation du montant des péages.</sup> personnes qui passent et repassent avec des chevaux, charrettes, carosses et autres voitures, et pour les bêtes à cornes que l'on conduit ou que l'on fait passer sur un chemin, ou des personnes qui passent sur un pont avec ou sans voiture ou animaux, ou faisant usage de quelqu'un des travaux construits, faits et employés par la compagnie en vertu des dispositions de la présente section. S. R. Q., 5045.

**6389.** Aussitôt qu'un ou plusieurs milles du chemin ont été complétés, il peut être prélevé des péages, mais il ne peut en être prélevé sur des travaux qui ne sont point complétés. <sup>Quand la compagnie peut exiger les péages.</sup> S. R. Q., 5046.

**6390.** Les statuts, règles ou règlements d'une compagnie, fixant, réglant ou modifiant les péages ou charges sur des travaux, ou affectant d'autres personnes que les membres ou <sup>Taux confirmés par le lieutenant-gouverneur en conseil.</sup>

officiers, ne peuvent avoir de vigueur et d'effet avant d'être confirmés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5017.

Erection de  
barrières de  
péage.

**6391.** Chaque compagnie peut ériger autant de barrières et de barrières latérales sur ou à travers les chemins, et sur les travaux construits en vertu de la présente section, et fixer les péages, à chaque barrière, n'excédant pas toutefois les taux susdits, qu'elle trouve justes et avantageux, lesquels péages, peuvent être changés de temps en temps, suivant que les circonstances l'exigent, et peut ériger et maintenir les maisons de péage, barrières et autres bâtiments nécessaires ou convenables pour l'administration des affaires de la compagnie.

Proviso.

Nul péage n'est exigible pour traverser simplement le chemin. S. R. Q., 5048.

Si chemin  
croise un au-  
tre chemin.

**6392.** Lorsqu'un chemin, construit ou possédé en vertu de la présente section, croise un chemin construit par une autre compagnie constituée en corporation, il n'est pas exigé de péages plus élevés des personnes qui passent sur le chemin mentionné en dernier lieu, pour la distance parcourue entre chaque point d'intersection et l'une ou l'autre de ses extrémités, que le taux par mille exigé par la compagnie en dernier lieu mentionnée pour parcourir toute la longueur de son chemin ainsi croisé. S. R. Q., 5049.

#### § 12.—*De la forfaiture ou de la cession de droits corporatifs*

Délai pour  
compléter le  
chemin.

**6393.** Chaque compagnie est tenue de compléter tout chemin qui n'a pas plus de trois milles en longueur, et tous autres travaux entrepris par elle et pour l'achèvement desquels elle a été constituée en corporation, dans les trois années à compter du jour qu'elle a été ainsi constituée, et tout autre chemin d'une plus grande longueur, à raison d'un mille par chaque année à compter du temps susdit, à défaut de quoi elle est privée des pouvoirs corporatifs et autres pouvoirs et autorités dont elle a été revêtue, et alors tous ses pouvoirs corporatifs cessent.

Effet du dé-  
faut de s'y  
conformer.

Proviso.

Toutefois, dans le cas où la compagnie cesserait d'exister pour quelques raisons que ce soit, la personne qui a déposé dans quelque banque constituée en corporation les versements payés par les actionnaires peut en retirer ce dépôt et le remettre à ceux qui les ont payés. S. R. Q., 5050.

Ministre fixe  
le temps  
auquel une  
glissoire doit  
être achevée.

**6394.** Le ministre des travaux publics et du travail fixe, en même temps qu'il approuve la construction d'une glissoire, le temps pendant lequel la compagnie est tenue de la compléter ; lorsqu'elle manque de faire et compléter cette glissoire dans le temps fixé, elle perd, à l'expiration de ce temps,



tous ses droits et pouvoirs relatifs à la construction d'icelle, et au terrain dont elle a pris possession pour sa construction, lequel retourne à la partie de qui il a été obtenu, en par cette dernière payant à la compagnie sa valeur réelle, au moment où se fait le paiement, déterminée au moyen d'un arbitrage de la manière ci-dessus prescrite. S. R. Q., 5051 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6395.** Lorsqu'un chemin, un pont ou autres travaux construits ou possédés par une compagnie ont été achevés, et que des péages y ont été établis, cette compagnie doit les tenir en bon ordre. Compagnie obligée de tenir les travaux en bon ordre.

Si la compagnie laisse ce chemin, ce pont ou ces travaux se détériorer et en mauvais ordre, elle peut être poursuivie devant tout tribunal de juridiction supérieure dans le district où ce chemin, ce pont ou ces travaux sont en mauvais ordre, et si elle est condamnée, le tribunal, devant lequel la poursuite a eu lieu, lui enjoint de faire les réparations nécessaires, dont le défaut a donné lieu à la poursuite, sous tel temps qu'il juge convenable. Poursuite en cas de négligence de ce faire.

A défaut de ce faire, de la manière et dans le temps prescrits par le jugement, la compagnie est déclarée dissoute, et le chemin, le pont ou les travaux, appartiennent de ce moment à la couronne, pour l'usage du public, de la même manière que tous autres chemins publics, grands chemins ou travaux publics ; et ils sont dès ce moment sujets à toutes les lois relatives aux grands chemins et travaux publics, et les pouvoirs de la compagnie sont dès lors transportés au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5052. Conséquence du défaut de se conformer au jugement.

§ 13.—*Du pouvoir des municipalités de prendre des actions dans la compagnie*

**6396.** 1. Sujet toujours aux dispositions du Code municipal, le conseil de toute municipalité par laquelle un tel chemin passe, ou dans laquelle de tels travaux doivent être construits, peut prendre, acquérir et posséder, céder et transporter des actions dans toute telle compagnie, et, de temps en temps, enjoindre au préfet, maire ou autre principal officier, de souscrire, au nom de la municipalité, des actions, d'agir pour et au nom de la municipalité dans toutes les affaires ayant rapport à ces actions, et d'exercer les droits de la municipalité comme actionnaire de la compagnie. Pouvoir des municipalités intéressées de prendre des actions dans la compagnie.

2. Le préfet, le maire ou autre principal officier est, qu'il ait autrement qualité ou non, considéré comme actionnaire de la compagnie, et peut agir et voter comme tel, sujet toujours aux règlements ou ordres faits par la municipalité à ce sujet, mais il peut agir à sa discrétion dans les cas non prévus par la municipalité. Pouvoir de certains officiers municipaux de voter en conséquence.

Pouvoir de la  
municipalité  
d'acquitter  
actions, etc.

3. La municipalité peut acquitter les actions ou payer les versements sur les actions qu'elle a acquises et pour lesquelles elle a souscrit, à même les deniers lui appartenant et non affectés d'une manière spéciale à d'autres fins, et employer les deniers provenant des dividendes ou profits des actions ou du produit de leur vente, à chacune des fins auxquelles les deniers non affectés de la municipalité peuvent être légalement employés. S. R. Q., 5053.

Prêt de  
deniers à la  
compagnie.

**6397.** Sauf toujours les dispositions du Code municipal, le conseil de toute municipalité par laquelle un tel chemin passe, ou dans laquelle de tels travaux sont ou doivent être construits, peut prêter, à la compagnie autorisée à faire ce chemin ou à construire ces travaux, les fonds de la municipalité qui ne sont pas affectés à aucune autre fin, et faire le prêt aux termes et conditions convenus entre la compagnie et la municipalité qui fait le prêt, recouvrer les deniers ainsi prêtés et affecter les deniers ainsi recouverts aux fins de la municipalité. S. R. Q., 5054.

#### § 14.—*De la prise de possession par Sa Majesté*

Achat des  
actions de la  
compagnie  
après un cer-  
tain temps.

**6398.** Vingt et un ans après la confection d'un chemin ou d'autres travaux, Sa Majesté peut acheter les actions de la compagnie d'après leur valeur courante au temps de l'achat, —laquelle valeur est constatée par des arbitres nommés et qui agissent de la manière ci-dessus prescrite, dans d'autres cas, si la compagnie et le lieutenant-gouverneur ne peuvent s'accorder sur la valeur—et peut conserver ces actions pour l'usage et l'avantage de la province.

Pouvoirs du  
lieut.-gouv.  
en cons.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est dès lors constitué aux lieu et place de la compagnie. et a tous les pouvoirs et l'autorité qu'elle avait et exerçait jusque là. S. R. Q., 5055.

#### § 15.—*Des amendes et de leur recouvrement*

Pénalité :

**6399.** Quiconque—

Pour enlève-  
ment de ma-  
tériaux ;

1. Enlève de la terre, de la pierre, des planches, du bois de construction, ou d'autres matériaux employés ou destinés à être employés sur un chemin pour sa construction, son entretien ou sa réparation ; ou

Pour condui-  
re des voitu-  
res dans  
certains  
endroits :

2. Conduit une voiture à roues ou autre voiture chargée, sur la partie d'un chemin situé entre les pierres, madriers ou le chemin durci, et le fossé, plus loin qu'il n'est nécessaire pour laisser passer une autre voiture ou pour tourner sur ce chemin ; ou

Pour domma-  
geaux po-  
teaux, etc. ;  
Pour traîner  
du bois, etc. ;

3. Cause quelques torts ou dommages aux poteaux, rails ou clôtures ; ou

4. Traîne ou tire ou fait traîner ou tirer, sur quelque partie des chemins construits comme susdit, du bois de construc-

tion, de la pierre, ou autre chose transporté entièrement, ou en partie, sur des voitures à roues ou traînes, de manière à rayer ou fouler quelque partie du chemin ; ou

5. Laisse un wagon, une charrette ou autre voiture quelconque sur le chemin sans en confier la garde ou le soin à une personne convenable, plus que le temps nécessaire pour le charger ou le décharger, excepté dans le cas d'accident, et dans le cas d'accident, plus que le temps nécessaire pour l'enlever ; ou

Pour laisser des voitures sans gardien ;

6. Dépose du bois de construction, des pierres, des ordures ou autres choses quelconques sur le chemin, causant ainsi du dommage, de l'inconvénient ou du danger aux personnes qui y passent ; ou

Pour dépôt d'ordure, etc. ;

7. Après avoir enrayé ou arrêté une charrette, un wagon ou une voiture en montant une côte ou une élévation—laisse ou fait laisser sur le chemin, des pierres ou autres choses qui ont servi à enrayer ou arrêter la charrette ou la voiture ; ou

Pour laisser des obstacles ;

8. Abat, endommage ou renverse une lampe ou un poteau de lampe, placé ou planté sur le côté du chemin ou des maisons de péage, ou éteint malicieusement la lumière d'une lampe ; ou

Pour renverser les lampes, etc. ;

9. Renverse, brise, détériore ou endommage volontairement un tableau des péages, placé et attaché sur quelque barrière ou traverse ou sur quelque partie de ces chemins ; ou

Pour renverser tableau des péages ;

10. Efface ou détruit avec malice quelque lettre, marque ou chiffre y inscrit, ou sur une indication de route ou poteau ou pierre indiquant les milles ; ou

Pour détériorer les indications ;

11. Jette de la terre, des ordures ou autres matières ou choses, dans un égout, un fossé, ou un canal couvert, ou autre cours d'eau fait pour assécher le chemin ; ou

Pour dépôt d'ordures dans les fossés, etc. ;

12. Sans permission,—emporte des pierres, gravois, sables ou autres matériaux, ordures ou terres sur toute partie d'un chemin ou fait quelques creux ou fossés sur la réserve de ce chemin ; ou

Pour enlèvement de pierres, etc. ;

13. Passe ou cherche à passer, d'une manière violente, quelqu'une des barrières que la compagnie a élevées, ou se sert des travaux construits par la compagnie sans auparavant payer les péages imposés à chacune des barrières par les directeurs de la compagnie,—

Pour passer violemment afin de ne pas payer.

et est trouvé coupable du fait, sur conviction sommaire devant un juge de paix dans ou près de l'endroit où le dommage a été causé—doit être condamné à payer tous les dommages que la compagnie a soufferts, lesquels sont constatés par le juge de paix, sur l'audition de la plainte,—et aussi à payer une amende de pas plus de dix piastres, et de pas moins d'une piastre.

Condamnation.

Les dommages et l'amende sont, à la discrétion du juge de paix, payés soit en argent soit en travail fait sur le chemin, — si l'offense a rapport à un chemin, mais non autrement,—

Domages et amendes sont

à la discrétion du juge de paix. sous la direction de la compagnie, et dans le temps fixé par le juge de paix, à défaut de quoi, le contrevenant est confiné dans la prison commune du district où l'offense a été commise, pour un espace de temps n'excédant pas un mois. S. R. Q., 5056.

**Amende contre ceux cherchant à éluder le paiement des péages.** **6400.** Quiconque, après avoir parcouru une partie d'un chemin avec un wagon, un carosse ou une autre voiture, ou avec des animaux tenus au péage, abandonne le chemin pour en prendre un autre, et entre dans le chemin au delà de quelque une des barrières sans payer de péage, évitant ainsi de payer les péages, doit être, pour chaque offense de cette nature, condamné à payer la somme de deux piastres, qui est employée sur le chemin ou à liquider toute dette due par la compagnie.

**Condamnation à, et prélèvement de l'amende.** Tout juge de paix pour le district dans lequel telle partie du chemin est située, doit condamner le contrevenant, s'il est trouvé coupable, au paiement de cette amende, et la faire prélever comme il est dit plus haut. S. R. Q., 5057.

**Peine appliquée à ceux qui aident à éluder le paiement des péages.** **6401.** Quiconque occupe ou possède un terrain enclos auprès d'une maison de péage ou des barrières érigées conformément à la présente section, et permet, sciemment, à quelqu'un de passer sur ce terrain, ou par quelque porte ou voie pratiquée sur ce terrain, avec une voiture ou un animal tenu aux péages, au moyen de quoi ce paiement est éludé, étant, ainsi que la personne conduisant l'animal ou la voiture, qui a évité les péages, trouvés coupables de cette offense devant un juge de paix, sont respectivement et chacun d'eux passibles d'une condamnation au paiement d'une somme n'excédant pas quatre piastres pour chaque offense, laquelle somme est employée à améliorer le chemin. S. R. Q., 5058.

**Recouvrement des amendes.** **6402.** Les amendes et forfaitures, dont le recouvrement d'une manière sommaire est autorisé par la présente section, sont perçues et prélevées par saisie et vente des biens et effets du contrevenant en vertu d'un mandat émis à cette fin par le juge de paix devant qui l'affaire a été portée ; et, dans le cas où il n'y aurait ni biens ni effets pour satisfaire à ce mandat le contrevenant est confiné dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas un mois. S. R. Q., 5059.

#### § 16.—Des poursuites

**Prescription des actions.** **Défense.** **6403.** Toute action intentée en vertu de la présente section doit l'être dans les six mois suivant immédiatement la commission du fait qui lui a donné naissance et non après ; et le défendeur, sur la présente action, peut plaider la dénégation

générale seulement et invoquer la présente section et produire les faits particuliers en preuve lors du procès. S. R. Q., 5061.

### § 17.—*Dispositions diverses*

**6404.** Dans la présente section, les expressions “la compagnie” “telle compagnie,” ou toutes autres du même genre, signifient une compagnie constituée en la manière prescrite par la présente section, et les chemins, ponts ou autres travaux y mentionnés, sont ceux construits ou possédés par la compagnie, à moins que le contexte n'exige une autre interprétation. S. R. Q., 5062.

Interprétation des mots  
“la compagnie,” telle  
compagnie.”

## FORMULE

### A.—(Article 6342)

#### *Memorandum*

Sachez que ce jour de  
dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent ,  
nous, les actionnaires soussignés, nous nous sommes réunis à,  
dans le district de  
dans la province de Québec, et nous avons résolu de nous  
former en compagnie, qui sera appelée (*insérez le nom corporatif  
que prendra la compagnie*) conformément aux dispositions de  
la section treizième du chapitre troisième du titre onzième des  
Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les compagnies  
pour la construction de chemins et autres travaux, dans le  
but de construire un chemin planchéié (*ou macadamisé ou  
empierreé, ou tous les deux à la fois, suivant le cas*) depuis (*com-  
mencement du dit chemin*) jusqu'à (*extrémité d'icelui*), (*ou un  
pont, un quai, une jetée, une glissoire ou autres travaux, comme  
susdit, désignant la nature, l'étendue et la situation des dits tra-  
vaux*) ; et nous déclarons par le présent que le fonds capital  
de la dite compagnie sera de

piastres, divisé en actions de  
piastres chacune ; et nous, les action-  
naires soussignés, consentons par le présent, à prendre et  
accepter le nombre d'actions que nous avons inscrit vis-à-vis  
de nos noms respectifs, et nous convenons, par le présent, d'en  
payer les versements (*s'il y a quelque convention spéciale rela-  
tivement aux versements, insérez les,*) suivant les dispositions de  
la dite section, et des statuts et règlements que la compagnie  
pourra faire et passer à cette fin, et qui ne seront pas con-

traies à cette convention ou à la dite section ; (entrez toutes autres conventions ou stipulations ainsi que toute autre matière qu'il paraîtra convenable d'insérer dans l'instrument plutôt que d'en laisser la disposition ultérieure aux règlements).

Nom	No. d'actions	Montant

## SECTION XIV

## DES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS

§ 1.—*De la formation de la compagnie*

**6405.** Les propriétaires des deux tiers en valeur, des terres obligées à un chemin ou partie d'un chemin de front, ou les personnes obligées à l'entretien des deux tiers d'un chemin ou partie d'un chemin de route, ainsi que les personnes qui ont obtenu du conseil municipal, en vertu d'un règlement passé à cet effet, la permission d'empierre un chemin ou partie d'un chemin pour en faire un chemin de péages, peuvent, en observant les formalités ci-après requises, s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à empierre ce chemin ou partie de ce chemin. S. R. Q., 5064.

Formalités  
pour obtenir  
la charte.

**6406.** Si le chemin est situé dans plusieurs municipalités locales, la proportion de deux tiers ou la permission exigée par l'article 6405, doit être obtenue dans chaque municipalité distincte. S. R. Q., 5065.

Cas où le chemin est dans  
plusieurs  
municipalités  
locales.

**6407.** La demande de constitution en corporation est faite par requête contenant :

Mode de faire  
la demande  
d'une charte.

1. Le nom corporatif que l'on se propose de donner à la compagnie ;

2. La description du chemin que l'on veut empierre, et le nom des municipalités locales par où il passera ;

3. Le mode de construction du chemin ;

4. Les noms, prénoms, qualités et domiciles des propriétaires tenus à l'entretien du chemin ;

5. La valeur telle que portée au rôle d'évaluation de la municipalité locale de chacune des propriétés obligées au chemin ; et, si c'est un chemin de route, le procès-verbal de répartition de ce chemin ;

6. Le capital de la compagnie ;

7. Le montant de chaque action ;

8. Les noms, prénoms, qualités et domiciles des directeurs provisoires ;

9. Les termes de paiement des versements. Ces termes de paiement peuvent être différents suivant que la compagnie a ou n'a pas, pour leur garantie, de privilège ou d'hypothèque sur les propriétés ainsi que ci-après mentionné. S. R. Q., 5066.

**6408.** Les signatures à la requête sont prises en présence d'un notaire ou de deux témoins. S. R. Q., 5067.

Signatures à  
la requête.

**6409.** Un avis que cette requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil doit être publié pendant quinze jours dans un journal anglais et dans un journal français, dans la localité la plus voisine, et copie de cet avis doit être affichée pendant au moins quinze jours à la porte de l'église de chacune des paroisses où doit passer le chemin ; elle y est lue à l'issue du service divin du matin, deux dimanches consécutifs, et, s'il n'y a pas telle église, elle est affichée à un endroit public, habituellement fréquenté dans la paroisse. S. R. Q., 5068.

**6410.** Le ministre des travaux publics et du travail peut exiger tous renseignements, documents, témoignages et affidavits qu'il trouve utiles ou nécessaires, dans le but de s'assurer de la vérité des faits contenus dans la requête. S. R. Q., 5069 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6411.** Après l'accomplissement des formalités ci-dessus requises, et sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail, le lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants, par lettres patentes sous le grand sceau, une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans leur requête. S. R. Q., 5070 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6412.** Les lettres patentes font l'énumération des allégations principales contenues dans la requête. S. R. Q., 5071.

**6413.** Les lettres patentes sont immédiatement publiées dans la *Gazette officielle de Québec* ; et, à compter du jour de cette publication, les requérants et ceux qui peuvent ensuite, en vertu de la présente section, faire partie de la compagnie sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. S. R. Q., 5072.

**6414.** Tout changement dans les dispositions des lettres patentes n'est fait que du consentement des deux tiers des actionnaires avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5073.

**6415.** Lorsqu'il s'agit d'obtenir des changements dans les dispositions des lettres patentes, le bureau de direction, après avoir obtenu l'assentiment des deux tiers des actionnaires, présente une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, mentionnant les changements demandés, le but de ces changements et l'assentiment des deux tiers des actionnaires ; le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail peut accorder des lettres patentes supplémentaires amendant les premières, lesquelles sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et



prennent effet du jour de leur publication. S. R. Q., 5074 ; tentes supplémentaires.  
5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6416.** Si ceux qui sont autorisés, en vertu de la présente section, à demander d'être constitués en corporation, désirent empierrer un chemin nouveau, ou changer la direction d'un chemin déjà existant, ils doivent obtenir le consentement de tous les intéressés, et, à défaut de consentement unanime, ils sont tenus de faire verbaliser le nouveau chemin ou le changement dans l'ancien chemin, de la manière prévue par le Code municipal ; et s'ils empièrent un chemin ou partie d'un chemin sur lequel des travaux d'empierrement ont déjà été faits, ils n'ont droit d'exiger aucun péage des propriétaires obligés à l'entretien de cette partie de chemin déjà empierrée ni de leurs employés ou des personnes de leurs familles, avant d'avoir payé, à dire d'arbitres, le montant que peuvent valoir les travaux déjà faits, à ceux qui font de ce chemin un chemin de péage. S. R. Q., 5075.

§ 2.—*Des souscriptions d'actions dans la compagnie*

**6417.** Les tuteurs, curateurs et autres administrateurs nommés en vertu de la loi, les communautés religieuses et corporations intéressées dans le chemin, sont autorisés à porter requérants et à former partie de la compagnie. S. R. Q., 5076.

**6418.** Durant un mois, à compter de la publication des lettres patentes, tout propriétaire qui était obligé au chemin a droit de prendre autant d'actions qu'il lui plaît, pourvu que les actions par lui ainsi prises n'excèdent pas le montant que lui donnerait la proportion suivante :

Le montant total de la valeur des propriétés obligées au chemin, est au capital de la compagnie comme la valeur des propriétés obligées au chemin de celui qui veut prendre des actions, est au montant qu'il a droit de prendre en actions.

Après l'expiration d'un mois comme susdit, si la charte a été obtenue par suite d'une permission accordée en vertu d'un règlement du conseil municipal, la balance des actions appartient à celui ou à ceux qui ont obtenu la charte ; mais dans l'autre cas les directeurs peuvent permettre à toutes les personnes, corporations ou municipalités, de prendre tel nombre d'actions qu'elles jugent convenable, et la balance qui n'a pas été ainsi souscrite, est divisée entre les requérants proportionnellement à la valeur de chaque terre obligée au chemin, si c'est un chemin de front, et proportionnellement à la part d'entretien de chacun, si c'est un chemin de route.

Aucune fraction d'action n'est accordée, mais les directeurs peuvent, s'ils le jugent à propos, accorder une action à celui qui a droit à une fraction. S. R. Q., 5077.

Partage de la balance non souscrite en certains cas.

**6419.** Si le chemin que l'on veut empierrer est partie chemin de front et partie chemin de route, la balance du capital qui n'a pas été souscrite, ainsi que susdit, si la charte a été obtenue en vertu d'une requête signée par les deux tiers des intéressés au chemin,—est divisée en autant d'actions qu'il y a de chemin de front et de chemin de route, proportionnellement à la longueur de chacun de ces chemins.

Partage de la partie du capital qui représente le chemin de front et la route.

Cette partie du capital, qui représente le chemin de front, est divisée entre les obligés à ce chemin de front, et celle qui représente le chemin de route est divisée entre les obligés au chemin de route, conformément en tous points aux dispositions de l'article 6418. S. R. Q., 5078.

Détermination de la valeur des propriétés. Si le chemin se trouve entre deux municipalités.

**6420.** La valeur des propriétés pour les fins de division du capital est celle portée au rôle d'évaluation alors en vigueur dans la municipalité locale où sont situées ces propriétés.

Si le chemin se trouve dans deux municipalités locales d'un même comté, la valeur des propriétés est celle portée au rôle d'évaluation de chacune des municipalités locales, tel que révisé par le conseil de comté, suivant les dispositions du Code municipal. S. R. Q., 5079.

Procédures à suivre lorsque le rôle n'a pas été révisé.

**6421.** Si le rôle d'évaluation des municipalités locales que parcourt le chemin n'a pas été révisé, ou si ces municipalités ne forment pas partie d'un même comté, il est nommé, par les directeurs, trois personnes désintéressées, qui doivent constater si l'évaluation faite dans chacune de ces municipalités locales est proportionnée à celle faite dans les autres, et doivent augmenter ou diminuer, s'il est besoin, le montant de l'évaluation portée au rôle de chacune de ces municipalités, au taux par cent qui leur paraît nécessaire pour établir une juste proportion entre les différents rôles d'évaluation,—et la division du capital se fait conformément aux rôles d'évaluation ainsi révisés. S. R. Q., 5080.

Mode de faire l'évaluation d'une propriété en particulier.

**6422.** Chaque fois qu'il devient nécessaire, pour les fins susdites, de faire l'évaluation d'une propriété en particulier, soit parce qu'elle a été omise du rôle d'évaluation ou pour autre cause, cette évaluation doit être faite par trois personnes désintéressées, dont l'une nommée par les directeurs, une autre par la partie intéressée, et la troisième par les deux premières ; et elles évaluent cette propriété proportionnellement à l'évaluation faite des autres dans le rôle d'évaluation. S. R. Q., 5081.

### § 3.—Des pouvoirs généraux de la compagnie

Pouvoir de la compagnie d'acquérir des propriétés.

**6423.** Toute compagnie, ainsi constituée, peut acquérir, posséder, aliéner et transférer toute propriété mobilière et immobilière qui est nécessaire à la poursuite de ses opérations,—elle a toutes les attributions et tous les pouvoirs requis pour les fins de sa charte, et le chemin est sa propriété.

Tout propriétaire sur le chemin est tenu de fournir gratuitement le terrain nécessaire pour donner au chemin existant la largeur voulue par la loi. S. R. Q., 5082. Obligation des prop. sur le chemin.

**6424.** La compagnie peut, en outre, après avis donné au propriétaire, prendre, sur toute terre, le long du chemin, moyennant indemnité, le terrain qu'elle juge convenable pour redresser le chemin existant, pourvu que la largeur du terrain ainsi pris n'excède pas trente pieds français ; pourvu aussi qu'aucun bâtiment ne soit démoli sans le consentement du propriétaire,—et ces terrains sont dégrevés de tout privilège et de toute hypothèque. Largeur du terrain que peut prendre la compagnie.

Dans le cas de cette hypothèque ou de ce privilège, l'indemnité, si elle excède la somme de quatre-vingts piastres, est déposée entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, et les créanciers conservent leur recours sur le montant ainsi déposé, lequel est distribué suivant l'ordre du tribunal, ou remis aux parties s'il n'y a point de réclamation faite dans un délai de quatre mois. Dépôt de l'indemnité si la somme excède \$80.

La compagnie peut, de plus, prendre, moyennant indemnité, un morceau de terre n'excédant pas cent vingt pieds carrés, même mesure, à chaque endroit où elle juge nécessaire d'ériger une maison de péages. S. R. Q., 5083. Terrains pour maisons de péages.

**6425.** La compagnie, en payant une indemnité, s'il y a lieu, ainsi que le coût des travaux de découvert, peut contraindre tout propriétaire de terrain forestier bordant le chemin, à faire abattre tous les arbres à haute tige qui se trouvent sur la ligne, jusqu'à une distance de dix-huit pieds de tel chemin. Découvert dans les forêts.

A défaut par le propriétaire de donner ce découvert, dans le temps requis, la compagnie peut faire elle-même les travaux, sujet toutefois à l'indemnité ci-dessus mentionnée. S. R. Q., 5084. Pouvoir de la compagnie.

**6426.** La compagnie a pleins pouvoir et autorité d'explorer les lieux qui se trouvent entre les extrémités du chemin ; et aussi de faire et tenir en bon ordre, sur les terres adjacentes ou voisines, les fossés, égouts et cours d'eau nécessaires pour assécher le chemin, moyennant indemnité, s'il y a lieu, de la manière ci-dessous mentionnée. Exploration entre les extrémités du chemin.

Pour les fins susdites, la compagnie et ses agents, serviteurs et employés ont, en vertu de la présente section, pouvoir et autorité d'entrer sur les terres et terrains des personnes, ou corporations et de prendre où bon lui semble la pierre, la terre, le sable et les autres matériaux nécessaires pour la construction et l'entretien du chemin, en établissant le coût et les dommages encourus à cet égard, comme ci-après prévu. S. R. Q., 5085. Pouvoirs de la compagnie à cette fin.

Commutation  
de l'entretien  
du chemin  
existant.

**6427.** La compagnie peut obliger toute personne, tenue à l'entretien du chemin existant, et qui n'est pas actionnaire, à commuer tel entretien en une rente annuelle, fixée d'après évaluation, ainsi que ci-après prévu, ou exempter cette personne de toute contribution tenant lieu de cet entretien. S. R. Q., 5086.

Commutation  
de l'entretien  
des ponts.

**6428.** La compagnie peut forcer toute personne obligée, en vertu d'un procès-verbal ou autrement, à la construction et à l'entretien des ponts qui se trouvent sur le chemin, à commuer son obligation en une rente annuelle, suivant évaluation, ainsi que ci-après prévu. S. R. Q., 5087.

Devoirs des  
propriétaires  
de côtes, bor-  
dant le che-  
min.

**6429.** La compagnie peut obliger tout propriétaire de côtes bordant le chemin à les garantir contre l'action ordinaire de la glace et de l'eau, sous le délai fixé par les règlements, et, à défaut par ce propriétaire de le faire, la compagnie peut faire compléter et terminer les travaux et en recouvrer les frais de la partie obligée.

Déplacement  
du chemin en  
certains cas.

Au cas où une partie trop considérable des côtes ou du chemin serait emportée par l'action de la glace ou autrement, sans qu'il y ait eu négligence de la part du propriétaire, ce dernier peut, en fournissant gratuitement le terrain nécessaire, obliger la compagnie à reculer le chemin. S. R. Q., 5088.

Barrières de  
péages.

**6430.** Aussitôt qu'elle a un mille de chemin de fait, la compagnie peut poser des barrières et percevoir les péages fixés par le bureau de direction, eu égard aux dispositions de la présente section.

Proviso.

Toutefois la compagnie ne peut placer aucune barrière de péage ou autre dans les limites des villes et des villages constitués en corporation soit en vertu de chartes spéciales, soit en vertu du Code municipal, à moins que les dites corporations n'y consentent. S. R. Q., 5089 ; 52 V., c. 43, s. 1.

Pouvoir de la  
compagnie de  
devenir par-  
tie à des bil-  
lets, etc.

**6431.** La compagnie peut devenir partie à tout billet et à toute lettre de change ; et tout billet et toute lettre de change, signés par le président ou celui qui le remplace et contresignés par le secrétaire, avec l'autorisation d'un quorum des directeurs, sont obligatoires à toutes fins. S. R. Q., 5090.

#### § 4.—Des emprunts par la compagnie

Pouvoir d'em-  
prunter.

**6432.** La compagnie peut emprunter les sommes de deniers qu'elle juge nécessaires pour être employées aux fins de sa charte, pourvu que le montant des sommes empruntées ne s'élève pas à plus que le capital.

Elle peut hypothéquer le chemin et ses dépendances pour sûreté à cet effet. Sûreté de l'emprunt, et transporter, comme garantie collatérale, le nombre de versements que le bureau de direction juge convenable.

Avis du transfert est donné aux parties intéressées ; cet avis équivaut à une signification régulière du transfert. S. R. Q., 5091. Avis du transfert de versements pour cet objet.

**6433.** Pour obtenir des deniers par voie d'emprunt, la compagnie peut aussi émettre des obligations rédigées suivant la formule A ou dans toute autre forme semblable, et ces obligations n'ont pas besoin d'être passées devant notaire. Emission d'obligations pour divers emprunts.

L'enregistrement de toute obligation, dans le bureau d'enregistrement du comté ou des comtés où passe le chemin, complète l'hypothèque créée par icelle, et cette hypothèque prend rang, à compter de la date de l'enregistrement de l'obligation, sans égard à celle de son émission. Effet de l'enregistrement des obligations.

Chaque telle obligation, étant enregistrée et émise, est transférable par délivrance, est obligatoire pour la compagnie en faveur du porteur d'icelle, et constitue une hypothèque en faveur de ce dernier sur les terres, bâtiments et biens-fonds de la compagnie, et sur les autres dépendances à elle appartenant, et qui sont décrites dans l'obligation. S. R. Q., 5092. Mode de transfert.

**6434.** Les communautés religieuses, corporations et municipalités sont autorisées à prêter de l'argent à toute compagnie constituée en vertu de la présente section. S. R. Q., 5093. Prêts par les communautés, etc.

#### § 5.—Des privilèges de la compagnie

**6435.** La compagnie a un privilège sur la terre de chaque propriétaire tenu à l'entretien du chemin qui fait partie de la compagnie, jusqu'au montant de sa contribution à raison de telle terre. S. R. Q., 5094. Privilège pour montant de la contribution.

**6436.** La compagnie a également un privilège sur toute terre obligée à l'entretien du chemin pour tous arrérages de rente de commutation de cet entretien n'excédant pas trois années de ces arrérages. S. R. Q., 5095. Privilège pour arrérages.

**6437.** Nonobstant les dispositions des articles 2009 et 2015 du Code civil, les privilèges énumérés dans les articles 6435 et 6436 prennent rang immédiatement après les taxes et cotisations municipales, et le décret n'a pas pour effet de purger ces terres du privilège acquis à la compagnie pour le paiement des versements non échus et de la rente annuelle due par la ville. S. R. Q., 5096. Rang de ces privilèges.

§ 6.—*Des directeurs de la compagnie*

Administra-  
tion des affai-  
res de la  
compagnie.

**6438.** Les affaires, le fonds social et les propriétés de la compagnie sont administrés et conduits par le bureau des directeurs, qui sont élus annuellement conformément aux dispositions de la présente section. S. R. Q., 5097.

Assemblées  
gén. annuel-  
les.

**6439.** Les assemblées générales annuelles ont lieu aux endroits et époques déterminés par les règlements, pourvu que ce soit dans les limites des municipalités où passe le chemin ; à cette assemblée on élit les directeurs. S. R. Q., 5098.

Assemblées  
demandées  
par dix ac-  
tionnaires.

**6440.** Sur la demande de dix actionnaires, le bureau de direction peut, en tout temps, convoquer une assemblée générale, après avis public, dans lequel le but de l'assemblée est mentionné. S. R. Q., 5099.

Vote à ces  
assemblées.

**6441.** Aux assemblées générales des actionnaires, toute décision est prise à la pluralité des voix auxquelles ont droit les actionnaires présents à l'assemblée ; le nombre de voix auquel a droit chaque actionnaire est en proportion du nombre des actions qu'il a dans la compagnie, savoir, une voix pour chaque action, mais nul ne peut donner sa voix pour une fraction d'action.

Voix prépon-  
dérante.

Dans le cas de partage égal des voix le président de la compagnie ou, en son absence, toute autre personne présidant l'assemblée, a une voix prépondérante. S. R. Q., 5100.

Qualités des  
directeurs.

**6442.** Aucun actionnaire ne peut être élu directeur, à moins d'avoir payé tous ses versements échus. S. R. Q., 5101.

Election du  
président.

**6443.** Les directeurs choisissent leur président, et, s'il survient quelque vacance parmi eux, par cause de mort ou autrement, les autres directeurs restant élisent un actionnaire ayant qualité pour remplir la vacance, jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante. S. R. Q., 5102.

Pouvoirs des  
directeurs.

**6444.** Les directeurs ont droit :

1. De percevoir et de poursuivre, au nom de la compagnie, le recouvrement des versements et autres dettes exigibles ;
2. D'accepter toute hypothèque pour la garantie du paiement des actions de la part des actionnaires qui n'ont pas de terre obligée au chemin ; l'acceptation de cette hypothèque donne à tels actionnaires le droit de faire leurs versements de la même manière et en même temps que les actionnaires propriétaires tenus à l'entretien du chemin ;
3. De fixer les taux de péage, qui ne doivent pas dépasser ceux mentionnés dans la formule B ;
4. D'abonner les actionnaires aux clauses et conditions qu'ils jugent convenables ;

5. De forcer tout propriétaire, le long du chemin, à défaire sa clôture depuis le premier décembre jusqu'au premier de mars ; et, si le propriétaire refuse de se soumettre à cette exigence, il est tenu de rembourser à la compagnie, à dire d'arbitres, le surplus des frais d'entretien qu'occasionne cette clôture ;

6. De faire tous règlements non contraires à la présente section et à la loi. S. R. Q., 5103.

### § 7.—*De l'exemption des péages*

**6445.** Toute personne, conduisant des chevaux ou voitures faisant partie d'un convoi funèbre, s'y rendant ou en revenant, et toute personne, allant, à cheval ou en voiture, au service divin, les dimanches ou jours de fête, ou en revenant, peuvent passer par les barrières érigées sur le chemin, sans être obligées de payer les péages, pourvu que ce soit en dedans des limites de la paroisse où est leur résidence. Exemption des péages dans certains cas.

Les personnes engagées dans le service de la marine ou de l'armée de Sa Majesté, ou dans la milice du Canada, étant dans l'exécution de leurs devoirs et revêtues de l'uniforme, parcourant le chemin avec leurs chevaux et voitures, et les personnes, conduisant des voitures portant de l'engrais et revenant d'en porter, passent sans payer de péage ; et celui qui, allant chercher de l'engrais, a payé un péage, a droit, en revenant avec la même voiture chargée d'engrais, de se faire rembourser ce qu'il a payé. Idem.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser les personnes, engagées dans le service public, de passer sur le chemin sans être tenues au péage. S. R. Q., 5104. Officiers publics.

### § 8.—*De la cession et du transport des terrains*

**6446.** Nonobstant les dispositions du Code civil à ce contraires, et notamment les articles 297, 298, 343 et 953 du même code, il est loisible aux corporations, communautés religieuses, grevés de substitutions, tuteurs, curateurs, exécuteurs, administrateurs, et autres ayants cause ou personnes quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers ou successeurs, mais aussi pour et de la part de ceux qu'ils représentent, soit que ces représentés soient nés ou à naître, aliénés ou idiots, femmes sous puissance de maris ou autres personnes saisies ou en possession ou intéressées dans les terres ou les terrains dont la compagnie a besoin pour les fins du chemin, de vendre et transporter à la compagnie ces terres ou terrains, en tout ou en partie, comme susdit, pour les dites fins. Pouvoir des tuteurs, etc., de vendre des terres à la compagnie.

Les contrats, marchés, ventes, transports, garanties, à être ainsi faits, sont valides à toutes fins et intentions quelconques. Validité des contrats.

nonobstant les lois, règlements, usages ou coutumes à ce contraires.

Justification  
de ces con-  
trats.

Ces corporations, communautés ou personnes quelconques faisant ces transports sont indemnes dans tout ce qu'elles font en vertu des dispositions de la présente section. S. R. Q., 5105.

Arrange-  
ments avec  
les proprié-  
taires par  
indivis.

**6447.** Toutes les fois qu'une terre ou propriété appartient par indivis à plusieurs personnes, tout accord, fait de bonne foi entre la compagnie et les propriétaires par indivis des deux tiers ou plus de cette terre ou propriété, relativement au montant de la compensation accordée pour icelle terre ou propriété, ou pour les dommages y causés, est obligatoire entre les autres propriétaires et la compagnie.

Remise de  
possession.

Les propriétaires qui ont fait cet accord, peuvent remettre à la compagnie la possession de la terre ou propriété ou l'autoriser à la prendre, suivant le cas. S. R. Q., 5106.

### § 9.—*De l'arbitrage*

Nomination  
d'arbitres à  
défaut d'ac-  
cord.

**6448.** A défaut d'accord entre la compagnie et les parties intéressées, chaque fois que, par suite de l'exercice des droits de la compagnie, il y a lieu de faire une estimation, elle est faite par trois arbitres, dont un nommé par la compagnie, un autre par les parties intéressées, et le troisième par les deux premiers ; et les arbitres, dans l'estimation qu'ils font de la valeur des terrains que la compagnie prend pour redresser le chemin existant, doivent tenir compte de l'avantage que retire du chemin la partie à laquelle la compensation doit être accordée. S. R. Q., 5107.

Cas d'absence  
de la partie  
intéressée.

**6449.** Dans le cas où la partie intéressée réside hors des limites du district, tout juge de la Cour supérieure, sur requête de la compagnie, accompagnée d'un certificat sous serment de l'un de ses employés, constatant que cette personne n'a pu être trouvée dans le district, peut nommer un arbitre pour la partie intéressée. S. R. Q., 5108.

Devoirs et  
pouvoirs des  
arbitres.

**6450.** Les arbitres, avant d'agir, doivent prêter serment devant un juge de paix.

Ces arbitres ont droit d'assigner des témoins et d'interroger les parties sous serment, et leur sentence ou celle de la majorité d'entre eux est définitive et sans appel.

Avis que doi-  
vent se don-  
ner les arbi-  
tres.

Toutefois, aucune telle sentence ne doit être rendue et aucun acte officiel n'est fait, par la majorité d'entre eux, à une séance qui n'a pas été fixée par un ajournement précédent, lors duquel l'autre arbitre était présent, ou par un avis donné à l'autre arbitre, au moins un jour franc d'avance. S. R. Q., 5109.



**6451.** La compagnie peut, avant la nomination des arbitres, offrir un montant à la partie adverse, et, dans le cas où le montant adjugé par les arbitres n'excède pas celui offert par la compagnie, les frais d'arbitrage sont payés par la partie adverse, autrement ils sont payés par cette compagnie. S. R. Q., 5110.

**6452.** Sur paiement ou offre légale de l'indemnité ainsi adjugée, ou convenue et fixée par les parties elles-mêmes, à la partie qui a droit de la recevoir ou sur le dépôt du montant de cette indemnité au greffe de la Cour supérieure, dans le cas où la partie réside hors du district, la sentence donne à la compagnie le pouvoir de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer les droits pour lesquels l'indemnité a été accordée.

Quand la possession peut être prise.

Si une personne ou partie fait quelque résistance ou opposition à ce qu'elle en agisse ainsi, tout juge de paix peut, sur preuve satisfaisante que les conditions exigées par la présente section ont été remplies, émettre son mandat adressé à tout shérif ou huissier, ou à toute autre personne qu'il appartient, pour mettre la compagnie en possession de ces terrains et pour faire cesser toute résistance ou opposition, ce que doit faire ce shérif ou cet huissier ou telle autre personne en prenant l'assistance qu'il lui faut, le tout aux frais du propriétaire refusant cette possession. S. R. Q., 5111.

Oppositions.

**6453.** En cas de désaccord au sujet du montant du paiement annuel mentionné à l'article 6427, entre la compagnie et la personne intéressée, si telle personne n'est pas actionnaire, le montant de ce paiement annuel doit également être estimé et établi par trois arbitres nommés comme susdit, et les articles 6449 et 6450 s'appliquent aussi en l'espèce. S. R. Q., 5111a ; 61 V., c. 37, s. 1.

Arbitrage en cas de désaccord sur le montant du paiement.

**6454.** Préalablement à la nomination des arbitres, la compagnie peut notifier à la partie adverse le montant qu'elle offre d'accepter annuellement comme commutation ; et chaque fois que le montant fixé par l'adjudication excède celui dont l'acceptation est offerte par la compagnie, les frais d'arbitrage sont supportés par la partie adverse, autrement, ils sont payés par la compagnie ; mais il n'est accordé, dans l'un ou l'autre cas, aucun honoraire d'avocat ou procureur, et les arbitres peuvent procéder sommairement, sans prendre de dépositions ni faire de procès-verbal par écrit. S. R. Q., 5111b ; 61 V., c. 37, s. 1.

Avis par la compagnie du montant qu'elle est disposée à accepter.

Frais en certains cas.

**6455.** Le montant du paiement annuel ainsi établi est payable annuellement d'avance, pour ce qui est de la propriété de la personne tenue à l'entretien du chemin existant, et il continue à être payable, pendant cinq ans pour les pro-

Echéance des paiements annuels.

priété dont la partie faisant front au chemin se trouve située dans les cités, villes ou villages, et pendant dix ans pour les autres propriétés, nonobstant toute mutation survenue. S. R. Q., 5111c ; 61 V., c. 37, s. 1.

§ 10.—*Des pénalités et des poursuites*

**6456.** Nul ne doit causer de l'embarras sur le chemin ou y laisser une voiture ou un cheval sans en confier la garde à une personne convenable, ou laisser errer ses animaux, ou passer aux barrières sans payer les taux, ou, après avoir parcouru une partie du chemin, l'abandonner dans le but d'élu-der les péages ou permettre à une personne de passer sur ces terrains avec des voitures ou animaux, dans le but d'élu-der les péages.

**Amende.** Le contrevenant aux dispositions du présent article est, s'il est trouvé coupable, passible d'une amende au minimum d'une piastre et au maximum de dix piastres. S. R. Q., 5112.

**Délais pour poursuivre et devant qui.** **6457.** Toute poursuite, pour contravention aux dispositions de la présente section, doit être intentée dans les six mois, est instruite devant tout magistrat ayant juridiction, et est jugée et décidée d'une manière sommaire. S. R. Q., 5115.

**Prélèvement des amendes.** **6458.** Les amendes et pénalités peuvent être perçues et prélevées par saisie et vente des biens et effets du contreve-nant en vertu de tout mandat de saisie émis à cette fin par le juge devant lequel le procès a été instruit, et, dans le cas où ils n'ont ni biens, ni effets pour satisfaire aux mandats, les contrevenants peuvent être détenus dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas un mois.

**Partage des amendes.** Le montant des amendes est partagé entre la compagnie et la municipalité locale où l'offense a été commise. S. R. Q., 5116.

**Poursuites pour verse-ments non payés.** **6459.** Les versements dus par les actionnaires et pour lesquels la compagnie a un privilège sur les terres en vertu des dispositions de la présente section, et le prix de commu-tation que cette compagnie est en droit d'exiger, en vertu de ces mêmes dispositions, sont poursuivis et recouvrés devant tout tribunal ayant juridiction compétente.

**Liste des im-meubles sur lesquels il est dû des verse-ments.** Après avoir obtenu jugement et avoir discuté les biens meubles, il est loisible à la compagnie ou à son ayant droit d'envoyer au secrétaire-trésorier du conseil de comté, avant le premier décembre de chaque année, une liste indiquant :

a. La désignation des terres sur lesquelles il est dû des versements ou un prix de commutation, en vertu de la présente section, avec les noms et prénoms des propriétaires ;

b. En regard de la description de ces terres, le montant des versements dus, et de la rente de commutation échue et non payée.

Ces terres sont vendues par le secrétaire-trésorier du conseil de comté, suivant les dispositions du Code municipal concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales. Par qui les terres sont vendues.

Cette vente a le même effet que celles faites pour ces taxes, et le propriétaire, ou toute autre personne au nom du propriétaire, peut retrahir ces terres, en observant les formalités du Code municipal. Effet de la vente. S. R. Q., 5117.

### § 11.—*Dispositions diverses*

**6460.** Lorsque le chemin a été achevé, et que des péages y ont été établis, il est du devoir de la compagnie de le tenir suffisamment en bon ordre ; dans le cas où elle laisserait le chemin en mauvais ordre et se détériorer, elle peut être poursuivie devant la Cour supérieure du district, et si elle est trouvée coupable, le tribunal, devant lequel la poursuite a eu lieu, lui enjoint de faire les réparations nécessaires pour le défaut desquelles la poursuite a été intentée, sous tel temps qu'il juge convenable. Réparations du chemin.

A défaut de ce faire, en la manière et dans le temps prescrits par le jugement, la compagnie est déclarée dissoute, et le chemin appartient dès lors à la couronne, pour l'usage du public, de la même manière que les autres chemins ou travaux publics, et est dès lors sujet à toutes les lois affectant les chemins ou travaux publics, et les pouvoirs de la compagnie appartiennent au lieutenant-gouverneur en conseil qui peut, en tout temps, remettre ce chemin aux municipalités intéressées aux termes et conditions qu'il détermine. Conséquences du défaut de les faire. S. R. Q., 5118.

**6461.** Toute municipalité locale, si le chemin est entièrement dans ses limites, et toute municipalité de comté, si le chemin est dans deux municipalités locales, peuvent acquérir, par accord, le chemin de la compagnie, et cette municipalité devient dès lors sujette à toutes les obligations de cette compagnie. Acquisition du chemin par les municipalités. S. R. Q., 5119.

**6462.** Dans le cas d'acquisition du chemin en vertu de l'article 6461, le montant qui a été payé par la municipalité est,—les dettes et obligations de la compagnie déduites,—partagé entre les actionnaires proportionnellement à la mise de chacun. Partage du montant payé. S. R. Q., 5120.

- Fusion de compagnies.** **6463.** Deux ou plusieurs compagnies, constituées en vertu des dispositions de la présente section, peuvent, du consentement des deux tiers des actionnaires de chacune d'elles, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil donné sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail, se fusionner en une seule compagnie, aux conditions convenues entre elles ; et le nom de cette nouvelle compagnie est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 5121 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.
- Publication des avis.** **6464.** Tout avis public, requis par la présente section, est donné et affiché aux portes des églises des paroisses où est situé le chemin, à l'issue du service divin du matin, le dimanche précédant au moins de trois jours l'époque fixée pour toute assemblée des actionnaires et pour toute autre fin mentionnée dans l'avis.
- Avis aux actionnaires non résidant.** Le secrétaire de la compagnie doit donner avis, par lettre mise au bureau de poste, au moins huit jours d'avance, à tout actionnaire ne résidant pas dans ces paroisses. S. R. Q., 5122.
- Signification des autres avis.** **6465.** Tout autre avis, requis par la présente section, est signifié à la partie intéressée au moins trois jours francs d'avance. S. R. Q., 5123.
- Commencement des travaux.** **6466.** Tout chemin, dont la construction est autorisée par la présente section, doit être commencé dans l'année de la date de la constitution en corporation, et terminé dans les cinq ans qui la suivent. S. R. Q., 5124.
-

## FORMULES

A.—(*Article 6433*)*Obligation*

No                                    §                                    (*ou suivant le cas*)

Cette obligation fait foi que la (*nom de la compagnie*), constituée en vertu de la section quatorzième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins, est endettée envers le porteur d'icelle en la somme de \_\_\_\_\_, comme prêt à intérêt à compter de la date de l'émission de la présente, aux taux de \_\_\_\_\_ pour cent par année, laquelle dite somme de \_\_\_\_\_

la dite compagnie promet et s'oblige par le présent de payer (*termes de paiement*) et aussi de payer l'intérêt sur icelle au porteur de la présente à l'endroit susdit, sur délivrance des coupons maintenant formant partie de la présente.

Et pour paiement de la dite somme d'argent et intérêt, la dite compagnie hypothèque, par le présent, les biens-fonds et dépendances ci-dessous décrits, c'est à savoir : son chemin connu sur le nom de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, y compris tous les terrains et bâtiments et propriétés immobilières de la dite compagnie et toutes les autres dépendances y attenant, et transporte comme garantie les paiements dus sur (*tels versements*), avec les privilèges y attachés.

En foi de quoi, A. B., de \_\_\_\_\_, président de la dite compagnie, a mis son seing et apposé le sceau commun de la dite compagnie à icelle, à \_\_\_\_\_, ce jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_.

A. B.,

*Président.*

[L.S.]

Contresigné et entré,

C. D.,

*Secrétaire.*

Je certifie que cette obligation a été dûment présentée pour  
enregistrement dans le bureau d'enregistrement du comté  
de \_\_\_\_\_, le  
jour de \_\_\_\_\_, dans l'année de Notre-Seigneur  
mil neuf cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heure  
de \_\_\_\_\_ midi, et est en conséquence enregistrée dans  
le registre des obligations marqué \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ page

E. F.,  
*Régistrateur.*

Emise en faveur de L. M., de \_\_\_\_\_ ce  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_.

C. D.,  
*Secrétaire.*

S. R. Q., 5124, cédule A.

#### B.—(Article 6444)

##### *Tableau des taux de péages*

ALLER ET RETOUR COMPRIS, POURVU QUE LE RETOUR SE  
FASSE LE JOUR MÊME OU LE LENDEMAIN

Pour toute voiture à deux roues, tirée par un cheval ou autre bête de trait.....	\$0 02	par mille.
Pour toute voiture à quatre roues, tirée par un cheval ou autre bête de trait....	0 02½	“
Pour toute voiture tirée par plus d'un cheval, ou autre bête de trait, une charge additionnelle de.....	0 00½	“
Pour chaque mouton ou cochon.....	0 00½	“
Pour chaque cheval ou autre bête de trait qui n'est pas attelée à une voiture, et pour chaque bœuf, vache ou autre bête à cornes.....	0 01	“

S. R. Q., 5124, cédule B.

## SECTION XV

## DES CHEMINS DE FER

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

**6467.** Les articles depuis 6470 jusqu'à 6669, les deux inclusivement, s'appliquent à toute voie ferrée, construite ou qui le sera dans la suite, qu'elle soit exploitée, ou qu'elle doive être exploitée par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir, et sont, en tant qu'ils peuvent s'appliquer à l'entreprise, et à moins qu'ils ne soient modifiés ou mis de côté par la charte, incorporés dans cette charte pour en former partie, de manière à ne faire qu'une seule et même loi. S. R. Q., 5125 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 1.

Application de certains articles.

**6468.** Pour excepter de l'incorporation dans la charte, quelque'un des articles depuis 6470 à 6669, les deux inclusivement, il suffit que cette charte statue, en les désignant par leur numéro, que les articles qui doivent faire exception, ne feront pas partie de la charte, et cette charte doit être interprétée en conséquence. S. R. Q., 5126.

Comment certains articles peuvent être exceptés de l'incorporation dans la charte.

**6469.** Les articles depuis 6670 jusqu'à 6731, les deux inclusivement, s'appliquent à toutes les voies ferrées en voie de construction par le gouvernement de la province, et lui appartenant, en tant qu'ils ne sont pas incompatibles avec la charte, et à toutes les voies ferrées construites ou qui le seront sous l'empire de toute charte octroyée par la Législature ou le gouvernement de cette province, et à toutes les compagnies constituées en corporation pour leur construction et leur exploitation, sauf toujours les dispositions ci-dessous établies quant à l'application des dispositions de la présente section à quelque chemin de fer, ou quant à l'époque à compter de laquelle ces dispositions lui sont applicables. S. R. Q., 5127.

Application de certaines dispositions de cette section.

Proviso.

**6470.** 1. L'expression " loi spéciale " ou " charte," employée dans la présente section, signifie tout acte législatif, loi ou statut autorisant la construction d'un chemin de fer, dans lequel la présente section, ou l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880, ou la loi relative aux chemins de fer, telle que contenue dans les Statuts refondus de la province de Québec de 1888, est incorporé.

Interprétation des mots: " Loi spéciale ", etc. ;

2. Le mot " prescrit," employé dans la présente section, relativement à toute matière y énoncée, doit être interprété comme se rapportant à la matière prescrite ou réglée dans la charte ; et la phrase dans laquelle ce mot se rencontre doit être interprétée comme si, au lieu du mot " prescrit," l'expression " prescrit à cet égard," dans la charte, eût été employée.

" Prescrit " ;

3. Le mot " terrains " s'entend des terrains que la charte " Terrains " ; autorise de prendre ou d'employer pour ses fins.

“L'entreprise.” 4. Le mot “l'entreprise” signifie le chemin de fer et les travaux de tout genre dont la construction ou l'exécution est autorisée par la charte. S. R. Q., 5128.

Interprétation des mots: **6471.** Les mots et expressions qui suivent, tant dans la présente section que dans la charte, ont la signification qui leur est attribuée dans la présente section, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans le sujet ou dans le contexte qui s'oppose à cette interprétation, savoir : S. R. Q., 5129, 1er al.

“Terrains” : 1. Le mot “terrain” comprend tous les biens-fonds, propriétés foncières, terres, tènements et héritages quelconques, quelle qu'en soit la tenure ; S. R. Q., 5129, § 1.

“Bail” ; 2. Le mot “bail” s'entend de toute convention de bail ; S. R. Q., 5129, § 2.

“Taux” ; 3. Le mot “taux” comprend tout taux, droit ou péage exigible en vertu de la présente section ou de la charte, de tout voyageur, et pour tous les animaux, voitures, effets, marchandises, articles, matières ou choses transportés sur le chemin de fer ; S. R. Q., 5129, § 3.

“Effets” ; 4. Le mot “effets” comprend les choses de toutes sortes qui peuvent être transportées sur le chemin de fer, ou sur les bateaux à vapeur ou autres embarcations qui s'y rattachent : S. R. Q., 5129, § 4.

“Comté” ; 5. Le mot “comté” comprend tout comté, toute union de comtés ou toute division d'un comté en municipalités distinctes ; S. R. Q., 5129, § 5.

“Grands chemins” ; 6. Les mots “grands chemins” signifient toutes grandes routes, rues, ruelles ou autres voies de communication publiques ; S. R. Q., 5129, § 6.

“Shérif” ; 7. Le mot “shérif” comprend le député-shérif, le sous-shérif, ou autre délégué légal compétent ; et lorsqu'il est prescrit qu'une chose doit être faite, relativement à des terrains par un shérif ou un greffier de la paix, l'expression “shérif” ou “greffier de la paix” doit être interprétée

“Greffier de la paix” ; comme signifiant le shérif ou le greffier de la paix du district où ces terrains sont situés ;—et si les terrains en question, appartenant à une même personne, ne sont pas situés en totalité dans le même district, la même expression doit être interprétée comme signifiant le shérif ou le greffier de la paix de tout district où quelque partie de ces terrains est située ; S. R. Q., 5129, § 7.

“Juge de paix” ; 8. L'expression “juge de paix” signifie un juge de paix agissant pour le district où surgit la matière exigeant l'intervention de ce juge de paix, non intéressé dans l'affaire ;—si cette matière s'élève au sujet de terrains appartenant à une même personne, mais non situés en totalité dans le même district, cette expression signifie tout juge de paix agissant pour le district où partie de ces terrains est située, et non intéressé dans l'affaire ; et s'il est prescrit ou réglé qu'une chose



doit être faite par deux juges de paix, l'expression "deux juges de paix" est censée signifier deux juges de paix réunis et agissant ensemble ; S. R. Q., 5129, § 8.

9. Le mot "propriétaire", chaque fois que, suivant les dispositions de la présente section ou de la charte, un avis doit être signifié à un propriétaire de terrains, ou lorsqu'il est prescrit qu'un acte quelconque doit être fait du consentement du propriétaire, est censé signifier toute corporation ou personne qui, en vertu des dispositions de la présente section ou de la charte, ou de toute loi qui y est incorporée, aurait le droit de vendre et transporter des terres à la compagnie ; S. R. Q., 5129, § 9.

10. L'expression "la compagnie" signifie la compagnie ou la personne autorisée par la charte à construire le chemin de fer ; S. R. Q., 5129, § 10.

11. L'expression "le chemin de fer" signifie le chemin de fer et les travaux dont la construction ou l'exécution est autorisée par la charte ; S. R. Q., 5129, § 11.

12. Le mot "actionnaire" signifie tout souscripteur ou porteur d'actions à l'entreprise, et s'étend aux représentants personnels de l'actionnaire et les comprend ; S. R. Q., 5129, § 12.

13. L'expression "coût d'exploitation" signifie et comprend les frais d'entretien du chemin de fer, des bâtiments, usines et dépendances s'y rattachant, du matériel roulant et autre matériel, ainsi que de l'outillage employé pour son exploitation ; les loyers raisonnables pour propriétés ou pour location de pouvoir ou de matériel roulant ; les dépenses ordinaires d'exploitation ou se rattachant à l'exploitation du chemin de fer et du trafic sur icelui, comprenant le matériel et les articles qui se consomment par l'usage ; les taux, taxes, assurances contre, et indemnité pour accidents ou pertes, de même que toutes dépenses convenables pour salaires, gages et administration ; les deniers dus par la compagnie, pour les items de dépenses susdites ; l'intérêt sur les hypothèques ou obligations ; et une somme n'excédant pas annuellement cinq pour cent du total de la dette hypothécaire de la compagnie, à être placée au crédit d'un compte spécial, ou d'un fonds d'amortissement pour l'extinction de cette dette ; S. R. Q., 5129, § 13 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 2.

14. L'expression "première émission d'actions" signifie toutes actions souscrites et assignées avant la première assemblée des actionnaires de la compagnie, pour son organisation et l'élection des directeurs, et sur lesquelles dix pour cent au moins ont été payés. S. R. Q., 5129, § 14 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 2.

**6472.** Dans l'interprétation des dispositions de la présente section, depuis l'article 6670 jusqu'à l'article 6731, les

fer" ou "compagnie" — deux inclusivement, les expressions "compagnie de chemin de fer" ou "compagnie" comprennent tout propriétaire, fermier ou entrepreneur exploitant un chemin de fer construit ou exploité sous l'empire d'une loi de la Législature. S. R. Q., 5130.

### § 2.—*Des privilèges de la compagnie*

Compagnies établies en vertu d'actes spéciaux, déclarées corporations.

**6473.** Toute compagnie établie par une charte est une corporation sous le nom énoncé dans icelle et est investie de tous les pouvoirs, droits et privilèges qui sont ou peuvent devenir nécessaires pour effectuer les intentions et les objets de la présente section et de la charte octroyée à cet effet, et qui sont propres à telle corporation, ou qui sont énoncés ou contenus dans le Code civil. S. R. Q., 5131.

### § 3.—*Des pouvoirs de la compagnie*

Pouvoir :

De recevoir des dons de terrains, etc. ;

D'acheter des terrains ;

D'occuper des terrains publics, grèves, etc., du consentement de la couronne ;

Proviso.

De faire passer le chemin de fer sur les terrains de corporations et autres ;

**6474.** La compagnie a le pouvoir et l'autorité de :—

1. Recevoir, posséder et accepter des octrois et donations volontaires de terrains et autres biens qui lui sont faits pour aider à la construction, l'entretien et l'usage du chemin ; mais ces terrains et autres biens doivent être possédés et employés seulement pour les fins pour lesquelles ils ont été donnés ou octroyés ; S. R. Q., 5132, § 1.

2. Acquérir, posséder et recevoir de toute corporation ou personne, tout terrain ou autres biens nécessaires à la construction, l'entretien, la commodité et l'usage du chemin, et aussi les aliéner et vendre, ou en disposer à volonté ; S. R. Q., 5132, § 2.

3. Avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil,—prendre et s'approprier, pour l'usage de son chemin et de ses travaux, mais non pour les aliéner, toute partie des terres incultes de la couronne, qui n'ont pas encore été vendues ou concédées, situées sur la ligne du chemin, et qui sont nécessaires pour icelui ainsi que telle partie de la grève publique ou des terrains couverts par les eaux d'un lac, d'une rivière, d'un cours d'eau ou canal, ou de leurs lits respectifs, qui sont nécessaires pour faire, compléter et exploiter le chemin de fer et ses travaux, sauf toutefois l'autorité et le contrôle du parlement du Canada en ce qui concerne la navigation et les bâtiments ou navires ; S. R. Q., 5132, § 3.

4. Faire, construire ou placer le chemin de fer à travers ou sur les terres de toute corporation ou personne quelconque, en suivant le tracé du chemin, ou jusqu'à telle distance de ce tracé, qui est fixé dans la charte, bien que, par erreur ou pour quelque autre cause, le nom de cette corporation ou de cette personne ne soit pas inscrit dans le livre de renvoi ci-après mentionné, ou lors même qu'une autre corporation

ou personne serait mentionnée erronément comme étant le propriétaire de ces terrains, ou ayant le droit d'en faire le transport, ou y étant intéressée ; S. R. Q., 5132, § 4.

5. Construire, entretenir et faire fonctionner le chemin de fer, à travers les rivières, cours d'eau, canaux, grands cho-<sup>Sur et le long</sup> mins ou chemins de fer qu'il croise ou touche sur ou le long <sup>des cours</sup> d'iceux ; mais toute rivière, tout cours d'eau, grand chemin, canal ou chemin de fer, ainsi croisé ou touché, doit être remis par la compagnie, en son premier état ou dans un état tel que son utilité n'en soit pas amoindrie ; sauf, toutefois, l'au-<sup>Proviso.</sup> torité et le contrôle du parlement du Canada, en ce qui concerne la navigation et les bâtiments ou navires ; S. R. Q., 5132, § 5.

6. Tracer, construire, faire, compléter, changer et réparer <sup>De construire</sup> un chemin de fer ou d'acier (dont la largeur doit être de <sup>chemin de</sup> quatre pieds et huit pouces et demi), en y employant comme <sup>fer, etc. ;</sup> force motrice la vapeur ou l'électricité, ou la pression de l'atmosphère, les animaux ou les forces mécaniques, ou toute combinaison de ces différentes forces autorisée par la charte, avec double ou simple voie en fer ou en acier ; et le dit <sup>De construire</sup> chemin de fer ou toute autre <sup>des chemins</sup> partie d'icelui, en tant qu'il est <sup>de fer sur</sup> exploité par l'électricité ou par tout autre pouvoir que la <sup>les chemins,</sup> vapeur, peut être établi le long des et sur les grands chemins <sup>etc., à certai-</sup> selon l'autorisation donnée par les règlements des corpora- <sup>nes condi-</sup> tions respectives ayant juridiction sur iceux, et sujet aux restrictions et dispositions contenues dans les dits règlements et dans la présente section, et conformément et sujet à toutes conventions entre la compagnie et les conseils des dites corpora- tions et entre la compagnie et les dites compagnies (s'il y en a) ayant des intérêts dans ces grands chemins ; et la compa- gnie peut faire et conclure toutes conventions avec toute corporation municipale ou compagnie de chemin quant aux termes de l'occupation de toute rue ou de tout grand chemin, sujet aux dispositions et conditions contenues dans la pré- sente section, dans le Code municipal, dans la loi des cités et villes, ou dans la charte de la ville qui y est intéressée ; S. R. Q., 5132, § 6 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

7. Acheter des terrains pour et construire des usines, <sup>De construire</sup> entrepôts, élévateurs, docks, bureaux et ateliers, et vendre <sup>et des usines,</sup> transporter le terrain qui peut être jugé inutile pour quelqu'une <sup>élévateurs,</sup> de ces fins, et posséder, comme faisant partie des biens de la <sup>etc. ;</sup> compagnie, autant de vaisseaux à vapeur ou autres que les directeurs de la compagnie peuvent de temps à autre juger nécessaires pour faciliter le transport des passagers et du fret et tout autre trafic se rapportant au dit chemin de fer ; S. R. Q., 5132, § 6a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

8. Eriger et entretenir les bâtiments, gares, dépôts, quais <sup>De construire</sup> jugés nécessaires et utiles et leurs dépendances, et les chan- <sup>des édifices,</sup> ger, réparer ou agrandir à volonté ; ainsi qu'acheter et <sup>quais, etc. ;</sup>

acquérir des engins fixes, des locomotives, des moteurs, des chars, wagons, quais flottants et autres machines nécessaires à la commodité et à l'usage des voyageurs, du fret et des affaires du chemin de fer ; S. R. Q., 5132, § 7 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

De construire, etc., des usines pour la production de l'électricité ;

9. Construire, maintenir et exploiter des usines pour la production de l'électricité comme force motrice des dits chemins de fer, ainsi que pour l'éclairage et le chauffage du matériel roulant et des autres propriétés de la compagnie ; S. R. Q., 5132, § 7a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

De vendre de l'électricité, etc. ;

10. Vendre et louer à toute personne ou corporation toute telle électricité non requise pour les fins susdites, et acquérir ou posséder toute propriété nécessaire aux fins mentionnées dans le présent paragraphe ; S. R. Q., 5132, § 7b ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

D'acquérir le droit de transmettre l'électricité pour fins de traction, etc., à travers les terrains, etc. ;

11. Acquérir le droit de transmettre l'électricité requise pour l'exploitation, l'éclairage ou le chauffage du chemin de fer, sur, à travers ou sous les terrains autres que les terrains du chemin de fer dont la construction est autorisée par une loi spéciale, et, avec le consentement des conseils des municipalités concernées, acquérir le droit de placer des conduits sous ou d'ériger des poteaux et des fils sur ces terrains comme le décide la compagnie, ainsi que sur les, ou le long des chemins publics ou à travers les cours d'eau de la province, en érigeant les appareils nécessaires, comprenant poteaux, piliers ou culées supportant les cordes ou fils de ces lignes, ou des conduits pour cette électricité, le tout sujet à toute convention qui est préalablement faite à ce propos entre la compagnie et les particuliers propriétaires des terrains concernés, et entre la compagnie et toute municipalité dans laquelle ces travaux ou toute partie d'iceux ou du chemin de fer peuvent être situés, et conformément aussi à tout règlement du conseil de telle municipalité passé en conséquence ; pourvu que ces travaux ne soient pas faits de manière à entraver l'usage public de ces routes ou grands chemins, ou de manière à y créer une nuisance ou à empêcher le libre accès à toute maison ou autre bâtiment érigé dans le voisinage, ou à y constituer un danger, ou à y porter préjudice, ou à interrompre d'une façon préjudiciable la navigation sur ces cours d'eau ; S. R. Q., 5132, § 7c ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

Proviso.

De construire des embranchements ;

12. Construire des chemins de fer d'embranchement autorisés par la charte, et les régir ; et, à cette fin, exercer et posséder les pouvoirs, privilèges et autorités nécessaires, aussi amplement que pour le chemin de fer ; S. R. Q., 5132, § 8.

De faire les ouvrages ou choses nécessaires à la voie ferrée ;

13. Exécuter et faire les autres travaux et choses qui sont nécessaires et convenables à la construction, au prolongement et à l'usage du chemin de fer en conformité de la présente section et de la charte ; S. R. Q., 5132, § 9.

14. Recevoir, transporter et voiturier les personnes et les effets de toute sorte sur le chemin ; régler le temps et le mode de transport, ainsi que les taux et la compensation à payer, et recevoir ces taux et cette compensation ; S. R. Q., 5132, § 10.

15. Acheter, louer ou acquérir par donation, et vendre, louer, aliéner ou hypothéquer tous terrains ou bâtiments destinés, nécessaires ou propres à tout parc ou terrain d'amusements, n'excédant pas cent acres, dans la même municipalité, et améliorer et disposer ces terrains comme parcs ou lieux de promenade publique, et faire et conclure, à ce sujet, tous arrangements avec les corporations municipales des municipalités où ils se trouvent situés en tout ou en partie ; mais aucune des dispositions contenues dans le présent paragraphe n'entre en vigueur ou n'a d'effet, à moins que le conseil municipal de la municipalité dans laquelle se trouvent situés les terrains que la compagnie se propose d'acquérir, n'ait déclaré, par un règlement, qu'il consent à l'acquisition des terrains par la compagnie, conformément au présent paragraphe et pour les fins qui y sont mentionnées ; S. R. Q., 5132, §10a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

16. Emprunter, de temps à autre, en Canada ou ailleurs, à un taux d'intérêt n'excédant pas le taux légal, les sommes de deniers nécessaires pour achever, entretenir et exploiter le chemin de fer ; faire les bons, obligations et autres valeurs donnés pour les sommes ainsi empruntées, payables en monnaie courante ou en monnaie sterling, et à tels lieux, en Canada ou hors du Canada, qu'elle trouve à propos ; les vendre aux prix et moyennant l'escompte qu'elle juge à propos ou nécessaire, et hypothéquer ou engager les terrains, taux, revenus et autres propriétés de la compagnie, pour le paiement des sommes empruntées et des intérêts sur ces sommes ; mais nul bon ou nulle obligation ou valeur ne doit représenter une somme moindre que cent piastres ; S. R. Q., 5132, § 11.

17. Pénétrer sur tout terrain appartenant à la couronne, sans autorisation préalable, ou sur les terrains appartenant à toute corporation ou personne quelconque, situés sur la voie ou la ligne projetée du chemin ; faire les arpentages, relevés et autres opérations nécessaires sur ces terrains, pour fixer le site du chemin, et marquer et déterminer les portions de terrains qui lui sont propres et nécessaires ; S. R. Q., 5132, § 12.

18. Abattre ou enlever les arbres dans le bois, les terrains ou forêts où passe le chemin, jusqu'à la distance de six perches de chaque côté de la ligne ; S. R. Q., 5132, § 13.

19. Croiser ou traverser tout autre chemin de fer, et unir le sien à tout autre sur un point quelconque de son tracé et sur les terrains de tel autre chemin de fer, et employer les moyens nécessaires pour opérer ce croisement ou cette jon-

De transporter les personnes et effets sur le chemin de fer ;

D'acheter des terrains d'amusements, etc. ;

Proviso.

D'emprunter des deniers ;

D'émettre des bons, obligations, etc., et d'engager les biens de la compagnie ;

Proviso.

D'entrer sur les terrains, etc., pour les arpentages, etc. ;

D'enlever les arbres ;

De croiser et joindre d'autres chemins de fer ;

tion ; les propriétaires des deux chemins de fer peuvent s'unir pour opérer ce croisement, et accorder des facilités pour ce faire ; et dans le cas de désaccord sur le montant de l'indemnité à payer pour cet objet, ou sur le point ou le mode de croisement ou de jonction, la question est décidée par des arbitres nommés par un juge de la Cour supérieure ; S. R. Q., 5132, § 14.

**De demander l'autorisation au comité des chemins de fer ;** 20. Nulle compagnie de chemin de fer ne peut se prévaloir d'aucun des pouvoirs mentionnés dans le paragraphe 19 du présent article, sans adresser une demande au comité des chemins de fer, constitué en vertu de l'article 6670, pour l'approbation du mode de croisement, de la jonction ou de l'intersection projetés.

**Avis de la demande.** Il est donné, par écrit, avis de cette demande, à toute autre compagnie de chemin de fer intéressée, en transmettant cet avis par la poste ou autrement, à l'adresse du président, du surintendant, du directeur-gérant ou du secrétaire de la compagnie.

**Mode de procéder en cas de désaccord.** Lorsque l'approbation a été obtenue, il est loisible à l'une ou à l'autre compagnie, dans le cas de désaccord sur le montant de la compensation, de procéder à sa détermination de la manière prescrite par le paragraphe 19 du présent article ; S. R. Q., 5132, § 15.

**De construire des embranchements à certaines conditions ;** 21. Toute compagnie de chemin de fer peut, chaque fois qu'un règlement sanctionnant la construction a été passé par le conseil municipal de la municipalité dans les limites de laquelle l'embranchement projeté doit être situé, construire un ou des embranchements n'excédant pas six milles de longueur, à partir de tout terminus ou de toute gare de son chemin.

**Terrains à cette fin.** Nul embranchement n'est, quant à la qualité et à la construction du chemin, sujet à aucune des restrictions qui sont contenues dans la charte ou dans la présente section ; et nulle disposition contenue dans l'une ou l'autre n'a l'effet d'autoriser une compagnie à prendre pour cet embranchement, les terrains appartenant à qui que ce soit, sans l'obtention préalable du consentement des propriétaires ; S. R. Q., 5132, § 16.

**De construire des lignes d'embranchements pour certaines fins ;** 22. Dans le but de relier une cité, une ville, un village, une manufacture, une mine, ou toute carrière de pierre ou d'ardoise, un puits ou une source, avec la ligne principale du chemin de fer de la compagnie, ou avec quelqu'un de ses embranchements, ou avec un chemin de fer exploité ou loué par la compagnie, ainsi que dans le but d'accroître les facilités données au commerce, ou de transporter les produits de ces

**Voies d'évitement.** manufacture, mine, carrière, puits ou source, — la compagnie peut établir, faire et construire, exploiter et utiliser des voies d'évitement, voies latérales ou embranchements n'excédant, en aucun cas, six milles de longueur ; mais cette compagnie ne peut entreprendre le tracé ou la construction d'une ligne d'embranchement de plus d'un quart de mille de longueur,

**Avis à donner.**

en vertu du présent article, avant qu'avis public ait été donné pendant six semaines, dans quelque journal publié dans les comtés à travers lesquels cette ligne d'embranchement, doit être faite, énonçant que c'est l'intention de la compagnie de demander au lieutenant-gouverneur en conseil de sanctionner la construction de cette ligne d'embranchement, et exproprier les terrains nécessaires à cette fin, en vertu des pouvoirs compulsoires qui lui sont donnés par la présente section ou toute loi la concernant ;—ni avant que la compagnie ait, avant la première publication de cet avis, déposé au bureau d'enregistrement de la cité, du comté ou de la partie du comté dans lequel cette ligne ou partie d'icelle doit être construite, la carte et les plans indiquant le tracé de la ligne ;—ni avant que la compagnie ait soumis cette carte et ces plans au lieutenant-gouverneur en conseil, et qu'ils aient été approuvés par lui après la dernière publication de l'avis ;—et ni avant que l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, approuvant la carte et les plans, limite le délai pour construire cette ligne d'embranchement, qui ne doit pas être de plus de deux ans de la date de cet arrêté.

Dépôt des  
cartes et  
plans.

Approbation  
d'iceux par le  
lieut.-gouv.

Pour les fins ci-dessus, la compagnie peut exercer tous les pouvoirs qui lui sont conférés à l'égard de sa ligne principale par sa charte ou qui ont rapport à la compagnie, ou par la loi autorisant la construction de la ligne principale, ainsi que par la présente section, lesquelles lois, en tant qu'applicables, s'étendent et s'appliquent à ces voies d'évitement, ou lignes d'embranchement ; S. R. Q., 5132, § 17.

Pouvoirs de  
la compagnie  
à l'égard des  
lignes d'em-  
branchement ;

23. Toute compagnie de chemin de fer qui, en tout temps, désire changer le parcours d'une partie de sa ligne, dans le but d'en diminuer les courbes, d'en réduire les rampes, ou de faire quelque autre changement à cette ligne, ou dans un but d'intérêt public, peut le faire, et les dispositions de la présente section, s'appliquent aussi amplement à la partie du chemin de fer ainsi changée ou devant l'être, qu'à la ligne primitive ; mais nulle compagnie de chemin de fer n'a le droit d'étendre sa ligne de chemin au delà des terminus mentionnés dans sa charte ; S. R. Q., 5132, § 18.

De modifier  
la ligne  
pour cer-  
taines fins ;

Application  
de la loi.

24. Faire des arrangements avec toute personne ou compagnie pour louer ou employer tous moteurs électriques, voitures, wagons, matériel roulant et toute autre propriété mobilière de cette compagnie ou de cette personne, pour tel temps et à telles conditions dont il peut être convenu ; et aussi faire des arrangements avec toute compagnie de chemin de fer pour l'usage, par toute compagnie contractante, des moteurs électriques, voitures, wagons, matériel roulant et autre propriété mobilière appartenant à l'autre compagnie ; pour permettre la circulation des wagons ou voitures de la compagnie sur la voie de toute autre compagnie de chemin de fer,

De faire des  
arrange-  
ments pour  
l'achat de  
moteurs élec-  
triques,  
wagons, etc. ;

avec le consentement de cette compagnie, à telles conditions, quant à l'indemnité et aux autres points, dont il peut être convenu ; S. R. Q., 5132, § 18a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

De faire des arrangements pour fournir de la vapeur servant à la production de l'électricité ;

25. Faire des arrangements avec toute personne ou compagnie, dans le but de lui fournir de la vapeur ou autre pouvoir pour la production de l'électricité pour les fins du chemin de fer, ou avec toute compagnie de lumière ou de chemin de fer électriques, ou toute compagnie organisée dans le but de fournir le pouvoir électrique, pour acheter ou louer le pouvoir qui actionne ses moteurs électriques, voitures ou wagons, ou pour l'éclairage ou le chauffage d'iceux, ou pour toute autre fin pour laquelle la compagnie peut en avoir besoin, dans la construction et l'exploitation du chemin de fer ; S. R. Q., 5132, § 18b ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

D'approuver des arrangements ;

26. Le prix que doit payer la compagnie en vertu de quelque arrangement mentionné dans les paragraphes 24 et 25 du présent article doit être d'un montant raisonnable, mais cet arrangement n'est pas valide à moins d'avoir été approuvé et confirmé par une résolution adoptée par le vote des actionnaires possédant les deux tiers en valeur du capital-actions de la compagnie, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de le prendre en considération ; S. R. Q., 5132, § 18c ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 3.

D'augmenter le capital social.

27. Le capital primitif de toute compagnie de chemin de fer, peut être augmenté à volonté et indéfiniment ; mais cette augmentation doit être sanctionnée par un vote donné personnellement ou par procureur, à une assemblée composée d'un nombre d'actionnaires possédant au moins les deux tiers des actions, et convoquée expressément à cette fin, par les directeurs, au moyen d'un avis par écrit adressé à chaque actionnaire, et à lui signifié personnellement, ou à lui convenablement adressé et déposé au bureau de poste, au moins vingt jours avant cette assemblée, indiquant le temps, le lieu et l'objet de l'assemblée, et le montant de l'augmentation proposée.

Délibération de l'assemblée.

Les délibérations de l'assemblée sont insérées dans le livre des procès-verbaux, et le capital peut être augmenté jusqu'au montant sanctionné par le vote. S. R. Q., 5132, § 19.

#### § 4.—Des assemblées générales des actionnaires

Assemblées générales des actionnaires.

**6475.** Les actionnaires peuvent se réunir en assemblée générale, pour délibérer sur les affaires qui se rattachent ou ont trait à l'entreprise, et ils peuvent, à une assemblée générale annuelle, élire des directeurs en la manière prescrite par les articles 6476 à 6495.

Convocation d'icelles.

Après les trente jours qui suivent l'assemblée générale annuelle des actionnaires, pour l'élection des directeurs, qui a lieu à la date fixée par la charte, il est du devoir du bureau des directeurs et du secrétaire de convoquer une assemblée



générale des actionnaires, lorsqu'ils en sont requis par une demande faite par écrit, signée par un ou plusieurs des actionnaires porteurs d'au moins la moitié du capital souscrit pour la transaction des affaires qui sont énoncées dans la réquisition, lesquelles affaires sont mentionnées dans l'avis convoquant l'assemblée. S. R. Q., 5133.

§ 5.—*Du président et des directeurs de la compagnie*

**6476.** 1. Un bureau de directeurs chargé d'administrer les affaires de la compagnie, et dont le nombre est fixé par la charte, est élu, annuellement, par la majorité des actionnaires votant à cette élection, à une assemblée générale dont l'époque et le lieu sont fixés par la charte ; si cette élection n'est pas faite le jour ainsi fixé, les directeurs font faire cette élection sous le plus court délai possible après le jour ainsi fixé. Bureau de directeurs à élire.

2. Nulle personne n'est admise à voter à l'assemblée suivante, excepté celles qui auraient eu droit de voter si l'élection avait lieu le jour où elle devait avoir lieu. S. R. Q., 5134 §§ 1, 2. Droit de vote.

**6477.** Les vacances qui surviennent dans le bureau de directeurs, sont remplies en la manière prescrite par les règlements. S. R. Q., 5134, § 3. Mode de remplir des vacances.

**6478.** Nul ne peut être directeur s'il n'est actionnaire, possédant des actions à titre absolu et en son propre droit, et habile à voter pour élire les directeurs à l'élection où il est choisi. S. R. Q., 5134, § 4. Qualités pour être directeur.

**6479.** Le mode de convocation des assemblées générales, et l'époque et le lieu de la première assemblée des actionnaires pour la nomination des directeurs, sont fixés et déterminés dans la charte ; toutefois, si le nombre des actionnaires n'excède pas cinquante, et, s'ils résident tous au Canada, ces assemblées, outre le mode prescrit par la charte, peuvent être convoquées par lettre recommandée, frais de port payés, et déposée au bureau de poste au moins quinze jours avant celui de l'assemblée. Convocation des assemblées spéciales.

Les avis d'assemblées sont publiés une fois par semaine dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle est une preuve de la suffisance d'iceux. S. R. Q., 5134, § 5. Publication des avis.

**6480.** Le nombre des voix que chaque actionnaire a le droit de donner est proportionné au nombre des actions possédées par lui, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit par la charte. S. R. Q., 5134, § 6. Votes proportionnés aux actions.

**6481.** Tout actionnaire, soit qu'il réside dans la province ou ailleurs, peut voter par procureur, s'il le juge à propos ; Votes par procuration.

pourvu que ce procureur produise une procuration par écrit de son commettant, rédigée dans les termes suivants, ou dans des termes analogues, savoir :

Formule de  
procuration. " Je, \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_, l'un des actionnaires de la compagnie de chemin de fer de \_\_\_\_\_, constitue par les présentes \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_, mon procureur, et l'autorise, en mon absence, à voter pour moi, ou à donner mon assentiment aux affaires, matières ou choses relatives à la dite entreprise, qui sera mentionnée ou proposée à toute assemblée des actionnaires de la dite compagnie, ou d'aucun d'eux, et cela de la manière que le dit \_\_\_\_\_ le jugera à propos. En foi de quoi, j'ai apposé aux présentes mes seing et sceau, à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_. S. R. Q., 5134, § 7.

Validité de  
ces votes.

**6482.** Les voix données par procuration, sont aussi valides que si les commettants avaient voté en personne ; et toute matière, affaire ou chose qui est proposée ou prise en considération à une assemblée publique des actionnaires, est décidée par la majorité des actionnaires alors présents et des fondés de procuration ; tous les actes et décisions de la majorité lient la compagnie et sont censés être les actes et décisions de la compagnie. S. R. Q., 5134, § 8.

Durée de la  
charge de  
directeur.

**6483.** 1. Les directeurs nommés à la dernière élection, ou ceux nommés pour les remplacer en cas de vacance, restent en charge jusqu'à l'élection immédiatement suivante des directeurs.

Mode de  
remplir les  
vacances.

2. En cas de décès, absence ou démission de quelqu'un d'entre eux, les directeurs peuvent en nommer un autre à sa place ; mais s'ils n'en nomment pas, le décès, l'absence ou la démission n'invalident pas les actes des directeurs restant. S. R. Q., 5134, §§ 9, 10.

Président de  
la compagnie.

**6484.** Les directeurs, à la première assemblée, ou à quelque autre assemblée des directeurs, subséquente à leur élection, élisent l'un d'entre eux pour être président de la compagnie, lequel préside toutes les assemblées des directeurs, lorsqu'il est présent, et reste en charge jusqu'à ce qu'il cesse d'être directeur, ou jusqu'à ce qu'un autre président soit élu à sa place ; ils peuvent élire de la même manière un vice-président, qui préside en l'absence du président. S. R. Q., 5134, § 11.

Durée de sa  
charge.

Vice-prési-  
dent.

Quorum de la  
compagnie.

**6485.** 1. A toute assemblée où se trouve au moins le quorum fixé par la charte, les directeurs ont le droit d'exercer tous et chacun des pouvoirs dont ils sont revêtus.

2. Les actes de la majorité d'un quorum des directeurs, présents à toute assemblée régulière, sont censés être les actes des directeurs. S. R. Q., 5134, §§ 12, 13. Décision de la majorité, obligatoire.

**6486.** Nul directeur ne peut donner plus d'une voix à une assemblée, excepté l'officier président qui, en cas de division égale des voix, a voix prépondérante. S. R. Q., 5134, § 14. Voix prépondérante du président.

**6487.** Les directeurs sont soumis à la surveillance et au contrôle des actionnaires, à leurs assemblées annuelles, à tous les règlements de la compagnie, et aux ordres et directions qui sont donnés, de temps à autre, aux assemblées annuelles ou spéciales ; ces ordres et directions n'étant pas contraires aux prescriptions et dispositions expresses de la présente section ou de la charte. S. R. Q., 5134, § 15. Directeurs soumis aux règlements, etc.

**6488.** Nul officier ou employé de la compagnie, ni aucune personne concernée ou intéressée dans les contrats de cette compagnie ne peut être nommé directeur ni remplir les fonctions de directeur, et nul directeur ne peut contracter ni être directement ou indirectement, pour son propre usage et bénéfice, intéressé dans aucun contrat fait avec la compagnie ne se rattachant pas à l'acquisition des terrains nécessaires au chemin de fer, et ne peut être ni devenir associé dans une entreprise de la compagnie. S. R. Q., 5134, § 16. Officiers de la compagnie incapables d'être directeurs ni entrepreneurs.

**6489.** Les directeurs doivent faire des règlements pour l'administration et la disposition du capital, des propriétés et des affaires de la compagnie, ne dérogeant pas aux lois, ainsi que pour la nomination de tous officiers, employés et ouvriers, et le règlement de leurs fonctions. S. R. Q., 5134, § 17. Règlements pour la gestion des affaires.

**6490.** Les directeurs nomment tels officiers qu'ils jugent nécessaires, et exigent des garanties du gérant ou des officiers chargés de la comptabilité des sommes qui sont prélevées en vertu de la présente section et de la charte, pour l'exécution fidèle de leurs fonctions, suivant qu'il le trouve convenable. Ces garanties sont données au moyen d'un cautionnement en une somme suffisante, ou par l'entremise de la compagnie de garantie du Canada ou de toute autre compagnie constituée pour les mêmes fins, ou autrement, suivant que les directeurs le jugent à propos. S. R. Q., 5134, § 18. Nomination des officiers ; leur cautionnement.

**6491.** 1. En cas d'absence ou de maladie du président, le vice-président a tous les droits et pouvoirs du président ; il peut signer les bons, billets, obligations et autres instruments, et exécuter les actes qui, aux termes des règlements de la compagnie, ou suivant sa charte, doivent être signés, passés ou faits par le président. Vice-président remplace le président en son absence.

Mention de l'absence au procès-verbal.

Certificat d'absence.

2. Les directeurs peuvent, à toute assemblée, prescrire au secrétaire d'inscrire cette absence ou cette maladie au procès-verbal de l'assemblée.

3. Un certificat signé par le secrétaire en est donné à toute personne qui le demande, moyennant le paiement d'une piastre au trésorier ; ce certificat est pris et reçu comme une preuve *prima facie* de cette absence ou maladie, au temps et pendant l'espace de temps y mentionnés. S. R. Q., 5134, §§ 19, 20.

Comptes annuels par les directeurs.

**6492.** Les directeurs font tenir, dresser et balancer annuellement, le trente et unième jour de décembre de chaque année, un compte fidèle, exact et détaillé des sommes perçues et reçues par la compagnie ou par les directeurs ou gérants, ou autrement, pour l'usage de la compagnie et des frais et dépenses résultant de la construction, de l'entretien et de l'exploitation de l'entreprise, et de toutes les autres recettes et dépenses de la compagnie ou des directeurs. S. R. Q., 5134, § 21.

Si par la charte, un certain montant du capital doit être payé avant l'élection des directeurs.

**6493.** Lorsque, d'après les termes d'une charte constituant en corporation quelque compagnie de chemin à lisses de bois ou de fer, il est statué qu'une certaine proportion du capital de cette compagnie sera souscrite avant la convocation d'une assemblée des actionnaires à l'effet d'élire des directeurs, il suffit que cette proportion de capital ait été souscrite avant que cette élection ait lieu, bien qu'elle ne fût pas souscrite lorsque cette assemblée a été convoquée ; toute élection déjà faite, sous l'empire de quelque charte de ce genre, est valide, pourvu qu'avant qu'elle ait eu lieu, cette proportion de capital ait été souscrite. S. R. Q., 5134, § 22.

Maire, etc., ne peuvent voter à l'élection des directeurs.

**6494.** Nul maire, préfet ou autre principal officier ou autre personne représentant une municipalité ayant ou prenant des actions dans une compagnie de chemin de fer, ne peut voter, soit directement soit indirectement, à l'élection ou à la nomination des directeurs d'une compagnie de chemin de fer constituée en corporation. S. R. Q., 5134, § 23.

Dix pour cent doivent être payés dans les six mois après la souscription.

**6495.** 1. Il doit être payé, sur toute action souscrite, dans une compagnie de chemin de fer ou à lisses de bois, constituée par une loi de la Législature, un montant d'au moins dix pour cent, dans les six mois après la souscription de chaque telle action.

Nul ne peut voter sans avoir payé dix pour cent.

2. Nul propriétaire ou possesseur d'actions dans une compagnie de chemin de fer ou à lisses de bois, constituée par une loi de la Législature, ne peut voter, en aucun cas, à raison de quelque-une de ses actions, s'il n'a payé, sur telle action, un montant d'au moins dix pour cent.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux souscriptions prises par les municipalités dans le fonds capital des compagnies de chemin de fer. S. R. Q., 5134, §§ 24, 25, 26. Dispositions non app. aux sousc. des municipalités.

§ 6.—*Des demandes de versements*

**6496.** 1. Les directeurs peuvent, de temps à autre, exiger des versements des actionnaires, sur le montant du capital souscrit ou dû par eux respectivement, suivant qu'ils le jugent nécessaire, pourvu qu'il soit donné au moins trente jours d'avis pour chaque versement. Demandes de versements comment faites et après quel avis.

Il ne peut être demandé aucun versement plus élevé que le montant fixé par la charte, un intervalle de deux mois au moins devant s'écouler entre chaque demande de versement. Il ne peut être exigé, dans le cours de l'année, une somme plus forte que le montant fixé par la charte. Montant qui peut être demandé.

2. Tous les avis de demandes de versements, donnés aux actionnaires de la compagnie, sont publiés une fois par semaine dans la *Gazette officielle de Québec*, et cette publication est une preuve de la suffisance de ces avis. S. R. Q., 5135, §§ 1, 2. Publication des avis de demandes.

**6497.** 1. Chaque actionnaire est tenu de payer le montant des versements requis sur les actions possédées par lui, aux personnes, aux époques et aux lieux désignés, de temps à autre, par la compagnie ou par les directeurs. Comment se font les versements.

2. Si, avant le jour fixé pour opérer le versement, un actionnaire ne verse pas la somme demandée, il est tenu de payer les intérêts sur cette somme, depuis le jour fixé pour le paiement jusqu'à celui où il est effectué. S. R. Q., 5135, §§ 3, 4. Intérêt sur les versements arriérés.

**6498.** Si, à la date fixée pour opérer un versement, un actionnaire fait défaut d'en payer le montant, il peut être poursuivi devant tout tribunal compétent, et condamné à payer ce montant avec les intérêts, à compter du jour où il aurait dû être payé. S. R. Q., 5135, § 5. Recouvrement des versements.

**6499.** Dans une action pour recouvrer une somme due sur un versement, il n'est pas nécessaire de faire des allégations spéciales, mais il suffit de déclarer que le défendeur est possesseur d'une ou de plusieurs actions, en indiquant le nombre des actions, et qu'il est redevable de la somme d'argent à laquelle se montent les arrérages des versements dus sur une ou plusieurs actions, avec le nombre et le montant de chacun de ces versements, pour lesquels la compagnie a droit d'action en vertu de la charte. S. R. Q., 5135, § 6. Formalités des poursuites pour recouvrer les versements.

Certificat de propriété fait foi.

**6500.** 1. Le certificat de possession d'une action est admis devant tous les tribunaux, comme preuve *prima facie* du droit d'un actionnaire, de ses exécuteurs, administrateurs, successeurs ou ayants cause, à l'action y mentionnée.

Absence de certificat.

2. L'absence de ce certificat n'empêche pas, néanmoins, le possesseur d'une action d'en disposer. S. R. Q., 5135, §§ 7, 8.

Pénalité pour refus ou négligence de faire les versements.

**6501.** 1. Si quelque personne néglige ou refuse de payer ses parts proportionnelles de versements, dans le délai de deux mois après la date fixée pour le faire, ses actions, dans l'entreprise, sont confisquées ainsi que tous les profits et bénéfices en provenant, en faveur de la compagnie.

Droit de confiscation des actions.

2. Il ne doit pas être pris avantage du droit de confiscation, à moins qu'elle n'ait été prononcée à une assemblée générale de la compagnie, tenue subséquemment à la date où elle a été encourue.

Effet de la confiscation.

3. Cette confiscation met l'actionnaire qui l'a subie, à l'abri des actions, procès ou poursuites qui pourraient être intentées contre lui pour n'avoir pas satisfait au contrat ou autre convention passé entre cet actionnaire et les autres actionnaires, relativement à l'exécution de l'entreprise. S. R. Q., 5135, §§ 9, 10, 11.

Vente des actions confisquées.

**6502.** 1. Les directeurs peuvent vendre, à l'enchère publique ou par vente privée, et de la manière et aux conditions qu'ils jugent convenables, les actions dont la confiscation a été ainsi prononcée, ainsi que les actions du capital social qui n'ont pas été souscrites, ou donner ces actions confisquées ou non souscrites en garantie du paiement des prêts ou avances faits ou à faire sur ces actions ou des sommes empruntées par la compagnie, ou qui lui sont avancées.

Certificat du trésorier fait foi de la confiscation et du titre de l'acheteur.

2. Un certificat du trésorier de la compagnie, constatant que la confiscation des actions a été prononcée, est une preuve suffisante du fait y mentionné et de leur acquisition par l'acheteur, et, conjointement avec le reçu du trésorier pour le prix de ces actions, il est un titre valide de ces actions.

Enregistrement du certificat.

3. Le certificat est enregistré par le trésorier, au nom de l'acquéreur, avec indication de sa résidence et de sa profession, et est inscrit dans les livres, qui doivent être tenus conformément aux règlements de la compagnie ; sur ce, l'acquéreur est censé être possesseur de telles actions,—il n'est pas tenu de veiller à l'emploi du prix d'achat, et son titre n'est invalidé par aucun vice de forme dans les procédures relatives à la vente.

Achat de ces actions.

4. Tout actionnaire a le droit d'acheter les actions ainsi vendues. S. R. Q., 5135, §§ 12, 13.

Intérêt aux actionnaires

**6503.** Les actionnaires qui veulent payer d'avance le montant de leurs actions, ou toute partie de la somme due sur

leurs actions respectives, au delà des versements actuellement qui payent exigibles, ont la liberté de le faire. d'avance.

Sur les sommes principales ainsi payées à l'avance, ou sur Intérêt sur telle partie qui, de temps à autre, excède le montant des paiements. versement alors exigibles sur les actions, à raison desquelles ces avances sont faites, la compagnie peut payer des intérêts au taux légal d'intérêt d'alors, suivant ce qu'il est convenu entre les actionnaires qui avancent ces sommes et la compagnie ; mais ces intérêts ne sont pas payés à même le capital Proviso. souscrit. S. R. Q., 5135, § 14.

### § 7.—*Des dividendes*

**6504.** 1. Aux assemblées générales des actionnaires de Déclaration la compagnie, qui ont lieu de temps à autre, il est déclaré un des dividen- dividende des bénéfices nets de l'entreprise, à moins que ces des. assemblées ne décident le contraire.

2. Ce dividende est établi pour les actions possédées par les Taux du divi- actionnaires du capital social de la compagnie, à tel taux par dende, fixé. action que l'assemblée juge convenable de fixer ou déterminer.

3. Il n'est établi aucun dividende qui réduise ou diminue Dividendes en aucune manière le capital de la compagnie, ou qui ne réduisent pas le capital. soit payé à même ce capital.

Il n'est pas non plus payé de dividende à raison d'aucune Ne sont pas action, après le jour fixé pour un versement sur cette action, payés après avant que le versement soit fait. jour fixé.

4. Les directeurs de la compagnie peuvent, à leur discrétion, jusqu'à ce que le chemin de fer soit achevé et livré à la circulation, payer des intérêts au taux légal sur toute somme dont le versement a été demandé sur les actions, à compter des dates respectives de leur paiement, lesquels intérêts sont exigibles et payables aux époques et aux endroits que les directeurs fixent à cet effet. Intérêt sur versements peut être payé.

5. Il n'est pas payé aux propriétaires d'actions, sur les Nul intérêt quelles il est dû des arrérages de versement, d'intérêt sur sur les versements arriérés. ces actions, ou sur toute autre action possédée par le même actionnaire, tant que ces arrérages ne sont pas payés. S. R. Q., 5136.

### § 8.—*Des actions et du transfert des actions*

**6505.** Les actions de la compagnie peuvent être vendues Vente des par les actionnaires, au moyen d'actes par écrit exécutés en actions. double ; l'un des doubles est donné aux directeurs, pour être déposé et conservé pour l'usage de la compagnie, et une entrée en est faite dans un livre tenu pour cet objet ; mais il n'est payé à l'acquéreur aucun intérêt ou dividende sur les actions transférées, avant que ce double soit donné, déposé et inscrit. S. R. Q., 5137, § 1.

Formule de  
l'acte de  
vente.

**6506.** Les actes de vente sont dressés d'après la formule suivante :

“ Je, A. B., en considération de la somme de , à moi payée par C. D., lui vends, cède et transporte par les présentes, action (ou actions) du capital de , pour son usage et celui de ses héritiers, exécuteurs, administrateurs et ayants cause, aux mêmes conditions et sujet aux mêmes règles et règlements que je les possédais immédiatement avant l'exécution des présentes, et je, le dit C. D., conviens par les présentes, d'accepter cette action (ou ces actions), sujet aux mêmes règles, règlements et conditions. En foi de quoi, nous avons signé à , ce jour d , en l'année mil neuf cent .” S. R. Q., 5137, § 2.

Actions réputées meubles; transfert d'icelles.

**6507.** Les actions de la compagnie sont réputées meubles ; mais elles ne peuvent être transférées, à moins que tous les versements antérieurs sur icelles, n'aient été acquittés en totalité, ou qu'elles n'aient été confisquées à raison du défaut d'acquiescement des versements, et nul transfert d'une partie de ces actions n'est valide. S. R. Q., 5137, § 3.

Transmission d'actions autrement que par transfert.

**6508.** Si une action est transmise par suite du décès, de la faillite, d'un acte de dernière volonté, d'une donation ou d'un testament, ou du décès, sans testament, d'un actionnaire, ou par tout moyen légitime autre que le transfert ci dessus mentionné, la personne à qui cette action est ainsi transmise doit déposer, dans le bureau de la compagnie, une déclaration signée par elle, indiquant le mode de transmission, ainsi qu'une copie certifiée ou la vérification de l'acte de dernière volonté, de la donation ou du testament, ou des extraits suffisants de ces pièces, et tels autres documents ou preuves qui peuvent être nécessaires.

Défaut de preuves — son effet.

A défaut de preuve, cette personne n'a le droit de recevoir aucune part des profits de la compagnie, ni de voter à raison de cette action comme en étant le propriétaire. S. R. Q., 5137, § 4.

Compagnie, non tenue de veiller aux fidéicommiss. Effet du reçu d'enregistrement de l'action.

**6509.** La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'un fidéicommiss formel, tacite ou implicite, auquel les actions peuvent être assujetties.

Le reçu de la personne, au nom de laquelle une action est inscrite dans les livres de la compagnie, ou si une action est inscrite au nom de plus d'une personne, le reçu d'une des personnes nommées dans le registre des actionnaires, est une décharge suffisante en faveur de la compagnie, pour tout dividende ou toute autre somme d'argent payable à raison d'une action, nonobstant le fidéicommiss auquel l'action pourrait être



sujette, soit que la compagnie ait ou n'ait pas eu avis du fidéicommis.

La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés sur ces reçus. S. R. Q., 5137, § 5. Emploi de l'argent.

**6510.** Les fonds de la compagnie ne peuvent être employés à l'acquisition des actions de son propre capital, ni de celles d'aucune autre compagnie. S. R. Q., 5137, § 6. Compagnie incapable d'acheter ses actions.

### § 9.—De la responsabilité des actionnaires

**6511. 1.** Chaque actionnaire est responsable individuellement envers les créanciers de la compagnie, pour un montant égal à celui dont il est redevable sur les actions possédées par lui, pour les dettes et obligations de la compagnie, et jusqu'à ce que le montant total de ces actions ait été payé ; mais il ne peut être poursuivi qu'après qu'une saisie-exécution contre la compagnie a été rapportée sans qu'il y soit satisfait en totalité ou en partie. Actionnaires individuellement responsables à certain degré.

2. Les corporations municipales, autorisées à cette fin par les lois de la province, et sous les réserves et restrictions prescrites par ces lois, peuvent souscrire toute quantité d'actions dans le capital social de la compagnie. Souscription par municipalités.

Le maire, le préfet, ou tout autre officier principal de pareille corporation, possédant des actions au montant de vingt mille piastres ou plus, est *ex officio* l'un des directeurs de la compagnie, en sus du nombre des directeurs autorisé par la charte. Maire, etc., directeur *ex officio*.

Lorsque, dans une paroisse qui comprend une municipalité de paroisse et une municipalité de village, les conseils de ces deux municipalités se sont entendus pour souscrire à un montant d'actions dans une compagnie de chemin de fer, qui donne un droit de représentation dans le bureau de direction, le maire de chacune de ces deux municipalités est alternativement directeur *ex officio* dans telle compagnie, chacun pour une année, à commencer et à changer au premier de janvier de chaque année, en commençant par le maire de la municipalité de paroisse, pourvu que le montant des actions ainsi possédées par chacune des municipalités, soit d'au moins dix mille piastres. Directeur si deux municipalités souscrivent.

3. Tout tel directeur a les mêmes droits que les directeurs représentant les municipalités qui ont souscrit vingt mille piastres d'actions. Droits de tel directeur.

4. Une liste exacte et régulière des noms et résidences des actionnaires, est dressée et inscrite dans un livre tenu pour cet objet. S. R. Q., 5138. Nom et domicile des actionnaires.

§ 10.—*Des règlements, avis, etc.*

- Règlements.** **6512.** 1. Les règlements, règles et ordres régulièrement passés, sont rédigés par écrit, et signés par le président ou la personne qui préside l'assemblée où ils sont adoptés, et ils sont déposés dans le bureau de la compagnie.
- Publication d'iceux.** Copie imprimée de la partie de ces règlements, règles ou ordres qui intéresse d'autres personnes que les membres ou les employés de la compagnie, est affichée ouvertement dans tous les endroits où des taxes doivent être payés, et une copie imprimée de la partie qui a rapport à la sûreté et aux obligations des voyageurs, est ouvertement affichée dans chaque wagon de voyageurs, et de même chaque fois qu'il y est fait des changements ou modifications.
- Valeur des règlements.** Toute copie de ces règlements, règles ou ordres, certifiée conforme par le président ou le secrétaire, fait foi devant tous les tribunaux.
- Approb. du lieutenant-gouv. Valeur des copies des procès-verbaux.** 2. Ces règlements, règles ou ordres, sont soumis, de temps à autre, au lieutenant-gouverneur, pour son approbation.
3. Les copies de procès-verbaux des délibérations et résolutions des actionnaires de la compagnie, à toute assemblée générale ou spéciale, et des procès-verbaux des délibérations et résolutions des directeurs, à leurs assemblées, extraites du registre des procès-verbaux tenu par le secrétaire de la compagnie, et par lui certifiées conformes, font foi de ces délibérations et résolutions devant tous les tribunaux.
- Avis donnés par le secrétaire.** 4. Les avis donnés par le secrétaire de la compagnie, par l'ordre des directeurs, sont censés être des avis donnés par les directeurs et la compagnie. S. R. Q., 5139.

§ 11.—*Dispositions générales relatives aux compagnies*

- Règlements concernant les conducteurs et autres officiers.** **6513.** Chaque compagnie de chemin de fer doit établir des règles et règlements, qui doivent être observés par les conducteurs des convois, les mécaniciens et les gardes-moteurs et par les autres officiers et serviteurs de la compagnie, aussi bien que par les autres compagnies et personnes qui font usage du chemin de fer et des règlements relatifs à la construction des wagons et autres voitures, dont on se sert pour les convois sur le chemin, à l'effet d'assurer l'entière observation des dispositions de la présente section, et des ordres et règlements du comité des chemins de fer. S. R. Q., 5140, § 1; 4 Ed. VII, c. 35, s. 4.
- Modifications des règlements.** **6514.** La compagnie peut, de temps à autre, révoquer ou modifier ces règlements et en faire d'autres, pourvu qu'ils ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente section, de la charte ou de toute loi les amendant. S. R. Q., 5140, § 2.

**6515.** Ces règlements sont couchés par écrit, et sont scellés du sceau de la compagnie. S. R. Q., 5140, § 3.

**6516.** Les conducteurs, mécaniciens, gardes-moteurs et autres officiers et serviteurs de la compagnie ou d'autres compagnies de chemin de fer, se servant de quelque chemin de fer, qui contreviennent à quelqu'un de ces règlements, encourrent, pour chaque contravention, une amende de pas plus de quarante piastres, laquelle est imposée par la compagnie dans ces règlements comme pénalité pour chaque telle contravention. S. R. Q., 5140, § 4 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 4.

**6517.** Si l'infraction ou l'inexécution de ces règlements, par quelqu'une des personnes mentionnées dans l'article 6516 est de nature à causer quelque danger ou incommodité pour le public, ou à entraver la compagnie dans l'usage légal de son chemin, il est loisible à cette compagnie, sans employer la violence ou une force inutile, d'intervenir sommairement pour prévenir ou écarter ce danger, cette incommodité ou cette entrave, et ce, sans préjudice de toute amende encourue pour l'infraction des règlements. S. R. Q., 5140, § 5.

**6518.** Nul règlement n'a de vigueur ou d'effet avant qu'il ait été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5140, § 6.

**6519.** 1. Après approbation comme susdit, la substance de tout règlement, qui concerne les officiers et serviteurs de la compagnie, peut être prouvée en établissant qu'une copie en a été délivrée ou est parvenue à ces officiers ou serviteurs, et, si le règlement concerne une autre compagnie de chemin de fer se servant de la voie, cette copie est peinte sur des planches, ou imprimée sur du papier collé sur des planches, et appendue ou affichée et maintenue sur la devanture ou dans quelque autre endroit apparent d'un quai ou d'une gare appartenant à la compagnie, suivant la nature ou la matière qui forme le sujet du règlement, respectivement, et de manière à en donner avis public aux personnes qui s'y trouvent intéressées ou sont affectées par ce règlement.

2. Ces planches sont, de temps à autre, renouvelées aussi souvent que les règlements qui y sont affichés, ou quelque partie d'eux, sont oblitérés ou détruits.

3. Nulle amende imposée par quelque règlement de ce genre n'est recouvrable, à moins que ce règlement n'ait été ainsi publié et que la publication n'en ait été maintenue comme il est dit ci-dessus. S. R. Q., 5140, § 7.

**6520.** 1. Les règlements, après avoir été ainsi ratifiés, sont obligatoires, doivent être observés par toutes les personnes

mentionnées dans l'article 6516 et sont suffisants pour justifier toute personne agissant sous leur empire.

Leur preuve. 2. Pour prouver la publication des règlements, concernant seulement une autre compagnie de chemin de fer se servant de la voie, il suffit de prouver qu'un imprimé ou une planche peinte, contenant copie de ces règlements, a été affiché ou posé et maintenu de la manière prescrite par l'article 6519, et que, dans le cas où il aurait été ensuite enlevé ou endommagé, cet imprimé ou cette planche a été remplacé aussitôt que la chose a pu convenablement se faire. S. R. Q., 5140, § 8.

Pénalités  
pour contraven-  
tion.

**6521.** Toute compagnie de chemin de fer peut, par un règlement, imposer à tout employé ou serviteur, ou autre personne qui, avant une contravention à ce règlement, en a eu un avis régulier, et qui se trouve au service de la compagnie, — une pénalité au profit de cette dernière, laquelle pénalité ne doit pas être de moins de trente jours de gages de l'employé ou du serviteur pour toute contravention au règlement, et retenir cette pénalité sur le salaire ou les gages du contrevenant. S. R. Q., 5141.

Preuve des  
avis concer-  
nant les règle-  
ments, etc.

**6522.** L'avis du règlement ou de tout ordre ou avis du comité des chemins de fer ou des ingénieurs-inspecteurs, peut être prouvé en constatant qu'une copie de ce règlement a été remise à l'officier, au serviteur ou à la personne, ou qu'il en a signé une copie, ou qu'une copie en a été affichée dans quelque endroit où son ouvrage ou ses devoirs, ou quelqu'un d'eux, devaient être accomplis. S. R. Q., 5142.

Quand cette  
preuve peut  
être invoquée  
par la compa-  
gnie.

**6523.** Cette preuve, avec celle de la contravention, constitue une réponse et une défense suffisantes pour la compagnie, dans toute poursuite contre elle pour recouvrer le montant ainsi retenu ; et cette amende est exigible en sus de la pénalité établie par la présente section. S. R. Q., 5143.

Obstacle à la  
navigation.

**6524.** Nulle compagnie ne peut gêner ou arrêter la libre navigation d'aucune rivière, d'aucun cours d'eau ou canal dans la direction à travers lequel ou le long duquel son chemin de fer est dirigé. S. R. Q., 5144.

Chemin de  
fer traversant  
des rivières,  
etc.

**6525.** Si le chemin de fer est dirigé à travers une rivière ou un canal navigable, la compagnie doit laisser des ouvertures entre les culées ou piliers de son pont ou viaduc, et les faire de telle hauteur au-dessus de la surface de l'eau, ou doit construire un pont-levis, ou pont tournant sur le chenal de la rivière ou sur toute la largeur du canal, et est sujette à tels règlements, quant à l'ouverture de ce pont-levis ou pont

tournant, que le lieutenant-gouverneur en conseil établit de temps à autre. S. R. Q., 5145.

**6526.** Il n'est loisible à aucune compagnie de construire un quai, un pont, une jetée, ou autre ouvrage, sur ou à travers une rivière, un lac ou un canal navigables, ou sur leurs grèves, lits ou terrains couverts par les eaux, avant d'avoir préalablement soumis le plan et la description de l'emplacement projeté de l'ouvrage au comité des chemins de fer, et les avoir fait approuver; et, une fois approuvés, ce plan et cet emplacement ne peuvent être changés sans le consentement du comité. S. R. Q., 5146.

**6527.** Rien de contenu dans les articles 6524, 6525 et 6526 n'a l'effet de limiter ni d'affecter aucun pouvoir expressément conféré à une compagnie de chemin de fer par sa charte ou une loi qui l'amende. S. R. Q., 5147.

Plans soumis  
au lieut.-gouv.  
en conseil.  
  
Exception si  
des pouvoirs  
spéciaux sont  
donnés par  
loi spéciale.

**6528.** Dans tous les cas où un chemin de fer passe sur un pont-levis ou pont tournant, sur une rivière, un canal ou un cours d'eau navigables, sujet à être ouvert pour les fins de la navigation, les moteurs, wagons, voitures ou trains doivent, dans tous les cas, être arrêtés complètement, et le conducteur ou autre employé qui en a la charge, doit s'assurer du gardien du pont que ce pont est fermé et en ordre parfait pour passer.

Arrêt des  
trains, etc.,  
avant de  
passer sur les  
ponts tour-  
nants, etc.

A défaut d'arrêter ainsi durant l'espace d'une minute, la compagnie de chemin de fer est, en sus de toutes autres pénalités, passible d'une amende de quatre cents piastres. S. R. Q., 5148; 4 Ed. VII, c. 35, s. 5.

Amende pour  
contraven-  
tion.

**6529.** Toute compagnie de chemin de fer qui entretient sur sa ligne, un service de convois, pour le transport des voyageurs, doit avoir, et employer sur ces convois, les appareils les plus propres à établir des communications immédiates et satisfaisantes entre les conducteurs des wagons et les mécaniciens, ou entre les conducteurs ou les gardes-moteurs, tandis que les convois sont en marche, et des appareils efficaces pour appliquer, par le moyen de l'engin à vapeur ou autrement, à la volonté du mécanicien ou de toute autre personne chargée de ce devoir, les freins aux roues de la locomotive ou du tender, ou des deux, ou de tous ou chacun des wagons composant les convois, et pour détacher la locomotive, le tender et les wagons les uns des autres, à l'aide de ce pouvoir ou moyen ainsi que les appareils qui sont les plus propres à assurer la stabilité et la sécurité des sièges ou fauteuils dans ces wagons; elle doit changer ces appareils, ou en substituer d'autres, suivant qu'elle en reçoit l'ordre, de temps à autre, du comité des chemins de fer. S. R. Q., 5149; 4 Ed. VII, c. 35, s. 6.

Appareils  
pour établir  
une commu-  
nication entre  
les conduc-  
teurs et méca-  
niciens, pour  
arrêter ou  
détacher les  
wagons, etc.

**Amende dans le cas d'infraction à l'article 6529.** **6530.** Toute compagnie de chemin de fer, qui néglige de se conformer aux dispositions énoncées dans l'article 6529, est passible, envers Sa Majesté, d'une amende n'excédant pas deux cents piastres pour chaque jour que continue cette négligence. S. R. Q., 5150.

**Autres précautions sur les passages à niveau.** **6531.** Chaque compagnie de chemin de fer doit placer un officier à chaque point de sa ligne qui se trouve croisée de niveau par un autre chemin de fer ; et nul train ne doit passer sur ce croisement qu'après que le signal a été donné au conducteur que le chemin est libre. S. R. Q., 5151.

**Précautions quand une voie en traverse une autre.** **6532.** Les locomotives de chemin de fer, moteurs, wagons ou voitures doivent s'arrêter, avant de traverser la voie d'un autre chemin de fer de niveau, durant au moins une minute. S. R. Q., 5152 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 7.

**Vitesse dans la partie populeuse des cités, etc.** **6533.** Les locomotives de chemin de fer, moteurs, wagons ou voitures ne doivent pas traverser la partie populeuse d'une cité, d'une ville ou d'un village, à une vitesse de plus de six milles à l'heure, à moins que la voie n'ait des clôtures convenables. S. R. Q., 5153 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 8.

**Quand un train marche en sens inverse.** **6534.** Chaque fois qu'un train de wagons est en mouvement dans une cité, une ville ou un village, ayant sa locomotive en arrière du train, la compagnie doit placer, sur le dernier wagon du train, une personne dont le devoir est d'avertir ceux qui se tiennent sur la voie du chemin de fer, ou la traversent dès l'approche du train, sous peine d'une amende de cent piastres pour chaque contravention aux dispositions du présent article, ou à celles des articles 6531, 6532 et 6533. S. R. Q., 5154.

**Service des ponts pour les piétons.** **6535.** Si le comité des chemins de fer ordonne à une compagnie de construire, à l'endroit de quelque passage à niveau d'un chemin à barrières ou autre grand chemin, ou près d'icelui, des ponts pour les piétons au-dessus de son chemin de fer, dans le but de permettre aux personnes passant à pied le long du chemin à barrières ou grand chemin, de traverser le chemin de fer au moyen de ces ponts, alors à compter de l'achèvement de tels ponts, dont la construction est ainsi requise, et tout le temps que la compagnie les tient en bon ordre, les piétons sur le chemin à barrières ou grand chemin ne peuvent se servir du passage à niveau, que pendant le temps qu'il sert au passage des voitures, charrettes, chevaux ou animaux le long du chemin. S. R. Q., 5155.

**Bestiaux ne peuvent cir-** **6536.** Il est défendu de laisser errer sur aucun grand chemin, dans les limites d'un demi mille du point d'intersection de ce grand chemin et du chemin de fer de niveau

aucun cheval, mouton, cochon ou autre bétail, à moins que ces animaux ne soient sous la charge de quelque personne tenue de les empêcher d'errer ou de s'arrêter sur le grand chemin, à l'intersection d'un chemin de fer. S. R. Q., 5156.

**6537.** Les animaux trouvés errants, en contravention avec l'article 6536, peuvent être mis dans la fourrière la plus voisine de l'endroit par toute personne qui les trouve ainsi errants ; et le gardien de la fourrière, sous les soins duquel ils sont placés, doit les retenir de la même manière et sous les mêmes règlements, quant aux soins à en prendre et la manière d'en disposer, que dans le cas du bétail mis en fourrière pour empiètement sur la propriété privée. S. R. Q., 5157.

**6538.** Nulle personne dont le bétail errant contrairement aux dispositions de l'article 6536, est tué par un train, à un point d'intersection, n'a droit d'action contre une compagnie de chemin de fer à raison de la destruction de ce bétail. S. R. Q., 5158.

**6539.** A chaque traverse de chemin et de ferme, sur le niveau des chemins de fer, les traverses doivent avoir, sur les deux côtés, d'assez bonnes clôtures pour permettre aux wagons de passer sans danger pour les animaux. S. R. Q., 5159.

**6540.** Chaque compagnie de chemin de fer doit faire couper, et tenir constamment coupés ou arrachés, les charbons et autres plantes nuisibles, croissant sur les terrains défrichés, adjacents à son chemin de fer et qui lui appartiennent. S. R. Q., 5160.

**6541.** Si une compagnie manque d'observer les prescriptions de l'article 6540, dans les vingt jours après qu'elle a été requise de s'y conformer par un avis donné par le maire ou le principal officier de la municipalité, du canton, du comté ou de la paroisse où ce terrain est situé, ou de tout juge de paix de la localité, la compagnie encourt une amende de deux piastres au profit de la municipalité, pour chaque jour qu'elle néglige de faire toute chose qu'elle est légalement requise de faire par cet avis.

Le maire, le principal officier, ou le juge de paix, peut faire faire toutes les choses que la compagnie a été légalement requise de faire par cet avis ; et à cette fin, il peut entrer en personne avec ses aides ou ouvriers, sur le terrain, et peut recouvrer les dépenses et frais encourus pour ce faire et l'amende avec dépens, devant tout tribunal ayant juridiction dans les causes civiles jusqu'à concurrence du montant qu'il entend recouvrer. S. R. Q., 5161.

L'intérêt du prix d'achat ou rente de propriété immobilière, considéré frais d'exploitation.

**6542.** L'intérêt du prix d'achat ou la rente de toute propriété foncière acquise ou prise à bail par une compagnie de chemin de fer et nécessaire pour l'exploitation de ce chemin, et le prix d'achat de toute propriété foncière ou chose, sans laquelle le chemin ne pourrait être convenablement exploité, sont considérés comme faisant partie des frais d'exploitation du chemin et sont payés comme tels, à même les revenus de ce chemin. S. R. Q., 5162.

## § 12.—Des plans et des arpentages

Cartes et livres de renvoi ; ce qu'ils contiennent.

**6543.** Il doit être fait des arpentages et des nivellements des terrains à travers lesquels doit passer le chemin de fer, avec une carte ou un plan du chemin, de son cours et de sa direction, ainsi que des terrains qu'il doit traverser et qui devront être expropriés à cette fin, suivant qu'alors constaté ; et de plus, un livre de renvoi pour le chemin de fer, contenant :

- a. Une description générale des terrains ;
- b. Les noms des propriétaires et occupants, en tant qu'ils peuvent être constatés ;
- c. Tous les renseignements nécessaires pour bien comprendre la carte ou le plan. S. R. Q., 5163, § 1.

Examen et dépôt de copies certifiées.

Dépôt d'un duplicata.

Livraison de copies pour dépôt par la compagnie.

Accès aux copies.

**6544.** 1. La carte ou le plan et le livre de renvoi sont examinés et certifiés par le ministre des travaux publics et du travail ou son député.

2. Un duplicata, ainsi examiné et certifié, est déposé au bureau du département des Travaux publics et du travail.

3. La compagnie est tenue de fournir des copies de ces plans et livres de renvoi, ou des parties qui ont rapport à chaque comté à travers lequel doit passer le chemin de fer, pour être déposées dans les bureaux d'enregistrement de ces comtés respectivement.

4. Toute personne doit avoir libre accès à ces copies et peut en faire des extraits ou copies au besoin, en payant aux régistrateurs des honoraires sur le pied de dix centins par cent mots. S. R. Q., 5163, §§ 2, 3 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21

Copies certifiées font foi.

**6545.** Ces cartes ou plans et livres de renvoi ainsi certifiés, ou une vraie copie d'iceux, certifiée par le ministre des travaux publics et du travail ou par les régistrateurs, font foi devant tout tribunal judiciaire et ailleurs. S. R. Q., 5163, § 4 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Rectification d'omission et d'erreurs.

**6546.** 1. Les omissions, faux exposés ou désignations erronées de ces terrains ou des propriétaires ou occupants, dans une carte, un plan ou un livre de renvoi, peuvent être corrigés



par un juge de la Cour supérieure, sur une réquisition à lui adressée à cette fin, après dix jours d'avis donné aux propriétaires des terrains.

2. S'il apparaît au juge que ces omissions, ces faux exposés ou désignations erronées, sont le résultat d'une erreur, il donne un certificat en conséquence. Certificat du juge à cet effet.

3. Le certificat énonce les particularités de l'omission, du faux exposé ou de la désignation erronée, et en quoi elle consiste. Contenu du certificat.

4. Il est déposé entre les mains des registrateurs des comtés respectivement où les terrains sont situés, et il est par eux gardé avec les autres documents auxquels il se rapporte ; là-dessus, la carte ou le plan et le livre de renvoi sont censés corrigés conformément au certificat. Son dépôt.

5. La compagnie peut construire le chemin de fer suivant tel certificat. Effet du certificat. S. R. Q., 5163, §§ 5, 6.

**6547.** Si la ligne ou la direction du chemin de fer doit dévier du plan ou arpentage primitif, des plans et profils des changements qui ont été approuvés par la Législature, sur la même échelle et contenant les mêmes détails que le plan ou l'arpentage primitif, sont déposés de la même manière que le plan primitif ; des copies ou extraits de ces plans et profils, qui ont rapport aux divers districts ou comtés dans ou à travers lesquels les déviations dans la construction du chemin de fer sont autorisées, sont déposés entre les mains des registrateurs de ces divers comtés. Tracé primitif, modifié. S. R. Q., 5163, § 7.

**6548.** Il n'est pas procédé à la construction du chemin de fer ou de la partie du chemin affecté, suivant le cas, par les changements apportés au tracé, avant que la carte ou le plan ou le livre de renvoi primitifs, ou les plans et profils des changements aient été déposés comme susdit. Voie ferrée ne peut être commencée que si le plan, etc., est déposé. S. R. Q., 5163, § 8.

**6549.** 1. Les registrateurs doivent recevoir et conserver les copies des plans et arpentages primitifs, et les copies des plans et profils des changements, ainsi que les copies et extraits qui en sont faits respectivement. Copies du plan original, gardées par les registrateurs. S. R. Q., 5163, § 8.

Ils doivent permettre à toute personne intéressée de prendre connaissance de ces documents et d'en faire des copies et des extraits, sous peine d'une amende de quatre piastres pour chaque refus. Copies ou extraits.

2. Les copies des plans, cartes et livres de renvoi, ou de leurs changements ou corrections, ou tous extraits d'iceux, certifiés par le registrateur, sont reçus devant tous les tribunaux judiciaires ou autres lieux, comme faisant foi des matières qu'ils contiennent. Copies certifiées par le registrateur font foi en justice.

3. Le registrateur est tenu de donner ce certificat aux parties intéressées, lorsqu'il en est requis. Livraison des certificats. S. R. Q., 5163, §§ 9, 10.

Ligne ne peut  
dévier de plus  
d'un mille du  
plan.

**6550.** Aucune déviation de plus d'un mille du tracé du chemin de fer ou de la position qui lui est assignée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou par les plans et profils, n'a lieu dans, à travers, sous ou sur aucune autre partie des terrains non indiquée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou les plans ou profils ou à la distance de moins d'un mille du tracé et de la position, sauf dans les cas prévus par la charte. S. R. Q., 5163, § 11.

Noms ins-  
crits par er-  
reur dans le  
livre de ren-  
voi.

**6551.** Lors même que le nom d'une personne ne serait pas inscrit dans le livre de renvoi, par erreur ou autre cause, ou que toute autre personne serait désignée erronément comme étant le propriétaire de ces terrains ou ayant le droit d'en faire le transport, ou comme y étant intéressée, le chemin de fer peut être construit à travers ou sur les terrains de cette personne, le long de la ligne ou en deçà de la distance ci-dessus mentionnée du tracé. S. R. Q., 5163, § 12.

Plan, etc., du  
chemin de  
fer, déposé  
au départe-  
ment.

**6552.** 1. Une carte et un profil du chemin de fer complété et des terrains expropriés ou obtenus pour l'usage du chemin, doivent être dressés dans un délai de six mois après l'achèvement de l'entreprise, et déposés au département des Travaux publics et du travail.

Id. aux bu-  
reaux d'enre-  
gistrement.

2. Des cartes semblables des parties du chemin de fer situées dans divers comtés, sont déposées dans les bureaux d'enregistrement des comtés où ces parties de chemin sont respective-ment situées.

Pénalité pour  
refus de les  
déposer.

3. Toute compagnie omettant, ou négligeant de fournir cette carte dans le délai ci-dessus prescrit, encourt une pénalité de deux cents piastres, et une semblable pénalité pour tout et chaque mois que cette omission ou négligence continue, laquelle est recouvrable au nom de Sa Majesté devant tout tribunal de juridiction compétente.

Echelle et  
papier du  
plan.

4. Chaque carte est dressée suivant l'échelle et sur le papier qui sont, de temps à autre, désignés à cet effet, par le ministre des travaux publics et du travail et est attestée et signée par le président ou l'ingénieur de la compagnie. S. R. Q., 5163, §§ 13, 14 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

### § 13.—Des terrains et de leur évaluation

Etendue de  
terrain à  
prendre sans  
le consente-  
ment du pro-  
priétaire.

**6553.** 1. L'étendue des terrains qui peut être prise sans le consentement du propriétaire, ne doit pas excéder trente-trois verges de largeur, excepté dans les endroits où le chemin de fer est élevé de plus de cinq pieds au-dessus, ou abaissé de plus de cinq pieds au-dessous de la surface de la ligne, ou aux endroits où il est établi des doubles voies ou érigé des gares, dépôts ou autres ouvrages, ou livré des marchandises, —et alors, pas plus de deux cent cinquante verges de lon-

gueur sur cent cinquante de largeur, ne peuvent être prises sans le consentement de la personne autorisée à faire la cession des terrains.

2. Les endroits où la largeur supplémentaire doit être prise, <sup>Largeur additionnelle.</sup> sont indiqués sur la carte ou le plan, ou sur les plans ou profils, en tant qu'ils sont alors constatés, mais le défaut d'indication sur les plans, n'empêche pas que cette largeur supplémentaire ne soit prise, pourvu qu'elle soit sur la ligne indiquée ou dans les limites de la distance fixée ci-dessus. S. R. Q., 5164, § 1.

**6554.** L'étendue des grèves publiques ou des terrains <sup>Etendue des grèves publiques à prendre, etc.</sup> inondés par les rivières ou les lacs de la province, qui est prise pour le chemin de fer, ne doit pas excéder la quantité déterminée dans l'article 6553. S. R. Q., 5164, § 2.

**6555.** 1. Toute corporation et personne quelconque, tout <sup>Corporations, etc., peuvent transporter des terrains à la compagnie.</sup> usufruitier, grevé de substitution, tuteur, curateur, exécuteur, administrateur et autres représentants non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers et successeurs, mais aussi pour et au nom de ceux qu'ils représentent, soit qu'ils soient des enfants nés ou à naître, aliénés, idiots, toute femme sous puissance de mari, ou autre personne saisie ou en possession de terrains, ou qui y a des intérêts, peuvent vendre et transporter à la compagnie ces terrains ou terres, en tout ou en partie.

2. Toutefois, lorsque les parties ci-dessus dénommées n'ont <sup>Permis du juge de les vendre.</sup> point légalement le droit de vendre et transporter la propriété de ces terrains, elles doivent obtenir d'un juge de la Cour supérieure, après avis dûment donné aux intéressés, l'autorisation de les vendre et transporter.

3. Le juge doit donner les ordres nécessaires pour le remplacement du prix d'acquisition, en la manière qu'il trouve <sup>Remplacement du prix d'acquisition.</sup> utile, suivant les lois de la province, afin de sauvegarder les intérêts du propriétaire des terrains. S. R. Q., 5164, § 3.

**6556.** Les pouvoirs conférés, par l'article 6555, aux corporations ecclésiastiques et autres, aux syndics des terres affectées aux églises ou aux écoles, ou aux uns ou aux autres, aux exécuteurs nommés par des testaments par lesquels ils ne sont revêtus d'aucun contrôle sur les immeubles du testateur, aux administrateurs de personnes décédées *ab intestat*, mais saisies à leur décès de biens immeubles, ne s'appliquent et ne peuvent être exercés qu'à l'égard des terrains réellement requis pour l'usage et l'occupation de la compagnie de chemin de fer. S. R. Q., 5164, § 4.

**6557.** Les contrats, marchés, ventes, transports et garan- <sup>Validité de la vente effectuée en vertu des précédents articles.</sup> ties, ainsi faits, en vertu des articles 6555 et 6556, sont valables à toutes fins et intentions quelconques, et confèrent à la compagnie qui en bénéficie, le droit de pleine propriété,

sans aucune charge, restriction ou limitation des terrains décrits dans ces actes ; la corporation ou la personne consentant tels contrats, marchés, ventes, transports et garanties, est par le présent justifiée de tout ce qu'elle peut faire en vertu et en conformité d'iceux. S. R. Q., 5164, § 5.

Emploi du  
prix d'achat.

**6558.** La compagnie n'est pas responsable de l'emploi du prix d'achat de terrains pris par elle pour ses fins, s'il est payé au propriétaire de ces terrains, ou consigné en cour pour lui, tel que ci-après prévu. S. R. Q., 5164, § 6.

Effet des  
contrats pas-  
sés avant le  
dépôt du  
plan.

**6559.** Tout contrat ou arrangement, fait par une personne autorisée par la présente section à transporter des terrains avant que la carte ou le plan ou le livre de renvoi aient été déposés, et avant que les terrains nécessaires au chemin de fer soient désignés et constatés, est obligatoire au prix convenu pour ces terrains s'ils sont ensuite désignés et constatés dans un an à compter de la date du contrat ou de l'arrangement, et bien que ces terrains puissent être devenus, dans l'intervalle, la propriété d'une tierce personne ; et la compagnie peut prendre possession de ces terrains et doit s'en tenir à l'arrangement et au prix, comme si ce prix eût été fixé par une sentence d'arbitres, tel qu'il est ci-dessous prescrit, et l'arrangement tient lieu de sentence arbitrale. S. R. Q., 5164, § 7.

Corporations  
et autres qui  
ne peuvent  
vendre, peu-  
vent convenir  
d'une rente  
fixe.  
Mode de la  
fixer.

**6560.** Toute corporation ou personne qui, dans le cours ordinaire de la loi, ne peut vendre ou aliéner les terrains ainsi désignés et constatés, doit convenir d'une rente annuelle fixe comme équivalent, et non d'un prix principal à être payé pour ces terrains.

Dans le cas où le montant de cette rente n'est pas fixé par convention ou compromis volontaire, il l'est de la manière prescrite par la présente section, et toute procédure est, dans ce cas, réglée comme il y est prescrit. S. R. Q., 5164, § 8.

Gages pour le  
paiement de  
la rente.

**6561.** Pour le paiement de la rente annuelle, et de toute autre redevance annuelle réglée et fixée, et qui est payée pour le prix d'achat d'un terrain, ou pour quelque partie du prix d'achat d'icelui que le vendeur consent à laisser entre les mains de la compagnie, le chemin de fer et les péages y imposés et perçus sujets et affectés de préférence à toutes autres réclamations ou demandes quelconques, pourvu que le titre créant cette charge et hypothèque, soit dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté ou de la division d'enregistrement qu'il appartient. S. R. Q., 5164, § 9.

Lorsqu'un  
terrain  
appartient à

**6562.** Lorsqu'un terrain appartient à plusieurs personnes comme propriétaires conjoints, ou en commun ou par indivis, tout contrat ou accord fait de bonne foi avec une ou des per-

sonnes qui sont propriétaires en commun d'un tiers ou plus du terrain, relativement au montant de l'indemnité à payer pour ce terrain ou pour les dommages causés, est également obligatoire pour les autres propriétaires comme propriétaires conjoints, ou en commun ou par indivis.

Les propriétaires qui ont fait cet accord peuvent remettre la possession du terrain ou autoriser la compagnie à y entrer suivant le cas. S. R. Q., 5164, § 10.

**6563.** Un mois après le dépôt de la carte ou du plan et du livre de renvoi, et à compter de l'avis qui en a été donné dans un journal au moins, s'il y en a, publié dans chacun des comtés par lesquels on se propose de faire passer le chemin de fer, on peut s'adresser aux propriétaires des terrains ou aux personnes autorisées à les vendre ou intéressées dans des terrains qui pourraient souffrir quelques dommages par l'enlèvement des matériaux, ou par l'exercice de quelqu'un des pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer, et faire tels accords et arrangements avec ces personnes, relativement à ces terrains, ou à l'indemnité à payer pour iceux, ou pour les dommages, ou à la manière dont l'indemnité doit être constatée, que les parties jugent à propos.

En cas de difficultés entre elles, ou provenant de l'une d'elles, toutes les questions qui s'élèvent sont réglées comme ci-après prescrit. S. R. Q., 5164, § 11.

**6564.** Le dépôt de la carte, ou du plan et du livre de renvoi et l'avis donné de ce dépôt, sont censés être un avis général signifié à toutes les parties à l'égard des terrains qui sont nécessaires pour le chemin de fer et ses travaux. S. R. Q., 5164, § 12.

**6565.** 1. L'avis signifié à la partie doit contenir :

Contenu de l'avis.

a. Une description des terrains qui doivent être pris, ou des pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer relativement à des terrains quelconques, en les désignant ;

b. Une déclaration que la compagnie est prête à payer certaine somme d'argent ou rente, suivant le cas, comme indemnité pour ces terrains ou pour dommages ;

c. Le nom d'une personne qui doit être nommée comme arbitre de la compagnie, si son offre n'est pas acceptée.

2. Cet avis est accompagné du certificat d'un arpenteur juré non intéressé dans l'affaire, et qui n'est pas l'arbitre nommé dans l'avis constatant :

a. Que le terrain indiqué sur la carte ou le plan déposé (si l'avis est relatif à la prise de possession des terrains) est nécessaire pour le chemin de fer, ou se trouve dans les limites de la déviation permise par la présente section ;

b. Qu'il connaît le terrain ou le montant des dommages qui probablement résulteront de l'exercice des pouvoirs de la compagnie ;

c. Que la somme offerte est, dans son opinion, une indemnité équitable pour le terrain et pour les dommages causés. S. R. Q., 5164, § 13.

Requête au juge si la partie adverse est absente ou inconnue.

**6566.** Si la partie adverse est absente du district ou du comté où le terrain est situé, ou est inconnue, sur requête adressée à un juge de la Cour supérieure résidant dans le district, ou à un juge d'icelle y exerçant ses fonctions, accompagnée du certificat susdit, et d'un affidavit de quelque officier de la compagnie attestant que la partie adverse est absente, ou que, après une recherche faite avec soin, la personne à laquelle cet avis devait être signifié n'a pu être trouvée, le juge ordonne que l'avis, (mais sans le certificat), soit inséré trois fois, pendant un mois, dans quelque journal publié dans ce district ou comté ; et, s'il n'y est pas publié de journal, alors dans un journal publié dans un district ou comté voisin. S. R. Q., 5164, § 14.

Si le juge est intéressé.

**6567.** Lorsqu'un de ces juges est intéressé dans quelque un des terrains requis par la compagnie dans le district où il réside ou exerce ses fonctions, ou lorsqu'il n'y a pas de juge dans ce district, tout juge de la Cour supérieure résidant ou exerçant ses fonctions dans un district voisin, lorsqu'il n'est pas intéressé, doit, sur la demande de la compagnie ou de la partie opposée, exercer dans ces cas, tous les pouvoirs donnés par le présent article au juge résidant ou à tout juge exerçant ses fonctions dans le district où se trouvent les terrains requis. S. R. Q., 5164, § 15.

Si la partie refusant l'offre de la compagnie ne nomme pas d'arbitre, etc.

**6568.** 1. Si, dans les dix jours de la signification de l'avis, ou dans le mois qui en suit la première publication, la partie adverse n'informe point la compagnie qu'elle accepte ses offres, ou ne donne point le nom de l'arbitre qu'elle nomme et le montant qu'elle réclame pour indemnité, le juge peut, sur la demande de la compagnie, nommer un arpenteur juré comme arbitre unique pour déterminer l'indemnité que la compagnie doit payer.

Nomination d'arbitre par partie adverse.

2. Si la partie adverse, dans le délai prescrit ci-dessus, notifie à la compagnie le nom de la personne qu'elle a nommée son arbitre, les deux arbitres en nomment conjointement un troisième, ou, s'ils ne peuvent s'accorder sur le choix de ce troisième, le juge de la Cour supérieure doit, sur la demande de la partie ou de la compagnie—avis ayant été préalablement donné au moins deux jours entiers à l'autre partie,—nommer un tiers arbitre. S. R. Q., 5164, §§ 16. 17.

Tiers arbitre.

**6569.** 1. Les arbitres, ou deux d'entre eux, ou l'arbitre unique, ayant prêté serment devant un juge de paix du district ou du comté dans lequel les terrains sont situés, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge, procèdent à constater l'indemnité que la compagnie doit payer, en telle manière qu'ils, ou la majorité d'entre eux, décident, et la sentence de ces arbitres, ou de deux d'entre eux, ou de l'arbitre unique, est finale et définitive.

Droits des arbitres.

Sentence des arbitres.

2. Nulle sentence n'est rendue, et nul acte officiel n'est fait par la majorité d'entre eux, excepté à une assemblée tenue dans un temps et dans un lieu dont l'autre arbitre a reçu avis au moins deux jours entiers d'avance, ou auxquels a été ajournée une assemblée à laquelle a assisté le tiers arbitre.

Avis entre arbitres.

3. Il n'est pas nécessaire de signifier d'avis à aucune des parties; elles sont suffisamment avisées par l'entremise de l'arbitre qu'elles ont nommé ou dont elles ont demandé la nomination. S. R. Q., 5164, § 18.

Avis aux parties, non requis.

**6570.** En décidant de la valeur ou de l'indemnité à payer, les arbitres sont autorisés et requis de prendre en considération la plus-value qui sera donnée aux terrains traversés par le chemin de fer, par le fait qu'il les traversera, ou par le fait de sa construction, et de compenser la plus-value donnée à ces terrains par les inconvénients, pertes ou dommages résultant du fait que la compagnie a pris possession ou fait usage de ces terrains. S. R. Q., 5164, § 19.

Les arbitres tiennent compte de la plus-value donnée aux terrains.

**6571.** 1. Dans les cas où il a été nommé trois arbitres, si le montant adjugé n'excède pas celui offert, les frais d'arbitrage sont payés par la partie adverse et déduits du montant de l'indemnité, autrement ils sont payés par la compagnie.

Paiement des frais.

2. Dans l'un et l'autre cas, si les parties ne s'accordent pas, les frais peuvent être taxés par le juge, sur requête à cet effet dûment signifiée à la partie adverse au moins deux jours d'avance, avec une copie du mémoire des frais détaillés. S. R. Q., 5164, § 20.

Taxation d'eux.

**6572.** Les arbitres, ou une majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, peuvent, à leur discrétion, interroger sous serment ou affirmation solennelle les parties ou les témoins qui comparaissent volontairement devant eux, et ils peuvent administrer ce serment ou cette affirmation. S. R. Q., 5164, § 21.

Les arbitres peuvent interroger sous serment.

**6573.** La majorité des arbitres, à leur première séance après leur nomination, ou l'arbitre unique, fixe le jour auquel ou avant lequel la sentence sera rendue; et si elle n'est pas rendue le ou avant ce jour, ou un autre jour auquel, du con-

Fixation du jour auquel la sentence doit être rendue.

sement des parties ou par résolution des arbitres, elle a été ajournée, le montant offert par la compagnie est l'indemnité qu'elle doit payer. S. R. Q., 5164, § 22.

Décès d'un arbitre, etc.

**6574.** Si l'arbitre unique, ou le tiers arbitre, nommé par le juge, ou tout autre arbitre nommé par les parties, ou le tiers arbitre nommé par les deux arbitres, meurt avant que la sentence ait été rendue, ou s'il devient inhabile à agir, ou s'il refuse ou néglige d'agir dans un délai raisonnable, dans le cas de l'arbitre unique ou dans le cas du tiers arbitre nommé par le juge, sur la demande de l'une ou l'autre des parties—avis ayant été préalablement donné d'au moins deux jours entiers à l'autre partie,—le juge, s'il est satisfait, par affidavit ou autrement, du décès, de l'inhabilité, du refus ou du défaut, nomme un autre arbitre à sa place ; dans le cas d'un arbitre nommé par les parties, la compagnie et la partie peuvent respectivement nommer un arbitre à la place de l'arbitre ainsi décédé ou qui n'agit pas, et si la compagnie ou la partie refuse ou néglige de nommer cet arbitre, le juge, sur la demande de la partie ou de la compagnie, selon le cas—avis ayant été préalablement donné d'au moins deux jours entiers à l'autre,—s'il est satisfait, par affidavit ou autrement, du décès, de l'inhabilité, du refus ou du défaut ou de la négligence de remplacer l'arbitre ainsi décédé ou n'agissant pas, nomme un autre arbitre à sa place ; dans le cas d'un tiers arbitre, nommé par les deux arbitres, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6568 sont applicables, mais il n'est, dans aucun cas, nécessaire de recommencer ou répéter aucune des procédures antérieures. S. R. Q., 5164, § 23.

La compagnie peut se désister en payant les frais.

**6575.** Tout avis relatif à des terrains comme susdit, peut être retiré, et un nouvel avis donné pour iceux ou pour d'autres, à la même ou à d'autres personnes ; mais, en pareil cas, la responsabilité envers la personne en premier lieu avisée, pour dommages ou frais par elle encourus en conséquence du premier avis et du désistement, subsiste. S. R. Q., 5164, § 24.

L'arbitre peut agir à moins qu'il ne soit personnellement intéressé.

**6576.** 1. L'arpenteur, ou toute autre personne proposée ou nommée comme estimateur ou arbitre unique, n'est point inhabile à agir à raison de ce qu'il est professionnellement employé par l'une ou l'autre partie, ou de ce qu'il aurait préalablement exprimé son opinion sur le montant de l'indemnité, ou qu'il est parent ou allié de quelque membre de la compagnie, pourvu qu'il ne soit pas lui-même personnellement intéressé dans le montant de l'indemnité.

Objection à la nomination d'un arbitre par le juge.

2. L'on ne peut faire valoir aucune raison d'inhabilité contre un arbitre nommé par un juge après sa nomination ; les objections doivent être faites auparavant, et la validité ou l'invalidité est déterminée d'une manière sommaire par le juge.



3. On ne peut faire valoir aucune cause d'incapacité contre un arbitre nommé par la compagnie ou par la partie adverse, après que le tiers arbitre a été nommé. Quand objection n'est pas admise après la nomination d'un tiers arbitre.

4. La validité ou l'invalidité des objections suscitées contre cet arbitre, avant la nomination du tiers arbitre, sont jugées sommairement par le juge, sur la demande de l'une ou l'autre partie, après un avis de deux jours entiers donné à l'autre.

5. Si les objections sont trouvées valables, la nomination est nulle, et la partie qui a offert comme arbitre la personne ainsi déclarée inhabile, est considérée comme n'ayant point nommé d'arbitre. S. R. Q., 5164, §§ 25, 26.

**6577.** Nulle sentence arbitrale ne doit être invalidée pour défaut de forme ou autre objection technique, si toutes les prescriptions de la présente section ont été remplies, et si la sentence arbitrale établit d'une manière précise le montant adjugé, et les terrains ou autres propriétés, droits ou choses dont ce montant est l'indemnité. Il n'est pas nécessaire que la personne à laquelle la somme doit être payée soit nommée dans la sentence arbitrale. Les sentences ne sont pas invalides pour défaut de forme. S. R. Q., 5164, § 27.

**6578.** 1. Sur le paiement ou l'offre légale de l'indemnité ou de la rente annuelle adjugée, convenue ou fixée, à la partie qui y a droit, ou sur le dépôt en cour du montant de cette indemnité, en la manière ci-dessous mentionnée, la sentence arbitrale ou convention, donne à la compagnie le pouvoir de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer les droits ou de faire les choses pour lesquelles l'indemnité ou la rente annuelle a été accordée ou convenue. Possession peut être prise en payant ou offrant la somme adjugée.

2. Si une personne ou partie offre quelque résistance ou opposition à ce que la compagnie agisse ainsi, le juge peut, sur preuve satisfaisante de la sentence arbitrale ou de l'arrangement, adresser son mandat au shérif du district ou à un huissier, suivant qu'il le trouve convenable, pour mettre la compagnie en possession et pour faire cesser toute résistance ou opposition,—ce que doit faire le shérif ou l'huissier, en prenant avec lui l'assistance suffisante. S. R. Q., 5164, § 28. Mandat de possession.

**6579.** 1. Ce mandat peut aussi être accordé par tout tel juge, sans pareille sentence ou semblable arrangement, sur un affidavit satisfaisant, portant que la possession immédiate du terrain, ou le pouvoir de faire la chose mentionnée dans l'avis, est nécessaire pour la confection de quelque partie du chemin de fer que la compagnie est prête à commencer immédiatement. Quand le mandat de possession peut être émis avant la sentence arbitrale.

2. Aucun juge ne doit accorder de mandat, en vertu du présent article, à moins qu'un avis du temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite, ait été signifié dix jours d'avance au propriétaire du terrain ou à la personne A quelles conditions seulement un juge accorde un mandat.

ayant droit d'en passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans l'immeuble à exproprier, ou qui peut être exposée à souffrir des dommages par suite de l'enlèvement des matériaux, ou de l'exercice des pouvoirs, ou de l'exécution de la chose à faire par la compagnie.

Dépôt d'indemnité exigé.

3. Aucun juge ne doit accorder un tel mandat, à moins que la compagnie ne donne cautionnement à sa satisfaction, en déposant dans une banque constituée en corporation qu'il désigne, au crédit de la compagnie et de tel propriétaire ou de telle personne conjointement, une somme plus forte que celle à laquelle il estime l'indemnité probable, et de pas moins du double de celle mentionnée dans l'avis visé par l'article 6565.

Paiement des frais.

4. Les frais de requête et d'audition devant le juge, sont payés par la compagnie, à moins que l'indemnité adjugée ne soit au-dessous de celle qu'elle s'est déclarée prête à payer. S. R. Q., 5164, § 29, *partie*.

Requête, etc., doivent rester dans les archives de la Cour supérieure.

**6580.** La requête, le mandat de possession et le certificat de dépôt ci-dessus mentionnés et tous autres documents se rapportant à telle procédure incidente, doivent rester dans les archives de la Cour supérieure du district où telle procédure est faite, et un registre spécial de telle procédure est tenu par le protonotaire. S. R. Q., 5164, § 29, *partie*.

Le dépôt n'est payé que sur l'ordre d'un juge.

**6581.** Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient, ne doit être remboursée ou payée à la compagnie, ni payée au propriétaire ou à la dite personne, sans un ordre du juge, qui est autorisé à l'émettre, rendu conformément aux termes de la sentence arbitrale; pourvu toutefois que, lorsque le propriétaire ou la personne est absente du district sans avoir un agent connu à qui le service peut être fait, — ou lorsque ce propriétaire ou cette personne est inconnue, la demande d'un semblable mandat puisse être faite, en tout temps, après l'expiration du mois d'avis mentionné dans l'article 6566 sans qu'il soit besoin d'un avis ultérieur. S. R. Q., 5164, § 29, *partie*.

Recours du propriétaire qui n'est pas payé.

**6582.** Tout propriétaire qui n'est pas payé intégralement, en capital, intérêts et frais, du montant qui lui est accordé par la sentence arbitrale, dans deux mois de la reddition de cette sentence, peut exercer son recours contre la compagnie, pour recouvrer la propriété et la possession de son terrain, par action civile ordinaire dans laquelle il peut demander les dommages de droit. S. R. Q., 5164, § 29, *partie*.

Quand l'indemnité tient lieu des terrains.  
Conversion

**6583.** 1. L'indemnité payée pour tout terrain pris sans le consentement du propriétaire, tient lieu et place de ce terrain.  
2. Toute réclamation ou charge sur le terrain ou partie d'icelui est, relativement à la compagnie, convertie en une

réclamation à faire valoir sur l'indemnité, ou pour une de la réclamation. proportion correspondante.

3. La compagnie est responsable en conséquence, chaque fois qu'elle a payé l'indemnité, en tout ou en partie, à quelque personne qui n'y avait pas droit, sauf son recours contre cette personne. S. R. Q., 5164, § 30. Responsabilité de la compagnie.

**6584.** 1. Si la compagnie a raison de craindre des réclama-  
tions, hypothèques ou charges, ou si la personne, à qui l'indem-  
nité ou la rente annuelle doit être payée en tout ou en partie,  
refuse d'exécuter le transport et de donner la garantie conve-  
nable,—ou si la personne qui a droit de réclamer l'indemnité  
ou la rente, ne peut être trouvée ou est inconnue à la com-  
pagnie,—ou si la compagnie le juge à propos pour quelque  
autre raison, il lui est loisible de déposer l'indemnité entre les  
mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où les  
terrains sont situés, avec les intérêts pour six mois, et de  
remettre au protonotaire, une copie authentique de l'acte de  
transport, ou de la sentence arbitrale s'il n'y a pas eu de  
transport. Terres hypothéquées, etc.

2. La sentence arbitrale est ensuite considérée comme le titre  
de la compagnie aux terrains y mentionnés, et des procédures  
sont prises pour obtenir la ratification du titre de la compa-  
gnie, de la même manière que dans les autres cas de ratifi-  
cation de titre, sauf qu'en addition aux énoncés ordinaires de  
l'avis, le protonotaire doit énoncer que le titre de la compa-  
gnie (c'est-à-dire le transport ou la sentence arbitrale), est con-  
forme à la présente section, et sommer toutes les personnes qui  
ont des droits aux terrains, ou les représentants ou les maris  
des personnes intéressées, de présenter leurs réclamations à  
l'indemnité ou à une partie de l'indemnité, lesquelles récla-  
mations sont reçues et jugées par le tribunal. S. R. Q., 5164,  
§ 31. Procédures en ratification de titre.

**6585.** 1. Le jugement de ratification éteint à jamais toutes  
réclamations contre les terrains ou partie de ces terrains, (y  
compris le douaire non encore ouvert), aussi bien que les  
hypothèques et charges dont ils pourraient être grevés. Effet du jugement en ratification de titre.

2. Le tribunal doit décerner tel ordre pour la distribution,  
le paiement ou le placement de l'indemnité, et pour assurer  
les droits de toutes les parties intéressées, selon que la justice,  
l'équité et les dispositions de la présente section, de la charte et  
de la loi, l'exigent. S. R. Q., 5164, § 32. Ordre pour la distribution des deniers.

**6586.** 1. Les frais de procédures, ou de partie des procé-  
dures, sont payés par la compagnie, ou par toute autre partie  
que le tribunal désigne. Frais de procédure.

2. Si le jugement de ratification est obtenu en moins de six  
mois après le dépôt de l'indemnité entre les mains du proto-  
est rendu en

moins de 6  
mois avant  
dépôt de l'in-  
dennité.  
Si jugement  
est rendu  
après six  
mois.

notaire, le tribunal ordonne qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la compagnie.

3. Si, par quelque erreur, faute ou négligence provenant du fait de la compagnie, ce jugement n'est obtenu qu'après l'expiration de six mois, le tribunal doit ordonner à la compagnie de payer au protonotaire, les intérêts pour un plus long espace de temps, suivant qu'il est trouvé juste. S. R. Q., 5164, § 33.

Pouvoir de  
prendre des  
matériaux,  
etc., pour la  
construction  
du chemin.

**6587.** 1. Lorsque la compagnie a besoin de pierre, de gravier, de terre, de sable ou d'eau pour la construction ou l'entretien de son chemin de fer, ou de quelque partie d'icelui, elle peut, dans le cas où elle ne s'entendrait pas avec le propriétaire des terrains sur lesquels ils sont situés, au sujet du prix d'achat de ces matériaux, faire faire, par un arpenteur dûment commissionné, un plan et une description de la propriété dont elle a besoin, et en signifier une copie avec son avis d'arbitrage, comme dans le cas d'une expropriation pour droit de passage.

Dispositions  
applicables  
aux avis, etc.

2. Toutes les dispositions de la présente section, quant à la signification de cet avis d'arbitrage, de l'indemnité, des actes de vente, de la consignation des deniers en cour, du droit de vente, du droit de transfert, et quant aux personnes dont les terrains peuvent être pris ou qui peuvent les vendre, s'appliquent au sujet du présent article et à l'obtention des matériaux comme susdit.

Motifs des  
procédures.

3. Ces procédures peuvent être adoptées par la compagnie, soit pour obtenir le droit de propriété pur et simple des terrains, soit pour avoir le droit d'y prendre des matériaux pendant le temps qu'elle juge nécessaire.

Avis au cas  
d'arbitrage.

4. L'avis d'arbitrage, si l'on a recours à un arbitrage, doit mentionner la nature du droit et des pouvoirs que la compagnie désire obtenir. S. R. Q., 5164, § 34.

Pouvoir de  
construire  
des garages,  
etc.

**6588.** 1. Lorsque du gravier, de la pierre, de la terre, du sable ou de l'eau, sont pris à une certaine distance de la ligne du chemin de fer, la compagnie peut poser les voies d'évitement, les tuyaux de conduite et voies nécessaires sur ou à travers les terrains qui se trouvent entre le chemin de fer et les terrains sur lesquels se trouvent ces matériaux ou cette eau, quelle que soit la distance qui les sépare.

Dispositions  
applicables  
aux avis, etc.

2. Toutes les dispositions de la présente section, sauf celles qui ont rapport au dépôt des plans et à la publication des avis, s'appliquent et peuvent être exercées pour obtenir le droit de passage du chemin de fer aux terrains sur lesquels sont situés les matériaux.

Droit de pas-  
sage.

3. Ce droit de passage peut être acquis pour un certain nombre d'années, ou pour toujours, suivant que la compagnie le juge à propos.

4. Les pouvoirs conférés par le présent article et l'article 6587 peuvent, en tout temps, être exercés à tous égards, après que le chemin de fer est construit, dans le but de l'entretenir et le réparer. S. R. Q., 5164, § 35.

Pouvoir  
quant à la  
réparation et  
l'entretien  
du chemin.

**6589.** Lorsque, dans le but de se procurer des terrains pour les gares ou sablonnières, ou pour la construction, l'entretien ou l'usage du chemin de fer, quelque terrain peut être exproprié en vertu des dispositions de la présente section, si, en achetant le tout ou quelque lot ou lopin de terre sur lequel doit passer le chemin de fer, ou dont quelque partie peut être expropriée sous l'empire des dites dispositions, la compagnie peut obtenir, à un prix plus raisonnable et à des conditions plus avantageuses qu'en n'achetant que le terrain nécessaire à la voie, ou seulement cette partie comme susdit, elle peut acheter, avoir et posséder la totalité de ce lot ou lopin, s'en servir et l'utiliser, de même qu'acheter et posséder le droit de passage pour y avoir accès, s'il est séparé de sa voie ferrée, et elle peut le revendre et le transporter, en tout ou en partie, de temps à autre, selon qu'elle le juge à propos ; mais les dispositions de la présente section, ne s'appliquent pas à l'expropriation d'une partie de ce lot ou lopin qui n'est pas nécessaire pour les fins susdites. S. R. Q., 5164, § 36.

Si tout le ter-  
rain peut être  
acheté plus  
avantageuse-  
ment qu'une  
partie.

**6590.** 1. Si la compagnie a pris possession d'un terrain, ou y a fait des travaux ou en a enlevé des matériaux, sans que le montant de la compensation ait été convenu ou décidé par arbitrage, le propriétaire du terrain ou son représentant peut procéder lui-même à faire faire l'évaluation du terrain ou des matériaux pris, et ce, sans préjudice des autres recours en loi, si la prise de possession a eu lieu sans son consentement.

Droit du pro-  
priétaire à  
l'arbitrage.

2. A cet effet, il fait signifier au bureau de la compagnie ou à son président, un avis indiquant :

Avis à cet  
effet.

- a. La description du terrain ou des matériaux pris ;
- b. Le prix demandé pour ces terrains ou ces matériaux ;
- c. Le nom d'une personne qui sera son arbitre, si sa demande n'est pas acceptée. S. R. Q., 5164, § 37.

**6591.** 1. Les articles 6567 à 6577 s'appliquent *mutatis mutandis* aux procédures faites par le propriétaire en vertu de l'article 6590.

Procédures.

2. Si le montant adjugé n'est pas moindre que celui demandé les frais d'arbitrage sont payés par la compagnie, autrement ils sont à la charge du propriétaire.

Qui doit  
payer les  
frais.

Dans l'un et l'autre cas, les frais sont taxés par le juge, si les parties ne s'accordent pas sur leur montant, et ce, de la manière indiquée dans l'article 6571. S. R. Q., 5164, § 38.

Taxation  
d'iceux.

Procédures lorsqu'il est besoin d'un plus ample espace pour les besoins du trafic à quelque gare, etc.

**6592.** Lorsqu'une compagnie de chemin de fer a besoin, à quelque gare ou endroit sur la ligne de son chemin de fer, d'un plus ample espace pour les besoins du public et du trafic sur le chemin de fer, qu'elle n'en possède ou qu'elle n'en peut prendre sans le consentement des propriétaires, elle peut faire un plan des terrains additionnels nécessaires à telle gare ou à tel endroit, pour les objets ci-dessus, n'étant pas déjà employé à pareil usage par quelque autre compagnie de chemin de fer.

Pouvoirs relativement à la confection du plan.

En vue de la confection de tel plan, elle a les pouvoirs accordés aux compagnies de chemin de fer, au sujet des arpentages à exécuter, par l'article 6474, et elle peut transmettre ce plan au ministre des travaux publics et du travail \* avec une demande appuyée d'un affidavit de la part de la compagnie, renvoyant à ce plan, et exposant que certain terrain y indiqué est nécessaire pour les objets ci-dessus mentionnés, et qu'aucun autre terrain convenable à cet objet ne peut être acquis en cet endroit, à des conditions raisonnables, et avec moins de dommages pour les particuliers, et demandant au ministre des travaux publics et du travail \* d'en autoriser la prise de possession pour ces objets, sous l'empire de la présente section, demande dont il est donné dix jours d'avis au propriétaire de l'immeuble.

Attestation d'icelui.

L'exactitude du plan et la vérité des allégations contenues dans la demande, sont attestées par le président ou l'un des directeurs de la compagnie et par son ingénieur.

Transmission des plans au ministre.

Ce plan et cet énoncé sont faits et transmis en double au ministre des travaux publics et du travail. \* S. R. Q., 5165 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Certificat du ministre.

**6593.** Le ministre \* s'enquiert de l'exactitude du plan et de la vérité des allégations contenues dans la demande, et, après s'en être convaincu, il accorde un certificat à cet effet, déclarant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, que le terrain indiqué sur le plan, ou toute quantité moindre, soit acquis par la compagnie.

Annexion d'icelui au plan.

Ce certificat est annexé à l'un des doubles du plan et de l'énoncé, et l'autre double reste au département des Travaux publics et du travail. \* S. R. Q., 5166 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Effet du certificat.

**6594.** Par le fait que le ministre des travaux publics et du travail \* a émis tel certificat comme il est dit plus haut, et en vertu de ce dernier, la compagnie a le pouvoir de prendre possession du terrain indiqué sur le plan, tel que requis pour les objets ci-dessus, sans le consentement des propriétaires.

\* Voir art. 740.

La compagnie et toutes les corporations ou personnes qui d'ailleurs n'auraient pu transporter ce terrain à la compagnie ont, relativement à ce terrain, tous les pouvoirs accordés par le présent paragraphe treizième de la présente section, concernant les terrains et leur évaluation, aux compagnies de chemin de fer, et aux corporations ou personnes qui autrement ne pourraient en opérer le transport, relativement aux terrains qui peuvent être pris sans le consentement des propriétaires.

Les dispositions énoncées dans le dit paragraphe treizième sauf celles qui ont trait à la carte ou au plan et livre de renvoi y mentionnés ou qui limitent l'étendue des terrains à prendre, s'appliquent et sont par le présent, étendues au terrain mentionné dans le dit certificat du ministre \* et à toute procédure du ressort et découlant de l'acquisition ou de la prise de possession du terrain ou de toute partie d'icelui, avec ou sans le consentement du propriétaire.

Si, en tout temps ensuite, la compagnie n'a plus besoin du terrain ou d'une partie du terrain acquis comme ci-dessus pour les besoins du chemin de fer, le terrain dont elle n'a pas ainsi besoin, est vendu à l'enchère, après avis publié à cet effet pendant trente jours dans un journal quelconque. S. R. Q., 5167 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6595.** Tout certificat comme ci-dessus, signé par le ministre des travaux publics et du travail, \* est admis comme authentique devant tous les tribunaux de la province, sans qu'il soit besoin de prouver cette signature ou de fournir d'autres preuves à moins que son authenticité ne soit contestée. S. R. Q., 5168 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6596.** Les dispositions des articles 6592 à 6595 s'appliquent à toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation et à tout chemin de fer déjà construit, ou maintenant en voie de construction, ou qui sera construit à l'avenir, ainsi qu'aux chemins de fer et aux compagnies de chemin de fer auxquels la présente section déclare que ses dispositions doivent s'appliquer généralement. \* S. R. Q., 5169.

#### § 14.—*Des grands chemins, ponts et clôtures*

##### I.—GRANDS CHEMINS ET PONTS

**6597.** Le chemin de fer ne doit pas longer un grand chemin existant, mais le traverser seulement sur l'alignement du chemin de fer, à moins que permission ne soit obtenue à cette fin, de l'autorité municipale ou locale compétente.

\* Voir art. 740.

**Ni l'obstruer.** Il ne doit pas être fait de travaux qui puissent obstruer un grand chemin, sans lui faire faire un détour de manière à laisser un bon passage pour les voitures, et sans remettre ce chemin dans le même état, à peine d'une amende de quarante piastres au moins, pour chaque contravention.

**Quand il y a obstruction.** Dans aucun cas, la lisse n'est considérée comme une obstruction, si elle ne s'élève pas au-dessus ou ne s'abaisse pas au-dessous du niveau du grand chemin de plus d'un pouce. S. R. Q., 5170, § 1.

**Élévation du dessus des rails.** **6598.** Lorsqu'un chemin de fer traverse une grande route sans passer au-dessus de celle-ci par un pont, ou au-dessous au moyen d'un tunnel ou d'un pont, soit que le niveau de la grande route reste tel qu'il était ou qu'il soit élevé ou abaissé pour se conformer à la rampe du chemin de fer, le dessus des rails ne doit, lorsque le croisement est terminé, ni s'élever au-dessus ni s'abaisser au-dessous du niveau de la grande route de plus d'un pouce. S. R. Q., 5170, § 2 ; 52 V., c. 44, s. 1.

**Hauteur et largeur des ponts sur les grands chemins.** **6599. 1.** L'arche de tout pont construit pour le passage du chemin de fer sur ou à travers un grand chemin, doit avoir et continuer d'avoir, en tout temps, une largeur et ouverture libres de vingt pieds au moins, et une hauteur de douze pieds au moins, entre la surface du chemin et le centre de l'arche.

**Descente sous le pont.** **2.** La descente sous le pont ne doit pas excéder un pied par vingt pieds. S. R. Q., 5170, § 3.

**Montée des ponts.** **6600.** La montée des ponts construits pour le passage des grands chemins au-dessus du chemin de fer, ne doit pas être de plus d'un pied par vingt pieds en sus de la rampe naturelle du chemin, et il doit être construit de chaque côté du pont, une bonne clôture, qui doit avoir au moins quatre pieds d'élévation au-dessus du niveau du pont. S. R. Q., 5170, § 4.

**Hauteur des ponts de grands chemins, etc., traversant un chemin de fer.** **6601. 1.** A l'égard de tout pont ou autre ouvrage en dessus fait sur un chemin de fer pour le passage d'un grand chemin, s'il devient nécessaire de refaire ce pont ou cet autre ouvrage ou d'y faire de grosses réparations, les poutres ou pièces inférieures de la superstructure du pont ou autre ouvrage, ainsi que ses abords, doivent être faits ou refaits aux frais de la compagnie du chemin de fer, ou de la municipalité ou autre propriétaire de ce pont ou de cet autre ouvrage, selon le cas, et doivent toujours être maintenus à une élévation suffisante de la surface des rails, pour laisser une hauteur libre d'au moins sept pieds, entre le dessus des plus hauts wagons à marchandises, circulant alors sur la voie, et le dessous des poutres ou pièces inférieures du dit pont ou de tel autre ouvrage.



2. Toute compagnie de chemin de fer, avant d'employer ensuite des wagons à marchandises plus hauts que ceux circulant sur son chemin, à l'époque de la construction ou reconstruction ou la confection de grosses réparations du dit pont ou de tel ouvrage, doit, après avoir obtenu le consentement de la municipalité ou des propriétaires de tel pont ou de tel ouvrage, l'exhausser ainsi que ses abords, si la chose est nécessaire, à ses frais et dépens, de manière à laisser une hauteur libre d'au moins sept pieds entre le dessus des wagons à marchandises les plus hauts qu'elle veut employer et le dessous des poutres ou pièces inférieures du pont ou de l'ouvrage. S. R. Q., 5170, § 5.

**6602.** 1. Des enseignes doivent être placées et maintenues en travers ou s'avancant au-dessus du grand chemin, à chaque endroit où il est traversé de niveau par le chemin de fer, à une hauteur suffisante pour qu'il y ait seize pieds entre le grand chemin et le bord inférieur des enseignes sur lesquelles doivent être peints de chaque côté les mots "traverse de chemin de fer," en lettres de six pouces au moins de longueur.

2. Chaque contravention aux prescriptions du présent paragraphe entraîne une amende n'excédant pas quarante piastres. S. R. Q., 5170, § 6.

**6603.** Excepté dans les cités, villes et villages, le chemin de fer d'une compagnie, actionné par la vapeur, ne doit pas être traversé ou coupé de niveau par les chemins de fer d'aucune compagnie, actionnés à l'aide d'un autre pouvoir moteur. S. R. Q., 5170, § 7 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 9.

**6604.** 1. Lorsque la compagnie exploite une partie de sa ligne à travers le, ou le long du chemin public, au moyen de l'électricité conduite par des fils au-dessus du sol, elle doit faire suspendre et maintenir des garde-fils suffisants pour empêcher les fils de télégraphe, de téléphone ou autres, tendus à travers le ou le long du chemin public, de venir en contact avec, ou de tomber sur les dits fils conduisant cette électricité.

2. Lorsque la compagnie exploite une partie de sa ligne à l'aide de l'électricité, elle doit employer les moyens et appareils nécessaires pour empêcher, autant qu'il est raisonnablement possible, que les tuyaux d'aqueduc, les tuyaux à gaz, les cables et autres appareils placés sous le sol soient endommagés par la fuite ou la décharge de l'électricité dans le sol. Le fait de relier convenablement les rails et de les faire communiquer, une fois ainsi reliés, avec le générateur de la force motrice électrique au moyen d'un système de fils de renvoi convenable et efficace, est considéré comme un accomplissement des conditions du présent article.

Recours en  
dommages.

3. Quiconque souffre des dommages par suite du défaut de la compagnie de se conformer aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article a, en conséquence, un droit d'action contre la compagnie. S. R. Q., 5170, § 8 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 9.

Conditions  
applica-  
bles aux  
voies électri-  
ques cons-  
truites sur  
les rues :  
Pente de la  
rue ;  
Rails posés  
de niveau  
avec la sur-  
face de la rue ;

**6605.** 1. Le droit et le pouvoir de toute compagnie de chemin de fer électrique de tracer ou de construire son chemin de fer sur le, ou le long de tout chemin, rue ou ruelle, sont, en sus des autres termes et conditions que le conseil municipal peut imposer, sujets aux conditions suivantes :

a. Les rails doivent suivre les pentes de la rue ;

b. Dans tous les cas où les rails sont placés sur la partie pavée ou fréquentée de la rue, ou sur quelque partie d'icelle, les rails doivent être (autant que faire se peut) posés de niveau avec la surface de la rue, être placés de manière à causer le moins d'obstacles possibles au trafic ordinaire de la rue, et être tenus et entretenus dans cet état par la compagnie de chemin de fer ;

Partie de la  
chaussée qui  
doit être  
tenue en bon  
état par la  
compagnie ;

c. La compagnie de chemin de fer doit aussi, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le conseil municipal, tenir, à ses frais, libre et en bon état de réparation, la partie des rues qui se trouve entre les rails et dix-huit pouces de chaque côté des rails ; et, à son défaut, le conseil peut faire faire ces travaux aux frais de la compagnie ;

Usage des  
rails par  
d'autres  
véhicules que  
ceux de la  
compagnie ;

d. Tous autres véhicules ordinaires peuvent faire usage des dites voies et y passer, pourvu qu'ils n'entravent pas ou n'empêchent pas la circulation des wagons ou autres voitures de la compagnie, et, dans tous les cas, les voitures ou autres véhicules se trouvant sur la voie, doivent immédiatement l'abandonner pour faire place aux wagons ou autres voitures de la compagnie. Quiconque néglige ou refuse de ce faire, est, sur conviction sommaire devant un juge de paix, passible d'une amende de pas plus de dix piastres ;

Vitesse dans  
certains en-  
droits ;

e. Aucun wagon ou convoi ne doit être conduit sur la partie fréquentée d'un grand chemin à une vitesse plus grande que dix milles à l'heure ;

Appareils de  
communica-  
tion entre  
les conduc-  
teurs et les  
gardes-  
moteurs.

f. Les wagons, voitures et autres véhicules doivent être munis des appareils connus comme étant les plus propres à établir des communications immédiates et suffisantes entre le conducteur et le garde-moteur de ces wagons, voitures ou autres véhicules, tandis qu'ils sont en mouvement, et des appareils efficaces et suffisants pour appliquer immédiatement les freins aux roues des moteurs, wagons, voitures et autres véhicules, ainsi que pour détacher ces moteurs, wagons, voitures et autres véhicules les uns des autres, et aussi des appareils les plus propres à assurer la stabilité et la sécurité des sièges ou fauteuils dans ces wagons ou voitures.

"Partie fré-  
quentée",  
définie.

2. Les mots "partie fréquentée", lorsqu'ils sont employés dans le présent article relativement aux chemins, rues, ruelles ou

grands chemins, signifient la partie centrale d'iceux où se fait habituellement la circulation des voitures, entre les fossés, de chaque côté. S. R. Q., 5170a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 10.

## II.—CLÔTURES

**6606.** 1. Dans le cours des six mois, suivant la prise de terrains pour l'usage du chemin de fer, la compagnie doit, si elle en est requise par les propriétaires des terrains avoisinants, faire faire et entretenir à ses frais, des clôtures de chaque côté du chemin de fer, de la même hauteur et de la même force que les clôtures de division ordinaires, avec des barrières à coulisses, communément appelées barrières de course, munies de barres de fermeture, et des traverses de ferme sur le chemin de fer pour l'usage des propriétaires des terres adjacentes au chemin de fer ; et aussi, à chaque croisement de chemin, des barrières suffisantes pour empêcher les bestiaux ou autres animaux de venir sur le chemin de fer. S. R. Q., 5171, § 1.

2. Les traverses de ferme sont faites et entretenues par la compagnie, à la demande de tout propriétaire de terrain sur chaque terrain. S. R. Q., 5171, § 2.

3. Jusqu'à ce que ces clôtures et barrières aient été posées la compagnie est responsable de tous les dommages qui peuvent être causés, par ses trains, moteurs, wagons, voitures ou locomotives, aux bestiaux, chevaux et autres animaux sur le chemin de fer. S. R. Q., 5171, § 3 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 11.

4. Après que ces clôtures ou barrières ont été posées, et tant qu'elles sont maintenues en bon ordre, la compagnie n'est pas responsable de semblables dommages, à moins qu'ils ne soient causés par négligence ou de propos délibéré. S. R. Q., 5171, § 4.

5. Toute personne qui guide, mène ou conduit un cheval ou autre animal, ou le laisse passer sur le chemin de fer, et en dedans des clôtures et barrières, ailleurs que sur les traverses de ferme, sans le consentement de la compagnie, encourt, pour chaque contravention, une amende n'excédant pas la somme de quarante piastres, en sus de tous les dommages soufferts par la partie lésée. S. R. Q., 5171, § 5.

6. Nulle personne autre que celles attachées au chemin de fer, ou qui y sont employées, ne doit marcher sur la voie, sauf aux endroits où elle traverse ou longe un grand chemin. S. R. Q., 5171, § 6.

7. Chaque compagnie de chemin de fer, ci-devant constituée en corporation ou qui peut l'être à l'avenir, ainsi que le gouvernement de cette province, à l'égard de tout chemin de fer construit par lui ou étant la propriété de la province ou sous son contrôle, ont le droit, à compter du premier jour de novembre de chaque année, d'entrer sur les terres de Sa Majesté, ou sur celles de toute corporation ou personne quel-

Clôtures de chaque côté de la voie, et barrières aux traverses.

Traverses de ferme quand et par qui entretenues.

Responsabilité de la compagnie tant que les barrières ne sont pas érigées.

Responsabilité de la compagnie postérieurement.

Défense aux personnes de passer sur la voie avec des animaux ;

Ou de marcher sur la voie.

Pouvoir d'ériger des clôtures sur les terrains adjacents.

conque, situées le long de la route ou ligne de tout chemin de fer, et d'y ériger et maintenir des clôtures, pour empêcher la neige de s'y accumuler, sujet au paiement de tels dommages réellement encourus qui peuvent être établis, de la manière prescrite par la loi, à l'égard de ce chemin de fer, comme ayant été réellement encourus.

Enlèvement  
des clôtures.

Les clôtures, ainsi érigées, doivent être enlevées le ou avant premier jour d'avril alors suivant. S. R. Q., 5171, § 7.

### § 15.—Des taux de péage

Etablis-  
sement des  
taux.

**6607.** 1. Les taux de péage sont établis et fixés, de temps à autre, par les règlements de la compagnie ou par les directeurs s'ils y sont autorisés par les règlements ou par les actionnaires dans les assemblées générales.

Approbation  
par le comité.

2. Tous ces règlements doivent être soumis à l'approbation du comité des chemins de fer.

Le comité  
peut changer  
ou modifier  
règlements.

3. Le comité des chemins de fer peut les approuver en tout ou en partie, et peut en changer, modifier ou varier les dispositions. S. R. Q., 5172, § 1, *partie*.

Aucune per-  
ception de  
droits ou re-  
devances sans  
approbation  
par le comité.

**6608.** 1. La compagnie ne peut prélever ni percevoir de taux de transport que lorsqu'elle a fait approuver par le comité des chemins de fer le règlement autorisant la préparation et l'émission des tarifs de ces taux, et elle ne peut exiger, percevoir ni prélever de rétribution pour des services quelconques de voiturier public, si ce n'est en conformité des dispositions de la présente section.

Taux identi-  
ques pour  
toutes per-  
sonnes.

2. Ces taux de transport peuvent être pour le parcours entier ou pour une certaine partie du parcours de la voie ferrée ; mais ils sont toujours, dans des conditions et circonstances essentiellement semblables, exigés également de toutes personnes, d'après le même tarif, soit au poids soit par mille ou autrement, relativement à tout trafic de même genre et aux transports effectués par la même espèce de wagons passant sur la même partie de la voie ferrée ; et il n'est fait aucune réduction ni augmentation de ces taux, directement ni indirectement, soit en faveur, soit au détriment d'aucune compagnie ou d'aucun particulier voyageant sur le chemin de fer ou s'en servant.

Réduction  
proportion-  
nelle des taux  
en certains  
cas.

3. Les taux peuvent être proportionnellement moins élevés, s'il s'agit de quantités plus grandes ou d'un nombre plus considérable de personnes à transporter ou de plus longues distances à parcourir, qu'ils ne le seraient pour des quantités moindres, ou d'un plus petit nombre de personnes à transporter ou de moindres distances à parcourir, pourvu que ces taux soient également exigés de tous dans des circonstances essentiellement analogues.

Disparité in-  
juste de taux.

4. Il n'est pas réclamé de taux dont l'imposition établirait une disparité injuste de taux en faveur ou au détriment de

différentes localités. Le comité des chemins de fer ne peut interdire. Refus d'ap-  
 approuver ni permettre, pour les transports, soit des voya- probation  
 geurs soit des marchandises, effectués dans des conditions et dans certains  
 des circonstances analogues, et dans la même direction ou sur cas.  
 la même ligne, des taux plus élevés pour une courte distance  
 que pour un plus long parcours, quand la plus courte dis-  
 tance fait partie du plus long parcours, à moins que le comité  
 des chemins de fer ne soit convaincu que, vu la concurrence,  
 il est à propos d'autoriser ces taux. Le comité des chemins  
 de fer peut déclarer que certains endroits sont des points de  
 concurrence aux termes de la présente section. S. R. Q.,  
 5172, § 1, *partie*.

**6609.** Nulle compagnie, si ce n'est en conformité des dis- Fonds com-  
 positions de la présente section, ne peut, directement ni mun prohibé.  
 indirectement, faire fonds commun de ses recettes ou taux  
 avec les recettes ou taux d'une autre compagnie de chemin  
 de fer ou d'un voiturier public, ni partager ses gains ou quel-  
 que portion de ses gains avec une autre compagnie de chemin  
 de fer ou un voiturier public, ni être partie à aucun contrat,  
 traité, marché, convention ou coalition pour atteindre ou de  
 nature à atteindre pareil résultat, sans en avoir obtenu la per-  
 mission du comité des chemins de fer. S. R. Q., 5172, § 1, *partie*.

**6610.** Les taux de péage peuvent être exigés et reçus pour Paiement des  
 tous les voyageurs ou effets transportés sur le chemin de fer ou Péages.  
 les moteurs, wagons et voitures ou les bateaux à vapeur appar-  
 tenant à la compagnie, et sont payés aux personnes et aux  
 endroits près du chemin de fer, de la manière indiquée dans  
 les règlements. S. R. Q., 5172, § 1, *partie* ; 4 Ed. VII, c.  
 35, s. 12 ; 6 Ed. VII, c. 32, s. 1.

**6611.** Dans le cas de refus ou de défaut de paiement, à Leur recou-  
 demande, de ces taux ou de partie d'iceux à ces personnes, ils vrement.  
 peuvent être demandés et recouvrés devant tout tribunal  
 compétent, ou les agents ou employés de la compagnie peu- Saisie des  
 vent saisir les effets à raison desquels ces taux doivent être effets faute  
 payés et les retenir jusqu'à paiement ; dans l'intervalle ces de paiement.  
 effets sont au risque des propriétaires. S. R. Q., 5172, § 2.

**6612.** Si les taux ne sont pas payés dans le délai de six Vente des  
 semaines, la compagnie peut vendre la totalité ou toute partie effets saisis  
 de ces effets, et retenir, sur le produit de la vente, les taux quand les  
 ainsi payables, et tous les frais et dépens de la détention et taux ne sont  
 de la vente, en rendant le surplus, s'il y en a, de l'argent pas payés.  
 réalisé au moyen de cette vente, ou les effets non vendus, à la  
 personne qui y a droit. S. R. Q., 5172, § 3.

**6613.** 1. Si des effets restent entre les mains de la compa- Quand peut  
 gnée, sans être réclamés pendant l'espace de douze mois, la com- se faire cette  
 vente.

pagnie peut, à leur expiration, et en en donnant avis public pendant six semaines, par une annonce dans un ou plusieurs journaux de la localité où se trouvent ces effets, les vendre aux enchères publiques, au temps et au lieu mentionnés dans cette annonce, et retenir, à même le produit de la vente, les taux et les frais raisonnables d'emmagasiner, de l'annonce et de la vente de ces effets.

Balance du produit.

2. Toute balance du produit de cette vente est conservée par la compagnie, pendant trois autres mois, pour être payée à quiconque y a droit. S. R. Q., 5172, § 4.

Emploi du surplus.

**6614.** Dans le cas où cette balance ne serait pas réclamée avant l'expiration du délai en dernier lieu mentionné, elle est payée au trésorier de la province, pour les usages généraux de cette dernière jusqu'à ce qu'elle soit réclamée par la personne qui y a droit. S. R. Q., 5172, § 5.

Péages qui peuvent être perçus.

**6615.** 1. Les péages à percevoir de chaque passager, par une compagnie de chemin de fer électrique, ne doivent pas excéder cinq centins pour une distance ne dépassant pas trois milles, et, lorsque la distance excède trois milles, ils ne doivent pas excéder deux centins par mille ou fraction de mille pour la distance réellement parcourue. Les enfants âgés de moins de dix ans doivent être transportés moyennant trois centins par trois milles, et à moitié prix pour toute distance additionnelle, mais les enfants portés dans les bras doivent, dans tous les cas, être transportés gratuitement.

Quand le prix de passage est exigible.

2. Le prix de passage ou le péage est dû et payable par tout passager à son entrée dans le wagon ou autre voiture, et toute personne qui refuse de le payer au conducteur ou au garde-moteur qui lui en fait la demande, et qui refuse de descendre du wagon ou autre voiture lorsqu'elle en est requise, est passible d'une amende n'excédant pas dix piastres en sus des frais, recouvrable devant tout juge de paix, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. S. R. Q., 5172, § 6a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 12.

Comment doit être fixé le montant des péages.

**6616.** Les prix de passage et les péages prélevés par toute compagnie de chemin de fer électrique doivent, autant que possible, être fixés et réglés de telle manière, qu'après paiement du coût d'exploitation, la balance des recettes annuelles n'excède pas dix pour cent du montant total réellement payé sur le capital-actions de la compagnie ; et si, dans une année, les recettes brutes provenant des prix de passage et des péages et de toutes autres sources découlant de l'exploitation du chemin de fer et de l'accomplissement des travaux et entreprises que la compagnie est autorisée à exploiter ou à accomplir, en vertu de la présente section ou de sa charte, sont telles qu'en en déduisant le coût d'exploitation il reste un montant

Placement au compte du surplus des péages du

excédant dix pour cent du montant total réellement payé <sup>surplus excé-</sup> jusqu'à-là sur le capital-actions de la compagnie, alors cet <sup>dant 10 % des</sup> excédent doit être placé au crédit d'un compte spécial appelé <sup>recettes sur</sup> "Compte du surplus des péages." S. R. Q., 5172, § 66; <sup>les dépenses.</sup> 4 Ed. VII, c. 35, s. 12.

**6617.** 1. Les deniers au crédit du "compte du surplus des <sup>Emploi du</sup> péages" peuvent être employés de temps à autre, à suppléer <sup>compte du</sup> à tout déficit causé par le fait que les recettes brutes de la <sup>surplus des</sup> compagnie, dans toute année subséquente, se trouvent insuffi- <sup>péages.</sup> santes pour payer le "coût d'exploitation" et un dividende de dix pour cent sur la somme totale déjà payée sur le capital-actions de la compagnie; pourvu que, chaque fois que le montant total, porté au crédit du "compte du surplus des péages" comprenant l'intérêt accru, égale un cinquième de la moyenne annuelle des recettes brutes de la compagnie, calculée d'après les recettes réelles des cinq années alors précédentes, la compagnie fasse, par règlement, une réduction proportionnelle suffisante dans les prix de passage et les péages, pour que les recettes nettes probables, par la suite, rendent nécessaire de recourir aux fonds mis au crédit du "compte du surplus des péages" afin de combler, en tout ou en partie, ce déficit, mais aussitôt que le montant au crédit du "compte du surplus des péages" se trouve épuisé, les taux et péages peuvent être de nouveau élevés.

2. Pourvu que si, dans les dix années suivant immédiate- <sup>Proviao.</sup> ment la constitution de la compagnie en corporation, les recettes brutes comme susdit se trouvent, dans une année, insuffisantes, après paiement du "coût d'exploitation" du chemin de fer, pour payer un dividende de cinq pour cent sur le montant total du capital-actions payé de la compagnie, la compagnie puisse charger au "compte du surplus des péages", après avoir déclaré tous dividendes gagnés pendant l'année, une somme suffisante pour égaliser un dividende de cinq pour cent par année sur le montant total alors payé du capital-actions de la compagnie; et la compagnie n'est pas obligée de réduire les péages comme il est ci-dessus prescrit, avant que le montant au crédit du "compte du surplus des péages" s'élève à un chiffre suffisant, déduction faite de tout dividende gagné pendant l'année, pour payer le dit dividende de cinq pour cent, pour chaque telle année, pendant la dite période de dix années, en sus du cinquième de la moyenne annuelle des recettes brutes de la compagnie calculée comme susdit. S. R. Q., 5172, § 6c; 4 Ed. VII, c. 35, s. 12.

**6618.** 1. Dans tous les cas, les fractions de distance sur <sup>Fractions de</sup> lesquelles les effets ou les voyageurs sont transportés sur le <sup>distance.</sup> chemin de fer, sont considérées comme des milles entiers.

2. Pour les fractions de tonneaux dans le poids des effets, il <sup>Fractions de</sup> est exigé et reçu des proportions de taux suivant le nombre <sup>tonneaux.</sup>

de quarts de tonneaux y contenus, et les fractions de quarts sont évaluées et considérées comme des quarts entiers. S. R. Q., 5172, § 7.

Tableau des  
taux affiché  
dans les bu-  
reaux, etc.

**6619.** Les directeurs doivent imprimer et afficher, ou faire imprimer et afficher, de temps à autre, dans le bureau et dans tous les lieux où les taux doivent être perçus, dans un lieu apparent, une pancarte ou feuille imprimée indiquant, en français et en anglais, les taux à payer et spécifiant le prix exigible pour le transport de chaque chose ou objet. S. R. Q., 5172, § 8.

Taux doivent  
être approu-  
vés par le  
lieutenant-  
gouverneur  
en conseil.

**6620.** Aucun taux n'est prélevé ou exigé avant qu'il ait été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ni avant qu'il ait été fait deux publications hebdomadaires consécutives du règlement qui fixe ce taux, ainsi que de l'arrêté en conseil qui l'approuve dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 5172, § 9.

Le lieute-  
nant-gouver-  
neur en con-  
seil peut re-  
viser les ré-  
glements qui  
fixent les  
taux.

**6621.** Tout règlement, fixant et réglant les taux, est sujet à revision par le lieutenant-gouverneur en conseil, de temps à autre, après qu'il a été approuvé ; et après que l'arrêté en conseil réduisant les taux fixés par le règlement, a été publié deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, les taux dont il est fait mention dans cet arrêté sont substitués à ceux mentionnés dans le règlement, aussi longtemps que tel arrêté n'est pas révoqué. S. R. Q., 5172, § 10.

Règlements  
imposant des  
taux, etc.,  
approuvés  
par le lieut.-  
gouv. en con-  
seil.

**6622.** Nul règlement d'une compagnie de chemin de fer pour imposer ou modifier les taux, et par lequel on entend lier toute personne autre que les membres, officiers et serveurs de la compagnie, n'a de vigueur ou d'effet avant d'avoir été approuvé et sanctionné par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5172, § 12.

Amende en  
cas de contru-  
vention aux  
dispositions  
de la loi des  
chemins de  
fer et aux or-  
donnances du  
comité.

**6623.** La compagnie, ou quelqu'un de ses directeurs ou officiers, ou tout séquestre, fidéicommissaire, locataire, agent ou personne, représentant ou employé de la compagnie, qui seul, ou de concert avec une autre compagnie ou une personne, sciemment fait ou fait faire, ou sciemment laisse faire un acte, ou une chose quelconque en contravention avec les dispositions de la loi des chemins de fer ou contrairement à quelque ordonnance, ordre, décision ou règlement émanant du comité des chemins de fer relativement aux taux des transports, ou qui y participe ou coopère, ou qui omet sciemment ou manque d'accomplir un acte ou une chose que requiert la dite loi, ou qui fait omettre ou sciemment laisse omettre un acte ou chose quelconque dont l'accomplissement est pareillement requis, et participe et coopère à toute telle omission ou tel



manquement, ou se rend coupable d'une infraction à ces ordonnance, ordre, décision ou règlement ou à quelqu'une des dispositions de la dite loi, ou y participe ou coopère, est pour toute telle infraction, passible d'une amende de cent piastres au moins, et de mille piastres au plus. S. R. Q., 5172a ; 6 Ed. VII, c. 32, s. 3.

§ 16.—*Du service des chemins de fer*

I.—DEVOIRS DES EMPLOYÉS, ETC.

**6624.** 1. Chaque employé de la compagnie, de service <sup>Insigne des employés.</sup> dans un wagon ou une voiture destiné aux voyageurs ou aux gares des voyageurs, doit porter, sur son chapeau ou sa casquette, un insigne indiquant son emploi.

2. Sans cet insigne, il n'a pas le droit de demander ou de recevoir d'aucun voyageur, le prix de son passage ou son billet, ni d'exercer aucune des fonctions de son emploi, ni de se mêler, en aucune manière, des voyageurs ou de leurs bagages ou effets. S. R. Q., 5173, § 1 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 13. <sup>Effet du défaut de le porter.</sup>

**6625.** 1. Les wagons, voitures ou trains doivent partir et voyager à des heures régulières, fixées par avis publics, et contenir assez de place pour le transport de tous les voyageurs et effets qui se présentent ou qui sont présentés dans un temps raisonnable avant l'heure du départ, pour être transportés, au point de partance, et aux jonctions d'autres chemins de fer, et aux gares et aux relais établis pour recevoir et débarquer les voyageurs et les effets sur la route. <sup>Départ régulier des trains.</sup>

2. Dans tout convoi, contenant plus qu'un wagon de seconde classe pour le transport des voyageurs, il doit y avoir un wagon de seconde classe dans lequel il est défendu de fumer, et quand le convoi ne contient qu'un seul wagon de seconde classe pour le transport des voyageurs, il doit y avoir dans ce wagon un compartiment dans lequel il est défendu de fumer. S. R. Q., 5173, § 2 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 13. <sup>Wagons à fumer.</sup>

**6626.** Les voyageurs et effets sont pris, transportés et débarqués aux endroits désignés dans le paragraphe 1 de l'article 6625, moyennant le paiement du taux de transport des marchandises et des effets, ou prix de passage autorisé par la loi. S. R. Q., 5173, § 3. <sup>Prix du transport.</sup>

**6627.** 1. Toute personne lésée, par quelque défaut ou refus à cet égard, a droit d'action contre la compagnie. <sup>Refus de transport.</sup>

2. La compagnie ne peut être exempte de cette action par le fait d'aucun avis, d'aucune condition ou déclaration, si le dommage provient de quelque négligence ou omission de la compagnie ou de ses employés. S. R. Q., 5173, § 4. <sup>Responsabilité de la compagnie sans avis, etc.</sup>

Contremarques attachées aux bagages.

**6628.** Une contremarque est attachée par un employé ou un agent de la compagnie, à tout article de bagage ayant un manche, une poignée ou un moyen d'attache quelconque, et un double de cette contremarque est remis au voyageur qui présente cet article. S. R. Q., 5173, § 5.

Pénalité sur refus de donner des contremarques.

**6629.** 1. Si la contremarque est refusée au voyageur sur sa réquisition, la compagnie doit lui payer la somme de huit piastres, qui peut être recouvrée par action civile.

2. En outre, aucun prix de passage ou taux n'est exigé ou reçu de ce voyageur, et s'il a payé son passage, le prix lui en est remboursé par le conducteur chargé du train. S. R. Q., 5173, § 6.

Wagons à bagage.

**6630.** Les wagons destinés aux bagages, marchandises ou bois de construction, ne doivent pas être placés en arrière de ceux des voyageurs. S. R. Q., 5173, § 8.

Locomotives doivent avoir une cloche et sifflet.

**6631.** Chaque locomotive est munie d'une cloche pesant au moins trente livres, et d'un sifflet à vapeur. S. R. Q., 5173, § 9.

Cloche aux traverses, etc.

**6632.** 1. La cloche doit être sonnée et le sifflet se faire entendre à la distance de quatre-vingts perches au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et la cloche doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que la locomotive ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit piastres, qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention.

Amende et dommages.

2. La moitié de l'amende et des dommages ainsi encourus par la compagnie, doit être prélevée par elle sur le mécanicien chargé de conduire la locomotive, et qui a ainsi négligé de faire sonner la cloche ou de faire entendre le sifflet. S. R. Q., 5173, § 10.

Cloche sur les wagons.

**6633.** Tout wagon qui contient un moteur ou qui tient la tête d'un convoi sur un chemin de fer électrique doit être muni d'une cloche d'au moins dix pouces de diamètre. S. R. Q., 5173, § 10a ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 13.

Quand la cloche doit être sonnée.

**6634.** La cloche sur le premier wagon ou sur le wagon unique formant un train d'un chemin de fer électrique, doit être sonnée à la distance de quatre-vingts perches au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et elle doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que le wagon ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit piastres,

Pénalité.

qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention ; la moitié de l'amende et des dommages doit être perçue par la compagnie du garde-moteur ou de toute autre personne chargée de conduire ce wagon, qui a ainsi négligé de faire sonner la cloche comme susdit. S. R. Q., 5173, § 10b ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 13.

Remboursement d'une partie de l'amende, etc.

**6635.** Toute compagnie de chemin de fer électrique doit fournir sur ses wagons des abris convenables et suffisamment clos, pour protéger les gardes-moteurs qui les conduisent, et les mettre à l'abri du froid, de la neige, de la pluie et du grésil, durant les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars et avril, sous une pénalité, payable à la municipalité, de dix piastres par jour pour chaque jour pendant lequel tout wagon circule sans être muni d'un tel abri. S. R. Q., 5173, § 10c ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 13.

Abris sur les wagons, etc., pour les gardes-moteurs. Pénalité.

**6636.** Toute personne chargée de conduire une locomotive, ou agissant comme conducteur d'un wagon ou d'un train de wagons, qui est ivre durant son service, est passible d'une amende de pas moins de vingt-cinq piastres et de pas plus de cent piastres. S. R. Q., 5173, § 11.

Peine contre conducteur ou mécanicien ivre.

**6637.** Tout voyageur, refusant de payer son passage, peut être expulsé des wagons avec son bagage, par le conducteur du train et les employés de la compagnie, sans avoir recours à un emploi de force inutile, à toute gare ordinaire, après avoir arrêté complètement le train. S. R. Q., 5173, § 12.

Le voyageur qui ne paie pas son passage peut être expulsé du train.

**6638.** Nul voyageur, blessé pendant qu'il est sur la plateforme d'un wagon à voyageurs, à bagages, à bois, ou à marchandises, en violation des règlements imprimés et affichés dans un endroit visible de l'intérieur des wagons à voyageurs, formant partie du train, ne peut réclamer de dommages pour ce qu'il a souffert, s'il y avait alors assez de place, en dedans des wagons destinés aux voyageurs, pour y être logé commodément. S. R. Q., 5173, § 13.

Les voyageurs sur les plates-formes sont seuls responsables des accidents qu'ils peuvent éprouver.

**6639. 1** Nul voyageur n'a le droit de transporter ou d'exiger que la compagnie transporte sur son chemin de fer, de l'eau forte, de l'huile de vitriol, de la poudre, de la nitroglycérine, ou autres effets qui, de l'avis des officiers de la compagnie, seraient dangereux de leur nature.

Effets d'une nature dangereuse.

**2.** Si quelque personne expédie, par le chemin de fer, de semblables effets, sans en marquer distinctement la nature, lors de leur expédition, sur l'extérieur du colis qui les contient, ou sans en donner avis par écrit au chef de gare, ou aux autres employés de la compagnie auxquels ils ont été remis,

Pénalité pour défaut de les marquer.

cette personne est tenue de payer à la compagnie une somme de cinq cents piastres pour chaque contravention. S. R. Q., 5173, § 14.

Refus de les recevoir par la compagnie.

**6640.** 1. La compagnie peut refuser de recevoir des colis qu'elle suppose contenir des effets dangereux de leur nature, ou exiger qu'ils soient ouverts pour s'en assurer.

Comment ils sont transportés.

2. Il n'est pas permis à la compagnie de transporter une telle marchandise de nature dangereuse autrement que dans des wagons spécialement désignés pour ce transport, sur chaque côté de chacun desquels sont distinctement peints en grosses lettres, les mots "matières explosibles dangereuses."

Pénalité pour contravention.

3. Chaque fois que la compagnie manque de se conformer à cette prescription, elle devient passible d'une amende de cinq cents piastres, payable à quiconque en poursuit le recouvrement. S. R. Q., 5173, § 15.

## II. — TRAINS EN RETARD

Devoir du chef de gare lorsqu'un train est en retard.

**6641.** 1. Il est du devoir de toute compagnie de chemin de fer, sur le chemin de laquelle il y a une ligne télégraphique en opération, de faire poser un tableau noir à l'extérieur de la gare, en face de la plate-forme et dans un lieu apparent, à toutes les gares de la compagnie où il y a un bureau de télégraphe.

Avis affiché si le retard est d'une demi-heure.

2. Lorsqu'un train de voyageurs est en retard d'une demi-heure à une telle gare, d'après le tableau des heures de la compagnie, le chef de gare ou la personne qui en a la charge, doit écrire ou faire écrire à la craie blanche, sur le tableau noir, un avis en anglais et en français indiquant, au meilleur de ses connaissances et croyance, le temps auquel on peut attendre l'arrivée à la gare du train en retard.

Nouvel avis s'il n'est pas arrivé après une demi-heure.

3. Si, à l'expiration du temps indiqué, le train n'est pas arrivé, le chef de gare ou la personne qui en a la charge, doit écrire ou faire écrire sur le tableau noir, de la même manière, un nouvel avis indiquant, au meilleur de ses connaissances et croyance, le temps auquel on peut alors attendre l'arrivée à la gare du train en retard.

Amende pour contravention.

4. La compagnie de chemin de fer, le chef de gare ou la personne qui en a la charge, est passible d'une amende n'excédant pas cinq piastres pour chaque négligence volontaire, omission ou refus de se conformer aux dispositions ci-dessus.

Institution des actions.

5. Toute poursuite pour le recouvrement de l'amende, peut être intentée devant deux juges de paix ou devant la Cour de circuit du district ou du comté où la gare est située.

Emploi de l'amende.

6. L'amende recouvrable, en vertu des dispositions du présent article, appartient à celui qui en fait la poursuite.

Prescription.

7. Les procédures prises en vertu du présent article doivent l'être dans le délai d'un mois après l'infraction et non après.

8. Rien dans le présent article ne doit porter préjudice au droit qu'une personne peut avoir de recouvrer des dommages de la compagnie, à raison du retard des trains comme susdit.

9. Toute compagnie de chemin de fer est requise de faire placer une copie imprimée du présent article, dans un endroit apparent de chacune de ses gares, où il y a un bureau de télégraphe. Cet article est affiché dans les gares. S. R. Q., 5174.

§ 17.—*Des poursuites pour indemnités ; du recouvrement des amendes, des pénalités et des procédures y relatives*

**6642.** 1. Toute action pour indemnité en dommages, ou torts éprouvés à raison du chemin de fer, est intentée dans le cours des douze mois suivant la date où le dommage suppose a été éprouvé, et non après. Prescriptions des poursuites en dommages.

Les défendeurs peuvent plaider par une dénégation générale, citer et donner en preuve la présente section, la charte et les faits spéciaux dans tout procès à cet égard, et ils peuvent prouver que les faits, causant le dommage, sont autorisés par la présente section ou la charte. Défense à l'action.

2. Les amendes et confiscations imposées par les articles 6470 à 6653, les deux inclusivement, ou par la charte, ou qui le sont par quelque règlement, excepté celles dont le prélèvement et le recouvrement sont spécialement réglés par la présente section, sont recouvrables d'une manière sommaire devant un ou plusieurs juges de paix pour le district ou la localité où l'offense a été commise. Amendes, et recouvrement d'icelles.

3. Les amendes, pénalités et confiscations, recouvrées en vertu du paragraphe 2 du présent article, dont l'application n'est pas déjà spécialement réglée par la présente section, sont payées entre les mains du trésorier de la compagnie, et sont appliquées et employées à son usage. Leur application.

4. Nulle contravention à la présente section ou à la charte, commise par la compagnie, quoique considérée comme un délit et punissable en conséquence, n'exempte la dite compagnie, si elle a commis la contravention, de la déchéance, prononcée par la présente section ou la charte, des privilèges à elle conférés par icelle section ou charte, si, en vertu des dispositions de la présente section ou de cette charte, la contravention en entraîne la déchéance. S. R. Q., 5175. Contraventions.

§ 18.—*Dispositions diverses*

**6643.** 1. La compagnie peut aussi construire une ligne de télégraphe et une ligne de téléphone électriques se rattachant à son chemin de fer, et, pour la construction, l'exploitation et la protection des dites lignes de télégraphe et de téléphone, les pouvoirs conférés aux compagnies de télégraphe et de téléphone se rattachant aux chemins de fer. Construction d'une ligne de télégraphe et de téléphone se rattachant aux chemins de fer.

par la loi concernant les compagnies de télégraphe, étant la section dixième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, (articles 6245-6264), sont conférés à la compagnie ; pourvu que, dans la construction de l'une ou de l'autre des dites lignes, aucun poteau ne soit érigé dans ou à travers une cité, une ville ou un village, sans que la compagnie ait au préalable obtenu le consentement du conseil de toute telle cité, ville ou village, et pourvu aussi que le public puisse faire usage de ces lignes de télégraphe et de téléphone en conformité des règles et règlements établis par la compagnie.

**Proviso.** 2. La compagnie peut faire, avec toute personne ou société de personnes, un contrat pour la construction ou l'équipement du chemin de fer, ou d'une partie quelconque du chemin de fer, y compris ou non compris l'achat du terrain requis pour le lit du chemin ; mais aucun tel contrat ne peut être exécuté ni n'est valide avant d'avoir été sanctionné par une résolution passée par les actionnaires possédant les deux tiers en valeur du capital-actions de la compagnie, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de considérer ce contrat. S. R. Q., 5176, § 1 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 14.

**Soumissions pour les travaux qui ne sont pas immédiatement nécessaires.** **6644.** Nul contrat pour travaux de construction ou d'entretien du chemin de fer, excepté les travaux de réparations ordinaires, ou de nécessité immédiate, ne doit être passé avant que des demandes de soumissions, pour ces travaux, aient été faites par avis inséré, pendant au moins quatre semaines, dans quelque journal publié au lieu le plus voisin des travaux à faire ; mais la compagnie n'est tenue d'accepter aucune de ces soumissions. S. R. Q., 5176, § 2.

**Dix pour cent du capital doit être payé dans les trois ans de l'obtention de la charte.** **6645.** Si la construction du chemin de fer n'a pas été commencée, et si dix pour cent du montant total du capital n'y a pas été dépensé dans le cours des trois années après l'octroi de la charte, ou si le chemin de fer n'est pas terminé et exploité dans le cours des dix années après l'octroi de cette charte, l'existence de la compagnie comme corporation et ses pouvoirs cessent. S. R. Q., 5176, § 3.

**Comptes soumis à la Législature.** **6646.** Après qu'un chemin de fer a été, en tout ou en partie, ouvert au public, il est soumis annuellement aux trois branches de la Législature de cette province, dans les premiers quinze jours suivant l'ouverture de chaque session, un rapport contenant un compte détaillé, attesté sous serment par le président, ou, en son absence, par le vice-président, des deniers reçus et dépensés par la compagnie, ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle, et une copie certifiée du dernier rapport annuel. S. R. Q., 5176, § 4.

**6647.** La Législature peut déclarer nulle ou dissoudre toute compagnie établie sous l'empire de la présente section ; mais cette dissolution n'a pas l'effet d'enlever ou diminuer aucun recours contre la compagnie, ses actionnaires, officiers ou employés, pour des obligations qu'elle a pu contracter antérieurement. S. R. Q., 5176, § 6.

Dissolution  
des corpora-  
tions par la  
Législature.

**6648.** Rien de contenu dans la présente section ne doit déroger en quoi que ce soit, aux droits de Sa Majesté, ou de toute autre personne ou compagnie, sauf les exceptions y mentionnées. S. R. Q., 5176, § 7.

Droits de Sa  
Majesté, sau-  
vegardés.

#### § 19.—*Des statistiques de chemin de fer*

**6649.** Dans le présent paragraphe, le mot "compagnie" comprend une compagnie constituée en corporation soit avant, soit après la mise en vigueur des présents Statuts refondus, dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer dans cette province, et comprend toutes les personnes non constituées en corporation, qui sont propriétaires ou locataires d'un chemin de fer dans la province, ou parties à une convention pour l'exploitation d'un tel chemin.

Interpréta-  
tion des mots  
"compa-  
gnie" ;

Le mot "personne" comprend un corps légalement constitué. S. R. Q., 5177.

"Personne".

**6650.** Chaque compagnie doit préparer, annuellement, des rapports de son capital, d'après la formule A ; et une copie de ces rapports, signée par son président ou autre principal officier résidant dans la province, et par l'officier de la compagnie responsable de l'exactitude de ces rapports, ou d'une partie quelconque d'iceux, doit être transmise au ministre des travaux publics et du travail, pas plus de trois mois après l'expiration de l'année, ainsi qu'une copie du rapport annuel, alors dernier, du trafic et des frais d'exploitation que la compagnie est obligée de faire, conformément aux dispositions de sa charte, vérifié de la manière et en la forme ci-dessus prescrites, et fourni en telle forme que le ministre approuve ou prescrit.

Les compa-  
gnies fournis-  
sent des rap-  
ports annuels  
au ministre.

La compagnie qui manque de transmettre ces rapports, conformément aux dispositions du présent article, devient passible d'une amende n'excédant pas dix piastres pour chaque jour de retard après le délai fixé. S. R. Q., 5178 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Pénalité pour  
négligence.

**6651.** Chaque compagnie doit préparer, hebdomadairement, des rapports de son trafic, pendant les sept derniers jours précédents, d'après la formule B ; et une copie de ces

Rapports  
hebdomadai-

res à fournir pour publication. rapports, signée par l'officier de la compagnie, responsable de leur exactitude, doit être transmise au ministre dans les sept jours.

Copies affichées dans le bureau principal. Une autre copie de chacun de ces rapports, signée par le même officier, doit être affichée dans le même délai, et tenue affichée durant sept jours, dans un endroit apparent de la chambre la plus fréquentée du bureau principal de la compagnie dans la province, de manière à pouvoir être examinée par les allants et venants, auxquels libre accès est laissé pendant les heures ordinaires des affaires à ce bureau, durant chacun de ces sept jours, qui n'est ni un dimanche ni un jour de fête.

Pénalité pour défaut. La compagnie qui manque de transmettre ces rapports hebdomadaires au ministre, ou qui manque d'en afficher et tenir affichée une copie, ainsi que de laisser libre accès à cette affiche, devient passible d'une amende n'excédant pas dix piastres pour chaque jour de retard après le délai fixé. S. R. Q., 5179 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Rapport soumis à la Législature. **6652.** Le ministre des travaux publics et du travail doit soumettre aux deux Chambres de la Législature, dans les vingt et un premiers jours de chaque session, les rapports faits et à lui transmis, conformément à l'article 6650. S. R. Q., 5180 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Les rapports sont des communications privilégiées. **6653.** Tous les rapports faits en conformité de quelque une des dispositions de la présente section, sont des communications privilégiées, et ne peuvent servir de preuve devant aucun tribunal. S. R. Q., 5181.

§ 20.—*Des dettes contractées au cours de la construction des chemins de fer*

Formalités à suivre par les constructeurs, etc., des chemins de fer subventionnés, relativement aux ouvriers, etc. **6654.** Toute compagnie de chemin de fer recevant des subsides du gouvernement de cette province, ou tout entrepreneur d'ouvrages, qu'il soit entrepreneur principal ou en sous-ordre sur tel chemin de fer, qui emploie des contremaîtres, des ouvriers ou des journaliers à la pièce ou pour un temps quelconque, pour remplir un contrat, doit tenir une liste selon la formule C indiquant les noms et les gages ou prix du travail de ces contremaîtres, ouvriers et journaliers ; et tout paiement, à eux fait, doit être attesté par la signature ou la croix du contremaître, de l'ouvrier ou journalier, apposée devant un témoin qui signe la liste. S. R. Q., 5181a ; 56 V., c. 36, s. 1.

Production de la réclamation des **6655.** Il est loisible à tout contremaître, ouvrier ou journalier, ou à toute personne qui a fourni à telle compagnie, à l'entrepreneur, à l'entrepreneur en sous-ordre, ou à



quelqu'un pour eux, du travail ou des matériaux employés ouvriers chez le ministre. ou à être employés dans la construction d'un tel chemin, ou qui a donné ou vendu un ou des droits de passage, de produire au bureau du ministre des travaux publics et du travail une réclamation sous serment, faite suivant la formule D.

Du moment que cette production est faite, le ministre des Effet de cette production. travaux publics et du travail peut, suivant sa discrétion, retenir sur la subvention accordée par la Législature à la compagnie une somme suffisante pour protéger la réclamation jusqu'à ce qu'elle soit éteinte, à moins que la compagnie ou les personnes ayant droit aux subsides ne consentent au paiement par le dit ministre de la réclamation à même tels subsides.

En cas de contestation de la réclamation, le dit minis- Proviso en cas de contestation. tre garde, jusqu'à adjudication finale en justice ou arrangement à l'amiable, un montant suffisant pour payer la ou les réclamations contestées. S. R. Q., 5181*b* ; 56 V., c. 36, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6656.** Plusieurs contremaîtres, ouvriers, journaliers, Union de plusieurs ouvriers dans la même réclamation. fournisseurs de matériaux ou personnes qui ont vendu un ou des droits de passage non payés, peuvent se joindre dans la même réclamation. S. R. Q., 5181*c* ; 56 V., c. 36, s. 1.

**6657.** La cession des subsides faite par la compagnie ou Cession des subsides n'affecte pas ces réclamations. la cession faite par un entrepreneur ou entrepreneur en sous-ordre du prix des ouvrages, n'affectent aucunement le droit conféré aux personnes mentionnées dans l'article 6655 de se faire payer à même les subsides. S. R. Q., 5181*d* ; 56 V., c. 36, s. 1.

§ 21.—*De la protection des personnes employées à la construction des chemins de fer sous le contrôle de la province*

**6658.** Toute compagnie de chemin de fer constituée Mode du paiement des ouvriers, stipulé aux contrats. en corporation par une loi de la Législature peut stipuler et arrêter, dans tout contrat passé entre la compagnie et une ou plusieurs personnes contractant avec elle pour la construction de la totalité ou d'une partie ou section quelconque du chemin de fer de la compagnie, ou pour la reconstruction ou la réparation de ce chemin, en tout ou en partie, que les journaliers et ouvriers employés à ces travaux de construction, reconstruction ou réparation seront payés chaque jour, chaque semaine ou chaque mois, suivant les conditions de l'engagement ou de la convention faite avec eux. S. R. Q., 3053*a* ; 53 V., c. 40, s. 1.

**6659.** Toute telle compagnie de chemin de fer contractant avec une ou plusieurs personnes, comme ci-dessus pour la construction, la reconstruction, ou la réparation de son chemin de fer ou de toute partie d'icelui, peut, à défaut de stipulation ou de disposition relative au paiement des journaliers ou ouvriers dans tel contrat, suspendre tout paiement en faveur de ses entrepreneurs, jusqu'à ce que toutes les redevances dues et échues aux journaliers et ouvriers aient été soldées.

Montant de la retenue. Toutefois, les sommes ainsi retenues ne doivent pas être plus élevées que les sommes dues et échues aux journaliers et ouvriers dont avis a été donné à la compagnie. S. R. Q., 3053b ; 53 V., c. 40, s. 1.

Informations qui peuvent être prises avant de payer les entrepreneurs. **6660.** Toute telle compagnie de chemin de fer, contractant comme ci-dessus, doit, avant d'effectuer un paiement ou règlement final avec ses entrepreneurs, s'assurer, de temps à autre par l'entremise d'un agent ou autrement, que tels entrepreneurs ont payé tous les arrérages dus aux journaliers et ouvriers S. R. Q., 3053c ; 53 V., c. 40, s. 1.

Responsabilité de la compagnie envers les ouvriers, dans certains cas. **6661.** Si cette compagnie de chemin de fer, dont les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent des arrérages à leurs journaliers ou ouvriers, paye, après qu'avis de tels arrérages lui a été donné par lettre adressée au secrétaire ou au président, au bureau principal de la compagnie, les sommes alors dues ou payables à ses entrepreneurs sans pourvoir au paiement des arrérages, la compagnie de chemin de fer devient responsable et est, par le fait même, tenue de payer ces arrérages de la même manière que s'il s'agissait d'une dette due par la compagnie aux dits journaliers et ouvriers. S. R. Q., 3053d ; 53 V., c. 40, s. 1.

Suspension de paiement s'il y a contestation de l'ouvrier. **6662.** Si les entrepreneurs et sous-entrepreneurs contestent ou nient le montant réclamé d'eux par les journaliers ou ouvriers, et qu'ils en donnent avis à la compagnie, cette dernière doit suspendre tout paiement en leur faveur tel que susdit jusqu'à ce que la question ou le litige ait été décidé par un tribunal compétent ; et la compagnie paye alors aux journaliers et ouvriers le montant qui leur est accordé par le jugement. S. R. Q., 3053e ; 53 V., c. 40, s. 1.

## § 22.—De la mise sous séquestre

Mise sous séquestre et vente de chemins de fer subventionnés en certains cas. **6663.** Quand une compagnie de chemin de fer subventionnée par la province est devenue insolvable ; ou ne s'est pas conformée aux exigences de sa charte, en ce qui a trait au commencement ou au parachèvement de ses travaux dans le temps spécifié ; ou quand elle ne continue pas d'une ma-

nière effective l'exécution de l'entreprise, ainsi que la circulation, l'exploitation ou la mise en opération du chemin, ou d'une partie quelconque d'icelui, pendant plus de dix jours ; ou quand elle est devenue incapable de le faire ; il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en tout temps, sur le rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail de faire mettre sous séquestre ou vendre la voie ferrée, la chaussée et tout le matériel roulant, ainsi que l'équipement. S. R. Q., 5183a ; 62 V., c. 43, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6664.** Le séquestre est nommé par la Cour supérieure ou <sup>Nomination</sup> est situé le bureau principal de la compagnie dans cette province, sur requête au nom du ministre des travaux publics et du travail après un délai d'au moins dix jours à compter de la signification d'une copie d'icelle à ce bureau principal de la compagnie, accompagnée d'un avis indiquant le temps et le lieu de la présentation, lequel avis doit aussi être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans au moins un journal français et un journal anglais, publiés dans chacune des cités de Québec et de Montréal. <sup>du séquestre.</sup>

Le tribunal ou le juge entend les actionnaires et les créanciers sur la nomination du séquestre, mais il n'est pas obligé de suivre leur avis. S. R. Q., 5183b ; 62 V., c. 43, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**6665. 1.** Le séquestre doit prêter serment, devant le juge <sup>Serment du</sup> ou le protonotaire, de bien et fidèlement administrer la pro- <sup>séquestre.</sup> priété dont il est constitué dépositaire.

2. Il est mis en possession par un huissier, qui rédige un <sup>Sa mise en</sup> procès-verbal contenant la description de la propriété mise <sup>possession</sup> sous séquestre. <sup>par huissier.</sup>

3. Ce procès-verbal doit être signé par l'huissier, ainsi que <sup>Procès-verbal</sup> par le séquestre. <sup>de l'huissier.</sup>

4. Le séquestre peut en tout temps être remplacé, à la de- <sup>Remplace-</sup> mande du ministre des travaux publics et du travail, en sui- <sup>ment du sé-</sup> vant les formalités prescrites pour sa nomination. <sup>questre.</sup>

5. Il prend possession du chemin et de tout le matériel rou- <sup>Pouvoirs gé-</sup> lant, et, sous la direction du ministre des travaux publics et <sup>néraux du</sup> du travail, il exécute et continue les travaux du chemin, aux <sup>séquestre.</sup> frais et au nom de la compagnie ; tient la voie et le matériel roulant en bon état de réparation, et renouvelle toute partie du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service ; exécute de la même manière les contrats, quittances, reçus et autres documents, et généralement accomplit tous les actes nécessaires à la construction, à l'entretien, à l'administration, à la mise en opération et à l'exploitation du chemin, jusqu'à ce que la compagnie, la personne ou les personnes en défaut.

ou une autre compagnie légalement substituée aux droits de la première, reprenne et continue *bona fide* l'accomplissement des obligations de la compagnie, de la personne ou des personnes en défaut.

**Pouvoir d'ester en justice.** 6. Il peut, sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, ester en justice pour la compagnie tant en demandant qu'en défendant. S. R. Q., 5183c; 62 V., c. 43, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**Paiement des dépenses d'exploitation, d'entretien du matériel, etc., faites par le séquestre.** **6666.** Les frais du séquestre pour la circulation, l'exploitation, la mise en opération du chemin, la tenue de la voie et du matériel roulant en bon état de réparation, et le renouvellement de toute partie du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service, sont pris à même, et constituent la première charge sur ses recettes, et sont payés par le séquestre sous la direction du ministre des travaux publics et du travail. Si ces recettes sont insuffisantes, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des travaux publics et du travail, d'avancer temporairement la somme nécessaire requise, à même le fonds consolidé du revenu de la province; la province devant avoir, pour ces avances, un privilège sur le chemin et sur son matériel roulant et d'exploitation, et pouvant en retenir le montant sur toute subvention qui peut devenir due à la compagnie qui est propriétaire de, ou qui contrôle ce chemin. S. R. Q., 5183d; 62 V., c. 43, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

**Avances à même le fonds consolidé.**

**Privilège de la couronne.**

**Saisie et vente du chemin par le shérif en certains cas.** **6667.** 1. Si la compagnie, la personne ou les personnes en défaut, ou une autre compagnie ne reprend pas la construction, l'entretien, l'administration, l'exploitation et la mise en opération du chemin, aux fins de les continuer et compléter de bonne foi, et si le séquestre n'a pas à sa disposition les moyens de les continuer, le ministre des travaux publics et du travail peut, à sa discrétion, présenter une requête, au tribunal ou au juge qu'il appartient, dont avis de trente jours doit être signifié à la compagnie, à la personne ou aux personnes en défaut, en en laissant une copie à son bureau principal, contenant l'indication du temps et du lieu de la présentation, et, sur cette requête, le tribunal ou le juge peut enjoindre au shérif du district de saisir et de vendre le chemin, les immeubles affectés à l'usage du chemin et le matériel roulant.

**Exécution du mandat de saisie.** 2. Le shérif exécute ce mandat en suivant les mêmes règles que dans le cas d'un bref *de terris*, et en fait rapport à la Cour supérieure.

**Procédures subséquentes à la vente.** 3. Toutes les procédures subséquentes, y compris la distribution des deniers, sont faites devant la Cour supérieure, et sont les mêmes, et ont les mêmes effets que celles relatives aux exécutions forcées des immeubles. S. R. Q., 5183e; 62 V., c. 43, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, c. 21.

**6668.** Toutes les procédures intentées en vertu du présent Procédures  
paragraphe sont sommaires, et les parties ont préséance, pour sommaires  
l'audition, sur toutes les autres procédures ou causes. S. R. et privilé-  
Q., 5183f; 62 V., c. 43, s. 1. giées.

**6669.** Les dispositions précédentes s'appliquent égale- Application  
ment à tout chemin de fer qui est en la possession de fidéi- des disposi-  
commissaires représentant les porteurs de bons. S. R. Q., tions précé-  
5183g; 62 V., c. 43, s. 1. dentes.

§ 23.—*Du comité des chemins de fer \**

**6670.** Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, Bureau du  
nommer tels membres du Conseil exécutif, au nombre de comité des  
quatre au moins, qu'il juge convenable, pour former le chemins de  
comité des chemins de fer du Conseil exécutif. Ce comité a fer constitué.  
les pouvoirs et remplit les devoirs qui lui sont assignés par la Pouvoirs et  
présente section. S. R. Q., 5182. devoirs.

**6671.** Le comité des chemins de fer nomme l'un de ses Il peut nom-  
membres pour en être le président, et le sous-ministre des mer un prési-  
travaux publics et du travail, ou quelque autre personne dent et un  
compétente nommée par le comité, en est le secrétaire. S. secrétaire.  
R. Q., 5183; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

**6672.** Le comité des chemins de fer peut, de temps à Règlements  
autre, faire des règlements concernant les termes et conditions que peut faire  
des conventions ayant trait au raccordement avec, au permis le comité des  
de circulation sur, ou à la vente, au louage ou à l'affermage chemins de  
de tout chemin de fer ou chemin de fer électrique, sujets à fer concer-  
l'autorité de la Législature de la province; et toute conven- nant les con-  
tion, ayant pour objet l'une de ces fins, doit être conforme ventions de  
assujettie à ces règlements, et elle est nulle en tout ce qui ne raccordement  
s'y trouve pas conforme aux dits règlements. ou de circula-  
tion.

Tout tel règlement doit en outre être déposé devant l'As- Dépôt de ces  
semblée législative, si elle est en session, et sinon être déposé conditions  
devant la dite chambre dans les premiers sept jours de la devant l'As-  
session suivante, et il peut être désapprouvé, en tout ou en semblée lé-  
partie, et, à compter de cette désapprobation, il cesse d'avoir gislative.  
aucun effet. S. R. Q., 5183h; 4 Ed. VII, c. 35, s. 15.

**6673.** Il ne doit pas être ouvert de chemin de fer ou La voie ferrée  
partie de chemin de fer, pour le transport des voyageurs, ne peut être  
avant l'expiration d'un mois à compter du jour où la com- ouverte qu'a-  
pagnie, à laquelle le chemin de fer appartient, a donné avis près un mois  
par écrit, au comité des chemins de fer, de son intention, d'avis au co-  
de ce faire, ni avant l'expiration des dix jours après que mité.

\* Voir art. 740.

la compagnie a donné au comité un avis par écrit du temps auquel ce chemin ou partie de chemin, sera dans son opinion, suffisamment complété pour transporter les voyageurs sans danger, et prêt à être soumis à l'inspection. S. R. Q., 5184.

Pénalité pour ouvrir le chemin sans avis.

**6674.** Si un chemin de fer ou partie d'un chemin de fer est ouvert sans les avis préalables ci-dessus mentionnés, la compagnie à laquelle ce chemin appartient, devient passible, envers Sa Majesté, d'une amende de deux cents piastres, pour chaque jour que ce chemin ou partie du chemin reste ouvert, jusqu'à ce que ces avis aient été dûment donnés et que les délais soient expirés. S. R. Q., 5185.

Devoirs du comité en recevant l'avis.

**6675.** Le comité des chemins de fer, en recevant ces avis, ordonne à l'un ou à plusieurs des ingénieurs, attachés au département des Travaux publics et du travail de faire l'inspection du chemin de fer dont l'ouverture est projetée, ainsi que de tous les ponts, souterrains, tunnels, traverses de chemin et autres travaux d'art et ouvrages qui s'y rattachent, de même que de toutes les locomotives et autre matériel de roulement, destinés à être employés sur ce chemin.

Ouverture du chemin différée sur le rapport de l'ingénieur.

Si l'ingénieur-inspecteur fait rapport par écrit au comité des chemins de fer que, dans son opinion, il serait dangereux pour le public d'ouvrir le chemin ou partie du chemin de fer, en conséquence de l'imperfection des ouvrages, ou de celle de la voie permanente ou de l'insuffisance du personnel pour faire fonctionner le chemin, et donne les raisons à l'appui de cette opinion, le comité des chemins de fer, avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, et ainsi de suite chaque fois que l'ingénieur fait rapport, à la suite d'une nouvelle inspection, peut ordonner et enjoindre à la compagnie, à laquelle le chemin de fer appartient, d'en retarder l'ouverture pendant un temps n'excédant pas un mois à la fois, jusqu'à ce qu'il apparaisse au comité que l'ouverture du chemin peut avoir lieu sans danger pour le public. S. R. Q., 5186 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 21.

Pénalité pour contravention à l'ordre du comité.

**6676.** Si un chemin de fer ou partie d'un chemin de fer est ouvert en contravention avec l'ordre ou à l'injonction du comité des chemins de fer, la compagnie, à laquelle le chemin appartient, devient passible, envers Sa Majesté, d'une amende de deux cents piastres pour chaque jour qu'il reste ouvert contrairement à cet ordre ou à cette injonction. S. R. Q., 5187.

Quand la compagnie

**6677.** Nul ordre n'est obligatoire, à l'égard d'aucune compagnie de chemin de fer, à moins qu'une copie du rapport

de l'ingénieur-inspecteur, sur lequel cet ordre est fondé, ne doit se conformer à cet ordre. S. R. Q., 5188.

**6678.** Chaque fois qu'il est informé qu'un pont, souterrain, viaduc, tunnel ou autre partie d'un chemin de fer, ou que des locomotives, voitures ou wagons, employés ou destinés à être employés sur un chemin de fer, sont dangereux pour le public qui s'en sert, faute de réparation, ou pour cause de construction insuffisante ou défectueuse, ou pour toute autre cause,—ou chaque fois qu'il surgit des circonstances qui, à son avis, le rendent opportun, le comité des chemins de fer peut ordonner à l'ingénieur, comme il est dit plus haut, de faire l'inspection du chemin de fer, ou de toute partie du chemin ou des travaux d'art qui s'y rattachent, ou des locomotives ou autre matériel de roulement employés sur ce chemin ou quelque-une de ses parties.

Sur le rapport de l'ingénieur, il peut condamner le chemin ou la partie d'icelui ou le matériel roulant qui s'y trouve ou les autres ouvrages qui y sont faits, et, avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, il peut ordonner des changements ou réparations, ou la substitution de ponts, conduits souterrains, viaducs ou tunnels, ou de matériaux nécessaires pour l'usage du chemin ; et alors la compagnie, à laquelle appartient le chemin ou qui en a l'usage ou le contrôle, doit procéder, après en avoir reçu un avis par écrit, signé par le président du comité et contresigné par le secrétaire, à réparer les déficiences existant dans ces parties du chemin, ou dans les locomotives, voitures ou wagons qui ont été ainsi condamnés, ou à faire les changements, réparations ou substitutions mentionnés plus haut, et requis par le comité, tel que prescrit ci-dessus. S. R. Q., 5189.

**6679.** Si, dans l'opinion de l'ingénieur, il est dangereux que des convois ou wagons passent sur un chemin de fer ou partie d'icelui, avant que des changements, réparations ou substitutions y aient été faits ou que des locomotives, voitures ou wagons, y soient employés à faire le service, cet ingénieur peut empêcher immédiatement tout convoi ou wagon, de passer sur le chemin ou la partie du chemin, ou l'emploi des locomotives, voitures ou wagons, en remettant ou faisant remettre au président ou directeur-gérant, ou au secrétaire ou surintendant de la compagnie qui a la propriété ou l'usage du chemin de fer, ou à quelque officier ayant l'administration ou le contrôle de la marche des trains sur ce chemin, un avis par écrit à cet effet, ainsi que les raisons qui l'engagent à le faire, dans lequel avis il énonce distinctement les déficiences ou la nature du danger à redouter. S. R. Q., 5190.

Rapport au comité qui confirme ou désapprouve la défense.

Avis de ratification.

Ingénieur examine les travaux.

Renseignements que les compagnies doivent donner à l'ingénieur.

L'ingénieur est transporté par la compagnie.

Devoirs des télégraphistes.

Pénalités.

Preuve de l'autorité de l'ingénieur.

Le lieutenant-gouverneur peut ordonner que des ponts fixes soient substi-

**6680.** L'ingénieur-inspecteur en fait aussitôt rapport au comité des chemins de fer qui, avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, peut ratifier, modifier ou rejeter l'acte ou l'ordre de l'ingénieur-inspecteur.

Cette ratification, modification ou désapprobation est communiquée à la compagnie de chemin de fer intéressée. S. R. Q., 5191.

**6681.** Tout ingénieur, nommé pour faire l'inspection d'un chemin de fer ou de ses travaux d'art, peut, en tout temps raisonnable, sur exhibition de son autorisation, s'il en est requis, entrer sur le chemin et en faire l'inspection ainsi que de ses gares, clôtures ou barrières, croisements de chemins, barrières contre les animaux, travaux d'art et bâtiments, et des locomotives, voitures et wagons y appartenant. S. R. Q., 5192.

**6682.** 1. Chaque compagnie de chemin de fer et ses officiers et directeurs, doivent communiquer aux ingénieurs-inspecteurs les renseignements qui sont à leur connaissance et qu'il leur est possible de donner sur les sujets dont les ingénieurs s'enquière, et soumettre tous les plans, devis descriptifs, dessins et documents relatifs à la construction, à la réparation ou à l'état de réparation du chemin de fer, ou de toute partie du dit chemin, soit pont, tunnel ou autre partie d'icelui.

2. Tout ingénieur-inspecteur a le droit, pendant qu'il est occupé à faire pareille inspection, de voyager gratuitement sur les trains ordinaires, circulant sur le chemin de fer, et de se servir des lignes de télégraphe et du mécanisme qui se trouvent dans les bureaux ou sous le contrôle de toute compagnie de chemin de fer.

3. Les télégraphistes ou officiers employés dans les bureaux de télégraphe de la compagnie, ou sous son contrôle, doivent se conformer, sans retard inutile, à tous les ordres de l'ingénieur-inspecteur pour transmettre des messages.

Tout télégraphiste ou officier, qui refuse ou néglige de ce faire, devient passible, pour chaque offense, d'une amende de quarante piastres.

4. L'autorité d'un ingénieur-inspecteur est suffisamment établie par la production d'instructions signées par le président du comité des chemins de fer, et contresignées par le secrétaire. S. R. Q., 5193.

**6683.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du comité des chemins de fer, autoriser ou obliger toute compagnie de chemin de fer à construire des ponts fixes et permanents, ou à substituer des ponts de cette nature,



aux ponts-levis, ponts tournants ou mobiles, sur la ligne du chemin, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. tués à des ponts mobiles.

La compagnie, pour chaque jour, après l'expiration du délai ainsi fixé, qu'elle se sert des ponts-levis, ponts tournants ou mobiles, devient passible, envers Sa Majesté, d'une amende de deux cents piastres. Amende pour négligence.

La compagnie ne peut substituer aucun pont-levis, pont tournant ou autre pont mobile, à un pont fixe et permanent déjà construit, sans en avoir au préalable obtenu l'assentiment du comité des chemins de fer. S. R. Q., 5194. Défense de changer certains ponts.

**6684.** Dans tous les cas où un chemin de fer est construit, ou dans tous les cas où la construction d'un chemin de fer est autorisée de manière à traverser un chemin à barrières, une rue ou autre grand chemin public de niveau, le comité des chemins de fer, s'il juge la chose nécessaire à la sûreté publique, peut, avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, autoriser et obliger la compagnie, propriétaire du chemin, dans le temps prescrit par le comité, de faire passer les chemins, rues ou grands chemins, au-dessus ou au-dessous du chemin de fer, au moyen d'un pont ou d'une arche, au lieu de le faire traverser sur le même niveau, ou d'exécuter les autres travaux jugés nécessaires par le comité, suivant le cas, comme étant les plus propres à faire disparaître ou diminuer le danger qu'offrent ces passages à niveau. Traversée des grands chemins ; ponts ; voir du comité.

Toutes les dispositions de la loi qui peuvent s'appliquer, en tout temps, à la prise de possession de terrains par les compagnies de chemin de fer, à leur évaluation, à leur cession, et à l'indemnité en résultant, s'appliquent au cas où des terrains sont requis pour la construction de tout ouvrage aux fins d'effectuer les changements de ces passages à niveau. S. R. Q., 5195. Dispositions applicables à la prise des terrains.

**6685.** 1. Chaque fois qu'un passage à niveau sur un chemin de fer est en mauvais ordre, le principal officier de la municipalité ou autre division locale, ayant juridiction sur le grand chemin ainsi traversé, peut signifier, en la manière ordinaire, à la compagnie, un avis pour la requérir de faire immédiatement les réparations nécessaires. Réparation des passages à niveau par les compagnies.

2. Si la compagnie ne les fait pas immédiatement, cet officier peut transmettre une copie de l'avis ainsi signifié au secrétaire du comité des chemins de fer. Négligence de les faire.

3. Sur cet avis il est du devoir du comité, avec toute la diligence possible, de fixer un jour pour examiner l'affaire, et de donner avis par la poste, au principal officier et à la compagnie, du jour ainsi fixé. Devoir du comité dans ce cas.

4. Au jour ainsi fixé, le passage à niveau est examiné par un ingénieur nommé par le comité des chemins de fer, et tout Examen du passage à niveau.

- certificat, sous sa signature, est final sur la matière en litige entre les parties.
- Certificat de l'ingénieur. 5. Si l'ingénieur décide que les réparations sont nécessaires, il en spécifie la nature dans son certificat, et il ordonne à la compagnie de les faire.
- Devoir de la compagnie. 6. Sur ce, la compagnie, avec toute la diligence possible, doit se conformer aux prescriptions du dit certificat.
- Pouvoir de la municipalité en cas de défaut. 7. Au cas de défaut de ce faire, l'autorité compétente dans la municipalité ou autre division locale, dans la juridiction de laquelle le passage est situé, peut faire ces réparations, et peut recouvrer les frais, dépenses et déboursés faits ou encourus à cet égard par action contre la compagnie, devant tout tribunal ayant juridiction compétente, comme pour deniers déboursés pour l'usage de la compagnie.
- Responsabilité de la compagnie. 8. Rien dans le présent article, ni de ce qui est fait en vertu d'icelui ne peut avoir l'effet de changer en aucune manière la responsabilité de la compagnie à cet égard. S. R. Q., 5196.
- Ordre du comité réglant la vitesse et le départ des trains. **6686.** Le comité des chemins de fer, ou l'ingénieur-inspecteur, peut limiter le nombre, le temps ou la vitesse de la marche des convois sur le chemin de fer ou partie du chemin jusqu'à ce que les changements ou les réparations qu'il juge suffisants aient été faits, ou pendant le temps qu'il juge convenable.
- Pénalité pour contravention. La compagnie qui a la propriété ou l'usage du chemin doit se conformer aussitôt à l'ordre du comité ou de l'ingénieur-inspecteur, en recevant avis comme il est dit plus haut, et pour toute négligence de la part de telle compagnie de se conformer à cet avis, elle devient passible, envers Sa Majesté, d'une amende de deux mille piastres. S. R. Q., 5197.
- Le comité doit être informé des accidents. **6687.** Toute compagnie de chemin de fer, aussitôt que possible, et au moins dans les quarante-huit heures après un accident survenu sur son chemin—lequel accident a occasionné des contusions et blessures sérieuses aux voyageurs, ou a brisé ou endommagé quelque pont, souterrain, viaduc ou tunnel sur le chemin ou en dépendant, de manière à le rendre impraticable—doit immédiatement en donner avis au comité des chemins de fer.
- Pénalité pour défaut d'avis. Toute compagnie qui néglige sciemment de donner pareil avis, est passible, envers Sa Majesté, d'une amende de deux cents piastres pour chaque jour de négligence. S. R. Q., 5198.
- L'inspection n'enlève pas la responsabilité de la compagnie. **6688.** Nulle inspection faite en vertu de la présente section, nulle disposition d'icelle, et nul fait dont elle ordonne la perpétration ou l'omission, ne doivent avoir l'effet d'exonérer une compagnie de chemin de fer, des obligations ou responsabilités que la loi impose envers Sa Majesté, ou envers toute personne, ou envers la femme ou le mari, le père, la mère ou

l'enfant, l'exécuteur ou l'administrateur, le tuteur ou le curateur, l'héritier ou autre représentant de toute personne à raison de faits de commission, omission, tort, négligence, défaut, délit ou méfait de la part de la compagnie, ni de diminuer cette obligation ou responsabilité, ou de restreindre ou diminuer les obligations ou responsabilités de la compagnie en vertu des lois en vigueur dans cette province. S. R. Q., 5199.

**6689.** Toute compagnie de chemin de fer, aussitôt que l'Ordre du comité se peut après la réception d'un ordre ou avis du comité <sup>signifiés aux officiers de la compagnie.</sup> des chemins de fer, ou de l'ingénieur-inspecteur, doit en donner connaissance à ses officiers et serviteurs, en une ou plusieurs des manières mentionnées dans l'article 6522. S. R. Q., 5200.

**6690.** Tous les ordres du comité des chemins de fer sont <sup>Ce qui est considéré avis suffisant à ce sujet.</sup> censés avoir été communiqués à la compagnie, si un avis signé par le président et contresigné par le secrétaire du comité, en est remis au président, vice-président, directeur-gérant, secrétaire ou surintendant de la compagnie, ou laissé au bureau de cette dernière.

Les ordres de l'ingénieur-inspecteur sont réputés avoir été <sup>Mode de signification.</sup> signifiés à la compagnie par la transmission, comme ci-dessus prescrit, d'un avis signé par l'ingénieur. S. R. Q., 5201.

**6691.** Chaque compagnie de chemin de fer doit, dans le <sup>Rapports semestriels des accidents, et ce qu'ils contiennent.</sup> mois qui suit les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année, présenter au comité des chemins de fer, attesté par le serment du président, du secrétaire ou du surintendant de la compagnie, un rapport spécial et fidèle de tous les accidents arrivés soit aux personnes ou aux propriétés sur le chemin pendant le semestre qui précède chacune de ces périodes, indiquant :

1. La cause et la nature des accidents ;
2. Les endroits où ils sont arrivés, et si c'est de jour ou de nuit ;
3. La gravité et l'étendue de ces accidents, et les particularités qui s'y rattachent.

Elle doit présenter aussi, en même temps, une vraie copie <sup>Copie des statuts.</sup> des statuts, règles et règlements alors en vigueur pour la régie de la compagnie et de son chemin de fer. S. R. Q., 5202.

**6692.** Le comité des chemins de fer peut, de temps à <sup>Forme des rapports prescrite par le comité des chemins de fer.</sup> autre, ordonner et prescrire de quelle manière ces rapports doivent être faits ; il peut ordonner et prescrire à toute compagnie de chemin de fer de préparer et de lui remettre, de temps à autre, en sus des rapports périodiques, des rapports des accidents graves qui peuvent avoir eu lieu sur le chemin,

soit que des personnes aient souffert ou non, en les manière et forme que le comité juge nécessaires, et selon qu'il peut le requérir pour son information, en vue de la sûreté publique. S. R. Q., 5203.

Amende en cas de négligence.

**6693.** Si ces rapports, attestés comme il est dit plus haut, ne sont pas transmis aux différentes époques ci-dessus prescrites, ou dans les quatorze jours après qu'ils ont été demandés par le comité, chaque compagnie en défaut est passible, envers Sa Majesté, d'une amende de cent piastres pour chaque jour que la compagnie néglige de les transmettre. S. R. Q., 5204.

Ces rapports ne peuvent servir de preuve en cour.

**6694.** Ces rapports sont considérés comme des communications privilégiées, et ne peuvent servir de preuve devant aucun tribunal judiciaire. S. R. Q., 5205.

Inspection des chemins de fer.

**6695.** Toute inspection qui peut être exigée à l'égard d'un chemin de fer, tombant sous la juridiction de la Législature, doit être faite en conformité des dispositions de la présente section. S. R. Q., 5206.

Pouvoirs des Cies de chemin de fer électrique.

**6696.** Toute compagnie de chemin de fer électrique, sujette à l'autorité de la Législature, a le droit de joindre, unir et raccorder sa ligne de chemin de fer, à l'un ou plusieurs endroits de cette ligne, avec celle de toute autre compagnie de chemin de fer électrique, et chaque compagnie peut accorder à l'autre des droits de circulation ou autres, sur ses propres lignes, ou permettre l'échange de trafic ou de wagons, ou faire des arrangements pour l'exploitation, ou accorder d'autres privilèges sur sa propriété, aux termes et conditions dont on peut convenir entre les compagnies respectives ; pourvu qu'aucune telle convention n'ait de force avant d'avoir été approuvée par les actionnaires de chaque compagnie, possédant les deux tiers de leurs actions, présents à une assemblée générale spéciale convoquée dans ce but. S. R. Q., 5206a, § 1 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

Consentement des municipalités requis.

**6697.** Aucune telle convention ne peut être mise à effet dans une municipalité s'y trouvant concernée, avant que le conseil municipal de la dite municipalité lui ait donné son consentement ou avant que le comité des chemins de fer l'ait ordonné, conformément aux dispositions de la présente section, après avis dûment donné à la municipalité. S. R. Q., 5206a, § 2 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

Si une municipalité refuse son con-

**6698.** Si une municipalité concernée dans cette convention lui refuse son consentement ou si elle exige des conditions différentes de celles contenues dans la dite convention, l'une

ou l'autre compagnie peut demander au comité des chemins de fer, la permission de mettre à effet la dite convention ou de régler les conditions d'une convention modifiée entre les parties intéressées, nonobstant le défaut de ce consentement ; et, sur cette demande, le comité des chemins de fer fixe une date pour la prendre en considération, et il doit en être donné avis par lettre recommandée adressée aux parties à la convention, ainsi qu'à la municipalité. S. R. Q., 5206a, § 3 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

**6699.** Le comité des chemins de fer peut exiger que la municipalité spécifie par écrit ses objections à la convention, en produise une copie entre les mains du secrétaire du comité des chemins de fer, et en signifie une copie aux parties à la convention. S. R. Q., 5206a, § 4 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

**6700.** Le comité des chemins de fer peut nommer une personne qui est chargée de faire une enquête et un rapport sur cette convention, ou sur toute autre question ou chose rattachant ou découlant des objections soulevées par la municipalité. S. R. Q., 5206a, § 5 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

**6701.** Le comité des chemins de fer et toute personne chargée par lui de faire une enquête et un rapport peuvent :

a. Entrer dans ou faire l'inspection de tous endroits et bâtiments étant la propriété ou sous le contrôle de l'une ou de l'autre compagnie, et dont l'entrée ou l'inspection lui paraît opportune ;

b. Faire l'inspection de tous travaux, moteurs, wagons, voitures ou propriétés de l'une ou de l'autre compagnie ;

c. Faire comparaître toutes personnes qu'il ou qu'elle juge à propos d'appeler devant lui ou devant elle, et faire les questions ou exiger à cette enquête les réponses ou rapports qu'il ou qu'elle juge convenables ;

d. Requérir la production des livres, papiers, plans, spécifications, preuves et documents se rapportant aux matières qui lui sont soumises. S. R. Q., 5206a, § 6 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

**6702.** Tout témoin a droit de recevoir les mêmes honoraires et rémunérations que s'il était assigné à comparaître devant la Cour supérieure. S. R. Q., 5206a, § 7 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

**6703.** Le comité des chemins de fer a le pouvoir de décider toutes les questions s'élevant au sujet de la demande de toute compagnie de chemin de fer électrique ou municipalité intéressée, entre autres :

a. Si l'une ou l'autre compagnie peut posséder les droits conférés par la convention, ou toute variante d'icelle, ou quelques-uns d'entre eux, nonobstant le défaut de consentement de la part de la municipalité ;

b. Quelle compensation, s'il en existe, doit être payée par l'une ou l'autre des parties, ou par les deux parties à la convention, au sujet de toute augmentation de servitude à laquelle le chemin public de la municipalité se trouve assujéti à raison de la convention, et par qui, et dans quelles proportions la compensation doit être payée ;

c. A quelle vitesse et dans quel ordre de préséance doivent être conduits les wagons de l'une ou de l'autre partie à la convention ;

d. Quels sont les droits de l'une ou de l'autre compagnie sur les chemins publics où passent la ligne ou les lignes de l'autre compagnie. S. R. Q., 5206a, § 8 ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

Comparution  
des témoins,  
etc.

**6704.** Le comité des chemins de fer a le même pouvoir que la Cour supérieure pour forcer les témoins à comparaître, et les obliger à rendre témoignage, et à produire les livres, papiers ou choses, qu'on leur demande de produire. S. R. Q., 5206b ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

Juridiction  
du comité des  
chemins de  
fer.

**6705.** 1. Le comité des chemins de fer a juridiction pour décider :

a. Tout différend qui peut s'élever entre deux ou plusieurs compagnies de chemin de fer électrique, sujettes à l'autorité de la Législature de la province, quand il s'agit pour l'une de ces compagnies de croiser la ligne de l'autre ;

b. Tout différend relatif à une convention entre ces compagnies pour l'échange du trafic, la traction des wagons et l'usage des voies ou du pouvoir ;

c. Tout différend entre une municipalité et une de ces compagnies au sujet des services, taux et péages ou vitesse des wagons ou trains.

Consente-  
ment des mu-  
nicipalités  
requis.

2. Quand une municipalité de cité ou de ville est affectée par les dispositions des sous-paragraphe *b* et *c* du présent article, les pouvoirs qui sont conférés au comité des chemins de fer ne doivent pas être exercés sans le consentement de cette municipalité. S. R. Q., 5206c ; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

Avis requis  
avant que le  
conseil mu-  
nicipal passe un  
règlement  
autorisant la  
construction

**6706.** Nonobstant toute disposition contraire dans une loi générale ou particulière, aucun conseil municipal ne doit passer de règlement autorisant une compagnie de chemin de fer électrique à tracer ou construire son chemin de fer, sur un, ou le long de quelque chemin public, chemin, rue ou ruelle, avant que des avis écrits ou imprimés du règlement proposé, spécifiant la route que doit suivre le chemin, aient

été préalablement affichés pendant un mois, à six des endroits d'un chemin les plus fréquentés de la municipalité, et publiés chaque de fer sur une semaine pendant au moins quatre semaines consécutives, dans rue, etc. un journal de la municipalité, ou, s'il n'y en a pas, dans un journal d'une municipalité voisine, et si ce n'est sur le vote de la majorité de tous les membres du conseil municipal.

Le conseil entend, personnellement ou par procureur, toute Audition des personne dont la propriété peut être affectée d'une manière intéressés. préjudiciable par le chemin de fer électrique projeté et qui désire être entendue. S. R. Q., 5206*d*; 4 Ed. VII, c. 35, s. 16.

#### § 24.—*De la convention du trafic*

**6707.** Les directeurs d'une compagnie de chemin de fer Deux compa- peuvent entrer, en tout temps, en arrangement avec toute gnies peuvent autre compagnie, soit dans la province, soit ailleurs, pour le faire un ar- règlement et l'échange du trafic entre les chemins de fer de rangement tel que pour l'échan- telle autre compagnie et le sien ; pour le transport du trafic ge du trafic. par ces chemins de fer, respectivement, ou pour l'un de ces objets séparément ; pour la distribution et la répartition des péages, taux et charges se rattachant à ce trafic, et en général, pour l'administration et le fonctionnement de chemins de fer ou de l'un d'eux, ou d'une section, et des chemins de fer qui s'y relient, pour une espace de temps n'excédant point cinquante ans ; et pourvoir, soit par l'entremise d'un procureur, soit autrement, à la nomination de comités collectifs pour mieux mettre à exécution pareil arrangement, revêtus des pouvoirs et fonctions qui peuvent être considérés comme nécessaires ou opportuns, moyennant le consentement des deux tiers des actionnaires votant en personne ou par procureur. S. R. Q., 5207, § 1.

**6708.** 1. La compagnie doit accorder, dans les limites de Toutes les ses pouvoirs respectifs, toutes les facilités raisonnables à toute compagnies autre compagnie de chemin de fer, pour lui permettre de rece- doivent réci- voir, expédier et transmettre le trafic à destination ou venant proquement des différents chemins appartenant à cette autre compagnie faciliter le trafic, sans préférence, ni ou exploités par elle, respectivement, et pour permettre le faveur. retour des wagons, plates-formes, camions et autres voitures.

2. Nulle compagnie ne doit donner ou continuer à donner Préférences de préférence ou d'avantage à une compagnie en particulier prohibées. ou à une espèce particulière de trafic, ni ne doit exposer aucune compagnie ou aucune espèce particulière de trafic à quelque préjudice ou désavantage de quelque nature que ce soit.

3. Toute compagnie de chemin de fer, possédant ou exploi- Echange de tant un chemin de fer qui forme partie d'une ligne continue facilités de de chemin de fer, ou qui croise un autre chemin, ou dont le transport entre compa- terminus, la gare ou le quai de l'une est à proximité du ter- gnies.

minus, de la gare ou du quai de l'autre, doit accorder toutes les facilités possibles pour permettre de recevoir et expédier par l'un de ces chemins de fer, tout le trafic apporté par l'autre, sans retards inutiles, et sans préférence ou avantage, ni préjudice ou désavantage, de manière à ne pas offrir d'obstacle à la circulation de ces chemins de fer, comme ligne continue de communication, et de manière que toute les facilités possibles puissent en tout temps, par ces moyens, être échangées entre ces compagnies de chemin de fer.

Nullité de certains arrangements.

4. Toute convention entre deux ou un plus grand nombre de compagnies de chemin de fer, contrairement aux dispositions ci-dessus prescrites, est illégale, nulle et non avenue. S. R. Q., 5207, § 2.

Mêmes facilités accordées aux compagnies d'express.

**6709.** Toute compagnie de chemin de fer, qui accorde quelques facilités de transport à une compagnie d'express constituée en corporation, doit accorder les mêmes facilités, aux mêmes termes et conditions, à toute autre compagnie d'express ainsi constituée qui les demande. S. R. Q., 5207, § 3.

Amendes contre des compagnies ou leurs employés pour refus ou négligence de faciliter le trafic d'autres chemins de fer.

**6710.** 1. Si un officier, serviteur ou agent d'une compagnie de chemin de fer, préposé à la surveillance du trafic à une de ses gares ou stations, refuse ou néglige de recevoir, transporter ou mettre à une gare à laquelle ils sont destinés, les voyageurs, marchandises ou effets apportés, transportés ou livrés à lui-même ou à la compagnie, pour être transportés sur la ligne ou le long de la ligne de son chemin de fer, à partir du chemin de fer de toute autre compagnie croisant le chemin en premier lieu mentionné, ou en étant à proximité, ou contrevient de toute autre manière que ce soit, aux dispositions de l'article 6708, la compagnie de chemin de fer en premier lieu mentionnée, ou cet officier, ce serviteur ou cet agent, encourt personnellement, pour chaque cas de refus ou de négligence, une amende n'excédant pas cinquante piastres, en sus des dommages réels éprouvés.

Comment l'amende est recouvrée et appliquée.

2. Cette amende peut être recouvrée, avec dépens, d'une manière sommaire, devant un juge de paix, par la compagnie du chemin de fer, ou par toute autre partie lésée par cette négligence ou ce refus, et est affectée à l'usage et au bénéfice de la compagnie ou autre partie lésée. S. R. Q., 5207, § 4.

Interprétation du mot "trafic."

**6711.** 1. Pour les fins des articles 6707, 6708, 6709 et 6710, le mot "trafic" comprend non seulement les voyageurs et leurs bagages, effets, animaux et objets transportés par chemin de fer, mais aussi les voitures, plates-formes et wagons de toute espèce destinés à la circulation sur un chemin de fer.

"Chemin de fer."

2. Les mots "chemin de fer" comprennent toutes les stations et gares du chemin de fer ; et un chemin de fer est réputé



à proximité d'un autre chemin de fer, chaque fois qu'une partie de l'un est dans un rayon d'un mille de quelque partie de l'autre. S. R. Q., 5207, § 5.

**6712.** 1. Chaque fois qu'une compagnie de chemin de fer, en vertu de sa charte, a le pouvoir, au moyen d'un arrangement, de se fusionner avec une autre compagnie, l'acte d'arrangement pour opérer cette fusion, lorsqu'il est fait et passé par ces compagnies, doit être communiqué au lieutenant-gouverneur en conseil, pour recevoir son approbation. Arrangement de fusions. Approbation du lieutenant-gouv.

2. Cette approbation est annoncée au moyen d'un avis, portant la signature du secrétaire de la province, publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 5207, § 6. Avis de l'approbation.

§ 25.—*Des constables de chemin de fer*

**6713.** 1. Tout juge de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure, ou tout greffier du tribunal, ou tout greffier de la paix, ou greffier de la couronne, ou tout juge des sessions de la paix, sur la requête du bureau des directeurs de quelque compagnie de chemin de fer dont le chemin passe dans les limites de la juridiction locale de ces juges, greffiers ou juges des sessions, selon le cas, ou sur la requête de quelque commis ou agent de la compagnie à ce autorisé par le bureau, peuvent, à leur discrétion, nommer des personnes qui leur sont recommandées à cette fin par tel bureau, ou par un commis ou agent, pour agir comme constables sur et le long de ce chemin de fer. Nomination de constables par le tribunal, etc.

2. Chaque personne ainsi nommée, prête un serment ou fait une déclaration solennelle en la forme ou à l'effet suivant, savoir: Serment d'office.

“ Je, A. B., ayant été nommé constable sur et le long du (nommez le chemin de fer) en vertu des dispositions de la section quinzisième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les chemins de fer, jure (ou déclare solennellement) que je servirai bien et fidèlement notre souverain seigneur le roi, dans cette charge de constable, sans faveur, ni affection, ni malice, ni mauvais vouloir, et que je ferai tout en mon pouvoir, pour maintenir la paix et prévenir les infractions à la paix ; et tant que je remplirai cette charge, je m'acquitterai au meilleur de mon habilité et de mon jugement, des services qui en dépendent, d'une manière fidèle et conforme à la loi. Ainsi, que Dieu me soit en aide.” S. R. Q., 5208, § 1.

**6714.** 1. Ce serment ou cette déclaration est administré par tout juge, greffier ou juge des sessions de la paix. Par qui administré.

Chaque constable, ainsi nommé, et qui a prêté ce serment ou fait cette déclaration, a plein pouvoir d'agir comme constable pour la conservation de la paix et pour la protection. Pouvoir du constable.

de la personne et de la propriété, contre les crimes et autres actes illégaux, sur ce chemin de fer, sur tout ouvrage s'y rattachant, et sur et près des trains, chemins, quais, jetées, débarcadères, entrepôts, terrains et dépendances, appartenant à la compagnie, soit qu'ils se trouvent dans le comté, la cité, la ville, la paroisse, le district ou autre juridiction locale dans les limites de laquelle il a été nommé, ou dans tout autre endroit que traverse ce chemin de fer, ou auquel il se termine, ou qui traverse un chemin de fer qui peut être exploité ou loué par cette compagnie et dans tous endroits pas plus éloignés qu'un quart de mille de pareil chemin.

Pouvoirs et protection des constables.

2. Il a tous les pouvoirs, la protection et les privilèges, pour l'arrestation des délinquants, tant le jour que la nuit, et pour l'accomplissement de toutes les choses nécessaires pour la prévention, la découverte et la poursuite des crimes et autres offenses, ainsi que pour la conservation de la paix, que possède tout constable dûment nommé dans sa juridiction constabulaire.

Arrestations par eux.

3. Il est loisible à ces constables d'amener les personnes qui peuvent être punissables sur conviction sommaire, pour toute contravention aux dispositions de la présente section, ou des lois ou règlements concernant les chemins de fer, devant un ou des juges de paix nommés pour un comté, une cité, une ville, une paroisse, un district ou quelque autre juridiction locale que peut traverser ce chemin.

Pouvoir des juges de paix.

4. Ce ou ces juges de paix ont le pouvoir de juger telles affaires, comme si la contravention eût été commise et comme si la personne eût été prise dans les limites de leur propre juridiction locale. S. R. Q., 5208, § 2.

Renvoi des constables par le juge.

**6715.** 1. Tout juge de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure, tout greffier de la paix, greffier de la couronne, ou juge des sessions de la paix, peut démettre un constable habile à agir dans les limites de sa juridiction.

Démission des constables par la compagnie.

2. Le bureau des directeurs de la compagnie du chemin de fer, ou tout commis ou agent de cette compagnie, autorisé à cet effet par le bureau, peut aussi démettre un constable qui a le pouvoir d'agir sur le chemin de fer.

Effet de la démission.

3. Lors de cette démission, tous les pouvoirs, la protection et les privilèges accordés à ce constable en raison de ses fonctions, cessent entièrement.

Leur réinstallation.

4. Nul constable ainsi démis ne doit être nommé de nouveau ni ne doit agir comme constable pour le chemin de fer, sans le consentement de l'autorité par laquelle il a été démis. S. R. Q., 5208, § 3.

Registre de la nomination des constables.

**6716.** 1. Toute compagnie de chemin de fer doit faire inscrire au greffe de la paix de chaque comté, cité, ville, paroisse, district ou autre juridiction locale dans laquelle le chemin passe, le nom et la désignation de chaque constable nommé à sa

demande, la date de sa nomination et l'autorité qui l'a nommé, et aussi le fait de chaque démission de constable, sa date et l'autorité qui l'a démis, sous une semaine après la date de cette nomination ou de cette démission, suivant le cas.

2. Le greffier de la paix tient cette liste dans un livre ouvert à l'inspection du public, sur paiement de l'honoraire que le comité des chemins de fer autorise de temps à autre et de la manière qu'il prescrit. S. R. Q., 5208, § 4. Mode de tenir le registre.

**6717.** Tout constable, coupable de négligence ou de non-accomplissement de ses devoirs comme tel, est passible, sur condamnation sommaire dans le comté, la cité, le district ou autre juridiction locale où le chemin de fer passe, d'une amende de pas plus de quatre-vingts piastres, dont le montant peut être déduit de tout salaire dû au délinquant, si ce constable reçoit un salaire de la compagnie, ou d'un emprisonnement de pas plus de deux mois, dans la prison du comté, de la cité, du district ou autre juridiction locale. S. R. Q., 5208, § 5. Punition des constables pour négligence.

**6718.** Toute personne qui attaque un constable ainsi nommé ou lui résiste, ou qui incite quelqu'un à l'attaquer ou à lui résister, dans l'exécution de son devoir, est passible, pour telle offense, sur conviction sommaire, d'une amende de pas plus de quatre-vingts piastres, ou d'un emprisonnement de pas plus de deux mois. S. R. Q., 5208, § 6. Punition des personnes qui résistent aux constables.

§ 26.—*De la vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs*

**6719.** Si un chemin de fer ou une section de chemin de fer se vend aux termes des stipulations d'un acte d'hypothèque ou autre, ou à la demande des créanciers hypothécaires ou de porteurs de bons ou d'obligations, pour le paiement desquels a été grevé ce chemin de fer ou cette section de chemin de fer, ou en exécution de quelque autre procédure judiciaire, et est acheté par quelqu'un qui n'a pas le pouvoir statutaire de le posséder et de l'exploiter, l'acquéreur ne peut exploiter ce chemin de fer ou cette section de chemin de fer avant d'en avoir obtenu l'autorisation en conformité des dispositions suivantes. S. R. Q., 5208a ; 5 Ed. VII, c. 27, s. 1. L'acheteur qui n'a pas de pouvoirs statutaires ne peut exploiter un chemin de fer.

**6720.** L'acquéreur transmet au ministre des travaux publics et du travail, une requête par écrit énonçant le fait de l'achat, désignant les points terminaux et les lignes de direction du chemin de fer ou de la section de chemin de fer acheté, citant la loi spéciale sous l'empire de laquelle le chemin ou la section de chemin de fer a été construit et exploité, et demandant au ministre l'autorisation d'exploiter le chemin de fer ou la section de chemin de fer ; et, avec cette requête, il transmet un double ou une copie authenti- Procédure pour obtenir l'autorisation d'exploiter le chemin, etc., acheté.

que de l'acte de vente du chemin de fer ou de la section de chemin de fer, et par la suite les autres renseignements et détails que peut demander le ministre. S. R. Q., 5208*b* ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22 ; 5 Ed. VII, c. 27, s. 1.

Ordonnance autorisant l'exploitation.

**6721.** Sur cette requête, le ministre peut, s'il en est satisfait, rendre une ordonnance autorisant l'acquéreur à exploiter le chemin de fer ou la section de chemin de fer acheté jusqu'à la fin de la session alors prochaine de la Législature, sous réserve des termes et conditions que le ministre peut juger à propos ; et, dès lors, l'acquéreur est autorisé, pour la seule période ci-dessus mentionnée et en conformité de cette ordonnance du ministre, à exploiter ce chemin de fer ou cette section de chemin de fer et à prendre et à percevoir, pour le transport des marchandises et des voyageurs qui s'y fait, les prix que la compagnie qui possédait et exploitait antérieurement le chemin de fer ou la section de chemin de fer était autorisée à prendre et à percevoir ; et il est lié par les termes et conditions de la charte relative à la dite compagnie dans la mesure où ils sont applicables. S. R. Q., 5208*c* ; 5 Ed. VII, c. 27, s. 1.

Conditions.

Demande à la Législature des pouvoirs nécessaires.

**6722.** L'acquéreur doit s'adresser à la Législature lors de la session qui suit l'acquisition du chemin de fer ou de la section de chemin de fer, pour en obtenir une loi constitutive ou quelque autre autorisation législative lui permettant de posséder et d'exploiter ce chemin de fer ou cette section de chemin de fer ; et, si cette demande est faite à la Législature et n'est pas accueillie, le ministre peut prolonger l'effet de l'ordre permissif d'exploitation du chemin de fer ou de la section de chemin de fer jusqu'à la fin de la session alors prochaine de la Législature, mais pas davantage ; et, si pendant cette période additionnelle, l'acquéreur n'obtient pas cette loi constitutive ou autre autorisation législative, le chemin de fer ou la section de chemin de fer est fermé à la circulation, ou le ministre en dispose de toute autre façon que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5208*d* ; 5 Ed. VII, c. 27, s. 1.

Prolongation du permis d'exploitation.

Fermeture du chemin.

Vente à l'acquéreur des pouvoirs conférés par la charte.

**6723.** La compagnie peut vendre à l'acquéreur du chemin ou de la section de chemin les privilèges et franchises qu'elle tient de sa charte, et ces privilèges et franchises sont soumis, quant à leur exercice, aux règles contenues dans les dispositions précédentes, ainsi qu'aux conditions auxquelles ils ont été obtenus. S. R. Q., 5208*e* ; 5 Ed. VII, c. 27, s. 1.

#### § 27.—Des pénalités et de leur emploi

Obstruction de la voie ferrée.

**6724.** Quiconque gêne ou interrompt, par quelque moyen ou de quelque manière que ce soit, le libre usage du chemin de fer ou des wagons, embarcations, locomotives ou autres

ouvrages dépendant du chemin ou s'y rattachant, est, pour chaque contravention et sur condamnation, passible d'un emprisonnement de moins de deux ans dans la prison communale du district où la condamnation a eu lieu. S. R. Q., 5209.

**6725.** Quiconque, à dessein, s'oppose à l'exécution des devoirs d'un ingénieur-inspecteur, encourt pour chaque offense, sur condamnation devant un juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où l'offense a été commise, une amende n'excédant pas quarante piastres; et, à défaut du paiement immédiat de la pénalité ainsi imposée, ou dans le délai fixé par ce juge de paix, tel juge, ou tout autre juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où réside le contrevenant, peut le faire emprisonner pour une période n'excédant pas trois mois,—mais cet emprisonnement doit cesser lors du paiement de la pénalité; et il est fait rapport de toute pénalité de cette nature, à la session suivante de la paix en la manière ordinaire. S. R. Q., 5215.

**6726.** Si un officier ou serviteur, ou une personne à l'emploi d'une compagnie de chemin de fer, enfreint volontairement ou par négligence, une ordonnance ou un règlement légalement établi par cette compagnie et alors en vigueur, ou un ordre ou avis du comité des chemins de fer ou de l'ingénieur-inspecteur, dont copie lui a été remise, ou a été affichée ou soumise à son examen dans quelque endroit où son emploi ou ses devoirs, ou quelqu'un d'entre eux, doivent être accomplis, si cette contravention cause du dommage à une propriété ou personne, ou expose une propriété ou personne au danger de souffrir quelque dommage, ou rend ce danger plus grand qu'il n'aurait été sans cette contravention, quoiqu'il ne s'en suive effectivement aucun dommage, la personne trouvée coupable est sujette à être punie par l'amende ou l'emprisonnement, à la discrétion du tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue, de façon, néanmoins, que cette amende n'excède pas la somme de quatre cents piastres, ni l'emprisonnement le terme de cinq années. S. R. Q., 5216.

**6727.** Si la contravention ne cause aucun dommage ni à la propriété ni à la personne, ou si elle n'expose aucune personne ou propriété au danger de souffrir un dommage, ou si elle ne rend pas le risque plus grand qu'il aurait été sans cette contravention, l'officier, serviteur ou autre personne, coupable de la contravention, encourt une pénalité qui n'excède pas le montant de trente jours de gages, et qui n'est pas moindre que quinze jours de gages que le contrevenant reçoit de la compagnie, à la discrétion du juge de paix devant qui la condamnation est prononcée.

Recouvrement de la pénalité.

Cette pénalité est recouvrable avec dépens, devant tout juge de paix ayant juridiction dans l'endroit où l'offense a été commise, ou dans l'endroit où le contrevenant est trouvé, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur. S. R. Q., 5217.

Emploi de la pénalité.

**6728.** Une moitié de la pénalité appartient à Sa Majesté, pour les usages publics de la province, et l'autre moitié au dénonciateur, à moins qu'il ne soit un employé ou serviteur, ou une personne au service de la compagnie, dans lequel cas il est témoin compétent, et toute la pénalité appartient à Sa Majesté, pour les fins susdites. S. R. Q., 5218.

Elle peut être payée par la compagnie et retenue sur les gages.

**6729.** Dans tous les cas, la compagnie peut, en vertu des articles 6726, 6727 et 6728, payer le montant de la pénalité et les dépens, et les recouvrer de la personne qui a commis l'offense, ou les déduire de son salaire ou de ses gages. S. R. Q., 5219.

Pénalités payées au trés. de la prov. si non autrement prévu.

**6730.** Toutes les pénalités recouvrées en vertu de la présente section, et à l'égard de l'emploi desquelles il n'est rien décrété, sont payées au trésorier de la province, au crédit du fonds d'inspection des chemins de fer. S. R. Q., 5220.

#### § 28.—*Du fonds d'inspection des chemins de fer*

Fonds d'inspection des chemins de fer.

**6731.** Toute compagnie de chemin de fer dans la province, à laquelle s'applique la présente section, doit payer au trésorier de la province, aussitôt qu'une partie de son chemin est exploitée, une somme annuelle fixée par le comité des chemins de fer, n'excédant pas dix piastres par mille de chemin construit et en usage, et cette somme doit être payée semi-annuellement, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet, chaque année, et former, pour les fins de la présente section, un fonds spécial appelé "le fonds d'inspection des chemins de fer." S. R. Q., 5221.

#### § 29.—*Des manufactures de matériaux de chemin de fer*

Encouragement pour manufactures de matériel de chemin de fer. Exemption de taxes.

**6732.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, pour encourager dans cette province l'établissement de manufactures, de lisses et de serre-écrous, de locomotives, voitures, wagons et autre matériel roulant ou outillage pour chemin de fer, d'accorder à toute compagnie établissant une semblable manufacture, l'exemption de toute taxe de la part du gouvernement. S. R. Q., 5222.

Durée de l'exemption.

**6733.** Le présent paragraphe ne s'applique pas aux taxes municipales ou scolaires, et le privilège ainsi accordé, ne doit pas durer plus de vingt-cinq années. S. R. Q., 5223.

## FORMULES

A.—(*Article 6650*)

## Rapport

RAPPORT fait en conformité de la section quinzisième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, relativement aux chemins de fer, par la compagnie du chemin de fer de \_\_\_\_\_ indiquant son capital social et d'emprunt autorisé,—les sommes reçues à l'égard de son capital ordinaire et privilégié, les actions-obligations, ou dettes fondées au 31 décembre 19\_\_\_\_, spécifiant le taux des dividendes pour l'année 19\_\_\_\_, sur chacun de ces capitaux,—indiquant aussi les emprunts non remboursés au 31 décembre 19\_\_\_\_, classifiés d'après les différents taux d'intérêt payé sur ces emprunts,—et le capital souscrit à d'autres entreprises, que ces entreprises soient affermées à la compagnie souscrivant, ou exploitées par elle, ou qu'elles soient indépendantes.

[illegible]

NOTE.—Ce rapport doit être daté et signé par l'officier ou les officiers de la compagnie responsable de son exactitude.

\* Ceci doit comprendre le capital dont le prélèvement est autorisé par des lois de la Législature provinciale, mais ne doit pas comprendre le capital autorisé seulement pour des objets devenus caducs soit par abandon ou autrement.

† Dans les cas où une souscription est autorisée à même le capital existant, il ne doit être rien ajouté à cet égard à la somme inscrite dans cette colonne, mais seulement à la somme inscrite dans la dernière colonne.

\* Il faut faire attention de ne pas confondre les actions-obligations avec les emprunts par obligations ordinaires, et de ne pas inscrire la même somme sous les deux en-têtes.

S. R. Q., 5223, cédule A.



## A.—(Suite)

Capital prélevé par emprunts et obligations au 31 décembre 19	
Emprunts	\$
Taux d'intérêt	
* Obligations	\$
Taux d'intérêt	
Total prélevé par emprunts et ac- tions-obligations au 31 déc. 19	\$
Total du capital-actions payé et du capital prélevé par emprunts et actions- obligations au 31 déc. 19	\$
Souscriptions à d'autres compagnies	\$
Observations	

## B.—(Article 6651)

*Rapport**Chemin de fer* .....RAPPORT du trafic pour la semaine finissant le 19 , et  
pour la semaine correspondante de 19

Date	Voyageurs	Fret et animaux vivants	Malles et divers	Total	Milles ouverts
19	.....	.....	.....	.....	.....
19	.....	.....	.....	.....	.....

*Augmentation* .....*Diminution* .....*Ensemble du trafic, depuis le* ..... 19

Date	Voyageurs	Fret et ani- maux vivants	Malles et divers	Total	Milles ouverts
19	.....	.....	.....	.....	.....
19	.....	.....	.....	.....	.....

S. R. Q., 5223, cédule B.

## C.—(Article 6654)

*Rôle de paye des contremaîtres, ouvriers et journaliers de A. B., (nom de la compagnie, ou de l'entrepreneur ou de l'entrepreneur en sous-ordre, selon le cas,) employés à la construction du chemin de fer.....*

Noms des contre-maîtres, ouvriers et journaliers	Nom- bre de jours	Montant du salaire par jour	Nature de l'entre- prise	Prix pour la pièce ou l'entreprise	Total dû	Reçu du contre- maître, de l'ouvrier ou du journalier	Signature du témoin

D.—(*Article 6655*)

*Réclamation du contremaître, ouvrier, journalier ou de la personne qui a vendu des droits de passage ou qui a fourni des matériaux (selon le cas), produite au bureau du ministre des travaux publics et du travail*

A l'honorable ministre des travaux publics et du travail.

Monsieur,

En présence du témoin soussigné, je, (ou nous) (*nom du contremaître, ouvrier, etc., selon le cas*), déclare, (ou déclarons) que A. B. (*nom de la compagnie, de l'entrepreneur ou de l'entrepreneur en sous-ordre, selon le cas*), me (ou nous) doit une somme de \$ \_\_\_\_\_, pour (*indiquer la nature de l'ouvrage, etc., selon le cas*), à (*nommer l'endroit*), laquelle somme A. B. (*nom de la compagnie, de l'entrepreneur ou de l'entrepreneur en sous-ordre, selon le cas*), refuse ou néglige de me (ou nous) payer.

(*Signature de ou des ouvriers.*)

Assermenté devant moi	}
à ce	
jour de _____, 19 ____.	

G. H.,

*Juge de paix, (ou selon le cas).*

S. R. Q., 5223, cédula B ; 56 V., c. 36 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

## SECTION XVI

## DE L'ÉRECTION DE PARANEIGES PAR CERTAINES COMPAGNIES

**Pouvoir de certaines compagnies d'ériger des clôtures pour protéger contre la neige.** **6734.** Les commissaires des chemins à barrières de Montréal, ceux des chemins à barrières de la rive nord de Québec, ceux des chemins à barrières de la rive sud de Québec, et toute compagnie de chemins à barrières constituée en corporation, ainsi que toute compagnie à fonds social constituée pour la construction ou l'empierrement des chemins, peuvent, le et après le premier jour de novembre de chaque année, entrer dans et sur toute terre appartenant à Sa Majesté ou dans et sur toute terre appartenant à toute corporation ou personne quelconque, située le long de la ligne de tout chemin sous leur contrôle pour y construire et y entretenir des clôtures pour protéger contre la neige.

**Modede construction, etc.** Aucune telle clôture ne doit être construite de manière à causer l'amoncellement de bancs de neige près d'une maison habitée ou de ses dépendances, ou dans toute cour de ferme ; de plus, elle doit, le ou avant le premier jour d'avril suivant, être enlevée par les commissaires ou les compagnies qui l'ont construite, sauf toutefois le paiement des dommages causés à ces terres qui peuvent être établis dans la suite, en la manière prescrite par la section quinzisième du chapitre troisième du présent titre onzième, concernant les chemins de fer, comme ayant été réellement causés. S. R. Q., 5224.

## SECTION XVII

## DES PROPRIÉTAIRES DE MINES

**Pouvoir des propriétaires de mines, de faire des chemins.** **6735.** Les propriétaires de quelque mine en cette province peuvent construire tout tramway ou chemin gravelé ou chemin macadamisé, depuis leurs mines jusqu'aux eaux navigables ou aux chemins de fer ou grands chemins les plus rapprochés. S. R. Q., 5225.

**Prise de possession des terrains pour cettetfin.** **6736.** Ces propriétaires ont le pouvoir de prendre tout terrain nécessaire pour droit de passage et stations suivant une évaluation équitable, en vertu des dispositions des articles 6553 à 6591, lesquelles s'appliquent aux dits propriétaires, pourvu que le chemin gravelé ou macadamisé, ou le tramway, n'excède pas vingt milles en longueur. S. R. Q., 5226.

**Pouvoir :** **6737.** 1. Les propriétaires d'une mine qui possèdent des terres en pleine propriété, d'un mille de front ou plus, sur un lac, une rivière ou un cours d'eau navigable, peuvent :

**De construire des quais, etc. :** a. Eriger des havres, des quais, des jetées et autres constructions, sur les bords de ces lacs, cours d'eau ou rivières, pour la commodité de toutes espèces de bateaux à vapeur, vaisseaux et embarcations ;

b. Faire des règlements pour l'administration et la régie De passer des règlements;  
de ces havres, quais, jetées et autres constructions ;

c. Imposer et prélever, suivant un tarif qu'ils adoptent à De prélever des droits.  
cette fin,—lequel peut, de temps à autre, être changé et  
amendé,—des droits raisonnables de quaiage et de havre, et  
des amendes pour l'infraction de tels règlements.

2. Tels règlements ou tarifs, n'ont aucune vigueur avant Approbation de ces règlements.  
d'avoir été sanctionnés ou approuvés par le lieutenant-gou-  
verneur en conseil ; et nulle amende imposée en vertu d'iceux,  
ne doit excéder vingt piastres pour chaque offense, laquelle  
amende est recouvrable sommairement devant deux juges de  
paix, comme si elle était imposée par une loi de la Législa-  
ture. S. R. Q., 5227.

**6738.** Toute compagnie minière ou les propriétaires Pouvoir d'améliorer les cours d'eau.  
d'une mine peuvent améliorer et rendre navigable pour le  
transport du fret à telle mine, aller et retour, tout cours  
d'eau, ou construire un canal de communication entre des  
cours d'eau navigables, pour assurer l'exploitation la plus  
avantageuse de telle mine, et le transport du fret comme  
susdit. S. R. Q., 5228.

**6739.** Chaque compagnie minière ou les propriétaires Pouvoir d'indemniser les propriétaires.  
d'une mine sont tenus d'indemniser les personnes dont les  
propriétés ou les droits peuvent se trouver compromis en  
conséquence de leurs actes, conformément aux lois de cette  
province. S. R. Q., 5229.

**6740.** Toute compagnie minière ou les propriétaires Pouvoir de passer sur les terres publiques ou privées.  
d'une mine, peuvent, pour les fins et aux conditions susdites,  
entrer et passer sur les terres publiques ou privées, faire l'ar-  
pentage et tirer le niveau de ces terres ou de quelque partie  
d'icelles, suivant qu'il est jugé nécessaire et convenable  
pour la construction de tramways, pour l'ouverture de canaux  
de communication par eau, ou pour l'amélioration de la navi-  
gation de tout cours d'eau, de manière à faciliter l'exploitation  
de telle mine et le transport du fret, aller et retour. S. R.  
Q., 5230.

**6741.** Nul lot de grève ou terrain couvert d'eau, ou autre Consente-ment du lieutenant-gouv. requis en cer-tains cas.  
propriété publique ne peut être pris, en vertu de la présente  
section, sans le consentement du lieutenant-gouverneur en  
conseil, et aux termes et conditions qu'il juge à propos. S. R.  
Q., 5231.

**6742.** Il n'est fait aucune amélioration aux havres ni aux Soumission et approbation des plans par lieutenant-gouv. en cons.  
rivières en vertu de la présente section, et il n'est pris aucune  
propriété pour cette fin, avant que le plan projeté et la descrip-  
tion de cette amélioration et des travaux s'y rattachant, aient

été soumis au lieutenant-gouverneur en conseil et qu'ils aient été par lui approuvés ; mais ce plan peut ensuite être modifié et étendu avec ce consentement et cette approbation. S. R. Q., 5232.

## SECTION XVIII

## DES COMPAGNIES MINIÈRES

§ 1.—*Citation et application de la présente section*

Citation.

**6743.** La présente section peut être citée sous le nom de “ loi des compagnies minières de Québec.” 63 V., c. 33, s. 1.

Application  
de cette sec-  
tion.

**6744.** Les dispositions de la présente section s'appliquent aux compagnies minières qui sont constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau. 63 V., c. 33, s. 2.

Dispositions  
applicables  
aux Cies mi-  
nières.

**6745.** Sauf les règles particulières ci-après, la loi corporative des compagnies à fonds social est applicable aux compagnies minières constituées en corporation avant le premier juillet 1907, et la loi des compagnies de Québec est applicable aux compagnies minières constituées en corporation depuis le premier juillet 1907. 63 V., c. 33, s. 3 ; 8 Ed. VII, c. 67, s. 1.

§ 2.—*Des pouvoirs généraux de la compagnie*Pouvoirs  
généraux.

**6746.** Sans déroger à la loi des mines de Québec et sans restreindre en rien ses pouvoirs généraux, la compagnie peut :

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite ;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation. 63 V., c. 33, s. 4.

**6747.** Le présent paragraphe s'applique aux compagnies minières existant le 23 mars 1900, ainsi qu'à celles constituées en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 33, ou de la présente section. 63 V., c. 33, s. 5.

### § 3.—*Du capital et des actions*

**6748.** 1. Sur demande à cette fin dans la requête pour constitution de la compagnie en corporation ou pour lettres patentes supplémentaires, il est inséré dans les lettres patentes que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Cette restriction de responsabilité a ensuite lieu si aucune action de la compagnie n'est émise au-dessous du pair ou à un prix différent de celui préalablement déterminé par la compagnie ; ou si, étant émise avec escompte ou à un taux différent, cet escompte ou ce taux, et tous autres termes et conditions, s'il en est, de l'émission, sont autorisés par un règlement de la compagnie, et que copie dûment certifiée de ce règlement soit transmise, dans les deux jours de son adoption, par lettre recommandée, au secrétaire de la province.

2. Ce règlement doit être ratifié à une assemblée des actionnaires, qui sera convoquée par un avis spécifiant les termes de l'émission proposée.



- Ce que doit contenir les certificats d'actions. 3. Tout certificat d'actions émis conformément au présent article par une compagnie doit porter, en encre rouge, sous ou après le nom de la compagnie, les mots : *Constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec* ; et en outre les mots : *Sujette à des appels de versements*, si le certificat se rapporte à une action sujette à ces appels, ou les mots : *Non sujette à des appels de versements*, s'il s'agit d'une action qui n'y est pas sujette.
- Ce que doit contenir les bons, etc. 4. La charte et les prospectus, certificats d'actions, bons, contrats, conventions, avis, annonces et autres publications officielles de toute telle compagnie ; les lettres de change, billets, endossements, chèques, ordres pour de l'argent ou des marchandises, signés pour ou par la compagnie, et les factures, reçus et le sceau de la compagnie, doivent porter, après ou sous le nom de la compagnie, les mots : *Libre de responsabilité personnelle*.
- Pénalité pour négligence de se conformer à certaines dispositions. 5. Toute telle compagnie qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article est passible d'une amende de vingt piastres pour chaque jour durant lequel ces mots ne sont pas ainsi imprimés ou écrits ; et tout directeur ou gérant de la compagnie qui autorise ce défaut encourt la même pénalité.
- Confiscation et vente des actions pour non-paiement des versements. 6. Si un versement reste impayé soixante jours après l'avis ou la demande de paiement, les directeurs peuvent déclarer confisquées les actions sur lesquelles le versement n'est pas effectué ; et, après cette confiscation, le secrétaire peut les vendre à l'encan.
- Avis de la vente. 7. Cette vente est annoncée au moyen d'un avis transmis à l'actionnaire en défaut, à sa dernière adresse connue, et inséré deux fois dans un journal publié dans le district où la compagnie a son bureau principal, ou dans le district voisin s'il n'y en a pas dans le district.
- Contenu de l'avis. Cet avis doit indiquer le nombre des actions à vendre, les numéros des certificats s'y rapportant, le nom de l'actionnaire en défaut, le montant des versements échus et impayés, et le jour, l'heure et le lieu de la vente.
- Epoque de la vente. La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de trente jours après celui de la première publication.
- Surplus provenant de la vente. Si le produit de la vente dépasse le montant dû avec intérêt et frais d'annonces, l'excédent doit en être remis à l'actionnaire en défaut. 63 V., c. 33, s. 6.
- Règlement pour l'émission d'actions à prime ou avec escompte. **6749.** Toute compagnie constituée en vertu de la présente section peut ordonner par règlement l'émission d'actions de son capital-actions à tel taux de prime ou d'escompte et aux conditions et termes jugés avantageux.
- Entrée en vigueur du règlement. Ce règlement cependant ne devient exécutoire que s'il est transmis, dans les deux jours de son adoption, par lettre

recommandée, au secrétaire de la province, et s'il a été ratifié par une assemblée générale des actionnaires, tel que décrété dans l'article 6748.

Les certificats d'actions émis conformément aux dispositions du présent article doivent porter, en encre rouge, sous ou après le nom de la compagnie, les mots : *Constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec*; et, si les actions ont été émises au-dessous du pair, les mots : *Emise par la compagnie à . . . . (mentionner le taux d'escompte)*. 63 V., c. 33, s. 7.

Inscription sur les certificats de telles actions.

**6750.** Nulle action dans une compagnie minière ne peut être émise au-dessous du pair, si ce n'est en vertu d'un règlement, conformément aux prescriptions de la présente section; et tout directeur, officier ou agent d'une compagnie, qui agit contrairement aux dispositions du présent article, est passible, pour chaque infraction, d'une amende de mille piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 63 V., c. 33, s. 8.

Défense d'émettre autrement des actions au-dessous du pair. Pénalité pour contravention.

#### § 4.—De la responsabilité des directeurs

**6751.** Nonobstant les dispositions de la présente section, les directeurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables envers les journaliers, serviteurs et apprentis de la compagnie pour toutes dettes n'excédant pas une année de salaire due pour services rendus à la compagnie pendant la durée de leur charge respectivement; mais nul directeur ne peut être poursuivi pour telle dette, à moins que la compagnie ne l'ait été dans le cours d'une année après que la dette est devenue exigible, ni à moins que le directeur ne soit poursuivi dans le cours d'une année à compter du jour qu'il a cessé d'être directeur, ni avant qu'il ait été constaté, par un procès-verbal sur exécution contre la compagnie, qu'elle n'a pas de biens suffisants pour satisfaire à la demande en tout ou en partie.

Responsabilité personnelle des directeurs.

Le montant dû sur cette exécution est le montant recouvrable, avec frais, contre les directeurs. 63 V., c. 33, s. 9.

#### § 5.—Des rapports

**6752.** En sus de tous autres rapports que les compagnies minières peuvent être tenues de faire, chacune de ces compagnies doit transmettre au secrétaire de la province, chaque fois qu'elle en est requise par lettre signée par lui ou par le sous-secrétaire de la province, un état indiquant :

Rapport au secrétaire de la province.

1. Le nombre des actions qu'elle a émises en vertu de la présente section ou de toute autre loi ;

2. Le taux auquel ces actions ont été émises ;

3. Tout autre renseignement demandé par le secrétaire de la province.

Pénalité  
pour refus ou  
négligence  
de faire le  
rapport.

Toute compagnie qui refuse ou néglige de faire le rapport ci-dessus prescrit, lorsqu'elle en est dûment requise, se rend passible d'une pénalité de vingt piastres ; et, si l'offense continue pendant plus de deux jours, d'une semblable pénalité pour chaque jour additionnel durant lequel l'offense se continue. 63 V., c. 33, s. 10 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 5.

§ 6.—*Des compagnies minières constituées hors de la province*

Autorisation  
requisse des  
compagnies  
constituées  
hors de la  
province  
pour certai-  
nes fins.

**6753.** Nulle compagnie minière dont le bureau principal est situé hors de la province ne peut vendre ou autrement aliéner, directement ou indirectement, dans la province, ses actions, stock, certificats d'actions, obligations ou autres valeurs à moins qu'elle n'ait au préalable obtenu une autorisation à ces fins du lieutenant-gouverneur. 63 V., c. 33, s. 11.

Comment  
l'autorisa-  
tion est obte-  
nue.

**6754.** Cette autorisation est donnée sur requête si la compagnie :

1. Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte et de ses lettres patentes ;

2. Établit sous serment, si requis, qu'elle possède des biens suffisants, et qu'elle conduit ses opérations de manière à mériter la confiance publique ;

3. Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions ou procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la compagnie dans la province. 63 V., c. 33, s. 12.

Conditions  
préalables à  
l'octroi de  
l'autorisa-  
tion.

**6755.** Avant que l'autorisation soit accordée, la compagnie doit établir, à la satisfaction du secrétaire de la province ou de tout autre fonctionnaire ou officier chargé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil de faire un rapport sur cette matière, que les faits allégués dans sa requête sont vrais, et qu'elle offre des garanties suffisantes pour justifier l'octroi de l'autorisation.

Pouvoir du  
secrétaire de  
la province  
d'obtenir des  
renseigne-  
ments.

À cette fin, le secrétaire de la province ou tel autre officier peut requérir la production de tout document qu'il croit nécessaire, et prendre et conserver par écrit tout témoignage rendu sous serment ou sous affirmation, et peut administrer toute affirmation ou tout serment requis. 63 V., c. 33, s. 13.

Avis de l'oc-  
troi de l'au-  
torisation.

**6756.** Avis que cette autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec* suivant la formule A ; et, à compter de

la publication de cet avis et du dépôt, au greffe de la Cour supérieure du district où sera situé le bureau principal de la compagnie, d'une copie de la *Gazette officielle de Québec* contenant cet avis, la compagnie peut se livrer aux opérations susmentionnées.

Sur réception de cette copie de la *Gazette officielle de Québec*, le protonotaire doit transcrire l'avis dans un registre tenu à cet effet. 63 V., c. 33, s. 14.

Enregistre-  
ment de  
l'avis par le  
protonotaire.

**6757.** Chaque fois qu'une pareille compagnie change son agent principal ou la location de son principal bureau d'affaires dans la province, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*.

Avis du  
changement  
de bureau ou  
d'agent.

Dépôt de cette gazette et transcription de l'avis doivent être faits en la manière prescrite par l'article 6756. 63 V., c. 33, s. 15.

Enregistre-  
ment de  
l'avis, etc.

**6758.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de la présente section. 63 V., c. 33, s. 16.

Révocation  
de l'autorisa-  
tion.

**6759.** Quiconque fait les opérations visées par l'article 6753 pour une compagnie qui n'a pas accompli les formalités requises pour être autorisée à se livrer à ces opérations dans la province est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas mille piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 63 V., c. 33, s. 17.

Pénalité  
pour certai-  
nes contra-  
ventions.

#### § 7.—Dispositions diverses

**6760.** Toute personne qui, dans un rapport, certificat, feuille de balance générale ou autre document requis par ou pour les fins de la présente section, fait sciemment une déclaration fautive sur un point important, est passible, outre toute autre peine qu'elle peut légalement encourir, d'une amende n'excédant pas mille piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 63 V., c. 33, s. 18.

Pénalité  
pour fausse  
déclaration  
dans un rap-  
port, etc.

**6761.** La partie xv du Code criminel s'applique aux infractions créées par la présente section.

Poursuites.

Les condamnations peuvent être prononcées avec ou sans frais. 63 V., c. 33, s. 19.

Frais.

## FORMULE

A.—(Article 6756)

*Avis de l'autorisation*

La compagnie (*nom*) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province est à (*nom de la ville, etc.*)

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est (*nom et résidence de l'agent*).

(Signature)

*Secrétaire de la province.*

(Date)

63 V., c. 33, cédula A.

## SECTION XIX

## DES SYNDICATS COOPÉRATIFS

Citation. **6762.** La présente section peut être citée sous le nom de :  
“ loi des syndicats de Québec ”. 6 Ed. VII, c. 33, s. 50.

Formation de syndicats coopératifs. **6763.** Des syndicats coopératifs de consommation, de production et de crédit peuvent se former sur tout point de la province, en vertu de la présente section.

Limite territoriale. Les règlements doivent définir les limites de la circonscription sociale, laquelle ne doit jamais dépasser les limites d'une division électorale provinciale.

Circonscription sociale dans les cités et villes. Cependant dans les cités et villes la circonscription sociale est celle fixée par les limites territoriales des dites cités et villes où les syndicats ont leur siège social. 6 Ed. VII, c. 33, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 49, s. 1.

Caractère du syndicat. **6764.** Tel syndicat ou société est de la nature d'une société par actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant limitée au montant de leurs mises respectives. 6 Ed. VII, c. 33, s. 2.

Nom de la société. **6765.** La société est désignée sous le nom que ses fondateurs choisissent, pourvu qu'il soit fait mention dans la déclaration qu'elle est créée en vertu de la présente section, et pourvu que, dans l'ensemble, tel nom ne puisse être confondu avec celui d'une autre société existante. 6 Ed. VII, c. 33, s. 3.

**6766.** Telle société est formée de personnes aptes à con- Qui peut for-  
tracter et domiciliées dans la circonscription sociale. 6 Ed. mer une  
VII, c. 33, s. 4. société.

**6767.** La société a pour but l'étude, la protection et la Objets de la  
défense des intérêts économiques des classes laborieuses. Pour société.  
atteindres ces fins, elle peut acheter, pour les revendre à ses  
associés seulement, les choses nécessaires aux besoins de la  
vie ou aux travaux de leur industrie ; leur ouvrir des crédits  
et leur faire des prêts ; établir pour les sociétaires des travaux  
en commun, ou leur permettre de se livrer à des opérations  
de production, et d'en vendre les produits, soit collective-  
ment, soit individuellement. 6 Ed. VII, c. 33, s. 5.

**6768.** Les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture Sociétés qui  
peuvent, avec la permission du ministre de l'agriculture, peuvent de-  
prendre des actions dans tel syndicat. Les commissions sco- venir mem-  
laïres et les municipalités de cité, ville, village, paroisse et bres.  
canton sont autorisées à prendre de telles actions. 6 Ed. VII,  
c. 33, s. 6.

**6769.** Il faut au moins douze associés pour former une Nombre d'as-  
société coopérative en vertu de la présente section. 6 Ed. sociés requis.  
VII, c. 33, s. 7.

**6770.** Le montant de chaque action de la société est celui Montant des  
fixé par les règlements, mais il ne doit pas être moins élevé actions, etc.  
qu'une piastre. 6 Ed. VII, c. 33, s. 8.

**6771.** Le capital de la société est variable, étant suscep- Capital de la  
tible d'augmentation par des versements successifs et la sous- société, etc.  
cription de nouvelles actions faite par les associés, ou l'admis-  
sion d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise  
totale ou partielle des apports effectués ; pourvu toutefois que  
le capital ne puisse jamais être réduit au-dessous du chiffre  
établi lors de la fondation. 6 Ed. VII, c. 33, s. 9.

**6772.** Les actions sont nominatives et ne sont transférables Transfert des  
que selon les dispositions des règlements de la société. 6 Ed. actions.  
VII, c. 33, s. 10.

**6773.** La société est constituée au moyen d'une déclara- Déclaration  
tion conforme à la formule A et signée en double par les pour consti-  
membres fondateurs, devant deux témoins. tuer la socié-  
té.

L'un de ces doubles reste aux archives de la société, et Dépôt des  
l'autre est remis sans délai au greffier ou au secrétaire-tréso- doubles de la  
rier du conseil municipal ayant juridiction sur la municipa- déclaration.  
lité où est situé le siège de la société ; lequel greffier ou  
secrétaire-trésorier doit en donner copie authentique à toute

personne qui en fait la demande, le tout sur paiement de ses honoraires accoutumés.

Application  
de cette sec-  
tion aux so-  
ciétés exis-  
tantes, etc.

Son effet.

La présente section s'applique aussi aux sociétés qui existaient avant le 9 mars 1906 et en confirme les règlements, actes et opérations depuis leur organisation en ce qu'ils ne sont pas incompatibles avec icelle, pourvu que leur principal corps administratif ou bureau de direction adopte, à cet effet, une résolution dont copie doit être déposée tel que prescrit dans le présent article, et les officiers en charge continuent en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat ainsi que prévu par les dits règlements, mais cette disposition n'affecte pas les causes pendantes ni les droits acquis. 6 Ed. VII, c. 33, s. 11.

Déclaration  
faite par les  
membres sub-  
séquents.

**6774.** Une semblable déclaration est également signée par toute personne devenant membre de la société subseqüemment; et l'adhésion de tout nouveau membre est dénoncée au dit greffier ou secrétaire-trésorier à la fin de chaque exercice, par la production du compte rendu ci-après mentionné. 6 Ed. VII, c. 33, s. 12.

Pouvoir de  
faire des ré-  
glements.

**6775.** Les membres actifs de la société, réunis en assemblée générale, peuvent passer des règlements qui déterminent les conditions d'admission des nouveaux membres actifs, le mode et la quantité des versements à faire, le système de comptabilité à être suivi, et, généralement tout ce qui concerne la régie interne de la société. Ces règlements peuvent aussi créer une catégorie de sociétaires appelés "membres auxiliaires," et régler tout ce qui les concerne, pourvu que ces membres ne puissent exercer le droit de voter ou celui de remplir de charge dans la société.

Cautionne-  
ment.

Ces règlements prescrivent que la ou les personnes ayant le maniement ou la garde des fonds généraux de la société doivent donner un cautionnement de garantie dont la nature et le montant sont laissés à la discrétion du conseil d'administration.

Dépôt des ré-  
glements au  
conseil muni-  
cipal.

Un double de tels règlements et de leurs amendements doit être déposé au bureau du greffier ou secrétaire-trésorier du conseil municipal, tel que ci-dessus mentionné.

Transmission  
des règle-  
ments au lt.-  
gouv. en con-  
seil.

La société doit, quand elle en est requise par le lieutenant-gouverneur en conseil, transmettre une copie de tous règlements édictés en vertu de la présente section. 6 Ed. VII, c. 33, s. 13.

Conseil d'ad-  
ministration.

**6776.** La société est administrée par un bureau appelé "Conseil d'administration", composé de cinq membres au moins.

Durée de la  
charge des  
membres du  
conseil.

Les membres de ce conseil exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle et jusqu'à l'élection de leurs successeurs; les règlements de la

société peuvent prescrire qu'ils sont renouvelables par moitié ou par tiers chaque année ; ils sont rééligibles. 6 Ed. VII, c. 33, s. 14.

**6777.** 1. Le conseil d'administration, dans les limites de la présente section et des règlements de la société, délibère, transige, compromet et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société et, notamment, peut :

a. Régler les conditions particulières de tout contrat, en veillant spécialement à ce que les intérêts sociaux soient complètement garantis ;

b. Prendre, au profit de la société, des sûretés hypothécaires et en donner mainlevée ; acquérir des immeubles par vente à réméré ou autrement, et les revendre, soit publiquement, soit de la main à la main ;

c. Représenter la société, soit en demandant, soit en défendant, dans toute instance judiciaire, interjeter appel et pour suivre toute saisie mobilière ou immobilière jusqu'à entière exécution.

2. Le montant des sommes empruntées par un syndicat ou société ne doit excéder, en aucun temps, deux fois le montant de son patrimoine mentionné à l'article 6800 et de son capital versé et non entamé. 6 Ed. VII, c. 33, s. 15.

**6778.** Le conseil d'administration choisit annuellement, parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président, un vice-président, un secrétaire et un gérant. La charge de gérant peut être remplie par l'un des officiers ici nommés.

Le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration sont en même temps président, vice-président et secrétaire de la société. 6 Ed. VII, c. 33, s. 16.

**6779.** Le conseil d'administration a notamment pour devoirs :

1. De faire déposer, au bureau du greffier ou secrétaire-trésorier du conseil municipal du siège social, le double de la déclaration mentionnée dans l'article 6773, de même que le double des règlements et des amendements y apportés, ainsi que les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction ;

2. De surveiller l'état de la caisse et la tenue des écritures. 6 Ed. VII, c. 33, s. 17.

**6780.** Le conseil d'administration s'assemble aussi souvent que l'exigent les intérêts de la société, sur convocation du président, du vice-président, du gérant ou de deux membres du dit conseil. 6 Ed. VII, c. 33, s. 18.



Conseil de  
surveillance.

**6781.** Outre le conseil d'administration et en dehors de ceux qui en font partie, l'assemblée générale nomme parmi ses membres un "conseil de surveillance", composé de trois membres. Ces derniers exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs; ils sont rééligibles. 6 Ed. VII, c. 33, s. 19.

Pouvoirs et  
devoirs du  
conseil de  
surveillance.

**6782.** Le conseil de surveillance surveille le conseil d'administration et la commission de crédit ci-après mentionnée dans tous les détails de leur gestion. Il a droit d'inspecter en tout temps les documents et la tenue des livres de la société et d'exiger la production de l'encaisse.

Les membres du conseil de surveillance ne peuvent, ni directement, ni indirectement, emprunter de la société, ou se porter caution d'un emprunteur.

Le conseil de surveillance, ou deux de ses membres, peuvent en tout temps convoquer une assemblée générale extraordinaire de la société.

Les délibérations du conseil de surveillance sont consignées dans les registres tenus et gardés par le gérant. 6 Ed. VII, c. 33, s. 20.

Commission  
de crédit.

**6783.** Outre le conseil d'administration et le conseil de surveillance et en dehors de leurs membres, l'assemblée générale peut nommer une "commission de crédit" composée d'au moins trois membres. Les membres de cette commission exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs; ils sont rééligibles.

Terme d'office.

Contrôle des  
prêts.

Cette commission de crédit a seule le contrôle absolu des prêts, au cas où de tels prêts seraient faits, sauf le recours autorisé par l'article 6790; les règlements de la société déterminent les conditions de l'exercice de leur mandat. Toutefois les membres de cette commission ne peuvent emprunter, ni directement, ni indirectement, de la société, ni se porter caution d'un emprunteur. 6 Ed. VII, c. 33, s. 21.

Gratuité de  
certaines  
fonctions.  
Gérant peut  
être payé.

**6784.** Les fonctions des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance et de la commission de crédit sont gratuites. Les services du gérant peuvent être rétribués. 6 Ed. VII, c. 33, s. 22.

Vacances.

**6785.** En cas de vacance dans le conseil d'administration, dans le conseil de surveillance ou dans la commission de crédit, les membres restant dans le conseil d'administration ont le droit d'y pourvoir pour le reste du terme. 6 Ed. VII, c. 33, s. 23.

**6786.** L'assemblée générale de la société se compose de <sup>Assemblée</sup> tous les sociétaires. Elle se constitue quel que soit le nom- <sup>générale.</sup> bre des membres présents. Aucun sociétaire ne peut voter par procuration, sauf les sociétés ou corps publics adhérents qui n'ont toutefois qu'un seul vote chacun. Chaque sociétaire n'a qu'un seul vote quel que soit le nombre de ses actions. 6 Ed. VII, c. 33, s. 24.

**6787.** L'assemblée générale rend ses décisions à la simple <sup>Comment</sup> majorité des voix ; en cas de parité, la voix du président est <sup>sont prises</sup> prépondérante. 6 Ed. VII, c. 33, s. 25. <sup>les décisions.</sup>

**6788.** L'assemblée générale se réunit chaque année dans <sup>Epoque de</sup> les trente jours qui suivent la clôture de l'exercice social, pour <sup>l'assemblée</sup> prendre connaissance du compte rendu annuel pour l'exer- <sup>générale.</sup> cice précédent et pour délibérer généralement sur les affaires de la société. L'avis de convocation est donné en la manière <sup>Avis.</sup> prescrite par les règlements.

La première assemblée tenue pour l'organisation d'une <sup>Première</sup> société nouvellement formée, pour l'élection de ses officiers et <sup>assemblée.</sup> l'adoption des règlements peut avoir lieu en tout temps. L'avis de convocation est donné par la personne désignée <sup>Qui peut con-</sup> par la majorité des signataires de la déclaration constitutive <sup>voquer l'as-</sup> mentionnée à l'article 6773. Les officiers élus à cette assem- <sup>semblée.</sup> blée restent en fonction durant l'exercice en cours, et, dans <sup>Terme</sup> tous les cas, jusqu'à l'élection de leurs successeurs. 6 Ed. VII, <sup>d'office.</sup> c. 33, s. 26.

**6789.** L'assemblée générale nomme parmi les sociétaires <sup>Nomination</sup> les membres des conseils d'administration et de surveillance <sup>des conseils,</sup> et de la commission de crédit. 6 Ed. VII, c. 33, s. 27. <sup>etc.</sup>

**6790.** Elle se prononce sur la dissolution de la société, <sup>Pouvoirs gé-</sup> la modification des règlements et sur les autres questions <sup>néraux de</sup> intéressant la société. Elle infirme ou approuve les déci- <sup>l'assemblée</sup> sions du conseil d'administration ou de la commission de <sup>générale.</sup> crédit, suivant le cas, chaque fois qu'appel est interjeté à cette fin par deux sociétaires ; pourvu que les contrats faits avec des tiers n'en soient pas affectés.

Les modifications aux règlements ne peuvent être votées valablement que par les trois quarts des sociétaires présents à l'assemblée spécialement ajournée dans ce but à une date ultérieure.

La dissolution ne peut être décidée si dix membres au moins s'y opposent. 6 Ed. VII, c. 33, s. 28.

**6791.** L'assemblée qui prononce la dissolution nomme <sup>Nomination</sup> un ou trois liquidateurs à la simple majorité des voix. 6 Ed. <sup>de liquida-</sup> VII, c. 33, s. 29. <sup>teurs.</sup>

- Assemblées extraordinaires et convocation d'iceles.** **6792.** Outre l'assemblée générale annuelle, des assemblées extraordinaires peuvent être tenues et pareillement convoquées, en tout temps, soit sur la décision du conseil d'administration, de deux membres du conseil de surveillance ou sur la demande d'un dixième des sociétaires. Le secrétaire, dans chaque tel cas, doit convoquer la société par avis public, tel que mentionné à l'article 6788. La convocation peut être également faite par le président lui-même ou par le vice-président.
- Mode de convocation.** A telle assemblée extraordinaire il n'est délibéré que sur les sujets énoncés au dit avis. 6 Ed. VII, c. 33, s. 30.
- Assemblées peuvent être tenues les jours fériés.** **6793.** L'assemblée générale, soit annuelle, soit extraordinaire, et les réunions des conseils d'administration et de surveillance ou de la commission de crédit, peuvent être valablement tenues les jours fériés. 6 Ed. VII, c. 33, s. 31.
- Comptabilité.** **6794.** Les règlements de la société établissent le mode de comptabilité à suivre dans la gestion des affaires, et définissent les pouvoirs et les devoirs du gérant. 6 Ed. VII, c. 33, s. 32.
- Tenue des comptes.** **6795.** Les comptes sont tenus par le gérant selon les dits règlements, sous le contrôle du conseil d'administration.
- Règlement des comptes.** Les comptes de la société sont arrêtés tous les ans à la clôture de l'exercice social. 6 Ed. VII, c. 33, s. 33.
- Compte rendu annuel.** **6796.** A la clôture de l'exercice, et pendant la première quinzaine qui suit, un compte rendu de la situation est préparé en double par le gérant, dûment attesté, et un double en est déposé au bureau du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité. 6 Ed. VII, c. 33, s. 34.
- Contenu du compte rendu.** **6797.** Ce compte rendu doit contenir :
1. La liste des sociétaires existant à la clôture de l'exercice précédent ;
  2. Une liste distincte et séparée des membres admis et sortis pendant le dernier exercice ;
  3. Un état succinct de l'actif et du passif de la société ;
  4. Un état des opérations de l'année, avec indication des profits et des pertes ;
  5. Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements de la société. 6 Ed. VII, c. 33, s. 35.
- Attestation du compte rendu.** **6798.** L'exactitude de tel compte rendu est attestée sous serment devant un juge de paix par le gérant. 6 Ed. VII, c. 33, s. 36.
- Répartition des bénéfices.** **6799.** L'assemblée générale, se basant sur ce compte rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la répartition. 6 Ed. VII, c. 33, s. 37.

**6800.** La société peut, par ses règlements, décréter la création, à même une partie de ses bénéfices annuels, d'un ou de plusieurs fonds sous les noms qu'elle choisit, lesquels ne peuvent être en partie ou en totalité partagés entre les sociétaires ou les membres auxiliaires que dans le cas de dissolution ; les règlements devant prescrire le montant et le mode de formation de ces fonds, leur objet, leur gestion, la proportion des bénéfices annuels qui doit être affectée à leur accumulation, et le montant qu'ils doivent atteindre respectivement. 6 Ed. VII, c. 33, s. 38.

*Création d'un ou de plusieurs fonds particuliers.*

**6801.** Toute personne, qu'elle fasse partie ou non de la société, peut obtenir du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité, en lui payant les honoraires requis, copie de tous documents concernant une société coopérative, dont le dit greffier ou secrétaire-trésorier est en possession. 6 Ed. VII, c. 33, s. 39.

*Copie des documents peuvent être obtenues, etc.*

**6802.** Les sociétaires ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les livres et les biens de la société, ni demander le partage de ses biens ou de son patrimoine sous forme de fonds de réserve ou autres, ou la licitation de ses biens, ni même s'immiscer en rien dans l'administration. Ils doivent, pour exercer leurs droits, s'en rapporter aux décisions de l'assemblée générale. 6 Ed. VII, c. 33, s. 40.

*Défense d'apposer les scellés, etc.*

**6803.** Tout membre peut se retirer de la société, en remettant un avis ou simple billet d'avertissement à cet effet au secrétaire ou au gérant de la société. 6 Ed. VII, c. 33, s. 41.

*Démission des sociétaires.*

**6804.** Le conseil d'administration peut prononcer l'exclusion de tout membre qui n'a pas exécuté ses engagements envers la société. Il peut aussi exclure de la société tout membre qui a subi une condamnation criminelle, qui refuse de se soumettre aux dispositions réglementaires, dont la conduite privée donne lieu à scandale ou qui est mis en état de faillite, de déconfiture ou d'interdiction.

*Exclusion des sociétaires.*

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration relative à l'exclusion d'un sociétaire relate les faits motivant telle exclusion, et copie conforme en est adressée au sociétaire exclu dans les deux jours, par lettre recommandée. 6 Ed. VII, c. 33, s. 42.

*Procès-verbal.*

**6805.** Le sociétaire démissionnaire ou exclu ne peut provoquer la liquidation de la société.

*Effet de l'exclusion ou de la démission.*

Les sommes portées au crédit des sociétaires démissionnaires ou exclus, leur sont payées au fur et à mesure des rentrées de fonds effectuées par la société et non absorbées

*Paiement des sommes dues*

aux sociétaires démissionnaires. par des dettes sociales exigibles. Les paiements se font par ordre de sortie, sans préjudice des dispositions de l'article 6771 quant au chiffre minimum du capital, et pourvu aussi que la société n'ait pas été mise en liquidation par dissolution ou autrement dans les trois mois précédant immédiatement la démission ou l'exclusion de tel sociétaire. 6 Ed. VII, c. 33, s. 43.

Mise du sociétaire en cas de faillite, etc. **6806.** En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, ses créanciers ou représentants recouvrent sa mise de la manière déterminée par l'article 6803, pourvu toutefois que le capital ne puisse être par là réduit au-dessous du montant du capital de fondation, tel que déclaré en l'article 6771. 6 Ed. VII, c. 33, s. 44.

Signature des procès-verbaux. **6807.** Tous extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou le vice-président, ou encore par le secrétaire ou le gérant.

Signature des billets, etc. Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents liant la société doivent être signés par la ou les personnes que désignent les règlements. 6 Ed. VII, c. 33, s. 45.

Mention qui doit être faite dans les actes, factures, etc. **6808.** Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents imprimés ou autographiés, émis par une société, il doit toujours être mentionné, lisiblement et en toutes lettres, que telle société existe en vertu de la présente section. 6 Ed. VII, c. 33, s. 46.

Union des sociétés. **6809.** Les sociétés, régulièrement organisées en vertu de la présente section, peuvent librement se concerter et s'unir dans une action commune pour protéger leurs intérêts similaires. 6 Ed. VII, c. 33, s. 47.

Responsabilité à raison des violations de la loi. **6810.** Les membres chargés de l'administration ou de la direction de la société sont personnellement responsables des torts occasionnés par la violation de la présente section. 6 Ed. VII, c. 33, s. 48.

Sociétés existantes. **6811.** Les associations coopératives formées en vertu des articles 5233 à 5252 des Statuts refondus de la province de Québec (1888), les syndicats agricoles formés en vertu de la loi 2 Edouard VII, chapitre 33, et les syndicats coopératifs formés en vertu de la loi 6 Edouard VII, chapitre 33, sont régis par les dispositions de la présente section. 6 Ed. VII c. 33, s. 49.

---

## FORMULE

A.—(*Article 6773*)*Déclaration de société*

## LOI DES SYNDICATS DE QUÉBEC

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'un syndicat coopératif à responsabilité limitée, sous le nom de \_\_\_\_\_, avec sa principale place d'affaires à \_\_\_\_\_ dans le comté de \_\_\_\_\_, et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_.

Témoins	Nom	Prénoms	Occupation	Résidence	Nombre d'actions de \$.....

6 Ed. VII, c. 33, cédule.

## SECTION XX

## DES COMPAGNIES DE DÉPÔTS DE SÛRETÉ

Qui peut  
ouvrir un  
coffre-fort  
loué par la  
compagnie.

**6812.** Nul coffre-fort loué par une compagnie de dépôts de sûreté, ni aucun réceptacle, pendant le temps qu'il est entreposé dans le local de quelqu'une de ces compagnies, ne peut être ouvert par qui que ce soit, sauf par la personne à qui tel coffre-fort a été loué, ou par qui tel réceptacle a été entreposé, ou par quelque personne autorisée par elle, ou par les représentants légaux de quelque personne ayant le droit de l'ouvrir, à moins que ce ne soit en vertu des dispositions de la présente section, nonobstant toute loi à ce contraire. 60 V., c. 76, s. 1.

Pouvoir de la  
Cour supérieure  
d'autoriser l'ouverture.

**6813.** La Cour supérieure du district dans lequel se trouve situé le local d'une compagnie de dépôts de sûreté, peut accorder un mandat autorisant l'ouverture de tout tel coffre-fort ou réceptacle, dans toutes circonstances dans lesquelles, si la présente section n'existait pas, un tribunal quelconque de la province aurait pu en autoriser l'ouverture. 60 V., c. 76, s. 2.

Procédures  
aux fins d'obtenir l'autorisation.

**6814.** Ce mandat ne doit être accordé que sur requête présentée au tribunal aux frais de celui qui la fait, et après avis par annonce, par lettre recommandée ou autrement, selon que le tribunal peut l'ordonner, à toutes personnes dont les intérêts légaux pourraient, dans l'opinion du tribunal, se trouver affectés par la perte du contenu du coffre-fort ou réceptacle. 60 V., c. 76, s. 3.

Conditions  
auxquelles  
l'autorisation  
est accordée.

**6815.** Quand il est établi à la satisfaction du tribunal que tel avis a été donné, le tribunal peut émettre un mandat adressé à la compagnie de dépôts de sûreté, ordonnant l'ouverture du coffre-fort ou réceptacle en question, aux termes et conditions qui peuvent être jugés nécessaires. 60 V., c. 76, s. 4.

Dépôt à faire  
avant l'ouverture.

**6816.** Nul tel mandat n'est émis qu'à condition que le requérant dépose, entre les mains de la compagnie, la somme jugée nécessaire pour payer les frais d'ouverture du dit coffre-fort ou réceptacle, et les remettre ensuite dans les mêmes état et condition. 60 V., c. 76, s. 5.

Formalités  
lors de l'ouverture.

**6817.** Nul de ces coffres-forts ou réceptacles n'est ouvert autrement qu'en présence d'un notaire dûment autorisé par le requérant, lequel notaire prépare, aux frais du requérant, un procès-verbal mentionnant les personnes présentes à l'ouverture, le contenu du coffre-fort ou réceptacle, et en délivre une copie à la compagnie de dépôts de sûreté, et une autre copie au protonotaire de la Cour supérieure. 60 V., c. 76, s. 6.

**6818.** Le tribunal peut, sur dépôt de ce procès-verbal, donner tout autre ordre relatif à la manière dont il doit être disposé du contenu de tel coffre-fort ou réceptacle, conformément à la loi et à la justice. 60 V., c. 76, s. 7. Pouvoir du tribunal relativement au contenu du coffre-fort.

**6819.** En se conformant à cet ordre, la compagnie est définitivement déchargée de tous ses devoirs et obligations, relativement à la garde en sûreté du contenu de tel coffre-fort ou réceptacle. 60 V., c. 76, s. 8. Effet de l'autorisation relativement à la compagnie.

**6820.** Quiconque viole les dispositions de la présente section est passible d'une amende de cent piastres, recouvrable par le procureur général, au profit de Sa Majesté. 60 V., c. 76, s. 9. Amende.

## SECTION XXI

## DES COMPAGNIES DE CIMETIÈRE

§ 1.—*De la formation de la compagnie*

**6821.** Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par un arrêté en conseil, confirmer tout acte de vente ou cession fait comme il est ci-après énoncé, de tout lopin de terre n'excédant pas trente-cinq arpents en étendue, à ou en faveur de toutes les personnes y dénommées, ne comptant pas moins de cinq, n'étant ni syndics pour une congrégation ou société religieuse, ni catholiques romaines, ni déjà constituées en corporation, pour être le lopin ou tous lopins de terre possédés et en être fait continuellement usage comme site de cimetière. S. R. Q., 5253 ; 53 V., c. 44, s. 2 ; 4 Ed. VII, c. 37, s. 1. Confirmation de certains actes de vente faits pour cimetières.

**6822.** Cet acte, outre qu'il doit mentionner les noms des personnes à qui la vente ou la cession est faite, doit aussi les désigner comme formant une compagnie de cimetière, sous un nom auquel il ne peut être objecté, dont elles peuvent se servir comme désignation particulière, et doit contenir des stipulations suffisantes, sous la réserve des amendements qui pourraient y être faits par règlement dûment passé et confirmé comme il est prévu ci-après, pour faciliter à d'autres personnes les moyens de s'associer avec elles, de manière à assurer la succession perpétuelle des membres de cette compagnie, et pour la direction de ses affaires par des syndics ou autres officiers d'icelle. S. R. Q., 5254. Contenu de ces actes.

**6823.** Les personnes qui demandent l'émission de cet arrêté en conseil, doivent démontrer, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'avis suffisant de pas moins de deux mois, annonçant leur intention d'en faire la Prouve que doivent faire les requérants.



demande, a été donné en langues française et anglaise dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un ou plusieurs papiers-nouvelles publiés dans le district où le terrain est situé, ou aussi près que possible, que tel acte a été exécuté *bona fide* par la partie qui est légalement propriétaire et en possession du terrain, qu'il n'existe aucune réclamation connue ou apparente sur le terrain, et que l'appropriation d'icelui à l'usage d'un cimetière, d'après la teneur de l'acte en question sous l'empire de la présente section, a été approuvée par le Conseil d'hygiène de la province de Québec, et ne donne lieu à aucune objection tirée de l'intérêt public. S. R. Q., 5255 ; 59 V., c. 28, s. 3.

Enregistrement de l'arrêté en conseil.

**6824.** Tout tel arrêté en conseil est enregistré au long en même temps que l'acte qu'il confirme, dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté dans les limites duquel le terrain est situé.

Avis.

Avis de l'arrêté et de l'enregistrement d'icelui et de l'acte, est donné, sous la signature du secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 5256.

#### § 2.—Des pouvoirs généraux de la compagnie

Effet de l'acquisition en vertu de ces actes de vente.

**6825.** 1. Les personnes qui acquièrent ainsi, en vertu d'un acte, forment, à tous égards, une corporation, comme si elles eussent été spécialement constituées sous le nom en question par une loi de la Législature pour leur donner droit de posséder et de faire usage pour toujours de tel terrain comme telle compagnie de cimetière.

Pouvoirs généraux.

2. Sous ce nom, elles et leurs associées et successeurs à perpétuité exercent tous les pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires à cette fin.

Acquisition subséquente de terrains.

3. Elles peuvent posséder, ou, en vertu de tout titre légal ultérieur, acquérir et posséder, pour l'approprier à l'usage d'un cimetière, tel terrain et tout autre y adjacent, n'excédant pas, dans toute leur étendue, trente-cinq arpents en superficie.

Formation d'un fonds. Règlements concernant :

4. Au moyen de contributions ou autrement, et ainsi que prévu par leurs règlements, elles peuvent former un fonds pour l'entretien et l'embellissement convenables du terrain, et, de temps en temps, faire des règlements :

Admission des membres ;

a. Pour l'admission et l'expulsion des membres de la corporation ;

Emploi du fonds ;

b. Pour la formation, le maintien, l'administration et l'emploi de ce fonds ;

Définition des droits ;

c. Pour définir et déterminer tous les droits, de quelque nature qu'ils soient, de la corporation et des membres d'icelle respectivement ;

d. Pour imposer et rendre exécutoire toute pénalité ou confiscation ; Imposition des pénalités;

e. Pour la direction de toutes les affaires qui se rattachent à la corporation. Direction des affaires.

5. Elles peuvent, de temps à autre, et de la même manière, amender ou abroger les règlements. Amendement des règlements.

6. Ces droits, pénalités et confiscations sont seulement ceux définis et limités par ces règlements, et peuvent être mis à effet d'après le mode qui y est prescrit. Définition des pénalités et droits.

7. Nul titre ultérieur ou autre, à la possession du terrain, et nul tel règlement n'a vigueur et effet qu'après avoir été confirmé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, et enregistré au long avec l'arrêté, dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté dans les limites duquel le cimetière est situé. S. R. Q., 5257 ; 9 Ed. VII, c. 63, s. 1. Titre ultérieur à la possession de terrains.

**6826.** Toute compagnie peut posséder ce terrain, ou la partie d'icelui, à la charge de tout fidéicommiss légal, explicitement ou implicitement créé sur icelui en faveur de toute personne ou classe de personnes, qu'elles soient membres ou non de la compagnie. Pouvoir de posséder en fidéicommiss.

Tout fidéicommiss créé ou mentionné, par ou dans un acte ou une cession, ou par un règlement de la compagnie, est considéré comme affectant valablement le terrain, et en conséquence il a tout l'effet que de droit, sujet seulement à telles autres dispositions raisonnables qui peuvent être ultérieurement arrêtées à son égard par règlement dûment passé et confirmé, comme il est prévu ci-dessus. S. R. Q., 5258. Terrain affecté par fidéicommiss.

**6827.** Le terrain ainsi possédé par chaque telle compagnie est censé, à tous égards, être un cimetière, et comme tel ne peut être aliéné pour l'approprier à un autre usage, excepté seulement dans les cas ci-après déterminés ; et toute réclamation contre ou sur ce terrain ne vaut que comme une réclamation contre les personnes qui peuvent à ce sujet être équitablement responsables de sa juste valeur pécuniaire, et elle ne peut, d'aucune manière, être un motif de dépossSESSION juridique de la compagnie, ni restreindre ou affecter les droits qu'elle a de posséder à perpétuité le terrain comme place de cimetière. S. R. Q., 5259. Terrain ainsi possédé est réputé cimetière et est inaliénable.

**6828.** Chaque fois que, sur demande faite par toute telle compagnie, à l'expiration de deux mois de l'avis préalablement donné, en langues française et anglaise, dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans un ou plusieurs papiers-nouvelles publiés dans le district ou aussi près que possible du district dans les limites duquel ce cimetière est situé, il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, Comment, quand et sous quelles conditions, la compagnie peut être autorisée à faire échange de terrain.

qu'il est désirable, pour des motifs d'intérêt public, qu'il soit fait un échange de ce terrain ou de quelque partie d'icelui contre un autre terrain, et que le terrain proposé pour tel échange a été approuvé par le Conseil d'hygiène de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser tel échange, sujet aux dispositions des articles 4444, 4445 et 4446, par rapport à l'enlèvement des corps inhumés ou autrement.

Enlèvement  
des corps  
inhumés.

La compagnie peut, sur cette autorisation, opérer l'échange et faire tous autres actes que la nature de la transaction requiert ou qui s'y rattachent, pour l'enlèvement des corps inhumés, ou pour d'autres fins, mais ces actes sont toujours sujets aux conditions et restrictions, et à toutes les charges et obligations qui en résultent. S. R. Q., 5260 ; 59 V., c. 28, s. 4.

Cession d'une  
partie de ter-  
rain d'un  
cimetière par  
une Cie.

**6829.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, sur requête à lui présentée après la publication de l'avis mentionné dans l'article 6828, autoriser toute telle compagnie à céder à l'œuvre et fabrique d'une paroisse ou à toute autre autorité constituée d'une dénomination religieuse quelconque, une partie du terrain de son cimetière, pourvu que cette partie de terrain ait été affectée jusqu'alors aux fins de cette dénomination religieuse. S. R. Q., 5260a ; 8 Ed. VII, c. 68, s. 1.

Proviso.

### § 3.—*Dispositions diverses*

Mention du  
mode corpo-  
ratif, non  
nécessaire  
dans une  
poursuite.

**6830.** Dans toute action ou procédure légale, il n'est pas nécessaire d'établir le mode d'organisation de la compagnie autrement qu'en en faisant mention sous son titre de création, comme ayant été constituée par un arrêté en conseil, sous l'empire de la présente section ; l'avis de cet arrêté en conseil, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, est *prima facie* une preuve de toutes les énonciations qu'il contient.

Preuve des  
copies de do-  
cuments enre-  
gistrés.

Une copie de tout document, dont l'enregistrement doit être fait sous l'empire de la présente section, dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté, dûment certifiée par le registraireur d'icelui, est *prima facie* une preuve de la teneur de ce document. S. R. Q., 5261.

Règlement  
des honorai-  
res par lieut.  
gouv. en  
conseil.

**6831.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, établir, changer et régler les honoraires payables sur les arrêtés en conseil, et pour l'enregistrement des documents, sous l'empire de la présente section. S. R. Q., 5262.

## SECTION XXII

## DES COMPAGNIES D'ASSURANCE, DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET DES SOCIÉTÉS CHARITABLES

§ 1.—*De la constitution en corporation des compagnies d'assurance à fonds social et de la caducité de certains pouvoirs corporatifs*

**6832.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du trésorier de la province, émettre des lettres patentes sous le grand sceau aux fins d'octroyer une charte à tout nombre de personnes qui, n'étant pas moins de cinq et souscripteurs d'actions dans la future compagnie, ont fait une demande pour entreprendre et transiger un des groupes d'assurance mentionnés dans l'article 6838. 8 Ed. VII, c. 69, s. 1.

Emission de lettres patentes.

**6833.** Avant la prise en considération de leur requête, les requérants doivent justifier de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, pendant quatre semaines consécutives, d'un avis signé par eux établissant leur intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander la constitution d'une compagnie d'assurance en vertu de la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 2.

Avis dans la Gazette officielle.

**6834.** Cet avis doit contenir :

a. Le nom social de la compagnie projetée, lequel ne doit pas être celui d'une autre compagnie, ni un nom sujet à être confondu avec celui d'une autre compagnie ou autrement inadmissible pour quelque raison d'intérêt public ;

Contenu de l'avis.

b. Les noms, en toutes lettres, ainsi que l'adresse, le domicile et la profession de chaque requérant ;

c. Le genre d'assurance que la compagnie se propose de transiger ;

d. L'endroit, dans les limites de la province, où la compagnie aura son principal bureau d'affaires ;

e. Le montant du fonds social de la compagnie, le nombre des actions dont sera composé le fonds social et le montant de chaque action. 8 Ed. VII, c. 69, s. 3.

**6835.** Outre les documents dont la production est ordonnée par la présente section, les requérants doivent produire tous autres documents dont la production peut être ordonnée, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 4.

Production de certains documents.

**6836.** Les lettres patentes doivent contenir une disposition à l'effet qu'elles ne seront en vigueur qu'à partir du moment où un permis sera accordé à la dite compagnie sur paiement des droits fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 5.

Disposition de rigueur dans les lettres patentes.

- Bureau de direction.** **6837.** 1. Les affaires de toute compagnie constituée en corporation en vertu des articles précédents sont administrées par un bureau de pas moins de cinq ni de plus de quinze directeurs.
- Directeurs provisoires.** 2. Les cinq premières personnes désignées dans les lettres patentes sont les directeurs de la compagnie jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres dûment nommées en leurs lieu et place.
- Directeurs subséquents.** 3. Les directeurs subséquents sont élus par les actionnaires réunis en assemblée générale de la compagnie aux époques, de la manière et pour un temps n'excédant pas deux ans, fixés par les règlements de la compagnie.
- Qualités requises des directeurs.** 4. Les directeurs doivent, durant leur terme d'office, être détenteurs, *bona fide*, et en leur propre nom, de dix actions au moins du capital-actions de la compagnie sur lesquelles tous les versements ont été payés ; dès qu'un directeur cesse de posséder le nombre d'actions exigé par le présent article, la charge qu'il occupe devient vacante *ipso facto*.
- Assemblées générales.** 5. Les assemblées générales de la compagnie sont convoquées et tenues de la manière mentionnée dans l'article 6841.
- Dispositions applicables.** 6. La loi des compagnies de Québec (articles 6002 et suivants) s'applique aux compagnies constituées en vertu du paragraphe premier de la présente section à défaut de dispositions spéciales dans icelle section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 6.
- Capital-actions exigé des compagnies d'assurance.** **6838.** Le capital-actions d'une compagnie constituée en vertu des articles précédents est le suivant :
1. Si la compagnie entreprend l'assurance contre le feu, ou contre le feu et les périls de la navigation intérieure, ou contre les accidents, ou sur la vie, ou sur la vie et contre les accidents, ou des assurances de garantie, ou de cautionnement, le capital-actions doit être au moins de cinq cent mille piastres, avec pouvoir de le porter à un million de piastres, moyennant le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil ; et, avant de faire la demande d'un permis, la compagnie doit fournir à l'inspecteur une preuve suffisante qu'il a été souscrit et pris de bonne foi pour au moins trois cent mille piastres de ce capital-actions, et que trente mille piastres d'icelui ont été versées dans quelque banque légalement constituée au Canada.
2. Si la compagnie entreprend l'assurance sur le bétail, avec ou sans assurance sur les véhicules, le capital-actions doit être au moins de trois cent mille piastres avec faculté de l'augmenter, comme dans le paragraphe 1 du présent article, jusqu'à cinq cent mille piastres, et il doit aussi être démontré, comme dans le dit paragraphe, que cent cinquante mille piastres de ce capital ont été souscrites et quinze mille piastres versées dans quelque banque légalement constituée au Canada.
3. Si la compagnie (n'étant aucune de celles indiquées dans les paragraphes précédents du présent article, ou dans les

suivants) entreprend l'assurance contre toute perte de propriété ou tout dommage à la propriété, causés par accident, y compris les explosions, ou par suite de vol avec ou sans effraction, le capital-actions doit être d'au moins cent mille piastres avec faculté de l'augmenter, comme dans le paragraphe 1 du présent article, jusqu'à deux cent cinquante mille piastres, et, comme prescrit dans le dit paragraphe, il doit être démontré que soixante mille piastres de ce capital-actions ont été souscrites et onze mille piastres versées dans quelque banque légalement constituée au Canada.

4. Si la compagnie entreprend l'assurance sur les bicycles ou les véhicules, ou l'assurance sur les glaces (*plate glass*), le capital-actions doit être d'au moins vingt-cinq mille piastres, avec faculté de l'augmenter, comme dans le paragraphe 1 du présent article, jusqu'à cent mille piastres, et il doit être démontré que, sur cette somme de vingt-cinq mille piastres, il a été souscrit au moins douze mille piastres, et que six mille piastres, au moins, ont été versées dans quelque banque légalement constituée au Canada.

5. Les actions constituant le capital de toute compagnie formée en vertu des dispositions du paragraphe premier de la présente section sont de cent piastres chacune, et la responsabilité de tout actionnaire est limitée au montant non payé sur les actions possédées par lui. 8 Ed. VII, c. 69, s. 7.

**6839.** 1. Les pouvoirs corporatifs de toute compagnie ou société, qu'elle soit constituée en corporation en vertu du présent paragraphe ou d'une loi spéciale, deviennent caducs, sauf à seule fin de liquider ses affaires :

Caducité de  
pouvoirs cor-  
poratifs.

*a.* Faute d'usage pendant trois ans à compter de la date de la constitution de la corporation ;

*b.* Si, après qu'une compagnie ou société a entrepris des contrats dans le sens de la présente section, cette compagnie ou société discontinue de faire des affaires durant une année ;

*c.* Si son permis reste suspendu durant une année, ou s'il prend fin autrement que par le seul écoulement du temps et n'est pas renouvelé dans un délai de soixante jours.

Dans toute action ou toute procédure où ce non-usage est allégué, la preuve contraire incombe à la compagnie ou société, et la Cour supérieure, sur la requête du procureur général ou de toute personne intéressée, peut limiter le temps pendant lequel la compagnie ou société doit régler et clore ses comptes, et, à cette fin en particulier, ou aux fins de la liquidation en général, elle peut nommer un liquidateur qui procède, avec le moins de délai possible, à liquider les affaires de la compagnie ou société, sous la direction de l'inspecteur, de la même manière que le liquidateur nommé en vertu des articles 7063 et 7064.

Proviso.

2. Les pouvoirs corporatifs de toute compagnie ou société constituée en corporation en vertu d'une loi antérieure au 10 février 1909 ne deviennent caducs, faute d'usage, que dans les trois ans à partir de la dite date; le tout sans préjudice des lois spéciales antérieures qui, par leurs dispositions, pourraient décréter un autre mode de caducité. 8 Ed. VII, c. 69, s. 8

§ 2.—*De la constitution en corporation des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés*

Assemblée préliminaire pour la formation de la compagnie.

**6840.** 1. Vingt-cinq personnes résidant dans cette province et propriétaires de biens immobiliers situés dans un comté de cette province, peuvent convoquer une assemblée des propriétaires de biens immobiliers de ce comté—et de tout nombre de comtés avoisinants n'excédant pas cinq, s'ils le jugent nécessaire,—dans le but de considérer s'il est à propos d'établir dans ce ou ces comtés, une compagnie d'assurance contre le feu, d'après le principe de l'assurance mutuelle.

Preuve requise avant la convocation d'icelle.

2. Avant la convocation de cette assemblée préliminaire, il doit être démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, qu'il n'existe pas de compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie faisant des affaires dans ce territoire d'une manière efficace et qu'il est opportun de permettre l'organisation d'une compagnie de ce genre.

Permission du trésorier.

3. L'assemblée préliminaire ne peut être convoquée sans une permission écrite du trésorier de la province à cet effet. 8 Ed. VII, c. 69, s. 9.

Avis de l'assemblée.

**6841.** Cette assemblée est convoquée par un avis mentionnant le temps, le lieu et l'objet de l'assemblée, et inséré durant les trois semaines précédant immédiatement cette assemblée, dans au moins deux journaux, dont l'un publié dans la langue française et l'autre publié dans la langue anglaise, dans le district où l'assemblée doit avoir lieu, et, s'il n'y a pas de journal publié dans le district, dans le ou les districts avoisinants. 8 Ed. VII, c. 69, s. 10.

Nombre des propriétaires qui doivent être présents.

**6842.** Si, à cette assemblée, il y a au moins cinquante propriétaires de biens immobiliers présents, et si au moins les deux tiers décident qu'il est opportun d'établir une telle compagnie, ils peuvent choisir trois d'entre eux pour ouvrir et tenir un livre de souscriptions, dans lequel les propriétaires de biens immobiliers du comté ou des comtés, peuvent signer leurs noms et inscrire les sommes pour lesquelles ils s'obligent respectivement à s'assurer à la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 11.

Nombre requis pour la

**6843.** Dès que deux cents personnes ont signé leurs noms dans ce livre de souscriptions, et se sont obligées à s'assurer à

la compagnie, au montant de deux cent mille piastres ou plus, il est convoqué une assemblée des souscripteurs, de la manière ci-après prescrite. 8 Ed. VII, c. 69, s. 12.

convocation  
d'une assem-  
blée de sous-  
cripteurs.

**6844.** 1. Aussitôt que possible après que le livre de souscriptions a été complété, dix souscripteurs inscrits dans ce livre peuvent convoquer la première assemblée de la compagnie, en expédiant par la poste, un avis imprimé adressé à chaque souscripteur, au bureau de poste de sa localité, au moins dix jours avant le jour de cette assemblée, et en l'annonçant dans deux journaux ou plus, publiés comme susdit.

Première as-  
semblée de la  
compagnie.

Avis.

2. Cet avis et cette annonce mentionnent le but de l'assemblée, ainsi que le temps et le lieu où elle se tiendra. 8 Ed. VII, c. 69, s. 13.

Contenu de  
l'avis.

**6845.** 1. A cette assemblée, le nom et la désignation de la compagnie, y compris les appellations "contre le feu" et "mutuelle," sont adoptés, et il est nommé un secrétaire intérimaire.

Nom de la  
compagnie.

2. Un bureau de pas plus de neuf ni de moins de cinq directeurs est élu, et l'on fixe le lieu, dans le comté où doit être établi le principal bureau de la compagnie.

Election des  
directeurs.

3. Pour que l'assemblée mentionnée dans le paragraphe 1 du présent article soit régulière, vingt-cinq souscripteurs au moins doivent être présents. 8 Ed. VII, c. 69, s. 14.

Disposition  
de rigueur.

**6846.** Copies des résolutions adoptant ce nom ou cette désignation, et fixant le lieu où doit être le principal bureau d'affaires de la compagnie, ainsi que du livre de souscriptions et les noms des directeurs élus, sont alors dressées ; ces copies, certifiées conformes par le président et le secrétaire, sont déposées au bureau du registraire de la division ou du comté dans lequel doit être le principal bureau d'affaires de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 15.

Dépôt des  
résolutions  
chez le régis-  
trateur.

**6847.** 1. Sur le dépôt de ces copies certifiées comme susdit, les souscripteurs ci-dessus mentionnés, et toutes les personnes qui s'assurent dans la suite à la compagnie en deviennent membres, et forment une corporation sous le nom qui a été ainsi adopté.

Effet de ce  
dépôt.

2. Avant de vaquer à toute autre procédure, ou de transiger toute autre affaire, le président et le secrétaire transmettent et délivrent de pareilles copies, par eux certifiées, à l'inspecteur d'assurance, à son bureau, accompagnées d'un état signé par le président et le secrétaire, faisant connaître la nature et l'espèce de risques que la compagnie entend prendre, c'est-à-dire si les affaires qui doivent être transigées ne s'étendent qu'à l'assurance des fermes et des bâtiments et propriétés isolés, ou, aussi, à l'assurance des risques de commerce, des

Copies des  
résolutions  
délivrées à  
l'inspecteur.



manufactures et des propriétés plus exposées à être détruites par le feu.

Permission  
du trésorier.

3. Le président et le secrétaire doivent aussi transmettre à l'inspecteur d'assurance une copie de la permission écrite du trésorier de la province, mentionnée au paragraphe 3 de l'article 6840. 8 Ed. VII, c. 69, s. 16.

Devoir de  
l'inspecteur  
en recevant  
ces copies.

**6848.** Sur réception de ces copies certifiées et de l'état susdit l'inspecteur procède à constater si les procédures faites pour constituer la compagnie en corporation, l'ont été conformément à la loi qui régit ces matières, si les souscriptions sont faites de bonne foi, et par des personnes possédant des propriétés à assurer, et si le nom proposé est le même que celui d'une compagnie existante, ou peut être facilement confondu avec le nom de telle compagnie.

Déclaration  
sous serment.

Il peut exiger qu'on lui produise la déclaration attestée sous serment de toute personne sur les matières au sujet desquelles il est appelé à s'enquérir. 8 Ed. VII, c. 69, s. 17.

Transmission  
du certificat  
au trésorier  
de la provin-  
ce.

**6849.** 1. Si, par cet examen, l'inspecteur constate que les dispositions du paragraphe deuxième de la présente section ont été observées, que les souscriptions ont été faites de bonne foi par des personnes en lieu de les faire, que le nom proposé de la compagnie est satisfaisant et que la dite compagnie a fait le dépôt exigé par les articles 6923 et suivants (s'il y a lieu), il en transmet un certificat au trésorier de la province.

Choix d'un  
autre nom  
par la com-  
pagnie.

2. Si, par cet examen, l'inspecteur constate que le nom proposé est un nom qui peut être facilement confondu avec celui d'une compagnie existante, il peut requérir les directeurs de choisir un autre nom, qui doit être approuvé par le trésorier de la province, et les directeurs doivent, par résolution, choisir un autre nom.

Dépôt de la  
résolution.

3. Cette résolution est produite, au bureau d'enregistrement, de la même manière que les autres procédures doivent être produites. 8 Ed. VII, c. 69, s. 18.

Emission du  
permis par le  
trésorier.

**6850.** 1. Sur rapport par l'inspecteur, au sujet des faits susdits, fait au trésorier, ce dernier peut émettre un permis en double, en faveur de la compagnie, exposant qu'on lui a fait voir que la compagnie est devenue une corporation en vertu du présent paragraphe, sous le nom de " la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de ", qu'elle s'est conformée aux exigences de la loi à ce sujet, et qu'à compter de la production d'un double de ce permis au bureau du régistrateur de la division ou du comté dans lequel le bureau principal de cette compagnie est situé, elle a droit de recevoir des demandes et d'émettre des polices d'assurance, en se conformant toutefois aux dispositions de l'article 7003, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assu-

rance mutuelle contre le feu, formée en vertu du présent paragraphe, peut légalement transiger au sujet de l'espèce d'affaires mentionnée dans sa déclaration à l'inspecteur.

2. Ce permis ne peut être octroyé pour un plus long terme <sup>Durée du</sup> que douze mois, à compter de la date de son émission, mais <sup>permis.</sup> il est toujours sujet à renouvellement, tel que ci-après prévu.  
8 Ed. VII, c. 69, s. 19.

**6851.** L'inspecteur doit garder, dans ses liasses, les documents qui lui sont ainsi fournis, et tenir un livre dans lequel sont entrés le nom de la compagnie, la déclaration produite relativement à la nature des affaires qu'elle se propose de faire, ainsi qu'une copie du permis du trésorier de la province. <sup>Livre que doit tenir l'inspecteur.</sup>  
8 Ed. VII, c. 69, s. 20.

**6852.** Sauf les dispositions de l'article 7003 et celles du présent paragraphe, toute telle compagnie, après avoir reçu le permis susdit, et l'avoir délivré au registrateur de la manière susdite, peut transiger, par toute la province, toute affaire d'assurance mutuelle contre le feu, de l'espèce et du caractère mentionnés dans le permis du trésorier de la province. <sup>Effet du permis du trésorier.</sup>

Toute telle compagnie peut, cependant, en tout temps dans la suite, demander au trésorier de la province, un permis supplémentaire, pour lui permettre d'étendre ses affaires à des classes de risques autres que celles comprises dans son permis. <sup>Permis supplémentaire.</sup>

Lorsqu'il est accordé un permis supplémentaire, il est enregistré dans les livres de l'inspecteur d'assurance et produit au bureau d'enregistrement dans lequel le premier permis l'a été. <sup>Enregistrement des permis.</sup>

Toute compagnie en opération le 10 février 1909 peut, en faisant la demande au trésorier, obtenir un permis supplémentaire semblable en payant les droits fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. <sup>Pouvoir d'une compagnie existante.</sup>  
8 Ed. VII, c. 69, s. 21.

**6853.** Sur réception du permis mentionné dans l'article 6850, le secrétaire intérimaire convoque une assemblée du bureau des directeurs pour élire parmi eux un président et un vice-président, nommer un secrétaire, et transiger telles autres affaires qui peuvent leur être soumises. <sup>Première assemblée pour l'élection des officiers.</sup>  
8 Ed. VII, c. 69, s. 22.

§ 3.—*De la conversion des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu en compagnies d'assurance mutuelle au comptant*

**6854.** 1. Toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu ne peut effectuer des assurances d'après le système de primes en argent, ou au comptant, ou à prix fixe, qu'aux conditions suivantes : <sup>Assurances sous le système au comptant.</sup>

a. Adoption d'un règlement à cet effet approuvé par la majorité de ses membres présents à une assemblée convoquée en la manière prescrite par l'article 7004 ; <sup>Conditions.</sup>

b. Dépôt au département du Trésor, pour la garantie des assurés, de la somme fixée par l'article 6923 ;

c. Formation d'un capital conformément aux articles 6860 et suivants, et division des affaires de la compagnie en deux branches complètement séparées et distinctes, dont l'une pour les assurés sous le système mutuel, et l'autre pour les assurés sous le système non mutuel ou au comptant ; l'assuré sous le système non mutuel ou au comptant n'est aucunement membre de la compagnie et n'est pas responsable au delà de la prime qu'il est tenu de payer, et l'assuré sous le système mutuel n'est aucunement responsable des pertes subies sous le système non mutuel ou au comptant ;

d. Obtention du trésorier de la province d'un permis autorisant la compagnie d'assurance mutuelle de faire des affaires sous le système non mutuel ou au comptant ;

e. Enregistrement au bureau du trésorier de la province conformément aux articles 6937, 6938 et 6939.

Garanties  
contre les  
pertes.

2. Cependant la compagnie n'est pas tenue de se conformer aux prescriptions du sous-paragraphe c du paragraphe 1 du présent article et toutes ses propriétés et son actif, y compris les billets de dépôt ou les valeurs, garantissent toutes les pertes qui peuvent survenir à raison des risques pour primes en argent, quand la compagnie a accumulé et maintient la réserve mentionnée dans le paragraphe 1 de l'article 6865, et alors la compagnie, après s'être conformée aux prescriptions de l'article 6868 si elle le juge à propos, doit allouer, chaque année, aux assurés sous le système mutuel les profits sur toutes ses opérations. 8 Ed. VII, c. 69, s. 23.

Rapport de  
l'inspecteur.

**6855.** Le permis mentionné dans l'article 6854 est accordé sur un rapport de l'inspecteur des assurances établissant que toutes les prescriptions de la loi ont été remplies. 8 Ed. VII, c. 69, s. 24.

Application  
générale.

**6856.** Toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu constituée en vertu des lois de cette province, ou détenant une charte ou certains pouvoirs additionnels de la Législature et transigeant des affaires au comptant, doit se conformer aux dispositions de l'article 6854 pour les risques qu'elle renouvelle et les nouveaux risques qu'elle assume. 8 Ed. VII, c. 69, s. 25.

§ 4.—*De la conversion des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu et des compagnies d'assurance mutuelle au comptant contre le feu en compagnies d'assurance à fonds social*

Conversion  
des compa-

**6857.** 1. Toute compagnie d'assurance contre le feu, mutuelle ou mutuelle au comptant, constituée en corporation ou

organisée en vertu de quelqu'une des lois de cette province, <sup>gnies d'assu-</sup> ayant un excédent d'actif, à part ses billets de prime ou ses <sup>rance mu-</sup> engagements, représentant le tiers des primes sur les risques <sup>tuelle en</sup> en cours pouvant être affecté à la réassurance de dits risques, <sup>compagnies</sup> après avoir donné, dans la *Gazette officielle de Québec* et dans <sup>d'assurance</sup> un journal publié dans le comté où la compagnie a son prin- <sup>à fonds</sup> cipal bureau d'affaires, une fois par semaine, pendant quatre <sup>social.</sup> semaines consécutives, avis de son intention ainsi que de l'assemblée à laquelle il est ci-après prévu, avec le consentement des deux tiers des membres présents à toute assemblée régulière annuelle et des deux tiers des souscripteurs du capital-actions, ou à toute assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, ou avec le consentement par écrit des deux tiers des membres de la compagnie, et le consentement aussi des trois quarts des directeurs, et des deux tiers des souscripteurs du capital-actions, peut faire une demande à cette fin, en son nom corporatif et être constituée en corporation à fonds social conformément aux articles 6832 à 6836, *mutatis mutandis*, et tout membre de cette compagnie, le jour de la dite assemblée annuelle ou spéciale, ou lors de son consentement par écrit, a droit à la priorité dans la souscription du capital-actions, durant un mois après l'ouverture des livres de souscriptions au capital-actions, en proportion du montant d'assurance possédé par ces membres sur les risques non expirés en vigueur le jour de l'assemblée annuelle ou spéciale, ou à la date du consentement par écrit.

2. L'avis mentionné dans le paragraphe 1 du présent article <sup>Avis à cet</sup> doit être inséré dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans un <sup>effet.</sup> journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité; et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité, ou que tous soient de la même langue, dans les deux langues dans le même journal, ou, s'il n'y a pas de journal dans la dite localité, dans le journal ou les journaux de la localité la plus proche. 8 Ed. VII, c. 69, s. 26.

**6858.** Toute compagnie constituée en vertu du présent <sup>Responsabi-</sup> paragraphe est responsable de toutes les dettes de la compagnie <sup>lité de la</sup> dont elle a été formée, et elle peut être poursuivie à ce sujet <sup>compagnie</sup> sous son nouveau nom corporatif, et les biens mobiliers et <sup>constituée</sup> immobiliers de l'ancienne compagnie passent et sont dévolus <sup>en vertu de</sup> à la nouvelle compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 27. <sup>ce paragra-</sup> <sup>phe.</sup>

**6859.** L'article 6837 est applicable aux compagnies cons- <sup>Dispositions</sup> tituées en vertu du présent paragraphe. 8 Ed. VII, c. 69, applicables. <sup>s. 28.</sup>

§ 5.—*Des pouvoirs accordés aux compagnies d'assurance mutuelle et aux compagnies d'assurance mutuelle au comptant contre le jeu de former un capital et un capital de garantie ou fonds de réserve—De l'emploi des profits annuels des compagnies d'assurance contre le feu*

Formation  
d'un capital.

**6860.** Toute compagnie d'assurance contre le feu, mutuelle ou mutuelle au comptant, constituée en corporation en vertu de la présente section ou de tout autre loi peut, avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, former un capital de pas moins de deux cent mille piastres, et peut aussi augmenter, de temps à autre, ce capital, avec le même consentement, jusqu'à cinq cent mille piastres, pourvu que les dispositions prescrites par les articles 6832 à 6836 aient été suivies, *mutatis mutandis*. 8 Ed. VII, c. 69, s. 29.

Souscripteur  
d'action est  
membre de  
la compa-  
gnie.  
Droit de vote  
des action-  
naires.

**6861.** Tout souscripteur, après l'attribution d'une ou de plusieurs actions, devient membre de la compagnie avec les droits, privilèges et responsabilités qui y sont attachés.

Chaque actionnaire a droit, aux assemblées de la compagnie, à un vote par action, pourvu que tous les versements dus sur cette action aient été payés. 8 Ed. VII, c. 69, s. 30.

Transfert  
des actions.

**6862. 1.** Les actions constituent un bien mobilier et sont transférables, mais aucun transfert n'est valide à moins qu'il ne soit fait dans les livres de la compagnie, et, avant d'avoir été entièrement libérée, aucune action n'est transférable sans le consentement du bureau de direction. Aucun transfert n'est valide tant qu'un appel de versement fait antérieurement reste dû.

Privilège de  
la compa-  
gnie.

**2.** La compagnie a un privilège sur les actions de tout actionnaire pour les versements ou autres dettes dus par celui-ci à la compagnie et pour toute obligation dont il est redevable, et, à l'échéance de tout tel versement, dette ou obligation, la compagnie peut, après un mois d'avis à l'actionnaire, ou à ses représentants, vendre ces actions ou une partie suffisante d'icelles pour payer le versement, la dette ou l'obligation et transférer à l'acquéreur les actions ainsi vendues. 8 Ed. VII, c. 69, s. 31.

Confiscation  
des actions,  
dans certains  
cas.

**6863.** La compagnie peut encore, à défaut de paiement pendant un mois de tout appel de versement sur une action, et, après avis préalablement donné, comme il est dit dans l'article 6862, déclarer l'action et toutes les sommes antérieurement payées sur icelle, confisquées en sa faveur, et peut vendre ou émettre de nouveau les actions confisquées à telles conditions qu'elle jugera avantageuses à ses intérêts. 8 Ed. VII, c. 69, s. 32.

**6864.** Après que deux cent mille piastres du capital ont été souscrites de bonne foi et qu'un dixième de cette somme a été payé au fonds de la compagnie, celle-ci, après s'être conformée aux dispositions de l'article 6854, peut faire des assurances pour des primes intégralement payables au comptant ; mais aucune assurance sur le principe du paiement intégral au comptant ne fait de l'assuré un membre de la compagnie, ni ne l'oblige de contribuer ou de payer aucune somme à la compagnie ou à son fonds, ou à aucun de ses membres au delà de la prime au comptant convenue, ni ne lui donne le droit de participer aux profits ou aux surplus de la compagnie, et celle-ci ne peut faire aucune transaction entièrement d'après le système au comptant sans avoir, au préalable, obtenu un permis du trésorier de la province, conformément à la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 33.

Transaction  
d'affaires au  
comptant.

Responsabi-  
lité de l'as-  
suré.

**6865. 1.** Les profits annuels et les gains de toute compagnie d'assurance contre le feu, quels que soient sa constitution en corporation ou son système d'opération, déduction faite des billets de dépôt ou autres engagements, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance faisant affaires sous les deux systèmes, sont employés, en premier lieu, à la création d'un fonds de réserve équivalent, au moins, au montant des primes non gagnées sur les risques en cours et aussi à toutes les sommes quelconques qui peuvent être dues à la compagnie, quand aucune portion du capital ou de l'intérêt sur ces sommes n'a été payée l'année précédente et quand aucune poursuite en justice n'a été intentée pour les percevoir, ou quand encore, après jugement obtenu, ces sommes restent impayées pendant plus de deux ans, y compris l'intérêt et les intérêts accrus.

Création du  
fonds  
réserve.

2. Aucune telle compagnie d'assurance ne peut déclarer et payer un dividende sur son capital excédant dix pour cent pour une seule année, à moins que, en sus de son capital et du fonds de réserve créé par le paragraphe 1 du présent article, elle ne soit en possession d'un surplus équivalent à trente pour cent des primes non gagnées sur les risques en cours.

Paiement de  
dividendes.

3. Toute telle compagnie d'assurance contre le feu qui, en sus de son capital et de ses obligations en cours, possède un fonds spécial excédant la moitié du montant de toutes les primes sur les risques en vigueur, peut augmenter son capital à même ce fonds spécial et distribuer cette augmentation parmi ses actionnaires au prorata de leurs actions, pourvu que cette augmentation soit au moins égale à vingt-cinq pour cent du capital initial et qu'elle ait été approuvée par le trésorier de la province et autorisée par le vote des trois quarts des directeurs de la compagnie.

Surplus.

Fonds spé-  
cial.

Augmenta-  
tion du capi-  
tal.

4. Tout actionnaire recevant un dividende payé en contravention avec les dispositions du présent article est responsable, envers les créanciers de la compagnie, jusqu'au mon-

Responsabi-  
lité de l'ac-  
tionnaire.

tant du dividende reçu, et est, en outre, sujet aux pénalités édictées par l'article 6991, s'il est administrateur, directeur ou gérant de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 34.

Qualités requises des directeurs.

**6866.** Après que le capital a été souscrit conformément à l'article 6864, au moins les deux tiers des personnes à élire comme directeurs de la compagnie, à part les conditions d'éligibilité requises par l'article 6998, doivent être porteurs d'actions du capital représentant la somme de mille piastres, sur lesquelles tous les appels ont été régulièrement payés ; l'autre tiers des directeurs à élire doit posséder au moins les conditions, d'éligibilité requises par le dit article 6998. 8 Ed. VII, c. 69, s. 35.

Adoption des règlements.

**6867.** Le bureau des directeurs de toute compagnie qui prélève un capital peut faire tous règlements non incompatibles avec les dispositions de la présente section qui peuvent être jugés nécessaires pour atteindre les fins et répondre à l'esprit d'icelle et donner effet à ses dispositions ; et il peut, de temps à autre, abroger, amender ou remplacer les dits règlements. 8 Ed. VII, c. 69, s. 36.

Création et maintien d'un capital de garantie pour les Cies d'ass. mutuelle.

**6868.** 1. Les directeurs de toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu peuvent, en établissant les cotisations, pourvoir à la création et au maintien d'un capital de garantie ou fonds de réserve qui se compose de toutes les sommes restant en la possession de la compagnie à la fin de chaque année après paiement de ses dépenses ordinaires et de ses pertes, et dont l'objet est de rendre les cotisations plus uniformes, et d'aider les membres, dans les années marquées par de lourdes pertes.

Administration de ce fonds.

2. Ce fonds doit être administré par les directeurs de la manière qu'ils jugent la plus avantageuse à la compagnie, mais la cotisation annuelle pour l'établissement de ce fonds ne doit en aucun temps excéder dix pour cent des billets de dépôt. 8 Ed. VII, c. 69, s. 37.

Placement du fonds de réserve.

**6869.** Les directeurs peuvent placer le fonds de réserve mentionné dans l'article 6868 en entier ou en partie, dans les obligations du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux ou des corporations municipales ou scolaires de la province et suivant les dispositions de l'article 9810 du Code civil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 38.

### § 6.—*Des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent*

#### 1.—FORMATION DE LA COMPAGNIE PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX

Règlement pour former

**6870.** Le conseil de toute municipalité rurale peut faire un règlement pour établir une compagnie d'assurance mu-

tuelle à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou une Cie d'as-  
du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, surance mu-  
des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la tuelle.  
municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instru-  
ments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits  
bâtiments. 8 Ed. VII, c. 69, s. 39.

**6871.** Les propriétaires de biens assurés à une assurance Formation  
mutuelle établie sous l'empire du présent paragraphe, forment de la compa-  
une corporation connue sous le nom de "la compagnie d'assu- gnie.  
rance mutuelle de la, (*insérant ici le nom de la municipalité*)"; Nom.  
et chaque telle compagnie est sous le contrôle du conseil  
municipal de la municipalité dans laquelle elle est établie.

Elle est administrée par le conseil, et peut ester en justice, Son adminis-  
et son bureau d'affaires est le même que celui du conseil. 8 tration.  
Ed. VII, c. 69, s. 40.

**6872.** Après la mise en vigueur du règlement, le conseil Evaluation  
peut ordonner aux évaluateurs de la municipalité de faire, des bâtiments  
sous leur serment d'office, l'évaluation des bâtiments, en insé- sur un rôle  
rant, dans des colonnes distinctes sur un rôle spécial préparé spécial.  
à cet effet :

1. Une description succincte de chaque bâtiment situé sur  
tout bien-fonds imposable de la municipalité ;
2. La valeur de chaque tel bâtiment et tous les renseigne-  
ments exigés par le conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 41.

**6873.** Le rôle spécial mentionné dans l'article 6872 peut Amendement  
être amendé par le conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 42. du rôle.

**6874.** Le conseil, après la confection du rôle, doit, à une Entrées qui  
assemblée publique dûment convoquée, y entrer, vis-à-vis de y sont faites.  
la description et de l'évaluation de chaque bâtiment qu'il croit  
ne pas devoir assurer, les mots "*objecté par le conseil*", et vis-à-  
vis de la description et de l'évaluation de chaque bâtiment,  
dont le propriétaire demande l'assurance, le mot "*assuré*".

Cette demande doit être faite par écrit, et signée en présence Demande  
de deux témoins. par écrit.

Après cette assemblée, le secrétaire, sur pareille demande Devoir du  
par écrit doit entrer, vis-à-vis de la description et de l'éva- secrétaire  
luation du bâtiment non objecté dont le propriétaire demande après la de-  
mande.  
l'assurance, le mot "*assuré*". 8 Ed. VII, c. 69, s. 43.

**6875.** Du moment que le mot "*assuré*" a été entré comme Bâtiments  
susdit, le bâtiment demeure assuré suivant les dispositions du censés assu-  
présent paragraphe, jusqu'à ce que le conseil ou le propriétaire rés.  
ait interrompu l'assurance tel que prévu par la police. 8 Ed.  
VII, c. 69, s. 44.



Assurance  
des bâtiments  
non portés  
au rôle.

**6876.** Chaque fois qu'un propriétaire veut faire assurer un bâtiment dont la description et l'évaluation ne sont pas portées au rôle, il doit le faire évaluer par les évaluateurs, qui doivent en faire insérer la description et la valeur sur le rôle ; et si le conseil, à l'assemblée tenue immédiatement après l'entrée de la description et de l'évaluation de tel bâtiment au rôle, ne fait pas entrer vis-à-vis de la description et de l'évaluation d'icelui, les mots "*objecté par le conseil*," ce bâtiment demeure assuré à dater du jour de cette dernière assemblée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 45.

Assurance  
des grains,  
etc.

**6877.** Le secrétaire-trésorier, sur demande du propriétaire, peut assurer, en observant les formalités requises, les grains, foin, fourrages, produits de sa récolte, et meubles de ménage, ainsi que les instruments aratoires contenus dans les bâtiments non objectés par le conseil, au montant pour lequel demande lui en est faite, si le règlement établissant l'assurance pourvoit à l'assurance de ces biens. 8 Ed. VII, c. 69, s. 46.

Propriétaires  
sont respon-  
sables pro-  
portionnelle-  
ment.

**6878.** Les propriétaires de biens assurés comme susdit, sont les membres de la compagnie d'assurance mutuelle ; ils sont les seuls responsables, en proportion du montant pour lequel chacun de leurs biens est assuré, envers la compagnie, pour le montant des dommages causés par le feu, ou le feu et la foudre, ou le feu, la foudre et le vent, ainsi que pour toutes dettes et obligations contractées par la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 47.

Responsabi-  
lité de la  
compagnie  
en faveur de  
ses membres.

**6879.** La compagnie est responsable, en faveur de chacun de ses membres, des deux tiers des dommages causés par le feu, ou le feu et la foudre, ou le feu, la foudre et le vent, aux bâtiments ou biens mobiliers ainsi assurés, pour un montant n'excédant pas les deux tiers de l'évaluation de ces bâtiments ou biens mobiliers, telle que portée au dit rôle. 8 Ed. VII, c. 69, s. 48.

Indemnité  
du conseil.

**6880.** Le conseil a droit, au profit de la corporation, pour l'indemniser de tous frais occasionnés par l'administration de la compagnie, y compris le salaire du secrétaire-trésorier, et celui des évaluateurs, à un montant qu'il juge raisonnable mais qui ne peut, en aucun cas, excéder dix pour cent sur le montant par lui perçu pour la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 49.

Fonds de  
réserve.

**6881.** Le conseil peut, s'il y est autorisé par la majorité des assurés présents à l'assemblée mentionnée en l'article 6874, prélever vingt-cinq centins par cent piastres sur le montant assuré, pour établir un fonds de réserve, et, chaque année, un montant suffisant pour rencontrer les dommages dont le montant est alors établi, et pour satisfaire à toutes les obligations et aux dettes échues de la compagnie.

Ce montant est prélevé au moyen d'une taxe imposée sur chaque bâtiment assuré, en proportion du montant de son évaluation et de celui de son contenu, telle que portée au rôle. 8 Ed. VII, c. 69, s. 50.

**6882.** La taxe imposée, en vertu de l'article 6881 est assimilée aux taxes municipales ; elle en a tous les privilèges au même rang et sans la formalité de l'enregistrement ; et le montant avec l'intérêt légal, après échéance, en est recouvrable par le secrétaire-trésorier, de la même manière que les taxes municipales. 8 Ed. VII, c. 69, s. 51.

**6883.** Deux ou plus des compagnies d'assurance mutuelle, établies sous l'empire du présent paragraphe peuvent faire des arrangements à l'effet de se rendre responsables l'une envers l'autre, en proportion du montant assuré par chacune d'elles, jusqu'à concurrence des dommages causés par le feu, ou le feu et la foudre, ou le feu, la foudre et le vent. 8 Ed. VII, c. 69, s. 52.

**6884.** Le conseil peut faire, de temps à autre, tout règlement nécessaire pour le bon fonctionnement de la compagnie, notamment pour établir les conditions auxquelles un bâtiment demeure assuré, quand et comment un bâtiment assuré peut cesser de l'être, et comment un membre de la compagnie peut transporter ses intérêts dans icelle, et généralement tout autre règlement non incompatible avec le présent paragraphe. 8 Ed. VII, c. 69, s. 53.

**6885.** Dans les villages, tous les bâtiments situés à une distance moindre de cinquante pieds l'un de l'autre doivent être évalués séparément et proportionnellement, de manière que leur valeur collective n'excède pas trois mille piastres. 8 Ed. VII, c. 69, s. 54.

## II.—FORMATION DE LA COMPAGNIE PAR DES PARTICULIERS

**6886.** 1. Vingt-cinq francs tenanciers, résidant dans une paroisse ou municipalité locale quelconque en cette province, dont cinq étant directeurs provisoires d'une association formée dans le but d'établir une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, peuvent établir telle compagnie aux fins d'assurer les propriétés situées dans les limites de telle paroisse ou municipalité locale, et aussi les propriétés hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans le comté où se trouve telle paroisse ou municipalité ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage, sur ou dans les propriétés susdites, laquelle assurance est connue sous le nom de " la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la paroisse de (ou de la municipalité locale de ", suivant le cas.)

Dispositions applicables.

2. Toutes les dispositions relatives aux compagnies d'assurance mutuelle contenues dans la présente section, s'appliquent à telles compagnies en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec icelles. 8 Ed. VII, c. 69, s. 55.

Pouvoir d'assurer contre le feu, la foudre, etc.  
Taux d'assurance.

**6887.** Il est loisible à la compagnie d'assurer contre le feu, la foudre et le vent, ou contre le feu ou le vent ou la foudre séparément.

La compagnie peut fixer le taux des polices d'assurance dans un village à cent pour cent de plus que dans une paroisse.

Répartition de l'indemnité en cas de pertes arrivées dans un village.

Dans le cas où le taux serait le même dans la paroisse que dans le village, et que plusieurs propriétés seraient détruites à la fois dans ce village, la compagnie n'est pas tenue, si la valeur totale des propriétés ainsi détruites excède le maximum fixé par la compagnie, de payer en tout plus que ce maximum, lequel maximum est divisé entre les parties assurées dont les propriétés ont été ainsi détruites, proportionnellement au montant de leurs assurances. 8 Ed. VII, c. 69, s. 56.

Qualités requises des directeurs.

**6888.** Les directeurs doivent être membres et assurés de la compagnie pendant la durée de leur charge, jusqu'à concurrence d'au moins cinq cents piastres. 8 Ed. VII, c. 69, s. 57.

Qualités des personnes qui peuvent faire partie de la compagnie.

**6889.** La compagnie peut faire des règlements sur la qualité des personnes qui veulent en faire partie, et lorsque quarante personnes, ayant dûment qualité d'après ces règlements, ont signé leurs noms dans le livre de souscriptions, et que les sommes souscrites, pour lesquelles elles se sont obligées à effectuer des assurances, se sont montées à la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, telles personnes et celles qui deviennent par la suite membres de la compagnie sont, en y effectuant des assurances, considérées comme corporation suivant les dispositions du présent paragraphe, pourvu qu'un avis soit, au préalable, donné dans la *Gazette officielle de Québec*. 8 Ed. VII, c. 69, s. 58.

Publication des avis.

**6890.** Les avis nécessaires sont publiés et affichés à la porte de l'église paroissiale, un dimanche ou un jour de fête, après le service divin du matin, immédiatement avant l'assemblée, et non autrement ni ailleurs. 8 Ed. VII, c. 69, s. 59.

Assemblées annuelles de la compagnie.

**6891.** Les assemblées annuelles de toute telle compagnie peuvent avoir lieu soit à l'époque fixée par l'article 6992, ou à tout autre jour fixé par un règlement de la compagnie fait à cette fin. 8 Ed. VII, c. 69, s. 60.

### III.—DISPOSITIONS DIVERSES

Règlements pour l'administration

**6892.** Outre les droits et pouvoirs accordés à la compagnie par les dispositions relatives aux compagnies d'assurance mutuelle et contenues dans la présente section, elle a de plus le

pouvoir de faire les règles et règlements qu'elle croit nécessaires <sup>des affaires de la compagnie.</sup> au fonctionnement et à la bonne administration d'icelle et de temps à autre de les abroger, modifier ou remplacer ; pourvu, toujours, que ces règles et règlements ne soient pas contraires <sup>Proviso.</sup> aux lois, coutumes et usages en vigueur dans la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 61.

**6893.** Chaque compagnie, ainsi constituée, tient son bureau <sup>Bureau de chaque compagnie.</sup> dans la paroisse ou autre municipalité locale dans laquelle elle est établie, et à l'endroit qui a été choisi par le bureau des directeurs ; pourvu, toujours, qu'aussitôt que les directeurs ont <sup>Proviso.</sup> fait choix d'un endroit pour y tenir leur bureau, ils en donnent avis public le dimanche suivant. 8 Ed. VII, c. 69, s. 62.

### § 7.—Des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables

#### I.—DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

**6894.** Le présent paragraphe ne s'applique pas aux sociétés <sup>Portée générale de ce paragraphe.</sup> de secours mutuels, ni aux sociétés charitables qui sont constituées en vertu d'une loi ou d'une charte fédérale ou qui ont fait un dépôt entre les mains du gouvernement fédéral, ni à celles qui font des opérations dans la province avec l'autorisation du trésorier en vertu du paragraphe huitième de la présente section, mais s'applique à toute autre société de secours mutuels ou société charitable, en autant que les dispositions d'icelui ne sont pas incompatibles avec celles édictées dans leur charte respective, quand cette charte a été octroyée par une loi spéciale de la Législature. 8 Ed. VII, c. 69, s. 63.

**6895.** Les mots suivants, chaque fois qu'ils se rencontrent <sup>Interprétation :</sup> dans la présente section, ont la signification qui leur est assignée :

1. Les mots "société de secours mutuels" désignent toute <sup>Société de secours mutuels ;</sup> société établie dans le but de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et—dans le cas de la mort des membres—leurs veuves, orphelins ou représentants légaux ;

2. Les mots "société charitable" désignent toute <sup>Société charitable ;</sup> société dont l'objet est, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déçues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Il est de l'essence des sociétés de secours mutuels et des <sup>Essence de ces sociétés.</sup> sociétés charitables qu'elles soient strictement mutuelles ou charitables, selon le cas, sans capital-actions et aucuement

administrées dans un but de spéculation et de lucre. 8 Ed. VII, c. 69, s. 64.

## II.—FORMATION DE CES SOCIÉTÉS

- Déclaration.** **6896.** 1. Des personnes, au nombre de vingt, au moins, peuvent faire et signer une déclaration constatant leur intention d'établir une société de secours mutuels ou une société charitable, en cette province.
- Contenu de la déclaration.** 2. Cette déclaration doit indiquer :
- a. Le nom de la société ;
  - b. Son objet ;
  - c. Les noms, prénoms et adresses d'au moins trois et d'au plus neuf personnes, qui doivent en être les premiers directeurs, et les noms, prénoms et adresses des personnes qui doivent en être le premier président et le premier secrétaire ;
  - d. La localité où elle aura son siège principal.
- Requête au lieutenant-gouverneur en conseil.** 3. Sur requête, accompagnée de la déclaration, au lieutenant-gouverneur en conseil, lui demandant d'autoriser la formation des signataires de la déclaration et de ceux qu'ils s'adjoindront ou qui leur succéderont en société de secours mutuels ou en société charitable, et, sur rapport de l'inspecteur, si le trésorier de la province juge à propos de l'exiger, il lui est loisible d'accorder l'autorisation demandée.
- Publication de l'avis que la requête a été accordée.** 4. Avis que l'autorisation a été accordée doit être publié par le trésorier de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule A, et déposé par les requérants, après telle publication, au greffe de la Cour supérieure du district où sera situé son siège principal, et, à partir de cette publication et de ce dépôt, elle est constituée en société de secours mutuels ou en société charitable, suivant le cas.
- Frais de l'avis.** 5. La publication, le dépôt et l'enregistrement de l'avis requis par le présent article sont aux frais de la société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 65.

**Succursales.** **6897.** La société peut établir et maintenir des succursales pour réaliser les fins pour lesquelles elle a été autorisée à se former, à condition de déposer au greffe de la Cour supérieure du district où sera établie la succursale, une copie de l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. 8 Ed. VII, c. 69, s. 66.

## III.—POUVOIRS ET PRIVILÈGES

- Sceau.** **6898.** Chaque société doit avoir un sceau commun qu'elle peut changer et modifier à volonté.
- Pouvoirs corporatifs.** Sous le nom par lequel elle est désignée dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, elle a succession perpétuelle, peut contracter et peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, devant toute cour de justice. 8 Ed. VII, c. 69, s. 67.

**6899.** Les affaires de la société sont gérées par un bureau <sup>Bureau de</sup> de direction composé du nombre de directeurs fixé par la <sup>direction.</sup> société, lesquels sont élus à l'assemblée générale de la société tenue aux époques déterminées par les règles de la société.

Cinq des directeurs forment un quorum. 8 Ed. VII, c. 69, s. 68. *Quorum.*

**6900.** La première assemblée pour l'élection des directeurs <sup>Première as-</sup> a lieu dans les deux mois qui suivent la constitution de la <sup>semblée pour</sup> société ; et ces directeurs restent en fonction jusqu'à leur <sup>l'élection des</sup> remplacement à la première assemblée annuelle. 8 Ed. VII, <sup>directeurs.</sup> c. 69, s. 69.

**6901.** Les directeurs élisent parmi eux un président et un <sup>Président et</sup> vice-président et nomment un secrétaire-trésorier ou un secré- <sup>autres offi-</sup> taire et un trésorier et tous autres officiers de la société. 8 <sup>ciers.</sup> Ed. VII, c. 69, s. 70.

**6902.** Les membres de la société peuvent faire, amender <sup>Pouvoir de</sup> ou abroger des statuts ou règlements pour la gouverne et la <sup>faire des rè-</sup> gestion des affaires de la société et de ses succursales. 8 Ed. <sup>glements.</sup> VII, c. 69, s. 71.

**6903.** Ces statuts et règlements ne doivent contenir <sup>Conditions</sup> aucune disposition qui soit contraire aux lois et coutumes <sup>que doivent</sup> de cette province, ou qui ait pour objet l'accomplissement de <sup>remplir ces</sup> quelque dessein politique ou sédition. 8 Ed. VII, c. 69, s. 72. <sup>règlements.</sup>

**6904.** La société doit exiger un cautionnement de ses offi- <sup>Cautionne-</sup> ciers conformément à l'article 6975, pour garantie des sommes <sup>ment.</sup> d'argent et autres biens de la société qui leur sont confiés ou qui sont mis sous leur contrôle pour les fins de la société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 73.

**6905.** La société peut acquérir et recevoir par achat, dona- <sup>Acquisition,</sup> tion, legs ou autrement, et posséder pour son usage et con- <sup>etc., de biens.</sup> formément à ses règlements, des biens meubles, ainsi que des biens immeubles dans la province d'une valeur annuelle n'excédant pas dix mille piastres. Elle peut vendre et aliéner ces biens, et en acquérir d'autres à leur place, mais les immeubles ainsi acquis ne doivent pas excéder en valeur annuelle la somme ci-dessus déterminée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 74.

**6906.** Nul membre d'une société n'est responsable, person- <sup>Irresponsabi-</sup> nellement, d'une dette ou obligation de la société. 8 Ed. <sup>lité des mem-</sup> VII, c. 69, s. 75. <sup>bres.</sup>

**6907.** Les règlements imprimés ou écrits de la société, et <sup>Preuve dans</sup> la nomination de tout officier, ou l'enrôlement de tout mem- <sup>les procédu-</sup> bre, certifiés sous le seing de l'officier présidant et sous le <sup>res.</sup> sceau de la société, et les livres, minutes et autres docu-

ments de la société relatifs à une matière en litige, sont reçus comme preuve dans les procédures portées devant les tribunaux. 8 Ed. VII, c. 69, s. 76.

IV.—AVANTAGES ÉTABLIS PAR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN FAVEUR DE LEURS MEMBRES

Avantages  
sont insaisissables.

**6908.** Dans les sociétés de secours mutuels constituées dans la province en vertu de l'article 6896 ou par charte spéciale, ou constituées hors de la province et faisant des opérations dans la province après l'accomplissement des formalités voulues, les avantages établis en faveur d'un membre ou de sa veuve, de ses héritiers ou ayants cause, sont insaisissables, tant pour les dettes de ce membre que pour celles des personnes avantagées.

Transport  
des droits.

Le membre et les personnes avantagées peuvent de concert transférer les droits aux avantages.

Disposition  
des avantages.

Le membre peut disposer, par testament ou autrement, des avantages accordés par la société, dans le cas de prédécès des personnes avantagées. 8 Ed. VII, c. 69, s. 77.

Maximum  
des avantages payés  
aux membres, etc.

**6909.** Dans les sociétés de secours mutuels formées dans la province en vertu de l'article 6896 ou par charte spéciale, ou constituées hors de la province et faisant des opérations dans la province après l'accomplissement des formalités voulues, les avantages ou secours payés pour une fin quelconque ne doivent point dépasser le montant prélevé pour cette fin, après déduction des frais d'administration imputables à ce chef. 8 Ed. VII, c. 69, s. 78.

Division de  
la comptabilité.

**6910.** Toute société doit tenir et diviser sa comptabilité de manière que chaque genre de secours ou avantages accordés aux sociétaires puisse être administré séparément et fasse l'objet de caisses ou fonds distincts. 8 Ed. VII, c. 69, s. 79.

Caisse pour  
frais généraux.

**6911.** Outre les caisses de secours en cas de maladie, d'indemnité aux héritiers des membres défunts, ou d'autres espèces d'assistance mutuelle, il doit être établi une caisse pour les frais généraux qui doivent se solder chaque mois par des contributions ou revenus spéciaux perçus à cette fin et sans que les autres caisses puissent en être affectées. 8 Ed. VII, c. 69, s. 80.

Liquidation  
d'une caisse.

**6912.** Chaque fois qu'une caisse ou fonds spécial distinct cesse de se supporter d'une manière satisfaisante, la société peut en opérer la liquidation sans pour cela perdre son existence corporative. 8 Ed. VII, c. 69, s. 81.

Souscription  
aux différentes  
caisses.

**6913.** Les règlements de la société peuvent permettre à ses membres de souscrire à l'une ou à l'autre des caisses spéciales mentionnées dans l'article 6911 ou à toutes et chacune d'elles

à la fois, tout en permettant à tels membres de cesser d'appartenir à une caisse particulière sans perdre leurs autres droits de sociétaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 82.

**6914.** A l'égard des sociétaires et entre eux, chaque caisse n'est tenue qu'à ses propres dettes, excepté dans le cas de liquidation générale, alors que toutes les caisses sont tenues aux dettes générales, après seulement le paiement, par chaque caisse, de ses dettes particulières. 8 Ed. VII, c. 69, s. 83.

**6915.** Les membres du bureau de direction de la société sont responsables conjointement et solidairement de tous paiements faits en contravention avec l'article 6909, et peuvent être condamnés, sur poursuite intentée par un membre de la société, à rembourser à la société les sommes ainsi payées. 8 Ed. VII, c. 69, s. 84.

§ 8.—*Des sociétés de secours mutuels constituées dans une autre province*

**6916.** Les sociétés de secours mutuels constituées dans une autre province du Canada qui autorise les sociétés de secours mutuels de la province de Québec à faire des opérations dans ses limites, à des conditions semblables à celles énoncées dans le présent paragraphe, peuvent être autorisées à faire des opérations dans cette province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 85.

**6917.** Le permis comportant cette autorisation est accordé sur demande au trésorier de la province, pourvu que la société :

1. Ait fait, entre les mains du trésorier de la province, le dépôt fixé par le sous-paragraphe *h* du paragraphe 4 de l'article 6923 ;

2. Se soit choisi un bureau principal d'affaires dans la province, et se soit nommé un agent principal conformément à l'article 6942 ;

3. Ait payé au trésorier de la province, l'honoraire fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et qui est retenu par le dit trésorier, chaque fois que tel permis est accordé ;

4. Ait fait et continué, sans interruption, pendant les cinq années qui ont précédé la demande, des opérations dans la province en vertu des lois de laquelle elle est constituée en corporation, ait été solvable durant ce temps et ne soit pas insolvable ni sur le point de le devenir ;

5. N'assure que ses membres ;

6. Ne consente pas d'assurance et ne paye pas d'indemnité à l'occasion d'autres événements que la maladie, l'infirmité, la mort ou les frais funéraires, ou n'assure pas la même vie pour plus de trois mille piastres ;



7. Ne fasse aucune assurance de dotation ou autre contrat de dotation, ne se charge d'aucune annuité sur une ou plusieurs têtes, ou n'entreprenne aucun bon de placements, aucun contrat tontinier ou semi-tontinier, ou aucun contrat ayant pour objet d'assurer un bénéfice à l'occasion d'un mariage ;

8. Ait plus de cinq cents membres inscrits sur ses registres, en règle avec elle ;

9. Ne soit pas la propriété de ses officiers, de ses agents de recouvrement ou d'une autre personne pour son bénéfice particulier ; ne soit pas conduite comme une entreprise mercantile ou de commerce ou dans un but de profit mercantile ; ou que ses fonds ne soient pas sous le contrôle de personnes ou d'officiers nommés à vie, mais soient réellement sous celui des assurés ;

10. Prescrive dans ses polices,—pour les sociétés qui ont fait une demande après le 30 juin 1898,—qu'il soit perçu de ses membres des primes au moins égales à celles spécifiées dans la cédule B, et, en outre, les sommes suffisantes pour faire face aux dépenses d'administration de la société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 86.

Preuve exigée avant l'émission du permis.

**6918.** Sur preuve de ce que ci-dessus, par affidavit, et sur production de l'acte qui constitue la société ou association ou du certificat d'enregistrement qui s'y rapporte, — si l'enregistrement est requis par les lois de la province où elle a été constituée,—le trésorier de la province accorde le permis. 8 Ed. VII, c. 69, s. 87.

Rapport annuel au trésorier de la province.

**6919.** Chaque année, le ou avant le premier mars, la société doit transmettre au trésorier de la province un rapport de ses opérations, un état de ses affaires et une déclaration sous serment attestant qu'elle s'est conformée à toutes les exigences des lois de la province où elle a été constituée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 88.

Inspection des affaires de la société.

**6920.** Le trésorier de la province est autorisé, conformément à l'article 6957, chaque fois qu'il en est requis par les assurés ou autres intéressés, ou qu'il le juge opportun, à faire faire une inspection, par l'inspecteur des assurances ou par un inspecteur spécial, des opérations et de l'état financier de la société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 89.

Dépôts additionnels.

**6921.** La société peut, en sus de la somme de cinq mille piastres mentionnée dans l'article 6923, déposer chez le trésorier de la province toute autre somme qu'elle juge à propos. 8 Ed. VII, c. 69, s. 90.

§ 9.—*Du changement de nom ou de bureau principal des compagnies d'assurance et des sociétés de secours mutuels, et des sociétés charitables constituées par l'autorité législative de cette province*

**6922.** 1. Si une compagnie d'assurance ou une société de secours mutuels ou une société charitable relevant de l'autorité législative de cette province, désire prendre un autre nom que celui sous lequel elle a été constituée, ou si l'inspecteur des assurances est d'avis que le nom sous lequel la compagnie ou société a été constituée peut être facilement confondu avec celui de toute autre compagnie ou société existante, ou s'il y est trouvé autrement objection pour des raisons d'ordre public, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du dit inspecteur, approuvée par le trésorier de la province, peut changer le nom de la compagnie ou société en quelque autre nom qui est mentionné dans l'arrêté en conseil. <sup>Changement de nom.</sup> Aucun tel changement ne doit affecter les droits ou obligations de la compagnie ou société, et toutes les procédures qui peuvent avoir été continuées ou commencées par ou contre la dite compagnie ou société sous son premier nom peuvent être continuées ou commencées par ou contre la compagnie ou société sous son nouveau nom. <sup>Effet de ce changement.</sup>

2. Le bureau principal d'une compagnie d'assurance, d'une société de secours mutuels ou d'une société charitable peut aussi être changé, par une semblable procédure, s'il est démontré que ce changement est approuvé par le vote des deux tiers des membres ou actionnaires, selon le cas, de la compagnie ou société, présents à une assemblée spécialement convoquée à cette fin. <sup>Changement de bureau principal.</sup>

3. Un avis public de tout tel changement de nom ou de bureau principal, ou demande de changement de nom ou de bureau principal doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* et dans tels journaux qui sont indiqués dans l'arrêté en conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 91. <sup>Avis public, exigé.</sup>

§ 10.—*Des dépôts par les compagnies d'assurance ou sociétés de secours mutuels au département du Trésor*

**6923.** 1. A l'exception des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu autorisées par un permis à faire l'assurance des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni des risques extra-hasardés), et des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu autorisées à n'assurer que des bouurreries et fromageries d'après un système strictement mutuel, chaque compagnie ou société demandant un permis de cette province pour faire des assurances, doit, avant l'émission primitive ou le renouvellement du permis, et avant l'enregistrement, remettre au trésorier de la province les dépôts ci-dessous indiqués, et les dits <sup>Compagnies obligées de faire un dépôt au département du Trésor.</sup>

dépôts doivent être faits en argent comptant ou en reçus de dépôts de banques légalement constituées au Canada ou dans les fonds ou les obligations de la puissance ou de quelque province du Canada, ou de toute autre manière, suivant les dispositions de l'article 981o du Code civil.

**Dépôt initial.** 2. Le dépôt initial exigé de toute compagnie ou société obligée de faire un dépôt avant l'enregistrement initial, est le montant fixé pour telle compagnie ou société dans le paragraphe 4 du présent article.

**Fixation du dépôt.** 3. Avant le renouvellement annuel de l'enregistrement, le montant du dépôt requis de toute telle compagnie doit, le ou avant le premier jour de juillet de chaque année, être fixé et proportionné de nouveau, suivant les conditions énoncées aux paragraphes 4 et 5 du présent article.

**Montant du dépôt.** 4. Si, le 31 décembre de chaque année, le total des dettes éventuelles ou du montant en risque d'une compagnie n'excède pas deux millions de piastres en cette province, le dépôt, selon le cas, doit être le suivant :

a. Pour chaque compagnie à fonds social d'assurance contre le feu ou contre le feu et sur les risques de marine intérieure, pour chaque compagnie d'assurance sur la vie, ou sur la vie et contre les accidents, et pour chaque compagnie de garantie et de cautionnement, le montant du dépôt, si c'est une compagnie constituée par la province ou par le Canada, doit être de vingt-cinq mille piastres, et, si c'est une compagnie étrangère, de cinquante mille piastres ;

b. Pour chaque compagnie d'assurance contre les accidents, si c'est une compagnie constituée par la province ou par le Canada, le montant du dépôt doit être de vingt mille piastres, et, si c'est une compagnie à fonds social étrangère, de quarante mille piastres ;

c. Pour chaque compagnie provinciale d'assurance mutuelle contre le feu, ou pour chaque compagnie provinciale d'assurance contre le feu et sur les risques de marine intérieure, assurant des risques de commerce ou de manufacture, le montant du dépôt doit être de dix mille piastres, et, pour chaque compagnie provinciale d'assurance mutuelle au comptant contre le feu, ou d'assurance mutuelle au comptant contre le feu et sur les risques de marine intérieure, de vingt-cinq mille piastres ;

Les compagnies mentionnées dans le présent sous-paragraphe et faisant, avant le 10 février 1909, des affaires dans cette province, doivent déposer au département du Trésor la moitié du montant fixé dans le présent sous-paragraphe, dans les douze mois de la dite date, et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport d'un officier compétent par lui désigné et recommandant la chose, d'octroyer, pour le dépôt de la balance, un délai supplémentaire qui ne doit pas excéder six mois à compter de l'expiration du premier délai de douze mois ;

d. Pour chaque compagnie d'assurance sur le bétail, le montant du dépôt doit être, si c'est une compagnie constituée par la province ou par le Canada, de dix mille piastres, et, si c'est une compagnie à fonds social étrangère, de vingt-cinq mille piastres ;

e. Pour chaque compagnie d'assurance, au sens du paragraphe 3 de l'article 6838, le montant du dépôt, si c'est une compagnie constituée par la province ou par le Canada, doit être de dix mille piastres, et, si c'est une compagnie à fonds social étrangère, de vingt mille piastres ;

f. Pour chaque compagnie d'assurance au sens du paragraphe 4 de l'article 6838, le montant du dépôt, si c'est une compagnie constituée par la province ou par le Canada, doit être de cinq mille piastres, et, si c'est une compagnie à fonds social étrangère, de dix mille piastres ;

g. Pour chaque compagnie étrangère ne faisant que réassurer des risques assumés par des compagnies dûment enregistrées en vertu de la présente section, le montant du dépôt doit être de dix mille piastres ;

h. Pour chaque société de secours mutuels extra-provinciale, le montant du dépôt doit être de cinq mille piastres ou de tout autre montant qui peut être fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Si, le 31 décembre de chaque année, le total des dettes éventuelles de la compagnie ou le montant d'assurance en vigueur (assurance ou réassurance) excède deux millions de piastres, en cette province, alors, pour chaque million de piastres additionnel ou fraction de million, les compagnies énumérées dans les paragraphes précédents du présent article doivent respectivement tenir en dépôt, au gouvernement, sous forme de garantie additionnelle, une somme égale au dixième du dépôt initial, et le dépôt additionnel doit être fait soit en argent comptant soit en valeurs comme susdit.

Cependant des dépôts additionnels ne sont pas exigés des compagnies constituées par cette province quand la somme totale du dépôt s'élève à cinquante mille piastres. 8 Ed. VII, c. 69, s. 92.

**6924.** 1. Les valeurs de la puissance du Canada, ou les valeurs émises par quelqu'une des provinces du Canada, doivent être acceptées à leur prix marchand à l'époque où elles ont été déposées.

2. Les autres valeurs ci-dessus spécifiées doivent être acceptées d'après l'évaluation et aux conditions que le trésorier de la province indique, et il doit être tenu, au bureau du trésorier, au nom de chaque compagnie ou société, un compte des valeurs déposées à son acquit, indiquant en détail ces divers effets, leur valeur au pair et la valeur à laquelle ils ont été reçus en dépôt.

**Diminution dans la valeur des garanties.** 3. Si la valeur marchande de quelqu'un des effets déposés par une compagnie ou société tombe au-dessous de la valeur à laquelle ils ont été déposés, le trésorier de la province peut, de temps à autre, demander à la compagnie ou société de faire un dépôt additionnel afin que la valeur marchande de tous les effets déposés par une compagnie ou société égale le montant dont la présente section l'oblige de faire le dépôt.

**Substitution d'autres valeurs, peut être permise.** 4. Si une compagnie ou société désire substituer d'autres valeurs au sens de l'article 6923 aux valeurs déposées au département du Trésor, le trésorier de la province, lorsqu'il le juge à propos, peut permettre que la substitution se fasse. 8 Ed. VII, c. 69, s. 93.

**Le dépôt peut être retiré.** **6925.** Une compagnie ou société ayant fait un dépôt en vertu de la présente section peut retirer ce dépôt, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que la compagnie ou société fait ses affaires d'assurance en vertu d'un permis du Canada. 8 Ed. VII, c. 69, s. 94.

**Etat des affaires.** **6926.** Si, d'après les états annuels ou le rapport de l'inspecteur, ou si, d'après un autre examen des affaires et de la condition d'une compagnie, il apparaît que la valeur de la réassurance de tous ses risques en cours dans la province avec toutes autres dettes dans la province, excède son actif dans cette province (y compris le dépôt au département du Trésor), alors la compagnie peut être appelée, par le trésorier de la province, à combler la différence immédiatement, et, à défaut de ce faire, son permis peut être suspendu ou annulé.

**Annulation du permis.** Dans le cas d'annulation du permis, si c'est une compagnie provinciale, ses pouvoirs corporatifs cessent et prennent fin par le fait même, sauf pour la liquidation de ses affaires ainsi qu'il est dit à l'article 6839. 8 Ed. VII, c. 69, s. 95.

**Paiement des intérêts.** **6927.** Sauf dans les cas autrement prévus par le lieutenant-gouverneur en conseil, tant que le dépôt d'une compagnie ou société reste complet et qu'aucun avis d'un jugement final ou qu'aucun ordre au contraire n'a été signifié au trésorier de la province, l'intérêt sur les valeurs constituant le dépôt doit être payé à la compagnie ou société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 96.

**Défaut de faire les dépôts exigés par la loi.** **6928.** Lorsqu'une compagnie ou société néglige de faire, en temps requis, les dépôts exigés par la présente section, ou lorsqu'un avis par écrit a été signifié au trésorier de la province l'informant qu'une réclamation non contestée provenant d'une perte garantie par une assurance dans la province est restée non payée pendant la période de soixante jours après échéance, ou qu'une réclamation contestée, après jugement

final dans le cours régulier de la loi et l'offre d'une quittance légale et valide, n'a pas été payée, de sorte que le montant des valeurs représentant le dépôt de la compagnie ou société est sujet à être diminué par la vente ou l'emploi d'une partie quelconque d'icelui, le permis de la compagnie ou société peut être suspendu ou annulé; mais, en cas de suspension en vertu du présent article ou de l'article 6926, le permis peut être rétabli, et la compagnie ou société peut encore faire des affaires si, dans les soixante jours après qu'avis a été donné au trésorier de la province de l'omission de la compagnie ou société d'acquitter quelque réclamation non contestée, ou de payer le montant d'un jugement final, tel que prévu dans le présent article, ces réclamations non contestées ou jugements finals dans la province, sont payés, ou, s'il y est fait droit et que le dépôt de la compagnie ou société ne soit plus exposé à être réduit au-dessous du montant requis par la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 97.

Annulation  
du permis.  
Sa suspen-  
sion.

Son renouvel-  
lement.

**6929.** Les valeurs déposées au département du Trésor ne sont sujettes à être employées que pour des contrats d'assurance qui ont pour objet quelque propriété située dans la province, ou propriété en transit pour entrer dans la province ou en sortir, ou la vie, la sûreté, la santé, la probité ou la fidélité ou quelque intérêt assurable d'une personne résidant dans la province, ou lorsque, d'après le contrat lui-même, le paiement en vertu d'icelui devait être primitivement fait à quelque résidant de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 98.

Dépôts ne  
sont em-  
ployés que  
pour le paie-  
ment de  
certains  
contrats.

**6930.** 1. Sur ordre de la Cour supérieure, toute compagnie ou société peut être condamnée à laisser administrer son dépôt en la possession du département du Trésor, de la manière ci-après mentionnée, si elle néglige durant soixante jours après échéance de payer une réclamation non contestée provenant d'un contrat au sens de l'article 6929, ou, si c'est une réclamation contestée, après jugement final et offre d'une quittance légale et valide, et, dans l'un et l'autre cas, après qu'avis en a été donné au trésorier de la province ou à l'inspecteur des assurances.

Administra-  
tion du dépôt  
dans certains  
cas.

Dans le cas de telle administration, tout le dépôt de la compagnie ou société en la possession du trésorier, après qu'il a été pourvu aux frais de cette administration, doit être regardé comme un actif des porteurs de tels contrats et est divisé entre eux au prorata de leurs réclamations.

Le dépôt con-  
sidéré comme  
l'actif des  
assurés.

2. Quand une réclamation dépendant de l'arrivée de quelque événement est, aux termes du contrat, payable sur preuve de l'arrivée de cet événement, sans aucun délai stipulé, l'avis requis en vertu du présent article n'est donné qu'après l'expiration de soixante jours à compter du temps où la réclamation est devenue due. 8 Ed. VII, c. 69, s. 99.

Proviso  
quant à  
l'avis.

Procédure  
préliminaire  
à l'adminis-  
tration du  
dépôt.

**6931.** 1. Avant que demande soit faite à la Cour supérieure pour faire administrer le dépôt d'une compagnie ou société, un avis par écrit de l'intention de faire cette demande doit être signifié au moins dix jours d'avance au trésorier de la province ainsi qu'à l'inspecteur des assurances ; cet avis doit indiquer à quel terme de la cour la demande sera présentée, et mentionner le jour et l'heure fixés pour son audition.

Effet de l'or-  
dre pourvoy-  
ant à l'admini-  
stration du  
dépôt.

2. Si l'ordre d'administrer est accordé, la compagnie ou la société n'est plus considérée comme enregistrée. Dans le cas d'une compagnie ou société étrangère ou extra-provinciale, sur requête de toute personne intéressée à l'administration ou de l'inspecteur des assurances, le juge doit nommer, pour être administrateur, une personne compétente pour occuper cette charge, et, quant à l'administration, le juge a les mêmes pouvoirs que ceux qui lui sont donnés par le Code de procédure civile, lors d'une cession de biens.

Liquidation.

S'il s'agit d'une compagnie ou société constituée par la province, un liquidateur doit être nommé, conformément à l'article 7046, pour procéder à la liquidation des affaires de la compagnie ou société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 100.

Devoir d'une  
compagnie  
ou société  
cessant de  
faire affaires  
en cette pro-  
vince.

**6932.** Si une compagnie ou société cesse de faire affaires dans la province et donne au trésorier de la province et à l'inspecteur des assurances un avis par écrit à cet effet, elle doit réassurer, dans quelque compagnie ou société enregistrée pour faire affaires dans cette province tous les contrats d'assurance effectués dans cette province, ou obtenir quittance de ces contrats, et les valeurs de la compagnie ou société ne lui sont remises que si elle effectue cette assurance à la satisfaction du trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 101.

Conditions de  
la remise des  
valeurs.

**6933.** En demandant la remise de ses valeurs, la compagnie ou société doit produire entre les mains de l'inspecteur des assurances une liste de tous les contrats au sens de l'article 6929 qui n'ont pas été ainsi réassurés ou acquittés ; et elle doit en même temps publier dans la *Gazette officielle de Québec* un avis à l'effet qu'elle fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour la remise de ses valeurs, à une date qui ne doit pas être moins de trois mois après la date de l'avis, et invitant tous les créanciers (éventuels ou actuels) qui s'opposeraient à la remise, de produire leur opposition au bureau de l'inspecteur des assurances le ou avant le jour ainsi indiqué ; et, après ce jour, si le trésorier de la province est convaincu que la compagnie ou société possède un actif suffisant pour acquitter ses dettes contractées dans le sens de l'article 6929, toutes les valeurs peuvent lui être remises par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou bien il peut en être retenu une somme suffisante pour solder les réclamations produites, et le reste remis ; et par la suite, de

Avis.

Opposition à  
la remise.

temps à autre, à mesure que telles oppositions sont périmées, ou qu'il est prouvé qu'il y a été fait droit, des remises additionnelles peuvent être faites sur l'autorisation susdite. 8 Ed. VII, c. 69, s. 102.

**6934.** Nonobstant les dispositions de sa charte, ou de toute autre loi en vigueur avant le 10 février 1909, toute compagnie d'assurance constituée par cette province en vertu des pouvoirs de la Législature, est régie, quant au dépôt à faire au département du Trésor, par la présente section, et n'est pas appelée à faire de dépôt additionnel ou de dépôts additionnels autres que ceux requis par la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 103.

Dispositions applicables à différentes compagnies.

### § 11.—*Des permis*

**6935.** 1. Toutes sociétés de secours mutuels ou charitables et toutes compagnies d'assurance, en général, autres que les compagnies ou sociétés mentionnées dans l'article 6941, doivent, avant d'avoir droit à l'enregistrement, obtenir un permis du trésorier de la province.

Nécessité du permis. Exception.

2. Les compagnies ou sociétés qui demandent un permis doivent remettre au trésorier de la province les documents mentionnés dans les articles 6833, 6834, 6835, 6847 et 6942, s'il s'agit d'une compagnie constituée en corporation par lettres patentes ou d'une compagnie étrangère, selon le cas, et aussi les documents ci-après requis de celles qui demandent l'enregistrement; avant d'obtenir leur permis, elles doivent aussi satisfaire aux dispositions de l'article 6923 au sujet du dépôt.

Procédures pour l'obtention du permis.

3. Aussitôt que la compagnie ou société qui demande un permis a déposé les valeurs ci-dessus mentionnées, et a autrement satisfait aux exigences de la présente section, le trésorier de la province peut émettre le permis.

Emission du permis.

4. Le permis est rédigé en la forme que le trésorier de la province peut, de temps à autre, déterminer, et il désigne spécialement le genre d'affaires que doit transiger la compagnie ou société. Tout permis expire le trentième jour du mois de juin de chaque année, mais il est renouvelable d'année en année. Un registre des permis et des permis supplémentaires, à mesure qu'ils sont émis ou renouvelés, est tenu au bureau du trésorier de la province.

Sa forme.

5. Les porteurs de permis en vertu du présent article ont droit, sans frais, à l'enregistrement décrété par l'article 6940.

Privilage.

6. Si une compagnie ou société désire ajouter à ses opérations quelque autre genre d'assurance permis par la présente section, et si elle fait le dépôt additionnel et satisfait aux autres exigences de la loi, le trésorier de la province peut, sur le rapport de l'inspecteur des assurances, émettre en faveur de

Permis supplémentaire.



la compagnie ou société un permis supplémentaire l'autorisant à entreprendre tel autre genre d'affaires.

Dispositions applicables aux permis supplémentaires.  
Païement des pertes.

7. Les dispositions édictées quant à la continuation, au renouvellement, à la suspension et à l'annulation des permis sont également applicables aux permis supplémentaires.

8. Quoiqu'une compagnie ou société ait cessé de faire affaires dans la province, après avoir donné l'avis requis par la présente section et que, partant, son permis lui a été retiré, cette compagnie ou société doit néanmoins payer, comme si le permis n'avait pas été retiré, les pertes provenant de ce que les polices n'auraient pas été réassurées ou remises.

Le permis est de rigueur.

9. Toute compagnie d'assurance ou société assujettie à l'obligation d'obtenir un permis, en vertu des dispositions de la présente section, et qui transigeait, avant le 10 février 1909, des affaires dans cette province, doit avoir obtenu un permis du trésorier de la province, dans les douze mois de cette date, pour continuer à y transiger des affaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 104.

Sociétés de secours mutuels, etc.

**6936.** Les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables sont en outre régies, quant aux permis, par les articles 6896 et 6917. 8 Ed. VII, c. 69, s. 105.

### § 12.—*De l'enregistrement*

Liste des documents, etc., produits chez le trésorier.

**6937.** 1. Il est tenu, au bureau du trésorier de la province, une liste des différents documents produits par chaque compagnie ou société en vertu de la présente section. Et, sous le nom de la compagnie ou société, sont inscrites les valeurs déposées à son compte chez le trésorier en nommant en détail les différentes valeurs données, leur valeur au pair et la valeur à laquelle elles ont été reçues comme dépôt; et, avant l'émission d'un nouveau permis ou le renouvellement d'un permis en faveur d'une compagnie ou société, elle doit avoir satisfait aux exigences de la loi, et l'exposé de ses affaires doit indiquer qu'elle est en état de faire honneur à ses obligations; il doit être tenu aussi, au bureau du trésorier, une liste des permis et des certificats d'enregistrement à mesure qu'ils sont émis ou renouvelés.

Certificat d'enregistrement.

2. Le trésorier de la province, délivre un certificat d'enregistrement ou de renouvellement d'enregistrement, selon le cas, à toute compagnie d'assurance, ou à toute société de secours mutuels ou à toute société charitable, qui se fait enregistrer en vertu de la présente section, et ce certificat établit que la compagnie ou société est enregistrée pour le terme et les fins mentionnés dans icelui.

Son contenu.

3. Tout certificat d'enregistrement, émis en vertu de la présente section, doit indiquer le premier jour et le dernier jour du terme pour lequel la compagnie ou société est enregis-

trée, et cette compagnie ou société, pour les fins de la présente section, doit être considérée comme enregistrée depuis le commencement du premier jour jusqu'à la fin du dernier jour ainsi indiqués. 8 Ed. VII, c. 69, s. 106.

**6938.** Nulle compagnie d'assurance, société de secours mutuels ou société charitable, ne peut transiger des affaires en cette province si elle n'est pas enregistrée chez le trésorier de la province conformément aux dispositions du présent paragraphe. 8 Ed. VII, c. 69, s. 107.

Nécessité de l'enregistrement.

**6939.** Pour les fins de l'enregistrement deux registres sont tenus chez le trésorier de la province :

Deux registres sont tenus.

1. L'un où sont enregistrées les compagnies d'assurance dans le sens des articles 6940 et 6041 ;

2. L'autre où sont enregistrées les sociétés de secours mutuels ou charitables. 8 Ed. VII, c. 69, s. 108.

**6940.** 1. Les compagnies d'assurance ou sociétés porteurs d'un permis de la province, lors de l'émission ou du renouvellement de leur permis, ont droit à l'enregistrement sans frais chez le trésorier de la province, et cet enregistrement est inscrit sur le permis initial ou sur le renouvellement.

Enregistrement sans frais.

2. La suspension ou le non-renouvellement d'un permis émis en vertu de la présente section opère, par le fait même, la suspension ou l'annulation de l'enregistrement, selon le cas.

Effet de la suspension, etc., du permis.

3. La suspension ou l'annulation de l'enregistrement opère, à la discrétion du trésorier de la province, la suspension ou l'annulation du permis s'il s'agit d'une compagnie ou d'une société soumise à la formalité du permis. 8 Ed. VII, c. 69, s. 109.

Effet de la suspension, etc., de l'enregistrement.

**6941.** 1. Les compagnies d'assurance ou sociétés de secours mutuels ou charitables porteurs d'un permis de la puissance du Canada peuvent, sur preuve que leur permis est encore en vigueur, être enregistrées dans les registres tenus pour les fins de l'enregistrement au bureau du trésorier de la province.

Enregistrement des Cies et sociétés autorisées par le Canada.

2. Pour les fins de la présente section, toute compagnie d'assurance ou société de secours mutuels ou charitable porteur d'un permis en vertu de la loi des assurances du Canada, est censée être une corporation qui peut être enregistrée chez le trésorier de la province.

Interprétation.

3. Si une compagnie autorisée en vertu des articles 88, 89, 90, 91, 92 et 93 de la loi des assurances du Canada est enregistrée d'après la présente section, chaque police et chaque certificat émis et en usage dans la province, doivent être conformes et sujets aux dispositions des dits articles, et toute infraction aux dits articles rend la corporation passible de la suspension ou de l'annulation de son enregistrement en vertu de la présente section.

Loi des assurances du Canada, applicable dans certains cas.

Suspension,  
etc., en vertu  
de la loi des  
assurances  
du Canada.

4. La suspension ou l'annulation de l'autorisation d'une compagnie ou société autorisée en vertu de la loi des assurances du Canada opère, par le fait même et sans avis au préalable, la suspension ou l'annulation, selon le cas, de l'enregistrement fait en vertu de la présente section.

Proviso.

Cependant, si cette compagnie ou société fait remettre son autorisation en vigueur en vertu de la loi des assurances du Canada, le trésorier de la province peut de nouveau permettre l'enregistrement et accorder un certificat à cet effet.

Admission à  
l'enregistre-  
ment de cer-  
taines corpo-  
rations.

5. Les corporations, compagnies ou assureurs au sens du paragraphe *a* de l'article 4 ou de l'article 77 de la loi des assurances du Canada, peuvent, sur demande faite régulièrement, être admis à l'enregistrement comme s'ils étaient porteurs d'un permis en vertu de la dite loi.

Lloyd's.

6. A la demande régulière de tout assureur de l'établissement ou société connue sous le nom de Lloyd's et plus spécialement décrite dans la loi 34-35 Victoria, chapitre 21, passée par le Parlement du Royaume-Uni, ou à la demande régulière de tout courtier de tel assureur ou agent de courtier, tel assureur, courtier ou agent peut être enregistré pour entreprendre des assurances maritimes.

Proviso.

Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer les pertes et de régler les réclamations contre les assureurs en vertu de contrats d'assurance maritime effectués sur tout objet qui, lors de l'évaluation ou du règlement, se trouve dans la juridiction de la province, tels contrats d'assurance ayant été effectués en dehors de la juridiction de la province avec des compagnies ou des assureurs enregistrés en vertu de la présente section, le trésorier de la province peut accorder ou renouveler, selon le cas, aux conditions qu'il juge convenables, un permis d'évaluateur maritime pour un terme n'excédant pas douze mois, dans l'un ou l'autre cas, à la personne nommée dans le permis, l'autorisant durant le dit terme, à évaluer et régler toutes telles pertes et réclamations; et le dit permis, durant son terme, exempté le porteur, quant à ce qu'il autorise, des pénalités édictées par l'article 6961. 8 Ed. VII, c. 69, s. 110.

Production  
de certains  
documents,  
exigée.

**6942.** Avant l'émission d'un permis ou d'un certificat d'enregistrement en faveur d'une compagnie ou d'une société ayant son principal bureau d'affaires ailleurs que dans cette province, cette compagnie ou société doit produire au bureau du trésorier de la province les documents mentionnés dans les trois paragraphes suivants du présent article, savoir :

*a.* Une copie de sa charte ou de ses lettres patentes certifiée par l'officier qui a la garde de l'original ;

*b.* Une procuration aux fins ci-après mentionnées, donnée par la compagnie ou société à son principal officier ou agent dans la province ou à quelque autre personne résidant et faisant affaires dans la province, sous le sceau de la compa-

gnie ou société, et signée par le président et le secrétaire ou autre officier compétent de cette compagnie ou société, en présence d'un témoin qui en certifie l'exécution sous serment ou par affirmation ; et les charges officielles occupées dans la compagnie ou société par les officiers qui signent cette procuration doivent être établies sous serment ou par affirmation par une personne connaissant les faits nécessaires à cet effet. Mais, lorsque la compagnie ou société a, par une procuration sous son sceau, nommé un agent général pour le Canada, et a ainsi autorisé cet agent général à nommer les principaux officiers ou agents de la compagnie ou société dans les diverses provinces du Canada, alors, après avoir produit chez le trésorier de la province une copie de ce document, dûment certifiée par un notaire ou par l'officier compétent de la puissance du Canada, comme vraie copie d'icelui, les procurations exécutées par le dit agent général pour le Canada en présence d'un témoin qui en a dûment certifié l'exécution sous serment ou par une affirmation solennelle, sont considérées comme suffisamment données par la compagnie ou société pour toutes les fins de la présente section ;

c. Pour les compagnies ou sociétés non autorisées en vertu de la loi des assurances du Canada, un état, sous telle forme que peut exiger le trésorier de la province, des affaires de la compagnie ou société le 31 décembre précédent ou jusqu'au jour de la balance ordinaire de ses affaires, mais ce jour ne doit pas précéder de plus de douze mois la production de l'état. 8 Ed. VII, c. 69, s. 111.

**6943.** Cette procuration doit déclarer à quel endroit de la province se trouve ou devra être établi le bureau principal, l'agence principale ou le bureau du procureur de la compagnie ou société, et doit expressément autoriser le fondé de procuration à recevoir la signification des procédures dans toutes les actions, poursuites et procédures intentées contre la compagnie ou société, dans la province, au sujet de toutes dettes encourues par elle dans cette province, et aussi déclarer que la signification des procédures pour ou au sujet de telles dettes au bureau principal ou personnellement au fondé de procuration, à l'endroit où ce bureau principal ou ce bureau du procureur est établi, est légale et lie la compagnie ou société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 112.

**6944.** Si une compagnie ou société, porteur d'un permis ou enregistrée en vertu de la présente section, change d'agent principal, de procureur ou de bureau principal dans la province, elle doit produire une procuration telle que ci-dessus mentionnée, indiquant spécialement le changement et contenant semblable déclaration quant à la signification des procédures comme il est dit ci-dessus. 8 Ed. VII, c. 69, s. 113.

Production  
du permis  
émis en vertu  
de la loi des  
assurances  
du Canada.

**6945.** 1. Les compagnies ou sociétés autorisées par la puissance du Canada dans le sens de l'article 6941, qui reçoivent, de temps à autre, un permis ou autre autorisation en vertu de la loi des assurances du Canada, doivent, chaque année, après leur premier enregistrement, en vertu de ce permis ou autorisation, présenter au trésorier de la province, dans les trente jours après sa date, le document qui fait alors foi de cette autorisation, et, sur cette présentation et sur paiement au trésorier de la province de l'honoraire fixé, elles peuvent être admises à l'enregistrement en vertu de cette autorisation ou au renouvellement de l'enregistrement, selon le cas, et, à défaut d'enregistrement ou de renouvellement d'enregistrement dans les trente jours, la compagnie ou société est censée non enregistrée.

La présentation de ce document n'est pas nécessaire si le trésorier de la province reçoit de l'officier compétent de la puissance du Canada un avis l'informant que ce permis ou autorisation a été réellement émis en faveur de la compagnie ou société nommée dans l'avis, et l'autorise à faire un commerce d'assurance de la nature et pour la période de temps spécialement indiquées dans l'avis.

Suspension,  
etc., de ce  
permis.

Son effet.

2. La suspension ou l'annulation ou le défaut du renouvellement de cette autorisation émise en vertu de la loi des assurances du Canada, ou émise par quelque province du Canada en faveur d'une compagnie ou société enregistrée dans cette province, a, *ipso facto*, l'effet d'une suspension ou annulation de l'enregistrement dans cette province, mais l'enregistrement ainsi suspendu peut être remis en vigueur comme il est dit dans la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 114.

Période de  
validité du  
certificat  
d'enregistre-  
ment.

**6946.** Pour les compagnies ou sociétés non mentionnées dans l'article 6941, tout certificat d'enregistrement émis en vertu de la présente section, autre qu'un certificat temporaire ou continué, à moins d'être suspendu ou annulé plus tôt, reste valide jusqu'au trentième jour de juin alors prochain, inclusivement, et alors, si la compagnie ou société a produit l'état sommaire requis par l'article 6969 et l'état annuel prescrit par l'article 6978, selon le cas, ainsi que des copies dûment certifiées de tous les amendements faits à sa constitution, à ses lois, règles et règlements depuis l'état sommaire ou annuel précédent, et si elle a de plus satisfait aux autres exigences de la loi, elle a droit au renouvellement de son certificat d'enregistrement, et il en est de même pour chaque année. 8 Ed. VII, c. 69, s. 115.

Certificat  
temporaire.

**6947.** Sur preuve qu'une compagnie ou société a été empêchée par accident ou par une cause inévitable de satisfaire complètement aux dispositions de la présente section, dans le

temps qui y est indiqué, et sur paiement au trésorier de la province de l'honoraire fixé, le trésorier peut accorder, pour un temps limité qui y est indiqué, un certificat temporaire <sup>sa durée</sup> d'enregistrement, ou bien il peut prolonger, pour un temps <sup>peut être</sup> limité, la durée d'un certificat d'enregistrement déjà existant ; <sup>prolongée.</sup> mais à défaut, dans l'un ou l'autre cas, de renouveler l'enregistrement avant l'expiration du temps ainsi limité, la compagnie ou société est considérée comme non enregistrée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 116.

**6948.** Toute compagnie d'assurance ou société de secours <sup>Nécessité du</sup> mutuels ou charitable assujettie à l'obligation de l'enregistre- <sup>certificat</sup> ment en vertu de la présente section et qui transigeait des <sup>d'enregistre-</sup> affaires dans cette province avant le 10 février 1909, doit avoir obtenu un certificat d'enregistrement du trésorier de la province, dans les douze mois de la dite date, pour continuer à y transiger des affaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 117.

**6949.** Aucune compagnie d'assurance ou société ne doit être <sup>Identité des</sup> enregistrée sous un nom identique à celui sous lequel une autre <sup>noms, prohi-</sup> compagnie ou société existante est enregistrée, ou lui ressemblant <sup>bée.</sup> tellement qu'il y aurait danger de les confondre, ou sous aucun autre nom qui, dans l'opinion du trésorier de la province, pourrait induire en erreur sur son identité les membres ou le public. 8 Ed. VII, c. 69, s. 118.

**6950.** Le trésorier de la province doit publier annuellement <sup>Liste publiée</sup> dans la *Gazette officielle de Québec* une liste des compagnies ou <sup>dans la Ga-</sup> sociétés sous permis ou enregistrées en vertu de la présente sec- <sup>zette officielle.</sup> tion, avec le montant du dépôt, s'il y en a, fait par chaque compagnie ou société ; et lorsqu'une nouvelle compagnie ou société est autorisée ou enregistrée, ou lorsque le permis ou le certificat d'enregistrement d'une compagnie ou société est suspendu ou annulé, ou si le permis ou le certificat est remis en vigueur, il doit en publier un avis pendant deux semaines dans la *Gazette officielle de Québec*. 8 Ed. VII, c. 69, s. 119.

**6951.** Sujet à la condition 23 de la police telle que conte- <sup>Signification</sup> nue dans l'article 7034, la signification de tout avis écrit à une <sup>de l'avis.</sup> compagnie d'assurance, pour toute fin de la présente section, quand il n'y a pas d'autres dispositions expresses s'y rapportant, peut se faire par lettre déposée au bureau principal de la compagnie dans la province, ou par lettre recommandée à l'adresse de la compagnie, de son gérant ou de son agent à ce bureau principal, ou par la remise, de toute autre manière, de tel avis écrit à un agent autorisé de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 120.

§ 13.—*De la suspension ou de l'annulation de l'enregistrement*

L'arrivée de certains faits annule l'enregistrement. **6952.** 1. Si l'un des faits suivants se produit, l'enregistrement de la compagnie ou société intéressée est annulé *ipso facto* et sans avis préalable :

- a. L'abrogation ou l'expiration de sa charte, de son contrat d'association, de sa constitution, de la loi ou des lois la constituant en corporation ;
- b. La révocation de ses pouvoirs corporatifs ;
- c. L'annulation ou l'expiration sans renouvellement du permis ou autre autorisation par laquelle il a été permis à la compagnie ou société d'exercer ses pouvoirs corporatifs dans les opérations d'assurance ;
- d. L'adoption, par la compagnie ou société, d'une résolution décrétant sa mise en liquidation ; ou
- e. Le fait, par tout tribunal, d'ordonner la liquidation de la compagnie ou société.

Et, sur preuve que l'un de ces faits s'est produit, le trésorier de la province, après avis donné à la compagnie ou à la société dans les cas où il est probable qu'il y aura contestation, doit faire l'entrée nécessaire au registre.

L'arrivée de certains faits suspend l'enregistrement. **2.** Si l'un des faits suivants se produit, l'enregistrement de la compagnie ou société intéressée est suspendu *ipso facto* et sans avis préalable :

- a. La suspension de quelqu'un des contrats, titres ou chartes mentionnés dans les sous-paragraphes a et c du paragraphe 1 du présent article ; ou
- b. La suspension des pouvoirs corporatifs de la compagnie ou société.

Et, sur preuve que l'un des dits faits s'est produit, le trésorier de la province, après avis donné à la compagnie ou société, dans les cas où il est probable qu'il y aura contestation, doit faire l'entrée nécessaire au registre.

Décision du trésorier. **3.** Lorsque l'arrivée de l'un des faits mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article est contestée dans un avis par écrit signifié au trésorier, à son bureau, celui-ci doit décider et sur les faits et sur la loi, et rendre sa décision par écrit ; cette décision est finale. 8 Ed. VII, c. 69, s. 121.

Cette décision doit être par écrit. **6953.** 1. Lorsque le trésorier de la province décide, dans un cas de contestation, qu'une compagnie ou société a ou n'a pas légalement droit à l'enregistrement, ou au renouvellement de l'enregistrement, ou lorsqu'il suspend, rétablit ou annule l'enregistrement d'une compagnie ou société, il doit, sauf ainsi qu'il y est ici autrement prévu, rendre sa décision par écrit, et il en certifie une copie pour être signifiée, par envoi postal recommandé ou autrement, à la compagnie ou société, à son bureau principal, dans la province.

2. Toute personne peut avoir une copie certifiée de toute telle décision du trésorier en en faisant la demande à son bureau et en payant l'honoraire fixé. Copie d'icelle.

3. Les affidavits et les dépositions reçus ou pris par le trésorier dans toute contestation doivent être produits à son bureau. Production des dépositions.

4. La preuve et les procédures dans toute affaire soumise au trésorier peuvent être rapportées par un sténographe ayant prêté serment devant un commissaire de la Cour supérieure d'en faire un rapport fidèle. Preuve prise par sténographie.

5. Les frais de toute contestation sont payables par la compagnie ou société, si elle succombe. Cependant si un tiers conteste le droit à l'enregistrement, le trésorier de la province peut exiger de lui avant de faire l'enquête, tout dépôt qu'il juge nécessaire pour couvrir les frais occasionnés par cette enquête, et ce dépôt est employé au paiement des frais si le tiers succombe. 8 Ed. VII, c. 69, s. 122. Paiement des frais. Dépôt.

**6954.** 1. Sur preuve qu'un enregistrement ou un certificat d'enregistrement a été obtenu par fraude ou erreur, ou qu'une compagnie ou société est constituée dans un but illégal, ou qu'elle est insolvable ou sur le point de devenir insolvable, ou qu'elle a, aux termes des articles 6955 et 6956, refusé ou négligé de payer une réclamation légalement due, ou a volontairement, après avis du trésorier de la province ou de l'inspecteur, enfreint quelque une des dispositions de la présente section, ou a cessé d'exister, l'enregistrement de cette compagnie ou société peut être suspendu ou annulé par le trésorier. Obtention d'un certificat d'enregistrement par fraude etc.

2. Lors de la suspension ou de l'annulation de l'enregistrement d'une compagnie ou société, sauf quand il est autrement décrété, le trésorier de la province doit, soit par envoi postal recommandé, soit autrement, en faire signifier un avis par écrit au bureau principal de la compagnie ou société dans la province ; et, à compter de la date de cette signification, la compagnie ou société est considérée comme non enregistrée, mais s'il ne s'agit que d'une suspension d'enregistrement, la compagnie ou société n'est considérée comme non enregistrée que durant le temps de la suspension ; et, à compter de telle signification, la compagnie ou société doit retirer toute offre d'entreprendre des contrats et cesser absolument d'assumer des contrats, mais sans préjudice de toute responsabilité encourue par telle compagnie ou société et qui peut lui être appliquée en toute rigueur comme si cette suspension ou annulation n'avait pas eu lieu. 8 Ed. VII, c. 69, s. 123. Suspension, etc., doit être signifiée à la compagnie ou société intéressée.

**6955.** Toute réclamation légale contre une compagnie d'assurance ou société en vertu d'un contrat d'assurance devient payable à l'expiration de soixante jours après Délai pour le paiement d'une réclamation.



qu'une preuve raisonnable suffisante a été donnée à la compagnie ou à la société que l'événement qui devait, d'après le dit contrat, donner lieu à cette réclamation est arrivé, et, quand il y a assurance de propriété, après telle preuve de faits additionnels qui est exigée par la loi ; et toutes dispositions, conditions ou stipulations à ce contraires sont nulles à l'encontre de l'assuré ; mais la compagnie ou société peut, à sa discrétion, payer la réclamation en tout temps avant l'expiration des soixante jours. 8 Ed. VII, c. 69, s. 124.

Effet du non-paiement d'une réclamation dans les délais légaux.

**6956.** 1. Toute compagnie d'assurance ou société est sujette à la suspension de son enregistrement par le trésorier de la province à défaut par elle de payer une réclamation non contestée, ou un contrat d'assurance pendant l'espace de soixante jours après que le paiement en est devenu exigible, ou, s'il s'agit d'une réclamation contestée, après le jugement final et l'offre d'une quittance valide et légale et, dans l'un et l'autre cas, après avis accompagné d'un affidavit et signifié au trésorier de la province, du défaut de la compagnie ou société.

Remise en vigueur de l'enregistrement.

2. Lorsque l'enregistrement d'une compagnie ou société a été suspendu en vertu du paragraphe 1 du présent article et que, dans les soixante jours après l'avis y mentionné, elle a intégralement payé toutes les réclamations non contestées et les jugements sans appel contre elle, le trésorier de la province, sur la preuve de ces faits, peut remettre en vigueur l'enregistrement de cette compagnie ou société et donner un certificat à cet effet.

Annulation de l'enregistrement.

3. Si, dans les soixante jours mentionnés dans le paragraphe 2 du présent article, la compagnie ou société n'a pas intégralement acquitté toutes les réclamations non contestées et les jugements sans appel, le trésorier de la province, sur preuve du fait, annule l'enregistrement de la compagnie ou société.

Interprétation.

4. Si la loi par laquelle la compagnie ou société a été constituée en corporation, prescrit le paiement des réclamations non contestées et des jugements finals dans moins de soixante jours, le présent article ne doit pas être interprété comme prolongeant le temps ainsi prescrit pour le paiement, ni comme donnant à la compagnie ou société le droit de rétablir son enregistrement après le temps fixé par cette disposition. 8 Ed. VII, c. 69, s. 125.

Accès aux livres, etc.

**6957.** Le trésorier de la province ou toute autre personne qu'il autorise par un écrit, et l'inspecteur ont accès, en tout temps, durant les heures d'affaires, chaque jour à l'exception du dimanche et des jours de congé, à tous les livres, titres ou documents d'une compagnie ou société se rapportant à ses contrats ; et tout officier ou toute personne ayant le soin, la possession, la garde ou la disposition de ces livres, titres ou documents et qui refuse ou néglige d'y donner accès, est coupable d'une offense punissable comme une contravention à

L'article 6961, et, si elle est enregistrée, la compagnie ou société est sujette à la suspension de son enregistrement; et, si elle persiste à refuser ou négliger d'y donner accès, elle est sujette à l'annulation de son enregistrement. 8 Ed. VII, c. 69, s. 126.

**6958.** 1. S'il est établi, à la satisfaction du trésorier de la province, que les comptes d'une compagnie ou société enregistrée ont été falsifiés volontairement et gravement, ou que pendant dix-huit mois consécutifs il n'a pas été fait de vérification *bona fide* des livres et des comptes, ou s'il est produit, au bureau du trésorier de la province, une requête demandant la vérification et portant les signatures avec leurs adresses et leurs occupations, d'au moins vingt-cinq personnes membres de la compagnie ou société, ou réclamants, ou personnes ayant droit de faire une réclamation ou ayant un intérêt assurable en vertu de contrats de la compagnie ou société, et si cette requête allègue d'une manière suffisamment précise, à la satisfaction du trésorier de la province, des actes reconnus comme frauduleux ou illégaux, ou la répudiation des contrats ou l'insolvabilité, le trésorier peut nommer un comptable compétent qui fait, sous sa direction, une vérification spéciale des livres et des comptes et lui en fait un rapport par écrit et attesté sous serment.

Nomination d'un comptable compétent pour faire une vérification spéciale, dans certains cas.

2. Pour les fins de la présente section un auditeur spécial est suffisamment accrédité s'il remet au secrétaire ou à un officier de cette compagnie ou société une déclaration par écrit, sous la signature du trésorier de la province, attestant que celui-ci a chargé le comptable de vérifier les livres et les comptes.

Déclaration écrite du trésorier.

3. Les frais de cette vérification spéciale incombent à cette compagnie ou société, et le compte de l'auditeur lorsque le trésorier de la province l'a approuvé par écrit, est payable immédiatement par la compagnie ou société.

Frais de vérification.

4. Mais, lorsqu'une vérification est demandée, de la manière mentionnée dans le paragraphe 1 du présent article, les personnes qui en font la demande doivent déposer chez le trésorier de la province, avec leur requête, une garantie suffisante pour couvrir les frais de la vérification jusqu'à concurrence de telle somme, ne dépassant pas deux cents piastres, que le trésorier de la province doit fixer, et quand il appert à la satisfaction du trésorier que les faits allégués dans la requête ont été partiellement ou totalement contredits par la vérification, il peut payer, en tout ou en partie, les frais de cette vérification à même le dépôt.

Proviso.

5. Tous les livres, valeurs, pièces justificatives et documents concernant les contrats ou les fonds de la compagnie ou société, sont sujets à la vérification prescrite par le présent article.

Livres, etc., sujets à la vérification.

6. Quand une compagnie ou société par quelque fidéicommissaire, officier, employé, agent ou auditeur ayant sous sa garde, en sa possession ou sous sa direction, ses fonds, ses

Refus de laisser vérifier.

Suspension  
ou annulation  
de l'enregis-  
trement.

Fausse en-  
trée.

Pénalité.

Rapport de  
l'auditeur.

Décision du  
trésorier.

Preuve sous  
serment.

Pénalités  
contre per-  
sonnes, etc.

livres ou ses pièces justificatives, refuse de les laisser dûment vérifier comme il est décrété par l'article 6957 et par le présent article, ou suscite des obstacles à l'auditeur dans l'accomplissement de ses devoirs, le trésorier de la province, sur preuve du fait, peut suspendre ou annuler l'enregistrement de cette compagnie ou société.

7. Tout fidéicommissaire, directeur, officier, gérant, agent, percepteur, auditeur ou employé d'une compagnie ou société qui, sciemment fait ou publie, ou aide à faire ou à publier un état intentionnellement faux des affaires financières de la compagnie ou société, ou qui fait ou aide à faire une entrée inexacte dans un registre, un livre d'entrées ou un livre de comptes, ou qui refuse ou néglige d'y faire une entrée comme elle doit y être faite, ou de montrer ces livres, pièces justificatives, valeurs et documents, ou de permettre qu'ils soient inspectés et vérifiés, soit pour les fins générales de la compagnie ou société, soit pour les fins de la présente section, et qu'il en soit pris des extraits, est coupable d'une offense et, sur conviction sommaire de cette offense devant un magistrat de police ou un juge de paix ayant juridiction là où l'offense a été commise, est emprisonné dans la prison commune du district ou dans toute prison de la province, avec ou sans travaux forcés, durant une période n'excédant pas douze mois. 8 Ed. VII, c. 69, s. 127.

**6959.** Si le rapport fait par l'auditeur spécial démontre, selon l'avis du trésorier de la province, de la part de la compagnie ou société, des actes frauduleux ou illégaux, tels que ceux mentionnés dans le paragraphe 1 de l'article 6958, ou une répudiation de ses contrats, ou son insolvabilité, le trésorier en donne avis à la compagnie ou société, lui fournit une copie du rapport de l'auditeur spécial, et lui accorde un délai de deux semaines pour produire entre ses mains une réponse à ce rapport. 8 Ed. VII, c. 69, s. 128.

**6960. 1.** Après avoir pris en considération le rapport de l'auditeur spécial et l'état de la compagnie ou société fourni comme réponse ainsi que toute autre preuve écrite ou verbale qu'il peut exiger, le trésorier de la province rend sa décision par écrit et peut alors continuer, ou suspendre, ou annuler l'enregistrement de la compagnie ou société.

2. La preuve peut être faite sous serment et le trésorier de la province peut faire prêter ce serment. 8 Ed. VII, c. 69, s. 129.

#### § 14.—Des pénalités

**6961. 1.** Tout gérant, directeur, officier, percepteur, agent, employé, ou personne quelconque qui, contrairement aux dispositions de la présente section, entreprend ou effectue, ou con-

sent à ou offre d'entreprendre ou d'effectuer un contrat d'assurance, est coupable d'une offense, et, sur conviction sommaire de telle offense devant un magistrat de police ou un juge de paix ayant juridiction là où l'offense a été commise, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres et des frais, et d'au moins vingt piastres et des frais, et, à défaut de paiement, le délinquant est emprisonné, avec ou sans condamnation aux travaux forcés, pendant un laps de temps d'au plus trois mois et d'au moins un mois; et, sur toute conviction subséquente, il est emprisonné avec condamnation aux travaux forcés pendant un laps de temps d'au plus douze mois et d'au moins trois mois.

2. Dans toute action, cause ou procédure intentée en vertu de la présente section, la preuve de l'enregistrement incombe à la compagnie, société ou à la personne accusée.

3. Toute demande, contrat ou autre document d'assurance et chaque circulaire, réclame ou publication émise et employée dans la province en vue de l'assurance d'après le système de cotisations doit porter les mots "*système de cotisations*" imprimés ou étampés en gros caractères à l'en-tête.

Toute contravention à cette disposition constitue une offense et est punissable comme une contravention au paragraphe 1 du présent article.

4. Toute information ou plainte pour la poursuite d'offenses en vertu de la présente section doit être donnée ou faite par écrit dans l'année qui suit la perpétration de cette offense.

5. Toutes poursuites en vertu de quelque une des dispositions de la présente section sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la partie xv du Code criminel. 8 Ed. VII, c. 69, s. 130.

**6962.** Toute offense commise par une compagnie ou société contre la présente section, est censée avoir aussi été commise par chacun de ses officiers obligé, en vertu de sa charge ou autrement, de remplir le devoir dont telle offense constitue une infraction, ou, s'il n'y a pas de tel officier, alors par chaque membre du bureau de direction de cette compagnie, ou société et chaque fait ou omission qui, en vertu de la présente section, constitue une offense, en se continuant constitue une offense nouvelle pour chaque semaine que dure l'infraction. 8 Ed. VII, c. 69, s. 131.

**6963.** 1. S'il est prouvé à la satisfaction du trésorier de la province qu'une assurance suffisante ne peut être obtenue à des taux raisonnables des compagnies d'assurance enregistrées en vertu de la présente section, il peut accorder un permis à toute personne ou compagnie qui le requiert à l'effet de s'assurer dans une compagnie étrangère non enregistrée pour un terme qui n'excède pas douze mois indiqué dans le permis; et ce permis a pour effet de soustraire cette personne et cette com-

pagnie aux exigences contenues dans les articles 6935, 6961 et 6962.

Dispositions  
spéciales  
pour risques  
de manufac-  
ture.

Proviso.

2. Cependant les risques de commerce ou de manufacture sur des biens possédés ou occupés par des personnes, raisons sociales ou compagnies peuvent être assurés ou réassurés par des compagnies mutuelles étrangères non enregistrées ou par des assureurs (*underwriters*) ou associations d'assureurs non enregistrés, pourvu que ces personnes, raisons sociales ou compagnies se conforment aux dispositions du paragraphe *e* de la division III de l'article 1347, et tout gérant, directeur, officier, percepteur, agent, employé ou personne quelconque effectuant telle assurance ou réassurance en contravention avec les présentes dispositions encourt la pénalité édictée par l'article 6961. 8 Ed. VII, c. 69, s. 132; 9 Ed. VII, c. 64, s. 1.

§ 15.—*De la vérification des livres—Des placements—Des états annuels—De la réserve légale*

Classification  
des contrats  
et registres.

**6964.** A l'exception des compagnies ou sociétés mentionnées dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 6941, toute compagnie ou société doit tenir toute classification de ses contrats et tous registres et livres qui peuvent être indiqués de temps à autre par le trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 133.

Vérification  
ordonnée par  
le trésorier  
quand les  
livres ne sont  
pas tenus  
d'une ma-  
nière suffi-  
samment  
claire.

Traitement  
du comp-  
table.

**6965.** 1. S'il paraît au trésorier de la province que ces livres ne sont pas tenus d'une manière suffisamment claire et efficace pour montrer en tout temps l'état des affaires de la compagnie ou société, il peut nommer un comptable compétent qui procède, sous sa direction, à vérifier les livres de la compagnie ou société et qui donne les instructions nécessaires pour enseigner aux officiers de tenir correctement ces livres par la suite.

2. Le traitement de ce comptable est payé par la compagnie ou société intéressée et ne doit pas excéder dix piastres par jour, à part les dépenses nécessaires de voyage qui sont aussi payées par la compagnie ou société. Aussitôt approuvé par le trésorier de la province, le compte du comptable pour son traitement et ses dépenses est payable par la compagnie ou société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 134.

Registre  
d'actions.

**6966.** Lorsqu'une compagnie possède un fonds social ou un capital, les livres que l'article 6964 exige de tenir doivent comprendre un registre d'actions dans lequel doivent être enregistrés avec exactitude les transferts d'actions, et ce registre, en tout temps raisonnable, doit être ouvert à l'examen de tout actionnaire et du trésorier de la province. Les entrées dans ce registre doivent comprendre les détails suivants : les numéros au registre des actions transférées ; le montant du

capital souscrit transféré ; le montant jusqu'alors payé sur ce capital ; les noms et les adresses du cédant et du cessionnaire et la date du transfert. S Ed. VII, c. 69, s. 135.

**6967.** Dans le cas de compagnies d'assurance ou de sociétés obligées de faire un dépôt à la province, il doit être tenu un registre de polices où l'on entre séparément les contrats pour lequel le dit dépôt est responsable en vertu de l'article 6929. S Ed. VII, c. 69, s. 136.

**6968.** 1. Il est du devoir des officiers de chaque compagnie d'assurance ou société enregistrée de faire faire, au moins une fois chaque année, une vérification *bona fide* et d'après une méthode commerciale de ses livres et registres par un auditeur compétent.

2. Pour les compagnies ou sociétés constituées par cette province, l'auditeur doit être un comptable compétent n'occupant pas ou n'ayant pas occupé, depuis au moins deux ans avant de devenir auditeur, aucune charge ou emploi de la compagnie ou société ; et il n'est pas nécessaire que l'auditeur soit membre de la compagnie ou société.

3. L'auditeur des compagnies ou sociétés constituées par la province est choisi annuellement et sa rémunération est fixée par les membres réunis en assemblée générale.

4. Les directeurs ou les officiers exécutifs peuvent, pour cause d'incompétence, de mauvaise conduite ou de négligence, à une majorité des deux tiers, suspendre tout auditeur, telle suspension restant valide jusqu'à l'assemblée générale subséquente des membres de la compagnie ou société.

5. Si la charge d'auditeur devient vacante pendant l'inter-  
valle entre les assemblées générales de la compagnie ou société, le bureau des directeurs ou les officiers exécutifs peuvent remplir la vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante. S Ed. VII, c. 69, s. 137.

**6969.** 1. Chaque compagnie constituée par la province doit fournir annuellement à chacun de ses membres un état sommaire indiquant, comme résultat de cette vérification ou de ces vérifications, les biens actuels de la compagnie, les dettes, ses recettes et ses dépenses, et l'état du fonds ou des fonds d'assurance, et une copie de cet état sommaire, signée et certifiée par l'auditeur, est déposée au bureau du trésorier de la province avec l'état requis par l'article 6978.

2. Une société de secours mutuels ou société charitable détenteur d'un permis et enregistrée, au lieu de fournir cet état sommaire à chacun de ses membres individuellement, peut remettre à chaque succursale ou branche locale, pour l'information et pour l'usage de ses membres, au moins dix copies de l'état sommaire, et une copie au moins doit être tenue affichée en un endroit accessible et convenable pour les

membres en général, et y rester affichée au moins un mois après l'affichage du prochain état subséquent; de plus une copie du dit état sommaire doit aussi être gardée dans les archives et mise à la disposition des membres en général.

Publication  
de l'état som-  
maire dans  
un papier-  
nouvelles.

3. Si la société a un papier-nouvelles ou un journal officiel et si une copie en est envoyée à chaque membre, la publication de l'état sommaire dans ce papier-nouvelles ou journal est suffisante. 8 Ed. VII, c. 69, s. 138.

Placement  
du fonds de  
réserve.

**6970.** 1. Le fonds de réserve ou capital de garantie des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, et le capital *minimum* exigé par la loi de toute compagnie constituée par la province, doivent être placés suivant les prescriptions de l'article 6869.

Placement  
du surplus  
des fonds  
d'assurance.

2. Le surplus des fonds d'assurance d'une compagnie d'assurance sujette à l'autorité législative de cette province doit, au nom de telle compagnie, être prêté ou placé en valeurs portant première hypothèque sur des terres tenues en franc alleu, ou placé en effets, fonds publics ou valeurs de la puissance du Canada ou de quelque province du Canada, ou en valeurs garanties soit par la puissance du Canada, soit par une de ses provinces, ou en effets, fonds publics ou valeurs du gouvernement du Royaume-Uni, ou des Etats-Unis d'Amérique, ou en obligations remboursables de toute corporation municipale ou scolaire du Canada, si ces obligations sont, à tous égards, acceptables et convenables, ou en actions ou en obligations remboursables de toutes sociétés ou compagnies solvables et dûment constituées en corporation par la puissance du Canada ou par une de ses provinces, et qui ont fait affaires dans le Canada ou dans quelque une de ses provinces, pendant au moins cinq ans, et y font encore affaires, mais de manière que le prêt ou les prêts sur la garantie ou l'achat des actions ou des obligations, ou le placement sur les actions ou obligations de quelque une des sociétés ou compagnies mentionnées dans le présent paragraphe du présent article n'excèdent pas en total un cinquième du capital payé de la société ou compagnie émettant telles actions ou obligations; ou bien le dit surplus des fonds d'assurance reste déposé (portant ou non intérêt) au nom de la compagnie dans toute banque légalement constituée au Canada, ou dans une caisse d'épargne de bureau de poste ou dans toute société de prêts de la province, autorisée par une loi provinciale ou fédérale à recevoir des dépôts.

Exception.

3. Le présent article ne doit pas être interprété comme conférant :

a. A une compagnie d'assurance le droit de prêter ou placer ses fonds en actions ou obligations de toute compagnie transigeant le même genre d'assurance ;

b. A une compagnie d'assurance sur la vie le droit de prêter ou placer ses fonds en actions ou obligations de compagnies

ou sociétés mentionnées dans le paragraphe 2 du présent article si ces actions ou obligations ne sont pas garanties par une autre garantie collatérale équivalente ou, si plus que le tiers de la valeur totale de la garantie collatérale, consiste en actions ou obligations.

4. Les limitations du présent article ne défendent pas à une compagnie d'assurance sur la vie de prêter ou placer ses fonds sur les polices émises par elle ou par une autre compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 139.

**6971.** Lorsque la constitution ou les règlements de la compagnie prescrivent en quelles valeurs les fonds de la compagnie doivent être placés, les dispositions de l'article 6970 ne doivent pas être interprétées comme augmentant le pouvoir de faire des placements conféré par la dite constitution ou les dits règlements. 8 Ed. VII, c. 69, s. 140.

**6972. 1.** Conformément à ses règlements ou à sa constitution, toute compagnie ou société enregistrée en vertu de la présente section, peut posséder absolument pour son propre usage et avantage, toute propriété immobilière qui peut lui être nécessaire et utile pour la poursuite de ses affaires, et toute propriété immobilière qui est engagée ou hypothéquée en sa faveur, peut être achetée par elle pour la protection de ses placements, et elle peut, de temps à autre, vendre, hypothéquer, louer ses biens immobiliers ou en disposer autrement ; mais la compagnie ou société doit vendre tout immeuble acquis en paiement d'une dette dans les sept ans qui suivent cette acquisition, sinon il est confisqué au nom de Sa Majesté et au profit de la province.

2. Aucune compagnie d'assurance ou société ne peut faire de contrat avec un de ses auditeurs, administrateurs, directeurs ou officiers exécutifs ayant pour objet un prêt ou crédit, ou un emprunt d'argent, et toute tentative de faire de ces prêts ou de ces emprunts est prohibée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 141.

**6973.** Si, dans une compagnie d'assurance ou société, les administrateurs, les directeurs ou le bureau d'administration (sous quelque nom qu'il soit désigné), font un placement de quelque argent de la compagnie ou société, non autorisé par la loi, ou si le bureau prête quelque argent de la compagnie ou société, ou transporte l'usufruit de quelque propriété ou bien de la compagnie ou société à un membre du bureau ou à quelque auditeur, administrateur, directeur ou officier exécutif de la compagnie ou société, tous les membres du bureau qui ont consenti au dit placement, ou prêt ou transport, sont personnellement obligés, conjointement et solidairement,



de rembourser l'argent ou de remettre (selon qu'il peut être indiqué) les biens ainsi placés, prêtés ou transportés, avec intérêt, et aussi aux autres conditions fixées par le tribunal. 8 Ed. VII, c. 69, s. 142.

Défense à l'action.

**6974.** Les actions intentées en vertu de l'article 6973 peuvent être intentées en tout temps par tout membre de la compagnie ou société en son nom personnel, et tous les administrateurs, directeurs ou membres du bureau peuvent être appelés à se défendre et tout tel défendeur doit prouver qu'il n'a pas acquiescé au dit placement, prêt ou transport. Si le demandeur, à la satisfaction du tribunal, a prouvé l'illégalité du placement, du prêt ou du transport, il a droit à ses frais qui sont payés sur les fonds de la compagnie ou société; et la compagnie ou la société ou leurs représentants, ont le droit d'en poursuivre le recouvrement contre les défendeurs personnellement ou contre ceux d'entre eux que le tribunal a désignés. 8 Ed. VII, c. 69, s. 143.

Cautionnement exigé des officiers de la compagnie ou société.

**6975.** Tout officier ou autre personne nommée ou élue à une charge ayant rapport de quelque manière à la réception, à la garde ou à l'emploi de sommes d'argent, doit donner un cautionnement, à la satisfaction des directeurs, pour garantir l'exécution fidèle des devoirs de sa charge, conformément aux règlements de la compagnie ou société, et toute personne quelconque à qui est confié l'accomplissement de quelque autre devoir peut être appelée par les directeurs à donner un semblable cautionnement, et les garanties ainsi fournies et alors subsistantes doivent être remises aux auditeurs des comptes pour faire partie de la vérification annuelle ci-dessus prescrite.

Montant du cautionnement.

Dans le cas de compagnies d'assurance ou sociétés constituées en corporation par la province, le cautionnement donné par le trésorier ou autre officier ayant en mains les deniers de la compagnie ne doit, en aucun cas, être de moins de cinq mille piastres. 8 Ed. VII, c. 69, s. 144.

Responsabilité des directeurs.

**6976.** Les directeurs sont personnellement responsables de toutes pertes financières imputables à l'infidélité du trésorier ou autre officier ayant en mains les deniers de la compagnie ou société, s'ils n'ont pas exigé de cet officier le cautionnement mentionné dans l'article 6975 et s'ils ont fait preuve de négligence grave dans la surveillance qu'ils doivent exercer sur les deniers de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 145.

Livres, etc., sont la pro-

**6977.** Les livres servant à tout auditeur, officier, percepteur ou agent pour la vérification ou l'entrée des sommes

d'argent reçues au nom de la compagnie ou société, et toutes autres espèces de livres de comptes ou registres sont la propriété de la compagnie ou société.

Toute personne qui, en contravention avec les présentes dispositions, retire, garde ou détient l'un des dits livres hors de la possession ou du contrôle des directeurs ou des officiers exécutifs, ou du liquidateur de la compagnie ou société, se rend coupable d'une offense, et la procédure et la pénalité sont les mêmes que celles prescrites par l'article 6961. 8 Ed. VII, c. 69, s. 146.

**6978.** 1. Il est du devoir du président, du secrétaire ou gérant et du trésorier de toutes sociétés et de toutes compagnies d'assurance enregistrées, sauf celles mentionnées dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 6941, de préparer et remettre, chaque année, au trésorier de la province, un état de la condition financière et des affaires de la société ou compagnie, et toutes sociétés ou compagnies refusant ou négligeant de produire l'état requis par la présente section ou de répondre promptement et explicitement à toutes demandes de renseignements qui peuvent leur être faites par le trésorier de la province au sujet des contrats et des finances de la compagnie ou société, sont sujettes à la suspension ou à l'annulation de leur permis et de leur enregistrement.

2. Le président, le secrétaire ou gérant et le trésorier sont sujets respectivement, pour chaque offense, à une amende de deux cents piastres qui est recouvrable au nom de Sa Majesté pour le bénéfice de cette province.

3. Il est du devoir du trésorier de la province de publier un sommaire de ces rapports ainsi que les noms des compagnies ou sociétés qui n'ont pas fait ces rapports dans la *Gazette officielle de Québec* dans les trois mois qui suivent le premier mars de chaque année. 8 Ed. VII, c. 69, s. 147.

**6979.** Les compagnies d'assurance sur la vie et les compagnies d'assurance contre le feu, sauf celles exceptées par l'article 6978, doivent transmettre un état de leurs affaires et tous autres renseignements exigés par le trésorier de la province, avant le premier jour de mars de chaque année pour les opérations de l'année expirée le 31 décembre précédent. Cet état doit être attesté sous serment par le président et par le secrétaire, suivant la formule E, et, pour les compagnies d'assurance sur la vie, être fait en les forme et manière énoncées dans la formule C, et, pour les compagnies d'assurance contre l'incendie, être fait en les forme et manière énoncées dans la formule D. 8 Ed. VII, c. 69, s. 148.

Même exigence pour les Cies d'assurance mutuelle.

**6980.** Les compagnies d'assurance mutuelle porteurs d'un permis doivent transmettre au trésorier de la province, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, l'état mentionné dans l'article 6978. Cet état doit être attesté sous serment et donner la situation financière de la compagnie le 31 décembre précédent, et être fait en les forme et manière énoncées dans la formule F. 8 Ed. VII, c. 69, s. 149.

Même exigence pour sociétés de secours mutuels ou charitables.

**6981.** Les sociétés de secours mutuels ou charitables porteurs d'un permis doivent transmettre au trésorier de la province, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, l'état mentionné dans l'article 6978 pour l'année expirée le 31 décembre précédent. Cet état doit être attesté sous serment et être fait en les forme et manière énoncées dans la formule G, et une copie doit en être déposée entre les mains de l'inspecteur d'assurance. 8 Ed. VII, c. 69, s. 150.

Calcul de la réserve légale.

**6982.** En calculant ou estimant la réserve nécessaire pour satisfaire à ses obligations envers ses assurés, chaque compagnie d'assurance sur la vie sujette à l'autorité législative de cette province peut, quant aux polices délivrées le ou après le premier jour de janvier 1900, et aux additions de bonis ou de profits acquis ou déclarés à leur égard, se servir de toutes tables de mortalité régulatrices dont elle a déjà fait usage pour dresser ses propres tables, et de tout taux d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par an ; mais, s'il paraît à l'inspecteur que cette réserve tombe au-dessous de celle calculée sur la base prescrite dans l'article 7043, il en fait rapport au trésorier de la province, qui peut alors ordonner à l'inspecteur de calculer ou de faire calculer sous sa surveillance la réserve sur la base mentionnée dans le dit article ; et, si le montant établi de la sorte diffère notablement du chiffre présenté par la compagnie, il peut être substitué dans l'état annuel de l'actif et du passif, et, en pareil cas, la compagnie fournit à l'inspecteur, à demande, tous les détails de chacune de ses polices qui sont nécessaires au calcul, et paye à l'inspecteur un droit de trois centins pour chaque police ou addition de bonis ainsi calculées, lequel droit est remis au trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 151.

Changement dans les formules.

**6983.** Le trésorier de la province peut faire, de temps à autre, tout changement dans les formules des états fournis par les compagnies et sociétés qu'il peut juger nécessaire pour rencontrer les diverses circonstances de tout cas spécial, ou pour recevoir des explications plus claires ou plus complètes. 8 Ed. VII, c. 69, s. 152, § 1.

§ 16.—*Des directeurs*

**6984.** En autant qu'elles ne contiennent rien d'incompatible avec les règles particulières applicables à quelque espèce de compagnie d'assurance ou aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables, les dispositions du présent paragraphe s'appliquent à toutes les compagnies d'assurance, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables constituées en vertu des lois de cette province et enregistrées dans les registres tenus par le trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 153.

Application  
de ce para-  
graphe.

**6985.** Le bureau des directeurs peut, de temps à autre, nommer un gérant, un secrétaire, un trésorier et tous autres officiers qu'il peut juger nécessaires. Il détermine leurs devoirs et fixe leurs traitements, exige tout cautionnement qui peut être requis par la présente section pour l'observation fidèle de leurs devoirs et destitue ces officiers et voit à leur remplacement.

Nomination  
des officiers.

Sujet aux dispositions de la présente section, le bureau de direction peut aussi adopter des tables de taux, de primes ou billets de prime, selon le cas, et les changer de temps à autre. Il peut aussi convoquer des assemblées mensuelles ou plus fréquentes, si c'est nécessaire, pour transiger les affaires de la compagnie, et, à ces assemblées, le secrétaire prend note des procédures dans un livre tenu à cet effet. 8 Ed. VII c. 69, s. 154.

Tables de  
taux, etc.

**6986.** 1. Le bureau peut, de temps à autre, faire tous les règlements qui lui paraissent opportuns concernant les fonds et les propriétés de la compagnie, les devoirs de ses officiers, agents et assistants, les demandes de versements, l'accomplissement efficace des fins en vue dans la présente section, la tenue de l'assemblée annuelle et toutes autres choses se rapportant aux affaires de la compagnie et non contraires à la loi, et il peut, de temps à autre, changer et amender les dits règlements, excepté dans les cas pour lesquels il est décrété que tous tels règlements ne seront pas abrogés, ou quand l'abrogation affecterait les droits de personnes autres que les membres de la compagnie; dans chacun de ces cas, tels règlements ne sont pas abrogés.

Pouvoir de  
faire des ré-  
glements.

2. Chaque règlement du bureau doit être entré au livre des minutes, et, à moins et avant d'être amendé ou annulé par le bureau, ou par une assemblée générale des membres, il doit être considéré comme un règlement de la compagnie.

Entrée du  
règlement au  
livre des mi-  
nutes.

3. Les copies de tous les règlements qui peuvent être passés, de temps à autre, par la compagnie ou le bureau, doivent être déposées chez le trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 155.

Production  
des règle-  
ments au dé-  
partement du  
Trésor.

- Administration des fonds.** **6987.** Le bureau a la surveillance et l'administration des fonds et des biens de la compagnie ainsi que de tout ce qui s'y rapporte, quand il n'y est pas autrement pourvu. 8 Ed. VII, c. 69, s. 156.
- Réassurance permise.** **6988.** Le bureau peut faire des arrangements avec toute autre compagnie pour la réassurance de risques, à telles conditions, quant aux paiements des primes sur icelles, dont ils peuvent convenir entre eux. 8 Ed. VII, c. 69, s. 157.
- Emission d'obligations, etc.** **6989.** 1. Le bureau peut émettre des obligations ou des billets, pour prêt d'argent, et il peut emprunter de l'argent au moyen de telles obligations ou tels billets pour un terme n'excédant pas douze mois et à telles conditions qu'il juge convenables, et il peut en faire le renouvellement, de temps à autre, pour telle période n'excédant pas douze mois. La totalité des biens, comprenant les billets de prime de la compagnie, répondent du paiement à l'échéance, mais aucune telle obligation ou aucun tel billet ne doit être pour une somme moindre que cent piastres.
- Proviso.** 2. Toutes les obligations et tous les billets en cours en même temps ne doivent pas excéder un cinquième du montant resté non payé sur les dits billets de prime. 8 Ed. VII, c. 69, s. 158.
- Limitation du pouvoir d'emprunt.**
- Rémunération des directeurs.** **6990.** A toute assemblée annuelle des membres ou actionnaires de la compagnie, ou à toute assemblée générale spéciale d'iceux, si tel objet a été clairement exprimé dans l'avis de l'assemblée générale spéciale, il est permis de décréter des règlements ou de passer des résolutions pour la rémunération des directeurs de la compagnie, et des copies de ces règlements ou résolutions doivent être remises au trésorier de la province dans la semaine qui suit l'assemblée à laquelle ils ont été passés. 8 Ed. VII, c. 69, s. 159.
- Paiement illégal de dividendes ou de bonis.** **6991.** Si les administrateurs, directeurs ou gérants d'une compagnie d'assurance contre le feu, sur la vie, maritime ou autre, constituée en corporation par le Parlement du Canada, ou la Législature de cette province, sciemment et volontairement, déclarent et payent un dividende ou boni à même le capital versé de la compagnie, pendant son insolvabilité, ou si le paiement de ce boni ou dividende tend à la rendre insolvable ou à diminuer le montant de son fonds social, ou si encore ce dividende ou boni est déclaré et payé en contravention avec l'article 6865, ceux des administrateurs, directeurs ou gérants, qui sont présents lors de la déclaration de tel dividende ou boni sont conjointement et solidairement responsables de toutes les dettes alors existantes de la compagnie,
- Responsabilité.**

ainsi que de celles qui sont contractées par la suite pendant tout le temps qu'ils demeurent respectivement en charge ; mais si quelqu'un d'eux s'oppose à ce que ce dividende ou boni soit déclaré, ou soit payé, et si, en tout temps avant l'époque fixée pour le paiement d'icelui, il dépose une déclaration par écrit constatant son opposition, dans le bureau de la compagnie, ainsi que dans le bureau d'enregistrement de la division ou du comté où la compagnie est établie, il est exonéré de toute responsabilité à cet égard. 8 Ed. VII, c. 69, s. 160.

L'opposition doit être constatée par écrit.

§ 17. — *Des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu — De la responsabilité des membres — Des cotisations*

**6992.** 1. Une assemblée des membres de la compagnie, pour l'élection des directeurs et autres fins, a lieu le deuxième mercredi de février de chaque année au bureau principal de la compagnie, et si, pour une raison quelconque, les directeurs ne sont pas élus à cette assemblée, ceux alors en charge continuent d'agir en cette qualité, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus à une assemblée subséquente.

Date des assemblées annuelles.

Le secrétaire de la compagnie est membre *ex officio* du bureau de direction qui le nomme, et il reste en office comme tel, ainsi que les directeurs, jusqu'à l'assemblée annuelle subséquente; ils peuvent cependant, dans l'intervalle, être destitués et remplacés à une assemblée générale des membres, convoquée spécialement à cet effet, conformément à l'article 6995.

Secrétaire de la Cie. Son privilège.

2. En tout temps, avant l'assemblée annuelle, le bureau des directeurs peut néanmoins suspendre pour cause le secrétaire de ses fonctions. 8 Ed. VII, c. 69, s. 161.

Suspension du secrétaire.

**6993.** Les procédures pour l'élection des directeurs, commencent par l'élimination de l'ancien bureau, par rotation d'un nombre de directeurs égal à la majorité de ce bureau.

Elimination des directeurs.

Les directeurs restant après cette élimination, continuent à être membres du bureau pour l'année suivante, et il est procédé alors à compléter le nombre requis.

Privilèges de ceux qui restent.

Tout membre de l'ancien bureau, peut cependant être réélu membre du nouveau bureau. 8 Ed. VII, c. 69, s. 162.

Réélection.

**6994.** Toute vacance survenant dans le bureau dans l'intervalle entre deux assemblées, est remplie par une personne choisie à cette fin, par la majorité des membres du bureau.

Vacance dans le bureau.

**6995.** Le président ou le bureau des directeurs, ou au moins vingt membres de la compagnie, peuvent convoquer

Convocation des assem-

blées générales. une assemblée générale, en donnant au moins quinze jours d'avis dans un journal français et un journal anglais, publiés au lieu de la place d'affaires de la compagnie ou dans le lieu le plus proche. 8 Ed. VII, c. 69, s. 164.

Rapport soumis aux assemblées annuelles. **6996.** Aux assemblées annuelles, il est soumis un rapport des transactions de la compagnie pour l'année expirée le trente et unième jour de décembre précédent, ainsi qu'un état complet de toutes ses affaires, faisant voir ses recettes et ses dépenses, son actif et son passif, et une copie de ce rapport est envoyée à l'inspecteur d'assurance de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 165.

Droit de vote des membres. **6997.** A toutes les assemblées, tout membre de la compagnie a droit à un nombre de voix proportionné au montant pour lequel il est assuré, c'est-à-dire : à une voix pour toute somme au-dessous de mille piastres ; à deux voix pour toute somme de mille piastres à deux mille piastres, et à une voix additionnelle pour chaque millier de piastres additionnel.

Proviso. Aucun membre n'a droit de vote pendant qu'il doit des arriérages sur ses contributions.

Votation par procuration. Tout membre peut se faire représenter par procureur pour voter, pourvu que ce procureur soit lui-même membre de la compagnie et que les officiers, les directeurs, le gérant ou un membre quelconque ne puissent être procureurs, respectivement, pour des membres pour un montant excédant en total dix mille piastres chacun. 8 Ed. VII, c. 69, s. 166.

Qualités requises des directeurs. **6998.** Les directeurs doivent être membres et assurés dans la compagnie, pendant la durée de leur charge, jusqu'à concurrence d'au moins quinze cents piastres. 8 Ed. VII, c. 69, s. 167.

Personnes non éligibles. **6999.** Nul employé de la compagnie, recevant un salaire annuel, n'est éligible comme directeur, et toute intervention dans l'élection des directeurs lui est interdite. 8 Ed. VII, c. 69, s. 168.

Quorum. **7000.** La majorité des directeurs constitue un quorum pour la transaction des affaires, et, dans le cas d'égalité des voix à une assemblée quelconque du bureau, la question est résolue dans la négative. 8 Ed. VII, c. 69, s. 169.

Devoirs des directeurs. **7001.** Le bureau des directeurs surveille les affaires de la compagnie et l'administration de ses fonds et de ses propriétés, ainsi que de toutes matières et choses s'y rattachant, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et il peut, de temps à autre, élire un de ses membres comme président et un autre

comme vice-président, nommer un secrétaire et un trésorier, et tels autres officiers, agents et assistants qu'il juge nécessaires, prescrire leurs devoirs, fixer la compensation qui leur est accordée, prendre d'eux une garantie pour l'accomplissement de leurs devoirs et les démettre à volonté.

Il peut fixer les taux d'assurance, le montant pour lequel il est loisible d'effectuer une assurance sur chaque bâtiment et propriété, et la somme à déposer pour cette assurance ; il doit ordonner et diriger l'émission de toutes les polices d'assurance, l'achat des livres, de la papeterie et des autres choses qui sont nécessaires pour le bureau de la compagnie et pour la transaction des affaires, et peut ordonner au trésorier de payer le montant des pertes subies par la compagnie et des dépenses encourues pour la régie de ses affaires.

Fixation des  
taux d'assu-  
rance.

Il peut tenir des assemblées spéciales aussi souvent qu'il le juge nécessaire, et tenir registre de ses procédures. 8 Ed. VII, c. 69, s. 170.

Assemblées  
spéciales.

**7002.** Tout directeur différant d'opinion avec la majorité des membres du bureau, peut insérer son dissentiment sur les livres de la compagnie, avec les raisons motivant ce dissentiment, lesquels livres sont, en tout temps, ouverts à l'examen des membres de la compagnie et de l'inspecteur d'assurance. 8 Ed. VII, c. 69, s. 171.

Dissentiment  
des direc-  
teurs.

**7003.** Il n'est émis aucune police par une compagnie constituée en vertu des dispositions du paragraphe deuxième de la présente section tant qu'il n'a pas été fait à cette compagnie des demandes d'assurance au montant de deux cent mille piastres au moins, que ces demandes n'ont pas été approuvées par le bureau des directeurs, et qu'il n'a pas été signé de bonne foi et remis à la compagnie des billets de dépôt pour un montant d'au moins dix mille piastres.

Limitation  
des polices.

Le bureau des directeurs ne doit, en aucun cas, émettre une police pour un montant excédant cinq mille piastres sur un seul risque, à moins que le surplus ne soit réassuré, et il ne doit pas permettre que le montant des assurances effectuées dans une cité ou une ville excède quinze pour cent du total des assurances effectuées par la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 172.

Réassurance  
exigée dans  
certains cas.

**7004.** Les affaires de la compagnie peuvent être divisées par règlement, en deux classes ou branches, relativement à la nature ou à la classification des assurances à effectuer, ou des localités particulières dans lesquelles des assurances peuvent l'être, lesquelles classes peuvent être indiquées sous les désignations de "classe des risques de ferme et isolés" et "classe des risques de commerce et extra-hasardés", respectivement ; pour-

Division des  
affaires de la  
compagnie en  
deux classes.



**Proviso.** vu que ce règlement soit préalablement approuvé par la majorité des membres de la compagnie présents à l'assemblée annuelle mentionnée dans l'article 6992 ou à une assemblée spéciale convoquée de la manière prescrite par l'article 6995. 8 Ed. VII, c. 69, s. 173.

**Cédule des risques pour chaque classe.** **7005.** Les directeurs de la compagnie qui a ainsi divisé ses affaires en deux classes, font préparer une cédule des risques qui peuvent être assurés dans chaque classe, ainsi qu'un tarif des primes sur ces risques.

**Comptes séparés.** Ils font tenir, pour chaque classe, des comptes séparés et distincts les uns des autres, et ils font tous autres règlements qu'ils jugent nécessaires pour tenir séparées les affaires des deux classes; les membres de toute telle compagnie qui s'assurent dans une classe, ne sont pas responsables des réclamations contre l'autre classe. 8 Ed. VII, c. 69, s. 174.

**Répartition des dépenses.** **7006.** Toutes les dépenses nécessaires encourues pour conduire et administrer les affaires de la compagnie sont réparties et divisées entre les deux classes dans la proportion qui est établie par les directeurs. 8 Ed. VII, c. 69, s. 175.

**Assurance au comptant.** **7007.** Toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu peut effectuer des assurances d'après le système des primes en argent pour une période n'excédant pas trois ans, sur des bâtiments de ferme et autres risques non hasardés, et pour une année ou moins sur toute autre classe de propriété, en se conformant aux prescriptions de l'article 6854. 8 Ed. VII, c. 69, s. 176.

**Qui devient membre de la Cie, et pour quelle période de temps il reste membre.** **7008.** 1. Quiconque devient, en tout temps, intéressé dans une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, en cette province, en devient membre, pour le temps spécifié dans sa police, en s'assurant à telle compagnie, et est, durant ce temps, astreint aux dispositions de la loi concernant cette compagnie; mais il peut s'en retirer sans le consentement de la compagnie aux termes et conditions déterminés par l'article 7014.

**Intérêt de l'assuré sous le système au comptant.** 2. Si cependant la compagnie fait des affaires au comptant, l'assuré sous le système non mutuel n'y est intéressé que dans les limites fixées par l'article 6854. 8 Ed. VII, c. 69, s. 177.

**Billet de dépôt.** **7009.** Avant de recevoir la police, tout membre d'une compagnie d'assurance mutuelle doit déposer son billet ou engagement ci-après appelé "*billet de dépôt*," payable à demande à la compagnie seulement, endossé à la satisfaction des directeurs, et pour une somme de deniers proportionnée à la classification des risques établis par les directeurs.

Une partie de ce billet, que les directeurs ont fixée par leurs règlements, peut être exigée de ce membre, avant qu'il reçoive sa police, dans le but de former un fonds pour défrayer les dépenses incidentes de la compagnie, et la balance est payable, en tout ou en partie, au temps que les directeurs jugent nécessaire, pour couvrir les pertes ou les dépenses de la compagnie.

Quand et comment payable.

Dans le cas où le membre serait incapable d'écrire ou de signer son nom, il peut signer de sa marque le billet de dépôt en présence d'un témoin résidant dans la localité, et qui n'est pas un agent de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 178.

Signature du billet.

**7010.** 1. Tout billet de dépôt doit être entièrement détaché de toute autre formule ou de tout autre écrit quelconque, et les mots "*billet de dépôt*" doivent être imprimés en caractères voyants sur l'en-tête de ce billet de dépôt.

Forme du billet de dépôt.

Tout billet de dépôt signé en contravention avec le présent article est nul de plein droit.

2. Les formules H, I et J, ou toutes autres formules au même effet, sont suffisantes pour les fins auxquelles elles sont destinées. 8 Ed. VII, c. 69, s. 179.

Certaines formules, déclarées suffisantes.

**7011.** Les directeurs de la compagnie peuvent déclarer, par règlement, chaque année, à l'avance, le montant de la cotisation sur les billets de dépôt, qui doit être payé pour couvrir les pertes et les dépenses annuelles estimées d'après les pertes et dépenses probables de l'année. Ce montant doit aussi être annoncé de la manière prescrite par ce règlement. 8 Ed. VII, c. 69, s. 180.

Montant de la cotisation pour payer les dépenses.

**7012.** Dans la limite fixée par son permis, et conformément à l'article 7032, la compagnie peut assurer les maisons privées, les magasins, boutiques et autres bâtiments, les ameublements de ménage, les marchandises, les machines, le bétail, les produits de ferme et autres objets, contre les dommages ou les pertes causées par le feu ou par la foudre, que ces dommages ou ces pertes proviennent d'accidents ou de toutes autres causes, excepté les dommages et les pertes causés intentionnellement par l'assuré, par une invasion étrangère ou par une insurrection. 8 Ed. VII, c. 69, s. 181.

Ce que peut assurer la compagnie.

**7013.** Quand l'acquéreur de la police est porteur d'une réclamation hypothécaire sur la propriété assurée, les directeurs peuvent laisser la police en vigueur et en permettre le transport comme garantie additionnelle à l'acquéreur ou cessionnaire auquel elle a été consentie, sans exiger de billet de dépôt de lui, ni qu'il devienne, en aucune manière, responsable des cotisations ou autrement; mais dans ces cas, le billet de dépôt et la responsabilité du vendeur ou cédant à

Réclamation hypothécaire sur la propriété assurée.

L'égard de cette police, continuent à exister sans en être aucunement affectés. 8 Ed. VII, c. 69, s. 182.

Faculté d'annuler les polices.

**7014.** 1. Il est facultatif à la compagnie ou au secrétaire, si la compagnie lui a donné mandat général ou spécial à cet effet, d'annuler toute police suivant les conditions de la police, en donnant à cette fin, à l'assuré, un avis, par écrit, signé par le secrétaire, et transmis à l'assuré par lettre recommandée.

Paiement par l'assuré de sa part dans les dépenses.

2. La personne assurée est, néanmoins, tenue de payer sa part des pertes et des dépenses de la compagnie jusqu'à la date de cette annulation, et, en la payant, elle a droit de se faire remettre son billet de dépôt.

Interprétation.

3. Le paragraphe 2 du présent article doit être considéré, à l'encontre de l'assureur, comme faisant partie du contrat, et, toute disposition à ce contraire, ou pourvoyant à quelque changement, addition ou omission, ne lie aucunement l'assuré.

Quand le billet de dépôt peut être retenu.

4. Si, cependant, il y a une perte sur la propriété assurée par la compagnie, le bureau des directeurs peut retenir le montant du billet de dépôt donné pour assurer cette propriété jusqu'à l'expiration du terme pour lequel l'assurance a été contractée, et, à l'expiration de ce terme, l'assuré peut retirer telle partie de la somme retenue qui n'a pas été cotisée.

Quand le billet de dépôt doit être remis au signataire.

5. Quand une police est expirée et que toutes les cotisations depuis le 31 décembre précédent jusqu'au jour de l'expiration de la police ont été prélevées, le billet de dépôt est nul et il doit être remis au signataire, sur demande, si toutes les cotisations plus haut indiquées ont été payées. 8 Ed. VII, c. 69, s. 183.

Réclamation d'une part dans le fonds de réserve, prohibée, dans certains cas.

**7015.** Lorsqu'une police expire ou est annulée par le bureau, ou par le secrétaire pour une raison quelconque, et lorsque l'assuré a payé ses redevances à la compagnie, son billet de dépôt lui est remis; mais, dans aucun cas, le porteur d'une police n'a le droit de demander ou de réclamer une part quelconque du fond de réserve, excepté si la compagnie liquide ses affaires dans les cinq années de l'expiration ou de l'annulation de la police; le porteur d'une police expirée ou annulée a alors droit, comme le porteur des autres polices, de réclamer sa part proportionnelle du fonds de réserve. 8 Ed. VII, c. 69, s. 184.

Paiement de la quote-part des pertes par membres de la compagnie.

**7016.** Chaque membre de la compagnie paye sa quote-part de toutes les pertes et dépenses encourues, et les billets de dépôt appartenant à la compagnie, sont cotisés sous la direction du bureau des directeurs, à tels intervalles de leurs dates respectives, pour telles sommes que les directeurs fixent, et pour telles sommes additionnelles qu'ils jugent nécessaires pour couvrir les pertes et les autres dépenses encourues durant

l'existence des polices pour lesquelles ces billets ont été consentis, et à raison desquelles ils sont cotisables.

Tout membre de la compagnie, ou toute autre personne qui a donné son billet de dépôt, paye ces sommes, de temps à autre, conformément à cette cotisation, pendant la continuation en vigueur de la police. 8 Ed. VII, c. 69, s. 185.

**7017.** Chaque fois qu'une perte ou un dommage par le feu est constaté et payable par une compagnie, les directeurs peuvent arrêter et fixer les sommes qui doivent être payées par les différents membres, pour leur quote-part de cette perte, et publient cet arrêté, de la manière prescrite par les règlements de la compagnie.

La somme que doit payer chaque membre est toujours en proportion du montant original de son billet de dépôt, et est payée au trésorier dans les trente jours qui suivent immédiatement la publication de cet arrêté.

Si, dans les trente jours après cette publication, un membre manque, refuse ou néglige de payer la somme fixée par les directeurs, ceux-ci peuvent poursuivre ce membre et recouvrer de lui le montant de son billet de dépôt, ainsi que les frais de la poursuite; le montant recouvré reste entre les mains du trésorier de la compagnie, sujet au paiement de sa part de toutes les pertes et les dépenses dont ce membre est responsable; la balance est remise à ce membre à l'expiration du terme de sa police. 8 Ed. VII, c. 69, s. 186.

**7018.** Chaque fois qu'une perte ou un dommage par le feu souffert par un membre de la compagnie, est constaté et payable, les directeurs peuvent faire régler et payer cette perte ou ce dommage conformément aux dispositions du présent paragraphe et aux règlements de la compagnie et faire entrer dans les livres d'icelle, le montant de la contribution à payer par chaque membre de cette compagnie, sur le montant des billets de dépôt déposés par ce membre. 8 Ed. VII, c. 69, s. 187.

**7019.** Pour qu'il n'y ait qu'une cotisation annuellement, et que le montant en soit imposé à l'assemblée annuelle de la compagnie, les directeurs sont autorisés, dans le cas de perte ou de dommage par le feu, ou pour défrayer les dépenses incidentes, à emprunter les sommes de deniers que les circonstances rendent nécessaires, mais le montant que les directeurs peuvent emprunter est limité à un cinquième du montant total de leurs billets de dépôt non cotisés.

L'intérêt payable sur ces emprunts, ainsi que le capital, s'il n'y est pas déjà pourvu, peuvent être compris dans la cotisation annuelle, laquelle, cependant, est imposée, en autant que la chose est praticable, sur les billets de dépôt en vigueur

lors de chaque perte, et de l'emprunt effectué pour le couvrir.  
S Ed. VII, c. 69, s. 188.

**7020.** Les directeurs font publier un avis du montant total des cotisations, sur les billets de dépôt à payer dans une année, de la manière prescrite par les règlements de la compagnie, dans au moins un journal du district où se trouve la propriété, s'il y a un journal dans ce district ;—s'il n'y en a pas, cet avis est inséré dans un journal publié le plus près du district dans lequel se trouve la propriété, ou donné par une circulaire expédiée par la poste à chaque membre.

Avis du montant des cotisations à payer sur les billets de dépôt.

Proviso.

Il est loisible à la compagnie de se dispenser de publier le taux des cotisations dans un journal, pourvu qu'un avis de ces cotisations soit transmis par la malle à chaque membre.  
S Ed. VII, c. 69, s. 189.

Poursuites pour recouvrer les cotisations.

**7021.** Trente jours après cet avis, les directeurs peuvent intenter une poursuite pour recouvrer, avec les frais, les cotisations sur les billets de dépôt des membres qui ont refusé ou négligé, pendant cet intervalle, de payer au trésorier de la compagnie, la somme de deniers que les directeurs ont déclarée être payable sur ces billets de dépôt.

Certificat du trésorier fait preuve.

Dans toutes les poursuites pour le recouvrement de ces cotisations, le certificat du secrétaire-trésorier de la compagnie fait *prima facie* preuve qu'elles sont dues et que toutes les formalités ont été observées. S Ed. VII, c. 69, s. 190.

Forclusion du droit de demander une indemnité.

**7022.** Tout membre d'une compagnie qui néglige de payer ses répartitions dans les trois mois de la date à laquelle elles sont devenues dues n'a pas droit de réclamer d'indemnité pour la perte qu'il peut subir plus tard, pourvu qu'une demande, par écrit, lui ait été adressée, par lettre recommandée, pour le paiement de ces répartitions avant la survenance de la perte. S Ed. VII, c. 69, s. 191.

Privilege de la Cie pour garantie du paiement de la cotisation.

**7023.** Pour assurer le paiement, de toutes les répartitions imposables sur les billets de dépôt des membres, la compagnie a un privilège sur toute la propriété mobilière de l'assuré et aussi une hypothèque, depuis la date du billet de dépôt, sur les propriétés immobilières mentionnées dans la police ainsi que sur les biens immobiliers y appartenant.

Rang du privilège.

Nonobstant les articles 1994 et 2009 du Code civil, ce privilège prend rang après les taxes et cotisations municipales.

Hypothèque sans enregistrement.

Cette hypothèque en faveur de la compagnie existe sans enregistrement. S Ed. VII, c. 69, s. 192.

Réclamation du sec. trés. lors de la

**7024.** Chaque fois que des propriétés affectées par le privilège ou l'hypothèque de la compagnie, sont annoncées en vente par autorité judiciaire, le secrétaire-trésorier de la com-

pagnie ou son assistant, produit au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, ou à celui du greffier de la Cour de circuit, ou du curateur, suivant le cas, dans les six jours qui suivent la vente, une réclamation pour toutes les contributions dues et pour celles qui deviendront dues jusqu'à la fin de l'exercice alors courant, et la compagnie a le droit d'être colloquée pour le montant de cette réclamation, sur le produit de la vente, suivant le privilège et l'ordre établi par l'article 7023. 8 Ed. VII, c. 69, s. 193.

vente de propriétés affectées par ce privilège.

**7025.** Il n'est pris aucune exécution contre une compagnie, en vertu d'un jugement, avant l'expiration de trois mois de sa date. 8 Ed. VII, c. 69, s. 194.

Délai des exécutions.

**7026.** L'intérêt qu'un juge peut avoir dans l'issue d'une poursuite, dans laquelle est partie une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, dans cette province, à raison de sa qualité de membre de cette compagnie, n'est pas une cause suffisante de récusation. 8 Ed. VII, c. 69, s. 195.

L'intérêt d'un juge dans certains cas, n'est pas une cause suffisante de récusation.

§ 18.—*Des dispositions générales applicables à toutes les compagnies ou sociétés*

**7027.** Quand l'objet d'un contrat d'assurance est une propriété ou un intérêt susceptible d'assurance dans les limites de la province, ou est relatif à une personne domiciliée ou résidant dans ses limites, toute police, de même que tout certificat, reçu intérimaire ou écrit établissant le contrat, si elle est signée, contresignée, émise ou délivrée dans la province, ou déposée au bureau de poste ou confiée à un commissionnaire, messenger ou agent pour être délivrée ou remise à l'assuré, son ayant cause ou agent dans la province, doit être considérée comme la preuve d'un contrat passé dans cette province, et ce contrat doit être interprété selon la loi de cette province, et toute somme d'argent payable en vertu d'icelui doit être payée au bureau de l'officier ou de l'agent principal de la compagnie ou société effectuant l'assurance dans cette province. Le présent article a son effet nonobstant toute entente, condition ou stipulation à ce contraire. 8 Ed. VII, c. 69, s. 196.

Les contrats d'assurance sont censés faits dans cette province.

Interprétation.

**7028.** 1. Lorsqu'un contrat d'assurance, fait par une compagnie ou société quelconque, est prouvé par un écrit, la compagnie ou société doit insérer intégralement tous les termes ou conditions du contrat à la face ou au dos du document qui crée ou prouve le contrat, et, à moins d'être ainsi inséré, aucun terme du contrat, condition ou stipulation, modifiant ou diminuant l'effet de tout tel contrat fait ou renouvelé

Tous les termes d'un contrat doivent être insérés dans le contrat.

après le 10 février 1909, n'a de valeur ou d'effet, et ne peut être admis comme preuve au préjudice de l'assuré ou du bénéficiaire.

Interprétation.

2. Rien de ce qui est contenu dans le présent article n'a pour effet d'exclure la proposition d'assurance ou l'application de l'assuré d'être considérée avec le contrat, et c'est à la cour qu'il appartient de déterminer dans quelle mesure l'assureur a été engagé d'émettre une police à cause de fausses représentations contenues dans la proposition d'assurance ou dans l'application.

Références particulières dans certains cas.

3. Une société de secours mutuels ou une société charitable peut cependant, au lieu d'insérer au long le contrat dans le certificat ou autre instrument du contrat, y indiquer, par des références particulières, les articles ou les dispositions de la constitution, des règlements ou des règles qui renferment tous les termes essentiels du contrat non insérés dans le libellé du contrat lui-même, et la société doit, lors de la remise ou avant la remise de ce libellé de contrat, remettre également à l'assuré un exemplaire de la constitution ou des règlements ou règles y mentionnés. 8 Ed. VII, c. 69, s. 197.

Droit d'entrée et d'accès.

**7029.** Après toute perte ou dommage survenu à une propriété assurée, la compagnie d'assurance a immédiatement, dans la personne d'un agent dûment accrédité, un droit d'entrée et d'accès suffisant pour lui permettre de visiter et d'examiner la propriété et de faire une estimation de la perte ou du dommage. 8 Ed. VII, c. 69, s. 198.

### § 19.—De l'assurance sur la personne

Continuation du contrat durant la période des trente jours qui suivent l'expiration de la police.

**7030.** 1. Dans toute assurance sur la personne, quand l'argent payable sous forme de primes, contributions ou cotisations (autres que les primes, contributions ou cotisations initiales), en vertu de tout contrat quelconque, n'est pas payé, l'assuré ou l'un des bénéficiaires ou les bénéficiaires de la police peuvent, dans les trente jours à compter du premier jour inclusivement où l'argent est dû, par lettre recommandée ou autrement, payer, remettre ou offrir à la compagnie ou société, à son bureau principal, ou à son agence principale dans la province, ou au percepteur ou à l'agent autorisé de la compagnie ou société, la somme ainsi en souffrance. Le contrat d'assurance est continué durant la période des trente jours, et toute stipulation ou convention à ce contraire est, à l'encontre de l'assuré ou de ses bénéficiaires, absolument nulle; les trente jours ci-dessus mentionnés courent en même temps que la période de grâce ou de crédit (s'il y en a) accordée par l'assureur pour le paiement d'une prime ou d'une cotisation de prime.

Rien de contenu dans le présent article n'est censé prolonger la période de grâce ou de crédit au delà des trente jours en tout et ne doit être interprété comme enlevant à l'assureur le droit de charger l'intérêt légal pendant la période des trente jours sur le montant de la prime due par l'assuré.

2. Nonobstant toute stipulation ou convention à ce contraire, toute action ou procédure contre l'assureur en recouvrement d'une réclamation en vertu d'un contrat d'assurance sur la personne, peut être commencée en tout temps pendant l'année qui suit immédiatement l'arrivée du fait qui constitue le risque de l'assurance, ou dans un délai de six mois additionnels, avec la permission d'un juge de la Cour supérieure, sur requête à cet effet, s'il est démontré à sa satisfaction qu'il y avait excuse raisonnable pour ne pas intenter l'action ou la procédure dans le délai en premier lieu mentionné.

3. Mais aucune telle action ou procédure ne peut être commencée après l'expiration de l'année et des six mois additionnels, excepté dans le cas où la mort de l'assuré est présumée parce qu'aucun renseignement n'a été reçu sur son compte pendant sept ans; et, dans ce cas, l'action ou la procédure peut être intentée dans l'année et les six mois à compter de l'expiration de cette période. 8 Ed. VII, c. 69. s. 199.

**7031.** 1. Aucune compagnie ou société ne peut assurer ou payer à la mort d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de dix ans, une somme d'argent qui, ajoutée à toute somme payable à la mort de cet enfant par tout autre assureur, excéderait les montants suivants respectivement, savoir :

Si tel enfant meurt avant d'avoir atteint l'âge de		
2 ans....		\$ 32 00
3 " .....		40 00
4 " .....		48 00
5 " .....		56 00
6 " .....		83 00
7 " .....		140 00
8 " .....		168 00
9 " .....		200 00
10 " .....		260 00

Rien de ce qui est contenu dans le présent article ne s'applique aux assurances sur la vie des enfants n'ayant pas l'âge de dix ans le 10 février 1909, ni ne s'applique à l'assurance sur la vie des enfants de tout âge quand la personne qui dispose de l'assurance a un intérêt pécuniaire dans la vie de l'assuré.

2. Lorsque l'âge de l'assuré à la date du contrat, n'atteint pas dix ans, et que la compagnie ou société a sciemment ou sans avoir pris d'informations suffisantes, souscrit à quelque contrat prohibé par le paragraphe 1 du présent article, la per-

Interprétation.

Limitation des actions.

Proviso.

Maximum du montant pour lequel la vie de certains enfants peut être assurée.

Proviso.

Recouvrement des sommes payées con-



trairement à la loi. sonne ou les personnes qui ont payé les primes en vertu de ce contrat peuvent les recouvrer de la compagnie ou société avec intérêt légal sur icelles.

Ce que doit contenir les circulaires qui sollicitent ce genre d'assurance. 3. Toute compagnie ou société entreprenant ou effectuant des assurances sur la vie des enfants n'ayant pas atteint l'âge de dix ans, doit faire imprimer les paragraphes 1 et 2 du présent article et l'article 2599 du Code civil en caractères voyants sur chaque circulaire la sollicitant, et sur chaque demande et sur chaque formule de contrat de telle assurance ; et toute contravention à cette disposition est une offense qui tombe sous le coup de l'article 6961.

Proviso. Cependant, au lieu d'imprimer ce qui est requis par le présent paragraphe, la compagnie, avec la permission du trésorier de la province, peut faire imprimer ou étamper sur les circulaires, sur chaque application et sur chaque formule de contrat, en caractères voyants, les mots suivants : "*Toute assurance effectuée ou sollicitée dans la province de Québec concernant la vie des enfants au-dessous de dix ans est sujette aux restrictions contenues dans l'article 7031 des Statuts refondus de Québec, 1909*". 8 Ed. VII, c. 69, s. 200.

§ 20.—*Des dispositions générales applicables à toutes les compagnies d'assurance contre le feu*

Propriétés qui peuvent être assurées.

**7032.** 1. Toute compagnie autorisée et enregistrée pour effectuer des assurances contre le feu, peut, dans les limites prescrites par le permis et l'enregistrement, assurer ou réassurer des maisons d'habitation, des magasins, des ateliers et autres bâtiments, du mobilier domestique, des marchandises, des machines, du bétail, des produits agricoles et autres biens, contre le dommage ou la perte causée par le feu ou la foudre, que cela arrive par accident ou par toute autre cause, sauf les dommages et les pertes causées intentionnellement par l'assuré, ou par une invasion d'un ennemi, ou par une insurrection.

Assurances incidentes.

2. Toute compagnie d'assurance enregistrée en vertu de la présente section pour effectuer des assurances contre le feu, et assurant légalement contre le feu un risque mercantile ou manufacturier, peut, soit par le même contrat ou par un contrat séparé, assurer ce même risque contre la perte ou le dommage provenant de défauts inhérentes, ou de dommages causés aux arroseurs ou autres appareils pour éteindre le feu. 8 Ed. VII, c. 69, s. 201.

Limitation des contrats d'assurance.

**7033.** 1. Les contrats d'assurance contre le feu, à l'exception de ceux émis par les compagnies d'assurance mutuelle, sous le système mutuel, qui sont limités à cinq ans, ne doivent pas excéder la période de trois ans ; et l'assurance des risques de commerce ou de fabrique doit être, si c'est d'après le sys-

tème au comptant, pour des termes n'excédant pas une année.

2. Tout contrat qui peut être fait pour un an ou toute période plus courte, d'après le système de billet de prime, ou pour trois ans ou toute autre période plus courte d'après le système au comptant, peut être renouvelé à la discrétion du bureau des directeurs par un reçu de renouvellement au lieu d'une police, l'assuré payant la prime requise, ou, dans le cas d'un contrat d'après le système de billet de prime, en donnant un nouveau billet de prime; et tous paiements au comptant ou par billets de prime pour renouvellement doivent être faits à la fin de l'année ou autre période pour laquelle le billet de prime a été donné, autrement la police est nulle et de nul effet.

Renouvellement des contrats.

3. Aucune compagnie autorisée et enregistrée pour effectuer des assurances contre le feu dans cette province ne peut prendre une responsabilité sur un seul risque pour un montant excédant dix pour cent de son capital et de ses surplus, si sa responsabilité n'est pas réassurée dans une autre compagnie pour l'excédent du dix pour cent du capital et des surplus.

Limitation de la responsabilité.

4. Le trésorier de la province peut suspendre ou annuler le permis ou l'enregistrement d'une compagnie qui assume une responsabilité, sur un seul risque, plus lourde que celle permise par le paragraphe 3 du présent article. 8 Ed. VII, c. 69. s. 202.

Sanction.

**7034.** Les conditions indiquées dans le présent article doivent être considérées, à l'encontre de l'assureur, comme partie de tout contrat d'assurance contre le feu souscrit ou renouvelé le ou après le 10 février 1909 dans la province au sujet de tout bien s'y trouvant ou en transit pour s'y rendre ou en revenir, et doivent être imprimées sur chacune de ces polices sous l'en-tête "*Conditions de la police*", et aucune stipulation à ce contraire, ou pourvoyant à quelque changement, addition ou omission, ne lie l'assuré à moins qu'elle ne soit prouvée de la manière prescrite par les articles 7035 et 7036.

Conditions obligatoires de la police d'assurance contre le feu.

#### CONDITIONS DE LA POLICE

1. Si une personne assure ses bâtiments ou effets, et en fait faire une description qui ne répond pas à ce qu'ils sont en réalité, au préjudice de la compagnie, ou représente faussement ou omet de déclarer toute circonstance qu'il est essentiel de faire connaître à la compagnie, afin de lui permettre de juger du risque qu'elle assume, cette assurance est de nul effet quant à la propriété à propos de laquelle a été faite la fausse représentation ou réticence, mais lorsque l'application a été

préparée par l'agent de la compagnie, cette application doit être considérée comme étant l'acte de la compagnie.

2. Après la demande d'assurance, il doit être considéré que toute police envoyée à l'assuré est censée conforme aux termes de la demande, à moins que la compagnie n'indique, par écrit, les détails sur lesquels la police diffère de la demande.

3. Tout changement dans l'usage ou l'état de la chose assurée, tel que restreint par la police, fait sans le consentement de l'assureur, par des moyens sur lesquels l'assuré a un contrôle, et qui augmente le risque, est une cause de nullité de la police, à moins qu'avis de tel changement ne soit promptement donné par écrit à la compagnie ou à son agent local ; et la compagnie ainsi avertie peut remettre la prime pour la période non expirée et annuler la police, ou elle peut demander par écrit une prime additionnelle que l'assuré doit, s'il désire la continuation de la police, payer immédiatement à la compagnie ; et si l'assuré néglige de faire ce paiement immédiatement après avoir reçu cette demande, la police cesse d'être en vigueur.

4. L'assurance devient nulle par la cession que l'assuré fait à un tiers de l'intérêt qu'il a dans la chose, à moins que ce transport n'ait lieu avec le consentement ou la participation de l'assureur.

La règle ci-dessus ne s'applique pas au cas de droits acquis à titre successif ou dans le cas spécifié dans la clause *b* du présent paragraphe.

*a.* L'assuré a le droit de transporter la police avec la chose assurée sous les conditions qui y sont exprimées.

*b.* La cession d'intérêt entre coassociés ou copropriétaires d'immeubles, qui ont assuré conjointement, ne rend pas la police nulle.

5. Lorsque la propriété assurée n'est que partiellement endommagée, aucun abandon de cette propriété n'est permis, à moins que ce ne soit avec le consentement de la compagnie ou de son agent ; et, dans le cas où cette propriété a été changée de place pour éviter une conflagration, la compagnie contribue à la perte et aux dépenses encourues dans ce sauvetage proportionnellement aux intérêts respectifs de la compagnie ou des compagnies et de l'assuré.

6. Les sommes d'argent, les livres de comptes, les papiers-valleurs, et les pièces justificatives de dette ou titre ne sont pas assurés.

7. L'argenterie, les glaces, les plaqués, la bijouterie, les peintures, les sculptures, les objets de curiosité, les instruments scientifiques, les instruments de musique, les patrons, les plans, l'or et l'argent non monnayés, les œuvres d'art, les bibelots, les fresques, les horloges, les montres, les ornements et les miroirs ne sont pas assurés à moins qu'il n'en soit fait mention dans la police.

8. La compagnie n'est pas responsable de la perte, s'il y a quelque autre assurance antérieure dans une autre compagnie, à moins que le consentement de la compagnie à cet effet n'apparaisse dans la police ou au dos de la police, ou si quelque autre assurance subséquente est effectuée par une autre compagnie, à moins et avant que la compagnie n'y consente, ou à moins que la compagnie ne s'y oppose par écrit dans les deux semaines après avoir reçu un avis par écrit de l'intention ou du désir d'effectuer l'assurance subséquente, ou ne s'oppose par écrit après ce temps et avant que l'assurance subséquente ou additionnelle soit effectuée.

9. Dans le cas où il y a eu consentement comme susdit à toute autre assurance sur la propriété décrite dans cette police, cette compagnie, si telle autre assurance reste en vigueur, advenant une perte ou un dommage, n'est responsable que du paiement d'une partie proportionnelle de cette perte ou de ce dommage sans égard aux dates des différentes polices.

10. La compagnie n'est pas responsable des pertes suivantes, savoir :

a. De la perte d'une propriété possédée par toute autre personne que l'assuré, à moins que l'intérêt de l'assuré ne soit mentionné dans ou sur la police ;

b. De la perte par un incendie causé par une invasion, une insurrection, une émeute, une sédition civile, une force militaire ou un pouvoir usurpé, un tremblement de terre ou une éruption volcanique ;

c. Quand l'assurance repose sur des bâtiments ou leur contenu—de la perte causée par l'absence de bonnes cheminées solides en brique ou en pierre ; ou par des cendres ou de la braise déposées, à la connaissance et avec le consentement de l'assuré, dans des récipients en bois ; ou par des poêles et des tuyaux de poêle, à la connaissance de l'assuré, dans un état dangereux ou mal protégés ;

d. De la perte des effets ou du dommage causé à des effets détruits ou endommagés en subissant quelque préparation dans laquelle ou pour laquelle il faut les soumettre à la chaleur du feu ;

e. De la perte des bâtiments ou de leur contenu, ou des dommages causés à iceux, lorsque des charpentiers, des menuisiers, des plâtriers ou autres ouvriers sont à faire des opérations dans ces bâtiments, et lorsque la perte des bâtiments ou de leur contenu ou des dommages causés à iceux sont imputables à ces charpentiers, menuisiers, plâtriers ou autres ouvriers, à moins que permission d'exécuter ces réparations n'ait été préalablement accordée par écrit et signée par un agent dûment autorisé de la compagnie. Mais, pour les maisons d'habitation, il est accordé quinze jours chaque année pour les réparations casuelles sans que cette permission soit requise ;

f. De la perte ou du dommage advenant lorsque du pétrole ou de l'huile de charbon, de la camphine, de la gazoline, un fluide inflammable, de la benzine, du naphite ou tous produits liquides en provenant, ou toutes parties constituantes d'iceux (sauf de l'huile de charbon clarifiée pour fins d'éclairage seulement, d'une quantité n'excédant pas cinq gallons, ou de l'huile à lubrifiage n'étant pas du pétrole non raffiné, ni une huile d'une gravité spécifique moindre que celle requise par la loi pour fins d'éclairage, d'une quantité n'excédant pas cinq gallons), ou lorsque plus de vingt-cinq livres de poudre à canon se trouvent emmagasinées ou gardées dans le bâtiment assuré ou qui contient la propriété assurée, à moins que la compagnie n'en ait donné la permission par écrit.

11. La compagnie indemniserà de toute perte causée par l'explosion du gaz dans un bâtiment ne faisant pas partie d'une usine à gaz, et de toute perte causée par une explosion qui détermine un incendie, et de toute perte causée par la foudre quand même elle ne détermine pas un incendie.

12. La preuve de la perte doit être faite par l'assuré, lors même que l'indemnité serait payable à un tiers.

13. Toute personne ayant droit de faire une réclamation en vertu de cette police doit observer les formalités suivantes :

a. Elle doit, immédiatement après la perte, en donner avis par écrit à la compagnie ;

b. Elle doit remettre, ensuite, dans le plus court délai possible, un état de la perte aussi détaillé que le permet la nature de l'accident ;

c. Elle doit encore produire en même temps une déposition sous serment établissant :

1. Que le dit état est exact et réel ;

2. Quelle est la cause du feu au meilleur de la connaissance du déclarant ;

3. Que le feu n'a pas été causé par aucun fait intentionnel ou négligence, entremise, moyen ou artifice de sa part ;

4. Le montant des autres assurances ;

5. Quelles sont toutes les charges et hypothèques existant sur ce qui fait le sujet de l'assurance ;

6. L'endroit où la propriété assurée, si c'est un meuble, était déposée lors de l'incendie ;

d. A l'appui de ses réclamations elle doit, si on l'exige et si la chose est praticable, produire ses livres de comptes, reçus d'entrepôt, listes de marchandises, et fournir ses envois et autres pièces justificatives, ainsi que des copies de toutes ses polices ; séparer, autant que cela peut se faire raisonnablement, les effets endommagés de ceux qui ne le sont pas, et soumettre à l'examen tout ce qui reste de la propriété couverte par la police.

e. Elle doit produire, si on l'exige, un certificat de la main d'un magistrat, d'un notaire, d'un commissaire autorisé à recevoir des affidavits, ou d'un secrétaire de municipalité, résidant dans le voisinage de l'endroit où l'incendie a eu lieu, et non intéressé dans la perte ni allié aux assurés ou victimes de l'incendie, déclarant qu'il a fait une observation des circonstances dans lesquelles se sont produits le feu, la perte ou le dommage allégué ; qu'il connaît le caractère et la condition de l'assuré ou du réclamant, et qu'il croit sincèrement que l'assuré a, par accident et sans fraude ou sans dol, subi une perte et un dommage sur l'objet assuré au montant certifié.

14. Les preuves ci-dessus de la perte peuvent être faites par l'agent de l'assuré, dans le cas où l'assuré serait absent ou incapable de les faire lui-même, telle absence ou incapacité étant justifiée d'une manière satisfaisante.

15. Toute fraude ou fausse représentation dans une déclaration, au sujet de l'une des formalités ci-dessus invalide la réclamation.

16. S'il s'élève quelque divergence quant à la valeur de la propriété assurée, de la propriété sauvée, ou du montant de la perte, cette valeur et ce montant et la proportion d'iceux (s'il y a lieu) que la compagnie sera appelée à payer, doivent être soumis,—que le droit de recouvrer en vertu de la police soit discuté ou non, et indépendamment de toutes autres questions,—à l'arbitrage de quelque personne choisie par les deux parties, ou, si celles-ci ne peuvent s'entendre sur le choix d'une personne, alors à l'arbitrage de deux personnes dont l'une choisie par l'assuré et l'autre par la compagnie, et une troisième nommée par les deux premières ainsi choisies, ou, si elles ne peuvent s'entendre, nommée alors par un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où la perte est arrivée ; et cet arbitrage est sujet aux dispositions des articles 1431 et suivants du Code de procédure civile. La sentence des arbitres, si la compagnie se trouve liée sous les autres rapports, doit être finale quant au montant de la perte et de la proportion que la compagnie doit payer. Si le plein montant de la réclamation est accordé, les frais suivent le sort du litige, et, dans les autres cas, toutes les questions de frais relèvent de la discrétion des arbitres.

17. L'indemnité de la perte n'est payable que soixante jours après que les preuves de la perte ont été complétées, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu par le contrat d'assurance.

18. La compagnie, au lieu d'effectuer le paiement, peut réparer, rebâtir, ou remplacer, dans un délai raisonnable, la propriété endommagée ou détruite, en donnant avis de son intention dans les quinze jours après réception des preuves par les présentes requises.

19. La compagnie peut interrompre l'assurance en donnant avis à cet effet, et, si c'est d'après le système au comptant, en offrant en même temps une remise proportionnelle sur la prime pour le terme non expiré, à compter de l'expiration du terme de l'avis. Si la signification de l'avis est faite personnellement, un avis de cinq jours, sans compter le dimanche, est suffisant. Toute compagnie ayant une agence dans la province de Québec peut donner avis par lettre recommandée adressée à l'assuré, à sa dernière adresse postale fournie à la compagnie, et si aucune adresse n'a été ainsi fournie, au bureau de poste de l'agence d'où la demande a été reçue, et, quand cet avis est par lettre, alors sept jours à compter de son arrivée à tout bureau de poste dans la province doivent être considérés comme comportant un avis suffisant. La police prend fin après cette offre et cet avis comme susdit, et à l'expiration des cinq ou sept jours, selon le cas.

L'assurance, si elle est au comptant peut aussi être interrompue par l'assuré qui donne un avis par écrit à cet effet à la compagnie ou à son agent autorisé, et, dans ce cas, la compagnie peut retenir le taux ordinaire à courte durée pour le temps durant lequel l'assurance a été en vigueur, et doit rembourser à l'assuré la balance de la prime payée.

20. Aucune condition de la police, soit en entier ou en partie, n'est censée avoir été abandonnée par la compagnie, à moins que ce désistement ne soit clairement exprimé par écrit et signé par un agent de la compagnie.

21. Un officier ou agent de la compagnie qui se charge, en son nom, d'être partie à une condition par écrit au sujet de toute affaire se rattachant à l'assurance, doit être reconnu *prima facie* comme l'agent de la compagnie à cet effet.

22. Toute action ou procédure contre la compagnie pour le recouvrement de toute réclamation en vertu de cette police, est absolument nulle, si elle n'est intentée dans l'année qui suit immédiatement la perte ou les dommages encourus.

23. Tout avis par écrit adressé à la compagnie, à quelque fin des conditions de la police, quand le mode n'en est pas expressément défini dans une disposition de la loi, peut être, par lettre déposée au bureau principal de la compagnie dans la province de Québec ou par lettre recommandée, adressée à la compagnie, son gérant ou agent, à tel bureau principal, ou sous forme de tel avis écrit donné, de toute autre manière, à un agent autorisé de la compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 203.

Indication  
des change-  
ments dans  
les condi-  
tions de la  
police.

**7035.** Si l'assureur désire faire des changements aux conditions de la police, en omettre quelque'une ou en ajouter de nouvelles, il doit être ajouté au contrat contenant les conditions imprimées, des mots à l'effet suivant, imprimés en caractères voyants et en encre d'une couleur différente :

*“ Changements dans les conditions*

“ Cette police est émise sous les conditions ci-dessus avec les changements et les additions qui suivent : (*énoncer les conditions*).

“ Ces changements sont faits en vertu de la loi des assurances de Québec et restent en vigueur en autant que le tribunal ou le juge auquel sera soumise une question s’y rattachant considérera juste et raisonnable de la part de la compagnie d’en exiger l’application.” 8 Ed. VII, c. 69, s. 204.

**7036.** Aucun tel changement, addition ou omission, à moins d’être distinctement exposé de la manière indiquée dans l’article 7035, n’est légal ou obligatoire pour l’assuré. Les changements sont nuls s’ils ne sont pas indiqués de la manière exigée par la loi.

Les assureurs ont l’option de payer ou de reconnaître des réclamations qui seraient nulles en vertu de la troisième, de la quatrième ou de la huitième condition de la police, si les dits assureurs jugent à propos de renoncer aux objections mentionnées dans les dites conditions. 8 Ed. VII, c. 69, s. 205.

**7037.** Il n’est pas nécessaire que le reçu intérimaire qui précède l’émission régulière d’une police contienne toutes les conditions du contrat ; il suffit que les conditions du contrat qui dérogent aux conditions statutaires soient insérées intégralement sur le dit reçu intérimaire. Toutes les conditions statutaires s’appliquent au contrat intérimaire, hormis qu’il y soit dérogé de la manière indiquée par les articles 7035 et 7036. 8 Ed. VII, c. 69, s. 205a ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 2. Contenu du reçu intérimaire.

§ 21.—*De l’inspection des compagnies d’assurance porteurs d’un permis de la province*

**7038.** Pour assurer la bonne administration des affaires d’assurance dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier qui est appelé “ inspecteur d’assurance,” lequel agit conformément aux instructions du trésorier de la province. Nomination d’un inspecteur d’assurance.

Son devoir est d’examiner et de faire rapport, de temps à autre, au trésorier de la province, sur toutes les matières se rattachant aux affaires d’assurance, faites par des compagnies porteurs d’un permis et sujettes à l’autorité législative de cette province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 206. Ses devoirs.

**7039.** 1. L’inspecteur d’assurance doit visiter le principal bureau d’affaires de toute telle compagnie d’assurance, au moins une fois par année, et examiner soigneusement les états préparés par la compagnie sur sa condition et ses affaires, vérifier ces états sur les livres de la compagnie, et faire rapport Visite des principaux bureaux d’affaires.



au trésorier de la province sur toutes les matières requérant son attention et sa décision.

Rapport annuel.

2. L'inspecteur doit, d'après cet examen, préparer et soumettre, le ou avant le premier mai, au trésorier de la province, un rapport annuel de l'état des affaires de chaque compagnie, ainsi que constaté par lui dans son inspection personnelle, et ce rapport est fait pour l'année finissant le trente et un décembre précédent. 8 Ed. VII, c. 69, s. 207.

Examen additionnel.

**7040.** Si l'inspecteur, après un examen scrupuleux de la condition et des affaires d'une compagnie, juge à propos, d'après le rapport annuel ou autre état fourni par cette compagnie au trésorier de la province, ou pour toute autre cause, de faire un examen additionnel des affaires de la compagnie et d'en faire rapport au trésorier de la province, ce dernier peut, à sa discrétion, donner instruction à cet inspecteur de visiter le bureau de cette compagnie, pour examiner à fond toutes ses affaires, et faire toutes autres investigations nécessaires pour constater sa condition et son habilité à remplir ses engagements. 8 Ed. VII, c. 69, s. 208.

Devoirs des officiers envers l'inspecteur.

**7041.** Il est du devoir des officiers ou agents de toute telle compagnie, sous les pénalités édictées par les articles 6957 et 6961, de faire ouvrir leurs livres à l'examen de l'inspecteur, et de faciliter cet examen, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire ; l'inspecteur peut interroger sous serment tout officier ou agent de la compagnie relativement à ses affaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 209.

Rapport de l'inspecteur et son contenu.

**7042.** Un rapport mentionnant toutes les compagnies ainsi visitées par l'inspecteur est, par ce dernier, inscrit dans un livre tenu à cette fin, avec des notes et des mémoires faisant voir la condition de chaque compagnie, et un rapport spécial par écrit exprimant l'opinion de l'inspecteur sur la condition et la situation financières de chaque compagnie, et mentionnant toutes autres matières qu'il peut être désirable de porter à la connaissance du trésorier de la province, est soumis à ce dernier. 8 Ed. VII, c. 69, s. 210.

Évaluation des polices émises par les Cies d'assurance sur la vie.

**7043.** Une fois tous les cinq ans, ou plus souvent à la discrétion du trésorier de la province, l'inspecteur évalue lui-même ou fait évaluer sous sa surveillance toutes les polices des compagnies d'assurance sur la vie ; et cette évaluation est, quant aux polices délivrées le ou après le premier jour de janvier 1901 et aux additions de bonis ou de profits acquis ou déclarés à leur égard, basée sur les tables de mortalité de l'Institut des actuaires de la Grande-Bretagne, et sur un taux d'intérêt de trois et demi pour cent par an.

Le mot " police " comprend les contrats d'annuités. " Police ".  
8 Ed. VII, c. 69, s. 211.

**7044.** S'il paraît à l'inspecteur que les obligations d'une compagnie, y compris les polices échues et la réserve entière ou la valeur de réassurance pour des polices en cours estimée ou calculée sur la base mentionnée dans l'article 7043, excèdent son actif, ou que son actif est insuffisant pour justifier la continuation de ses affaires, ou qu'il peut y avoir danger pour le public de contracter des assurances avec elle, il en fait rapport au trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 212.

Rapport spécial si la Cie n'a pas un actif suffisant.

**7045.** Après mûre considération du rapport de l'inspecteur, et un délai raisonnable donné à la compagnie pour être entendue, et après l'enquête et l'investigation qu'il juge à propos d'exiger, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre ou annuler le permis de la compagnie ; cette compagnie ne peut plus faire d'affaires dans la province, tant que son permis n'a pas été régulièrement remis en vigueur par la même autorité. 8 Ed. VII, c. 69, s. 213.

Annulation ou suspension du permis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**7046.** Si, dans un mois à compter de la suspension ou de l'annulation de son permis, la compagnie en défaut, n'a pas réglé ses affaires de manière à permettre à l'inspecteur d'assurance, après enquête, de recommander le renouvellement de son permis, l'inspecteur, s'il est autorisé par le trésorier de la province, doit demander, par requête, à l'un des juges de la Cour supérieure, la nomination d'un liquidateur qui procède, avec le moins de délai possible, à liquider les affaires de la compagnie, sous la direction de l'inspecteur, de la même manière que le liquidateur nommé en vertu des articles 7063 et 7064 est autorisé à le faire par la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 214.

Nomination d'un liquidateur dans certains cas.

**7047.** S'il appert à l'inspecteur qu'une compagnie, qui n'a pas été constituée par charte de la Législature, a pris le nom d'une compagnie antérieurement établie, ou un nom quelconque susceptible d'être injustement confondu avec celui de telle compagnie, ou contre laquelle il existe d'autres objections fondées sur des raisons d'intérêt public, il en fait rapport au trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 215.

Cie non constituée par charte spéciale prenant le nom d'une Cie antérieurement établie.

**7048.** Pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur, une somme, dont le montant est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil n'excédant pas quatre mille piastres, est fournie et payée au trésorier de la province, chaque année, par les compagnies d'assurance ci-dessus mentionnées.

Paiement des dépenses du bureau de l'inspecteur.

**Prélèvement.** Cette somme est prélevée proportionnellement au montant brut des polices de chaque compagnie, en vigueur à l'expiration de l'année précédente, et le certificat du trésorier est définitif quant au montant à payer par chaque compagnie en vertu du présent article. 8 Ed. VII, c. 69, s. 216.

**Application de ce paragraphe.**

**7049.** L'inspection décrétée par le présent paragraphe n'est pas obligatoire pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, formées par les conseils municipaux ou par des particuliers, mais, à la demande de douze personnes intéressées dans ces compagnies, les services de l'inspecteur peuvent être utilisés en rapport avec les affaires de toute telle compagnie. 8 Ed. VII, c. 69, s. 217.

**Proviso.**

**§ 22.—De l'inspection des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables**

**Sociétés sujettes à l'inspection.**

**7050.** A l'exception des sociétés de secours mutuels ou charitables autorisées par la puissance du Canada toutes les sociétés de secours mutuels formées dans la province en vertu de l'article 6896 ou en vertu d'une charte spéciale, ou constituées hors de la province et faisant des opérations dans la province, après une autorisation du trésorier de la province, sont sujettes à l'inspection prescrite par le présent paragraphe. 8 Ed. VII, c. 69, s. 218.

**Nomination d'un inspecteur.**

**7051.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier qui est appelé "inspecteur des sociétés de secours mutuels", avec un traitement annuel n'excédant pas quinze cents piastres, payé à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**Son traitement.**

**Ses devoirs.**

Le devoir de l'inspecteur est d'examiner les matières se rattachant aux sociétés de secours mutuels et de faire rapport de son examen, de temps à autre, au trésorier de la province, conformément aux instructions de ce dernier. 8 Ed. VII, c. 69, s. 219.

**Visite annuelle du principal bureau d'affaires.**

**7052.** L'inspecteur doit visiter le principal bureau d'affaires de toute société au moins une fois par année, ou plus souvent s'il en est requis par le trésorier de la province, et examiner soigneusement les états préparés par la société sur sa condition et ses affaires, vérifier ces états sur les livres de la société, et faire rapport au trésorier de la province sur toutes les matières requérant son attention et sa décision. 8 Ed. VII, c. 69, s. 220.

**Rapport de l'inspecteur.**

**7053.** L'inspecteur doit, après cet examen, préparer et soumettre au trésorier de la province, le ou avant le premier jour

de mai de chaque année, un rapport de l'état des affaires de chaque société, ainsi que constaté par lui dans son inspection personnelle. 8 Ed. VII, c. 69, s. 221.

**7054.** Il est du devoir des officiers ou agents de toute société, d'ouvrir leurs livres à l'examen de l'inspecteur et de faciliter cet examen conformément à l'article 6957. Devoirs des officiers envers l'inspecteur.

L'inspecteur peut interroger sous serment tout officier ou agent de la société relativement à ses affaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 222.

**7055.** S'il paraît à l'inspecteur que l'actif ou les sources de revenus d'une société sont insuffisants pour la rendre justifiable de continuer ses opérations, il fait au trésorier de la province un rapport spécial des affaires de cette société. Il doit, dans tous les cas, faire un tel rapport chaque fois que le passif d'une société excède son actif réalisable. 8 Ed. VII, c. 69, s. 223. Rapport spécial, dans certains cas.

**7056.** Après mûre considération du rapport de l'inspecteur et un délai raisonnable donné à la société pour être entendue, et après l'enquête et l'investigation qu'il juge à propos d'exiger, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre ou annuler le permis de la société ; cette société ne peut plus faire affaires dans la province tant que son permis n'a pas été régulièrement remis en vigueur par la même autorité. 8 Ed. VII, c. 69, s. 224. Annulation ou suspension du permis, dans certains cas.

**7057.** Si, dans un mois à compter de la suspension ou de l'annulation de son permis, la société en défaut n'a pas réglé ses affaires de manière à permettre à l'inspecteur, après enquête, de recommander le renouvellement de son permis, l'inspecteur, s'il est autorisé par le trésorier de la province, doit demander par requête à l'un des juges de la Cour supérieure la nomination d'un liquidateur qui procède, avec le moins de délai possible, à liquider les affaires de la société, sous la direction de l'inspecteur, de la même manière que le liquidateur nommé en vertu de l'article 7046 est autorisé à le faire par la présente section. 8 Ed. VII, c. 69, s. 225. Nomination d'un liquidateur, dans certains cas.

**7058.** L'inspection décrétée par le présent paragraphe n'est pas obligatoire pour les sociétés charitables ; mais à la demande de douze personnes intéressées dans une de ces sociétés, l'inspecteur peut être chargé par le trésorier de la province de faire l'inspection de cette société, et les dispositions du présent paragraphe s'appliquent ensuite à telle société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 226. L'inspection n'est pas obligatoire pour certaines sociétés.

§ 23.—*De la fusion de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu*

Pouvoir des  
compagnies  
de fusionner.

**7059.** Deux ou plusieurs compagnies d'assurance mutuelle contre le feu peuvent se fusionner du consentement des directeurs, à ce dûment autorisés par les assurés à une assemblée générale convoquée en donnant un avis à cet effet pendant quatre semaine consécutives dans un journal français et dans un journal anglais publiés au lieu de la place d'affaires de la compagnie, ou dans le lieu le plus proche. Cet avis doit mentionner le but de l'assemblée. 8 Ed. VII, c. 69, s. 226a ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 3.

Conditions  
de la fusion  
approuvées  
par le lieute-  
nant-gouver-  
neur en con-  
seil.

**7060.** Les termes et conditions de cette fusion doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du surintendant des assurances qu'il est dans l'intérêt des assurés et du public en général que cette fusion soit faite, et que les termes et conditions d'icelle sont justes et conformes à la loi. 8 Ed. VII, c. 69, s. 226b ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 3.

Avis de l'ap-  
probation pu-  
blié dans la  
*Gazette offi-  
cielle*.

**7061.** Cette fusion prend effet à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, d'un avis du surintendant des assurances établissant que les termes et conditions de la dite fusion ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 8 Ed. VII, c. 69, s. 226c ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 3.

Effet de la  
fusion.

**7062.** La fusion n'a pas pour effet, au point de vue des responsabilités, obligations, privilèges et droits de chaque compagnie, de constituer une nouvelle compagnie, mais toutes les responsabilités, obligations, privilèges et droits de chaque compagnie continuent à exister et sont assumés par la compagnie qui est le résultat de la fusion, quel que soit le nom sous lequel la nouvelle compagnie puisse faire affaires. 8 Ed. VII, c. 69, s. 226d ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 3.

§ 24.—*De la liquidation des compagnies d'assurance ou sociétés constituées par l'autorité de cette province*

Avis qui doit  
précéder une  
liquidation.

**7063.** 1. Quand une compagnie d'assurance ou société constituée par l'autorité de cette province, autre qu'une compagnie ou société autorisée par la puissance du Canada, se propose de liquider ses affaires, il doit en être donné un avis préalable d'au moins un mois au trésorier de la province, et un avis semblable doit aussi être publié dans la *Gazette officielle de Québec* pendant deux semaines consécutives, et en anglais et en français dans tous autres journaux que le trésorier de la province peut indiquer ; cet avis doit désigner la date à

laquelle les contrats prennent fin, le nom et l'adresse du liquidateur nommé par la compagnie ou société, ou l'intention de la compagnie ou société de nommer ce liquidateur à une date qui y est fixée. Contenu de l'avis.

2. Quand il s'agit de la liquidation d'une compagnie d'assurance mutuelle ou mutuelle au comptant, il est du devoir des directeurs, après la publication de l'avis mentionné dans le paragraphe 1 du présent article, de réassurer à même le fonds de réserve ou le surplus, les contrats qui sont encore en vigueur et pour lesquels des primes ou des billets de prime ont été donnés. Réassurance à même le fonds de réserve.

3. Cette réassurance doit être effectuée dans une compagnie régulièrement enregistrée pour transiger des affaires dans cette province et approuvée par le trésorier de la province. Réassurance dans les Cies enregistrées.

4. Lors de la liquidation de toute compagnie, chaque assuré sous le système de primes au comptant a droit au remboursement par la compagnie de toute proportion de sa prime donnée pour un risque qui ne court plus, depuis la date fixée par l'avis mentionné dans le paragraphe 1 du présent article et depuis laquelle la compagnie ne transige plus d'affaires. Remboursement de certaines primes.

La présente disposition ne doit pas être interprétée comme annulant tous autres droits que l'assuré pourrait être justifiable de faire valoir contre la compagnie pour toutes autres causes. Interprétation.

5. Tout liquidateur, nommé en vertu du présent article, doit donner un cautionnement suffisant pour garantir efficacement l'accomplissement fidèle de ses devoirs, et, sur une requête de tout créancier ou de toute personne intéressée, ou du trésorier de la province, un juge de la Cour supérieure peut déterminer le montant et la nature du cautionnement, s'il ne le trouve pas suffisant. Cautionnement.

6. Le liquidateur, nommé en vertu du présent article, doit produire, tant que les affaires de la compagnie ou société ne sont pas définitivement liquidées, dans les sept jours après l'expiration de chaque mois, au bureau des directeurs et au bureau du trésorier de la province, un état indiquant les sommes d'argent reçues et dépensées, l'actif et les engagements de la compagnie ou société, et il doit aussi, s'il en est requis par le trésorier de la province, produire les livres et tous autres documents de la compagnie ou société et donner toutes autres informations concernant les affaires de la compagnie ou société. Production de documents par le liquidateur.

Le liquidateur refusant ou négligeant de fournir les informations qu'il est tenu de donner est passible d'une pénalité d'au moins cent piastres et de pas plus de deux cents piastres, payable à Sa Majesté pour le bénéfice de cette province. Ce refus ou cette négligence le rend aussi passible de destitution. 8 Ed. VII, c. 69, s. 227. Pénalité.

Dispositions  
applicables.

**7064.** Toutes les dispositions du Code civil aux articles 371 et suivants, et celles du Code de procédure civile relatives à la cession de biens, qui ne sont pas incompatibles avec la présente section, s'appliquent à la liquidation volontaire ou forcée.

Le liquidateur exerce toutes les actions de la compagnie ou société en liquidation et doit aussi être partie à toutes actions ou procédures intentées contre la compagnie ou société. 8 Ed. VII, c. 69, s. 228.

#### § 25.—Des droits et des honoraires

Tarif des  
droits et ho-  
noraires.

**7065.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire et amender, de temps à autre, le tarif des droits et honoraires qu'il peut juger à propos de déclarer payables :

a. Sur la constitution en corporation des compagnies d'assurance à fonds social ;

b. Sur les permis accordés aux compagnies d'assurance, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables formées par la province ;

c. Sur les permis accordés aux compagnies d'assurance, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables non autorisées en vertu d'un permis émis en conformité de la loi des assurances du Canada ;

d. Sur le certificat d'enregistrement des compagnies d'assurance, des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables tenant leurs pouvoirs d'une loi de la puissance du Canada ou d'une autorisation émise en vertu de la loi des assurances du Canada ;

e. Et, en général, sur tous permis et certificats d'enregistrement ordonnés par la présente section et sur tous services se rattachant à la mise en exécution d'icelle. 8 Ed. VII, c. 69, s. 229.

Paiement des  
droits et ho-  
noraires

**7066.** Les droits et honoraires dus en vertu de l'article 7065 sont payables au trésorier de la province qui en délivre un reçu à la personne qui en fait le paiement. 8 Ed. VII, c. 69, s. 230.

#### § 26.—Dispositions diverses

Surintendant  
des assuran-  
ces.

**7067.** 1. Pour assurer la bonne administration des affaires d'assurance dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier qui est appelé "surintendant des assurances", avec le traitement qu'il peut juger convenable.

Son traite-  
ment.

Ses fonctions  
et ses de-  
voirs.

2. Le surintendant est un officier du département du Trésor, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, définir ses fonctions et ses devoirs.

3. L'inspecteur des assurances, l'inspecteur des sociétés de secours mutuels et tout autre officier ou employé attaché à la mise à exécution de la présente section sont des employés du département du Trésor, et sont sous le contrôle du surintendant des assurances qui administre la branche des assurances, dans le département du Trésor, sous la direction du trésorier de la province. 8 Ed. VII, c. 69, s. 231 ; 9 Ed. VII, c. 64, s. 4.

**7068.** Pour empêcher l'incorporation de quelques articles de la présente section dans une charte spéciale, ils doivent en être exclus expressément par leurs numéros d'ordre. 8 Ed. VII, c. 69, s. 234.

**7069.** La présente section peut être citée sous le nom de : " loi des assurances de Québec ". 8 Ed. VII, c. 69, s. 235.

## FORMULES

### A.—(Article 6896)

#### *Avis de l'autorisation*

La formation d'une société sous le nom de (*mentionner le nom*), pour (*énoncer les fins de la société*) a été autorisée par arrêté en conseil en date du 19

Le siège principal de la société est à (*nom de la cité, ville, etc.*)

(*Signature*)

(*Date*)

*Trésorier de la province.*

8 Ed. VII, c. 69, formule A.



## B.—(Article 6917)

*Prime nette pour une assurance, vie entière, de \$1,000.00*

Age de l'entrée	Annuellement, d'avance	Semi-annuellement, d'avance	Trimestriellement, d'avance	Mensuellement, d'avance
	\$	\$	\$	\$
18	9.86	5.00	2.51	.84
19	10.20	5.18	2.60	.87
20	10.55	5.36	2.69	.90
21	10.91	5.53	2.78	.93
22	11.28	5.71	2.87	.96
23	11.66	5.89	2.96	.99
24	12.03	6.07	3.05	1.02
25	12.42	6.25	3.14	1.05
26	12.76	6.43	3.23	1.08
27	13.12	6.60	3.32	1.11
28	13.49	6.78	3.41	1.14
29	13.87	7.02	3.53	1.18
30	14.31	7.20	3.62	1.21
31	14.76	7.44	3.74	1.25
32	15.22	7.68	3.86	1.29
33	15.73	7.91	3.98	1.33
34	16.25	8.21	4.13	1.38
35	16.82	8.51	4.28	1.43
36	17.42	8.81	4.43	1.48
37	18.05	9.10	4.57	1.53
38	18.71	9.46	4.75	1.59
39	19.42	9.82	4.93	1.65
40	20.18	10.17	5.11	1.71
41	20.97	10.59	5.32	1.78
42	21.81	11.01	5.53	1.85
43	22.70	11.48	5.77	1.93
44	23.65	11.96	6.01	2.01
45	24.66	12.44	6.25	2.09
46	25.72	12.97	6.52	2.18
47	27.31	13.80	6.94	2.32
48	28.10	14.16	7.12	2.38
49	29.36	14.82	7.45	2.49
50	30.72	15.53	7.80	2.61
51	32.17	16.24	8.16	2.73
52	33.71	17.02	8.55	2.86
53	35.34	17.85	8.97	3.00
54	37.07	18.74	9.42	3.15
55	38.94	19.64	9.87	3.30

## C.—(Article 6979)

*Détails de l'état annuel—Assurance sur la vie*

Une liste des actionnaires, avec le montant souscrit, le montant versé sur les souscriptions et la résidence de chaque actionnaire.

*Biens ou actif de la compagnie, avec indication en détail de l'avoir d'après le grand-livre*

La valeur (aussi exacte que possible) des immeubles possédés par la compagnie ;

Le montant des prêts sur immeubles, garantis soit par des hypothèques, soit par obligations ou autres valeurs, avec distinction des prêts qui portent un premier privilège, de ceux qui n'en ont qu'un second sur ces immeubles ;

Le montant des prêts garantis par des obligations ou autres garanties collatérales ;

Le montant des prêts ci-dessus sur lesquels l'intérêt n'a pas été payé pendant l'année qui a précédé la date de l'état, avec une liste de ces prêts ;

Le montant des prêts faits en argent à des assurés, sur les polices de la compagnie reçues comme garanties collatérales ;

Les billets de prime, prêts ou créances privilégiées sur polices en vigueur, la réserve pour chaque police devant être en sus de toute dette y relative ;

La valeur au pair et la valeur vénale des actions et effets, canadiens et autres, possédés par la compagnie, avec mention en détail du montant, du nombre d'actions, et de la valeur au pair et vénale de chaque catégorie ;

L'argent en caisse au bureau principal de la compagnie ;

Les fonds en banque, avec détails ;

Les effets en portefeuille ;

Les balances au grand-livre des agents.

*Autres ressources*

Intérêts échus et acquis ;

Loyers échus et acquis ;

Dû par d'autres compagnies pour pertes ou réclamations sur polices réassurées ;

Montant net des primes non encaissées et dont le paiement est différé ;

Un compte des profits et pertes ;

Commissions commuées ;

Tous autres biens de la compagnie, avec détails.

*Passif*

Valeur nette actuelle de toutes les polices en cours et en vigueur, avec mention du mode de calcul ou d'évaluation, et abstraction faite des polices réassurées ;

Obligations pour primes en sus de la valeur nette des polices ;

Réclamations d'indemnités pour décès, et de dotations échues ; réclamations d'annuités échues et non payées ou en voie de règlement, ou déterminées mais non encore dues ou contestées ;

Dividendes aux actionnaires, et dividendes du surplus ou autres profits aux assurés, dus et à payer ;

Sommes dues pour frais du bureau ;

Montant des emprunts ;

Montant de toutes autres dettes passives de la compagnie.

*Recettes*

Montant de la recette des primes payables comptant, moins les réassurances ; billets de prime, prêts et gages acceptés en paiement partiel de prime ; et primes payées pour dividendes (y compris les additions reconverties) et par remise de polices ;

Recette en argent pour annuités ;

Montant des intérêts reçus ;

Montant des loyers reçus ;

Recette nette produite par les profits sur obligations, actions et autres propriétés réellement vendues ;

Tous autres revenus en détail.

*Compte des billets de prime*

Billets de prime, prêts ou gages en mains à la date de l'état précédent ;

Additions et déductions pendant l'année, en détail ;

Balance, actif en billets à la date de l'état.

*Dépenses*

Montant total réellement payé pour pertes et pour dotations échues ;

Sommes payées aux détenteurs d'annuités et pour les polices remises ;

Billets de prime, prêts ou gages employés au rachat de polices remises ;

Idem devenus nuls par l'expiration du temps ;

Valeur au comptant des polices rachetées, y compris les additions reconverties appliquées au paiement de primes ;

Dividendes payés aux assurés, ou employés au paiement de primes ;

Billets de prime, prêts ou gages employés au paiement de dividendes aux assurés ;

Sommes d'argent payées aux actionnaires à titre d'intérêt ou de dividendes ;

Sommes d'argent payées en commission, salaires et autres frais de personnel ;

Sommes payées pour taxes, licences, droits ou amendes ;

Toutes autres dépenses en détail.

#### *Etat des polices*

Nombre et montant des polices et de toutes additions à la fin de l'année précédente ;

Nouvelles polices et changements ;

Polices terminées, avec mention de la manière dont elles ont pris fin ;

Nombre et montant des polices en vigueur à la date de l'état ;

Réassurance ;

Les réclamations contestées pendant l'année ou les années précédentes qui ne sont pas réglées et les raisons invoquées pour les contester.

8 Ed. VII, c. 69, formule C.

---

#### D.—(Article 6979)

##### *Détails de l'état annuel—assurances contre l'incendie*

Une liste des actionnaires avec le montant souscrit, le montant versé sur les souscriptions et la résidence de chaque actionnaire.

##### *Biens ou actif de la compagnie*

La valeur (aussi exacte que possible) des immeubles possédés par la compagnie ;

Le montant de l'argent en caisse et celui des fonds déposés dans des banques au crédit de la compagnie, avec indication des banques et de chaque somme en dépôt, séparément ;

Le montant d'argent entre les mains des agents ;

Le montant des prêts garantis par des obligations et des hypothèques constituant, soit un premier, soit un second privilège sur des immeubles, dans des états distincts ;

Le montant des prêts sur lesquels l'intérêt n'a pas été payé pendant l'année qui a précédé la date de l'état, avec une liste de ces prêts ;

Les montants dus à la compagnie et pour lesquels elle a obtenu des jugements ;

Le montant des effets canadiens et de tous autres effets possédés par la compagnie, avec indication en détail du montant et du nombre d'effets, ainsi que de la valeur vénale et au pair de chaque espèce d'effets possédés par la compagnie d'une manière absolue ;

Le montant des effets qu'elle a comme garanties collatérales de prêts, avec le montant prêté sur chaque espèce d'effets, leur valeur vénale et leur valeur au pair ;

Le montant payé et celui non payé des contributions sur effets et billets de prime ;

Le montant des intérêts réellement échus et non payés ainsi que le montant des intérêts acquis ou à recevoir ;

Le montant des billets de prime entre les mains de la compagnie sur lesquels elle a délivré des polices, avec le montant payé sur ces billets ; et, séparément, le montant des effets en portefeuille en la possession de la compagnie et considérés comme bons ; et aussi les montants des billets de chaque catégorie en souffrance ;

Le montant de toutes autres propriétés appartenant à la compagnie avec le détail de ces propriétés.

#### *Passif de la compagnie*

Le montant des pertes dues et non encore payées ;

Le montant des pertes déterminées mais non dues ;

Le montant des pertes éprouvées pendant l'année, y compris celles à l'égard desquelles il y a réclamations d'indemnités non encore déterminées et des pertes notifiées à la compagnie, et sur lesquelles aucune décision n'a été prise ; les montants de chaque catégorie séparément, avec report des totaux en une seule somme ;

Le montant des réclamations d'indemnités pour pertes contestées par la compagnie avec distinction de celles qui sont en litige ;

Le montant des dividendes déclarés et échus qui ne sont pas payés ;

Le montant des dividendes déclarés mais non encore payables ;

Le montant des deniers empruntés et les garanties données pour leur remboursement, avec indication de chaque emprunt séparément et de l'intérêt payé pour cet emprunt ;

Le montant des primes d'assurance contre l'incendie non acquises ;

Le montant de toutes autres dettes passives de la compagnie, avec le détail de ces dettes ;

Le montant total des diverses pertes, réclamations et engagements quelconques non acquittés, indépendamment du capital social.

#### *Recettes de la compagnie*

Le montant de la recette des primes payables en argent, moins les réassurances ;

Le montant des billets reçus pour primes, moins les réassurances ;

Le montant des intérêts reçus ;

Le montant des revenus provenant de toutes autres sources.

#### *Dépenses de la compagnie*

Le montant payé pour pertes survenues avant le premier janvier précédent,—pertes évaluées en l'état précédent à \$ ;

Le montant payé pour les pertes éprouvées pendant l'année ;

Le montant et le taux des dividendes payés pendant l'année ;

Le montant des dépenses payées pendant l'année y compris les commissions et rétributions aux agents et employés de la compagnie ;

Le montant de tous autres paiements et dépenses avec détails.

#### *Divers*

Montant brut des risques assurés pendant l'année, par polices soit primitives ou renouvelées, déduction faite du montant des réassurances ;

Le montant des risques en vigueur à la fin de l'année, déduction faite des réassurances, avec indication, au bas, du montant net des risques alors en vigueur ;

Les réclamations contestées pendant l'année ou les années précédentes qui ne sont pas réglées, avec les raisons invoquées pour les contester.

E.—(*Article 6979*)*Déclaration qui doit accompagner l'état*

Province de Québec, )  
 District de . )

Président, et

Secrétaire de la compagnie,

après le serment dûment prêté, déposent et disent, et chacun pour lui-même :—qu'ils sont les officiers susmentionnés de la dite compagnie, et que le

jour de \_\_\_\_\_ dernier,  
 la compagnie avait l'absolue propriété de tout l'actif ci-dessus franc et libre de tous engagements ou réclamations, excepté comme il est dit ci-dessus, et que l'état qui précède, avec les listes et explications ci-jointes et signées par eux, contiennent un exposé complet et exact de tout le passif, des recettes et des dépenses, et de la situation générale des affaires de la compagnie, au dit \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ dernier, et pour l'année prenant fin ce jour-là, au mieux de leurs information, connaissance et croyance respectivement.

(*Signatures*)

Signé et attesté sous serment devant moi, à \_\_\_\_\_ ce  
 jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_.

(*Signature*)

8 Ed. VII, c. 69, formule E.

F.—(*Article 6980*)*Détails de l'état annuel—Compagnie d'assurance mutuelle**Actif de la compagnie*

*Premièrement*—L'actif de la compagnie, spécifiant :

- a. La valeur des immeubles ;
- b. Le montant d'argent en mains et en dépôt dans les banques au crédit de la compagnie, nommant les banques et le montant en dépôt dans chacune ;
- c. Le montant d'argent dans le bureau de la compagnie et entre les mains des agents, respectivement ;
- d. Le montant de tout prêt ou placement, et la nature des garanties détenues pour ces prêt et placement, en détail, et quels paiements, s'il y en a, sont arriérés sur ces prêt et placement ;

e. Le montant non payé des cotisations, sur les billets de dépôt ou les engagements, faisant voir quelle partie est arriérée de plus de deux ans, et quelle partie de ce montant les signataires de l'état considèrent comme bonne ;

f. Le montant encore à payer sur les billets de dépôt ou les engagements en mains le trente et un décembre précédent et non cotisés à cette date ;

g. Les autres montants dus à la compagnie.

### *Passif de la compagnie*

*Deuxièmement*—Le passif de la compagnie, spécifiant :

a. Le montant des pertes dues et non payées ;

b. Le montant des réclamations pour pertes contestées ;

c. Le montant des pertes encourues pendant l'année, y compris celles au sujet desquelles il existe des réclamations, mais dont le montant n'est pas établi ;

d. Le montant payable pour remboursement de sommes d'argent empruntées, des garanties données et des intérêts à servir ;

e. Le montant de toutes autres réclamations existant contre la compagnie ;

f. Le montant formé par les polices en vigueur ;

g. Les risques non expirés sous le système à prime fixe.

### *Recettes de la compagnie*

*Troisièmement*—Le montant des recettes de la compagnie pour l'année précédente, spécifiant :

a. Le montant d'argent reçu sur les billets de dépôt à raison :

1o. Des contributions payables pendant cette année, et

2o. Des contributions payables pendant les années précédentes ;

b. Le montant des billets de dépôt ou des engagements ;

c. Le montant des intérêts reçus ;

d. Le montant des recettes provenant de toutes autres sources, et aussi le montant des primes payées en argent et reçues pour des assurances effectuées pendant cette année ;

e. Le nombre total des polices en vigueur et la valeur qu'elles représentent, ainsi que le nombre des polices émises pendant l'année précédente et la valeur qu'elles représentent ;

f. Le nombre des polices en vigueur dans les cités et les villes, et la valeur qu'elles représentent.

### *Dépenses de la compagnie*

*Quatrièmement*—Le montant de la dépense pour l'année précédente, spécifiant :



- a. Le montant des pertes payées pendant l'année, faisant voir quelle partie de ces pertes était due, avant, et quelle partie est devenue due depuis la date du rapport précédent, et le montant auquel ces pertes survenues avant cette date étaient estimées dans ce rapport précédent ;
- b. Le montant pour dépenses payées pendant l'année ;
- c. Le montant des taxes ;
- d. Le montant payé des primes de réassurance ;
- e. Le montant des commissions payées par la compagnie à ses agents ou autres personnes pendant l'année ;
- f. Le montant de tous autres paiements et dépenses sous leurs chefs respectifs.

#### *Divers*

La liste des réclamations contestées pendant l'année et des réclamations non réglées des années précédentes avec les raisons invoquées pour les contester ;

Le montant des assurances effectuées dans les cités et villes en vertu de l'article 7003 des Statuts refondus de Québec, 1909 ;

Pour les compagnies à prime fixe, l'état doit aussi établir si les compagnies, en s'organisant, ont suivi les prescriptions de l'article 6854 des Statuts refondus de Québec, 1909, et si la division des affaires de la compagnie est faite conformément à la loi.

Si la compagnie a formé un capital en vertu du paragraphe cinquième de la section vingt-deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, et si elle fait affaires sous le système au comptant, elle doit aussi produire les détails contenus dans la formule D.

S Ed VII, c. 69, formule F.

#### G.—(Article 6981)

##### *Etat annuel—Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables*

1. Le nombre des membres alors existant ;
2. Le nombre et la désignation de chaque classe de membres ;
3. Le nombre contenu dans chaque classe ;
4. Le nombre de ceux qui sont devenus membres pendant l'année ;
5. Le nombre de ceux qui, dans chaque classe, ont cessé d'être membres pour une cause quelconque, et pour quelle raison ;
6. Les recettes totales dans chaque classe ;
7. Les sources d'où proviennent ces recettes ;
8. Les dépenses totales de chaque classe, et le but de ces dépenses.

S Ed. VII, c. 69, formule G.

H.—(*Article 7010*)*Demande d'assurance*

No

Demande d'assurance contre le feu par A. B., de  
à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de  
pour la somme de                      piastres, sujette aux règlements  
de cette compagnie, savoir : sur une maison                      mon-  
tant                      taux                      valeur (non compris le terrain).

## REMARQUES :

Remise.

Etable.

Remise à voitures, etc.

Ameublement, hardes, lingerie, etc.

Bétail, voitures, etc.

Montant assuré.

Billet de dépôt.

Prime d'entrée.

Désignation, occupation et situation des bâtiments.

Noms du vrai propriétaire ou des vrais propriétaires.

8 Ed. VII, c. 69, formule H.

I.—(*Article 7010*)*Billet de dépôt*

\$

19 .

A demande, pour valeur reçue, par la police No                      en  
date du                      jour de                      , 19                      , émise par  
la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de                      ,  
je promets payer à l'ordre de cette compagnie, à son bureau  
à                      , la somme de                      piastres, con-  
formément aux cotisations fixées pour ses pertes et ses  
dépenses.

8 Ed. VII, c. 69, formule I.

(Signature)

## J.—(Article 7010)

*Reçu*

Bureau de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de . No .

Montant assuré : \$ .

Billet de dépôt : \$ .

Prime d'entrée : \$ .

Le présent fait foi que A. B., a remis ce jour à la compagnie son billet, pour la somme de \$ , portant le numéroc , et qu'il a payé la somme de \$ comme prime d'entrée sur l'assurance effectuée dans cette compagnie au montant de \$ pour ans, à compter de la date de ce reçu, sur une propriété décrite dans sa demande d'assurance en date de ce jour, laquelle assurance sera complétée par une police.

(Date)

(Signature)

*Secrétaire.*

8 Ed. VII, c. 69, formule J.

## SECTION XXIII

## DE L'ÉTABLISSEMENT DES COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DIOCÉSAINES

Formation  
de compa-  
gnies.

**7070.** Le ministre titulaire et les marguilliers de pas moins de neuf congrégations dans tout diocèse de l'église anglicane de la province, peuvent, avec l'approbation de l'évêque du diocèse, établir une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, sous le nom de "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du diocèse de (*nom du diocèse*)". S. R. Q., 5348a; 63 V., c. 34, s. 1.

Déclaration  
signée par  
les fonda-  
teurs.

**7071.** La compagnie est établie de la manière suivante :

Une déclaration en double est signée par le ministre titulaire et les marguilliers de pas moins de neuf congrégations dans le même diocèse et porte l'approbation écrite de l'évêque du diocèse.

Contenu de  
la déclara-  
tion.

Cette déclaration énonce :

Le nom de la compagnie ;

L'endroit où se trouvera le bureau principal de la compagnie ;

L'espèce et le caractère des risques, qui seront limités aux suivants ou à l'un d'eux : églises, presbytères, chambres,

salles ou maisons paroissiales, bâtiments scolaires sous le contrôle de toute église, et autres bâtiments en dépendant et leur mobilier ;

Le nom des directeurs, qui ne seront pas moins de trois ni plus de neuf. S. R. Q., 5348b ; 63 V., c. 34, s. 1.

**7072.** L'un des doubles de cette déclaration est déposé <sup>Dépôt de la</sup> au bureau du registrateur de la division ou du comté dans <sup>déclaration</sup> lequel doit être le bureau principal. S. R. Q., 5348c ; 63 V., c. 34, s. 1. <sup>chez le régis-  
trateur.</sup>

**7073.** Par le dépôt de la déclaration, la congrégation <sup>Corporation</sup> représentée par les divers souscripteurs susmentionnés, et <sup>constituée.</sup> toutes personnes ou corporations prenant une assurance dans la dite compagnie, deviennent membres de la compagnie et forment une corporation sous le nom ainsi adopté.

Avant qu'aucune autre procédure soit faite ou qu'aucune <sup>Double de la</sup> affaire soit transigée, les directeurs transmettent à l'inspecteur <sup>déclaration</sup> des assurances, le deuxième double de la déclaration, <sup>transmis à</sup> l'inspecteur accompagné d'un état signé par eux constatant l'espèce et le <sup>des assuran-</sup> caractère des risques qui seront garantis. S. R. Q., 5348d ; 63 V., c. 34, s. 1. <sup>ces.</sup>

**7074.** Au reçu de ce double de la déclaration et de l'état, <sup>Devoir de</sup> l'inspecteur doit s'assurer si les procédures pour la constitu- <sup>l'inspecteur.</sup> tion en corporation de cette compagnie ont été faites suivant la loi à cet égard. Il peut exiger qu'on lui délivre la déclaration sous serment de toute personne, relativement à toute matière au sujet de laquelle il est chargé de s'enquérir. S. R. Q., 5348e ; 63 V., c. 34, s. 1.

**7075.** Les dispositions de la section vingt-deuxième du <sup>Dispositions</sup> présent chapitre, relatives aux compagnies d'assurance mu- <sup>applicables.</sup> tuelle, s'appliquent, *mutatis mutandis*, hormis incompatibilité, aux compagnies formées en vertu de la présente section. S. R. Q., 5348f ; 63 V., c. 34, s. 1.

**7076.** Toute congrégation s'assurant dans la compagnie <sup>Droits des</sup> en est membre, et le ministre titulaire et les marguilliers doi- <sup>assurés.</sup> vent signer le billet de dépôt ; ils peuvent exercer leurs droits de membres par l'entremise d'un délégué nommé par procura- tion sous seing privé. S. R. Q., 5348g ; 63 V., c. 34, s. 1.

**7077.** Tout directeur de la compagnie doit être un <sup>Qualités re-</sup> ministre titulaire ou un marguillier d'une congrégation <sup>quisées des</sup> s'assurant dans la compagnie, ou être porteur de la procura- <sup>directeurs.</sup> tion d'une congrégation de la part de son ministre titulaire et de ses marguilliers. S. R. Q., 5348h ; 63 V., c. 34, s. 1.

Extension  
des affaires  
de la compa-  
gnie aux  
diocèses voi-  
sins.

**7078.** Toute compagnie d'assurance mutuelle diocésaine contre le feu, organisée en vertu de la présente section, peut faire des affaires dans ces diocèses voisins au nombre de pas plus de cinq, en obtenant une approbation écrite des évêques de ces diocèses voisins. S. R. Q., 5348i ; 63 V., c. 34, s. 1.

## SECTION XXIV

## DES COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DES BEURRERIES ET FROMAGERIES

Personnes  
qui peuvent  
former une  
compagnie  
d'assurance  
mutuelle de  
beurreries et  
de fromage-  
ries.

**7079.** Vingt propriétaires de beurreries et fromageries, dans cette province, qui désirent s'associer pour former des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, de beurreries et fromageries, peuvent faire, signer et reconnaître par-devant un notaire, et déposer dans le bureau du registraireur de la division ou du comté où la compagnie aura son siège social, en même temps qu'un duplicata au bureau du trésorier de la province, un certificat par écrit suivant la forme mentionnée dans la formule A ; et, sur la production, entre les mains du trésorier de la province, du certificat du registraireur, le trésorier de la province doit, sujet aux dispositions de l'article 7081, donner son certificat, lequel constitue une preuve concluante que la compagnie y mentionnée a été dûment enregistrée.

Corporation  
constituée.

Cela fait, les membres de cette compagnie deviennent une corporation sous le nom y désigné, ont succession perpétuelle et un sceau commun, peuvent posséder les terrains requis pour l'administration convenable de leurs affaires, et peuvent, sous ce nom corporatif, poursuivre et être poursuivis devant les tribunaux. S. R. Q., 5375h ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Règlements  
de la compa-  
gnie.

**7080.** Avant qu'une compagnie commence ses opérations en vertu de la présente section, elle doit faire des règlements pour sa gestion, sa direction et sa régie, ainsi qu'il est établi dans la formule B ; et les règlements de chaque compagnie ainsi formée en vertu de la présente section, doivent renfermer des dispositions au sujet des différentes matières mentionnées dans la dite formule. S. R. Q., 5375i ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Approbation  
des règle-  
ments par le  
lieutenant-  
gouverneur  
en conseil.

**7081.** Une fois adoptés, ces règlements doivent être transmis au trésorier de la province pour recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et, s'ils sont jugés conformes à la loi et aux dispositions de la présente section et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province en donne un certificat en duplicata, et en transmet un duplicata au registraireur de la division ou du comté, et l'autre au secrétaire de la compagnie ;

et tous les règlements ainsi certifiés obligent les membres de la compagnie de la même manière que s'ils avaient été insérés dans la présente section. S. R. Q., 5375j; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

**7082.** Après que ces règlements ont été ainsi certifiés, il est loisible à la compagnie de changer, amender ou rescinder, par une résolution passée dans une assemblée convoquée spécialement à cet effet, ces règlements ou quelqu'un d'entre eux, ou d'en faire de nouveaux.

Ces changements, amendements, ou révocations, ou ces nouveaux règlements, doivent être approuvés par le trésorier de la province, et, à cette fin, deux copies d'iceux doivent être transmises à l'une desquelles doit être attachée une déclaration du secrétaire, ou de l'un des officiers de cette compagnie, énonçant qu'en faisant ces changements, amendements ou révocations, ou ces nouveaux règlements, les dispositions de la présente section et des règlements de la compagnie à cet égard, ont été dûment suivies.

Si les changements, amendements, révocations ou nouveaux règlements sont trouvés conformes à la loi et sont approuvés comme susdit, le trésorier de la province donne à la compagnie un certificat semblable à celui mentionné plus haut, et transmet une copie ainsi certifiée des changements, amendements, révocations ou nouveaux règlements au registraire de la division ou du comté, et une autre au secrétaire de la compagnie; ces différentes modifications, révocations et ces nouveaux règlements obligent tous les membres et toutes les personnes substituées aux membres. S. R. Q., 5375k; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

**7083.** Les règlements d'une compagnie enregistrée en vertu de la présente section obligent la compagnie et ses membres, de la même manière que si chacun d'eux les avait signés de son nom et y avait apposé son sceau, et que s'il y avait, dans ces règlements, une convention par laquelle chacun des membres s'oblige lui-même et oblige ses héritiers, exécuteurs et administrateurs à se conformer aux dits règlements, suivant les dispositions de la présente section; tous les deniers payables par un membre à la compagnie, conformément aux règlements, sont censés être dus par tel membre à la compagnie. S. R. Q., 5375l; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

**7084.** Tout fabricant de beurre et de fromage, qui devient intéressé dans la compagnie en s'y assurant, en devient membre pour le temps spécifié dans sa police, et est, durant ce temps, sujet aux dispositions de la présente sec-

sont membres de la compagnie. tion ; mais il peut, du consentement des directeurs, s'en démettre aux termes et conditions que ceux-ci peuvent imposer. S. R. Q., 5375m ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Période d'assurance en vertu de la même police. Sa validité. **7085.** Toute telle compagnie d'assurance peut effectuer une assurance par la même police et en même temps, pour une période n'excédant pas cinq ans, et toute telle police, émise par la compagnie, signée par le président et contre-signée par le secrétaire, est valide et obligatoire contre cette compagnie, dans tous les cas où, lors de la survenance du sinistre, l'assuré est propriétaire des constructions endommagées par le feu.

Nullité de la police en certains cas. Si l'assuré n'est pas propriétaire ainsi que déclaré, ou si la propriété est grevée d'une autre manière que celle déclarée, la police est nulle. S. R. Q., 5375n ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Effet de la police au cas d'aliénation des propriétés assurées. **7086.** Lorsqu'une propriété assurée est aliénée par vente ou autrement, la police couvrant cette propriété devient nulle, et est remise aux directeurs pour être annulée ; lors de cette remise, le membre qui la remet cesse d'être membre à l'avenir, en payant sa part de toutes les pertes et de toutes les dépenses encourues antérieurement.

Droit de la personne en faveur de qui la propriété est transportée. L'acquéreur peut, en se faisant transporter la police, la faire confirmer en sa faveur pour son propre usage et profit, en en faisant la demande aux directeurs, et de leur consentement, dans les trente jours qui suivent l'aliénation, en signant une obligation acceptant le transport et assumant les obligations de son vendeur ou cédant ; par cette ratification, il est revêtu de tous les droits et privilèges, et assujetti à toutes les responsabilités du vendeur ou cédant. S. R. Q., 5375o ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Si le cessionnaire est porteur d'une réclamation hypothécaire. **7087.** Dans les cas, cependant, où le cessionnaire de la police est porteur d'une réclamation hypothécaire sur la propriété assurée, les directeurs peuvent laisser la police en vigueur et en permettre le transport, comme garantie additionnelle, au cessionnaire, sans exiger d'engagement de lui, et sans qu'il devienne, en aucune manière, responsable personnellement des cotisations ou autrement ; mais, dans ces cas, l'engagement et la responsabilité du membre, à l'égard de cette police, continuent à exister sans être aucunement affectés. S. R. Q., 5375p ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

Cas d'objets assurés auxquels des changements sont faits. **7088.** Chaque fois qu'un bâtiment ou des machines assurés par la compagnie deviennent exposés à un plus grand risque que celui qui existait lorsque l'assurance a été effectuée, et que cette augmentation de risque arrive par l'acte du propriétaire, de ses locataires ou de ses voisins, qu'il

n'en a été donné aucun avis au bureau, et qu'il n'a pas été fait de nouvelles conventions avec la compagnie, la police devient nulle quinze jours après le défaut de tel avis.

L'insertion de cette condition doit être faite au dos de la police. S. R. Q., 5375q ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1. Insertion de la condition.

**7089.** Chaque fois qu'une notification par écrit est reçue par une compagnie de la part d'une personne demandant à s'assurer, ou de la part d'une personne déjà assurée, déclarant qu'elle veut prendre une assurance ou qu'elle en a pris une, pour une somme additionnelle sur la même propriété, dans une autre compagnie, cette assurance additionnelle est censée acceptée, jusqu'à ce que la compagnie, ainsi avertie, ait signifié son refus, par écrit, à la personne faisant cette notification. Cas d'assurances additionnelles.

En cas de refus, la responsabilité de l'assuré, à raison de son engagement, cesse à compter de la date de ce refus relativement à toute perte postérieurement subie par la compagnie, et la police de cet assuré devient nulle, à la discrétion des directeurs de la compagnie. S. R. Q., 5375r ; 4 Ed. VII c. 38, s. 1. Cessation de la responsabilité de l'assuré en certains cas.

**7090.** Il est facultatif à la compagnie d'annuler toute police, en donnant, à cette fin à l'assuré et au cessionnaire, un avis par écrit, signé par le secrétaire, et transmis par lettre recommandée. Faculté d'annuler les polices.

La personne assurée est, néanmoins, tenue de payer sa part des pertes et des dépenses de la compagnie jusqu'à la date de cette annulation. Obligations de l'assuré en ce cas.

Une condition à cet effet est inscrite au dos de la police. S. R. Q., 5375s ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1. Condition.

**7091.** Il n'est pris aucune exécution contre une compagnie en vertu d'un jugement avant l'expiration de trois mois de sa date. S. R. Q., 5375t, partie ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1. Exécution.



## FORMULES

## A.—(Article 7079)

*Certificat qui doit être déposé au bureau d'enregistrement*

PROVINCE DE QUÉBEC      } Nous,

certifions par les présentes que nous désirons former une compagnie conformément à la section vingt-quatrième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant la formation des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries.

Le nom corporatif de la compagnie sera \_\_\_\_\_, et les objets pour lesquels la compagnie sera formée seront d'assurer contre le feu les beurreries et fromageries, leurs machines et contenu.

Le nombre de directeurs qui administreront les affaires de la compagnie sera de \_\_\_\_\_

Les noms de ces directeurs pour la première année seront \_\_\_\_\_

Le nom de la localité où les opérations de la compagnie seront poursuivies est \_\_\_\_\_

(Signatures)

Le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 19\_\_\_\_, ont personnellement comparu devant moi, \_\_\_\_\_, que je sais être les personnes désignées dans le certificat, précédant, et ils ont chacun signé devant moi le dit certificat, et déclaré qu'ils l'ont signé pour les fins y mentionnées.

Daté à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 19\_\_\_\_.

*Notaire.*

S. R. Q., 5375t, cédule A ; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

## B.—(Article 7080)

*Liste des matières devant faire le sujet des règlements*

Manière de devenir membre de la compagnie.

Mode de convoquer les assemblées générales et spéciales et de modifier les règlements.

Manière d'élire les directeurs.

Dispositions relatives à la vérification des comptes.

Pouvoir des membres de se retirer et mode d'après lequel ils peuvent le faire.

Dispositions quant aux réclamations de la part des exécuteurs et administrateurs des membres.

Nomination des gérants et autres officiers, leurs pouvoirs et salaires respectifs, et manière de remplir les vacances occasionnées par décès, démission ou autrement.

Paiement de l'intérêt sur dépôts aux membres après déduction des montants dus à la compagnie.

Forme des polices, nature et montant des risques à prendre généralement.

Percentage à imposer comme prime.

Montant du dépôt pour fonds de réserve devant être fait par les porteurs de police au comptant.

S. R. Q., 5375t, cédula B; 4 Ed. VII, c. 38, s. 1.

## SECTION XXV

## DE L'INSPECTION DES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

**7092.** Les compagnies de fidéicomis, faisant affaires en cette province, sont sujettes à l'inspection d'un officier du département du Trésor qui est spécialement nommé à cette fin. 6 Ed. VII, c. 14, s. 1.

*Inspection des Cies de fidéicomis.*

**7093.** Pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur, les compagnies de fidéicomis ci-dessus mentionnées payent annuellement au trésorier de la province une contribution n'excédant pas trois mille piastres.

*Contribution à être payée par Cies de fidéicomis.*

Cette somme est imposée proportionnellement au capital libéré de chaque compagnie, et le certificat du trésorier de la province est décisif quant au montant que chaque compagnie doit payer en vertu du présent article. 6 Ed. VII, c. 14, s. 3.

*Proportion de la contribution.*

**7094.** Chaque telle compagnie doit, le ou avant le premier jour d'octobre de chaque année, faire et produire au bureau de l'inspecteur un rapport de ses opérations pour

*Rapport des Cies au bureau de l'ins.*

pecteur, et son contenu. l'année finissant le trente et unième jour d'août immédiatement précédent, lequel rapport doit contenir :

1. Une liste de ses officiers et de ses membres ;
2. Un état du capital autorisé ;
3. Un état du capital souscrit ;
4. Un état des placements faits par la compagnie ;
5. Une liste des successions pour lesquelles elle agit comme fidéicommissaire ;
6. Un état de l'actif et du passif de la compagnie ;
7. Un état indiquant les dividendes déclarés et payés ;
8. Les autres détails que pourrait en outre requérir le trésorier de la province. 6 Ed. VII, c. 14, s. 4 ; 9 Ed. VII, c. 65, s. 2.

Examen de l'état des affaires des compagnies.

**7095.** L'officier mentionné dans l'article 7092 a, aux époques fixées à cette fin par le trésorier de la province, accès aux locaux de chaque telle compagnie de fidéicommiss, et le droit d'examiner ses livres de compte, papiers et documents, dans le but de constater dans quel état se trouvent les affaires de la compagnie, quant aux questions traitées dans les rapports annuels faits par la compagnie en vertu de l'article 7094. 6 Ed. VII, c. 14, s. 5 ; 9 Ed. VII, c. 65, s. 3.

Pénalités pour refus, etc.

**7096.** Toute compagnie de ce genre refusant de permettre que cet examen ait lieu, ou l'empêchant, ou l'entravant d'une manière quelconque, est passible d'une amende de vingt-cinq piastres par jour pour tout le temps pendant lequel elle refuse, empêche ou entrave cet examen. 6 Ed. VII, c. 14, s. 6 ; 9 Ed. VII, c. 65, s. 3.

## CHAPITRE QUATRIÈME

### DES SOCIÉTÉS

#### SECTION I

#### DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION

#### § 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

- “ Société ” ; **7097.** 1. Dans la présente section, le mot “ société ” signifie une société de construction établie sous l'empire de la présente section ;
- “ Règles ” ou “ règlements ” ; Les mots “ règles ” ou “ règlements ” comprennent les règles, ordres, statuts et règlements de la société ;
- “ Biens-fonds ” ; Le mot “ biens-fonds ” comprend toutes propriétés immobilières, et toutes propriétés en général ;

Les mots "biens meubles" signifient tous deniers, mar- "Biens meu-  
chandises, effets et autres propriétés n'étant pas propriétés bles";  
immobilières ;

Le mot "garanties" s'étend aux privilèges, hypothèques "Garanties."  
et charges sur les biens-fonds, aussi bien qu'aux autres droits  
et privilèges sur des biens meubles.

2. La présente section doit être interprétée de la manière Mode d'inter-  
la plus avantageuse pour atteindre les fins auxquelles elle est prétation.  
destinée.

3. Elle s'applique aux femmes, tant pour les soumettre à Application  
ses dispositions que pour leur donner droit aux avantages de cette sec-  
tion.  
qu'elle assure.

4. Chaque actionnaire est tenu de déposer, par écrit, son Adresses des  
adresse au bureau de la société, et tout avis spécial requis est actionnaires  
envoyé à cette adresse ; dans le cas où un actionnaire a laissées au  
négligé de se conformer à cette prescription, cet avis lui est bureau.  
adressé à son dernier domicile connu, et, s'il n'en a pas, à l'en-  
droit même où la société a son principal siège d'affaires. S.  
R. Q., 5401.

#### § 2.—De la formation de la société

**7098.** Lorsque vingt ou un plus grand nombre de per- Déclaration  
sonnes, dans quelque partie que ce soit de la province, sont de l'intention  
convenues de se constituer en une société de construction, de former une  
société.  
qu'elles ont signé et exécuté, sous leurs seings et sceaux respec-  
tifs, une déclaration exprimant leur intention à cet effet, et  
l'ont déposée entre les mains du protonotaire de la Cour supé-  
rieure du district, dans lequel cette société doit être établie et  
avoir son principal bureau ou lieu d'affaires,—lequel proto- Honoraire du  
notaire, pour recevoir ce dépôt, a droit à un honoraire de protonotaire.  
cinquante centins,—telles personnes et celles qui peuvent par  
la suite devenir membres de la société, et leurs héritiers,  
exécuteurs, curateurs, administrateurs, successeurs et ayants  
cause respectifs, forment, comme société de construction, un  
corps politique et une corporation, sous les nom et raison  
énoncés dans la déclaration.

Toute personne, peut devenir membre de la société ; et des Personnes,  
corporations peuvent en posséder des actions, en la même etc., qui peu-  
manière que les simples particuliers. S. R. Q., 5402. vent y pren-  
dre des ac-  
tions.

**7099.** La société est formée aux fins de prélever par Fins pour les-  
souscriptions mensuelles ou autres souscriptions périodiques, quelles une  
de la part de ses membres, en actions n'excédant pas semblable  
quatre cents piastres chacun, et par souscriptions ne de société est  
avant pas excéder en tout quatre piastres par mois pour formée.  
chaque action,—un fonds ou capital destiné à procurer à  
chaque membre les moyens de recevoir, à même les fonds de  
la société, le montant ou la valeur de ses actions en iceux,

pour construire ou acheter une ou plusieurs maisons, ou autres biens-fonds soit à titre de pleine propriété ou à bail emphytéotique, telle avance étant garantie à la société par hypothèque ou autrement, jusqu'à ce que le montant ou la valeur des actions de ce membre soit entièrement remboursé à la société, avec l'intérêt, et toutes les amendes ou autres obligations encourues à cet égard. S. R. Q., 5403.

### § 3.—*Des pouvoirs et devoirs généraux de la société*

**Assemblées des membres.** **7100.** Les membres de la société peuvent s'assembler de temps à autre.

**Imposition des amendes.** Ils peuvent imposer et infliger des amendes, peines et confiscations raisonnables aux membres contrevenant aux règles de la société, lesquelles doivent être payées pour l'usage et l'avantage de la société, et de la manière qu'elle l'ordonne.

**Profits par les membres, défendus.** Nul membre d'une société ne reçoit, à même les fonds de la société, aucun intérêt ou dividende, sous forme de revenu annuel ou autre profit périodique sur aucune action dans la société, avant que le montant ou la valeur de ses actions ait été réalisé, excepté lorsqu'il se retire, suivant les règlements alors en vigueur. S. R. Q., 5404.

**Réception de bonis sur actions.** **7101.** Toute société peut recevoir des membres, toutes sommes de deniers sous forme de bonis, sur des actions, pour l'avantage de recevoir ces actions d'avance, et avant qu'elles aient été réalisées, ainsi que tout intérêt sur les actions ainsi reçues ou pour toute partie d'icelles. S. R. Q., 5405.

**Possession de biens-fonds.** **7102.** La société peut posséder des propriétés immobilières nécessaires à la gestion de ses affaires, dont la valeur annuelle n'excède pas dix mille piastres, ou peut accepter, posséder et acquérir des biens-fonds, engagés *bona fide* ou hypothéqués en sa faveur, ou à elle transportés, ou des garanties sur ces biens-fonds, soit pour assurer le paiement des actions souscrites par les membres, ou pour garantir le paiement des prêts ou avances faits par la société ou à elle dus; elle peut, de temps à autre, vendre, hypothéquer et louer ces immeubles ou autrement en disposer; pourvu, toujours, qu'il soit du devoir de la société de vendre tout immeuble ainsi acquis en paiement d'une créance, dans les sept années à compter du jour où il est passé en sa possession.

**Poursuites.** Elle peut poursuivre, en vertu de ces engagements, transports ou autres garanties, le recouvrement de deniers ainsi garantis.

**Placement des excédents de deniers.** La société peut placer, au nom du président ou du trésorier pour le temps d'alors, tout son excédent de deniers, dans les fonds de toute banque constituée en corporation ou en effets publics de la province.

Les dividendes, intérêts et revenus en provenant, sont mis en ligne de compte, et employés à l'usage de la société, suivant ses règlements. Revenus mis en ligne de compte. S. R. Q., 5406.

**7103.** Lorsqu'une société a reçu d'un actionnaire une obligation ou hypothèque, une cession ou un transport de biens-fonds, à lui appartenant, en garantie du paiement d'une avance, donnant à la société l'autorisation de vendre ces biens-fonds, au cas de non-paiement d'un certain nombre de versements, ou de sommes d'argents stipulées et donnant aussi à la société le pouvoir d'employer le produit de telle vente au paiement des avances, intérêts et autres charges dus à la société, et après le parfait paiement d'icelles et de tous les frais et dépens qui en découlent, de rembourser la balance au propriétaire des biens-fonds, ces stipulations et marchés sont valides et obligatoires à toutes fins et intentions quelconques, et la société peut les faire exécuter par une action ou procédure devant tout tribunal de la province, ayant juridiction compétente, et l'action peut être intentée au nom collectif de la société. Vente des propriétés hypothéquées à défaut de paiement des versements. Validité de certaines stipulations. S. R. Q., 5407.

**7104.** Chaque société peut avancer, en la manière ordinaire, des deniers sur tout bien-fonds appartenant à un membre de la société, tant pour en faire l'acquisition et y ériger des bâtiments, que sur la garantie de tout bien-fonds appartenant à tel membre au temps où il a emprunté ces deniers. Nature des garanties sur lesquelles la société peut avancer des deniers.

Elle peut prendre une obligation, une hypothèque ou un transport de tout bien-fonds quelconque en garantie pour les avances, aux mêmes conditions et avec les mêmes privilèges à tous égards qu'aucun autre bien-fonds peut être engagé, hypothéqué ou transporté par la présente section ; toutes les garanties exigées pour les deniers avancés, en la manière ci-dessus mentionnée, sont valides et obligatoires pour les parties. Obligation, etc., qu'elle peut prendre. S. R. Q., 5408.

**7105.** Chaque société peut adopter les mêmes mesures, exercer les mêmes pouvoirs, et prendre et employer les mêmes moyens pour exiger le paiement d'une dette due à la société, qu'une personne ou qu'un corps collectif peut prendre et employer à cette fin suivant la loi. Pouvoir d'exiger les dettes dues à la société. S. R. Q., 5409.

**7106.** Les biens meubles ou immeubles, deniers, marchandises et effets quelconques, et les titres, obligations pour deniers, ou autres instruments portant obligation, actes ou titres, et tous autres effets, droits et réclamations de la société ou en sa possession, appartiennent à la société, sous son nom corporatif, mentionné dans la déclaration dont il est parlé dans l'article 7098, comme étant le nom sous lequel la société doit Biens appartenant à la société sous son nom collectif.

être connue ; et sont, en matières d'actions ou poursuites, tant au civil qu'au criminel, considérés et censés, et sont, en toute telle procédure, déclarés être la propriété de la société, sous le nom susdit, sans autre désignation. S. R. Q., 5410.

**Emprunts.**

**7107.** Il est loisible à toute société de faire des emprunts de deniers, et il est aussi loisible au bureau des directeurs de toute telle société, d'émettre des obligations pour telles sommes qu'ils jugent convenables, et du cours monétaire qu'ils jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas moindres que cent piastres, et payables au Canada, ou ailleurs, pas moins d'un an après la date de leur émission, ou de déposer, ou céder ou transférer, sous forme de garanties pour la somme ainsi empruntée, les sûretés ou biens de la société, avec ou sans pouvoir de vente, ou avec toutes autres conditions spéciales que les directeurs jugent expédientes, ou d'hypothéquer pour tels emprunts, les propriétés immobilières de la société ; la société peut ainsi emprunter des deniers pour telles périodes de temps, et à tel taux d'intérêt dont il peut être convenu légalement.

**Forme des obligations.**

Les obligations de la société peuvent être dressées suivant la formule A. S. R. Q., 5411.

**Conditions d'emprunt.**

**7108.** La société ne peut emprunter des deniers avant qu'une somme d'au moins vingt pour cent de son capital souscrit et de pas moins de cent mille piastres ait été versée, et le montant total des sommes empruntées par la société ne doit excéder, en aucun temps, quatre fois le montant de son capital versé et non entamé ou le montant nominal de son capital souscrit, à son choix. S. R. Q., 5412.

**Pouvoir d'emprunt limité.**

**7109.** Les actions cumulatives ou actions passibles d'en être retirées, ne peuvent autoriser la société à émettre des obligations pour une somme quelconque, si ce n'est sur la responsabilité de son fonds capital permanent. S. R. Q., 5413.

**Actionnaires non responsables personnellement.**

**7110.** Nul actionnaire d'une société n'est responsable des dettes dues par la société, ni tenu de les payer au delà du montant non payé de ses actions dans le fonds capital de la société. S. R. Q., 5414.

§ 4.—*Des directeurs de la société*

**Nomination d'un bureau de directeurs.**

**7111.** Chaque société choisit et nomme, de temps à autre, un nombre quelconque de ses membres, lequel est déterminé, ainsi que leurs qualités, par les règles de la société, aux fins de former un bureau de directeurs, qui élit un président et un vice-président.

La société peut déléguer aux directeurs l'exécution de tous les pouvoirs conférés par la présente section. Délégation de pouvoirs de la société.

Les directeurs ainsi élus, dont les pouvoirs doivent être au préalable déterminés dans les règlements, continuent d'agir en cette qualité pendant tout le temps fixé par iceux ; et dans tous les cas où les directeurs sont nommés pour quelque objet particulier, les pouvoirs qui leur sont délégués sont mis par écrit et inscrits dans un livre tenu par le secrétaire de la société. Durée de pouvoirs des directeurs, etc. S. R. Q., 5415.

**7112.** Le choix et le déplacement des auditeurs de la société, et la décision relative à la rémunération des directeurs et des auditeurs, se font aux assemblées générales de la société, et il n'est pas nécessaire que les auditeurs soient actionnaires. Auditeurs—leur rémunération et celle des directeurs.

Dans le cas de décès ou de défaut d'agir d'un auditeur, les directeurs peuvent en nommer un autre pour le remplacer. Cas de décès.

A toutes les assemblées des actionnaires de la société, ces actionnaires ont un vote pour chaque action qu'ils possèdent. Droit de vote des actionnaires. S. R. Q., 5416.

**7113.** La majorité des directeurs présents à toute assemblée doit approuver chacun des actes de ces directeurs afin de les rendre valides, et les directeurs agissent, en toute chose dans les limites de leurs pouvoirs pour et au nom de la société. Approbation de leurs actes.

Tous les actes et ordres de ces directeurs, faits et rendus en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ont la même vigueur et le même effet que les actes et les ordres de la société elle-même, ainsi faits et rendus en assemblée générale, auraient eu sous la présente section. Valeur de ces actes. S. R. Q., 5417.

**7114.** Les opérations des directeurs sont entrées dans un livre appartenant à la société, et sont, en tout temps, sujettes à l'inspection, à l'approbation, à la désapprobation et au contrôle de la société, en la manière et en la forme que la société a prescrites par ses règlements généraux. Livre des opérations. S. R. Q., 5418.

**7115.** Les directeurs de chaque société, élisent et nomment, à une de leurs assemblées, les officiers de la société, accordent les salaires et émoluments qu'ils croient à propos, et payent les dépenses nécessaires encourues pour l'administration des affaires. Pouvoir d'élire des officiers.

Ils élisent ces officiers pour l'espace de temps et pour les fins établis et fixés par les règlements ; ils peuvent les démettre et en nommer d'autres à la place de ceux qui donnent leur démission, meurent ou sont destitués. Durée de la charge de ces officiers. S. R. Q., 5419.

**7116.** Chaque officier ou autre personne ainsi nommée à une charge se rattachant à la recette, à l'administration ou à Cautiennement des officiers.



l'emploi des sommes de deniers prélevés pour les fins de la société, doit, avant d'entrer en fonction, s'engager par un acte d'obligation, en la forme et pour le montant qu'il est loisible aux directeurs de déterminer, avec deux cautions solvables, à remplir fidèlement les devoirs de sa charge, à rendre un compte exact, selon les règlements de la société, et à se conformer aux dits règlements en toutes matières légittimes. S. R. Q., 5420.

Exercice des  
pouvoirs des  
directeurs.  
Limitation de  
ces pouvoirs.

**7117.** Les directeurs de la société exercent les pouvoirs, privilèges et autorité dont ils sont revêtus par la loi.

Ils peuvent légalement exercer tous les pouvoirs de la société, excepté en ce qui concerne les questions qui, par la loi, doivent être décidées à une assemblée générale de la société.

Pouvoir :

Ils peuvent :

D'apposer le  
sceau ;

1. Apposer, ou faire apposer à tout document ou à toute pièce qui, d'après leur jugement le requiert, le sceau de la société ;

D'exiger les  
versements ;

2. Exiger le paiement des versements sur les actions pos-  
sédées par les actionnaires respectivement ;

De confisquer  
les actions ;

3. Déclarer la confiscation des actions sur lesquelles tels  
versements n'ont pas été faits ;

De faire les  
emprunts,  
etc. ;

4. Faire les emprunts et les prêts de deniers qu'ils jugent  
utiles et qui sont en tout temps autorisés par ou au nom de  
la société ;

De faire des  
contrats, etc. ;

5. Faire tous contrats propres à l'accomplissement des fins  
de la société, et à l'administration de ses affaires ;

D'aliéner les  
immeubles,  
etc. ;

6. Négocier, vendre et aliéner les immeubles, biens et  
effets de la société, en la manière qu'ils jugent la plus avan-  
tageuse ;

De racheter  
les actions,  
etc. ;

7. Racheter les actions de la société et même en effectuer le  
paiement en tout ou en partie, au moyen d'immeubles lui  
appartenant, et émettre de nouveau, vendre ou annuler les  
actions ainsi rachetées, comme ils le jugent convenable ;

De faire cer-  
tains actes,  
etc. ;

8. Faire, autoriser et consentir tous les actes nécessaires  
pour l'exercice convenable des pouvoirs ultérieurs qui peu-  
vent, en tout temps, être accordés à telle société par la Légis-  
lature ;

De faire, etc.,  
les règle-  
ments, etc. ;

9. Faire, changer, amender ou abroger, de temps à autre,  
toute règle ou tout règlement pour le fonctionnement de la  
société et le placement et l'emploi de ses deniers ; mais l'ac-  
tion des directeurs n'a aucune force obligatoire avant sa con-  
firmation par le vote d'un nombre égal aux deux tiers du  
capital-actions à une assemblée générale des actionnaires de  
la société, dont l'avis de convocation a contenu la mention  
des règles ou règlements ou changements projetés ;

De suspendre  
le droit de

10. Suspendre, lorsqu'ils le jugent expédient, par règle-  
ment, pour un temps spécifié ou jusqu'à nouvel ordre, le  
droit de convertir les actions temporaires accumulées en

actions permanentes, permettre cette conversion ou la rendre obligatoire pour tous les actionnaires, aux conditions qu'ils déterminent ; pourvu, toujours, que le règlement ne puisse prendre effet, qu'après avoir été confirmé ainsi qu'il vient d'être dit ;

11. Prêter de l'argent au taux d'intérêt convenu légalement, à toute personne ou corporation, sans que les emprunteurs soient obligés de devenir souscripteurs au fonds social ou membres de la société.

Les personnes empruntant de la société, sont soumises toutefois à tous ses règlements en vigueur à l'époque de l'emprunt, et non à d'autres.

Les prêts sont effectués sur la garantie des actions de la société ou d'effets publics ou sur une garantie hypothécaire ;

12. Acheter des hypothèques, des obligations municipales et scolaires, et des effets publics fédéraux et provinciaux, et les revendre lorsqu'ils le jugent convenable.

A cet effet, ils peuvent faire et accepter tous actes de transport ou autres instruments nécessaires.

Le capital de l'argent avancé peut être remboursé au moyen d'un fonds d'amortissement, qui ne peut être moindre que deux pour cent par année, sous le délai que la société fixe, et qui est mentionné dans l'acte d'hypothèque ou de transport ;

13. Faire des prêts d'argent aux membres de la société ou à d'autres personnes, sur la garantie de propriétés immobilières vendues à la société avec faculté de réméré, aux conditions dont il peut être convenu. S. R. Q., 5421.

**7118.** Le capital de la société peut être augmenté, de temps à autre, sur résolution des directeurs, qui peuvent imposer telles restrictions et conditions qu'ils jugent nécessaires à la souscription de ces nouvelles actions permanentes ou temporaires.

Cette résolution doit être approuvée par les actionnaires, à une assemblée générale convoquée à cet effet, et reste sans effet jusqu'à ce qu'elle soit ainsi approuvée. S. R. Q., 5422.

**7119.** Le président, le vice-président et les directeurs de toute telle société, sont personnellement exonérés de toute responsabilité, relativement aux obligations de la société. S. R. Q., 5423.

**7120.** Si une personne, nommée à une charge par la société, et ayant entre les mains, ou en sa possession, des deniers ou effets, des titres ou des obligations appartenant à la société, et à elle confiés en vertu de sa charge, vient à mourir, ou tombe en déconfiture, ou devient insolvable, héritiers, exécuteurs, curateurs ou administrateurs, ou ayants

convertir les actions, etc. ;

De prêter de l'argent, etc.

Emprunteurs soumis aux règlements.

Mode d'effectuer les emprunts ;

D'acheter des hypothèques, etc. ;

De rembourser le capital ;

De faire des prêts aux membres de la société.

Leur pouvoir d'augmenter le capital.

Approbation de la résolution à cet effet.

Responsabilité des directeurs, limitée.

Remise de choses appartenant à la société dans le cas de décès, etc., d'un des officiers.

cause, ou toutes autres personnes légalement autorisées, doivent délivrer, dans les quinze jours après demande faite, par ordre des directeurs de la société, ou de la majeure partie d'entre eux, présents à une assemblée, les choses qui appartiennent à la société, à ceux que les directeurs désignent, et payer à même les biens-fonds, valeurs commerciales, ou effets de cette personne, toutes les sommes de deniers restant dues, et reçues en vertu de sa charge, avant le paiement de toute autre dette.

**Affectation de ces biens à cet effet.** Ces valeurs commerciales, biens-fonds et effets, sont en conséquence affectés au paiement et à l'acquit de ces deniers ; toutefois, ces deniers ne doivent pas être payés ou acquittés au préjudice d'hypothèques ou privilèges sur des biens-fonds, ou de privilèges sur des biens meubles, dûment consentis préalablement à la nomination de tel officier. S. R. Q., 5424.

**Déclaration que doivent comporter les règlements.** **7121.** Chaque telle société doit déclarer, dans un ou plusieurs de ses règlements, chacune des fins et intentions pour lesquelles elle est établie.

**Prescription par ces règlements.** Elle prescrit également, par ces règlements, les fins auxquelles sont affectés et employés les deniers de temps à autre souscrits, payés ou donnés à la société, ou pour son usage ou avantage, ou en provenant, ou de toute autre manière, appartenant à la société ; et elle doit spécifier à quelles actions ou parties d'actions un membre de cette société, ou toute autre personne, a droit, et sous quelles circonstances.

**Proviso.** L'emploi de ces deniers ne doit en rien répugner aux intérêts ni aux fins de la société, qui doivent être déclarés comme susdit.

**Exécution des règlements.** Tous ces règlements, tant qu'ils continuent d'être en vigueur, sont suivis et mis à effet, et les deniers ci-dessus mentionnés ne doivent être distraits, ni détournés, ni par les directeurs, ni par le trésorier, ou tout autre officier ou membre de la société auquel ils auraient été confiés, sous peine de l'amende ou de la forfaiture que la société peut, par un règlement, imposer et infliger pour pareille offense. S. R. Q., 5425.

**Inscription des règlements dans un livre.** **7122.** Les règlements adoptés pour la régie de chaque telle société, sont inscrits et enregistrés dans un livre tenu à cette fin, lequel reste ouvert, en tout temps convenable, pour l'inspection des membres de la société.

**Modification des règlements.** Rien n'empêche cependant de modifier ces règlements, en tout ou en partie, ou d'en faire de nouveaux pour la direction de la société, en la manière qui est, de temps à autre, prescrite par les règlements de la société. S. R. Q., 5426.

**7123.** Les règlements faits et établis, de temps à autre, pour la direction de la société, et inscrits et enregistrés comme susdit, sont obligatoires pour les membres et les officiers et pour les contributeurs et leurs représentants, qui sont tous censés en avoir eu pleine connaissance par l'inscription et l'enregistrement ci-dessus mentionnés. Règlements sont obligatoires.

L'entrée de ces règlements sur les livres de la société, ou une vraie copie de cette entrée collationnée sur l'original, prouvée comme vraie copie, est reçue en preuve dans tous les cas. S. R. Q., 5427. Preuve des règlements.

**7124.** Nul règlement, enregistré comme susdit, ne peut être changé, rescindé ou abrogé, à moins que ce ne soit par les directeurs avec l'approbation de la société donnée à une assemblée générale des membres convoquée par avis public, écrit ou imprimé, signé par le secrétaire ou le président de la société, à la suite d'une réquisition à cet effet, faite par plus de la moitié des membres de cette société ; laquelle réquisition doit indiquer les objets pour lesquels l'assemblée est convoquée, et est adressée au président et aux directeurs. Mode d'amender les règlements.

Chaque membre est averti des modifications faites, par voie de la poste, dans un délai de quinze jours ; mais les trois quarts des membres présents doivent concourir dans ces modifications ou abrogations. S. R. Q., 5428. Avis des modifications apportées.

**7125.** Les règlements spécifient le lieu où la société tient ses assemblées, et doivent contenir des dispositions relatives aux pouvoirs et aux devoirs des membres en général et des officiers nommés pour diriger les affaires. S. R. Q., 5429. Spécifications que les règlements doivent mentionner.

**7126.** Les règlements de chaque société doivent ordonner au trésorier, ou autre officier principal d'icelle, de préparer, au moins une fois l'année, un état général des fonds et effets de la société, spécifiant en la garde et en la possession de qui ces fonds ou effets sont alors, de même qu'un compte de chaque somme de deniers reçue ou dépensée par la société ou en son nom depuis la publication de l'état périodique précédent. Ordre qu'ils doivent contenir au sujet d'un état général des fonds.

Chaque tel état périodique est attesté par deux auditeurs ou plus nommés pour cet objet, lesquels auditeurs ne sont point directeurs, et est contresigné par le secrétaire de la société, et chaque membre a droit de recevoir de la société, sans frais, une copie de tel état périodique. S. R. Q., 5430. Attestation de cet état.

#### § 5.—Du secrétaire-trésorier

**7127.** Le secrétaire-trésorier d'une société de construction doit donner avis au moins vingt jours à l'avance, à chaque actionnaire, par circulaire imprimée, de la date et de Avis des assemblées aux actionnaires.

l'objet de chaque assemblée de la société. Cette circulaire doit être expédiée par la poste. S. R. Q., 5430a ; 52 V., c. 45, s. 1.

**Avis des dividendes.** **7128.** Il doit aussi donner avis du paiement des dividendes. S. R. Q., 5430b ; 52 V., c. 45, s. 1.

**Liste des noms et résidences des actionnaires.** **7129.** Il doit avoir constamment en sa possession une liste contenant les noms et les résidences de tous les actionnaires, ainsi qu'un état du montant des actions de chacun. Sur paiement de la somme de vingt centins tout actionnaire a, en tout temps, droit de se faire donner une copie de cette liste. S. R. Q., 5430c ; 52 V., c. 45, s. 1.

### § 6.—*Dispositions relatives aux sociétés permanentes de construction*

**Formation de sociétés permanentes de construction.** **7130.** Des sociétés permanentes de construction permettant aux individus d'en devenir membres en tout temps pour y faire des placements, ou pour recevoir l'avance de leurs actions en donnant des garanties à cet effet, et pour fixer et déterminer avec la société le terme et le montant du remboursement des actions ainsi avancées, et pour être déchargés de telle garantie, sans être sujets au risque des pertes et profits de la société, peuvent être formées sous l'empire de la présente section. S. R. Q., 5431.

**Effet des conditions remplies comme ci-dessus déterminé.** **7131.** Toute société permanente de construction établie et conduite d'après le principe ci-dessus déterminé, qui a rempli et observé toutes les conditions requises pour l'établissement d'une société de construction, en vertu des dispositions de la présente section, est une société de construction dans le sens et l'intention d'icelle section.

**Membres de la société.** Toute personne qui a approuvé les règles et règlements de toute telle société de construction, entrés et enregistrés dans un livre, ainsi que requis par l'article 7122, et qui a souscrit son nom pour une ou plusieurs actions, est, après cette approbation et cette souscription, membre de telle société de construction.

**Preuve qu'une personne est membre de la société.** La production du livre contenant les règlements pour l'administration de la société, tenu ainsi que requis par l'article 7122, signé par cette personne ou par son procureur, et dûment prouvé, est une preuve suffisante qu'elle est membre de telle société de construction. S. R. Q., 5432.

**Conversion des actions d'appropriation.** **7132.** Toute société de construction faisant affaires seulement dans la province de Québec peut aussi, sur l'autorisation du vote unanime des propriétaires d'actions d'appropriation donné à une semblable assemblée, et de la majorité des votes

donnés à telle assemblée par tous les autres membres de la société, ordonner la conversion des actions d'appropriation en actions permanentes de la société, et déterminer sous quelles conditions et à quelle époque cette conversion doit être effectuée. S. R. Q., 5433.

**7133.** Nulle société autorisée par ses règles et règlements à faire des emprunts de deniers ne peut emprunter, recevoir, prendre ou retenir de qui que ce soit, qu'au moyen d'actions de la société, aucune somme excédant les trois quarts du montant du capital alors versé sur les actions non prêtées et placées sur garanties immobilières par icelle société.

Le capital versé et souscrit de la société est affecté au remboursement du montant ainsi emprunté, reçu ou retenu par la société. S. R. Q., 5434.

**7134.** Lorsque des actions dans la société ont été entièrement payées suivant ses règlements, ou sont devenues dues et payables au porteur, ce porteur de telles actions peut en retirer le montant suivant les règles et règlements de la société, ou le placer dans la société, et en recevoir périodiquement la part des profits qu'elle a faits et qui est déterminée par un règlement passé à ce sujet.

Le montant de ces actions ainsi placées devient le capital ou les actions fixes ou permanentes de la société ; elles n'en peuvent être retirées, mais elles sont transférables de la même manière que les autres actions de la société. S. R. Q., 5435.

**7135.** Il est du devoir des directeurs de toute société de construction dans la province, de déclarer et de payer aux actionnaires permanents, des dividendes semestriels, provenant des profits de la société, suivant qu'ils jugent à propos.

Il n'est déclaré ni payé aucun dividende ni boni à même le capital de la société, et aucun dividende excédant huit pour cent par année ne peut être payé jusqu'à ce que la société ait un fonds de réserve égal à au moins vingt pour cent du capital permanent versé, déduction faite de toutes dettes mauvaises ou douteuses, avant de calculer tel fonds de réserve. S. R. Q., 5436.

**7136.** Chaque société peut faire des prêts aux membres, sur garanties de placements en actions non prêtées de la société, prendre et recevoir de toutes personnes ou corporations des garanties immobilières ou mobilières de quelque espèce que ce soit, comme sûreté collatérale pour tout prêt fait aux membres de la société. S. R. Q., 5437.

**7137.** Nulle société n'est tenue de veiller à l'exécution d'un fidéicommiss exprès ou implicite auquel une action de son capital est assujéti ; et le reçu de la personne au nom de laquelle est portée cette action dans les livres de la société, (ou si cette action est portée au nom de plusieurs personnes, alors le reçu de l'une d'elles,) est une décharge suffisante entre les mains de la société pour tout paiement quelconque fait au sujet de telle action, nonobstant le fidéicommiss auquel l'action est alors sujette, que telle société en ait eu ou non avis ; la société n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés sur le reçu. S. R. Q., 5438.

### § 7.—Des poursuites

**Pouvoir de poursuivre.** **7138.** Sous le nom qui lui est donné conformément à l'article 7098, la société peut poursuivre et être poursuivie, plaider ou se défendre dans les actions ou poursuites, criminelles ou civiles, touchant les propriétés, droits ou réclamations de la société.

**Proviso.** Rien de contenu dans la présente section n'a l'effet de faire cesser ou discontinuer, ou d'invalider une action, poursuite ou procédure intentée au nom d'une telle société par son président et son trésorier.

**Continuation de l'action.** L'action peut être continuée sous le nom corporatif de la société. S. R. Q., 5439.

**Faits qu'il faut alléguer dans une action pour vendre une propriété hypothéquée.** **7139.** Dans toute action ou procédure intentée par la société, dans le but de réaliser et de faire vendre quelque propriété hypothéquée ou grevée en sa faveur, ou à elle transportée comme susdit, il n'est pas nécessaire d'alléguer de matières spéciales dans la déclaration, mais il suffit d'alléguer que le défendeur a hypothéqué, engagé ou transporté, suivant le cas, le bien-fonds à la société, en en donnant la description, et que le montant, ou une partie suffisante du montant, que la partie est convenue de payer, est devenu et reste dû et échu, et qu'en conséquence, en vertu de la présente section, la société a une action pour faire vendre la propriété. S. R. Q., 5440.

**Preuve qui suffit dans telle action.** **7140.** Afin de maintenir l'action, il suffit, en sus de la preuve ordinaire de l'obligation, de l'hypothèque ou du transport de la propriété, de prouver, par un témoin, qu'il soit ou non à l'emploi de la société, ou qu'il soit lui-même actionnaire ou non, ou par tout autre moyen, que le défendeur doit des arrérages, ou est endetté envers la société en une somme excédant celle qui, aux termes de l'obligation, de l'hypothèque, du transport ou de la convention, peut donner à la société le droit de vendre la propriété.

Là-dessus, le tribunal donne jugement pour le montant, et, Jugement du par ce jugement, ordonne que la propriété soit vendue par le shérif du district dans lequel elle est située, après avis inséré trois fois pendant quatre mois dans la *Gazette officielle de Québec*.

Il n'est pas nécessaire, pour le shérif, d'observer de forma- Formalités lité en saisissant les dites terres ou autrement. S. R. Q., par le shérif. 5441.

**7141.** Toutes les lois de la province, concernant la pro-Lois applica- tection des immeubles sous saisie, et les oppositions qui- bles à la pro- peuvent être faites à la vente des terres ou biens-fonds, et, tection des immeubles après la vente des terres ou biens-fonds, au paiement, au saisis, etc. rapport et à la distribution des deniers, à la vente de la propriété à la folle enchère de tout acquéreur, et au moyen d'obtenir la possession de ces terres ou biens-fonds après la vente,—sont applicables aux procédures autorisées par la présente section. S. R. Q., 5442.

**7142.** Les dispositions de toutes les lois de la province,Lois applica- réglant la vente des biens-fonds, et les procédures judiciaires- bles à la vente des biens. qui y ont trait, sont, en tant qu'elles sont applicables, et qu'il n'est pas autrement prescrit par la présente section, étendues à toutes les procédures prises en vertu d'icelle ; s'il n'en est pas autrement ordonné, toutes ces procédures sont, autant que possible, conduites de la même manière que les procédures sur bref d'exécution ordinaire.

Le titre que donne le shérif a le même effet qu'un titre Titre du shérif. donné en vertu de ces brefs.

Le shérif a, en sus de ses déboursés, droit seulement Frais. à un pour cent de commission sur le produit brut de la vente. S. R. Q., 5443.

### § 8.—De la liquidation des sociétés de construction

**7143.** Toute société de construction peut, à toute assem- Liquidation blée générale spéciale, ou à toute assemblée générale annuelle, et mode de sur les deux tiers des votes donnés par les membres présents l'obtenir. ou dûment représentés,—chaque membre ayant droit à un vote par chaque action qu'il possède,—adopter une résolution ordonnant la liquidation des affaires de la société.

A cet effet, un avis public de l'assemblée, et de la propo- Avis de con- sition de liquidation qui doit y être faite, est donné au moins vocation de quinze jours d'avance, dans un journal français et dans un l'assemblée à cet effet. journal anglais de la localité.

Un avis spécial contenant les mêmes informations que l'avis Avis spécial. public, est aussi envoyé par la poste à chacun des membres de la société, au moins quinze jours avant l'assemblée.



Ouverture de la liquidation. A compter de l'adoption de la résolution, la société est censée en liquidation. S. R. Q., 5455.

Nombre d'actionnaires pour convoquer une assemblée. **7144.** Quinze actionnaires d'une société peuvent convoquer une assemblée générale spéciale des actionnaires de cette société, pour proposer la liquidation de ses affaires en donnant avis public de cette assemblée, conformément aux dispositions de l'article 7143. S. R. Q., 5456.

Nomination des liquidateurs. **7145.** Les actionnaires doivent, à la même assemblée, nommer, à la majorité des votes donnés, trois ou cinq liquidateurs, qui remplacent les directeurs en fonction, et qui sont chargés de la liquidation des affaires de la société.

Droit des directeurs de l'être. Tout directeur, alors en fonction, peut être nommé liquidateur. S. R. Q., 5457.

Président des liquidateurs. **7146.** Les liquidateurs nomment l'un d'entre eux comme leur président, et la majorité forme le quorum du bureau des liquidateurs.

Décision des questions. Toute question est décidée à la majorité des voix des liquidateurs présents à la réunion du bureau, le président ayant un vote prépondérant. S. R. Q., 5458.

Pouvoirs des liquidateurs. **7147.** Les liquidateurs ont tous les pouvoirs conférés, et sont soumis, envers les actionnaires, à toutes les obligations imposées par la loi et par les règlements de la société aux directeurs.

Opérations que la soc. peut faire. Procédures des liquidateurs. Toutefois, la société ne doit pas faire d'autres opérations que celles requises pour parvenir à la liquidation.

Les liquidateurs procèdent avec diligence à la réalisation de l'actif de la société, sans sacrifice inutile ; à cet effet, ils peuvent vendre, par vente privée ou publique, les propriétés mobilières et immobilières de la société, y compris les dettes actives, faire des compromis et transiger avec les débiteurs de la société, et faire tout ce qu'ils jugent convenable pour parvenir à la liquidation la plus avantageuse des affaires de la société.

Annnonce de certaines ventes. Chaque fois, cependant, qu'une telle vente est pour au moins vingt-cinq mille piastres d'actif, elle doit être annoncée dans les deux mois qui précèdent la vente, quatre fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans deux journaux, au lieu où la société avait son bureau principal, l'un en français et l'autre en anglais, et ratifiée par la majorité des actionnaires présents, convoqués en assemblée spéciale. S. R. Q., 5459 ; 52 V., c. 45, s. 2.

Distribution des dividendes. **7148.** Après le paiement des dettes de la société, les liquidateurs distribuent, de temps à autre, et à des époques

qu'ils déterminent eux-mêmes, sous forme de dividendes, ce qu'ils ont réalisé de l'actif.

Cette distribution est faite proportionnellement à la mise payée de chacun. Proportion d'icelle.

Aucun actionnaire arriéré, dans ses versements, ne peut participer à la distribution tant que les autres actionnaires n'ont pas été remboursés intégralement des versements qu'il a négligé de payer; tout actionnaire, ainsi arriéré, doit l'intérêt sur les versements échus et non payés au taux légal, et cet intérêt diminue en proportion du montant remboursé aux autres actionnaires sur ces mêmes versements. Exclusion des actionnaires arriérés. S. R. Q., 5460.

**7149.** Dans le cas où il serait résolu de rembourser quelques-uns des membres, au moyen de transports de réclamations ou de créances de la société, il est loisible aux liquidateurs de diviser ces réclamations ou créances en plusieurs parts, et de transporter une ou plusieurs de ces parts à différents membres. Remboursement par transport de réclamations.

Les débiteurs des créances transportées sont tenus de se conformer à la division ainsi faite, et de payer les créanciers délégués. Devoirs des débiteurs de créances.

Aucune créance ne doit être divisée en plus de quatre parts, et le débiteur n'est pas obligé d'effectuer le paiement ailleurs qu'à son domicile, s'il en a un au lieu où la dette a été contractée; s'il n'a pas de domicile il est obligé d'effectuer le paiement au domicile réel, ou au domicile élu des créanciers à l'endroit où la dette a été contractée. Division des créances. S. R. Q., 5461.

**7150.** Le capital de toute obligation, consentie par un actionnaire à la société, et dont l'époque du remboursement est indéterminée ou fixée à l'extinction d'une classe, continue à devenir exigible aux termes de l'obligation même et des règlements de la société; de plus, les liquidateurs peuvent, de temps à autre, exiger sur le capital de ces obligations les montants qu'ils jugent nécessaires, pour placer les actionnaires sur un pied d'égalité dans le résultat final de la liquidation, mais ces montants ne deviennent exigibles qu'après un mois d'avis aux débiteurs. Paiement des sommes dues à la société en vertu d'obligations. S. R. Q., 5462.

**7151.** Dans toute société où les appropriations obtenues par les membres sont remboursables par des versements répartis sur un certain nombre d'années sans intérêt, les membres qui ont obtenu ces appropriations, et qui sont obligés par obligation ou autrement de les rembourser, doivent payer aux liquidateurs, en sus du capital que chacun d'eux a ainsi reçu, une somme de deniers équivalente à l'intérêt au taux autorisé par l'acte du parlement du Canada Remboursement des appropriations payables par termes sans intérêt.

42 Victoria, chapitre 48, pendant le temps que chacun d'eux a eu l'usage du dit capital.

Calcul du  
montant  
payable pour  
intérêt.

Le montant que les membres doivent ainsi payer pour intérêt, est calculé à partir de la date à laquelle chacun d'eux a reçu le capital de l'appropriation, jusqu'à celle de son remboursement intégral, et de telle manière qu'il paye l'intérêt pour tout le temps qu'il a eu ce capital ou une partie quelconque d'icelui en mains, et sur toute la somme ou partie de la somme qu'il a eue et qu'il n'a pas remboursée, suivant le cas.

Devoirs des  
liquidateurs  
lorsque le  
chiffre total  
de l'intérêt a  
été établi.

Lorsque le chiffre total de cet intérêt a été ainsi établi, les liquidateurs portent au crédit du débiteur, à compte de l'intérêt, le montant des souscriptions hebdomadaires, qu'il a payé, sur le livret de souscriptions au moyen duquel il a obtenu l'appropriation jusqu'à la date de la liquidation de la société, et ils répartissent la balance en paiements qui doivent être faits aux époques qu'ils fixent, pendant le terme et au delà du terme accordé pour le remboursement du capital de l'appropriation.

Maximum  
que le débi-  
teur est tenu  
de payer.

Dans aucun cas, le débiteur n'est tenu de payer en une même année, à titre d'intérêt, une somme plus élevée que celle qu'il aurait été obligé de payer pendant l'année,—si la société eut continué ses opérations,—pour souscriptions sur le livret de souscriptions, au moyen duquel il a obtenu l'appropriation.

Sommes  
payées  
comme pri-  
mes ou bonis.

Aucune somme payée par un membre comme prime ou boni, pour obtenir une appropriation, n'est portée au crédit du débiteur ou déduite du montant qu'il doit payer comme intérêt, en vertu des dispositions précédentes. S. R. Q., 5463.

Cautionne-  
ment et ré-  
munération  
des liquida-  
teurs.

**7152.** Les liquidateurs fournissent le cautionnement et reçoivent la rémunération déterminée à une assemblée des actionnaires; ils doivent, en tout temps, obéir aux ordres à eux donnés par résolutions adoptées à une assemblée régulière des membres, en tant que ces ordres sont compatibles avec la loi et les règlements.

Leur destitu-  
tion.

Ils peuvent être destitués à toute telle assemblée, et remplacés par d'autres, et, au cas de destitution, ils doivent remettre à leurs successeurs ou à la personne choisie par l'assemblée, tous les biens de la société, ainsi que tous ses livres et documents, sous peine d'une amende de cinquante piastres pour chaque jour qu'ils détiennent ces biens, livres et papiers.

Remise des  
biens.

Amende  
pour refus.

Recouvre-  
ment de cette  
pénalité.

Tout membre de la société peut poursuivre, par action civile pour dette, le recouvrement de cette amende, qui empêche la contrainte par corps, jusqu'au paiement.

Mode de rem-  
plir les vacan-  
ces.

Dans le cas de vacance survenant par décès ou refus d'agir, cette vacance est remplie par les actionnaires à une assemblée générale; jusqu'à ce qu'elle le soit, les liquidateurs, restant en charge, continuent d'exercer les mêmes pouvoirs, mais il

est de leur devoir de convoquer avec diligence une assemblée des actionnaires afin de remplir cette vacance. S. R. Q., 5464.

**7153.** Les actionnaires, réunis en assemblée générale peuvent autoriser, en tout ou en partie, le partage en nature des biens de la société, et aussi le paiement en nature de la part revenant à tout actionnaire sur ces actions. Partage en nature des biens de la société.

Ils peuvent de plus autoriser la vente en bloc de l'actif, aux conditions qu'ils déterminent. Vente en bloc.

Ils peuvent de plus autoriser les liquidateurs à acheter, pour le profit de la société, les droits d'actionnaires, et à les payer, soit en argent, soit en nature, avec les biens de la société. S. R. Q., 5465. Achats pour le profit de la société.

**7154.** Les liquidateurs n'ont d'autres responsabilités que celles qu'ont les directeurs de ces sociétés, en vertu de la loi et des règlements. S. R. Q., 5466. Responsabilité des liquidateurs.

**7155.** Les liquidateurs doivent faire rapport de l'état des affaires de la société aux actionnaires, à toute assemblée générale annuelle, et à telles autres assemblées qui sont fixées par les actionnaires. Leurs rapports annuels.

Lors de la liquidation définitive, les liquidateurs font rapport à une assemblée finale des actionnaires convoquée à cet effet, et leur rapport est soumis à l'approbation de l'assemblée. Leurs rapports définitifs.

Cette assemblée a le pouvoir de dissoudre la société, et d'en abandonner la charte, laquelle, dès lors, devient nulle et de nul effet. Abandon de la charte.

A cette assemblée finale, les actionnaires peuvent donner les ordres qu'ils jugent à propos, au sujet de la disposition et de la garde des livres, documents et archives de la société. Livres, etc., de la société.

S'il reste des dettes à payer à des créanciers inconnus ou des dettes dont le paiement ne peut être effectué, les liquidateurs, avant l'assemblée finale, doivent en déposer le montant entre les mains du trésorier de la province, sous l'empire de la section vingt-quatrième du chapitre cinquième du titre quatrième des présents Statuts refondus, (articles 1480-1493), concernant les dépôts judiciaires et autres, et la charte ne peut être abandonnée avant que ce dépôt ait été fait. S. R. Q., 5467. Dépôt par les liquidateurs.

**7156.** Aucune amende n'est encourue à partir du jour où la liquidation a été ordonnée. S. R. Q., 5468. Cessation des amendes.

**7157.** Les articles 7143 et suivants ne s'appliquent pas aux actions permanentes des sociétés de construction, lorsque ces actions ont été payées en entier et converties en capital non rachetable, à moins que les trois quarts des membres présents à l'assemblée, convoquée pour délibérer sur la liquidation, ne décident la mise en liquidation. S. R. Q., 5469. Dispositions non applicables.

## FORMULE

A.—(*Article 7107*)*Obligation*

Société de construction  
 Obligation No \_\_\_\_\_, négociable \$ \_\_\_\_\_

La société de construction \_\_\_\_\_,  
 pour valeur reçue, promet de payer à \_\_\_\_\_,  
 ou au porteur, le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_  
 en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent, \_\_\_\_\_, à  
 son bureau, ici, la somme de \_\_\_\_\_ avec intérêt au  
 taux de \_\_\_\_\_ pour cent par année, payable semi-annuelle-  
 ment sur présentation du coupon à cet effet ci-annexé, savoir,  
 le \_\_\_\_\_ jour d \_\_\_\_\_, et le \_\_\_\_\_ jour  
 d \_\_\_\_\_

Daté à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour d \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_

C. D.,  
*Secrétaire-trésorier.*

A. B.,  
*Président.*

*Coupon*

No 1. \$ \_\_\_\_\_

Bon pour \$ \_\_\_\_\_, étant l'intérêt semi-annuel dû le  
 \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_, sur l'obligation No \_\_\_\_\_, émise  
 par la société de construction de \_\_\_\_\_, le  
 19 \_\_\_\_\_, pour \$100.00 à \_\_\_\_\_ pour cent par an, payable  
 au bureau de la société à \_\_\_\_\_

C. D.,  
*Secrétaire-trésorier.*

A. B.,  
*Président.*

S. R. Q., 5469, cédule A.

## SECTION II

## DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET PLACEMENTS

§ 1.—*Des permis accordés à la société*

**7158.** Toute corporation, institution ou société de prêts et placements, régulièrement constituée en vertu des lois du Parlement de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou du Canada, ou de la Législature de l'une des autres provinces du Canada où de semblables institutions, constituées en corporation dans la province de Québec, peuvent exercer les mêmes droits, dans le but de prêter ou de placer de l'argent, et autorisée par statut, charte ou acte corporatif, à prêter de l'argent dans cette province, peut obtenir un permis du secrétaire de la province, à l'effet de lui permettre d'y exercer ses opérations.

L'honoraire qui doit être payé par la corporation, l'institution ou la société, lors de l'émission du permis, est celui fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5470; 62 V., c. 46, s. 1.

**7159.** Toute corporation, institution ou société qui obtient un permis en vertu de la présente section, doit en donner sans délai avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans au moins un journal publié dans le comté, la cité, la ville, ou l'endroit où le principal agent ou administrateur de la corporation, de l'institution ou de la société, pratique ses opérations, pendant un mois.

Un pareil avis doit être donné quand cette corporation, institution ou société, cesse ou donne avis qu'elle a cessé de pratiquer ses opérations dans la province. S. R. Q., 5471.

**7160.** Le secrétaire de la province peut, s'il le juge à propos, accorder ce permis, sur preuve à lui fournie que la corporation, l'institution ou la société qui demande le permis, a été régulièrement constituée comme susdit.

Cette preuve consiste en la production d'une copie certifiée du statut, de la charte ou de l'acte corporatif, et d'une procuration de la corporation, de l'institution ou de la société, en faveur de la personne nommée pour être son principal agent ou administrateur dans la province, revêtue du sceau de cette corporation, institution ou société, et de la signature du président ou du directeur-gérant et du secrétaire, et attestée par un témoin, laquelle autorise expressément cet agent ou cet administrateur à demander le permis. S. R. Q., 5472; 62 V., c. 46, s. 2.

§ 2.—*Des opérations de la société*

**7161.** Après avoir obtenu son permis, il est loisible à la corporation, institution ou société :

1. De faire, en son nom corporatif, des opérations de prêts et placements de toutes sortes excepté le commerce de banque;

2. De prendre et posséder des hypothèques sur des biens-fonds et des obligations de chemins de fer, de municipalités ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux, que ses obligations constituent ou non une charge sur des immeubles situés dans la province;

3. De posséder ces hypothèques, de les vendre et de les transporter, selon son gré;

4. De posséder, sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir et posséder.

Proviso.

Toutefois, toute telle corporation, institution ou société est tenue de vendre ou d'aliéner les immeubles qu'elle a ainsi acquis, soit par vente en justice, soit par acte de l'emprunteur ou du possesseur subséquent, en paiement d'un prêt, soit en vertu de toute convention avec l'emprunteur ou le possesseur subséquent, dans les dix ans à compter de la date de l'acquisition. S. R. Q., 5473.

### § 3.—*Des procédures avant le commencement des opérations*

Procédures  
avant le com-  
mencement  
des opéra-  
tions.

**7162.** Toute telle corporation, institution ou société qui obtient un permis en vertu de la présente section, doit, avant de commencer ses opérations,—produire au bureau du secrétaire de la province, une copie certifiée du statut, de sa charte, ou de son acte corporatif, et de plus, une procuration donnée à son principal agent ou administrateur dans la province, signée par son président ou son directeur-gérant et son secrétaire, et dont l'authenticité a été attestée par la déclaration solennelle de son principal agent ou administrateur, ou d'une personne connaissant les faits.

Ce que la  
procuration  
doit ordon-  
ner.

Cette procuration doit autoriser expressément cet agent ou administrateur, en tant qu'il s'agit de ses actes comme tel, à recevoir la signification de tout bref dans les poursuites ou procédures intentées dans la province contre la corporation, institution ou société, pour cause d'obligations nées en icelle province, et doit déclarer, en outre, que la signification de tout tel bref à cet agent ou administrateur, à raison de telles obligations, sera légale et obligatoire à toutes fins et intentions quelconques, pour la corporation, institution ou société, et qu'aucune objection ne pourra être opposée pour cause d'erreur à raison de cette signification. S. R. Q., 5474.

### § 4.—*Dispositions diverses*

Signification  
des docu-

**7163.** Après la production d'une copie certifiée du statut, de la charte ou de l'acte corporatif et de la procuration, tout

document qui, dans une poursuite ou procédure contre la corporation, institution ou société, à raison d'une obligation née dans cette province, requiert signification, peut être signifié à l'agent ou à l'administrateur, de la même manière qu'il peut être signifié à l'officier compétent d'une compagnie constituée en cette province.

Il peut alors être procédé à jugement et exécution de la même manière que dans les procédures en matière civile. S. R. Q., 5475.

**7164.** Il n'est pas nécessaire de produire le permis dans aucune des poursuites ou actions intentées par la corporation, institution ou société qui l'a obtenue, à moins que son existence ne soit niée, et que cette dénégation ne soit accompagnée d'une déposition sous serment.

L'allégation qui est faite dans la déclaration, au sujet de ce permis, constitue une preuve *prima facie* de son existence. S. R. Q., 5476.

#### SECTION III

#### DE LA FUSION DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET PLACEMENTS

**7165.** Il est loisible à deux ou à plusieurs sociétés de construction ou sociétés de prêts, établies en vertu des sections première ou deuxième du présent chapitre, ou d'une loi de cette Législature, ou constituées en corporation par une ou sous l'empire d'une loi du Parlement du Canada, de s'unir ou de se fusionner, soit les sociétés de construction entre elles, ou les sociétés de prêts entre elles, ou les sociétés de construction et les sociétés de prêts entre elles, pour n'en former qu'une seule, sous le nom de l'une de ces sociétés, ou sous tout autre nom, et de fusionner leurs capitaux, propriétés, affaires, privilèges, hypothèques, garanties, droits, pouvoirs et devoirs, en observant néanmoins les formalités ci-après mentionnées pour les sociétés constituées en vertu de lois de la Législature, ou celles imposées par la partie III du chapitre 79 des Statuts révisés du Canada, 1906, quand l'une des sociétés à fusionner est constituée en vertu de lois du Canada.

La corporation résultant de la fusion de ces sociétés est régie, quant à ses droits, obligations et opérations, par les lois de cette province, si les sociétés fusionnées sont toutes constituées en vertu de lois de la Législature, et par les lois du Canada si l'une d'elles est constituée par ou sous une loi fédérale, sujette, toutefois, en ce qui regarde ces dernières, au contrôle législatif du Parlement du Canada.

Les directeurs de chacune des sociétés qui désirent se fusionner, arrêtent et fixent les conditions de la fusion, dans une de leurs assemblées respectives, tenue en la manière ordinaire à leurs lieux ou places d'affaires respectifs.



Assemblée  
des actionnai-  
res, convo-  
quée par avis  
à cet effet.

Lorsque les directeurs de chacune de ces sociétés ont arrêté les conditions de la fusion, le secrétaire de chacune d'elles convoque une assemblée générale des actionnaires au lieu ordinaire des affaires de la société, par un avis publié dans les langues française et anglaise, deux fois dans chaque langue, dans le cours d'un mois, dans deux papiers-nouvelles, s'ils existent dans la cité, la ville, le village ou la municipalité du lieu d'affaires de la société, ou dans le même papier-nouvelles s'il n'y a qu'un seul papier-nouvelles publié dans cette localité, et, à défaut de tel papier-nouvelles en icelle localité, dans un autre publié dans une localité voisine.

Expédition  
de l'avis.

Copie de cet avis est expédiée par la malle à l'adresse de chacun des actionnaires.

Approbation  
du projet de  
fusion.

A cette assemblée générale des actionnaires de chacune de ces sociétés, —laquelle est présidée par le président de la société, ou, à son défaut ou en son absence, par la personne choisie par l'assemblée,—le projet de fusion, arrêté et déterminé par les directeurs de ces sociétés, doit être approuvé par au moins les deux tiers des membres et actionnaires présents.

Représenta-  
tion par pro-  
cureur.  
Effet de l'ap-  
probation.

Tout actionnaire peut se faire représenter par procuration pourvu que le procureur soit actionnaire lui-même.

En même temps et à la même assemblée, la résolution, la motion ou l'ordonnance, approuvant le projet de fusion soumis, en son entier ou avec modifications, suivant que l'assemblée le détermine, doit contenir l'autorisation, ou être une autorisation au président de telle société de signer l'acte, le document, la résolution ou le règlement nécessaire pour compléter définitivement la fusion des sociétés. S. R. Q., 5445 ; 3 Ed. VII, c. 43, s. 1.

Acte de  
fusion.

**7166.** Lorsque le projet de fusion a été ainsi approuvé par l'assemblée des actionnaires, les présidents des sociétés à unir,—chacun d'eux y est autorisé par la présente section—consentent, par-devant notaire, ou sous seing privé—et dans ce dernier cas l'acte est fait en triplicata,—un acte de fusion, conforme au projet adopté par l'assemblée des actionnaires de chacune de ces sociétés. S. R. Q., 5446.

Dépôt d'une  
copie de l'acte  
chez le proto-  
notaire.

**7167.** Une copie de l'acte notarié ou l'un des triplicata est déposé au bureau du protonotaire du district où se trouve le siège ou principal bureau d'affaires de la société dont le nom est conservé.

Dépôt d'une  
autre copie  
chez le régis-  
trateur.

Une autre copie ou l'un des triplicata est déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où se trouve le siège ou principal bureau d'affaires de la société conservée ; et cette dernière société garde l'autre triplicata ou une copie de l'acte notarié, suivant le cas, pour faire partie de ses archives. S. R. Q., 5447.

**7168.** Après l'exécution ou la passation de l'acte, la société dont le nom a été conservé pour l'objet de la fusion, reste seule en existence, et les autres sociétés fusionnées sont éteintes. Nom de la soc. après la fusion.

La société subsistante est, et devient dès lors, saisie de tout l'actif et de tous les droits des sociétés éteintes; les actionnaires et membres des sociétés éteintes deviennent membres et actionnaires de la société subsistante, aux conditions stipulées dans l'acte d'union. Effet de la fusion quant à l'actif, etc.

Les droits des créanciers des sociétés éteintes ne sont en aucune manière affectés par cette union, ils peuvent être exercés contre la société subsistante comme représentant les sociétés éteintes. Droits des créanciers des soc. éteintes, sauvegardés. S. R. Q., 5448.

**7169.** Nulle procédure pendante, ou nul jugement rendu contre quelqu'une des sociétés fusionnées ou éteintes, ne sont affectés par cette union ou fusion. Procédures pendantes.

La procédure peut être continuée contre la société subsistante, par poursuite ou par demande en reprise d'instance, ou par toute autre procédure autorisée par la loi, et tout jugement ainsi rendu peut être exécuté contre la société subsistante. Mode de les continuer. S. R. Q., 5449.

**7170.** Il est loisible à la société d'unir, de fusionner et de consolider ses capitaux, propriétés et affaires avec les capitaux, propriétés et affaires de toute autre société constituée en corporation pour des opérations de même nature, ou avec toute compagnie ou société de construction, d'épargne ou de prêts déjà constituée ou qui peut l'être à l'avenir, ou d'acheter et acquérir les biens et l'actif de toute telle compagnie ou société, et d'exécuter avec elle, tous contrats et arrangements nécessaires pour opérer cette union, fusion ou consolidation, cet achat ou cette acquisition. Consolidation des capitaux, etc. S. R. Q., 5450.

**7171.** Les directeurs de la société et ceux de toute autre compagnie ou société, peuvent exécuter une commune convention sous leurs sceaux corporatifs en vue de l'union, fusion ou consolidation de ces corporations, ou en vue de l'achat et de l'acquisition par la société, des biens et de l'actif de toute telle autre compagnie ou société, en prescrivant les termes et conditions et le mode d'après lesquels cette acquisition sera mise à effet, le nom de la nouvelle corporation, le nombre et les noms de ses directeurs et autres officiers, et de ses premiers directeurs et officiers, la manière de convertir le fonds capital de chacune des compagnies ou sociétés en celui de la nouvelle corporation, ainsi que tous autres détails qu'ils croient nécessaires pour parfaire la nouvelle organisation, et l'union, la fusion et la consolidation, des opérations et leur administration subséquente,—ou les conditions et le mode de Convention à cet effet.

paiement pour les biens et l'actif de toute telle autre compagnie ou société, achetés ou acquis par la société. S. R. Q., 5451.

**7172.** Cette convention est soumise aux actionnaires de chacune de ces corporations, à une assemblée tenue séparément dans le but de la prendre en considération.

**Soumission de la convention aux actionnaires.** Avis de convocation des assemblées à cet effet. Avis du temps et du lieu de ces assemblées et de leur objet, doit être donné par circulaire écrite ou imprimée, adressée à chacun des actionnaires de ces corporations respectivement, à sa dernière adresse postale ou à son dernier domicile connu, et doit aussi être inséré dans un journal publié au siège principal des affaires de ces corporations, une fois par semaine pendant six semaines consécutives.

**Prise en considération de la convention.** A ces assemblées des actionnaires, la convention est prise en considération, et son adoption ou son rejet a lieu au moyen de la votation au scrutin, chaque action donnant au porteur droit à un vote, et ce vote est donné personnellement ou par procureur ; si les deux tiers des votes de tous les actionnaires de ces corporations sont favorables à l'adoption de la convention, alors le fait en est certifié sur la convention, par le secrétaire de chacune des corporations sous leurs sceaux.

**Dépôt de la convention, etc., après son adoption, au bureau du sec. de la prov.** Si la convention est adoptée aux assemblées respectives des actionnaires de chacune des corporations, cette convention et les certificats y inscrits, sont déposés au bureau du secrétaire de la province ; telle convention est dès lors réputée être la convention et l'acte d'union, de fusion et de consolidation des corporations, ou la convention et l'acte d'achat et d'acquisition par la société, des biens et de l'actif de telle compagnie qui les a vendus, suivant le cas.

**Copie de la convention, etc., fait foi de l'existence de la corporation.** Toute copie de la convention, ainsi déposée, et des certificats y inscrits, certifiée par qui de droit, fait foi de l'existence de la nouvelle corporation ; pourvu, cependant, que preuve des faits qui précèdent soit dûment déposée devant le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Emission de lettres patentes.** S'il est jugé opportun par le lieutenant-gouverneur en conseil, des lettres patentes sont émises, et avis en est dûment publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, après quoi la nouvelle compagnie peut transiger des affaires. S. R. Q., 5452.

**Pouvoirs des sociétés fusionnées.** **7173.** Après avoir parfait la convention et l'acte de fusion, ainsi que prescrit par l'article 7172, les diverses sociétés, qui y sont parties, sont réputées fusionnées et ne forment qu'une seule et même corporation, sous le nom convenu, laquelle a un sceau commun et possède tous les droits, pouvoirs et immunités attachés à chacune des corporations ainsi fusionnées. S. R. Q., 5453.

**Sceau commun.**

**7174.** Après que l'acte de fusion a été exécuté, les affaires, propriétés immobilières ou mobilières, les droits et intérêts s'y rattachant, les obligations, hypothèques ou autres valeurs, souscriptions ou autres créances quelconques appartenant à ces corporations ou à l'une ou à l'autre d'entre elles, sont réputés transférés et appartenir à la nouvelle corporation, sans qu'il soit besoin d'autre acte ou titre.

L'exécution de l'acte de fusion vaut titre.

Les droits des créanciers et tous les privilèges sur les propriétés de l'une ou de l'autre de ces corporations, ne sont cependant pas diminués par cette fusion.

Valeur des droits des créanciers.

Toutes les dettes et obligations de l'une ou de l'autre de ces corporations, passent dès lors à la nouvelle corporation, et peuvent être recouvrées d'elle comme si ces dettes ou ces obligations eussent été contractées par elle-même.

Responsabilité des dettes et obligations.

Nulle action ou poursuite, intentée par ou contre les corporations ainsi fusionnées, ou l'une ou l'autre d'entre elles, n'est pas non plus périmée ou modifiée par cette fusion ; mais pour telle action ou poursuite, la corporation est réputée encore en existence ou la nouvelle corporation peut aussi y être substituée. S. R. Q., 5454.

Effet de la fusion quant aux actions déjà intentées.

#### SECTION IV

#### DES SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE OU DES DEUX

##### § 1.—De la formation de la société

**7175.** Lorsque, dans quelque partie que ce soit de la province, cinq personnes ou plus ont signé une déclaration, exprimant qu'elles se sont formées en société pour fabriquer le beurre ou le fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas, dans un certain endroit, qui doit être désigné pour être leur principale place d'affaires, et qu'elles ont déposé cette déclaration entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où la société a l'intention de s'établir, ces personnes, et toutes celles qui peuvent, dans la suite, devenir membres de cette société, leurs héritiers, exécuteurs, curateurs, administrateurs, successeurs et ayants cause respectifs, forment par là même, un corps politique et une corporation sous le nom de "société de fabrication de beurre (ou de fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas) de, (nom de l'endroit et le numéro de la manufacture, tel que mentionné dans la déclaration.)"

Mode de constituer ces sociétés en corporation.

Nom corporatif.

Un certificat est délivré par le protonotaire à toute telle compagnie constatant qu'elle a fait cette déclaration, lequel certificat doit être enregistré au bureau d'enregistrement de l'endroit où se trouve le siège principal des affaires de la société, et être aussi transmis, sans délai, au ministre de l'agriculture. S. R. Q., 5477 ; 60 V., c. 22, s. 26 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Certificat de déclaration de société par le protonotaire, et son enregistrement.

Forme de la  
déclaration.

**7176.** La déclaration qui doit être faite en vertu de la présente section, pour constituer en corporation une société de fabrication de beurre ou de fromage, ou de beurre et de fromage, doit être dans la forme mentionnée dans la formule A. S. R. Q., 5478.

§ 2.—*Des pouvoirs et des devoirs généraux de la société*

Pouvoirs gé-  
néraux de ces  
sociétés.

**7177.** Toute société, ainsi formée, jouit, pour les fins pour lesquelles elle a été créée, de tous les pouvoirs inhérents aux corporations ordinaires, et notamment de ceux de se choisir des officiers parmi ses membres, et de passer des règlements non contraires aux lois de la province pour fixer le nombre de ses membres, le montant des actions et le mode de les prélever, pour la régie de sa discipline intérieure et pour la conduite de ses procédures et l'administration de ses affaires en général. S. R. Q., 5479.

Première  
assemblée des  
actionnaires.

**7178.** La première assemblée des actionnaires de la société, a lieu dans les huit jours après le dépôt de la déclaration mentionnée dans l'article 7175, après qu'un avis spécial à cette fin a été donné aux actionnaires par au moins deux des actionnaires de la société ; lequel avis doit être signifié au moins deux jours avant l'assemblée, dans le but d'élire les officiers et de sanctionner les règlements de la société.

Assemblées  
annuelles  
suivantes.

Les assemblées générales annuelles suivantes, et les assemblées spéciales de la société sont statuéées par règlements. S. R. Q., 5480.

Livres tenus  
par la société.

**7179.** Un livre est tenu par chaque société pour y entrer les souscriptions d'actions, et un autre pour y inscrire en détail toutes ses transactions. S. R. Q., 5481.

Exposition de  
ces livres  
pour examen.

**7180.** Ces livres et les règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société. S. R. Q., 5482.

Etat fourni  
au ministre.

**7181.** Dans le cours du mois de décembre de chaque année, il est transmis au ministre de l'agriculture, par chaque société formée en vertu de la présente section, un état de ses opérations pour l'année. S. R. Q., 5483 ; 60 V., c. 22, s. 26 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 3.—*Des pénalités pour vendre du lait de mauvaise qualité aux manufactures de beurre et de fromage*

Vente frau-  
duleuse de  
lait mélangé.

**7182.** Quiconque, sciemment et frauduleusement, vend, fournit, mène ou envoie pour être converti en fromage ou en beurre, à quelque manufacture, du lait mélangé avec de

l'eau, ou falsifié en aucune manière, ou du lait dont la crème a été enlevée, du lait connu sous le nom de "lait écrémé", ou garde quelque partie de tel lait, connu sous le nom "des égouts;" ou

Quiconque, sciemment et frauduleusement, vend, fournit, <sup>Ou de lait</sup> amène ou envoie, à quelque manufacture, du lait qui est <sup>infect ou sur-</sup> infect ou en partie sur, par suite de négligence dans l'entretien de ses chaudières, couloirs, ou autres vaisseaux, après avoir été informé de cette infection ou négligence, verbalement ou par écrit; ou

Tout manufacturier de ce fromage et de ce beurre, qui, <sup>Ou enlève-</sup> sciemment et frauduleusement, fait usage, ou ordonne à <sup>ment fraudu-</sup> quelqu'un de ses employés de faire usage pour son profit, de <sup>ment de la</sup> la crème du lait ainsi apporté à quelque manufacture de <sup>crème du lait</sup> à la manufac- <sup>ture.</sup> ture ou de beurre,—

Encourt, pour chaque telle offense, une amende de pas <sup>Amende.</sup> moins d'une piastre ni de plus de cinquante piastres, à la discrétion des juges de paix devant qui cette offense est poursuivie. S. R. Q., 5484.

**7183.** Toute offense, en vertu du présent paragraphe, peut <sup>Recouvre-</sup> être poursuivie dans les trois mois à compter de l'infraction, <sup>ment des</sup> sur dénonciation portée par la partie intéressée, ou l'une d'elle s'il y en a plusieurs, devant un ou plusieurs juges de paix ayant juridiction dans la localité où l'offense a été commise, lesquels ont le pouvoir d'entendre et de décider la cause, sur le serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi, et ont de plus le pouvoir, au cas où l'amende et les frais ne sont pas payés sous le délai qu'ils accordent, de les faire prélever par voie d'exécution, signée par l'un d'eux ou tous les deux, contre les meubles et effets du défendeur, et l'amende, lorsqu'elle est recouvrée, est payable au dénonciateur, pour le bénéfice de la partie lésée.

A défaut de paiement en entier de l'amende et des frais, <sup>Incarcération</sup> après la vente des effets du défendeur, celui-ci peut être <sup>à défaut de</sup> <sup>paiement.</sup> incarcéré sur un mandat signé comme susdit, dans la prison commune du district où l'offense a été commise, pour une période de pas moins de huit jours, ni de plus de trente jours, à moins que la pénalité, les frais de la poursuite et les frais subséquents ne soient plus tôt payés. S. R. Q., 5485.

**7184.** Quel que soit le sort de la poursuite mentionnée <sup>Recours ordi-</sup> dans l'article 7183 et nonobstant telle poursuite, les per- <sup>naires pour</sup> <sup>dommages,</sup> <sup>non affectés.</sup> sonnes qui se croient lésées par quelque infraction aux dispositions des articles 7182 et 7183 ou de la loi, peuvent se pourvoir conjointement devant tout tribunal civil de juridiction compétente pour recouvrer les dommages qu'elles ont soufferts. S. R. Q., 5486; 7 Ed. VII, c. 50, s. 1.

Poursuites  
prises par la  
société.

**7185.** Toute société formée en vertu des articles 7175 et suivants a aussi le droit de poursuivre en son nom, pour tous dommages soufferts par elle, quiconque apporte à la fabrique du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, que cette personne soit membre ou non de la société et pour tous autres dommages qui lui sont causés dans son commerce ou dans son industrie.

Recouvre-  
ment des  
dommages  
par la société.

Pour les fins du présent article, tous dommages causés par une personne quelconque aux patrons membres de cette société en fournissant du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, sont déclarés soufferts par cette société qui est autorisée à en poursuivre le recouvrement, et lui sont payables pour être, par elle, distribués entre ses membres dans la proportion de la quantité de crème ou de lait fournie par chacun d'eux pendant le laps de temps déterminé par le bureau de direction et de la manière que le bureau de direction le décide.

Répartition  
des sommes  
obtenues.

Juridiction  
des tribu-  
naux.

Les actions en vertu du présent article sont intentées devant tout tribunal civil de juridiction compétente. S. R. Q., 5486a ; 7 Ed. VII, c. 50, s. 1.

## FORMULE

A.—(Article 7176)

### *Déclaration de société*

Nous soussignés,  
convenons de nous former en une société pour la fabrication du beurre (*ou du fromage, ou des deux*) en vertu du paragraphe premier de la section quatrième du chapitre quatrième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, qui sera appelée " la société de fabrication de beurre (*ou de fromage, ou de beurre et de fromage, selon le cas,*) de la paroisse de \_\_\_\_\_, comté de \_\_\_\_\_ ", et dont le principal bureau d'affaires sera à \_\_\_\_\_, et nous promettons de nous conformer en tout aux statuts et règlements de la société.

(Signatures.)

S. R. Q., 5486a, cédule.

## SECTION V

## DES SOCIÉTÉS DE PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS

**7186.** 1. Vingt-cinq personnes ou plus, peuvent former une société de patrons d'une fabrique de produits laitiers pour chaque beurrerie ou fromagerie ou beurrerie et fromagerie existant dans une localité. Dans ce but elles doivent signer une déclaration suivant la formule A. Fondation d'une société de patrons de fabriques de produits laitiers.

2. Cette déclaration est signée en double par les membres fondateurs, devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre de l'agriculture, lequel, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier, sans délai, dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis, suivant la formule B ; et un avis, rédigé suivant la formule C, est sans délai envoyé par les membres fondateurs de cette société au protonotaire de la Cour supérieure du district et au registraire de la division d'enregistrement dans lesquels la société a été constituée. S. R. Q., 5486b ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Déclaration à cet effet.

**7187.** A partir de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis ci-dessus, la société devient personne civile sous le nom qui lui est donné dans cet avis. S. R. Q., 5486c ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Corporation constituée.

**7188.** Il ne doit y avoir qu'une seule société par beurrerie ou fromagerie, ou par beurrerie et fromagerie. Limitation du nombre des sociétés

En cas de contestation, la décision du ministre de l'agriculture est finale et sans appel. S. R. Q., 5486d ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. par beurrerie, etc.

**7189.** La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée en l'article 7186 et de toutes celles qui souscriront des actions de cette société. Composition de la société.

La responsabilité des membres ou actionnaires est limitée au montant de leurs mises respectives. S. R. Q., 5486e ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Responsabilité des membres.

**7190.** Le montant de chaque action est de dix piastres, payable par versements annuels d'une piastre, le premier jour de l'inscription du sociétaire, et les autres d'année en année à la même date. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation. S. R. Q., 5486f ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Montant des actions.

**7191.** Le capital d'une société est variable. S. R. Q., 5486g ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Capital de la société.

**7192.** Les actions sont nominatives et transférables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société. S. R. Q., 5486h ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1. Transfert des actions.



Nom de la société.

**7193.** Chaque société organisée en vertu de la présente section est une corporation sous le nom de "Société des patrons de la beurrerie (ou de la fromagerie, ou de la beurrerie et fromagerie) de (*village, paroisse, cité ou ville*) du comté de "

Changement de nom.

Sur requête du bureau de direction, le ministre de l'agriculture peut changer le nom de la société par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 5486i; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

But de la société.—Ses pouvoirs.

**7194.** La société a pour but la protection de ses membres dans la fabrication et la vente des produits laitiers, et elle n'exerce que les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente section. Elle a le pouvoir d'acquérir et de posséder des terrains et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais ne peut posséder plus de cent acres à la fois. Elle a le pouvoir d'acheter ou de construire une beurrerie ou une fromagerie ou une beurrerie et fromagerie, et peut les exploiter, louer ou vendre. S. R. Q., 5486j; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Pouvoir de faire des règlements.

**7195.** Le bureau de direction peut passer tous règlements pour le bon fonctionnement de la société, qui ne sont pas contraires aux lois de la province, et peut notamment :

1. Faire des arrangements au nom de la société avec un propriétaire de fabrique pour la fabrication des produits laitiers avec la crème ou le lait fourni par la société et ses membres ;

2. Faire des règlements relatifs à la qualité et au transport du lait et de la crème livrés à la fabrique choisie par la société pour l'usage de ses membres ;

3. Vendre les produits fabriqués par cette fabrique et qui appartiennent à ses membres, et en distribuer le produit entre ses membres, dans la proportion du lait ou de la crème apportés par chacun d'eux.

Elle peut aussi vendre le produit du lait ou de la crème apportés par des patrons qui ne sont pas membres de la société et faire la distribution du prix obtenu, mais il faut que ces patrons se soient conformés aux articles des règlements établis par la société pour le transport, la fabrication et le soin à être donné au lait et à la crème ;

4. Faire des règlements relatifs à la livraison du lait ;

5. Poursuivre, au nom de la société, pour tous dommages soufferts par elle, quiconque apporte à la fabrique du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, que cette personne soit membre ou non de la société ;

6. Poursuivre aussi toute personne ou société pour tous autres dommages causés par elle à la dite société dans son industrie et son commerce de produits laitiers.

Les dommages que la société peut obtenir sont répartis entre les membres de la société, en proportion de la quantité de crème ou de lait fournie par chacun d'eux pendant le laps de temps déterminé par le bureau de direction, et de la manière que le bureau de direction le décide ;

7. Surveiller la fabrication de manière à obtenir un produit de première qualité ;

8. Faire des règlements pour exiger du fabricant que ses patrons qui ne font pas partie de la société soient tenus de se conformer aux règlements établis par la société pour la fabrication, le soin du lait et de la crème, la vente des produits laitiers, les dépenses d'administration de la société ; et aussi pour permettre la vente des produits de ce lait par la société avec le produit du lait fourni par ses membres ;

9. Répartir les frais d'administration de la société entre les patrons, en proportion de la quantité de crème ou de lait fournie par chacun d'eux pendant le laps de temps déterminé par le bureau de direction et de la manière qu'il le décide, ou payer les frais à même le prix de vente des produits laitiers de la manière que le bureau de direction le décide ;

10. Emprunter des fonds jusqu'à concurrence du montant des actions souscrites. S. R. Q., 5486k ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7196.** Pour les fins de la présente section, tous dommages causés par une personne quelconque aux patrons membres d'une société constituée en vertu de la présente section, en fournissant du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, sont déclarés soufferts par la société qui est autorisée à en poursuivre le recouvrement, et lui sont payables pour être, par elle, distribués entre ses membres dans la proportion mentionnée au paragraphe 6 de l'article 7195. S. R. Q., 5486l ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Recouvrement des dommages par la société.

**7197.** Lorsque le fabricant de beurre ou de fromage de la société, ou l'inspecteur de la société ou du syndicat dont la fabrique fait partie, ou l'inspecteur du gouvernement fait rapport qu'un patron, en raison de la qualité du lait ou de la crème qu'il apporte, cause des dommages à la société, il est du devoir du bureau de direction de poursuivre ce patron pour dommages encourus, à moins que ce patron ne fasse un arrangement avec les directeurs. S. R. Q., 5486m ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Devoirs du bureau de direction dans certains cas.

**7198.** Les affaires de la société sont administrées par un bureau de sept directeurs dont quatre forment le quorum. Les directeurs exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle et jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles à l'assemblée générale annuelle. S. R. Q., 5486n ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Composition du bureau des directeurs.

Composition de l'ass. gén. annuelle. **7199.** L'assemblée générale annuelle se compose de tous les sociétaires.

Epoque de la première assemblée générale. Sa convocation. La première assemblée générale doit avoir lieu dans le mois qui suit la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis mentionné dans le paragraphe 2 de l'article 7186, et elle peut être convoquée par deux sociétaires au moyen d'un avis indiquant le lieu, le jour et l'heure de cette réunion, et déposé au bureau de poste du siège d'affaires de la société, sous enveloppe cachetée et recommandée, à l'adresse de chaque sociétaire, au moins huit jours avant l'assemblée. Cette assemblée choisit les premiers directeurs et un auditeur. S. R. Q., 5486o ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Assemblées générales subséquentes. **7200.** Les assemblées générales subséquentes sont ensuite convoquées par le président, ou, à son défaut, par le vice-président, de la manière fixée par les règlements. Elles élisent des directeurs et un auditeur. S. R. Q., 5486p ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Décisions de l'assemblée générale. **7201.** L'assemblée générale rend ses décisions à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les actionnaires ont un vote par chaque action qu'ils possèdent. S. R. Q., 5486q ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Election du président, etc. **7202.** Le bureau des directeurs choisit annuellement, parmi ses membres, un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier. Ce dernier, de même que l'auditeur, peut être rétribué. Les autres fonctions sont gratuites. S. R. Q., 5486r ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Epoque et lieu des assemblées. **7203.** Les directeurs tiennent leurs assemblées au temps et au lieu fixés par les règlements. Les règlements fixent aussi le mode de convocation. S. R. Q., 5486s ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Vacance dans le bureau des directeurs. **7204.** En cas de vacance dans le bureau des directeurs les membres restant doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. Q., 5486t ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Convocation d'assemblées générales spéciales. **7205.** Des assemblées générales spéciales peuvent aussi être convoquées par le président ou le vice-président, selon le cas, sur décision du bureau de direction. S. R. Q., 5486u ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

Tenue des comptes. **7206.** Les comptes de la société sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du bureau de direction, et sont vérifiés par l'auditeur. Ces comptes sont arrêtés tous les ans au trente et un décembre. S. R. Q., 5486v ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7207.** Après la clôture de l'exercice financier et pendant la première semaine de janvier, un état des affaires de la société est préparé et attesté par le secrétaire-trésorier. Cet état doit être approuvé par l'auditeur. S. R. Q., 5486w ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7208.** Les contrats, billets, chèques, mandats ou documents liant la société doivent être signés par le président ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier. S. R. Q., 5486x ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7209.** Les livres et règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société. S. R. Q., 5486y ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7210.** Les biens de la société sont exempts de toute taxe du gouvernement. S. R. Q., 5486z ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7211.** La société peut faire vendre à l'encan, par toute personne licenciée ou non, et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, des produits laitiers qui lui appartiennent, et ce, aux conditions fixées par le bureau de direction. S. R. Q., 5486aa ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7212.** La société est dissoute par le consentement unanime des sociétaires, ou si, par suite de démission ou autrement, il reste moins de dix sociétaires, ou encore si la société reste deux ans sans s'occuper des objets pour lesquels elle a été formée.

En cas de dissolution, le reliquat de l'actif sur le passif est partagé entre les membres au prorata des actions souscrites et payées. S. R. Q., 5486bb ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7213.** Le secrétaire-trésorier de chaque société est responsable, envers la société, de tous les deniers qu'il a touchés en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant fixé par le bureau de direction, à la satisfaction du président et du vice-président.

Le cautionnement doit être renouvelé chaque fois que requis par la société, et peut être fait d'après la formule D. S. R. Q., 5486cc ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

**7214.** Les actions en vertu de la présente section sont intentées devant tout tribunal civil de juridiction compétente. S. R. Q., 5486dd ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

## FORMULES

## A.—(Article 7186)

*Déclaration devant être transmise au ministre de l'agriculture*

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société de patrons d'une fabrique de produits laitiers à responsabilité limitée, sous le nom de " Société des patrons de la beurrerie (ou de la fromagerie, ou de la beurrerie et fromagerie, selon le cas), de (village, paroisse, ville ou cité) " avec sa principale place d'affaires à \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Signé en double à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour du mois de \_\_\_\_\_ mil neuf cent \_\_\_\_\_.

TÉMOIN : *Nom et prénoms ; Residence ; Occupation ; Souscription.*

S. R. Q., 5486dd., formule A ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

## B.—(Article 7186)

*Avis de formation d'une société de patrons publié dans la Gazette officielle de Québec*

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de \_\_\_\_\_ (ou, selon le cas) sous le nom de " Société des patrons de la beurrerie, (ou de la fromagerie, ou de la beurrerie et fromagerie, selon le cas), de (village, paroisse, ville ou cité) " avec sa principale place d'affaires à \_\_\_\_\_.

Québec, \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_\_  
(Signature)

*Ministre de l'agriculture.*

S. R. Q., 5486dd., formule B ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

## C.—(Article 7186)

*Avis au protonotaire et au régistrateur*

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de \_\_\_\_\_ (ou, *selon le cas*) sous le nom de "Société des patrons de la beurrerie (ou de la fromagerie ou de la beurrerie et fromagerie (*selon le cas*) de (*village, paroisse, ville ou cité*)," dont le principal bureau est situé à \_\_\_\_\_

(Date)

(Signature)

Secrétaire.

S. R. Q., 5486dd, formule C; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

## D.—(Article 7213)

*Cautionnement du secrétaire-trésorier*

Province de Québec,  
Comté de \_\_\_\_\_

Nous, \_\_\_\_\_, et  
résidant dans la paroisse de \_\_\_\_\_, et  
\_\_\_\_\_, cautions de \_\_\_\_\_,  
secrétaire-trésorier de la société des patrons de la beurrerie  
(ou de la fromagerie, ou de la beurrerie et fromagerie *selon le cas*), de la paroisse de \_\_\_\_\_, reconnaissons respectivement devoir à la dite société, ce acceptant par le président et le vice-président d'icelle, la somme de \_\_\_\_\_ piastres, pour usage et profit de la dite société.

Et, par les présentes, nous nous obligeons conjointement et solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nous seu pour le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle et entier de la somme ci-dessus mentionnée en conformité de l'article 7213 des Statuts refondus de Québec, 1901.

Le présent cautionnement est fait sous la condition suivante :

Advenant que le dit \_\_\_\_\_ remplisse et exécute bien et fidèlement tous les devoirs et obligations qui lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-trésorier de la société des patrons de la beurrerie (ou de la fromagerie, ou de la beurrerie et fromagerie, *selon le cas*), de (*village, paroisse, ville ou cité*) \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, et qu'il emploie les deniers mis entre ses mains pour les fins et d'après la manière indiquées par le bureau de direction de la société, et conformément à la loi, et qu'il rende un compte fidèle et honnête des dits

deniers et de ses opérations comme tel secrétaire-trésorier, alors le présent cautionnement sera nul et de nul effet ; mais dans le cas contraire, il demeurera en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 7213 des Statuts refondus de Québec, 1909.

(Signature)

Caution.

Fait et attesté à  
ce jour  
de , 19 .

Caution.

Accepté par

(Signature)

*Président de la société des patrons de la  
beurrerie (ou de la fromagerie, ou de la beur-  
rerie et fromagerie, selon le cas) de*

(Signature)

*Vice-président de la société des patrons  
de la beurrerie (ou de la fromagerie, ou de la  
beurrerie et fromagerie, selon le cas) de*

S. R. Q., 5486dd, formule D ; 7 Ed. VII, c. 51, s. 1.

#### SECTION VI

##### DES HALLES AU BEURRE ET AU FROMAGE

Déclaration  
pour former  
la société.

**7215.** Cinq personnes ou plus qui, individuellement ou comme membres d'une société, s'occupent de la fabrication et de la vente du beurre ou du fromage, ou d'achat de beurre ou de fromage pour l'exportation ou la revente, ou sont nommées, par écrit, pour représenter les patrons ou actionnaires de toute fabrique, société ou compagnie de beurre ou de fromage, ou de toute société ou corporation s'occupant d'achat de beurre ou de fromage pour l'exportation ou la revente, tel que susdit, et qui désirent s'associer ensemble dans le but de former une halle au beurre et au fromage, doivent faire et signer,—en triple expédition, en présence de deux témoins, dont l'un atteste au moyen d'un affidavit l'authenticité des signatures,—une déclaration écrite à cet effet, désignant l'endroit où la halle doit faire affaires, rédigée conformément à la formule A, et doivent en déposer une copie au bureau du protonotaire du district et une copie au bureau du registrateur de la division ou du comté dans lequel la halle doit faire affaires, ainsi qu'une copie, faite en triple expédition, des règles et règlements signés par ces personnes, en présence également de deux témoins, dont l'un atteste, de la même manière, par un affidavit, l'authenticité des signatures y apposées.

Production  
d'expéditions  
de la déclara-  
tion et des  
règlements  
chez le proto-  
notaire et le  
registrateur.

Après le dépôt de cette déclaration et des règles et règlements susdits, les personnes qui les ont signés et toutes les autres personnes qui pourront plus tard apposer leurs noms à ces règles et règlements, transcrits et contenus dans un livre de la dite halle tenu pour cet objet, forment une corporation sous le nom choisi. 2 Ed. VII, c. 32, s. 1.

**7216.** Le protonotaire et le registrateur doivent, si tel est le désir de la personne qui dépose la déclaration, les règles et règlements, apposer au dos de la troisième expédition, un certificat constatant qu'une expédition en a été déposée à leurs bureaux respectifs, et mentionnant la date du dépôt ; et tout tel certificat donné par les dits protonotaire et registrateur fait preuve *prima facie* des faits y contenus et de la constitution en corporation de la halle. 2 Ed. VII, c. 32, s. 2.

**7217.** Les règles et règlements qui doivent être déposés tel que susdit, doivent contenir des dispositions concernant :  
1. La manière de convoquer les assemblées générales et spéciales des membres de la halle ;

2. Le mode d'audition des comptes de la halle ;

3. Le pouvoir et la manière d'admettre, de suspendre ou d'expulser les membres ;

4. La nomination d'officiers et leurs devoirs respectifs, y compris la manière de remplir les vacances survenant par suite de décès, de démission ou d'autres causes ;

5. La manière de faire l'achat et la vente du fromage et du beurre à la halle, et les contrats pour tels achat et vente par les membres de la halle ;

6. L'inspection, le pesage et l'expédition du fromage et du beurre, et le temps et le mode de paiement du fromage ou du beurre achetés ou vendus à la halle ;

7. L'imposition de pénalités pour infraction aux règlements de la halle de la part de ses membres ;

8. Les contributions annuelles et autres payables par les membres de la halle ;

9. Le règlement final, par arbitrage, des contestations au sujet de contrats faits à la dite halle. 2 Ed. VII, c. 32, s. 3.

**7218.** Les règles et règlements faits par la halle peuvent être abrogés, modifiés ou amendés par d'autres règles ou règlements à une assemblée générale ou à toute réunion des membres de la halle, spécialement convoquée dans ce but, mais les nouveaux règlements ou règles n'ont pas force ou effet avant qu'une vraie copie d'eux ait été déposée au bureau du protonotaire et une autre à celui du registrateur où la déclaration de la constitution en corporation a été produite. 2 Ed. VII, c. 32, s. 4 ; 3 Ed. VII, c. 44, s. 1.



Rapport annuel au ministre de l'agriculture.

**7219.** Le secrétaire ou un autre officier nommé à cette fin par la halle qui a été constituée en corporation en vertu de la présente section, doit, une fois l'an, transmettre au ministre de l'agriculture une liste des officiers de cette halle et un état des affaires de la halle pour l'année, sous la forme que le ministre peut indiquer, et d'après telles cédules qu'il peut fournir. 2 Ed. VII, c. 32, s. 5.

## FORMULE

### A. — (Article 7215)

#### *Déclaration*

PROVINCE DE QUÉBEC, )  
District de , )  
Comté de . )

Nous, (donner les noms des signataires, au nombre d'au moins cinq), déclarons par les présentes que nous désirons former une halle en conformité des dispositions de la section sixième du chapitre quatrième du titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les halles au beurre et au fromage.

Le nom corporatif de la halle doit être (insérer le nom de la halle), et le nom de l'endroit où doivent se faire les opérations de la dite halle est (insérer le nom de l'endroit où doivent se faire les opérations de la halle).

Nous déclarons en outre que les règles et règlements que nous produisons avec les présentes, et qui portent nos signatures, ont été dûment adoptés à une assemblée des signataires des présentes et autres personnes appartenant à la dite halle, tenue à (insérer ici le nom de l'endroit où l'assemblée a eu lieu), le jour de , 19 , suivant les termes de la dite section.

Daté et signé à (insérer ici le nom de l'endroit où la déclaration est signée) dans le comté de , district de , ce jour de , 19 , en présence des témoins soussignés.

(Signatures)

(Signatures des témoins)

#### *Affidavit d'un témoin*

Je, (nom au long du témoin), de (résidence et occupation), étant dûment assermenté, dépose et dis :

1. Je suis l'un des témoins à la déclaration qui précède :

2. La dite déclaration a été signée par (*insérer ici les noms des personnes qui signent la déclaration*) en ma présence, et en la présence de (*insérer ici le nom, la résidence et l'occupation du second témoin à la déclaration*), l'autre témoin dont j'atteste aussi la signature à la dite déclaration, à la date et au lieu y mentionnés ;

3. Les signatures (*donner ici les signatures à la déclaration, en ajoutant à la fin les signatures des deux témoins*) sont de la propre main des dits déclarants, de l'autre témoin qui signe et du présent déposant respectivement.

Et j'ai signé.

(Signature)

Assermenté devant moi, à  
ce jour de , 19 . }

(Signature)

2 Ed. VII, c. 32, cédula.

#### SECTION VII

##### DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION DES ASSOCIATIONS DE PÊCHEURS POUR L'EXPLOITATION DE LA BOËTTE

**7220.** Vingt personnes ou plus peuvent former une asso- Déclaration  
ciation dans le but d'acheter, construire, posséder et exploiter pour la for-  
des entrepôts frigorifiques pour la conservation, l'achat et la mation de  
vente de la boîte servant à la pêche, et d'acheter et vendre l'association.  
de la boîte, en signant une déclaration à cet effet suivant la  
formule A. 3 Ed. VII, c. 45, s. 1.

**7221.** Les signatures apposées à cette déclaration doivent Signatures  
être attestées sous serment, par une personne qui en a été sur la décla-  
témoin et qui signe devant un juge de paix, lequel déli- ration.  
vre un certificat selon la formule B. 3 Ed. VII, c. 45, s. 2.

**7222.** Sur dépôt de cette déclaration au département du Emission  
secrétaire de la province, et sur attestation comme ci-dessus des lettres  
indiqué que les signatures y ont été régulièrement appo- patentes.  
sées, et que vingt pour cent du capital souscrit a été payé,  
les requérants peuvent obtenir, par lettres patentes sous le  
grand sceau, une charte constituant la dite association, et  
toutes autres personnes qui peuvent en devenir actionnaires,  
en corporation, ayant pour objet d'acheter, construire, posséder  
et exploiter des entrepôts frigorifiques pour la conservation,  
l'achat et la vente de la boîte servant à la pêche, et d'acheter  
et vendre de la boîte.

Pas d'honoraires sur lettres patentes. Il n'est requis aucun honoraire pour les lettres patentes émises en vertu de la présente section. 3 Ed. VII, c. 45, s. 3.

Capital de l'association. **7223.** Le capital-actions de toute association formée en vertu de la présente section ne doit pas être de moins de cinq cents piastres, dont une moitié doit être souscrite à sa formation. 3 Ed. VII, c. 45, s. 4.

Bureau de direction. **7224.** Le bureau des directeurs de l'association se compose de cinq actionnaires.

Directeurs provisoires. Les cinq premières personnes nommées dans les lettres patentes sont les premiers directeurs ou directeurs provisoires de l'association, et elles restent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres dûment élues à leur place. 3 Ed. VII, c. 45, s. 5.

Election des directeurs. **7225.** Les directeurs sont élus par les actionnaires à une assemblée générale de l'association.

Epoque des élections et réélection des directeurs sortant. Cette élection se fait chaque année, et tous les membres du bureau sortant de charge, pourvu qu'ils soient du reste habiles à remplir cette charge, peuvent être réélus. 3 Ed. VII, c. 45, s. 6.

Avis de l'assemblée pour l'élection. **7226.** L'assemblée annuelle de l'association est convoquée au moyen d'un avis en indiquant le temps et le lieu, signé par le secrétaire et affiché au moins deux semaines d'avance, à au moins trois endroits publics de la localité où l'association a le siège de ses opérations. 3 Ed. VII, c. 45, s. 7.

Droit de vote des actionnaires aux assemblées. **7227.** A ces assemblées annuelles et générales, chaque actionnaire a droit à autant de votes qu'il a d'actions, toutes les questions soumises aux délibérations de l'assemblée sont décidées à la majorité des voix, et le président de l'assemblée a un vote additionnel dans le cas de partage des voix. 3 Ed. VII, c. 45, s. 8.

Président et autres officiers. **7228.** Les directeurs élisent, de temps à autre, l'un d'entre eux comme président, et un autre comme vice-président s'ils le jugent à propos ; ils peuvent aussi nommer d'autres officiers. 3 Ed. VII, c. 45, s. 9.

Pouvoirs corporatifs. **7229.** Les associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte ont tous les pouvoirs, droits et privilèges afférents aux corporations formées en vertu de la loi des compagnies de Québec, et les dispositions de cette loi régissent ces associations en autant qu'elles sont applicables. 3 Ed. VII, c. 45, s. 10.

**7230.** Les directeurs de l'association ont le pouvoir, en <sup>Pouvoirs des</sup> toutes choses, d'administrer les affaires de l'association, et <sup>directeurs.</sup> de faire ou faire faire pour elle toute espèce de contrats auxquels elle peut être légalement partie, et ils peuvent, de temps à autre, faire des règlements, non contraires à la loi ni aux lettres patentes, pour la régie interne des affaires de l'association. 3 Ed. VII, c. 45, s. 11.

**7231.** Les directeurs ont le droit de déclarer forfaites <sup>Confiscation</sup> les actions de tout actionnaire qui, après avis de soixante <sup>des actions en</sup> jours, refuse ou néglige de payer les appels de fonds payables <sup>cas de non-</sup> sur l'action ou les actions possédées par cet actionnaire, et <sup>paiement des</sup> tous versements préalablement faits sont alors forfaits au <sup>versements.</sup> profit de l'association. 3 Ed. VII, c. 45, s. 12.

**7232.** Aucun actionnaire n'est personnellement respon- <sup>Irresponsabi-</sup> sable des dettes, faits ou engagements de l'association, pour <sup>lité person-</sup> plus que le montant non payé des actions souscrites par lui <sup>nelle des ac-</sup> dans le capital de l'association, excepté s'il s'est rendu res- <sup>tionnaires.</sup> ponsable pour un montant plus élevé en se portant caution des dettes de l'association. 3 Ed. VII, c. 45, s. 13.

## FORMULES

### A.—(Article 7220)

#### *Déclaration de société*

Nous, soussignés, résidant à \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, dans la province de Québec, déclarons, par les présentes, nous constituer en association dans le but d'acheter, construire, posséder et exploiter des entrepôts frigorifiques pour la conservation, l'achat et la vente de la boûtte pour des fins de pêche, et d'acheter et vendre de la boûtte pour ces fins.

Le nom corporatif de la dite association sera \_\_\_\_\_.

Le siège d'affaires de la dite association sera à \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_.

Le capital-actions sera de \_\_\_\_\_ piastres, divisé en \_\_\_\_\_ actions de cinq piastres chacune. La moitié de ce capital a déjà été souscrite et au moins vingt pour cent du capital souscrit a été payé au trésorier.

Nous nommons par les présentes  
premiers directeurs ou directeurs provisoires de l'association.

Nom	Adresse	Montant payé	Montant des actions	Montant

3 Ed. VII, c. 45, cédule A.

B.—(Article 7221)

*Attestation de la déclaration*

PROVINCE DE QUÉBEC, )  
Comté de . )

Je, soussigné, certifie que  
, témoin soussigné à la déclaration ci-dessus, a attesté  
devant moi, sous serment, que la dite déclaration a été  
dûment signée en sa présence par les personnes y nommées  
(insérez ici tous les noms).

Daté à , ce  
jour de , 19 .

A. B.,

*Juge de paix pour le district de*

3 Ed. VII, c. 45, cédule B.

## CHAPITRE CINQUIEME

## DES CLUBS

## SECTION I

## DES CLUBS DE RÉCRÉATION, ETC.

§ 1.—*De la constitution du club en corporation*

**7233.** Dix, ou un plus grand nombre de personnes, domiciliées dans quelque partie du Canada, qui désirent se former en association, cercle ou club, dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, ou en société musicale, peuvent être constituées en corporation civile, en procédant de la manière suivante : S. R. Q., 5487, 1er al. ; 1 Ed. VII, c. 29, s. 1.

Mode de  
constitution  
de la corpo-  
ration.

1. En obtenant, à cet effet, l'assentiment et l'autorisation du conseil municipal du lieu de leur domicile, s'il est situé dans la province ou de l'endroit où cette association aura son siège d'affaires dans la province ; S. R. Q., 5487, § 1 ; 1 Ed. VII, c. 29, s. 1.

2. En signant une déclaration en double, dans laquelle elles mentionnent le nom de l'association, l'objet pour lequel elles veulent être constituées en corporation, et l'endroit où cette association aura son siège d'affaires ; S. R. Q., 5487, § 2.

3. En déposant un des doubles de cette déclaration, avec le certificat d'approbation du conseil municipal, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district, dans lequel l'association doit être établie.

Un certificat en double est délivré par le protonotaire à toute telle association, constatant que cette déclaration a été faite.

Certificat du  
protonotaire  
à cette fin.

Un des doubles est enregistré au bureau d'enregistrement du comté où se trouve l'association et l'autre double est transmis sans délai au secrétaire de la province.

Enregistre-  
ment du cer-  
tificat.

Le protonotaire a droit à un honoraire de cinquante cents pour le certificat qu'il donne, et le registraire à un honoraire d'une piastre pour l'enregistrement qu'il fait et le certificat qu'il fournit, conformément à la présente section. S. R. Q., 5487, § 3.

Honoraires  
du protono-  
taire et du  
registraire.

**7234.** Après les formalités ci-dessus accomplies, les personnes qui demandent l'existence corporative et telles autres qui peuvent, par la suite, devenir membres de l'association, forment une corporation sous les nom et raison énoncés dans la déclaration. S. R. Q., 5488.

Effet des for-  
malités ac-  
complies.

- Les membres d'un club peuvent en changer le nom.** **7235.** Les membres de l'association, réunis en assemblée générale, peuvent en tout temps, par résolution, changer le nom de l'association, pourvu qu'une copie de cette résolution, accompagnée d'un certificat de son adoption régulière soit, dans les dix jours après sa passation, déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel l'association est établie, qu'une autre copie soit enregistrée au bureau d'enregistrement du comté où elle existe, et qu'une autre copie soit envoyée au secrétaire de la province, et qu'avis du changement de nom soit publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, une fois dans un journal français et une fois dans un journal anglais publiés dans le district.
- Formalités pour cet objet.** L'association, sous son nouveau nom, jouit et est revêtu de tous les privilèges et est sujet à tous les devoirs et obligations de l'association sous son ancien nom. S. R. Q., 5488a ; 6 Ed. VII, c. 35, s. 1.
- Privilèges, etc., sous nouveau nom.**

### § 2.—*Des pouvoirs généraux du club*

- Acquisition de biens.** **7236.** Dans un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, toute association, ainsi constituée, a le pouvoir d'acquérir et posséder, dans les limites de la municipalité qui en a autorisé la constitution ou dans les limites d'une municipalité voisine dans le même district judiciaire et la même division d'enregistrement, des biens mobiliers et immobiliers, nécessaires à l'usage de l'association, dont la valeur annuelle n'excède pas mille piastres, et dans les cités, villes et villages ayant trois mille habitants ou plus, des biens mobiliers ou immobiliers dont la valeur annuelle n'excède pas deux mille piastres. S. R. Q., 5489.
- Règlements pour certaines fins.** **7237.** L'association peut adopter, pour l'administration de ses affaires, les statuts, règles ou règlements qu'elle juge à propos, relativement à l'admission et à l'expulsion de ses membres, aux contributions et amendes qu'il convient de leur imposer, et généralement à l'administration et à la régie de ses affaires. S. R. Q., 5490.

### § 3.—*Dispositions diverses*

- Irresponsabilité des membres.** **7238.** Les membres ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'association. S. R. Q., 5491.
- Dispositions qui régissent les associations.** **7239.** En tant qu'elles sont applicables, les dispositions de la loi des compagnies de Québec régissent les clubs ou associations mentionnées dans l'article 7233. S. R. Q., 5492.

## SECTION II

## DES CLUBS POUR LA PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER

§ 1.—*De la constitution des clubs en corporation*

**7240.** Sur la recommandation du ministre de la coloni- Constitution  
sation des mines et des pêcheries, et sujet à l'honoraire à être des clubs  
fixé, de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la pro-  
celui-ci peut conférer à tout nombre de pas moins de cinq tection du  
personnes le demandant, une existence corporative consti- poisson et  
tuant en club ces personnes et toutes les autres qui peuvent du gibier.  
dans la suite en devenir membres, le club ainsi établi en  
une corporation ayant pour objet de lui permettre d'acquérir Leurs pou-  
et de posséder les biens meubles et immeubles nécessaires et voirs.  
requis pour atteindre l'objet et les fins de l'association. S.  
R. Q., 5493 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22 ; 6 Ed. VII, c. 36, s.  
1 ; 8 Ed. VII, c. 70, s. 1.

§ 2.—*Du but de ces clubs*

**7241.** Le but et la fin de ces clubs sont d'aider à faire But de ces  
observer les lois et les règlements concernant la protection clubs.  
du poisson et du gibier dans la province.

Chaque fois qu'il est démontré au lieutenant-gouverneur Révocation  
en conseil, sur preuve satisfaisante et sur rapport à cet effet, de leur con-  
qu'un club, établi en vertu des dispositions de la présente stitution en  
section, s'occupe de choses autres que les fins ci-dessus certains cas.  
mentionnées, les pouvoirs conférés à ce club, en vertu de l'article  
7240, sont révoqués. S. R. Q., 5494.

§ 3.—*Dispositions diverses*

**7242.** Les membres de tout tel club peuvent adopter Règlements  
pour l'administration de leurs affaires, les statuts, règles et de ces clubs.  
règlements qu'ils jugent à propos.

Dès que ces statuts, règles et règlements ont été approuvés Leur mise en  
par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, vigueur.  
ils ont pleinement vigueur et effet. S. R. Q., 5495 ; 1 Ed.  
VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

**7243.** Tout tel club doit transmettre au ministre de Transmission  
la colonisation, des mines et des pêcheries, le ou vers le pre- de la liste des  
mier avril et le ou vers le premier octobre de chaque année, membres et  
une liste dûment certifiée de ses membres, contenant l'indi- des invités  
cation de leur résidence ordinaire, et une autre liste des invi- au ministre.  
tés et visiteurs et l'indication de leur résidence ordinaire.  
S. R. Q., 5495a ; 6 Ed. VII, c. 36, s. 2.

**7244.** En tant qu'elles sont applicables, les dispositions Loi applica-  
de la loi des compagnies de Québec régissent les clubs pour ble.  
la protection du poisson et du gibier. S. R. Q., 5496 ; 62 V.,  
c. 23, s. 2.



## SECTION III

## DES SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE

§ 1.—*De la constitution en corporation*

Constitution  
des sociétés  
de bienfai-  
sance.

**7245.** Dix ou un plus grand nombre de personnes, dans quelque partie que ce soit de la province, qui désirent se former en société nationale de bienfaisance, peuvent être constituées en corporation civile, en procédant de la manière indiquée et en payant les honoraires imposés par l'article 7233. S. R. Q., 5496a ; 60 V., c. 46, s. 1.

Leurs pou-  
voirs géné-  
raux.

**7246.** Après que les formalités indiquées par l'article 7233 sont accomplies, les personnes qui demandent d'être constituées en corporation et telles autres qui peuvent par la suite devenir membres de la société, forment une corporation sous les nom et raison énoncés dans la déclaration, et sont revêtues de tous les droits, pouvoirs et privilèges inhérents aux corporations. S. R. Q., 5496b ; 60 V., c. 46, s. 1.

§ 2.—*Des pouvoirs généraux de la corporation*

Pouvoir de  
posséder des  
immeubles.  
etc.

**7247.** Dans une localité, un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, toute société ainsi constituée en corporation, a le pouvoir d'acquérir et posséder, dans les limites de la municipalité qui a autorisé la création de la corporation ou dans les limites d'une municipalité voisine, dans le même district judiciaire et la même division d'enregistrement, des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'usage de la société dont la valeur annuelle n'excède pas deux mille piastres ; et, dans les cités, villes et villages ayant trois mille habitants ou plus, des biens mobiliers ou immobiliers dont la valeur annuelle n'excède pas quatre mille piastres.

Approbat-  
ion des règle-  
ments par le  
lieut. gouv.  
en conseil.

Tout règlement fait par une société constituée en corporation en vertu de la présente section, n'a aucune valeur ni effet, avant d'avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 5496c ; 60 V., c. 46, s. 1.

§ 3.—*Dispositions diverses*

Irresponsabi-  
lité des mem-  
bres pour  
dettes corpo-  
ratives.

**7248.** Les membres ne sont pas personnellement responsables des dettes de la corporation. S. R. Q., 5496d ; 60 V., c. 46, s. 1.

Dispositions  
applicables.

**7249.** En autant qu'elles sont applicables, les dispositions de la loi des compagnies de Québec régissent les sociétés nationales de bienfaisance. S. R. Q., 5496e ; 60 V., c. 46, s. 1.